LES INTÉRÊTS

DES

NATIONS DE L'EUROPE,

DÉVÉLOPÉS RELATIVEMENT AU

COMMERCE.

Digitized by Google

Digitized by Google

LES INTÉRÊTS

DES

NATIONS DE L'EUROPE,

DÉVÉLOPÉS RELATIVEMENT AU

COMMERCE.

TOME PREMIER.

BIBLIOTECA NAZIONALE CENTRALE FIRENZE

LEIDE,

CHEZ ELIE LUZAC, M. DCC. LXVI.

Et ſe trouve à LEIPZICH, chez *Weidmann* & *Reich*; à FLORENCE, chez *Bouchard*; à NAPLES, chez *Gravier*; à LONDRES, chez *John Nourſe*.

À

SA MAJESTÉ L'IMPERATRICE

DE

TOUTES LES RUSSIES.

ETC. ETC. ETC.

MADAME,

EN prenant la liberté de préſenter à Votre Majeſté Impériale, Les Intérêts des Nations de l'Europe, developpés relativement au Commerce, *je rends homage à la Science du Gouvernement, à cette Science qui s'occupe eſſen-*

tiellement de la proſpérité de l'Etat, de la félicité des Peuples & des vrais moyens de la procurer. Mon Zèle pour le bien de l'humanité m'a dicté cet ouvrage, & mon Reſpect le préſente à la Vertu qui ſcait regner.

Je ſuis avec un très profond reſpect,

MADAME,

DE VOTRE MAJESTÉ IMPÉRIALE,

Le très-humble & très-obéiſſant
Serviteur,

⁂ ⁂ ⁂

LISTE
DES
SOUSCRIPTIONS.

M. M. ALDERWERELD. (R. D.) *de Croneſtein.* 1
BERKHOUT (W. H. TEDING DE) 1
BEYER (DE) *de Hulſen.* 1
BOOM 1
BRANDES, *Sécretaire du Conſeil privé à Hannovre.* . . . 1
CAARTEN. 1
CANTIER. 1
CHARBON. 1
CORNABÉ. 1
COSTER (R.) 1
CRAS. 1
ENSLEI (J.) Junior. 1
ESCHAUSIER (J. P.) 1
FAUCHEY. 1
FERONCE, *Conſeil privé de S. A. S. Mgr. le Duc de Brunswyck Lunebourg.* 1
GOUT. 1
GRAHAM (ARCH.) 1
HARREVELD, *Libraire à Amſterdam.* 12
HAREN (O. Z. DE) *Grietman de Stellingwerf Weſt-einde.* . 1
HASELL (EDWARD). 1
HEROLD (VEUVE) *Libraire à Hambourg.* 2
HOECK (VEUVE V. D.) *Libraire à Göttingue.* . . . 3
HOENICHEN (DE) *Sécretaire de S. A. S. Mgr. Le Duc de Brunswyck-Wolffenbuttel.* 1

Digitized by Google

LISTE DES SOUSCRIPTIONS.

HOYER (G.) *Avocat-Fiſcal de Hollande.* 1
JASPERD, *Libraire à Berlin.* 6
JONQUIERES. 1
JUGLA & CONSORTS, *Libraires à Amſterdam.* 12
LULOFS, Profeſſeur en Philoſophie *à Leide.* 1
MUMME (LA VEUVE) *à Copenhague.* 12
MARCHANT (J. LE) 1
PERRENOT (A.), *Bourguemaître à Cuilembourg.* 1
PETIT & DUMOUTIER, *Libraires à Hambourg.* 6
SALGAS. 1
TEN BRINK (H. W.) *Tribun de la Ville de Deventer.* . . 1
TOLOZAN. 1
VASTER (F.) *Inſpecteur pour la levée des deniers publics de la Hollande.* 1
VIS (D.) Junior, *Libraire à Rotterdam.* 3
VELDE (V. D.) 1
WORONZOW (*Son Exc. Le Comte de*) 10

Les Libraires BOUCHARD à *Florence*, DESAIN à *Paris*, GRAVIER à *Naples*, NOURSE à *Londres*, WEIDMANN & REICH à *Leipzich*, ayant ſouſcrit pour un nombre conſidérable, on pourra s'adreſſer à eux préferablement.

TABLE

DES

CHAPITRES,

Contenus dans le Tome Premier.

CHAP. I. *De l'Equilibre.* . . . . . Pag. 1

II. *Du Commerce en général.* 6

III. *De l'Agriculture en général.* 13

IV. *Du Portugal.* 19

V. *De l'Espagne.* 72

VI. *Des autres Nations en général.* 154

VII. *De la France.* 158

VIII. *De l'Angleterre.* 200

IX. *De la Hollande.* 222

X. *Des Pays-Bas Autrichiens.* 229

XI. *De l'Allemagne en général.* 232

XII. *Du Palatinat.* 234

XIII. *De la Saxe.* 236

XIV. *Des Etats du Roi de Prusse.* 243

XV. *De la Hongrie.* 244

XVI. *De l'Italie.* 246

XVII. *De la Suisse.* 247

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XVIII. *Du Nord.* . . . . . Pag. 247

Du Dannemarck. 248

De Hambourg & de Dantzick. . . . . ibid.

De la Suede. . . . . . ibid.

De la Ruſſie. . . . . . ibid.

XIX. *Des Côtes de Barbarie.* 257

XX. *Du Crédit Public.* 260

Des Richeſſes Artificielles. 270

XXI. *Des Banques.* 276

XXII. *Des effets de l'abondance de l'Or & de l'Argent.* . . 283

XXIII. *De la proportion entre l'Or & l'Argent.* 293

XXIV. *De l'Intérêt de l'Argent.* 305

De la légitimité des intérêts d'Argent, qui ont cours dans le Commerce. 320

Des Monts de Piété ou Lombards. 343

XXV. *Des Compagnies des Indes.* 349

Reflexions ſur les Avantages du Commerce en général. . 367

Reflexions ſur le Commerce Maritime. 407

Le Commerce conſideré à l'égard de la Population. . 419

Reflexions ſur le Commerce de la Librairie. . . . 428

Fin de la Table du Premier Tome.

LES

TABLE

DES

CHAPITRES.

Contenues dans le Tome Second.

CHAP. XXVI. *Des Loix du Commerce en général.* . . Pag. 1

De la Juriſdiction. 3

Des Faillites & des Contraintes par Corps. . 4

Des Lettres de Change. 25

Des Tarifs & des Loix prohibitives . . 28

Des Aſſurances. 39

Des Priſes 43

Des Manufactures en général. . . . 54

Des Colporteurs. 82

Des Hopitaux. 86

Du Luxe. 90

De la Balance. 100

XXVII. *Des Decouvertes.* 105

Paſſage par le Nord aux Indes Orientales & Occidentales. 113

Terres Auſtrales à l'Oueſt du Cap Horn. . . 125

XXVIII. *De l'Impôt.* 149

XXIX. *Du Négociant.* 161

TABLE DES CHAPITRES.

Des Livres ou Ecritures, & des Comptes. . . 183
De la Correſpondance. 195
Du Crédit. 198
Des Banqueroutes & Faillites. . . . 211
Des Denrées & des Matières prémières. . . 223
Des Entrepôts. 235
Des Manufactures. 240
Du Commerce de Commiſſion. 250
Des Voyages. 265
Des Correſpondans. 270
Du Commerce de Fret & de la Navigation. . . 275
Des Avaries & des Aſſurances. . . . 290
Du Commerce maritime en tems de guerre. . . 299
De la Spéculation. 301
Des Changes. 306
Des Papiers de Commerce. 313
Du Commerce de Banque. 321
De l'Eſcompte. 322
Du Commerce de l'Amérique. . . . . ibid.
Des Avis & de la légitimité des Bénefices du Commerce en général. 326
De la Contrebande ou Commerce clandeſtin. . 339
Des Conteſtations & procès. 350
Des Compagnies, ſociétés & maitriſes. . . 372
Conſidérations ſur le bonheur dans la Profeſſion du Commerce. 383

Fin de la Table du Tome Second.

LES

LES INTÉRÊTS DES NATIONS DE L'EUROPE, DÉVELOPPÉS RELATIVEMENT AU COMMERCE.

CHAPITRE I.

De L'Equilibre.

L'Equilibre de l'Europe a été depuis quelque tems le grand reſſort de la politique. C'eſt un des grands moyens dont l'ambition d'une nation s'eſt ſervie pour parvenir à une puiſſance ſans bornes. Rien au fonds n'eſt plus chimérique que l'Equilibre tel qu'on a affecté de l'entendre. On l'a cherché envain dans le rapport des maſſes des Armées. L'expérience a prouvé dans tous les temps que de même qu'il peut y avoir de grandes inégalités entre deux Armées d'un nombre égal d'hommes, il peut ſe trouver une certaine égalité entre deux Armées d'un nombre d'hommes inégal.

La France, dans la guerre qui fut terminée par la paix de Ryswyck, réſiſta non-ſeulement à une grande partie de l'Europe réunie contre elle, mais fit des conquêtes en Flandres, en Allemagne, en Italie, en Eſpagne. Peu de temps après elle eût à ſoutenir une ſeconde guerre contre les mêmes Nations; elle eût pour alliée l'Eſpagne qu'elle avoit eû contre elle: malgré une différence auſſi forte l'Equilibre fut tellement rompu, qu'elle fut réduite aux plus facheuſes extremités. Dans le même temps la Suède, attaquée par un monde d'ennemis, leur auroit fait la loi, ſi ſon Roi eût ſçu faire la paix en Saxe dans le moment glorieux où l'Europe ſe tût devant ce moderne

derne Alexandre. En 1741 l'Auguſte heritière de l'Empereur Charles VI., ſans alliés, ſans finances, paroiſſant n'avoir pour toutes reſſources que ſa grande Ame, repouſſa courageuſement une ligue formidable qui l'enveloppoit de toutes parts.

La dernière guerre nous offre des réſultats qu'il étoit impoſſible à la Politique de prévoir. La chimère de l'Equilibre a été ruinée par la Nation même qui affectoit depuis longtems de paroitre jalouſe de la maintenir. On l'a vûe chercher à ſoulever toute l'Europe contre Charles VI. & exagerer ſa puiſſance; parceque ce Monarque, reconcilié avec la Cour d'Eſpagne, paroiſſoit ſe livrer à des vües de Commerce pour l'avantage de ſes peuples.

Cependant cette prétendue balance du pouvoir a été la cauſe ou plûtôt le pretexte des guerres ſanglantes qui ont déſolé l'Europe dans ce ſiecle & à la fin du dernier. Jamais la politique n'employa un moyen plus fatal au genre humain : le malheur eſt venu de ce qu'on l'a dirigé vers la guerre, au lieu de le diriger vers le Commerce.

Tendre à l'Equilibre par la guerre, c'eſt pourſuivre un phantôme. Il eſt évident que ſi de deux baſſins inégaux on retranche des quantités égales, ils ſeront encore inégaux : or c'eſt ce qui arrive dans preſque toutes les Guerres de l'Europe moderne; les deux partis s'épuiſent d'hommes & d'argent, & ſe retrouvent, à cette différence près, en faiſant la paix, au même terme d'où ils étoient partis. M. Hume, quoique Anglois & par conſéquent fort enteté du ſyſtème de la balance, avoue que la même paix faite à Ryswyck en 1697., avoit été offerte dès 1682., & qu'on auroit pu ſouſcrire à Francfort en 1743., aux mêmes conditions qu'on fut bien aiſe d'accepter à Aix-la-chapelle en 1748. Donc toute guerre, entrepriſe uniquement pour établir l'Equilibre, ſe borne, ſans mener à ce but, à répandre à grands flots le ſang & les tréſors des nations belligérantes.

Il n'y a qu'un ſeul cas où ce motif doive être conſulté; c'eſt, comme le dit Polybe, lorsqu'on voit dans une ſeule main, une telle force, que les autres Etats deviennent abſolument incapables de ſe défendre de ſes entrepriſes. Il n'y a point de peuple en Europe qui ſoit dans ce cas par terre; il n'en eſt ſurement aucun qui put réſiſter longtems ſeul contre tous. Peut-être que cette Nation ſi fiere de ſa liberté & ſi jalouſe de celle des autres, que ſes Ecrivains politiques oſent appeller avec autant d'emphaſe que d'in-

dé-

décence, *la gardienne des libertés générales de l'Europe & la Patrone du genre humain* (*a*), en eſt venuë au point de réaliſer ſur la mer la Monarchie univerſelle: il eſt certain du moins, qu'elle a actuellement plus de forces maritimes, que toutes les nations de l'Europe n'en pourroient réunir. Cette grandeur n'eſt point l'ouvrage de la guerre, elle n'en eſt que plus redoutable. Elle a été formée par un vaſte commerce, qui a eu pour baſe une Agriculture & des Manufactures floriſſantes; & voilà préciſément la route que les Nations doivent tenir, ſi elles veulent tendre ſérieuſement à l'Equilibre vis-à-vis les Maîtres des Mers.

Un Politique comparoit, il y a quelque tems, le Roi & le Peuple d'Angleterre à deux hommes couchés dans le même lit. Le Roi attire un peu à lui la couverture chaque fois qu'il remue; le peuple en murmure, mais il le laiſſe faire juſqu'à ce qu'il ait le derriere découvert: alors il ſe retourne, ſe jette ſur la couverture avec fureur & l'attire à lui avec violence. La Nation Britannique n'eſt-elle point un Roi d'Angleterre à l'égard des autres Nations de l'Europe, & ne devroient-elles pas imiter le peuple Anglois?

Une Nation n'eſt pas puiſſante en raiſon de l'eſpace qu'elle occupe ſur le globe; mais en raiſon de ſa population, de ſon travail, de ſon induſtrie: il ne peut y avoir de finances où il n'y a pas de commerce; car ce que l'on nomme le produit des finances, n'eſt réellement qu'une partie aliquote du produit du commerce. On eſt étonné de voir tout à coup des raretés d'eſpeces dans de Grands Etats. Quand ce mal n'eſt pas momentané, c'eſt à-dire quand il n'eſt pas cauſé par la défiance; il vient de l'obſtruction des cannaux de l'opulence, ou ce qui eſt la même choſe, de la ceſſaſſion du Commerce. Veut-on, pour emprunter le langage des Médecins, tater le pouls d'une Nation? il n'y a qu'à examiner le cours du change chez elle, le cours des effets publics, l'intérêt de l'Argent, le prix des aſſurances, & comparer l'état de ces choſes avec leur état naturel, & encore avec leur état actuel chez les voiſins; cette combinaiſon, ſi elle eſt bien faite, donnera ſurement la connoiſſance que l'on cherche. Ces vérités ſont connues, quoique dans la pratique elles ſoient ſouvent négligées: mais l'influence du Commerce peut être dirigée plus directement comme Agent Principal dans la Politique.

Si une Nation envahit le principal domaine du commerce, il eſt de l'intérêt de toutes les autres de s'appliquer à augmenter entre elles leurs né-

(*a*) Voyez le 6. liv. des diſc. pol. de David Hume.

négociations réciproques, & à diminuer leurs rapports avec la premiere: elles doivent par conſéquent gêner les importations de celle-ci & favoriſer les importations des autres, en encourageant toujours leurs propres exportations. La France ſeroit bien de préférer le bœuf du Holſtein, de la Ruſſie & de la Hongrie à celui d'Irlande, & les tabacs de Lucraine & du Palatinat à ceux de la Virginie & du Mariland.

Si une Nation ambitieuſe refuſoit d'admettre dans ſes ports les navires étrangers chargés de Marchandiſes d'un autre pays que le leur, toutes les autres Nations ne devroient pas manquer d'en agir ainſi reſpectivement à l'égard de cette Nation. En un mot on doit dans tous les cas ſe conduire avec elle comme elle ſe conduit avec les autres, & contredire autant qu'il eſt poſſible, les reglemens qu'elle fait en ſa faveur. Si par exemple elle a des Colonies & qu'elle leur défende d'envoyer des navires ailleurs que dans la Métropole, les autres Etats doivent encourager ces Colonies à commercer directement avec eux.

Si cette Nation a une grande Pêche, il faut toujours, autant qu'il ſera poſſible, préférer après le poiſſon national, celui des autres peuples. Si jamais les Proteſtans déviennent plus puiſſans en Europe que les Catholiques, la pêche de la Morue & celle du Harang contribueront beaucoup à leur donner la ſupériorité. Chaque jour maigre fait paſſer une grande quantité d'argent de l'Eſpagne, du Portugal, de la France, de l'Italie, d'une partie de l'Allemagne, en Angleterre & en Hollande. Si les Eveques Catholiques défendoient au peuple de ſe nourrir de poiſſon pêché par des mains hérétiques, notre ſiècle raiſonneur pourroit appeller cette défenſe un ſcrupule exceſſif. Il le ſeroit ſûrement aux yeux de la Réligion même; cette défenſe aux yeux de la politique ſeroit peut-être une précaution raiſonnable. Si la même Nation attiroit chez elle des étrangers par des encouragemens & des établiſſemens, les autres devroient ſuivre cette bonne police, & s'efforcer du moins de conſerver leurs propres membres, non par des défenſes toujours impuiſſantes en pareil cas, mais en leur faiſant aimer leur pays.

Il ſeroit trop long d'entrer dans le détail de tous les obſtacles qu'on peut oppoſer aux progrès d'une Nation trop entreprenante. On en a dit aſſés pour faire voir qu'il eſt plus ſûr & plus humain de tendre à l'Equilibre par le Commerce, que par la Guerre. Puiſſe cette vérité frapper les Conducteurs des divers Etats qui compoſent la grande Famille Européenne! Puiſſe

Puiſſe notre ſiècle mériter enfin le titre de ſiècle Philoſophique, titre que juſqu'à préſent il n'a qu'uſurpé ! Puiſſe-t-on voir gravée dans tous les cabinets des Princes, ainſi que dans leurs cœurs, cette belle Sentence d'un Ancien ! „ C'eſt aux peſtes, aux tremblemens de terre & aux autres fléaux „ de la Nature, à faire perir les hommes; mais c'eſt aux Princes à les con„ ſerver ": Et ces Vers de l'immortel Philoſophe de *Sansſouci* :

Ainſi tous les humains dont la terre fourmille,
Sont fils du même pere & ſont d'une famille;
Ils ſont nés nos égaux, ils ſont du même ſang,
Quelque élevé que ſoit l'orgueil de notre rang.
Aimons donc les humains, puiſqu'ils ſont tous nos freres:
Volons à leur ſecours, ſoulageons leurs miſeres,
Supportons leur foibleſſe, épargnons leurs défauts,
Devenons leurs ſauveurs & non pas leurs Bourreaux.
. . . . . .
Tels ont été les grands dont l'immortelle Gloire
Subſiſtera toujours tant que vivra l'Hiſtoire;
Peres de leurs ſujets, délices des Humains,
Leur nom chéri ſe donne aux meilleurs ſouverains (a).

Si jamais l'eſprit de Commerce ſe répand partout, les guerres déviendront moins fréquentes en Europe. La rivalité des Nations n'excitera plus qu'une émulation générale : au lieu de faire aſſaut de puiſſance, on n'en fera que d'induſtrie.

„ Le commerce, dit M. de Montesquieu, guérit les préjugès deſtructeurs, „ & c'eſt preſque une regle générale que partout où il y a des mœurs „ douces, il y a du commerce, & que partout où il y a du commerce, „ il y a des mœurs douces . . . l'effet naturel du commerce eſt de porter „ à la Paix: deux Nations qui négocient enſemble, ſe rendent réciproque„ ment dépendantes ".

Peut-être que la France & l'Angleterre ne poſeront jamais les Fondemens d'une paix durable, que quand elles feront un traité de commerce qui les mettra à portée de donner un libre cours au raport que les deux Nations pourroient avoir reciproquement. Nous donnerons ailleurs une idée des moyens

(a) Poëſ. du Phil. de Sansſouci. tom. 2. Epit. 1.

moyens qu'on pourroit employer pour parvenir à faire un traité de Commerce qui contribueroit beaucoup au bonheur des deux Nations, & feroit ſans doute un bien infini à toute l'Europe.

CHAPITRE II.

Du Commerce en Général.

POUR former le tableau général du Commerce de l'Europe, il faut parcourir les richeſſes de l'Univers : car le commerce de l'Europe embraſſe preſque entierement celui des trois autres parties du monde. Mais qui pourroit ſe flater de ne rien omettre d'utile & d'intéreſſant ſur une matière ſi étendue ? „ On peut dire du commerce, „ comme de beaucoup d'autres ſçiences; qu'il y a une infinité de choſes à „ aprendre; & que perſonne, avec la plus grande intelligence & l'expé- „ rience la plus conſommée, n'eſt capable d'en ſonder la profondeur (*a*) ". Ce ſeroit donc oſer beaucoup, que d'oſer eſperer d'ajouter aux progrès que nos connoiſſances ont fait de nos jours ſur cette matière. Un Corps complet de commerce, & d'Agriculture, la premiere partie & la baſe du Commerce, ne ſçauroit être l'ouvrage d'un ſeul homme, ni le fruit d'un grand nombre d'années employées à la pratique & à l'obſervation.

CE ſeroit ſans doute un Ouvrage très intéreſſant & très utile, qu'une deſcription exacte & bien faite de la méthode de Culture en uſage dans tous les pays & dans tous les climats de l'Europe, relativement à toutes ſortes de productions & de beſtiaux, aux défrichemens & deſſechemens, à la conduite des eaux, à la Conſtruction des canaux, des digues, des chemins, & à leur entretien, aux qualités des terres & à la Nature des climats. On trouveroit en Angleterre, les faits les plus intéreſſans & les plus inſtructifs ſur les défrichemens, ſur l'établiſſement des pâturages, ſur l'uſage des Communes, & les meilleurs moyens de les rendre utiles: en France, ſur la conſtruction & l'entretien des chemins, ſur la police des chaſſes & des rivieres; en Hollande, ſur les déſſechemens, ſur la conſtruction des canaux, des ecluſes & des digues, ſur l'Art de conſerver les Grains, &c. Cette Deſcription, qui embraſſeroit exactement l'Agriculture dans toutes ſes parties chez les différens peuples de l'Europe, ſerviroit infiniment à faire

(*a*) Joshia Child.

Digitized by Google

faire connoitre toutes les reſſources de la Nature, & indiqueroit une infinité de moyens inconnus d'étendre celles de l'induſtrie humaine. Une Deſcription ſi utile ne ſçauroit être l'ouvrage du Cabinet, ni celui d'un ſeul homme. Il faudroit porter ſur l'Agriculture, dans toutes les Campagnes cultivées de l'Europe, le même eſprit d'obſervation que les *Tournefort*, les *Linnæus*, les *Juſſieu* &c., ont porté ſur la Botanique, dans les terres incultes. Il réſulteroit d'une entrepriſe de cette nature, une Collection vaſte & précieuſe de faits intéreſſans, qui ſeroit infiniment utile pour parvenir à l'acquiſition d'un Corps complet d'Agriculture.

On pourroit attendre une auſſi grande utilité d'une Deſcription des arts, de l'induſtrie & du commerce de toutes les Nations, faite avec le même eſprit d'obſervation & les mêmes ſoins.

Aucune Nation ne peut ſe croire bien inſtruite de ſon propre commerce, ſi elle ne connoit à fonds celui des etrangers, auquel le ſien eſt rélatif, ou peut le devenir; & les mêmes lumières ne lui ſont pas moins néceſſaires pour connoitre le prix des arts qu'elle poſſede, pour faire valoir ſon induſtrie, pour lui donner l'eſſor & l'accroître. Car une Nation dont l'induſtrie ne produiroit rien au dehors, ne pourroit être reputée aujourd'hui une Nation induſtrieuſe. Il faut s'attacher à l'induſtrie qui intereſſe l'étranger. Or ſi on ne connoit point celle que l'étranger lui opoſe, & les divers dégrés de concurrence qu'elle a à ſoutenir; ſi on ignore quelles ſont les productions de l'induſtrie les plus recherchées, pourra-t-on ſe flatter d'acquerir les moyens de perfectionner l'induſtrie Nationale? Il n'eſt pas douteux qu'on n'a qu'une idée très imparfaite de l'art de Fabriquer les etoffes de ſoie, ſi l'on ignore les diverſes preparations qu'exigent les ſoies, l'or & l'argent dont on les enrichit, & les reſſources du deſſein & du goût, qui les enrichiſſent bien d'avantage; ſi l'on n'a pas fait une étude profonde & réflechie des Manufactures de Lyon.

Mais cette étude particuliere ne ſuffira pas encore pour connoitre les moyens de ſoutenir l'Art dans cet état floriſſant qui lui donne un ſi grand empire; & ceux de l'accroître encore, s'il eſt poſſible. Il faut ſe livrer à un autre étude. Il faut étudier l'induſtrie, qui étend chez l'étranger les productions de l'art de la Nation; & les moyens d'accroître cette induſtrie qui occupe, qui corrige l'artiſte, & qui ſeule donne à l'Art ſon plus grand eſſor. C'eſt dans les voyages, c'eſt dans l'obſervation chez l'étranger, qu'il faut chercher les moyens de ſoutenir & d'accroitre cette induſtrie, ſans le ſecours de laquelle l'Art

l'Art ſe dégraderoit & ſe perdroit infailliblement, ou paſſeroit chez une autre Nation. Cela s'applique à toutes les Manufactures intéreſſantes de chaque Nation. Car il n'eſt point de Nation qui ne trouve chez les autres, par des obſervations faites avec ſoin, dequoi perfectionner ſes arts & ſon induſtrie.

Il en eſt de même du commerce National: on ne le connoitra à fonds, & les moyens de l'acroître & de le perfectionner, que par l'obſervation chez l'étranger; ſurtout la partie relative du commerce National, qui eſt celle que les Adminiſtrateurs du commerce devroient le plus aprofondir. Il faut parcourir les lieux de la premiere main des denrées & des marchandiſes, obſerver les différentes manieres d'y contracter, les divers entrepots, leurs uſages mercantiles, les diverſes ſpéculations qui s'y ſont, & les principes ſur leſquels on les forme; il faut connoitre à fonds les lieux de la conſommation, leurs modes, leurs goûts, leurs mœurs & leurs uſages. Il réſulteroit d'un tableau d'obſervations bien faites ſur les lieux, un recueil de faits conſtans, dont le détail ſeroit abſolument néceſſaire pour former un Corps complet du commerce & des arts d'une Nation.

Qui voudroit connoitre à fonds le commerce d'Amſterdam, ſeroit obligé d'étudier le Commerce preſque de l'univers entier. Celui de l'Angleterre n'exigeroit guères moins d'attention: & pourroit-on ſe flater de connoitre parfaitement le Commerce d'une Nation rivale, ſans connoitre celui-ci dans tous ſes détails?

Ce tableau exigeroit l'étude & l'obſervation de pluſieurs Voyageurs éclairés, réunis pour l'execution du même projet; pluſieurs années d'une application bien ſuivie, & enfin une infinité de connoiſſances pratiques.

Nous preſentons ici ce tableau de Voyages & d'obſervations à faire, de faits à raſſembler, tant ſur l'Agriculture, que ſur le Commerce & les Arts; non comme formant un corps complet d'agriculture, d'arts & de commerce, mais ſeulement comme un recueil utile & indiſpenſablement néceſſaire pour former ce corps complet.

Le public ne peut-il pas l'attendre, ce recueil, du zèle & des lumieres des ſocietés d'agriculture, d'arts & de Commerce dépuis peu répandues en Europe? Pourquoi ces ſocietés n'auroient-elles pas des obſervateurs voyageurs, comme les Académies des ſciences? Pourquoi n'iroit-on pas obſerver les

les productions de la Nature qui apartiennent à l'agriculture, avec les mêmes ſoins qu'on donne à obſerver celles qui apartiennent plus particuliérement à la botanique, ou en général à l'Hiſtoire Naturelle; & les arts & le commerce chez les étrangers, tous ces monumens de l'induſtrie humaine variés à l'infini, répandus chez les différentes Nations, comme on va obſerver cequi apartient à l'aſtronomie?

Ces obſervations générales ont fait eſperer que l'ouvrage qu'on préſente ici au public, qui eſt le fruit de pluſieurs années de pratique, de voyages, & d'obſervations, pourra être de quelque utilité. On y a compris les principales branches du commerce, les objets les plus intéreſſans pour l'adminiſtration & pour les negocians. On a inſiſté en particulier ſur le commerce, les finances & les arts des Nations de l'Europe qui intéreſſent le plus ſon commerce, & qui ſont celui des trois autres parties du monde, comme étant celles qui ouvrent le champ le plus vaſte à l'inſtruction publique la plus intéreſſante & la plus utile; parceque toutes les autres Nations Europeënnes ſe trouvent intéreſſées dans le commerce & l'adminiſtration de celles-ci.

On conſidére aſſés généralement le commerce ſous deux points de vüe, & l'on diſtingue dans l'étude qu'on en fait, la Théorie, de la Pratique, c'eſt-à-dire de l'art du négociant, ſur lequel la pluspart des politiques ne jettent que des regards diſtraits. De leur côté preſque tous les négocians, peu ſenſibles à la Théorie, en négligent l'étude, & vivent dans le prejugé que les connoiſſances pratiques ſuffiſent pour conſtituer le bon négociant. Qu'on jette un coup d'œil attentif ſur la marche du commerce, on ſera bientôt convaincu que le politique & le négociant ont preſque un égal beſoin des connoiſſances de théorie & de pratique, & on vera que nous ſommes bien autoriſés à adreſſer nos obſervations également à l'Homme qui veut diriger le commerce, & à celui qui veut l'exercer; à celui qui gouverne & à celui qui eſt gouverné.

Le Négociant prête une attention journaliere, éclairée par les regles & l'uſage, ſur les changes, pour profiter de leurs variations. Le Miniſtre y porte la même attention: il les enviſage comme le thermomêtre du commerce qu'il dirige; il s'occupe des moyens de le rendre avantageux à ſa nation. Il doit connoitre comme le négociant, les différentes qualités des denrées & des marchandiſes qui s'exportent à l'étranger avec le plus de bénéfice; celles de l'étranger qui s'importent avec le moins de déſavantage; leur abondance, leur diſéte, & les cauſes de toutes les révolutions qui arrivent dans le

commerce: car il a quelquefois intérêt de les prévenir, & ſouvent de voir les négocians en profiter pour s'enrichir; parcequ'il a toujours préſente la maxime, que la richeſſe du négociant eſt celle de l'Etat. Il doit connoitre, comme le négociant, toutes les ſources des denrées & des marchandiſes, la maniere dont elles circulent, ſoit pour pourvoir aux moyens de les tirer de l'étranger au meilleur prix, ou de faire exporter celles de la nation à meilleur marché, & donner ainſi plus d'élevation & d'activité au commerce national. Il lui importe encore infiniment d'être auſſi bien inſtruit que le négociant, des loix du commerce, des regles, des uſages des aſſurances, du commerce de fret, de celui de commiſſion, de la navigation, de la conſtruction même des navires; & il ne lui eſt pas plus permis, qu'au négociant, d'ignorer le calcul & les termes de l'art.

La maniere de tirer tout le parti poſſible de la ſituation locale d'un pays, de ſes uſages, de ſon goût, de ſes mœurs, de ſa diſète, de ſon abondance, de ſon induſtrie, en un mot de ſes forces naturelles & rélatives; la connoiſſance des droits, des privileges, des conceſſions de chaque nation relativement à ſon commerce, des traités & des tarifs; tous ces objets & beaucoup d'autres ne ſont pas moins du reſſort du négociant, que de celui de l'homme d'Etat. Toutes ces connoiſſances réunies dans des mains vraïement patriotiques, concourrent infiniment à perfectionner l'art de l'adminiſtration, à augmenter les progrés de cette ſcience qui s'occupe eſſentiellement de la proſpérité de l'Etat, de la félicité des peuples, & des vrais moyens de la procurer, toutes ces mêmes connoiſſances ſont également utiles pour former le vrai, le bon Négociant.

Le commerce enviſagé dans tous ſes raports, dans ſes combinaiſons & ſon utilité, eſt une ſcience dont on ne connoit point les limites. En effet qui connoit toute l'étendue de ſes principes, de l'induſtrie humaine, & des autres ſciences qui en ſont des branches ou qui ſervent à l'enrichir? Qui connoit tous les reſſorts de l'univers commerçant, les raports qu'ils ont mutuellement; les moyens de les faire mouvoir, de les animer & de les conſerver en les fortifiant; les plans de ſpéculation qu'un pays peut former ſur un autre; les divers avantages de l'importation & de l'exportation; toutes les reſſources d'une nation quelconque; les moyens de les faire valoir, de la rendre riche & puiſſante, de la rendre heureuſe; &, ce qui eſt peut-être encore plus difficile, les moyens de conſerver ſa puiſſance & ſes richeſſes? Qui eſt-ce qui poſſede enfin l'art ſublime de gouverner les nations? On écrit tous les jours ſur cette matière, & plus on écrit, plus on s'apperçoit qu'il nous

reſte

reſte de grands progrés à faire dans les connoiſſances les plus utiles & les plus néceſſaires.

Tels ſont les titres qui nous donnent quelque droit à l'indulgence de nos lecteurs. Ce ſont-là en même tems les motifs qui nous ont engagé à parcourrir ſucceſſivement le commerce de toutes les nations de l'Europe; & nous ne nous y arretons que relativement à l'intérêt général de ſon commerce. Les nations qui ont le moins de manufactures, & qui fourniſſent le plus de conſommateurs & de matières premieres, ſont les plus intéreſſantes pour le commerce des nations induſtrieuſes. Nous ſommes tributaires de l'induſtrie des Indes Orientales. Elles nous ſont moins précieuſes, que les Indes Occidentales qui payent la nôtre. L'Eſpagne & le Portugal font une conſommation immenſe de nos manufactures que ces Royaumes nous payent en argent comptant, ou en échange pour des denrées néceſſaires & des matieres premieres. En examinant les moyens qu'ont ces nations, d'étendre le nombre de leurs conſommateurs dépendans en Europe & dans les Indes Occidentales, & d'accroître leurs productions naturelles, nous nous occupons donc des moyens de donner à notre induſtrie un plus grand eſſor, de rendre notre commerce plus floriſſant, & la ſource de nos richeſſes plus abondante. Les accroiſſemens de notre induſtrie ſont en même tems infiniment précieux aux nations qui la payent par l'abondance de leurs productions naturelles. C'eſt ainſi que nous trouvons l'intérêt général de l'Europe dans l'intérêt particulier d'une nation. Cet intérêt général réſulte de l'examen, de la diſcution de l'intérêt particulier. Plus les retours de l'Amérique ſeront abondans, plus nous y vendrons de nos Manufactures. Nous obtiendrons en même temps à meilleur marché les denrées de cette partie du monde, dont nous ne ſçaurions nous paſſer aujourd'hui. L'intérêt qu'a le Portugal à admettre la concurrence des étoffes de laine de toutes les manufactures, eſt en même tems celui de toutes les nations qui ſont en état d'y en introduire. Les ſages précautions que le Miniſtère d'Eſpagne peut prendre, tant pour relever ſon agriculture, que pour faire ceſſer le commerce clandeſtin à l'Amérique, qui ne ſçauroient manquer d'augmenter ſes richeſſes; rendroient auſſi plus floriſſant le commerce que les nations induſtrieuſes font par Cadix aux Indes Occidentales, & il s'en feroit entre elles un partage plus égal.

Après l'Eſpagne & le Portugal, on doit enviſager la France comme un des principaux domaines de l'Europe Commerçante. La France envoit beaucoup plus de denrées & de marchandiſes à l'étranger, qu'elle n'en reçoit. Si la France étoit auſſi peuplée, auſſi bien cultivée qu'elle pourroit l'être; ſi

les maximes de finance y étoient plus favorables aux progrés du commerce; les étrangers obtiendroient à meilleur marché les productions naturelles & d'induſtrie qu'elle leur fournit, & elle conſommeroit infiniment davantage des denrées & des marchandiſes étrangéres dont elle a beſoin. Ses colonies, plus peuplées & mieux cultivées, produiroient deux avantages précieux aux autres nations: les Sucres, les Indigos, les Caffés, les Cotons, &c. ſeroient à plus bas prix; & la France trouvant dans l'Amérique un plus grand débouché de ſes manufactures, celles des autres nations auroient moins de concurrence à ſoutenir ou à combattre dans les marchés & dans les conſommations d'Europe. Si la France profittoit de tous les avantages de ſes ſels & de ſa pêche, nous aurions à meilleur prix les poiſſons ſecs & toutes les ſalaiſons. Si elle n'avoit pas abandonné les pêches du harang & de la baleine aux Hollandois; ſi elle cultivoit mieux celle de la morüe; ſa concurrence établiroit une heureuſe abondance dans tous les marchés de l'Europe. Sa marine enfin élevée au degré de puiſſance où elle devroit être, enrichiroit le commerce du Nord; & les autres nations n'auroient peut-être rien à rédouter de l'ambition de celle qui voudroit s'emparer de l'Empire de la Mer: la liberté du Commerce de l'Europe ſeroit peut-être plus aſſurée.

C'est dans cet intérêt général que nous obſervons le monde commerçant, comme d'autres ont obſervé le monde phyſique ou le monde moral; & ſi nous nous arrêtons quelquefois à la phyſique ou à la morale, ce n'eſt qu'autant que l'intérêt général du commerce l'exige. Si on veut faire un peu d'attention à ce principe de l'intérêt général, qui réſulte de la diſcution des intérêts particuliers, on ne ſera pas tenté de nous faire des reproches de partialité a l'égard d'aucune Nation; ce même intérêt général eſt également l'objet des détails qui appartiennent à la Hollande, à l'Angleterre & aux autres nations commerçantes.

Toutes les recherches, toutes les obſervations qu'on peut faire ſur cette matière; toutes les connoiſſances qu'on peut acquerir, doivent ſe réduire à bien développer, à bien établir les moyens de procurer à la ſociété, tous ſes beſoins & toutes ſes commodités de la façon la plus avantageuſe, c'eſt-à-dire de procurer le plus grand bien a l'humanité; & ces moyens réſultent d'une infinité de détails qui ſe trouvent chez chaque Nation en particulier.

CHAPITRE

CHAPITRE III.

De l'Agriculture en Général.

IL ſemble qu'on a épuiſé aujourd'hui en Angleterre, en France, en Suiſſe, en Italie & dans le Nord, les éloges que mérite l'agriculture, & que la théorie ne laiſſe plus aux écrivains ſur cette matière, de nouvelles obſervations à faire, qui puiſſent préſenter quelque intérêt ſans le ſecours de la pratique, & d'une pratique ſuivie & raiſonnée, accompagnée de beaucoup d'expériences bien faites. C'eſt là l'objet qui paroit déſormais le ſeul intéreſſant; c'eſt auſſi celui dont s'occupent heureuſement les ſocietés d'agriculture, qui ſeront bientôt pour cet art des ſources abondantes de richeſſes. Ces heureux établiſſemens ne peuvent manquer d'animer encore plus pour le bien de l'humanité, le zèle des citoyens qui ne ſont pas membres de ces ſocietés; mais leur exemple doit aprendre à tous ceux à qui le grand nombre d'ouvrages qu'on a publiés & qu'on publie tous les jours ſur l'agriculture, donnent une grande facilité d'écrire ſur cet art, à ſe défendre de la tentation d'y ſuccomber & d'augmenter encore inutilement le nombre des volumes, s'ils n'ont ni le tems, ni les moyens de ſe livrer ſérieuſement aux expériences & à l'obſervation.

IL ſeroit bien à déſirer qu'aujourd'hui que tout eſt dit ſur les avantages de l'agriculture, ſur l'attention que mérite cet art; & ſur les encouragemens qui lui ſont dus, les gens de lettres qui ne peuvent reſiſter à l'envie d'écrire ſur cet art, voluſſent ſe livrer à la partie, tant de la phyſique, que de la méchanique, d'ou dépend ſa perfection; qu'au lieu de ſe renfermer dans les limites d'une théorie qui n'eſt déſormais que l'ouvrage inutile du cabinet, on ne nous donnât que des réſultats de beaucoup d'expériences bien faites. C'eſt là la ſeule route à ſuivre pour conduire l'art à ſon plus haut dégré de perfection, & la ſeule qui intéreſſe véritablement le public.

L'AGRICULTURE, comme la plûpart des autres arts, a ſa partie litteraire: Sa deſcription eſt ſuſceptible d'images, de ſentimens & de tous les ornemens de la poëſie. Nous en avons une belle preuve dans les Géorgiques de Virgile & dans pluſieurs ouvrages modernes. Il ſemble qu'il n'eſt plus permis d'enviſager cet art, que du côté phyſique & méchanique, & qu'on ne doit s'occuper déſormais qu'à découvrir, raſſembler & conſtater des faits,

comme le ſeul moyen, la ſeule route à ſuivre pour perfectionner l'art par les expériences & l'obſervation, & d'étendre ſon utilité. Les obſervations & les raiſonnemens ne peuvent que multiplier des écrits inutiles ſur cette matière, ſans le ſecours des faits & des expériences, qui ſont la vraïe ſource de l'inſtruction, les ſeuls moyens de connoitre les reſſources de la Nature & celles de l'art. Les ſocietés de Bretagne, de Paris, de Berne, de Zurich, &c. donnent des modèles de la methode qu'on doit ſuivre pour accellerer les progrés de l'art; & ces modéles de pratique & d'obſervation multiplient encore heureuſement les obſervateurs.

Les ſiécles d'Auguſte, des Medicis & de Louis XIV, furent les ſiécles des lettres, & des beaux arts. Celui où nous vivons, ſera peut-être le ſiecle de la vraïe philoſophie, de l'amour patriotique, des arts & des ſciences utiles. On a vu juſqu'a nos jours dans cette multitude d'académies repandues en Europe, les connoiſſances, les ſçiences de pur agrément preſque généralement préferées à celles qui ne ſont qu'utiles. C'eſt dans la maniere d'écrire qu'on a fait les plus grands progrés; & ces progrés ſont tels que ce n'eſt preſque plus un merite aujourd'hui que de bien écrire. Le grand nombre d'académies ſans ceſſe occupées de la gloire de l'eſprit, préparoient peut-être ſans s'en apercevoir, le regne des connoiſſances les plus utiles & les plus négligées; c'eſt-à-dire la plus heureuſe revolution dans le monde ſavant. Elles nous ont apris l'art de les préſenter, de les développer, de les faire aimer, & d'établir leur Empire en les traitant avec plus de grace & de méthode qu'on n'avoit fait juſqu'à préſent. Il ſemble que l'eſprit humain veut ſortir d'une eſpèce d'adoleſcence.

L'Angleterre doit à ſes écrivains, & pluſieurs de ſes écrivains ſont des hommes illuſtres d'ailleurs par leurs emplois ou par leur naiſſance, les progrés des arts, de ſon induſtrie, de ſon commerce, les prodigieux ſuccés de ſon agriculture, & preſque tout ce qu'elle a de meilleures inſtitutions dans ſon adminiſtration. C'eſt à force de repeter des vérités utiles, qu'ils ont porté l'Etat à former un nombre infini d'heureux établiſſemens. Leurs écrits excitent d'abord l'applaudiſſement général; car on lit en Angleterre les écrits ſérieux, les ouvrages qui n'ont que l'utilité publique pour objet, avec le même empreſſement, avec la même avidité, qu'on lit ailleurs les écrits legers & frivoles, les romans & les ouvrages de pur agrément. Les ſuffrages d'un nombre infini de lecteurs citoyens & Philoſophes, ſe réuniſſent, forment le vœu public; & le vœu public force enfin l'attention des legiſlateurs. Telle eſt la cauſe d'une grande partie des richeſſes de la Grande Bretagne,

tagne, d'un grand nombre d'établiſſemens utiles & de monumens élevés chez cette nation en l'honneur de l'humanité.

Un petit nombre de François, également philoſophes & citoïens, commencerent il y a quelques années, à imiter les écrivains Anglois. Ils traduiſirent d'abord leurs modèles, & les ont bientôt ſurpaſſés en beaucoup de choſes. Ils ont traité les mêmes matières avec autant de zéle & de déſintereſſement, & avec cette noble liberté qu'exige la diſcution de l'intérêt public. Ils ont employé tous les agrémens, toutes les richeſſes de la litterature, à traiter des ſujets utiles; ils ont fait naitre & répandu le goût des ſçiences les plus néceſſaires à la proſpérité de l'Etat. C'eſt ainſi qu'on éleve & qu'on ennoblit de plus en plus en France les connoiſſances de pur agrément, en les faiſant ſervir aux progrés des ſçiences les plus utiles au bonheur de l'humanité, & qu'on ſçait employer l'art de ſéduire à accroître & perfectionner l'inſtruction publique.

Les Anglois, cette nation qui penſe, qui refléchit, qui calcule plus que toute autre, ont donné l'exemple de cet eſprit public qui s'eſt répandu chez les autres nations. Les Anglois ont écrit les premiers, & ſeuls pendant longtemps, ſur l'agriculture, ſur les arts & le commerce. C'eſt chez eux que ſe ſont formées les premieres ſociétés qui ont fait choix de ces matières, & depuis un grand nombre d'années leurs papiers publics ſont remplis de prix propoſés aux Citoyens qui ſe diſtinguent, tant dans la pratique, que dans la théorie.

L'Italie, la Suiſſe, l'Allemagne, le Dannemarck, la Suede, la Ruſſie, ont ſucceſſivement tourné leurs études vers les ſciences les plus utiles. „ Qui eut deviné, il y a cinquante ans", dit M. *Chriſtian Hebenſtreit* dans un diſcours ſur les moyens que doit employer l'induſtrie des colons, pour augmenter la fertilité des terres, prononcé à la ſéance de l'académie de St. Petersbourg du 6. ſeptembre 1756, „ que des plantes aſiatiques & africaines, „ accoutumées à n'habiter que les climats les plus chauds, puiſſent ſe con- „ ſerver & ſe propager dans cette région boréale, ainſi que dans les plages „ du Midi & dans celles de l'Orient"? La Ruſſie a ſes Duhamels, & l'on y trouve raſſemblés les avantages & les prodiges de l'agriculture.

Pendant que M. Maſſie faiſoit imprimer à Londres en 1760 ſes obſervations ſur la ſcience du commerce qui intéreſſe ſa nation, & ſur les moyens de la perfectionner en Angleterre, ouvrage tiré de plus de 1500 volumes an-

anglois ſur le commerce; l'Eveque de Berguc, M. de *Pontoppidan*, publioit en Dannemarck un ouvrage qui a pour objet la récherche des moyens les plus propres à augmenter la proſpérité de l'Etat, dans lequel il expoſe l'état preſent de la population du Dannemarck, de ſon commerce tant d'importation que d'exportation; de l'Agriculture, de l'induſtrie, &c. On publioit en même tems en Italie, un plan & un ſyſteme théorique d'agriculture dedié à l'academie des *Georgophiles*, inſtituée à Florence pour hater les progrés des études d'agriculture.

C'EST la ſocieté établie en Bretagne en 1757, qui a ſervi de modèle à celle de Berne, & à celles qui s'établirent à Paris & dans pluſieurs Provinces de france en 1761. La ſocieté de Paris ſe diſtingue ſinguliérement dans ſon inſtitution, par la réunion d'une ſage théorie avec une pratique éclairée : elle eſt la ſeule où le laboureur ſe trouve aſſis à côté du Maréchal de France, du Prince, du Miniſtre & du Magiſtrat, dans le rang que le ſort lui donne (a). On n'eſt peut-être point aſſés étonné d'une telle aſſociation, qui n'a d'autre principe & d'autre lien que l'amour du bien public. Ce principe de l'inſtitution, eſt l'ame de toutes les délibérations de la ſocieté.

CROIRONS-NOUS encore longtemps que le mal moral a toujours dans le monde, le fachcux avantage de la balance ſur le bien moral; à la vûe de ce grand nombre de ſocietés de citoyens de tous états, que le ſeul amour du bien public, de la Patrie & de l'humanité, vient de former depuis peu d'années chez toutes les nations de l'Europe ? Qui ne verroit dans le monde, que les ouvrages qui ſortent de ces ſources reſpectables, & ceux d'une multitude d'écrivains qui ſont animés du même eſprit, dont les écrits reſpirent le même zéle, oſeroit eſperer de voir réaliſer bientôt la fameuſe république de Platon ; de voir des peuples de Philoſophes gouvernés par des Philoſophes. C'eſt ce coup d'œil intéreſſant qui a fait faire cette reflexion à l'Auteur eſtimable du journal étranger, en annonçant l'établiſſement d'une *ſocieté Economique* à Soleure. „ Tous ceux qui aiment l'humanité, doivent „ conſidérer avec plaiſir cette fermentation univerſelle qui ſemble animer „ tous les eſprits en faveur de l'Agriculture, & qui produira vraiſemblable„ ment dans peu une révolution heureuſe dans la conſtitution des gouver„ nemens, & peut-être dans le ſiſteme politique de l'Europe ".

C'EST à cet eſprit public, qui ſemble animer aujourd'hui la plus ſaine partie de l'Europe, qu'eſt dû l'établiſſement de la ſocieté *des ſciences utiles* à Zurich,

(a) On a tiré au ſort pour dreſſer le tableau des membres de la ſocieté.

Zurich, inconnue chez l'étranger pendant pluſieurs années. Ce ne fut d'abord que la réunion de quelques bons citoyens qui ne ſe propoſoient que de s'inſtruire, formée par les ſoins d'un homme (*a*) célébre par ſes mœurs & par ſon ſçavoir; c'ſt-à-dire formée par la vertu, & la vertu marche ſans éclat & ſans oſtentation. C'eſt aujourd'hui un arbre excellent, qui a acquis toute ſa force, & qui s'annonce par la bonté de ſon fruit.

On ſera bientôt inſtruit dans la majeure partie de l'Europe, des différentes qualités des terres; on ſçaura de combien il y en a de ſortes propres aux différentes ſortes de productions; à quelles marques on doit les réconnoitre rélativement à chaque eſpece de production, à la nature du climat, aux intempéries de l'air. On fixera les momens des différentes récoltes, la meilleure maniere de les faire & de les conſerver; ainſi que les tems des ſémailles & la méthode la plus avantageuſe de ſémer; les qualités & les quantités des ſémences néceſſaires; la maniere de les préparer; la meilleure maniere de préparer les terres, de leur donner les divers engrais qui leur conviennent, ſurtout de les rendre propres à mieux recevoir les influences de l'atmosphére l'engrais le plus naturel, le meilleur de tous les engrais; de détruire les mauvaiſes herbes, les ennemis les plus redoutables du bon grain. On déterminera la maniere la plus ſure & la plus avantageuſe d'élever les beſtiaux, de les nourrir, de les multiplier; de rendre la toiſon des moutons d'une meilleure qualité; de reconnoitre & de fixer ſon degré de maturité; car il y en a un. L'expérience toujours accompagnée de l'obſervation perfectionnera également la culture & l'art de conſerver les arbres de toute eſpece.

Mais l'art de l'agriculture bien connu, toutes ſes reſſources bien dévelopées; ſes progrés exigent des encouragemens. Cet art, comme tous les autres, demande des bras. Ce ſera ſans doute l'un des principaux objets des ſocietés d'agriculture. Elles demanderont des bras au luxe, des bras & des encouragemens à l'adminiſtration de la finance qui peut trouver dans une ſage Economie, de quoi enrichir en même tems l'agriculture & le tréſor public. Elles demanderont encore des cultivateurs aux riches propriétaires, à la nobleſſe oiſive, & feront valoir l'exemple illuſtre de l'auteur du mémoire

(*a*) M. Jean Gesner, Docteur en Medecine, Chanoine de la Cathedrale, & Profeſſeur en Phyſique & en Mathématiques a Zurich. Ses grandes lumieres & ſon merite éminent lui attirerent l'eſtime de l'illuſtre Boerhave, & l'amitié du grand haller.

moire *ſur les défrichemens* (*a*). Elles ſauront faire connoitre combien un homme eſt précieux à l'Etat, & combien eſt fauſſe & ridicule la maxime triviale; que la perte d'un homme n'eſt d'aucune conſéquence, parcequ'il s'en préſente cent pour le remplacer. On ne remplace point un homme qu'on perd, on lui donne quelquefois un ſucceſſeur; mais la perte n'en eſt pas moins une pour l'Etat, plus au moins grande ſuivant ſon mérite perſonnel. C'eſt toujours une valeur de moins, un apauvriſſement qu'il eſt aiſé de calculer. Il faut animer les bras, les conſerver & les multiplier.

MAIS les découvertes, a-t-on dit, ſeroient un tréſor oiſif, ſi elles ne parvenoient aux poſſeſſeurs des terres, & ne perceoient juſqu'aux cultivateurs. C'eſt une objection qui a été prévue par les ſocietés. Leurs mémoires ſont à la portée des lecteurs les moins intelligens. D'ailleurs pour inſtruire le général des Cultivateurs, il ſuffit qu'il y en ait quelques uns qui liſent & pratiquent en conſéquence, leur exemple ſera pour les autres une inſtruction prompte & facile. La ſocieté de Dublin à changé la face de l'Irlande en publiant ſes feuilles. Pourquoi avec les mêmes ſoins, les autres ſocietés n'auroient-elles pas les mêmes ſuccés ?

QUOIQUE l'agriculture ſoit au nombre de ces arts méchaniques qui s'exercent ſans aucune connoiſſance de la ſpéculation (car l'agriculture a ſa ſpélation comme les autres arts) c'eſt-à-dire que cet art n'exige qu'un uſage habituel & non réflechi des régles de l'art, il n'en eſt pas moins vrai que la ſpéculation tend à perfectionner la pratique de l'agriculture, & la perfectionne en effet ſous nos yeux tous les jours. L'exemple ſera toujours un canal ouvert a l'inſtruction pour paſſer chez les cultivateurs.

APRÈS avoir jetté un coup d'œil ſur l'état de l'Europe en général rélativement au commerce, nous allons en conſidérer dans le même point de vue les parties principales & les plus intéreſſantes par la richeſſe de leurs fonds ou de leur induſtrie, en commencant par le Portugal.

(*a*) M. Le Marquis de Turbill, membre de la ſocieté d'agriculture de paris.

CHAPITRE

CHAPITRE IV.

Du Portugal.

Nous examinons l'état actuel du commerce de ce Royaume, de celui qu'il fait avec les trois autres parties du monde, l'état de ſon induſtrie; le genre d'induſtrie qui lui convient, celui qu'il doit rejetter, & les moyens de mettre en valeur des fonds d'une immenſe richeſſe; relativement à ſon intérêt & à l'intérêt des autres nations : car ici l'intérêt particulier eſt heureuſement d'accord avec l'intérêt Général.

Le Portugal, après avoir poſſédé ſeul tous les tréſors des côtes occidentales & Orientales de l'afrique, & ceux des grandes Indes, dont il avoit fait la conquête; en poſſeſſion encore aujourd'hui de grands établiſſemens dans ces deux parties du monde, & de l'une des plus riches & des plus vaſtes contrées de l'Amérique, préſente aux yeux de l'obſervateur l'un des fonds du commerce de l'Europe, des plus riches & des plus intéreſſans, & en même tems une nation pauvre. Cette nation ſemble avoir perdu ſous la domination des eſpagnols, toute idée d'induſtrie. Le Miniſtère ſur la fin du ſiecle dernier, fit quelques efforts pour la ranimer, on crut y réuſſir par l'établiſſement de quelques manufactures & de quelques loix prohibitives, & la marine fut négligée. Dans cet état d'inertie, le commerce du Portugal auroit du ſuivre le ſort de celui de l'eſpagne, tomber entre les mains des nations induſtrieuſes: les Anglois ſçurent s'en emparer & en exclure toutes les autres. Cette époque intéreſſe trop toutes les nations Commerçantes & le Portugal même, pour ne pas la faire connoitre.

Beaucoup de gens ont cru, ſur la foi de quelques écrivains Anglois & François, que lorsque l'Angleterre ſurchargea les vins de France de droits exhorbitans, elle ſacrifia à ſa haine ſon goût pour les vins de France, le meilleur marché de ces vins, & même l'intérêt qu'elle avoit d'entretenir l'exportation de la moitié de ſes étoffes de laine, qu'elle vendoit en france. Cependant il eſt certain que des intérêts plus raiſonnables & plus importans pour l'angleterre, furent le motif du parti que la nation prit alors.

Le Portugal avoit établi des manufactures de laine, & interdit l'entrée de toutes les étoffes de laine étrangères. L'Angleterre forma le projet de faire

lever cette interdiction à ſon égard, & de ſe procurer l'introduction de toutes ſes étoffes de laine en Portugal par une eſpece de privilége excluſif, & y réuſſit. Cette nation bien loin de s'être trompée alors, n'a jamais fait de ſi riche conquête. Il s'en falloit de beaucoup dans ce tems là, que la conſommation de la moitié de ſes étoffes de laine ſe fit en france. Les ſuccès des Manufactures de france dans ce genre l'aſſuroient même qu'elle perdroit bientôt en entier cette exportation; les vins de france étoient plus chers que ceux de Portugal, & la balance de ſon Commerce avec la france étoit très déſavantageuſe. C'étoit pour diminuer ce déſavantage, que l'Angleterre favoriſoit dèslors l'importation des vins de Portugal à cauſe de leur bas prix. Telle étoit la ſituation de l'Angleterre, lors de l'interdiction des étoffes de laine etrangéres, dans le Portugal. Il eſt néceſſaire de développer ici les motifs de la déliberation que prit alors la nation Angloiſe, les intérêts du Portugal, & ceux des autres nations dans l'eſpece de commerce excluſif que l'Angleterre ſçut ſe procurer alors.

ARRETONS nous d'abord ſur l'idée gênérale du Commerce du Portugal, & ſur le traité que ſon Gouvernement eût la complaiſance d'accorder à l'Angleterre.

LE Portugal fournit au commerce beaucoup de marchandiſes, tant de ſon cru, que de cru de ſes colonies, & en reçoit une beaucoup plus grande quantité, qui lui manquent.

LES principaux articles du cru du Portugal exportés à l'étranger, ſont des vins, des laines, des huiles, des anis, des raiſins, des figues, des oranges, des citrons frais & confits, & des ſels.

CEUX du cru de ſes colonies ſont des diamans, des topaſes, des cotons, des ſucres, du tabac, du gingembre, du poivre, de l'indigo, des bois propres à la teinture & à la marqueterie, des cuirs, &c.

LES principaux articles que le Portugal reçoit de l'étranger, & dont il ne peut pas ſe paſſer, ſont les grains, les étoffes de ſoie & de laine, les chapeaux de laine & de caſtor, les toiles, le fer, le brais, & le goudron, &c.

LE Portugal ne fait point de cabotage: ſon intérêt conſiſte donc à ſe procurer l'exportation & l'importation de toutes ces matieres de la maniere la plus avantageuſe; ce qu'il ne ſçauroit obtenir que par la concurrence la plus

plus étendue des étrangers, qui peuvent achetter ſon ſuperflu & lui aporter l'abondance des marchandiſes qui lui manquent. Le Portugal ne peut ſe procurer cet avantage, qu'en accordant aux autres nations, la même faveur dont jouiſſent les Anglois en vertu du traité du mois de Décembre 1703.

Par le premier Article de ce traité, *Le Roi de Portugal s'oblige d'admettre dans ſon Royaume les draps de laine & les autres etoffes de laine de la Grande-Bretagne ſur le même piéd qu'avant les interdictions.*

Par l'Article ſecond, *La Reine de la Grande-Brétagne s'oblige d'admettre les vins du cru de Portugal, & de façon que lesdits vins, ſoit en tonneaux, ſoit en barriques, ne payent jamais d'autres droits de douanne, ni quelque autre impot que ce ſoit, direct ou indirect, que ceux qu'on percevra ſur la même quantité des vins de France en diminuant un tiers en faveur de ceux de Portugal.*

Il paroit que la Cour de Portugal crût écarter par ce traité la concurrence des vins de France, & ſe procurer le débouché des vins de ſon cru, en donnant aux Anglois la liberté d'introduire toutes leurs étoffes de laine en Portugal. Mais le Miniſtère Portugais ne s'aperçut pas qu'on accordoit aux Anglois un privilege excluſif, ruineux pour le Portugal, en laiſſant ſubſiſter l'interdiction générale des mêmes étoffes des manufactures des autres nations. Il ignoroit d'ailleurs que les droits ſur les vins de Portugal plus foibles d'un tiers, que ceux que payoient les vins de France, exiſtoient lors de ce traité; & que cette différence avoit été établie longtems auparavant par un acte du Parlement, uniquement pour l'intérêt de l'Angleterre. En ſorte que le Portugal accorda un avantage immenſe par ce traité, ſans en recevoir aucun.

Le Miniſtère Portugais fut ſéduit par l'habileté du négociateur Anglois, *M. Methuen*, qui eût l'art de lui cacher l'intérêt que ſa nation avoit de donner la preférence ſur les vins de France à ceux de Portugal, quoique d'une qualité bien inférieure. Il y avoit longtems que l'intérêt de la nation angloiſe étoit calculé. Les vins de France, beaucoup plus chers, nuiſoient trop à la balance de ſon commerce. Par cette raiſon l'Angleterre n'a ceſſé de les ſurcharger de droits pour en diminuer la conſommation, qu'il lui eſt impoſſible d'interdire abſolument: & cependant le Miniſtère anglois ſuivant toujours l'eſprit du traité de 1703, a eu grand ſoin de faire valoir à la Cour de Portugal, cette rigueur exercée contre le commerce des vins de France, comme une fidelité dans l'obſervation du traité & un attachement ſingulier aux intérêts du Portugal.

TELLE a été cependant la maxime de commerce ſuivie par l'Angleterre longtems avant le traité de 1703; que dans l'importation des denrées étrangères d'abſolue néceſſité, il faut donner la préférence à celles de la nation qui les fournit au prix le plus avantageux. Ainſi ce n'eſt point au traité du mois de Décembre 1703., qui admet l'introduction des étoffes de laine d'angleterre, que le Portugal eſt rédevable de la conſommation de ſes vins chez les Anglois; mais au bas prix de ſes vins, qui avoit porté l'Angleterre longtems avant ce traité, à les préférer aux vins de France, & à en favoriſer l'importation pour l'avantage de la balance de ſon commerce, par une grande diminution de droits.

ON voit dans le *mercator*, auteur anglois, qui écrivoit en 1713., que dans les quatre années qui avoient précédé le traité de 1703, il avoit été conſommé en angleterre, ... 31324.
Tonneaux de vin de Portugal, & dans les quatre années ſuivantes. . . . . 32022.
l'Augmentation ne fut donc que de . . . . 698. tonn.

UNE augmentation ſi legére mérite-t-elle quelque attention, & peut-on la regarder comme l'effet du traité? Cet état de la conſommation des vins de Portugal extrait des regîtres des douannes, établit ſans replique que le négociateur anglois ſéduiſit le miniſtère Portugais, qu'il n'accorda rien dans le traité; & cependant il obtint un avantage inmenſe pour ſa nation, & ruineux pour le Portugal. Auſſi les Anglois ont regardé ce traité comme un chef d'œuvre en matiere de négociation.

DÈS l'année 1688, le Portugal avoit établi des manufactures d'étoffes de laine. Ses laines, ainſi que celles d'Eſpagne, trop courtes pour les bayettes, réuſſirent pour les draps. Le traité de 1703. fit tomber ces manufactures qui ne purent ſoutenir la concurrence des manufactures angloiſes, auxquelles ce traité donna bientôt des accroiſſemens conſidérables.

L'EXPORTATION de l'Angleterre dans le Portugal en étoffes de laine fut eſtimée par un état préſenté en 1713. a la chambre des communes, 1300,000. liv. ſt. par année, & en autres marchandiſes, ſeulement 700,000. liv. ſt. Ce commerce a reçu depuis cette époque, des augmentations conſidérables en proportion des progrés de l'exploitation des mines du Bréſil & de la conſommation des colonies Portugaiſes. Il fut encore obſervé dans le même état, que l'Angleterre ne tiroit du Portugal, avec les vins, que quelques

quelques parties d'huiles, de ſel & de fruits, & que l'Article ſeul des Bayettes evalué à 112820. liv. ſt. paſſoit ſes achats divers. Enſorte que les Anglois faiſoient dèslors un extraction continuelle d'or & d'argent tous les ans d'environ 30. millions tournois, pour ſolde de la balance de leur commerce avec le Portugal qui ne pouvoit la ſolder avec ſes productions.

C'EST une erreur de croire que l'Angleterre tient le Portugal dans ſa dépendance: cependant cette erreur eſt aſſés générale.

LA néceſſité où eſt l'Angleterre de conſerver l'exportation de ſes étoffes de laine, de préférer plus que jamais les vins de Portugal aux vins de de France, dont le prix eſt preſque doublé depuis 1703., & les avantages prodigieux de ſa balance, prouvent bien que l'Angleterre dépend plus du Portugal, que le Portugal de l'Angleterre.

LE Portugal ne pouvant ſe paſſer des denrées & marchandiſes étrangères, l'intérêt de la nation ſeroit d'établir chez elle la plus grande concurrence poſſible, afin de diminuer la valeur des denrées & marchandiſes étrangères, de donner un plus haut prix à ſes productions, & de diminuer ainſi la perte de ſa balance.

RIEN n'empêche le Roi de Portugal d'uſer de ſon droit d'admettre la concurrence des autres nations dans l'importation des étoffes de laine, qu'exige l'intérêt de ſon commerce. Il le peut ſans donner atteinte au traité de 1703., ſans que l'Angleterre ait un pretexte de ſe pleindre, ſans craindre même qu'elle renonce au traité & qu'elle veuille ſurcharger de nouveaux droits les vins de Portugal; parceque l'Angleterre a trop d'intérêt à continuer l'introduction de ſes étoffes de laine, & à tirer les vins de Portugal pour conſerver les avantages de ſa balance.

LE Traité de 1703, n'eſt qu'un ſimple traité de commerce: il n'eſt rélatif à aucune traité de paix; & le Roi de Portugal n'à contracté d'autre engagement, que celui de permettre l'entrée des étoffes de laine d'Angleterre dans ſes Etats *ſur le même pied qu'avant les interdictions.* Il peut faire un pareil traité avec toute autre nation ſans donner attente à celui de 1703., & ſans que l'Angleterre ait aucun droit de ſe plaindre. La liberté donnée aux Anglois d'introduire leurs étoffes de laine, n'eſt point un privilege excluſif: Le Roi ne s'y eſt point privé de la faculté d'accorder la même permiſſion à toute autre nation: il n'a point renoncé au droit qu'il a de l'accorder aux

nations

nations qui peuvent fournir au Portugal les mêmes étoffes de laine d'auſſi bonnes qualités, & les autres marchandiſes qui lui manquent, à un meilleur prix, & qui conſomment une plus grande quantité des denrées de ſon crû. C'eſt ainſi que le Portugal pourroit favoriſer ſon importation, & donner plus d'avantage à l'exportation de ſon ſuperflû, qui eſt en l'état infiniment reſſerrée par le commerce des Anglois qui n'achettent ni ſucre, ni tabac, ni aucunes marchandiſes des Indes-Orientales, & qui de toutes les productions des colonies Portugaiſes, ne tirent que l'or & les Diamans du Bréſil.

La Cour de Portugal n'ignore point, dit-on, les intérêts de ſon commerce; mais elle croit avoir beſoin de la protection de l'Angleterre contre les autres puiſſances de l'Europe, dont elle redoute l'ambition, & régarde les avantages ruineux qu'elle lui donne, comme une eſpèce de ſubſide, comme le prix d'une protection qui lui aſſûre la paiſible poſſeſſion de tous ſes domaines & de tous ſes établiſſemens aux côtes d'Afrique & dans les deux Indes.

Si tel étoit aujourd'hui le motif qui perpetue le privilege que la Cour de Portugal a donné ſur ſon commerce à la nation Britannique, il ſeroit facile de la convaincre par quelques reflexions bien ſimples ſur les intérêts des autres puiſſances à l'égard de ſon commerce, qu'elle entretient une protection qui n'eſt qu'un joug ruineux & qui ne ſert qu'à détruire ou à reſtraindre infiniment le poids de ſon crédit dans le corps Politique de l'Europe.

Le commerce du Portugal eſt dans la même ſituation en Europe, que celui l'Eſpagne. Les Portugais, comme les eſpagnols, ne font ni importations, ni exportations, que dans leurs colonies: leur commerce eſt paſſif. Il faut donc enviſager le commerce du Portugal en Europe, de même que celui d'Eſpagne, comme un bien public, comme le domaine des autres nations commerçantes, qui ont un intérêt ſolidaire dans ſa liberté. Cet intérêt ne ſçauroit être un motif légitime d'oppoſition à main armée aux avantages accordés par un traité particulier, tel que celui dont jouit l'Angleterre: mais cet intérêt armeroit avec juſtice les nations commerçantes, contre celle qui formeroit des entrepriſes ſur le commerce du Portugal, ſi la liberté de ce commerce étoit établie ſur de bons principes. On doit croire que la France, la Hollande, toutes les puiſſances maritimes donneroient à la cour de Portugal, ſi elle leur affroit l'entière liberté de ſon commerce en Europe, les plus grandes ſuretés d'une alliance défenſive, qui en aſſurant la liberté du commerce, ſeroit une protection utile, bien ſupérieure à celle de l'Angleterre.

La

La liberté eſt l'unique principe ſur lequel il ſemble que le Portugal pourroit éléver ſon commerce, & l'Etat redevenir floriſſant. La plûpart des écrivains ſur le commerce du Portugal attribuent ſa ruine au défaut d'agriculture & de Manufactures, & enfin aux mines du Bréſil. Les mines du Perou, du mexique & du Bréſil ont fait abandonner aux eſpagnols & aux Portugais, les richeſſes naturelles pour des richeſſes de fiction. Les tréſors immenſes des Indes-Occidentales les ont appauvris; & on penſe aſſés généralement que ces deux nations ne peuvent devenir riches que par l'agriculture, par l'établiſſement des Manufactures, & par l'interdiction abſolue de l'exploitation de leurs mines.

On n'adopte point ici ce ſentiment preſque univerſel, & on croit pouvoir démontrer qu'il eſt très poſſible au Portugal de dévenir floriſſant & de rendre la balance générale de ſon commerce avantageuſe ſans rénoncer à ſes mines & ſans éléver de manufactures.

On a vû ſur quels principes le commerce de l'Angleterre s'eſt élevé en Portugal, & ſur quels fondemens il s'eſt ſoutenu juſqu'à préſent dans un état de richeſſe qui excite depuis longtems l'attention & la jalouſie des autres nations. Il ſemble en effet que le Portugal ne poſſede des tréfors inépuiſables que pour s'apauvrir ſans ceſſe & enrichir l'Angleterre, qu'on eſt tenté de régarder comme propriétaire du Bréſil. On ne doit pas cependant ſe diſſimuler que le commerce des Anglois avec le Portugal ſouffre depuis pluſieurs années quelque diminution. Les efforts de l'induſtrie des négociens François, Hollandois & Hambourgeois, y ont enfin introduit un peu de commerce, ſans le ſecours d'aucune protection locale, ni d'aucune négociation politique; & le fameux pacquebot, qui depuis ſi longtems inonde Londres de *Lisbonines*, en apporte aujourd'hui une grande partie pour compte de la France, de la Hollande & de Hambourg. Cette diminution n'eſt pas le ſeul préjudice dont ſe plaignent les Anglois. Il ſemble qu'ils dévroient du moins gagner à voiturer la dette du Portugal, & que l'entrepot qui ſe fait chez eux de cette dette, devroit leur raporter un bénéfice: ils y trouvent en effet néceſſairement un fret & un droit de Commiſſion. Mais ils acquittent enſuite la dette du Portugal avec une perte conſidérable pour leur nation. Les *Lisbonines* reſtent en Angleterre. Les Etats créanciers rétirent leurs fonds en argent blanc de l'Angleterre avec un bénéfice pour l'étranger de 2½ p. ⅝ (*a*).

Avant

(*a*) Voyez le Chap. de *l'or & de l'argent.*

AVANT les célébres découvertes des Portugais, cette nation jouiſſoit de la fertilité d'un ſol aſſés bien cultivé, qui ne lui fourniſſoit cependant qu'un ſuperflu fort borné. Elle n'étoit point comptée au nombre des nations Commerçantes de l'Europe, lorsque les arts commençoient à ſe développer chez la plûpart des autres nations, & a les enrichir. Les arts pénétrerent enfin en Portugal, & le génie de cette nation les appliqua à la marine. Les premiers pas que les portugais firent dans la navigation, furent des entrepriſes des plus hardies qu'on eût encore oſé former. En 1420, à l'aide de la bouſſole déjà perfectionnée, les Portugais firent de grands établiſſemens ſur les côtes Occidentales de l'Afrique. En 1487, ils s'ouvrirent une route nouvelle aux Indes-Orientales en doublant le Cap de Bonne-Eſpérence: ils ajouterent alors à leurs domaines, le commerce de la côte Orientale de l'Afrique, de la mer rouge, du golphe perſique, de la plûpart de iſles des mers des Indes, & des preſqu'iles en deça & au délà du Gange. Lisbonne fût bientôt le magazin excluſif des Epicéries & des riches productions de toutes ces contrées, qui ne prirent plus la route du levant, & que veniſe ceſſa par cette raiſon de diſtribuër à l'Europe. Anvers alla déſormais chercher en Portugal de quoi remplir ſes magazins. Ce fut-là l'époque de la chûte du grand commerce que les Italiens faiſoient des productions des Indes-Orientales par l'Egipte qui bornant ſa navigation aux premières côtes de la mer des Indes, ne fut bientôt plus en état de ſoutenir la concurrence des Portugais. C'eſt ainſi que Lisbonne devint en peu de tems l'une des plus floriſſantes places de commerce de l'Europe par la hardieſſe & les ſuccès de ſa navigation, par l'intelligence & l'intrepidité de ſes navigateurs. L'amour de la Gloire joint à l'avidité des richeſſes, produiſit des prodiges de valeur, de généroſité, d'induſtrie & d'inhumanité. La découverte des côtes du Bréſil par le naufrage d'Alvarés Cabra, Capitaine Portugais, ajouta à tant de riches établiſſemens, la poſſeſſion de ce vaſte pays; & la découverte plus récente de ſes mines d'or & de Diamans a été dans la ſuite une ſorte de dédommagement de la perte des iſles à épicéries, dont les Hollandois ſe ſont emparés.

AVEC un fond ſi étendu & ſi riche le Portugal, qui avoit toute l'induſtrie néceſſaire pour le faire valoir, n'avoit pas beſoin du ſecours des manufactures pour ſoutenir ſon opulence, ſi une adminiſtration déſtructive du commerce, & des révolutions plus déſtructives encore, ne l'avoient réduit à n'être que l'entrepôt des riches productions de l'Afrique, de l'Aſie & de l'Amérique pour en enrichir les autres nations de l'Europe.

PAR l'effet aſſés naturel de la mauvaiſe adminiſtration & des révolutions, tous les riches établiſſemens qui reſtoient aux Portugais, n'étoient preſque plus entre leurs mains qu'un dépôt, dont les fruits appartenoient aux nations qui leur fourniſſoient le néceſſaire; lorsqu'on crut en 1681. réparer toutes les pertes de la nation par l'introduction des manufactures. On commença à élever des manufactures de laine, dont les fabricans & les ouvriers furent tirés d'Irlande & d'Angleterre. On avoit en Portugal toutes les matières premières, & ces manufactures firent des progrès aſſés rapides pour porter le Miniſtère Portugais, en 1684. à publier des loix ſomptuaires ſur divers objets, & à interdire l'entrée des draps mélangés. Cette prohibition fut bientôt étendue à toutes les étoffes de laine, & les manufactures du Portugal ſuffirent à ſa conſommation & à celle du Bréſil; ce qui étoit devenu d'autant plus facile, que la première aplication des fabricans fut donnée à la fabrique des draps fins pour leſquels les laines d'Eſpagne & de Portugal ſont les plus propres; & c'eſt la qualité d'étoffes de laine dont la conſommation eſt la plus étendue en Portugal & dans le Bréſil. Ainſi le Comte *d'Ereceira*, qui étoit alors le *Colbert* du Portugal, ſacrifia le produit des droits d'entrée de 23. p. ⁰/₀ qui attendu l'apreciation des marchandiſes, ſe perçoivent réellement ſur le piéd de 12. p. ⁰/₀, aux avantages de la balance du commerce en faiſant ceſſer une importation de pluſieurs millions. „ Ce grand Miniſtre", diſent les auteurs du *Britiſh Merchent*, „ qui étoit le *Colbert* de ſon pays, „ étoit un homme très dangereux pour l'Angleterre; s'il eût veçu du tems „ de *M. Methuen*, les ennemis de celui-ci n'auroient point eu de traité de „ commerce à lui réprocher ". Il s'éléva auſſi quelques manufactures de ſoie, qui ne firent pas le même progrès, & qui ſont reſtées dans leur enfance.

SI ce Miniſtre avoit pu prévoir alors la découverte des mines du Bréſil & leurs richeſſes, il en auroit ſans doute prévenu les effets par d'autres établiſſemens & par d'autres moyens: il auroit prévu que les mines détruiroient infailliblement les manufactures les plus ſolidement établies & les plus floriſſantes, & ſe ſeroit appliqué à tourner toute l'induſtrie des Portugais du côté du commerce maritime, du commerce d'Economie avec les Colonies, & à animer l'agriculture (*a*).

„ LES

(*a*) On verra dans cet ouvrage les raiſons pourquoi les mines de l'Amérique détruiſent les manufactures en Eſpagne & en Portugal, & ne ſont point un obſtacle aux progrès de l'agriculture.

„ Les ſervices que *M. Methuen* nous a rendus ", diſent encore les mêmes auteurs, „ ſont tels que tout bon Patriote déſirera que l'on lui erige „ une ſtatue dans chaque ville commerçante ". Les Anglois ont bien raiſon de régarder le traité de *M. Methuen*, comme l'un des plus heureux que la politique ait jamais obtenu d'aucune nation, & comme le chef d'œuvre de l'art de la négociation. Mais ils ſont dans l'erreur lorſqu'ils font conſiſter ce ſervice dans la déſtruction des manufactures du Portugal, qui ſuivit immédiatement ce traité. Il eſt vrai quelles auroient ſubſiſté un peu plus longtems: mais elles n'auroient ſûrement par réſiſté aux richeſſes des mines du Bréſil. La découverte de ces mines eût été l'époque de leur décadence & bientôt la cauſe infaillible de leur déſtruction. Le ſervice rendu à l'Angleterre par *M. Methuen* conſiſte eſſentiellement dans le privilége excluſif qu'il donna à ſa patrie par ce traité, d'introduire ſeule toute ſorte d'étoffes de laine dans le Portugal *comme avant les interdictions*, & parlà d'avoir fait paſſer preſque tout le commerce de cette nation entre les moins des Anglois.

On croit donc, pouvoir prouver éclairement, & juſques à la démonſtration la plus évidente, que la cauſe de la chûte du commerce du Portugal, n'eſt point dans la déſtruction de ſes manufactures ni dans la découverte de ſes mines; que c'eſt dans l'adminiſtration & dans les révolutions, qu'il faut chercher les principes de ſa ruine, & que ſon traité de 1703. en eſt une des principales cauſes.

Nous oſons attaquer ici une opinion aſſés Générale, appuyée de celle de pluſieurs écrivains célébres. M. Huet, Inſpecteur-Général des manufactures de France, dans ſon ouvrage intitulé *le Commerce de Hollande*, attribuë le mauvais état de l'agriculture & du commerce d'Eſpagne, au défaut de manufactures & aux mines du mexique & du perou. On eſt etonné, dit M. de Monteſquieu, de voir les nations de l'Europe s'enrichir des tréſors de l'Amérique, & les Etats propriétaires de ces mêmes tréſors s'apauvrir. Sous le regne de Philippe IV., Maître du méxique & du perou, on fit, dit M. de Voltaire, de la fauſſe monnoie en Eſpagne pour payer les charges de l'Etat. L'ami des hommes régarde tellement les mines d'or & d'argent du nouveau monde comme la cauſe de la dépopulation & de la pauvreté de l'Eſpagne & du Portugal, qu'il ſemble redouter ſans ceſſe dans ſes écrits, les effets déſtructeurs de ces métaux pour les autres nations. „ Ne regrétons „ point les mines du Perou "; dit M. L'abbé Coyer, „ ceux qui les mon„ troient à M. de la Condamine, n'avoient point de ſouillers ".

On

On aime à voir l'indigence dans l'extrême richeſſe. Il ſemble que les écrivains ſéduits par le merveilleux de ce ſingulier contraſte, & par le plaiſir de peindre, n'ayent pas eu la liberté de voir ailleurs, que dans les tréſors des mines, les cauſes de la pauvreté des nations qui les poſſédent. Les Eſpagnols qui découvrirent le perou, trouverent des maiſons meublées & couvertes d'or; les terres cultivées, des mœurs, une bonne police, des hommes bien nourris & bien vétus à leur maniere, une grande population, enfin du commerce, des arts, de l'induſtrie, & point de pauvreté. La langue des indiens n'avoit point de terme pour exprimer l'indigence, que l'avidité des Européens leur a fait connoitre. La pauvreté n'eſt donc point la compagne naturelle & néceſſaire de la proprieté des tréſors des mines d'or & d'argent.

L'auteur d'un ouvrage intitulé *diſcours Politique ſur les avantage que le Portugal pourroit rétirer de ſon malheur*, publié en 1756, occupé du même préjugé, s'eſt livré à une déclamation indécente contre le miniſtère de Portugal & le commerce d'Angleterre, & n'a peint que des calamités ſans en indiquer la vraie cauſe, ni le reméde.

On trouve dans le premier tome de *l'année politique*, deux mémoires ſinguliers qu'on dit avoir été préſentés au Roi de Portugal *par des citoyens*. Le premier tend à prouver que le ſeul moyen qui reſte au Gouvernement pour rétablir ſa puiſſance, eſt de rébatir Lisbonne dans une autre poſition. C'eſt en éloignant la Capitale de la mer & de toute navigation, que l'auteur de ce mémoire prétend animer l'Agriculture, établir les Arts, éloigner du Portugal l'induſtrie ruineuſe des étrangers, & relever ſon commerce; parceque en ôtant aux étrangers par une ſituation nouvelle de la Capitale, la facilité d'introduire leurs marchandiſes a peu de frais, on éloignera leur induſtrie & on forcera les Portugais à dévenir induſtrieux & commerçans. On voudroit donc pour rendre les protugais commerçans, détruire l'établiſſement le plus propre à exciter leur induſtrie & à les engager à ſe livrer au commerce extérieur; comme ſi les avantages d'une ville n'appartenoient qu'aux étrangers.

Dans le ſecond mémoire on s'efforce de prouver la néceſſité de fermer les mines du Bréſil. C'eſt à ces mines que l'auteur attribue la déſtruction de l'agriculture, des manufactures & de l'induſtrie, la dépopulation, le luxe, l'indigence de la nobleſſe, la miſère du peuple & la ruine de l'Etat.

Pour peu qu'on veuille réfléchir ſur la ſorte d'induſtrie qui s'applique immédiatement à l'agriculture, on conviendra que les mines du Bréſil, du mexique & du perou, bien loin d'y donner atteinte dans les Etats de l'Europe propriétaires de ces mines, devroient lui faire faire les plus grands progrès, du moins juſques au point de fournir abondament à la conſommation intérieure & à celle des Colonies, ſi l'on ſuppoſe la finance & le commerce de ces Etats dans un bon régime.

En effet le cultivateur ne connoit d'autre richeſſe, que celle qu'il ſe procure par la vente des fruits que ſon travail fait croître. Quelques Cultivateurs travaillent à ſe procurer une fortune, mais le plus grand nombre ſe borne à une ſubſiſtance aiſée & commode. Or le cultivateur ſe porte infailliblement au travail, dès qu'il eſt aſſuré de ſe procurer l'aiſence par la vente de ſon ſuperflû. Il reſtraint au contraire bientot ſon induſtrie à ſon beſoin phyſique, ou il déſerte, ſi tout ce qu'il peut tirer de la terre au de là du beſoin phyſique ne ſuffit pas, on ne ſuffit qu'à peine pour payer les chargés publiques ou locales. C'eſt-là ce qui a multiplié en Eſpagne les paturages à l'excès. L'expulſion des maures fut le premier coup porté à l'agriculture, & l'abus des impôts a achevé de la ruiner. Tout ce qui importe au Cultivateur, eſt de vendre à un bon prix ſes fruits & ſes beſtiaux; & l'abondance du numéraire qui arrive dans l'Etat, ſoit par le commerce, ſoit par les mines, lui aſſure infailliblement cet avantage, s'il n'eſt pas détruit par les impôts. Il vendra toujours à un prix proportionné à cette abondance du numeraire & aux prix des choſes qui lui manquent. C'eſt la maniere dont le cultivateur participe aux richeſſes du commerce & des mines.

Il n'eſt pas douteux que les cultivateurs préféreroient au produit de leurs champs, celui des mines, s'ils le pouvoient: mais ils n'ont point l'option, & il ne peut pas arriver qu'un laboureur Eſpagnol ceſſe de cultiver les trois quarts de ſon champ, par la raiſon qu'il y a dès mines en Amérique dont l'Eſpagne reçoit tous les 80. millions, auxquels il ne peut avoir de part, que par la vente des fruits de ſon travail. Il ſçait que ceux de ſes compatriotes qui acquierent par le commerce l'or & l'argent de ces mines, ne ſe nourriſſent pas de métaux, & qu'une partie appartient à celui qui leur fournira des denrées, dont le prix eſt en proportion de l'abondance de l'or & de l'argent. Conçoit-on qu'un Eſpagnol aime mieux mourir de faim, que de ſe procurer l'abondance par la culture de ſa terre, parcequ'il y a des mines d'or au perou; & qu'il cultiveroit mieux ſi ces mines étoient fermées? Ces mines ſont auſſi étrangères eux cultivateur Eſpagnol,

Eſpagnol, qu'au cultiveur Hollandois. Il ſuffit pour animer l'agriculture dans un Etat, que le commerce qui s'y fait, ſoit par le ſecours des mines, ſoit par celui des manufactures, ou par économie, faſſe abonder l'argent, & que les loix & les impôts laiſſent au Cultivateur la liberté de ſe procurer les commodités de la vie par la vente du ſuperflû de ſa récolte.

C'EST ſans doute toujours un peu aux dépens de la population de l'Etat que ſe peuplent ſes Colonies: mais on ne ſçauroit régarder ces transmigrations dans le nouveau monde, comme la cauſe de la déſtruction de l'agriculture & des manufactures, ni même de la dépopulation dans aucun Etat de l'Europe. Preſque toutes les Colonies Européennes ne ſont peuplées que de ſujets inutiles ou à charge à leur métropole: l'Amérique n'a presque point reçû d'artiſans ni de cultivateurs de l'Europe. Depuis la découverte de l'Amérique, la France n'a point ceſſé d'augmenter ſes manufactures, & ce n'eſt qu'au défaut d'encouragemens, ou à l'excès des impôts, qu'on y attribue le mauvais état de l'agriculture. L'Angleterre en peuplant les plus vaſtes Colonies, a porté en même tems l'agriculture & ſes manufactures au plus haut dégré de richeſſes. Ce n'eſt donc point dans les richeſſes de l'Amérique qu'on doit chercher la cauſe de la dépopulation & de la ruine de l'agriculture dans les Etats de l'Europe.

DES encouragemens, une bonne adminiſtration, doivent animer l'agriculture, étendre la population & rendre le commerce floriſſant. Pour y parvenir, le Portugal n'a pas beſoin du ſecours des manufactures, dont l'exiſtence eſt incompatible avec la nature des richeſſes qu'il poſſéde. Il a un fonds inépuiſable de richeſſes, & c'eſt dans la manière de faire valoir ce fonds, c'eſt en profitant de tous ſes avantages par des voyes également naturelles, ſimples & faciles, que cette nation pourroit devenir en peu de tems heureuſe & puiſſante.

C'EST une mexime inconteſtable que l'or & l'argent ſont les ſignes des denrées, & que ces ſignes appartiennent au propiétaire des denrées. La vérité de cette maxime aſſureroit la ruine du Portugal, ſi le Portugal n'avoit point d'autre production & ne pouvoit prendre d'autre part dans le commerce, que l'échange du produit de ſes mines, pour ſe procurer ſes beſoins.

C'EST encore une maxime dont l'expérience a depuis longtems aſſuré la vérité, qu'un pays qui envoye toujours moins de marchandiſes ou de denrées

rées à l'étranger, qu'il n'en reçoit, s'apauvrit ſans ceſſe. Cette maxime ſeroit auſſi accablante pour le Portugal, ſi l'or n'y étoit conſidéré que comme ſigne, & s'il n'étoit pas regardé comme marchandiſe. Mais l'or y tient lieu néceſſairement d'une marchandiſe dans la balance des échangés, comme production naturelle de ſes terres; ce qui dans le commerce diſtingue le Portugal de tout autre nation où l'or & l'argent ne ſont que le produit de l'induſtrie. Pourquoi le Portugal ne ſupléeroit-il pas par l'or de ſes mines à la médiocrité de ſes autres productions naturelles, comme la Hollande ſupplée à la médiocrité des ſiennes par la vente excluſive des épiceries, & la Suède, par ſes mines de cuivre? Les grandes maximes du commerce ne peuvent s'appliquer de la même façon aux Etats qui ont des mines, & à ceux qui n'en ont point; & l'adminiſtration doit néceſſairement faire un employ différent de l'induſtrie des peuples.

L'OBJET Capital de l'adminiſtration eſt de tourner la balance du commerce à l'avantage de l'Etat: c'eſt à quoi doivent tendre tous les ſoins de détail des adminiſtrateurs; c'eſt-à-dire, à obtenir, compenſation faite des importations avec les exportations, pour ſolde, la plus grande ſomme poſſible en numéraire, & à faire en ſorte qu'il entre plus d'argent dans l'Etat, qu'il n'en ſort. L'adminiſtration peut donner au Portugal cet avantage ſans le ſecours des manufactures. L'or conſidéré dans les échanges comme production naturelle, comme marchandiſe, le Portugal aura plus envoyé de marchandiſes ou de denrées, qu'il n'en aura reçu; & il lui reſtera un grand numéraire pour ſolde de ſa balance, ſi l'adminiſtration agit ſur de bons principes. Pour s'en convaincre il ne faut que parcourir les fonds immenſes que poſſéde le Portugal, & l'état actuel de ſon agriculture & de ſon commerce.

ON eſt aſſés Généralement dans l'erreur à l'égard de l'agriculture du Portugal; on la croit dans un auſſi mauvais état qu'elle l'eſt en Eſpagne. Cependant il y a peu de pays en Europe mieux cultivés. Le Portugal produit à peu près tout ce qu'il peut produire en laines, ſoie, vins, huiles, grains & fruits excellens; mais le ſol y eſt ſi montagneux & ſi pierreux, qu'une grande partie de ſon terrein n'eſt pas ſuſceptible de culture. Rien ne démeure en friche dans les valées & dans les plaines; mais on y cultive peu de grains, parcequ'il y a peu de terres qui y ſoient propres. Il n'y a guère de bœufs que ce qui eſt néceſſaire pour le travail, parcequ'il y a peu paturages qui leur conviennent: on en eſt dédommagé par la grande quantité de moutons, dont les laines aprochent beaucoup de celles d'Eſpagne. On y travaille à la culture du murier: c'eſt un genre de production ſuſceptible

ſuſceptible d'une grande étendue. La ſortie des ſoies eſt interdite pour favoriſer des manufactures de ſoie, que les défenſes que la France fit en 1667. de l'entrée des ſucres & du tabac de Portugal, firent élever. Le Portugal par répreſailles défendit le commerce des manufactures de France, qui étoient preſque les ſeules alors en faveur en Portugal, ſurtout les ſoieriés; & éleva des manufactures de laine & des manufactures de ſoie. Ces dernieres ſe ſont ſoutenues dans un état de médiocrité.

Le Portugal fournit à l'étranger une grande quantité de vin & de ſoies. Ces deux ſortes de productions ne peuvent y être portées plus loin. Il eſt évident que la nation Portugaiſe, quelque induſtrie qu'on put lui ſupoſer, renfermée dans ce local, ſans commerce extérieur, n'auroit que fort peu de choſe a donner en échange pour ſe procurer les commodités de la vie, & ſeroit parconſéquent une nation très pauvre. La Hollande ſans commerce extérieur, ſans établiſſemens en Afrique & dans les deux Indes, réduite à ſes paturages, au produit de ſes marais deſſechés, & à la petite portion de terres bien cultivées qu'elle poſſéde, ſeroit comme le Portugal, dans la même poſition, une nation indigente; & à ne conſidérer que les avantages du ſol, le Portugal ſeroit moins pauvre. C'eſt donc du commerce extérieur, dont les établiſſemens reſpectifs hors de l'Europe ſont partie, que ces deux nations doivent tirer leur puiſſance & leurs richeſſes, qui ſeront elevées en proportion de leur induſtrie & de leur adminiſtration.

Ce ne ſont point les manufactures qui ont enrichi le Hollande. Cette nation n'en avoit point quand elle commença à s'enrichir; & elle pouvoit également parvenir au plus haut dégré de richeſſes ſans le ſecours des manufactures qui s'y ſont introduites: ſes établiſſemens en Afrique & dans les deux Indes auroient ſuffi pour rendre cette nation opulente. Les bénéfices ſans ceſſe accumulés du commerce extérieur y ont tellement multiplié les richeſſes de convention, qu'elle a déjà perdu une partie des manifactures qu'elle avoit acquiſes; & qu'elle ne peut ſe flater de conſerver encore longtems ce qui lui en reſte, qui actuellement ne ſauroit fournir à la conſommation intérieure. Les Richeſſes du commerce portées à un certain dégré, produiſent ſur les manufactures les mêmes effets, que les mines d'or & d'argent. Mais ſon agriculture eſt toujours la même, & ſe ſoutiendra toujours également; parceque, ſi d'un côté le cultivateur paye plus chérment les choſes dont il a beſoin, de l'autre il vend auſſi plus chèrement les fruits de ſon travail. L'induſtrie qui s'occupe de tout ce qui eſt néceſſaire à la navigation, ſe ſoutiendra de même par la même raiſon chez la même nation.

Le Portugal devroit rétirer par un commerce bien entendu, régi ſur de bons principes, les mêmes avantages de ſes établiſſemens dans les deux Indes & en Afrique. La richeſſe des mines du Bréſil ne peut avoir d'autre effet, que d'y accumuler les richeſſes de convention avec plus de rapidité, & de faire tomber plus promptement les manufactures par le prix exceſſif auquel l'abondance de l'argent les établit, ce qui fait donner la préférence aux manufactures étrangères. Mais la nature de ſon commerce n'exige point de manufactures pour le rendre riche & ſoutenir ſa richeſſe.

Il part tous les aux dans le mois de Mars, de Lisbonne & de Porto 20. à 22. vaiſſeaux marchands pour Rio-Janeyro, 30. pour la Baie de tous les ſaints, autant pour Fernambouc, & 7. à 8. pour le Paraïba, qui font leur rétour en Septembre & Octobre de l'année ſuivante. Les vaiſſeaux qui vont à Rio-Janeyro & à la Baie de tous les ſaints, ſont d'environ 500. tonneaux, & ceux qui ſont deſtinés pour Fernambouc & le Paraïba, ne ſont que de 250; parce que les ports de ces deux provinces du Bréſil ne peuvent en reçevoir de plus grands.

Leurs cargaiſons conſiſtent en farine, vin, eau de vie, huile, étoffes communes de laine que fournit l'Angleterre, en bas de ſoie, chapeaux, en toiles de différentes ſortes, fil de lin & de ſoie, en étoffes de ſoie & en papier.

On n'expédie de Lisbonne pour Goa, qu'un ou deux vaiſſeaux au plus tous les ans d'environ 800. tonneaux, dont la charge n'excéde pas ordinairement 200. tonneaux, & monte environ a trois milions. La majeure partie de la cargaiſon eſt en argent, comme celle de tous les vaiſſeaux que l'Europe envoye aux Indes-Orientales.

Les Portugais traittent environ 15000. noirs à la côte d'Afrique pour le ſervice de leurs colonies, & en vendent beaucoup aux autres nations, ſurtout à leur fort de Cachao ſur la rivière de St. Domingo: ils en tirent auſſi de la cire, des dents d'Eléphans & de la poudre d'or. L'Iſle de St. Thomé ſur les mêmes côtes, leur fournit du ſucre d'une médiocre qualité. Le commerce de leurs iſles de Tercere, Fayal, Saint Michel & Madère, pourroit être un objet plus intéreſſant: ils y portent des huiles, des bayettes, des ſerges, du ris & du papier; & ils en rapportent des grains, des vins, des ſucres & des confitures ſéches.

Les

Les Portugais ſont les ſeuls Européens qui aient des établiſſemens, & qui faſſent le commerce en concurrence avec les Arabes, à Sofala, à Moſambique, à Melinde ſur la côte Orientale de l'Afrique; ce commerce eſt ſi riche, ſurtout à Moſambique, qu'on l'eſtime de 100. p °, & qu'on l'a appellé le Perou & le Chili des Portugais. On prétend que c'eſt de là que Salomon, & Biram, Roi de Tyr, tiroient leurs prodigieuſes richeſſes, & que cette partie de l'Afrique eſt la célébre Ophir. C'eſt-là que l'or du Monomotapa eſt échangé pour des étoffes de l'Aſie & de l'Europe.

Il ne reſte aux Portugais de leurs conquêtes & de leur ancienne domination dans les Indes-Orientales, que Goa & Diu, qui ſont des villes preſque imprénables, dans la plus heureuſe ſituation pour le commerce; Macao à la chine, Daman & quelques petites places ſur la côte de Malabar. C'en ſeroit bien aſſés pour donner à une nation active & induſtrieuſe de l'Europe, une des plus riches parties du commerce des Indes.

Le Bréſil ſuffiroit ſeul par ſes productions naturelles, pour porter le commerce du Portugal au plus haut dégré d'opulence. Ses côtés qui s'étendent depuis la rivière des Amozenes juſques à celle de la Plata, ont près de douze cents lieuës. Les Portugais n'ont encore pénétré que juſques à 80. lieuës dans les terres; le reſte du Bréſil juſqu'au Perou, eſt habité par des peuples inombrables d'Indiens. Indépendament du produit des mines, les vaiſſeaux reviennent du Bréſil chargés de ſucres, d'indigo, de coton, de cuirs, de bois, de beaume de copau, d'huile & de fanons de balaines qui viennent échouer en quantité dans la Baie de tous las ſaints. Les habitans ſont riches & addonnés au commerce, ſurtout ceux de Rio-Janeyro. Car les mines n'ont point détruit l'agriculture, ni l'induſtrie, ni le commerce dans le Bréſil; ce qui ſeroit arrivé bien plutôt dans le Bréſil qu'en Portugal, ſi les mines d'or avoient naturellement ſur l'induſtrie l'empire déſtructif qu'on leur attribue.

Si on réunit toutes ces productions des rétours des deux Indes & des côtés d'Afrique avec celles du pays, on conviendra que le Portugal devroit ſolder la balance de ſon commerce en Europe par des échanges, ou tout au moins par des ſommes modiques & bien éloignées d'abſorber en entier, ni même la majeure partie du produit des mines du Bréſil, qu'on eſtime de 60. milions par année.

Les marchandiſes du crû du Portugal expédiées pour le Bréſil payent 5. p °. de ſortie; celles qui viennent de l'étranger, ne payent que 3. p °,

parcequ'elles ont déjà payé environ 12. p°. d'entrée. Les rétours, ſoit en or, ſoit en marchandiſes, payent 30. p°., & on ne paye rien dans le Bréſil, ſoit pour l'entrée, ſoit pour la ſortie. Le droit de commiſſion eſt de 6. p°. pour l'envoi, & de 4. p°. pour les rétours.

QUELS que ſoient donc les achats que fait le Portugal, des manufactures étrangères, pour approviſionner ſes colonies, & fournir ſes différens comptoirs aux côtes d'Afrique & aux Indes Orientales, il fait à l'égard de ces achats qu'il ne peut payer par des échanges, un commerce d'economie extrêmement lucratif. Les bénéfices de ſes rétours ſont inmenſes; & ces bénéfices lui reſtant, il ſeroit impoſſible qu'il n'eut pas une balance extrêmement avantageuſe. Car l'Etat a plus 100. p°. de bénéfice ſur les marchandiſes qu'il achete en Europe pour l'Afrique, l'Amérique & les Indes Orientales, y compris les droits d'entrée & de ſortie, le fret, & la commiſſion, les frais de magaſinage & les travaux de chargement & déchargement. On conçoit donc que le Portugal n'ayant pas aſſés de marchandiſes à échanger, ſes rétours en or lui tiennent lieu de marchandiſes pour ſolder ſes échanges; mais qu'il ſeroit impoſſible qu'il ne lui reſtat pas ſur les 60. milions par année, a quoi l'on eſtime ſes rétours en or du Bréſil, au moins pluſieurs milions tous les ans, ſi le Portugal faiſoit ſon commerce; & qu'il s'enrichiroit néceſſairement, même ſans donner à ſon commerce toute l'étendue dont il eſt ſuſceptible dans les deux Indes.

C'EST une erreur de croire que les Etats monarchiques ſont moins propres au commerce, que les Républiques. L'eſprit & les connoiſſances de commerce ont gagné dans la plûpart des monarchies, & les négocians y ont preſque autant de part dans la manière dont on y dirige le commerce, que dans les républiques. Cet eſprit eſt aujourd'hui dominant en Europe & fait une partie eſſentielle de la politique des puiſſances les plus conſidérables. Les principes du commerce ayant percé juſques dans les conſeils des monarques, & le commerce étant régardé, non comme un acceſſoire, mais comme une affaire principale, comme la vraie ſource des richeſſes & de la puiſſance, les princes trouvent encore plus de facilité que les républiques, à étendre & ſoutenir le commerce, parcequ'il leur eſt plus aiſé d'écarter les obſtacles qui ralentiſſent ſa marche, & en rétardent les progrés.

LE Portugal fait depuis longtems un commerce ruineux. Le Gouvernement pourroit aiſément en approfondir les cauſes: & il lui ſeroit facile d'appliquer en détail des rémedes propres à chaque inconvénient, par un ſiſtême conforme à ſa poſition, rélatif à celle des autres Etats de l'Europe,

ſuivi

ſuivi avec la conſtance & l'attention néceſſaires ; & le commerce favoriſé, encouragé ſur de bons principes, atteindroit bientôt au dégré d'élevation dont il eſt ſuſceptible, c'eſt-à-dire à l'état les plus floriſſant.

On a vu quel ſonds inmenſe de richeſſes le Portugal peut faire valoir. Conçoit-on que cette nation n'ait d'autres moyens de profiter de ſi grands avantages, que ceux qu'on a publiés juſqu'à préſent? qu'elle doive fermer ſes mines, s'appliquer aux manufactures & tranſporter ſa capitale hors de portée de toute navigation, pour forcer ſes habitans à devenir négocians & induſtrieux? Le Portugal, dont on a tant de fois déploré l'indigence avec excès, ſeroit à plaindre en effet, comme une nation pour toujours condamnée à une eſpece d'eſclavage & à la pauvreté, s'il n'avoit d'autre reſſource que ces moyens également impraticables, pour réléver ſon commerce ; mais il a des voyes ſimples, naturelles & faciles pour parvenir bientôt au dégré de forces, de puiſſance, d'indépendance & de prospérité, que les richeſſes du commerce peuvent donner aux Etats, ſans s'occuper de manufactures, ſans fermer ſes mines & en laiſſant Lisbonne à ſa place. Car ſi le Portugal n'avoit point de ville ſur le tage, la bonne adminiſtration de ſon commerce exigéroit qu'on y en conſtruiſit une, qui déviendroit en peu de tems une autre Lisbonne, une ville que le commerce rendroit bientôt riche & floriſſante.

Si l'Eſpagne & le Portugal fermoient leurs mines, l'induſtrie de ces deux nations pourroit ſans doute ſe réjetter ſur les arts, & ſurtout ſur les manufactures les plus précieuſes, celles de toile, de ſoierie & d'étoffes de laine, dont elles pourroient récueillir chez elles les matières premières avec plus d'abondance que toute autre nation. L'Eſpagne, bien plus que le Portugal, pourroit ſe ſuffire à elle même. Ces deux nations pourroient d'ailleurs ſe procurer ce qui leur manque encore, & des avantages aſſés étendus dans le commerce extérieur, par les échanges des productions de leurs colonies. C'eſt ainſi que ſans le ſécours des mines elles parviendroient un jour à jouir d'une balance avantageuſe ; mais comme les avantages de cette balance conſiſtent dans le numéraire qui repréſente chez toutes les nations leur ſuperflu vendû à l'étranger ; peut-on déterminer des hommes à rénoncer à la facilité qu'ils trouvent à puiſer ce numéraire dans des tréſors que leur terre leur préſente avec une abondance infinie, & dont l'exploitation n'exige preſque point de frais, en comparaiſon de la culture de toute autre production & de l'exercice des arts les plus lucratifs ? il n'y a pas plus de raiſon de rénoncer aux mines, d'or & d'argent, qu'aux mines de cuivre, de plomb,

de fer, &c. Car on n'enviſage les premières comme nuiſibles aux nations qui les poſſèdent, qu'à cauſe de l'excès de leurs richeſſes, qui, dit-on, détruiſent l'agriculture, le commerce & les arts. On ſe livre à cet égard à une eſpece de paradoxe, parce qu'on confond les richeſſes avec l'abus, & qu'on ne fait pas attention que ce ne ſont pas les richeſſes qui ſont déſtructives, que c'eſt l'abus qu'on en fait qui eſt la cauſe des déſordres qu'elles répandent dans la ſociété. C'eſt cet abus qui exige toute l'attention de l'adminiſtration des Etats qui poſſedent des mines d'or & d'argent, qui demande à la ſaine politique des remédes autres que l'abandon de ces mines. Le même abus exigera les mêmes ſoins dans tout état où l'argent s'introduira par le commerce avec une abondance exceſſive: ce que nous verrions aujourd'hui en France, en Hollande & Angleterre, ſi des guerres preſque continuelles depuis plus d'un ſiecle, n'en avoient fait ſortir pluſieurs miliards.

Il eſt heureux pour le bien général, qu'il y ait en Europe des nations qui peuvent ſe procurer une balance avantageuſe par le ſécours des mines, pendant que les autres travaillent à ſe donner les mêmes avantages par les manufactures. C'eſt ainſi qu'en diſtribuant différemment les dons de la nature, la providence a établi une rélation néceſſaire entre les différens pays & les différentes nations, & formé les liens de la grande Société. Il n'eſt donc pas plus raiſonnable de mettre en queſtion en Eſpagne & en Portugal, l'abandon des mines d'or & d'argent du mexique, du Perou & du Bréſil, que celui des autres mines; & des manufactures de toile, de ſoieries & d'étoffes de laine chez les autres nations. Mais il eſt très raiſonnable d'examiner s'il eſt de l'intérêt des nations qui poſſedent les mines d'or & d'argent, de porter leur induſtrie à éléver & à faire valoir des manufactures. Riches en matières premières, ces nations peuvent ſans difficulté éléver des manufactures avec les plus grands ſuccès. Les ſoins du Gouvernement, une bonne adminiſtration peuvent aiſément faire ſortir ces nations, de l'indolence & de la pareſſe qu'on leur impute, & dans le principe ſurmonter tous les obſtacles. Mais ſi l'exiſtence de ces manufactures eſt incompatible avec celle des mines, ſi l'exploitation de celles-ci leur prépare une chûte infaillible & prochaine, eſt-il de la prudence de former cette entrepriſe & de s'expoſer à une révolution aſſurée, qu'il eſt aiſé de démontrer & de prévoir? quelques réflexions ſuffiſent pour nous convaincre qu'il n'eſt pas poſſible de mettre les manufactures au rang des moyens que les nations propriétaires des mines, ont d'éléver leur commerce.

Il y a une balance entre les denrées & marchandiſes de toutes ſortes en

en général, & l'argent. C'eſt la proportion qu'il y a entre la quantité des denrées & des marchandiſes & l'argent, qui regle le prix du marché. C'eſt ſur ce principe que la grande quantité d'argent fait augmenter le prix de toutes choſes. L'abondance de l'argent l'avilit comme ſigne: il répreſente moins. Cette vérité eſt conſtatée par l'expérience, par les effets qu'à produit en Europe la quantité d'argent qu'on y a apportée de l'Amérique depuis deux ſiecles, qui a plus que quadruplé les prix des fruits de la terre & ceux de l'induſtrie. Tel eſt en général l'effet de l'abondance de l'argent. Cette révolution ſeroit indifférente, ſi l'abondance de l'argent étoit a peu près égale chez toutes les nations: l'Argent ſignifieroit moins & auroit plus de fonctions à faire, ſans influër en aucune façon ſur la richeſſe & ſur la puiſſance des autres nations. Mais l'inégalité de l'abondance change néceſſairement la ſituation rélative de la nation chez la quelle l'argent abonde. Cette abondance juſques à un certain dégré eſt richeſſe, & au-delà cette abondance détruit la **population**, les arts & le commerce. C'eſt à l'adminiſtration à prévoir cet excès de richeſſe, & à en prévenir les effets.

Cette abondance deviendra exceſſive & aura néceſſairement les mêmes effets chez une nation qui l'attirera par une balance de commerce toujours conſtament avantageuſe. que chez la nation propriétaire de mines inépuiſables, avec cette ſeule différence, que chez cette dernière les progrès de l'abondance ſeront infiniment plus rapides.

Les propriétaires des mines, & généralement tous ceux qui y travaillent, augmentent leurs dépenſes en proportion de leurs gains. Ils conſomment plus de denrées, d'étoffes, de toiles & de marchandiſes de toute eſpece. L'augmentation de leur dépenſe enrichit bientôt les artiſans & les cultivateurs, qui augmentent auſſi la leur en proportion. La demande ſe multiplie au marché & fait hauſſer le prix de tout. Le révenu des terres augmente en proportion, & les propriétaires augmentent leurs dépenſes: les artiſans & les ouvriers, pour vivre, Rencheriſſent néceſſairement leurs ouvrages à un tel excès, qu'il y a un profit conſidérable à préférer les marchandiſes étrangères que le bon marché fait introduire dans l'Etat. Il faut alors que les ouvriers & les artiſans, qui ne ſçauroient y ſubſiſter en travaillant à auſſi bas prix que leurs voiſins, déſertent & portent leur induſtrie ailleurs. Les manufactures de l'Etat ruinées par l'uſage que font de celles de l'étranger les propriétaires des terres & ceux qui jouiſſent du produit des mines, l'argent du produit des mines paſſe infailliblement à l'étranger pour payer ce qu'on en retire. L'Etat propriétaire des mines ſe dépeuple,

s'ap-

s'appauvrit inſenſiblement, & tombe en quelque façon dans la dépendance de l'étranger, auquel il eſt obligé d'envoyer tous les ans l'argent de ſes mines. La circulation de l'argent des mines, qui étoit d'abord générale, ceſſe; la dépopulation & l'indigence lui ſuccedent, & le produit des mines n'eſt plus avantageux que pour ceux qui y travaillent & pour l'étranger.

Tel doit être ſans contredit le ſort de toute nation propriétaire de mines d'or & d'argent, qui n'aura point d'autre fonds réels à faire valoir. Toute autre induſtrie que celle qui s'applique à l'exploitation des mines, eſt anéantie ſans rétour, tant que la richeſſe des mines exiſte: mais on eſt dans l'erreur, ſi on conſidére dans ce point de vûe l'Eſpagne & le Portugal. Ces deux nations ont d'autres fonds réels que leurs mines, à mettre en valeur. S'il eſt inconteſtable que les manufactures ſont incompatibles avec l'exploitation des mines & leur richeſſe; il eſt certain que cette même richeſſe anime l'agriculture. Le cultivateur aſſuré de vendre chèrement & ſurement tout le produit de ſon travail, & de ſe procurer toutes les commodités de la vie, cultive avec ſoin: l'argent ne ſauroit être trop abondant pour lui dans l'Etat. C'eſt aujourd'hui une vérité reconnue, que ce ſont les impoſitions inégales & exhorbitantes, & non l'argent des mines, qui ont détruit l'agriculture en Eſpagne. Le Portugal eſt cultivé à peuprés auſſi bien qu'il peut l'être, & cette nation ne manque de grains que parce que l'étendue de ſon territoire ſuſceptible d'une bonne culture, n'eſt pas proportionnée à ſa population qui ſeroit plus conſidérable ſans l'abus des inſtitutions monacales. Ces deux nations ont d'ailleurs des productions naturelles en aſſés grande quantité pour fournir à des échanges conſidérables, productions qu'une bonne adminiſtration pourroit étendre encore infiniment, non ſeulement malgré le produit des mines, mais même à l'aide de leurs richeſſes. Elles ont d'ailleurs des avantages très étendus dans la navigation & dans le commerce d'economie; & l'on peut prouver qu'ils ſeroit plus facile à l'adminiſtration d'éléver ces deux nations avec le ſécours de leurs mines & ſans celui des manufactures, au plus haut dégré de puiſſance, & de les y maintenir, que tout autre nation quelque induſtrieuſe qu'on la ſuppoſe, ſi on lui donne une balance toujours conſtament avantageuſe.

Que ce ſoit par l'exploitation des mines, ou par une balance de commerce toujours avantageuſe, que l'abondance de l'argent dévienne exceſſive dans un Etat; ces deux cauſes de l'abondance exceſſive ſont également infaillibles, & les effets de cette abondance ſeront avec un peu plus de lenteur dans

dans l'Etat qui n'a point de mines d'or & d'argent, exactement les mêmes à l'égard des manufactures.

Dans les Etats qui ont les avantages de la navigation, tels que l'Angleterre & la Hollande, les manufactures peuvent ſoutenir un peu plus longtems le choc de l'abondance de l'argent, parceque l'économie de la navigation les établit pendant quelque tems aux mêmes prix que celles de leurs voiſins dans les marchés étrangers. Mais il faut enfin qu'elles ſuccombent aux effets de l'abondance de l'argent, comme il arrive actuellement aux manufactures de la Hollande.

La balance avantageuſe du commerce eſt la voye par laquelle un Etat s'agrandit le plus ſolidement. Mais cette balance dont chaque nation commerçante s'efforce de s'emparer, a ſes excès: la trop grande abondance d'argent fait rétomber l'Etat inſenſiblement & naturellement dans l'indigence. La France & l'Angleterre, abſtraction faite de l'excès des ſignes repréſentatifs de celle-ci, éprouveroient aujourd'hui les effets de la trop grande abondance de l'argent, ſi ces deux nations, qui depuis la paix de Ryswyck, ont presque doublé leur commerce & leur navigation, n'avoient pas envoyé depuis cette époque ſeulement, des miliards de numéraire dans les pays-bas, en Italie & en Allemagne, tant pour l'entretien de leurs armées, que pour des ſubſides. Ces ſommes immenſes ſans ceſſe ajoutées à leur circulation, auroient accumulé chez elles tous les excès; & les prix exhorbitans de leurs manufactures auroient fait faire des progrés rapides aux manufactures naiſſantes de toute l'Allemagne & du Nord, en auroient fait introduire dans les pays où il n'y en a point encore, & leur commerce ſeroit peut-être déjà réduit aux productions naturelles de leurs domaines dans les deux mondes, & à leur commerce d'économie. Delà il arrive infailliblement que celle de ces deux nations qui ſera la plus épuiſée d'argent par les dépenſes de la guerre, aura durant la paix l'avantage du bas prix des manufactures & le plus de facilité à réprendre la ſupériorité de la balance du commerce, par la préférence que lui donneront dans leurs achats, les nations qui ſe ſeront enrichies de leurs querelles.

Les pertes immenſes d'argent que les deux nations ont faites depuis près de cent ans, ont prévenu la décadence dans la quelle elles ſeroient tombées par les effets de la trop grande abondance de numéraire: Elles ont bien moins de peine à ſe rétablir de ces pertes & à réléver leur commerce; parceque ces pertes ne font point paſſer leurs manufactures à l'étranger;

comme la trop grande abondance de l'argent le feroit infailliblement. Leur induſtrie leur reſte, leurs ouvrages ſont à plus bas prix, & un débit fort étendu a bientôt fait rentrer dans l'Etat une grande partie des ſommes qui en étoient ſorties. La France a ſurtout cet avantage par ſon heureuſe poſition, par l'étendue & la richeſſe de ſes productions naturelles & de celles de ſes colonies, & par l'induſtrie de ſes habitans. C'eſt auſſi la nation d'Europe qui parviendroit le plûtôt à cet excès de numéraire incompatible avec les manufactures, ſi les avantages de ſa balance n'étoient pas de tems en tems ſuſpendûs par des guerres, & moderés enſuite par les rembourſemens de ſes dettes à l'étranger. Cette poſition de la France devroit être régardée aujourd'hui comme le principe le plus ſolide du plus grand crédit, ſi l'opinion commune le fondoit ſur la poſition, ſur les reſſources, ſur la richeſſe des productions naturelles, & ſur l'induſtrie d'une nation, qui ſont les ſeules choſes qui devroient mériter chez les préteurs, le titre de ſureté.

Il y a longtems que la Hollande éprouve les effets de la trop grande abondance de l'argent, quoique les guerres ayent prodigieuſement endetté l'Etat. Ses négocians n'ont ceſſé de s'enrichir & d'augmenter la maſſe de l'argent en circulation, qui depuis un grand nombre d'années n'a d'autre ſource, que le commerce d'économie. Les hollandois n'ont que quelques foibles reſtes de leurs manufactures, que l'art & l'économie ne ſoutiennent qu'avec peine, & qui ne méritent pas d'êtres nommées dans leur commerce. La cherté de la main d'œuvre cauſée par l'exceſſive abondance de l'argent, les fera bientôt diſparoitre entierement. Par cette raiſon la conſommation des toiles & des étoffes des Indes, ſi contraire aux intérêts des autres nations de l'Europe qui ont des manufactures, eſt avantageuſe à la Hollande. Indépendament de ce qu'elle en vend avec un grand bénéfice aux autres nations, il eſt utile à la Hollande de vétir ſes habitans des manufactures des Indes, plûtôt que d'étoffes des manufactures d'Angleterre & de France. C'eſt ainſi que la Hollande remédie par ſon habileté dans le commerce, aux inconvéniens de cette grande ſupériorité de richeſſes qui ne lui permet pas d'entretenir des manufactures.

Le Sénat de Génes a donné l'exemple d'une ſage politique en reſtraignant par une loi prohibitive l'uſage de la porcelaine, pendant qu'il n'a mis aucunes bornes à l'uſage de la vaiſſelle d'argent. La grande quantité de vaiſſelle d'argent a été regardée comme un remède aux excès de la richeſſe, & l'impôt ſur l'argent œuvré comme contraire à la bonne politique.

Il

Il eſt impoſſible que les richeſſes réelles ou artificielles s'accroiſſent prodigieuſement dans un Etat, & elles s'acroitront infailliblement à l'excès par une balance toujours avantageuſe, ſans que la main d'œuvre augmente dans la même proportion, & conſéquament ſans ruiner les manufactures.

Si la balance conſtamment avantageuſe qu'une nation ſe procure par le commerce, détruit les manufactures, celle qui ne ceſſe d'augmenter ſon numéraire par le ſecours des mines d'or & d'argent, arrive beaucoup plus rapidement au moment de cette déſtruction infaillible.

Si on ſuppoſe que les mines du mexique & du Perou produiſent annuellement 80. milions, & celles du Bréſil 60. milions; ce qui eſt à peu près les ſommes qu'on apporte en Europe tous les ans, ſuivant les factures ou manifeſtes des cargaiſons des vaiſſeaux de rétour des Indes-Occidentales: ces mêmes ſommes ſeront la ſolde du commerce de l'Eſpagne & du Portugal, ſi ces deux nations n'achettent rien, ou n'achettent que fort peu de choſe de l'étranger. Si ces deux nations ont des manufactures qui fourniſſent, comme cela eſt poſſible, à tous leurs beſoins, à leur luxe & au chargement de leurs vaiſſeaux; il eſt inconteſtable que leur numéraire s'accroitra tous les ans de 140. milions. On pourroit ajouter encore quelques milions pour leurs rétours de diverſes denrées & marchandiſes de leurs colonies; comme les ſucres, les Indigo, les Bois, le Cacao, la Cochenille, &c. & les productions de leurs terres en Europe, qui excédent leur conſommation. Il faut convenir au moins que ce ſuperflû pourroit leur ſuffire pour ſolder la balance de leur commerce avec les nations d'Europe. Ces deux nations ajouteroient donc tous les ans à leur numéraire, ſçavoir l'Eſpagne 80. milions, & le Portugal 60. milions. Toutes les manufactures diminueroient de prix chez les étrangers, pendant qu'une prodigieuſe quantité de milions ajoutés tous les ans à la maſſe de la circulation de ces deux nations, ne ceſſeroit d'encherir les leurs à un tel excès, qu'il leur ſeroit bientôt impoſſible d'empêcher les étrangers d'y introduire toutes les marchandiſes de leur induſtrie. Le bas prix des marchandiſes étrangères faiſoit néceſſairement ceſſer le travail des manufactures nationales, les ouvriers déſerteroient; tout l'argent de ces nations, dévenues trop riches, paſſeroit à l'étranger avec une extrême rapidité, & bientôt il ne reſteroit chez ces nations de tant richeſſes Accumulées, que les excès du luxe qui en ſont la ſuite: car à meſure que l'argent augmente chez une nation, les beſoins du luxe s'y multiplient. L'Etranger nourriroit alors très chèrement le luxe de ces nations, & acheve-

roit d'épuiſer leurs tréſors. Le luxe ne diminue pas avec les richeſſes; il réſiſte même longtems à l'indigence.

Il faut donc écarter du ſiſtême politique du Portugal, le projet d'établir des manufactures ſurtout de toiles & d'étoffes de laine & de ſoie, qu'il lui ſeroit impoſſible de conſerver, & qui ne ſeroient pas plûtôt floriſſantes, qu'elles ſeroient ruinées par le poids d'une balance trop avantageuſe, qui rameneroit promptement la nation au même point où elle eſt aujourd'hui. C'eſt dans la culture des terres de ſes colonies, dans l'amélioration de ſes établiſſemens en Afrique & dans les deux Indes, dans la navigation & dans le commerce d'Economie; qu'on doit voir la ſource unique & permanente de la richeſſe & de la puiſſance du Portugal.

On a regardé l'établiſſement des étrangers en Portugal, comme ruineux pour la nation. Tous les Gouvernemens d'Europe font des efforts pour attirer chez eux les étrangers. Mais, dit-on, la poſition de cette monarchie étant entièrement différente de celle des autres Etats de l'Europe, elle doit ſe gouverner par des maximes tout-à-fait oppoſées. Le Portugal n'ayant pas dequoi nourrir & vêtir ſes propres ſujets, quelque petit que ſoit le nombre des étrangers, il y cauſe néceſſairement un grand mal.

Ce raiſonnement ſeroit vrai, ſi on ſuppoſoit que le Portugal exerce en plein les droits de l'hoſpitalité envers les étrangers; c'eſt-à-dire que la nation les nourrit, les entretient dans l'oiſiveté; & le même raiſonnement s'appliqueroit dans la même hypothéſe à tous les Etats de l'univers. Mais ſi l'étranger ne peut ſubſiſter en Portugal, comme dans tout autre pays, que par le produit de ſon bien ou de ſon induſtrie, il eſt inconteſtable qu'il enrichit la nation ou par le bien qu'il y dépenſe, ou par l'induſtrie qu'il y exerce, amoins qu'on ne lui permette d'exercer une induſtrie déſtructive. La Hollande a toujours été dans la même poſition que le Portugal à l'égard des étrangers, puiſqu'elle n'a jamais eu de quoi nourrir & habiller le quart de ſes propres ſujets. Cependant la Hollande a attiré les ſujets de toute ſorte de nations, les a naturaliſés, en a fait un nombre infini de citoyens par la ſageſſe de ſa légiſlation, & en a fait l'un des principaux principes de ſa richeſſe & de ſa puiſſance.

Il faut convénir que parmi les étrangers, les Anglois portent un préjudice immenſe au Portugal. Ils feroient le même tort à tout autre Etat qui

qui leur livreroit ſon commerce. Ce ſont les factories Angloiſes & les priviléges dont elles jouiſſent, qui ruinent le Portugal, & qu'il ne faut point confondre avec les étrangers en général. Mais les Anglois ne nuiſent au Portugal, que parcequ'ils y exercent une induſtrie déſtructive; parcequ'ils ne s'y occupent qu'à entaſſer les tréſors de la nation pour les envoyer en Angleterre. Ce n'eſt donc point parceque le Portugal ne produit pas de quoi nourrir & vêtir ſes propres ſujets, que les factories Angloiſes ruinent cet Etat, mais parceque le Portugal laiſſe ſubſiſter des priviléges qui donnent aux Anglois la facilité de faire paſſer chez eux toutes ſes richeſſes.

On doit diſtinguer en Portugal deux ſortes d'étrangers rélativement au commerce & à la population : on ſent bien qu'il ne peut-être queſtion ici des hommes publics, ni des Voyageurs. Les ouvriers, les artiſtes, les gens de lettres, ſont précieux à tous les Etats, quelle que ſoit leur patrie, & le Portugal ne peut à l'exemple des autres monarchies, employer trop de ſoins pour les attirer & les conſerver. La vérité de cette propoſition eſt trop frappante pour exiger de preuves. Il eſt vrai que les étrangers qui font la banque ou le commerce en gros en Portugal, peuvent amaſſer de grandes richeſſes & les faire paſſer dans leur patrie : cependant il y en a pluſieurs qu'on peut régarder comme nationaux, dont les capitaux & les profits circulent dans l'Etat. On ne peut d'ailleurs les troubler dans leur établiſſement & dans leur commerce, ſans contrevenir aux traités, ou ſans bleſſer du moins le droit des gens à l'égard des nations avec les quelles le Portugal n'a point de traité.

Il n'y a point de nation en Europe chez laquelle il n'y ait des maiſons de commerce étrangéres, & qui ne ſoit dans la néceſſité de les tolérer: il n'eſt point de nation chez laquelle on ne trouve des maiſons de toutes les nations commerçantes. Le moyen le plus doux & le plus naturel d'empêcher que les Anglois ne ruinent le commerce du Portugal, ſeroit d'établir une parfaite égalité & une concurrence entière dans les ventes & dans les achats. Il en réſulteroit bientôt pour le Portugal, des achats à plus bas prix & des ventes plus chères. Si le Portugal ajoutoit à la ſageſſe de cette premiére précaution, l'établiſſement de comptoirs ou de facteurs Portugais chez toutes les nations où il peut étendre ſon commerce, cette monarchie ſeroit à l'égard des étrangers, dans la même poſition où ſont toutes les nations commerçantes.

On ne peut trop inſiſter ſur les bons traitemens que le Portugal doit faire aux étrangers qui lui portent leurs talens & leur induſtrie,

comme un des moiens le plus propre à relever ſon commerce. Les étrangers ne doivent point être confondus avec ceux qui ſont le commerce des Portugais par des Factories, à peu près comme on fait le commerce dans les Echelles du Levant. C'eſt à ces étrangers qu'appartient une partie des fonds & des biens de la nation; ce ſont des abſens qui en jouïſſent, & c'eſt de leurs mains que le Portugal doit les rétirer en faiſant lui même ſes achats, ſes ventes & ſes envois dans les deux Indes avec ſes propres fonds. Ce ne ſont point les négocians domiciliés dans un Etat, occupés de ſon commerce, quoique étrangers, qui le ruïnent; ils en augmentent au contraire la richeſſe. Ce ſont les négotians abſens, qui tirent ſans ceſſe des richeſſes de l'Etat, ſans y en introduire aucune, qui l'épuiſent néceſſairement. L'Angleterre en fournit un exemple ſingulier dans le pays de Cornoualle. Ce pays envoie au déhors une grande quantité d'Etain & de Sardine, & cependant il eſt toujours pauvre: la raiſon en eſt, que la plus grande partie des fonds emploiés à ces deux branches de commerce, appartient à des négocians de Londres & d'autres négocians abſens. Il n'y a point de Pays, quelle que ſoit la richeſſe de ſon fonds, qu'un tel abus dans ſon commerce n'entretienne dans un état de pauvreté. C'eſt de cette eſpéce de ſervitude que le Portugal, ſous un Miniſtère éclairé, délivreroit ſans doute bientôt ſon commerce. Ce n'eſt pas aſſés pour le Portugal de rétirer une partie de ſes biens, des mains des abſens; il doit s'appliquer auſſi à multiplier ſes conſommateurs dépendans. C'eſt-là un objet qui éxige d'autant plus d'attention & de détail, que c'eſt pour le Portugal, le principe du commerce le plus étendu; & qu'il intéreſſe en même tems celui de toute l'Europe.

Le Portugal a deux ſortes d'établiſſemens dans les deux Indes & à la côte d'Afrique. Ceux des Indes-Orientales & de la côte d'Afrique n'ont pour objet que le commerce ſeul: Ceux de l'Amérique ont pour objet la culture & le commerce tout enſemble. Cette dernière ſorte d'établiſſement demande de plus grands ſoins dans l'adminiſtration, & c'eſt auſſi la ſource de richeſſes la plus abondante que les Natious d'Europe puiſſent ſe procurer dans les autres parties du monde.

Nous avons dans l'Hiſtoire du Commerce, l'exemple des Colonies que fondérent Tir, Carthage & Marſeille, qui n'avoient pour objet que le commerce ſeul. Ces Villes ne formerent ces établiſſemens chez les nations étrangéres, que pour y aſſurer un azile à leurs Vaiſſeaux & un Entrepôt à leurs marchandiſes, pour y faciliter le commerce dans l'intérieur du pays, &

& préparer le rétour de leurs Vaiſſeaux; ce qui a été imité par les nations commerçantes de l'Europe dans les Indes-Orientales, & à la côte d'Afrique. Les Comptoirs qu'elles ont établis chez l'Etranger en Europe même, ſous la protection des Traités & de la foy publique, leur tiennent lieu de cette ſorte de Colonie, & rempliſſent la même vuë, qui eſt d'étendre & d'aſſûrer leur commerce extérieur. Les François, les Hollandois & les Anglois ont multiplié ces ſortes d'établiſſemens dans tous les pays où ils ont pû porter leur commerce. C'eſt ſurtout dans cette manière d'étendre ſon commerce, que l'Angleterre a montré une grande ſupériorité d'induſtrie & de connoiſſances.

Toutes les Colonies de l'Amérique ont pour prémier & principal objet la culture des productions naturelles, & de préférence, celles dont la conſommation eſt la plus étenduë en Europe. La culture des terres eſt en Amérique, l'unique fondément du commerce, ſi on en excepte la traite avec les Sauvages, qui eſt un article fort borné. Le commerce des Indes-Orientales n'a rien de comparable à celui de l'Amérique. Ce commerce eſt d'autant plus avantageux, que l'Amérique, en fourniſſant des denrées dont l'Europe ne peut aujourd'hui ſe paſſer, fait valoir infiniment l'induſtrie Européenne par la conſommation des fruits d'Europe & de ſes manufactures. Car ce n'eſt qu'avec des marchandiſes qu'on fait le commerce de l'Amérique, pendant qu'on ne fait celui des Indes-Orientales qu'avec de l'argent. L'un eſt un commerce riche, & l'autre, un commerce ruineux, qui abſorbe nôtre numéraire & détruit nôtre induſtrie. Nous payons l'induſtrie des Orientaux, & les Amériquains nous payent la nôtre. Il faut cependant excepter des établiſſemens ruineux des Indes-Orientales, les Iſles à Epicéries qui appartiennent aux Hollandois; & les Iſles de France, de Bourbon & de St. Marie, qui reſſemblent par leur population, leur culture & leur commerce aux Iſles de l'Amérique.

De tous les établiſſemens du Portugal, le Bréſil eſt non ſeulement le plus riche; mais c'eſt auſſi celui qu'il eſt le plus facile d'améliorer, qui mérite le plus de ſoins, & le plus intéreſſant pour le commerce de l'Europe en général, dans le quel le Bréſil, peuplé & cultivé autant qu'il le peut-être, répandroit inmenſément de nouvelles richeſſes.

Les établiſſemens des Portugais dans le Bréſil, ſont voiſins, & pluſieurs entremélés de ceux des Indiens. Ils ne ſont pas entièrement poſſeſſeurs des terres. Leur culture en général n'eſt point paiſible, & leur ſûreté intérieure

térieure éxige de grandes précautions. Les naturels du pays ſont diviſés en petites nations attachées à la liberté, qu'il eſt dangereux de vouloir ſubjuguer, de mépriſer, ou d'outrager. La vengéance eſt chez eux une paſſion que rien ne peut aſſouvir. On doit les contenir par la crainte, & plus encor par des traités, dont la foy doit être ſcrupuleuſement gardée. La prudence éxige qu'on conſtruiſe des Forts de diſtance en diſtance à méſure que la culture s'avance dans les terres, ſans laiſſer ſoupçonner à ces anciens habitans qu'on veuille attenter à leur liberté. Il eſt peu de nations Indiennes, dont le commerce ne puiſſe tirer des avantages. On peut faire naitre chez elles le goût des commodités de la vie & du travail. Les anciens habitans peuvent former des ſocietés avec les nouveaux, & en prendre inſenſiblement les mœurs, l'eſprit & la Réligion. Il y en a des exemples. On en trouve quelques uns dans la Penſilvanie, dans la Virginie, & un grand nombre dans les Indes Eſpagnoles & dans le Bréſil même.

Les progrès des Colonies du Bréſil dépendent beaucoup du choix que fait le Miniſtère, des Officiers à qui il en confie l'adminiſtration. Il n'ignore pas que la conduite de ces colonies éxige beaucoup de capacité, de génie, de juſtice, de modération, & de courage; qu'il faut animer la culture, le commerce, encourager les habitans, les protéger, les porter à la culture la plus avantageuſe à la métropole, s'aſſurer des naturels du Pays, & ne laiſſer aucune porte ouverte au commerce d'interlope.

La Population & la Culture doivent être le principal objet de l'adminiſtration des colonies. La douceur du Gouvernement contribuë beaucoup à étendre l'une & l'autre. Les avances d'Eſclaves, les diſtinctions & d'autres encouragemens, les animent. C'eſt ſurtout à la culture des ſucres, de l'Indigo, du Caffé, du Coton & du Tabac, qu'on doit porter toute l'induſtrie des habitans. Les progrès de cette culture qui enrichiſſent les colonies, étendent la Population, non ſeulement des colonies, mais auſſi celle de la Métropole, augmentent ſa marine, & ſon induſtrie, en y fourniſſant un fond immenſe de réexportation. Le commerce donne par la concurrence des négocians, une activité reſpective à la Colonie & à la Métropole, qui ne ceſſe d'y multiplier les habitans & les richeſſes.

Le Gouvernement augmenteroit encore les progrès de la culture des colonies, en aſſurant en Europe la conſommation de leurs productions, & la conſommation s'étendroit infiniment, ſi on ſoutenoit les prix des denrées des nations en concurrence. Le Gouvernement a des moyens infaillibles pour

pour y réuſſir : il doit accorder des exemptions, ou des diminutions des droits à l'importation & à la réexportation, & diminuer le plus qu'il eſt poſſible le prix du fret. Le bon marché des Eſclaves eſt un des moiens qui contribue le plus à étendre la culture ; & la nation Portugaiſe eſt l'une des nations de l'Europe qui a le plus de facilité d'en pourvoir ſes colonies à bas prix. Le Portugal a beaucoup d'Eſclaves Indiens : mais il faut diſtinguer les Eſclaves tirés de la côte d'Afrique, des Indiens. Il ſeroit bien plus avantageux au Portugal de faire des Indiens, des Cultivateurs, des Habitans ſoumis ; de les naturaliſer pour ainſi dire, autant qu'il eſt poſſible, que d'en faire des Eſclaves. C'eſt-là un des articles qui concernent les colonies du continent de l'Amérique, des plus importans pour l'intérêt du commerce de l'Europe. Il éxige un peu de détail.

Le Bréſil s'étend entre les deux Rivières des Amazones & de la Plata, ce qui comprend environ 12. cent lieuës de côtes. Les habitations des Portugais ne s'étendent guères au delà de quatrevint lieuës dans les terres, & un peu plus loin ſur les bords de l'Amazone. Preſque tous les Indiens qui habitent cet eſpace, ſont ſoumis aux Portugais, & beaucoup ſont même réduits à l'éſclavage. La bonté du climat, la fertilité du terrein, les mœurs, les uſages des anciens habitans, ne préſentent aucunes limites à l'étendue qu'on voudroit donner à la culture, aux nouvelles découvertes, aux acquiſitions nouvelles, à la Domination & au commerce du Portugal.

Les établiſſemens Portugais ſont diviſés en quatorze *Capitainies* ou Provinces, qui ſont *Para*, *Maranon*, *Ciara*, *Riogrando*, *Paraïba*, *Tamaraca*, *Fernambuc*, *Sereginé*, *Bahia*, *Ilheos*, *Spiritu Santo*, *Porto Seguro*, *Rio-Janeiro*, & *Saint Vincent*. L'affectation qu'ont eû les Portugais, à l'éxemple des Eſpagnols, de ne publier aucun détail ſur leurs établiſſemens en Amérique, qui porte un caractère d'authorité, fait que nous n'avons guères de connoiſſances exactes du Bréſil au delà de ſes côtes & de l'embouchure de ſes principales Rivières. On eſt réduit à des témoignages particuliers, étrangers ou nationnaux, qu'on ne trouve pas toujours d'accord. Les Portugais, ainſi que les Eſpagnols, ont regardé leur ſilence affecté ſur le détail de leurs colonies, comme un des moiens d'en écarter le commerce des étrangers ; ce qui eſt pardonnable ſurtout aux Portugais, qui avoient à ſe garantir de l'éxercice d'un droit que les Anglois & les Hollandois s'étoient fait céder par les traités de 1661. Mais ils ont emploié des moiens plus efficaces contre l'éxercice de ce droit, qui tendoit à les dépouiller entièrement de leur commerce dans les Indes-Occidentales & à la côte d'Afrique.

Les traités de 1661. accordent aux Anglois & aux Hollandois, la faculté de naviger dans toutes les poſſeſſions Portugaiſes d'Europe, d'Afrique & d'Amerique, à la charge de payer les droits de douanne. „ Mais cette li-„ berté, dit l'Hiſtorien des Provinces-Unies (a), n'eſt qu'une faveur ap-„ parente, qui n'a quelque réalité que dans le Portugal même. Le com-„ merce que les Hollandois y pouroient faire, dépend ſi fort des Gou-„ verneurs & des autres Officiers des Ports Maritimes, qu'on en reçoit des „ inſultes qui en ont éloigné toutes les autres nations. S'en plaindre à la „ cour, c'eſt ſe jetter dans de ſi grands fraix & de ſi ennuieuſes longueurs, „ que perſonne n'aime à s'y expoſer ". Cette excluſion que le Portugal s'eſt aſſurée par une conduite auſſi ſage que juſte, contre l'éxercice d'un droit qui ne coutoit rien aux Anglois, & pour lequel les Hollandois n'avoient cédé qu'une partie des établiſſements qu'ils avoient pris ſur les Portugais, aux Indes, à la côte d'Afrique & à l'Amérique, n'a lieu qu'à l'égard du Bréſil. Toutes les nations traitent avec les Portugais à la côte d'Afrique, ce qui rend peut-être aujourd'hui les établiſſemens Portugais à cette côte, plus onéreux qu'utiles à l'Etat, ſi on laiſſe ſubſiſter cet abus.

Le Bréſil s'étend depuis Para, qui eſt ſur les bords de l'Amazone, & preſque ſous l'Equateur, juſqu'à la rivière de la Plata, qui ſepare les Portugais des Eſpagnols à ſon embouchure du côte du midi, comme l'Amazone les ſépare vers le Nord.

Il ſuffit de jetter les yeux ſur l'étendue & la fertilité de ces différentes Provinces, pour être convaincu qu'elles ne ſont pas portées au quart de leur valeur, qu'elles pouroient être plus peuplées & produire infiniment plus de denrées, ſurtout de Sucre & d'Indigo, les plus précieuſes de l'Amérique par la grande conſommation qui s'en fait en Europe. Il ſeroit facile au Portugal, d'y introduire le double & le triple de noirs, & d'augmenter ainſi les productions à proportion. Les Indiens même qui ſont ſoumis à ſa domination, pouroient être engagés à ſe livrer à l'Agriculture par des encouragemens & par de bons traitements. Ils augmenteroient encore les fonds du commerce. Les Portugais ont déjà fait à cet égard des progrès aſſés conſidérables, & ces progrès ſont une preuve bien frappante, qu'ils peuvent étendre leurs établiſſemens dans les terres, auſſi loin qu'ils le voudront; ſoumettre par la voye de la perſuaſion, comme par celle de la négociation, un grand nombre de nations Indiennes; faire avec d'autres des Alliances ſolides; porter chez elles des branches de commerce, & multiplier

(a) Mr. le Clerc.

tiplier les conſommations des marchandiſes d'Europe, ſurtout le long des Rivières. Celle des Amazones offre des richeſſes inmenſes, & les nations qui habitent ſes bords, laiſſent voir de grandes facilités à la traite & à des établiſſemens.

Si on en croit le Père d'Acuna, Voyageur d'une grande réputation, qui a parçouru la rivière des Amazones, cette Rivière eſt le plus grand & le plus célébre Fleuve du monde. „ Il traverſe, dit ce Voiageur, des „ Roïaumes de la plus grande étendue, & les enrichit, plus que le gange, „ plus que l'Euphrate & le Nil. Il nourrit infiniment plus de peuples & „ réçoit beaucoup plus de Rivières. Si les bords du Gange ſont couverts „ d'un ſable doré, ceux de l'Amazone ſont chargés d'un ſable d'or pur; & „ ſes eaux, creuſant ſes rives de jour en jour, découvrent par degrés des „ mines d'or & d'argent que la terre qu'elles baignent, cache dans ſon ſein. „ Les Pays qu'elle traverſe ſont un Paradis terreſtre; & ſi leurs Habitans „ aidoient un peu la nature, tous les bords d'un ſi grand Fleuve ſeroient „ de vaſtes Jardins remplis ſans ceſſe de fleurs & de fruits. Les déborde- „ mens de ſes eaux fertiliſent toutes les terres qu'elles humectent. D'ail- „ leurs toutes les richeſſes de la nature ſe trouvent dans les Régions „ Voiſines. Les arbres ſont toujours chargés de fruits; les champs ſont „ couverts de moiſſons, & le ſein de la terre eſt rempli de pierres précieu- „ ſes & des plus riches métaux. Enfin parmi tant de peuples qui habitent „ les bords de l'Amazone, on ne voit que des hommes bienfaits, adroits & „ pleins de génie, pour les choſes du moins qui leur ſont utiles ".

Le Père d'Acuna (*a*), donne à la longueur de ce Fleuve mille trois cent cinquante ſix lieuës, méſurées avec exactitude, & près de quatre mille lieuës de circuit aux Pays qui le bordent. Le Pays eſt ſi peuplé & les habitations ſont ſi proches l'une de l'autre, qu'en ſortant d'une habitation, on découvre les habitations voiſines. Quoique ces nations ſoient toujours en guerre, elles ne tiennent point contre les Européens.

Ce que le même Auteur raçonte de ces Indiens, montre aſſés qu'ils n'ont pas un éloignement invincible pour le commerce, & qu'ils ſont moins Barbares qu'on ne le croit. Un de ces Barbares, dit-il, qui ne l'étoit pas trop dans la converſation, voulut parler aux Portugais après leur avoir fourni des vivres, & marquant beaucoup d'admiration pour le bonheur qu'ils avoient eu de ſurmonter les difficultés de la grande Rivière, il leur demanda

(*a*) Voyages faits en 1739. & 1640.

demanda en grace, & par réconnoiſſance pour le bon traitement qu'il leur avoit fait, de lui laiſſer un de leurs Dieux qui fut capable de le ſervir avec autant de puiſſance & de bonté dans toutes ſes entrepriſes. Un Cacique étant vénu preſque ſeul au devant des Portugais, l'Auteur lui demanda pourquoi ſes Campagnons avoient pris la fuite, pendant qu'il étoit vénu libremment. Le Cacique répondit, „ que des hommes qui avoient été ca-„ pables de rémonter la Rivière, malgré tant d'ennemis, & ſans eſſuier „ aucune perte, devoient en être un jour les Seigneurs; qu'ils reviendroient „ pour la ſoumettre, la peupleroient de nouveaux habitans; qu'il ne vouloit „ pas toujours vivre en crainte & trembler dans ſa maiſon, qu'il aimoit „ mieux ſe ſoumettre de bonne heure, & reçevoir pour ſes Maîtres & „ ſes amis, ceux que les autres ſeroient un jour contraints de réconnoitre „ & de ſervir par force ".

Le Père d'Acuna obſerva une nation qu'il nomme les Aguas ou Omaguas, qui occupent plus de deux cent lieuës de Pays ſur les bords de l'Amaſone, ſi nombreuſe que les villages ne ſont pas à une lieuë les uns des autres. Cette nation eſt plus raiſonnable & mieux policée que les autres; avantage, dit-il, dont elle eſt rédevable aux Indiens de Quixos, qui, laſſés des mauvais traitemens qu'ils reçevoient des Eſpagnols, montérent ſur leurs canots & ſe laiſſérent conduire au fil de l'eau juſqu'aux Iſles des Aguas, ou ils s'arrétérent, comptant de trouver le répos au milieu d'une nation puiſſante. Ils y introduiſirent une partie des uſages qu'ils avoient obſervés dans les établiſſemens Eſpagnols, ſurtout celui de faire des étoffes de coton, dont ils recueuillent un prodigieuſe quantité, & de ſe vétir avec bienſéance. Leurs toiles ſont claires, ajoute le Voyageur, & tiſſues avec beaucoup d'art, de fils de différentes couleurs. Ils en font aſſés pour en faire un continuel commerce avec leurs voiſins. Leur reſpect pour leurs Caciques va juſqu'à la plus aveugle ſoumiſſion. Mr. *de Lacondamine* obſerve que de tous les Indiens qui habitent les bords de l'Amazone, ils ſont les ſeuls qui ont l'uſage des vêtemens, & que les incurſions de quelques Brigands du Para, qui venoient les enlever pour les faire Eſclaves, les ont diſperſés dans les bois & dans les miſſions Eſpagnoles & Portugaiſes. Ces traits de lumières, de ſentimens & d'induſtrie ne promettent ils pas une grande facilité pour étendre également la Domination du Portugal & ſon commerce dans ce terrein immenſe ſur les bords de l'Amazone & de toutes les Rivières que l'Amazone reçoit ?

Le Père d'Acuna réproche aux Portugais, quoique ſes compatriotes, d'avoir publié malignement que les Aguas réfuſoient de vendre leurs Eſclaves, parce

parce qu'ils les engraiſſoient pour les manger. „ C'eſt, dit-il, une Calomnie „ qu'ils ont inventée pour colorer leurs propres cruautés contre cette Na- „ tion. " Ce Voyageur convient quil y a dans ces Régions quelques Nations qui mangent leurs priſonniers, mais elles ſont en petit nombre: & il impute aux Portugais de s'être ſervis du pretexte de cette barbarie pour en commettre eux mêmes une plus grande en reduiſant à l'éſclavage, des Peuples nés libres & indépendans. De pareils traitemens firent déſerter, après la conquête du Bréſil, les Topinanboux habitans de la Province de Fernambouc, & ont fait aux Portugais, des Ennemis implacables de pluſieurs Nations dont la vengeance eſt inſatiable, & qui transmettent à leurs descendans la mêmoire des injures & la paſſion de les venger. Le Pere d'Acuna a été lui même témoin des artifices emploiés par les Portugais pour ſurprendre les Indiens & en faire des Esclaves. C'eſt, dit-il, ce qu'on appelle les Conquêtes du Bréſil.

Ce que raconte Mr. *de Lacondamine*, de St. Paul, la première des Miſſions Portugaiſes ſur les bords de l'Amaſone, près des Iſles autrefois habitées par les Omaguas, prouve combien il ſeroit aiſé d'introduire le gout du luxe parmi les Indiens, & les avantages infinis qu'on pouroit en tirer pour le Commerce. *Mr. de Lacondamine* trouva au milieu de ces déſerts, des chapelles, des Presbytères de Maçonnerie, de Terre & de Brique, & des murailles proprement blanchies. Il fut ſurpris de voir des chemiſes de toile de Bretagne à toutes les femmes Indiennes, des Coffres avec des ſerrures & des clefs de fer dans leur ménage, & d'y trouver des aiguilles, de petits miroirs, des couteaux, des ciſeaux, des peignes, & divers autres petits meubles d'Europe, que les Indiens ſe procurent tous les ans au Para dans les voyages qu'ils y font pour y porter du Cacao, qu'ils recueuillent ſans culture ſur le bord du Fleuve. Ce Célébre Académicien trouva parmi les Indiens quelques connoiſſances de l'Aſtronomie. Ces Peuples, dit-il, connoiſſent pluſieurs Etoiles fixes, & donnent des noms d'Animaux à pluſieurs Conſtellations.

Au lieu de profiter des diſpoſitions des Indiens au Commerce, les Portugais, au rapport du même Voyageur, entretiennent un détachement de la Garniſon du Para campé continuellement ſur les bords du Rio-négro, l'une des grandes Riviéres qui ſe jettent dans l'Amazone, pour favoriſer le Commerce de Eſclaves; & chaque année ce Camp volant, qu'on nomme *la Troupe de rachat*, pénétre plus avant dans les Terres. Les fraix de l'entretien d'un tel Camp ſeroient ſans doute plus utiles au Commerce, s'ils étoient emploiés à l'entretien d'un Fort, qui n'auroit d'autre objet que de le protéger,

& de favoriſer la traite de l'or & des Marchandiſes, & non celle des Eſclaves, qui devroit être défendue.

La ville du Para eſt ſituée ſur une grande mer, formée par le concours de pluſieurs grandes Riviéres qui viennent ſe joindre à l'Amazone, que les Portugais nomment en cét endroit, *le grand Para*, c'eſt à dire, *la grande Riviére*, dans la langue du Bréſil. *Mr. de Lacondamine* qui a paſſé pluſieurs mois dans cette Ville, nous a donné une grande idée de la richeſſe & de l'étendue de ſon Commerce. „ Nous crûmes, dit-il, en arrivant au Para, à la ſortie des „ Bois de l'Amazone, nous voir transportés en Europe. Nous trouvâmes „ une grande Ville, des rues bien alignées, des maiſons riantes, la plus part „ rebâties depuis trente ans en pierre & en moïlon, des Egliſes magnifiques. „ Le Commerce direct des habitans avec Lisbonne, d'où il leur vient tous „ les ans une flotte marchande, leur donne la facilité de ſe pourvoir de tou„ tes ſortes de commodités. Ils reçoivent les marchandiſes de l'Europe en „ échange pour les denrées du Pays, qui ſont, outre quelque Or en poudre „ qu'on y apporte de l'intérieur des Terres, du côté du Bréſil, de l'écorce „ du Bois de Crabe ou de Clou, la Salſe pareille, la Vanille, le Sucre, le „ Caffé, & ſurtout le Cacao. Les Indiens qui vivent depuis longtemps avec „ les Portugais, y portent des habits. "

Le Para eſt le ſiége d'un Evéché ; juſqu'au voyage de Mr. *de Lacondamine* en 1743, le Cacao y tenoit lieu de monoye. L'éloge qu'il fait du Gouverneur & de Don Laurenço Alvaras Roxo de Potflis, grand Chantre de l'Egliſe Cathédrale, aujourd'hui Correſpondant de l'Académie des ſciences, prouve bien que les Portugais cultivent dans le Bréſil, les ſciences & les Arts, qu'ils ſont auſſi ſociables, auſſi inſtruits, & auſſi capables, qu'aucune autre nation Européenne, de rendre par une bonne Adminiſtration cette Colonie floriſſante, & d'y étendre prodigieuſement le Commerce.

L'Isle de Maragnan, ou les François formérent autrefois un établiſſement, eſt ſi fertile, qu'elle produit en trois mois, ſans ſecours & ſans repos, abondamment du Mays & toutes ſortes de fruits & de légumes. Les marchandiſes qu'elle fournit, ſont du bois de teinture, du Safran, du Chanvre, du Rocou, quelques eſpéces de Laque, du Baume qu'on compare à celui de la Meque, d'excellent Tabac & du Poivre. Elle produiroit auſſi beaucoup de Sucre, s'il y étoit cultivé. On y trouve abondament tout ce qui eſt neceſſaire à la Conſtruction des Maiſons, de tres bonnes eaux, & le climat y eſt extrémement ſain. Les François trouvérent cette Iſle habitée par dix ou douze

douze mille Indiens paiſibles avec les quels ils s'alliérent, & qui ſerviroient peut être encor aujourd'hui aux Portugais, pour former de cette Iſle, l'une de leurs plus riches Colonies.

Dans le temps qu'Oliveira écrivoit, la Capitainie de Ciara n'avoit que peu d'habitans Portugais. Il n'y compte qu'un Fort & une douzaine de maiſons, & peu de moulins à ſucre. Cette Colonie, quoique tres fertile, ne fourniſſoit pas à la Navigation la charge de plus de deux ou trois petits vaiſſeaux.

Les François avoient entrepris de s'établir à Rio-grande, après avoir abandonné Rio-Janeiro, & s'y étoient fortifiés par une Alliance avec les Indiens du Pays. Il fallut combattre ces Indiens pour chaſſer les François; & la Colonie Portugaiſe n'ayant que fort peu d'habitans Européens & point d'Indiens, eſt reſtée tres foible. Il ne manque à cette Capitainie que des Cultivateurs pour être bientôt une Colonie très riche, ſurtout en Sucre, Coton, Indigo & Cacao.

Les François ont auſſi habité les premiers la Capitainie de Paraïba. Les Portugais, après les en avoir chaſſés en 1584, y bâtirent une ville & quelques Bourgs, dont les habitans ſe ſont adonnés à la culture du Sucre. On prétend qu'ils en recueuillent tous les ans cent cinquante mille Arobes.

L'Isle de Tamaraca & le continent qui porte ſon nom, ont beaucoup de moulins à ſucre. Fernambuc eſt riche en beſtiaux, en bois de teinture, & en moulins à ſucre; on y en compte plus de cent. Les Portugais ont tiré de cette Province & de Tamaraca, jusqu'à quarante mille caiſſes de ſucre; & la culture pourroit y être étendue ſans limites. Le Bréſil n'a point de Province plus riche & plus peuplée, que celle de la *Bahia de todos ſantos*. La ville de Sanſalvador, capitale de cette Capitainie, l'eſt auſſi de tout le Bréſil; c'eſt l'habitation du Gouverneur Général. On ne compte pas plus de deux cents habitans Portugais dans la Province d'Ilheos, qui ſont adonnés à la culture du ſucre. Les Portugais de Porto ſeguro cultivent des vivres de toute eſpéce, & leur Commerce conſiſte à les porter par mer aux autres Provinces du Bréſil.

Quoiqu'on vante la Province de *Spiritu ſanto*, comme la plus fertile partie du Bréſil, on n'y compte qu'environ deux cent familles de Portugais. Les Indiens de cette Province ont été longtemps ennemis mortels des Portugais, qui

qui ſe ſont enfin alliés avec eux. La Colonie de *Rio-Janeiro*, n'eſt pas ancienne, & n'a pas fait de grands progrés. Les Braſiliens du Pays ſont un mêlange de diférentes Nations qui ont reçu le joug des Portugais, & qui leur ſont aveuglément ſoumis; ce qui devroit donner de grandes facilités, pour étendre la culture, & porter des Etabliſſemens dans l'intérieur des terres.

CORREAL prétend qu'il n'y a point de port dans toutes les Indes occidentales, qui puiſſe être mieux fortifié, ni qui ſoit plus propre à contenir de gros vaiſſeaux, que le Port de Santos, qui eſt la capitale de la Capitainie de St. Vincent. Correal fut emploié avec diſtinction à la Baye de tous les ſaints & à St. Vincent depuis 1684, jusqu'en 1690. La Colonie de Santos étoit alors compoſée de trois ou quatre cent Portugais Métifs, mariés la plûpart à des Indiennes converties. Les Portugais y ont un grand nombre d'Eſclaves & d'Indiens tributaires, qu'ils obligent de leur fournir une certaine quantité d'argent des mines qui ſont entre Santos & St. Paul.

LES Portugais ont peu d'établiſſemens dans l'intérieur du Bréſil; la ville de St. Paul eſt celui qu'ils regardent comme le plus important, parceque c'eſt à St. Paul que ſont les principales mines connues du Bréſil. Cette ville eſt à plus de douze lieuës de Santos dans les terres, enfermée de tous cotés par des montagnes inacceſſibles, & par la grande forét de Pernacabiaba. C'eſt, dit Correal, une eſpéce de République, compoſée dans ſon origine d'un mélange d'habitans ſans foy & ſans loi, que la néceſſité de ſe conſerver a forcés de prendre une forme de Gouvernement. Il s'y trouve des fugitifs de tous les Ordres & de toutes les Nations, des Soldats, des Artiſans, des Portugais, des Eſpagnols, des Créoles, des Métifs, *des Caribocts*, qui ſont des Indiens nés d'un Braſilien & d'une Negreſſe, & des Mulâtres. Les *Pauliſtes*, c'eſt le nom qu'on leur donne depuis longtemps, ſe regardent comme un peuple libre. Ils payent cependant tous les ans au Portugal le quint de tout l'or qu'ils tirent de leurs mines. On prétend que c'eſt la tyrannie des Gouverneurs qui a donné naiſſance à cette eſpéce de République, ſi jalouſe de ſa liberté, qu'elle ferme l'entrée de ſes terres aux Etrangers, amoins qu'ils ne s'y préſentent dans le deſſein de s'y établir.

LES *Pauliſtes* ſe ſont rendus célébres dans le Bréſil, par la dévaſtation des pays voiſins, & par toute ſorte de brigandages qu'ils ont ſouvent portés à plus de 500 lieuës dans l'intérieur des terres pour faire des Esclaves. On reſpire à St. Paul un air pur, ſous un ciel toujours ſerein. Toutes les terres ſont fer-

fertiles & produiſent de très bon froment. Les Cannes de ſucre y croiſſent en abondance & les pâturages y ſont très bons. Mais cette colonie où l'on ne peut arriver que par des défilés gardés avec ſoin par des gens bien armés, ne ſauroit être réduite par la force à une entière ſoumiſſion. Il eſt heureux pour le Portugal, qu'une telle colonie n'ait point de navigation. La richeſſe de ſes mines la porte naturellement au Luxe, & le Portugal s'aſſure cette richeſſe par le commerce. Tous les ſoins du Gouvernement doivent tendre à introduire chez les *Pauliſtes*, le goût de toutes les commodités de la vie & du plus grand luxe; à leur fournir la quantité de négres qu'exige l'exploitation de leurs mines; à leur interdire la traite des Eſclaves Indiens; & à leur rendre impraticable tout établiſſement hors de leurs limites.

C'EST delà que ſortirent autrefois les Mamelus du Bréſil, qui portérent leurs ravages juſques dans le Paraguai; qui obligérent les miſſionnaires de cette contrée à démander à la cour d'Eſpagne la permiſſion d'armer les Indiens de leurs *réductions*, pour les mettre en état d'arréter les incurſions de ces Brigands. C'eſt depuis cette époque qu'il s'eſt formé parmi les Indiens du Paraguai une milice, qui fait, dit le Père Charlevoix, la principale reſſource du ſouverain dans cette partie de l'Amérique méridionale. On en a vu particulièrement des exemples dans les différents de l'Eſpagne avec le Portugal pour la fameuſe colonie du St. Sacrement. Ce qui prouve bien qu'un bon Gouvernement peut réduire les Indiens du Bréſil au dégré de ſoumiſſion le plus heureux pour la culture des terres, & pour le commerce.

EN Général les Indiens de l'Amérique Méridionale ſont moins Barbares qu'on ne le croit communément. Diviſés en un nombre infini de nations différentes, toujours en Guerre, il eſt bien naturel que la méfiance ſoit la première impreſſion que leur fait la vuë d'un Etranger, & cette méfiance devient quelquefois plus forte encore par la difficulté de s'entendre, qui, ſeule, a ſouvant donné lieu à des hoſtilités entre les ſauvages & les Européens. l'Hiſtoire eſt remplie de carnages commis faute de s'entendre, par les Nations les plus éclairées, & qui ſe prétendent les plus raiſonnables. On juge mal du caractère des ſauvages par des traits de cette Nature. S'ils pouvoient plaider leur cauſe eux mêmes contre les Européens, quels éxemples de ſurpriſe, de tromperie, de mauvaiſe foy, d'opreſſion, de véxation, ne rapporteroient-ils pas; pendant qu'on ne pourroit peut-être leur oppoſer, du moins au plus grand nombre, que les précautions prématurées d'une défenſe légitime, ou les excés de la paſſion de ſe vanger? Nous voions mille

preuves dans toutes les rélations des Indes Occidentales, qu'il ſeroit bien plus facile de convaincre d'erreur les naturels du Pays, que d'injuſtice & d'inhumanité; & que la férocité de quelques uns d'entr'eux eſt l'ouvrage de l'imprudence ou de l'avidité des Européens. Aucune Nation Européenne n'eſt plus fidéle à ſes promeſſes, ne garde plus inviolablement la foy d'un Traité, & n'obſerve plus religieuſement les droits de l'hoſpitalité. Il faut entendre le Voyageur le moins ſuſpect que nous aions, Mr. de la Condamine, dans le recit qu'il fait de ſon ſéjour à Chuchunga, Hameau de pluſieurs familles Indiennes gouverné par un Cacique ſur les bords de l'Amazone. „ Je n'a„ vois, dit-il, ni voleurs, ni curieux à craindre. J'étois au milieu des ſau„ vages, je me délaſſois parmi eux d'avoir vécu avec des hommes; & ſi „ j'oſe le dire, je n'en regrettois pas le commerce. Après pluſieurs années „ paſſées dans une agitation continuelle, je jouiſſois pour la premiere fois „ d'une douce tranquilité. Le ſilence qui regnoit dans cette ſolitude me la „ rendoit plus aimable; il me ſembloit que j'y reſpirois plus librement. . . „ Dans les intervales de mon travail, je partageois les plaiſirs innocens de „ mes Indiens, je me baignois avec eux, j'admirois leur induſtrie à la Chaſſe „ & à la Pêche. Ils m'offroient l'élite de leurs Poiſſon & de leur Gibier. „ Tous étoient à mes ordres; le Cacique qui les commandoit, étoit le plus „ empreſſé à me ſervir".

On trouve encore dans les mêmes Rélations, des traits frappans de lumière, d'intelligence, de généroſité parmi ces Nations, que les Européens ont ſouvent raiſon de craindre, & qu'ils n'auroient jamais dû mépriſer. Léri rapporte qu'ayant été reçu avec quelques François dans un village d'Indiens, on leur fit ſervir à ſouper; que les Indiens pour leur faire honneur ſe tinrent de bout en ſilence autour d'eux pendant tout le ſouper, & qu'un vieillard ayant obſervé qu'ils avoient fait la priére au commencement & à la fin du repas, leur dit d'un ton fort modeſte. „ Que ſignifie cet uſage que „ je vous ai vû, d'ôter vos chapeaux ſans ouvrir la bouche tandis qu'un de „ vous a parlé ſeul? A qui s'adreſſoit-il? Etoit ce à vous mêmes qui êtes „ préſens, ou à quelqu'un dont vous regrettez l'abſence"? Trouveroit-on un Européen qui n'auroit reçu qu'une éducation ſauvage, capable de faire une queſtion plus raiſonnable?

Indépendemment des ſoins du ménage, les femmes s'occupent encore à filer du Coton pour en faire des hamacs & des cordes. Elles font auſſi les vaiſſeaux de terre qui ſervent pour les liqueurs & les alimens: Elles ont le ſecret d'un vernis blanc, qui durcit en ſéchant, ſur le quel elles font diverſes figu-

figures avec un pinceau & des couleurs griſâtres, & comme elles n'ont point l'art de la peinture, & ſuivent leur imagination, il en réſulte une variété qui n'eſt pont ſans agrément.

L'HISTOIRE du Paraguai parle de pluſieurs nations pacifiques, qui n'attaquent jamais, mais qui ſe réuniſſent pour leur défenſe commune, lorſqu'elles ſont attaquées. Si l'on en excepte un très petit nombre de Nations d'une extrême férocité, qui peut-être ne ſeroient pas invincibles, ſi on ne les avoit jamais offenſées, ou ſi l'on s'attachoit à leur inſpirer de la confiance, les Braſiliens reçoivent humainement les Etrangers. On trouve même dans la douceur de leurs mœurs une reſſemblance d'une nation à l'autre, qui ſemble partir d'un fond de caractére ſocial qui leur eſt commun. La férocité des Braſiliens contre leurs Ennemis n'empéche point qu'ils ne vivent fort paiſiblement entr'eux. La loi du Talion paroit être leur loi fondamentale. Elle eſt toujours obſervée dans la dernière rigueur. On peut même regarder cette loi, comme le principe des Guerres continuelles entre diférentes Nations qui n'ont jamais d'autre motif que la vengeance. Léri aſſure; „ qu'il „ dormoit parmi les ſauvages d'un profond ſommeil, qu'il n'avoit aucune „ inquiétude ſur leur droiture & leur bonté, que s'ils déteſtent leurs Enne„ mis, ils portent une extrême affection à leurs Amis & Alliés; & que pour „ les garantir du moindre déplaiſir, ils ſe feroient hâcher en pièces".

DES couteaux, des Ciſeaux, des Pincettes, des Peignes, des Miroirs, des Bracelets, des Boutons de verre, des Hameçons, &c. ſont d'un prix infini pour ces Indiens „ Je dois faire entendre, dit Leri, combien ils font „ cas de ces bagatelles. Dans une autre habitation mon Mouſſacat (*a*) m'a„ yant prié de lui montrer tout ce que j'avois dans mon *Carameno*, c'eſt-à„ dire dans mon ſac de cuir, émerveillé de ce qu'il voyoit, appella auſſi-tot „ les autres ſauvages & leur dit: *Je vous prie, mes Amis, conſidérez un peu quel* „ *perſonnage j'ai dans ma maiſon; car puiſqu'il a tant de richeſſes, ne faut-il pas* „ *qu'il ſoit bien grand Seigneur?* Cependant tout ce qui lui ſembloit ſi pré„ cieux, étoit en tout cinq ou ſix Couteaux, des Peignes, des Miroirs & „ autres bagatelles, qui n'auroient pas valu deux teſtons dans Paris". On doit juger parlà combien il ſeroit facile de faire naitre chez ces Nations le gout du luxe & du ſuperflû, de les porter parconſéquent au travail pour ſe les procurer, & d'étendre ainſi les conſommations des marchandiſes d'Europe, ſurtout de la Quincaillerie.

ON

(*a*) Le chef de famille chez qui il étoit logé.

On ne doit point ſe diſſimuler que les Miſſionnaires ont rendu au commerce & aux ſciences humaines autant de ſervices qu'à la Religion, & qu'ils ont perfectionné les découvertes dans le Bréſil. Il n'eſt pas douteux qu'ils étendroient infiniment la Religion, & par conſéquent le commerce dans l'intérieur même du continent qui n'eſt pas encore connu, ſi leur zêle & leurs travaux Apoſtoliques étoient ſoutenus par des Négociations, par des Traittés & des Alliances de la part des Portugais, avec les diférentes nations qui l'habitent.

La néceſſité d'améliorer la culture, ſurtout celle des Sucres, de l'Indigo, du Cacao, & du Caffé, éxige une nombreuſe Population. Les Anglois ont reçu & même attiré des Etrangers de toutes nations & de toutes Religions dans leurs Colonies de l'Amérique ſeptentrionale; & ils reconnoiſſent qu'ils doivent en partie à ces Etrangers, l'état floriſſant de la plus part de leurs Colonies. Si les loix du Portugal ne permettent point au Gouvernement de ſuivre en cela l'exemple de l'Angleterre, ſi ſa conſtitution l'empêche d'emploier le ſecours des nations étrangères; il trouve de quoi y ſuppléer parmi les Indiens, dont pluſieurs nations lui ſont déjà ſoumiſes & même liées par des mariages avec les Portugais. La bonne adminiſtration pourroit facilement avec le ſecours des Indiens, multiplier les habitations & les cultivateurs.

La plûpart des Ports du Bréſil ne peuvent recevoir que de petits vaiſſeaux, & cela même eſt un avantage pour la Marine. La neceſſité d'emploier de petits bâtimens en augmente le nombre, multiplie les Mâtelots & donne de l'accroiſſement à la Marine. Les petits vaiſſeaux ſont d'ailleurs plus avantageux pour les Armateurs: Ils font moins de fraix de demeurage; leur vente eſt plus prompte, & la charge de leur retour bien plutôt formée. Ils ſont moins expoſés à manquer de fret, & navigent avec moins de fraix par la moindre quantité de vivres & d'équipages. C'eſt par ces raiſons que les François préférent pour la Navigation à leurs Colonies, les vaiſſeaux de 150 à 200 ou 300 tonneaux au plus, aux vaiſſeaux d'un plus grand port. Il ſeroit peut-être de l'avantage du commerce, que le Portugal laiſſa aux Négocians, la liberté de faire partir leurs vaiſſeaux pour le Bréſil, & de les faire revenir à leur gré. Les voyages étant plus courts, le fret ſeroit bientot à plus bas prix; & le bas prix du fret eſt un des plus grands avantages & des plus grands encouragemens, qu'on puiſſe procurer au Commerce. Cette liberté feroit augmenter le nombre des vaiſſeaux, multiplieroit les voyages; l'arrivée plus fréquente des vaiſſeaux aux Colonies du Bréſil y exciteroit la Cul-

Culture, y donneroit plus d'activité au Commerce: La Marine recevroit infailliblement de nouvelles forces. Il naitroit encore de la liberté de cette Navigation un avantage bien intéreſſant: la correſpondance entre la Métropole & les Colonies ſeroit plus fréquente, & en répandant plus de lumières ſur le commerce, elle donneroit au Gouvernement beaucoup plus de facilité, pour diriger utilement ſes ordres & ſa protection.

Il n'eſt pas néceſſaire d'entrer dans un plus grand détail ſur les reſſources des Colonies du Bréſil, pour voir que le Portugal pourroit en tirer des richeſſes immenſes; qu'il pourroit y étendre preſque ſans bornes la Culture des denrées les plus néceſſaires à l'Europe, y multiplier infiniment les Conſommateurs, & y faire un commerce d'œconomie plus riche qu'aucune des branches du commerce que l'Europe fait avec l'Amérique. Le Bréſil ſuffiroit ſeul pour aſſurer la proſpérité d'une nation dont le Gouvernement protége le Commerce.

L'Isle de Madère, qu'on peut régarder comme la première des découvertes des Portugais, méritéroit bien d'être l'un des premiers objets de leur attention ſur le commerce. Le Prince Henri, Protecteur des premières découvertes de cette nation, y fit planter des cannes de ſucre qui y réuſſirent merveilleuſement. On prétend que dans un petit nombre d'années la cinquième partie du révenu que ce Prince s'étoit réſervée pour ſon ordre militaire, montoit à plus de 60000. arobes, dont chaqu'une fait environ 500. Livres de France, quoique l'eſpace cultivé n'eut guerres plus de neuf mille. Il y a ſans doute de l'exagération dans ce calcul. Mais il n'eſt pas douteux que cette Iſle heureuſement ſituée, eſt extrémement fertile.

On évalue aujourd'hui à 30000. pipes, la récolte des vins de Madère, qui eſt près qu'entièrement enlevée par les Anglois pour l'approviſionnement de leurs Colonies d'Amérique. Aucun endroit ne produit en ſi grande abondance, la Gomme nommée *ſang de Dragon*. L'Iſle produit d'ailleurs une prodigieuſe abondance de fruits excellens, & fournit tous les ans la charge de deux ou trois petits vaiſſeaux, de Fruits confits. Ce commerce s'y fait par des échanges. On y porte du Bœuf, du Harang, du Fromage, du Bœure, du Sel, & de l'Huile; des Chapeaux, des Peruques, des Chemiſes, des Bas, toutes ſortes de groſſes étoffes & de draps fins, ſurtout des draps noirs. On y porte auſſi de la vaiſſelle d'Etain, des Chaiſes, des Ecritoires, du Papier, des Livres de compte & de la Clinquaillerie. Les Habitans donnent en échange du Vin, du Sucre, du Miel, de la Cire, des Oran-

ges, des Citrons, des Limons, des Grenades, & des Cuirs. Les Anglois entretiennent des Comptoirs dans cette Iſle, d'où l'on doit conclure, qu'ils ſont les Maîtres de ſon commerce. Il ne faut pas douter qu'un Miniſtère éclairé ne pût tirer des mains des Etrangers cette branche de commerce, qui eſt riche & infiniment ſuſceptible d'augmentation; & ne la rendit excluſive à ſa nation.

Les Iſles du Cap verd offrent encore au commerce des Portugais, de grands avantages qu'ils ont trop négligés. ſi on en croit les Voyageurs, les Iſles de *Sanjago*, *Fuego*, *Mayo*, *Bonaviſta*, *Sal* & *Brava*, fourniſſoient autrefois des Eſclaves, du Sucre, du Riz, du Coton en laine, de l'Ambregris, de la Civette, des dents d'Eléphans, du Salpêtre, des Pierres ponces, des Eponges, & de l'Or que les habitans tiroient eux mêmes du continent d'Afrique, & les habitans de ces Iſles étoient vêtus comme les Européens. *Bonaviſta* produit beaucoup de Coton & d'Indigo, & ſeroit riche en ces deux ſortes de productions, ſi elle étoit cultivée. Le Sel eſt la plus grande richeſſe de l'Iſle de Mai. Roberts, Capitaine Anglois, qui parcourut en 1722., toutes les Iſles du Cap-verd, obſerve que les Anglois font un grand Commerce de Sel dans l'Iſle de Mai. Qu'ils y ont ordinairement un vaiſſeau de Guerre ſtationné pour la Garde des Vaiſſeaux & des Barques qui s'y rendent de toutes leurs colonies. Le nombre de ces Bâtimens, dit-il, monte quelquefois juſqu'a cent dans une année, qui prennent leur charge ſans autre dépenſe, que celle de faire ramaſſer le ſel dans la ſaline, & de le faire tranſporter à bord.

Les Portugais ont autrefois étendu leur commerce par le ſénégal juſqu'au Royaume de Galam, & quoique les Anglois ſoyent aujourd'hui les Maîtres de la Rivière du Sénégal, ils pourroient encore le porter juſqu'au Royaume de Tombuto, d'ou les Nègres de Galam, & de toute la côte des environs du Sénégal, tirent la poudre d'or. On connoit toutes les marchandiſes qui conviennent à ce commerce, par les Maures de Tripoli en Barbatie, & par ceux des environs d'Arguin, qui en font une partie par des Caravannes. On emploie au commerce de Tombuto, comme à celui de Galam, des draps & des ſerges de diverſes couleurs; du bleu, du violet, du verd, du Jaune, & ſurtout du rouge; des Criſtaux, des Miroirs, du Corrail travaillé de différentes ſortes; du Papier, des Baſſins, & des vâſes de Cuivre, du Sel, & des Inſtrumens de fer. On en tire des dattes, du Séné, des plumes d'Autruche, des Eſclaves, mais ſurtout une grande quantité d'or. On prétend que Tombuto très riche par lui même en or, en reçoit encore de Gago, de Zanfara, & de pluſieurs autres contrées de

de l'intérieur de l'Afrique. On ne conçoit pas qu'il ſoit impoſſible aux Européens de s'ouvrir un commerce très riche avec ces Royaumes, & d'y étendre infiniment la conſommation des marchandiſes d'Europe. Les Portugais ſont auſſi à portée qu'aucune autre nation d'enrichir le Commerce d'Europe de cette nouvelle branche.

Malgré la décadence du commerce du Portugal à la côte d'Afrique, il lui reſte encor un nombre conſidérable d'établiſſemens, qu'il ſeroit facile de rendre floriſſans, par une navigation bien entendue. Il poſſéde des Forts à Cachao, Bintam & Biſſao, & pluſieurs ſur la Rivière de *Gambra*, ou les Portugais font, dit-on, par commiſſion, un commerce fort conſidérable pour les François, les Anglois, & les Hollandois. Cachao eſt un des meilleurs établiſſemens Européens de la côte d'Afrique. Le Roy de Portugal y perçoit un droit de 10. p. % ſur tous les vaiſſeaux qui y arrivent & qui partent.

Les Portugais ſont preſque les Maîtres du Royaume de *Ghinala* ou des *Biafaras*, qui eſt un des plus riches pour ſa fertilité & ſon commerce ſur la Rivière de même nom, qui ſe jette dans Rio-grande, & de l'Iſle de Biſague dans la même Rivière. C'eſt le Roy de *Ghinala* ou des *Biafaras*, qui eſt le Maître de l'Iſle de Bulam, qu'il avoit offert autrefois de donner à la Compagnie des Indes de France. Brue, Facteur de cette Compagnie au Sénégal, aſſure qu'une colonie, qu'il ſeroit facile d'établir dans cette Iſle, ouvriroit un grand commerce avec les Portugais de Biſſao, & des Rivières de Gefves, de Nunnez, Katbali, de Rio-grande; & qu'on tireroit de cette Iſle beaucoup de Sucre & d'Indigo.

Les Portugais pourroient partager encore aujourd'hui avec les François, les Anglois, & les Hollandois, le commerce des Gommes qui ſe fait aux environs d'Arguin & de Portendic. Quoique les Anglois ſoyent aujourd'hui les Maîtres du Sénégal & du marché qui ſe nomme le *Déſert*, où il ſemble que ſe fait le plus grand commerce des Gommes, les Portugais n'en ſont pas moins en état par la diſpoſition de leurs établiſſemens & leur nombre, d'attirer à eux une bonne partie de ce commerce. Les efforts que les Hollandois ont fait ſucceſſivement pour établir des Comptoirs à Arguin & à Portendic, pour s'emparer de ce commerce, en montrent aſſés la richeſſe.

La Gomme, qu'on nomme *Gomme du Sénégal*, eſt la même que celle qui eſt connue ſous le nom de Gomme Arabique, qu'on tiroit par l'Arabie & par

par le Levant, avant qu'on eut attiré une partie du commerce d'Afrique ſur les bords du ſénégal. La route du Levant n'ayant pû ſoutenir la concurrence de celle à la côte du ſénégal, on n'en a plus apporté que de très petites parties d'Arabie dont on a ténu le prix plus haut ſur le prétexte quelle eſt meilleure, quoiqu'elle ſoit exactement la même. Les manufactures, ſurtout celles de laine & de ſoye, en font une grande conſommation, ce qui rend cette marchandiſe, qu'on achête à un prix vil en Afrique, très chère en Europe.

Le ſel eſt une des marchandiſes des plus utiles pour le commerce ſur la Rivière de Gambra. Les Anglois y emploient le ſel qu'ils tirent de l'Iſle de Mai, comme on a vû, à fort peu de fraix, aux dépends des Portugais à qui il eſt parconſéquent bien facile de s'en pourvoir, & de ſe donner à l'égard de cet article, une ſupériorité bien décidée ſur les Anglois. Le principal commerce de la Gambra eſt celui de l'or, des Eſclaves, de l'Ivoire, & de la Cire. Les Portugais ſont établis dans la plus part des villes conſidérables au long de cette Rivière, & ils y éxercent un commerce avantageux, ſurtout à *Vintain*, à *Sereja*, & à *Tankroval*.

Tant d'établiſſemens ſur la côte d'Afrique & ſur les principales Rivières depuis les Iſles du Cap-verd juſques à Serre-lionne, donnent ſans difficulté au Portugal de grandes facilités pour y établir par une nouvelle forme d'adminiſtration ſon ancien commerce, & mille moiens d'ouvrir de nouvelles voies pour le pouſſer dans l'intérieur du Pays.

Si on en croit Desmarchais, voyageur fort eſtimé, les Portugais ont chaſſé la nation Françoiſe de tous les établiſſemens qu'elle avoit ſur *Rioſeſtos* & dans le Pays qui en dépend à la côte de Malaguette; & les avantages qu'ils tiroient d'un riche Commerce, ayant excité la jalouſie des Anglois & des Hollandois, ils ſe ſont vus forcés de ſe retirer dans les Terres, où ils ont pris le parti de s'allier par des mariages avec les naturels du Pays. Delà eſt ſortie, ajoute t-on, cette race des Portugais noirs qu'on rencontre ſur toute la côte, que les Portugais d'Europe reconnoiſſent pour leurs Compatriotes; & auxquels ils donnent le titre de *Fidalgos*, & confient le Gouvernement de leurs Forts en Afrique.

Le même Voyageur obſerve que ces Portugais Afriquains ſe ſont rendus fort puiſſants dans pluſieurs Cantons éloignés de la Mer; qu'ils obtiennent de tous cotés la liberté du Commerce; & qu'ils ont penétré fort loin par le Nord

Nord des Royaumes de Gogo & de Benin. Ceux qui ſont établis ſur les Riviéres de Siera-leona, de Junco, de Seſtos, & de Sanguin, portent leur commerce juſqu'a la Gambra, la Kaſamanſa, Rio-San-Domingo, & Rio-Grande. Il eſt certain que tous ces avantages joints à la conſidération que les Négres ont pour eux, les mettroient en état de faire un Commerce d'une étendue immenſe, s'ils recevoient plus reguliérement des marchandiſes d'Europe, & s'ils travailloient plus pour eux-mêmes, que pour les autres Nations.

On peut en dire autant du Comptoir que les Portugais ont à Sabi dans le Royaume de Juida, qui eſt l'endroit des côtes d'Afrique depuis le Sénégal, où ſe fait la plus grande traite des Eſclaves & où la traite eſt libre à tous les Européens. Mais leurs établiſſemens ſont bien autrement riches & étendus au Royaume de Congo, à Cabinda, à Loango & à la côte d'Angole, pour la traite des noirs. La Ville de Saint Paul de Loanda, Capitale de Loanda, Province du Royaume d'Angole, dont on vante la grandeur & la richeſſe, eſt auſſi la Capitale de toutes les poſſeſſions Portugaiſes dans cette grande partie de l'Afrique, & la réſidence du Gouverneur. C'eſt là que l'Evêque d'Angola & de Congo fait ſa reſidence, à la tête d'un Chapitre de dix Chanoines. Les Egliſes & les Couvents y ſont en grand nombre. Angelo & les autres Voyageurs diſent que la Ville eſt habitée par trois mille Portugais, & par un grand nombre de Négres qui ſervent les Blancs, en qualité d'Eſclaves ou de Domeſtiques libres. Il eſt commun pour un Portugais de Loanda d'avoir cinquante Eſclaves à ſon ſervice. Les plus riches en ont deux ou trois cents, & quelques uns juſqu'a trois mille.

On traite tous les ans pour plus de cinquante mille Eſclaves à la côte d'Angola, où toutes les Nations d'Europe ont la liberté du Commerce. Mais aucune n'y a des établiſſements, comme le Portugal; qui ſont tels qu'il peut y étendre la traite à ſon gré. Les Eſclaves viennent de plus de cent lieuës dans l'intérieur des Terres. Lorsqu'ils arrivent ſur la côte, ils ſont ordinairement fort maigres & très foibles. l'Uſage des Portugais eſt de les bien traitter, & de les refaire avant que de les embarquer. Ils prennent auſſi toutes les précautions néceſſaires pour les conſerver ſains à bord; ce qui fait qu'ils n'en perdent presque point dans la traverſée, pendant que les autres Nations qui ſont obligées, faute d'établiſſement à la côte, de les recevoir à bord tels qu'ils arrivent de l'intérieur des Terres, en perdent quelquefois la moitié ou les trois quarts. Les Négocians ont ſi bien ſenti les avantages des établiſſemens Portugais & de leur méthode, qu'ils ont ten-

té de les imiter par des Comptoirs flottans. Mais cet expédient n'a pû réuſſir; parce que la ſeule vuë de la côte pendant longtemps, fait mourir de chagrin la plus part des Eſclaves. On eſtime à quinze mille Noirs par année la traite des Portugais à Angole, & on ſent bien qu'il leur ſeroit très facile de la porter à plus du double.

On ne doit pas conſidérer les établiſſemens Portugais à Loanda & aux autres endroits du Royaume d'Angole qui en dépendent, comme ceux que les Européens ont aux diférentes côtes d'Afrique; c'eſt-à-dire comme de ſimples Comptoirs. Loanda eſt un vrai Domaine de la Couronne de Portugal, c'eſt une vraie Colonie fort riche & ſuſceptible encore d'amélioration. Les Portugais ont ſoumis pluſieurs Cantons du Royaume d'Angole, dont les Gouverneurs Négres leur payent un tribut annuel d'Eſclaves, & leur rendent d'autres ſervices à titre de Vaſſaux. Ce tribut eſt affermé par le Gouverneur Portugais à divers particuliers de la Nation. Le Roi de Portugal tire du Royaume d'Angole un revenu conſidérable, tant de ce tribut annuel que des Droits qu'il impoſe ſur la vente des Marchandiſes & des Eſclaves. On prétend que ces droits, & le transport des Eſclaves dans les Colonies de l'Amérique s'afferment à Lisbonne à quelques Negocians de la Nation, qui tiennent leur Comptoir à Loanda, ſous le titre de *Contractador*. On peut juger delà quelle prodigieuſe facilité a le Portugal de multiplier les Négres dans les Colonies du Bréſil, & d'y étendre parconſéquent la Culture & le Commerce.

L'Isle St. Thomas ſituée ſous la ligne, doit être regardée non ſeulement comme un lieu de rafraichiſſement, qui favoriſe la traite de toute la côte d'Afrique, mais encore comme une vraie Colonie Portugaiſe. Les cannes de Sucre & le Gingembre y croiſſent abondament. On prétend que les Portugais y ont 400 moulins à Sucre, que les cannes de Sucre y meuriſſent trop vite, ce qui fait que le Sucre ne pouvant être bien purifié, ne ſauroit être bien blanchi. Mais s'il eſt impoſſible de corriger ce défaut par une meilleure méthode de culture ou de travail, les Portugais ſont bien dédomagés de cette qualité inférieure, par l'abondance & le bas prix auquel ils peuvent l'établir à Lisbonne. Cette Colonie & celle de Loanda, ſont d'autant plus précieuſes, quelles conſomment, comme les Colonies de l'Amérique, beaucoup de marchandiſes d'Europe. Les Iſles du Prince, de l'Aſcenſion, & d'Annaubon, qui appartiennent auſſi au Portugal, ſont moins utiles aux Portugais, qu'aux autres Négocians d'Europe, qui après avoir fait la traite des Négres, ſont obligés pour la conſervation de leur cargaiſon,

ſon, de relâcher à une de ces Iſles. Celle d'Annaubon pourroit être cependant regardée comme très utile par la prodigieuſe quantité de Coton qu'elle produit.

Il eſt évident qu'en mettant tous ces divers établiſſemens dans un bon régime & dans un bon ordre, ils pourroient facilement par une correſpondance éxacte entr'eux, & par celle de châqu'un d'eux avec le Portugal, préparer tous les ans de riches cargaiſons pour un grand nombre de Vaiſſeaux. Avec ce ſecours bien entendu, les Portugais ne ſeroient jamais expoſés à demeurer pluſieurs mois en traite, ce qui fait ſouvent périr la moitié ou les trois quarts des plus belles cargaiſons; n'y à faire de fauſſes traites, qui rendent quelque fois ce commerce ruineux pour les autres Négocians. On ſçait qu'une traite heureuſe donne juſqu'a 2 ou 300 p. de bénéfice, & la traite ſeroit toujours heureuſe pour les Vaiſſeaux Portugais.

On confond aſſés généralement avec le commerce des Indes Orientales, celui des côtes & des Iſles Orientales de l'Afrique, parceque la majeure partie de ce commerce qui eſt presque entierement entre les mains des Maures & des Arrabes, ne ſe fait qu'avec des marchandiſes des Indes, & en doublant le Cap de Bonne-Eſperance. Les Portugais ſont la ſeule Nation Européenne qui frèquente cette côte; & ils ont presque à toutes les côtes des Indes juſqu'à Canton, comme les Anglois, les Hollandois & les François, des établiſſemens excluſifs, & la même facilité de faire le commerce dans tous les endroits de cette partie du monde où il eſt libre à toutes les Nations, tels que Surate & la côte de Malabar.

C'est aux Portugais qu'eſt due la découverte du Monomotapa, dont on a nommé le Monarque l'*Empereur de l'Or*. Ils ſont les ſeuls Européens qui ayent des établiſſemens dans cet Empire qui ſe diviſe en pluſieurs Royaumes. Les principales mines ſont dans celui de Mangas. *Faria* prétend qu'on a trouvé a Maſſapa un Lingot d'or de douze mille ducats & un autre de quatre cent mille. Il y a ſans doute de l'exagèration dans cet hiſtorien; mais il eſt certain que les Portugais en ont tiré beaucoup d'or pour des étoffes, des Coliers de verre & d'autres marchandiſes de peu de valeur; & qu'ils en tireroient peut-être encore davantage aujourd'hui, ſi cette branche de commerce étoit mieux cultivée. Ils ont à Maſſapa un Officier nommé par le Gouverneur de Moſambique, & leur établiſſement ne ſauroit être mépriſable, puisqu'ils ont des Couvens de Dominicains à Maſſapa, à Bokuto & à Luanzi. Ils ont auſſi des établiſſemens à Sena & à Tête ſur la Rivière de

Zambeze qui ſe jette dans la mer & qui eſt navigable juſques aux établiſſemens Portugais. Toute la côte entre les Rivières de Magnica & Zambeze fut nommée *Sofala* d'une Ville de même nom. Indépendament des établiſſemens dans le continent, les Portugais ont un Fort à l'embouchure de la Rivière de Zambeze. Ils font à cette côte le commerce de l'Or, de l'Yvoire, de l'Ambre & des Eſclaves, ainſi qu'à la côte de Moſambique, où ils ont pluſieurs Forts qui leur ſervent de Magaſins. l'Iſle de Moſambique qui n'eſt qu'à une lieuë du continent, eſt le lieu de l'entrepôt, & le centre de leur commerce à la côte Orientale de l'Afrique.

Cette Iſle où les Portugais ont une Ville commode & bien fortifiée, qui eſt le ſejour du Gouverneur Général, ſert encore de lieu de rélache & de rafraichiſſement aux Vaiſſeaux qui vont dans l'Inde, comme Sainte Hélene, le Cap & les Iſles de France & de Bourbon, ſervent aux Anglois, aux Hollandois & aux François.

Le Commerce de la côte & du Royaume de Melinde qui eſt le dernier endroit depuis le Cap de Bonne-Eſperance juſques à la Mer-Rouge où les Vaiſſeaux d'Europe abordent, eſt presque entièrement entre les mains des Portugais. Ils ont un grand établiſſement dans la Capitale; & quoique le Roi ſoit Mahometan, ils ont eû le crédit d'y batir un grand nombre d'Egliſes. Le commerce y eſt auſſi riche qu'à Moſambique.

Le commerce de toutes ces côtes eſt naturellement lié avec celui de Goa. La majeure partie des marchandiſes qui y ſont propres, ſe tirent de l'Inde: on y emploie peu de celles d'Europe, & l'Or, l'Yvoire & les Eſclaves qu'on en tire, ſont des articles très avantageux dans l'Inde. Ainſi les vaiſſeaux de Goa, ont l'avantage qu'aucune autre Nation ne peut ſe procurer, qui eſt de perfectionner l'aſſortiment de leur cargaiſon pendant leur relâche à l'Iſle de Moſambique.

On ne peut pas ſe diſſimuler que Goa, autrefois la premiere place de l'Inde, eſt infiniment déchuë de ſon ancienne ſplandeur. Mais les revolutions qui l'ont ſi fort appauvrie, n'ont pû lui ôter les avantages de ſa ſituation. Cette ville, inacceſſible aux étrangers, n'a beſoin que de quelques efforts de l'induſtrie Européenne pour redevenir en fort peu de temps l'un des principaux & des plus riches comptoirs de l'Inde. Goa a été le plus grand marché de l'Inde: La chûte de ſon commerce n'a point d'autre cauſe que les conquêtes des Anglois, & ſurtout celles des Hollandois qui ont eû ſoin d'en faire

faire déſerter les Banians qui ſoutenoient autrefois ce Commerce, & qu'ils ont fait paſſer à ſurate.

On prétend que le Commerce que les Portugais font aux Indes, eſt preſque réduit à celui de Goa, & que celui-ci eſt tellement tombé, qu'il fournit à peine la Cargaiſon d'un ſeul vaiſſeau de Lisbonne par année. On convient que les marchands de Goa font encore quelques Cargaiſons pour la Perſe, le Pegu, Manille & Macao; mais on ajoute que la plûpart du temps la charge de leurs vaiſſeaux appartient entièrement aux marchands Indiens; qu'il n'y a point de Portugais à Goa aſſés riche pour faire un chargement de dix mille Ecus; & que tout le commerce que les Portugais de Goa ſont dans toutes les Indes, ne va pas à plus de deux cent mille Ecus.

Daman, Bacaim, Diu & Chaoul, ſont quatre places maritimes du Royaume de Guzarate, qui appartiennent aux Portugais. Daman eſt ſitué dans la prèſqu'iſle de deçà le Gange ſur le Golfe de Cambaye entre ſurate & Bacaim, à vint lieuës de l'un & de l'autre; a quarante lieuës de Diu & quatrevint de Goa: les Portugais eſtiment ſa fortereſſe. Diu eſt l'une des plus fortes places de l'Inde. Chaoul eſt conſidérable par les manufactures de ſoieries dont il fournit la ville de Goa & une partie de l'Inde. Surate, devenue l'une des premieres places de Commerce dans l'Inde, ſurtout depuis les établiſſemens qui s'y ſont faits des comptoirs François, Anglois & Hollandois, non ſeulement s'eſt attiré le commerce de Goa, mais elle a également ruiné celui de ces quatre villes.

Les Portugais ont encore des comptoirs à Mangalor, à Bacanor, Onor, où ils font ſeuls tout le commerce du poivre, & à ſaint thomé à la côte de Coromandel.

Ces divers établiſſemens tant aux côtes Orientales de l'Afrique, qu'à la côte de Malabar, à celle de Coromandel & à la Chine, ſont bien ſuffiſans pour mettre les Portugais en état de faire dans les Indes un commerce très riche. On ne conçoit pas que la même Nation qui fournit les *Gama & les Albuquerque*, qui firent trembler autrefois toute l'Aſie, & ces Négocians habiles & entreprenans qui formerent un ſi grand nombre d'établiſſemens ſolides dans les plus riches pays des Indes, n'ait pû produire depuis un ſiécle un homme capable de ranimer de ſi beaux reſtes. Il n'y a point de conquête à faire, ni de place à fortifier, ni d'établiſſemens à former. Au lieu de conquêtes à faire, les Portugais n'ont que la concurrence à combattre: c'eſt

l'affaire de l'induſtrie. Les établiſſemens qu'exige le Commerce des Indes, qui n'ont point rebuté les compagnies de France, de Hollande & d'Angleterre, ſe trouvent formés pour les Portugais dans des ſituations avantageuſes, bien fortifiés & bien entretenus aux dépens de l'Etat. Un fonds ſi riche & ſi ſolide, livré avec de ſages précautions a l'induſtrie de bons Négocians, pourroit-il manquer de proſpérer?

TANT que le commerce des Indes reſtera en Portugal entre les mains de quelques Négocians particuliers qui ne peuvent le faire qu'avec des fonds très modiques, on ne doit point ſe flatter de le relever, ni même de le tirer de l'état de foibleſſe & de médiocrité auquel l'induſtrie, la concurrence & principalement les forces des Compagnies de France, de Hollande & d'Angleterre, ſemblent l'avoir condamné.

LES Compagnies des Indes Orientales importent infiniment plus de marchandiſes des Indes chez leurs nations reſpectives, qu'elles n'en exportent; & pour en faire l'achat, elles font ſortir tous les ans des ſommes très conſidérables en argent. Cependant les perſonnes qui ſont un peu verſées dans ce commerce, conviennent qu'aucune des nations qui ont des Compagnies des Indes, ne perd dans le commerce des Indes Orientales. Elles retrouvent dans la réexportation des marchaudiſes des Indes, audelà des ſommes employées à leur importation. Mais on doit démeurer d'accord que rien ne peut dédommager les nations qui fabriquent, du préjudice que ces marchandiſes portent à leurs manufactures.

CE préjudice ne ſeroit point à redouter pour le Portugal, s'il ſe livroit ſérieuſement à ce commerce. Dans la ſituation actuelle du commerce de l'Europe, le Portugal eſt la ſeule Nation en état de faire ce commerce avec un égal avantage ſur tous les articles & dans toute ſon étendue. La conſtruction des vaiſſeaux que le commerce exige, eſt une ſorte de manufacture que le commerce paye, & c'eſt une premiere richeſſe répandue dans l'Etat. Le nombre d'Officiers & de Mâtelots employés à cette Navigation eſt un ſecond avantage qui enrichit auſſi la Nation. Le Salpêtre, matière devenue malheureuſement trop néceſſaire, eſt un article du commerce des Indes très précieux, lorſqu'il eſt chargé pour ſervir de Leſt. Les Cauris, une partie des toiles de Coton, des toiles peintes & des étoffes de ſoie, ſervent d'aliment à d'autres branches de commerce en Europe; ſurtout à celui de la côte d'Afrique & à celui du Bréſil. Enfin la Nation trouveroit encore dans les toiles & les étoffes des Indes ce qui lui eſt néceſſaire pour ſa propre conſommation, avec cet

Digitized by Google

cet avantage bien ſenſible, que les Nations qui fabriquent, n'ont point, qui eſt que les toiles & les étoffes des Indes lui tiendroient lieu d'autres toiles & d'autres étoffes, qu'elle eſt obligée d'acheter bien plus chèrement des manufactures d'Europe.

PEUT-ON parcourir avec un peu d'attention les fonds immenſes que le Portugal pourroit mettre en valeur, ſans être frappé de l'intérêt général de l'Europe ? la Culture plus étendue dans le Bréſil, les habitations multipliées dans cette partie de l'Amérique autant qu'elles peuvent l'être ; les établiſſemens Portugais à la côte d'Afrique rendus plus floriſſans, & de nouvelles branches de commerce ouvertes plus avant dans l'intérieur du continent ; une population infiniment plus nombreuſe dans le Portugal même, ce qui ſeroit la ſuite néceſſaire & infaillible d'un grand commerce ; animeroient le commerce de toute l'Europe, & lui donneroient de nouveaux accroiſſemens & de nouvelles forces. La conſommation de ſes manufactures ſeroit plus étendue : & ſi l'on y fait attention, on conviendra que nos manufactures ont beſoin d'un nouveau débouché. Les manufactures d'Europe s'étendent tous les jours de plus en plus : l'Italie, la France, la Flandre, la Hollande & l'Angleterre ont approviſionné pendant long-temps le reſte de l'Europe, de toutes ſortes de toiles & d'étoffes de laine & de ſoie. Ces manufactures ſe ſont répandues inſenſiblement dans preſque toute l'Allemagne, dans le Nord & juſques dans la Ruſſie ; & enfin le commerce s'en trouve ſurchargé.

LE goût, le génie inventif & l'eſprit de commerce en général, ſe répandent ſucceſſivement dans tous les Etats ; on y chérit les arts, & l'on y recherche avec ſoin les divers moyens de perfectionner les arts connus, & d'en inventer de nouveaux. Chaque nation a raiſon de faire des efforts pour reculer les limites de ſon induſtrie : Mais à l'égard des manufactures, l'induſtrie elle même a peut-être ſes excés pour le bien général. Cette induſtrie qui devient preſque univerſelle, demande un nouveau débouché que le Portugal ſeul pouroit lui procurer, en donnant à ſon commerce un nouvel eſſor.

IL ne faut que jetter un regard attentif ſur toute la richeſſe des fonds que le Portugal poſſede, & ſur les grands principes du Commerce, pour être convaincu que les ſoins, la vigilence & l'habileté d'un Miniſtre de cette Nation, la mettroient en état de faire une ſeconde Revolution dans le commerce de l'Europe, peut-être plus heureuſe que celle qu'elle y cauſa autrefois par l'intelligence & la hardieſſe de ſa Navigation aux côtes d'Afrique & dans les mers

mers des Indes en doublant le Cap de Bonne Eſperance. Le Portugal pourroit répandre dans le Commerce de l'Europe, de nouvelles richeſſes plus abondantes encore & ſans doute plus utiles, qu'il ne fit dans le temps de ſes grandes découvertes. L'Europe entière, les Nations ſur tout qui ont des manufactures de toiles & d'étoffes de laine & de ſoie, ont un grand intérêt à voir le Portugal élever ſon Commerce en multipliant ſes Conſommateurs dépendans, en ſecouant le joug d'un privilège deſtructif, en admettant dans ſes marchés la concurrence indéfinie des Négocians Etrangers, & en ſe donnant enfin à lui méme tous les avantages de la liberté.

CHAPITRE V.

De l'Eſpagne.

Nous voyons une partie des richeſſes de toutes les Nations de l'Europe, dans celles de l'Eſpagne, du Mexique, & du Perrou, & des autres Régions du nouveau Monde, où cette Monarchie étend ſa Domination. Aucune autre Nation ne poſſéde des fonds plus riches, plus étendus, & qu'il ſoit plus facile de faire valoir; & aucune n'égaleroit ſa Puiſſance, ſi ſa Population & ſon induſtrie étoient proportionnées à l'étendue & à la richeſſe de ſes fonds. Son commerce fournit baucoup de denrées au luxe des autres nations, nourrit, anime, & ſoutient doublement leur induſtrie, par baucoup de matières prémières dont leurs Manufactures ne peuvent ſe paſſer, & par un grand numéraire avec lequel elle ſolde tous les ans une balance avantageuſe à leur commerce. Les Nations qui ont des manufactures & celles qui en fourniſſent les matières prémières, ont également un intéret ſenſible dans le commerce d'Eſpagne. Nous conſidérons donc ce Commerce, comme un débouché général des fruits de l'induſtrie Européenne, comme un bien public, auquel les autres Nations prennent part en proportion de l'étendue de leur induſtrie. D'où l'on doit conclure que ſi quelqu'une d'entr'elles s'y procure de plus grands avantages que les autres, par des voies illégitimes & deſtructives, c'eſt un vol fait à toutes les autres Nations & à l'Eſpagne même.

Le Commerce n'offre point d'intéret plus important pour toute l'Europe, plus digne de l'attention du Public, des veilles & des ſoins des Obſervateurs, ſur-

ſurtout dans les circonſtances préſentes. Les divers moyens de reléver le Commerce d'Eſpagne, & de rétablir en le rendant floriſſant, la proſpérité des Peuples de pluſieurs Royaumes, occupent heureuſement aujourd'hui leur Souverain & ſes Miniſtres. On voit d'un autre côté une partie précieuſe de ce commerce uſurpée par des voyes illégitimes; une Nation qui, non contente d'en jouir contre la loi des traités, fait craindre encore par l'excès de ſes forces & par ſon habileté, de plus grandes pertes, & peut être une deſtruction entière (*a*).

Parmi les moyens de reléver le Commerce d'Eſpagne, qui ſe préſentent en foule, celui de faire ceſſer l'interlope, de mettre une barrière inſurmontable au Commerce clandeſtin des Hollandois, & ſurtout à celui des Anglois, eſt le plus preſſant. C'eſt ce Commerce injuſte, ruineux pour les Eſpagnols & pour toutes les autres nations Commerçantes, qui doit fixer la première attention de quiconque jette les yeux ſur les intérêts du Commerce d'Eſpagne & de celui de l'Europe en général.

Cadix eſt le centre de tout le Commerce qui ſe fait aux Indes-Occidentales. C'eſt le lieu ou tous les Négocians François, Anglois, Flamands, Hollandois, Allemands, & Italiens envoyent non ſeulement les Marchandiſes d'Europe, mais auſſi une partie conſidérable de celles des Indes-Orientales, pour être tranſportées dans l'Amérique Eſpagnole. Cadix eſt auſſi l'Entrepôt d'une bonne partie du Commerce intérieur de l'Eſpagne. C'eſt le Commerce de Cadix, & celui ſurtout qui ſe fait par Cadix avec les Indes-Occidentales, que toute l'Europe a intérêt de voir toujours floriſſant. Or, ce Commerce ne peut-être floriſſant que par la conſommation qui ſe fait aux Indes Eſpagnoles, des Marchandiſes d'Europe, & par la rapidité de leur débit. Lorſque cette conſommation eſt lente, le Commerce de Cadix devient bientôt languiſſant, & ſa langueur fait dans le Commerce une ſenſation générale, à la quelle on feroit peu d'attention, ſi elle n'étoit que momentanée. Il n'y a point de branche de Commerce qui ne ſoit ſujette à des révolutions, à quelques variations par le ſeul effet de la Concurrence: C'eſt ſurquoi s'exerce continuellement l'habileté & la ſage prévoiance du Négociant. Les Miniſtres du Commerce voient avec indifférence ces accidens

(*a*) La nouvelle Angleterre eſt peut-être plus à rédouter que l'ancienne, pour la perte des Colonies d'Eſpagne : la population & la liberté des Anglois Américains ſemblent annoncer de loin la conquête des plus riches contrées de l'Amérique, & l'établiſſement d'un nouvel empire d'Anglois, indépendant de l'Europe.

dens naturels du Commerce; & lui laiſſent réprendre de lui même ſon Niveau; ce qui ne manque jamais d'arriver fort promptement. La Concurrence s'établit d'elle même par tout où elle eſt néceſſaire, & ſe reſſerre bien vite là où elle eſt nuiſible.

Mais il n'en eſt pas de même lorſque le Commerce devient languiſſant par une cauſe étrangère à ſon cours naturel; comme lorſque l'Etat ou les Colonies, ſe trouvent ſans ceſſe approviſionnés de Marchandiſes introduites en fraude. C'eſt une révolution alors dont la cauſe eſt permanente. C'eſt cette cauſe également déſtructive des finances & du Commerce de l'Etat, & du Commerce que les autres Nations font avec l'Etat par des voyes légitimes, qui eſt l'objet Capital de l'attention d'un Miniſtère éclairé. C'eſt cette cauſe permanente qui a réduit preſque de moitié le Commerce de Cadix. On s'eſt occupé ſans ſuccès depuis un grand nombre d'années, des moyens de la détruire. On a ſouvent calculé le montant des Conſommations des Indes Occidentales, ainſi que celui de ſes rétours, & déterminé en conſéquence le nombre des Vaiſſeaux de Régiſtre, la quantité de Tonneaux de mer dont il falloit permettre le tranſport pour les différentes Echelles; on a fixé & quelquefois longtems différé le départ des Flottes & des Galions pour donner le tems aux Négocians d'écouler leurs Marchandiſes, & prévenir les facheux effets d'une trop grande concurrence. Mais les Calculs du Miniſtère n'étant fondés que ſur une ſuppoſition, & ne pouvant ſe faire parconſéquent avec aucune ſorte de préciſion, les précautions même priſes ſur ce faux principe, n'ont ſervi qu'a augmenter infiniment le mal. On n'a point calculé le montant des Marchandiſes introduites en Amérique par l'Amérique même, & les Négocians fraudeurs ont ſeuls profité de ces précautions; Enſorte que les Vaiſſeaux de Cadix, après avoir ſacrifié un long intervale à l'eſpérance d'un Commerce plus avantageux, n'ont trouvé en arrivant en Amérique, qu'une abondance exceſſive, au lieu de beſoins.

On s'étoit flatté de voir rénaitre ces beſoins, qui ſont la ſource des richeſſes du Commerce de Cadix, par la ſuppreſſion du traité de *l'Aſſiento*, & par la déſtruction du Comptoir flottant que les Anglois avoient eu l'art d'établir dans les mers du Sud, à la faveur de ce traité doublement ruineux pour l'Eſpagne. Mais cette Nation habile a ſçu profiter des connoiſſances qu'elle a acquiſes pendant que ce traité ſubſiſtoit, de toutes les côtes Eſpagnoles, au point qu'elle a porté ſon Commerce clandeſtin aux Indes-Occidentales à plus du double de celui qu'elle faiſoit par ſon Comptoir flottant.

En

En effet les primes des Contracts à la Groſſe ſe ſont ſoutenues de 30. à 35. p ℅ pour la Vera-crux; & pour les autres parties des Indes en proportion, juſqu'en 1750. Elles ſont tombées à 20. & 18. p ℅ & y ſont reſtées juſqu'a ce jour. Il s'eſt même fait des affaires à 14. p ℅. On peut régarder les Primes des Contracts à la Groſſe à Cadix, comme le Thermomêtre de ſon Commerce aux Indes, & conclure ſans difficulté, de ce qu'elles ſont tombées de près de moitié, que les Négocians fraudeurs de l'Amérique ſe ſont empârés de près de la moitié de ce Commerce. Delà on voit d'un coup d'œil, l'immenſité du préjudice que ces fraudeurs portent aux Finances d'Eſpagne & au Commerce des Nations Européennes qui ne prennent aucune part dans le Commerce clandeſtin. Si on n'eſt pas ſenſible à la preuve de la déprédation des fraudeurs, qui réſulte de la diminution exceſſive du prix des Primes des Contracts à la Groſſe, on ne ſauroit ſe réfuſer au calcul qu'ont fait les Anglois eux mêmes de l'étendue de leur Commerce aux Indes Eſpagnoles, par la Jamaïque, la Barbade, & leurs autres Colonies, indépendament de leur Comptoir flottant, dont ils ont eu la diſcrétion de parler toujours avec une extrême modération.

Les Anglois conviennent qu'aucune de leurs Colonies ne produit à l'Angleterre autant que la Jamaïque, par le Commerce interlope avec les Eſpagnols, & que la richeſſe de ce Commerce a fait négliger aux Habitans la culture des terres. C'eſt delà principalement que les Anglois tirent à meilleur marché que les autres Nations, toutes les denrées des Indes-Occidentales, que les autres Nations ſont obligées de tirer de Cadix, chargées d'un gros fret, de droits de Douanne, de Convoi, de Garde Côtes, & de pluſieurs commiſſions; & c'eſt par cet Entrepôt qu'ils trouvent le débouché de la majeure partie de leurs Manufactures, qu'ils vendent aux Eſpagnols, avec des avantages aux quels il eſt impoſſible aux Négocians de Cadix d'atteindre, par l'énorme différence de prix entre des Marchandiſes introduites en fraude, & celles qui ſont introduites chargées de droits.

Avant que l'Eſpagne eut accordé le traitté de *l'Aſſiento* à l'Angleterre, c'eſt-à-dire avant le traité d'Utrecht, les Auteurs du *Britiſh Merchent*, portoient à 700.000 Liv. St. la ſeule branche du Commerce de l'Angleterre qui ſe faiſoit par la Jamaïque. On craignoit alors que l'établiſſement de la Compagnie de la Mer du Sud qui fut chargée de ce traité, ne détruiſit le Commerce de la Jamaique; Et ſur ce fondement le traité de *l'Aſſiento* ſi contraire aux intérêts du Commerce d'Eſpagne, trouva en Angleterre, les oppoſitions les plus animées. L'expérience a prouvé que le Commerce

interlope de la Jamaïque n'a rien ſouffert de l'activité ſingulière de celui des *Aſſientiſtes*. D. Géronimo de Uſtaris & D. Bernardo de Ulloa ont eſtimé à ſix milions de Piaſtres les rétours de la Jamaïque en Angleterre, en matières d'Or & d'Argent, Cochenille, & bois d'Inde. Il n'eſt pas douteux que les Anglois ont tout aumoins remplacé par la Jamaïque depuis que le traité de *l'Aſſiento* eſt ſupprimé, les ventes que faiſoient les *Aſſientiſtes*, des Marchandiſes d'Angleterre.

On diſoit en 1739, que le Commerce indirect de l'Angleterre avec les Indes Eſpagnoles par la Jamaïque, lui avoit valu plus de quinze cent millions tournois (*a*), & qu'on peut en juger par les richeſſes que ce Commerce donna à la France pendant le peu de tems qu'elle eut la liberté d'envoier des Vaiſſeaux dans la Mer du Sud. Les Eſpagnols ne ſe plaignent guères moins des Hollandois de St. Euſtache & ſurtout de ceux de Curaçao, que des Anglois de la Jamaïque, avec cette différence qu'ils n'ont à rédouter de la part des premiers, que les efforts d'une grande induſtrie, & que les Anglois emploient la force ouverte, & font craindre ſans ceſſe une uſurpation violente. Telle eſt la cauſe déſtructive du Commerce de Cadix. Les fraudeurs de la Jamaïque, de St. Euſtache & de Curaçao, qui entretiennent dans ces Iſles des Magazins bien fournis, toujours ponctuellement avertis des beſoins des Colonies Eſpagnoles, ont le tems de prévenir l'arrivée des Vaiſſeaux Eſpagnols. La Contrebande entre de toutes parts, & les Vaiſſeaux d'Eſpagne qui arrivent, trouvent le Pays rempli des mêmes Marchandiſes, qui peu de tems auparavant étoient rares & chères. Delà, il arrive que les Marchandiſes ſont vendues à perte, ou reſtent invendues chez les Correſpondans des Négocians de Cadix, qui ſont obligés d'attendre pluſieurs années des rétours ruineux & les payements des Contracts à la Groſſe; ce qui occaſionne ſouvent des faillites. Les maux que fait le Commerce clandeſtin, augmentés de près du double depuis dix ans, ſe répandent plus loin encore. Il n'y a plus de principe certain ſur le quel les Négocians puiſſent faire des ſpéculations ſur Cadix. Les avis de commerce ne ſont plus accompagnés de cette certitude morale qui engageoit les Négocians de l'Europe à faire des Envois de Marchandiſes à Cadix, ſoit pour y être vendues, ſoit pour être envoiées dans l'Inde. Les Négocians ne peuvent plus compter ſur un bénéfice moralement ſur de 10. à 20. p. ⅋ dans l'année, & ſur un rétour auſſi prompt qu'ils peut l'être, ce qui a été pendant un grand nombre d'années, le cours de ce Commerce. Les Négocians ont beau calculer avec quelque ſorte de préciſion le montant des

(*a*) Hiſtoire des Antilles Angloiſes.

des conſommations des Indes, & les intervales d'un Envoi à l'autre; les combinaiſons les mieux faites, les plus ſavantes ſpéculations, ſont détruites par les verſemens que fait ſans ceſſe le Commerce clandeſtin. C'eſt-là le Monopole le plus nuiſible, le plus déſtructif & le plus odieux qu'on puiſſe éxercer ſur le Commerce de l'Europe. C'eſt un vol manifeſte fait à l'Eſpagne & à toutes les autres Nations qui font avec l'Eſpagne un Commerce légitime: & c'eſt une Nation qui veut être la première de l'Europe, la plus induſtrieuſe, la plus ſavante, la plus Magnanime, vertueuſe même avec oſtentation; une Nation qui punit de mort chez elle le Monopole & le commerce clandeſtin, qui cependant ſe livre ſans meſure, à main armée, ſans reſpect pour les traités, à ce Monopole. Aux yeux de l'Anglois, le commerce clandeſtin qui ſe fait en Angleterre, eſt un crime capital, & c'eſt entre ſes mains chez toutes les autres Nations un Commerce légitime.

On pourroit démander quelles ſont les loix de l'Angleterre, de quelle Nature eſt ſa Juriſprudence à l'égard des autres Nations? C'eſt une loi de toutes les Nations qui ont des Colonies, que le Commerce y eſt interdit aux étrangers directement ou indirectement, & que les vaiſſeaux en contravention ſont ſaiſiſſables. Cette loi d'autant plus naturelle qu'elle eſt réciproque, n'avoit pas beſoin d'être réconnue dans un traité. Cependant la Nation Britannique la formellement réconnue, & en a ſolennellement promis l'exécution dans le traité d'Utrecht. On connoit l'exceſſive licence des Ecrivains Anglois ſur les intérêts de leur Nation & ſur ſon Commerce. On n'eſt point ſurpris de leur voir ſouténir hardiment, que l'Angleterre a le droit d'entretenir un Commerce entre la Jamaïque & les Poſſeſſions Eſpagnoles; traitter ce commerce comme une des branches les plus riches & les plus précieuſes du Commerce de la Nation; & propoſer mille moyens de l'étendre. Mais la Nation peut-elle avouer hautement ce Commerce? Peut-elle permettre que ſes vaiſſeaux de guerre le protégent, & qu'il éxiſte un contract entr'eux & les Négocians, en vertu du quel le vaiſſeau de Guerre éxige de l'interlope 5. p. ⁰/₀ de ſa vente pour prix de cette protection?

C'est cét abus qui eſt la cauſe principale de la ruine du Commerce de Cadix. Toutes les Nations Commerçantes doivent concourir au ſuccès des moyens auxquels l'Eſpagne peut avoir récours pour le faire ceſſer. Expliquer ces moyens, c'eſt plaider la cauſe publique. Tel eſt cependant le le préjugé inconcevable qui s'eſt répandu en faveur de l'Angleterre parmi les Nations mêmes, auxquelles ſes entrepriſes, ſes loix, & ſes uſages mercantils,

cantils, portent le plus de préjudice ; qu'on ne peut, ſans être accuſé de partialité, réclâmer contre elle, les droits, la liberté du Commerce, & le Commerce naturel des autres Nations, tant cette Nation a ſçu en impoſer aux autres, par ſon habileté & ſa Puiſſance. Si prétendre que l'Angleterre doit ſe renfermer dans les bornes de ſes Poſſeſſions, dans les limites de ſon Commerce naturel, & dans l'uſage légitime de ſon induſtrie, ainſi que des forces de ſa Marine, c'eſt être partial, l'obſervateur ne doit pas craindre una accuſation ſi injuſte, qni ne peut partir que d'une prévention aveugle. „ Quelles réflexions, diſoient autrefois les Anglois, ne nous four-„ nit pas l'inaction où tous les Négocians nous diſent que le Commerce d'Eſpa-„ gne eſt réduit? C'étoit jadis celui qui conſommoit le plus de nos étoffes, „ celui qui nous rapportoit la meilleure balance en Argent ; aucun ne procu-„ roit autant d'ouvrage à nos pauvres, qui par leur conſommation faiſoient „ valoir les productions de nos terres. Ce Commerce eſt détruit cependant. „ La France charge des Flottes entières de ſes Marchandiſes pour les Colonies „ d'Eſpagne, par connivence avec le Roi, outre ce qu'elle en envoie à la Mer „ du Sud ſur ſes propres vaiſſeaux. Ainſi toutes les richeſſes d'Eſpagne paſ-„ ſent en France (*a*) ". Tel étoit l'un des motifs ſur les quels l'Angleterre s'éfforçoit autrefois d'armer l'Europe entière contre la France. Cependant la France n'a eu qu'une faveur momentanée, & n'a jamais fait qu'un Commerce libre & légitime avec l'Eſpagne, qui depuis le traité d'Utrecht régarde du même œil les Négocians de toutes les Nations. Il eſt ſingulier que ce Tableau de Calamités, que les Anglois publioient alors pour allarmer toute l'Europe ſur la liberté du Commerce d'Eſpagne, uniquement fondé ſur les apparences qu'un Roi d'Eſpagne de la maiſon de Bourbon accorderoit quelque faveur au Commerce de France, ſoit préciſément celui que préſente aujourd'hui à l'Europe commerçante, le Commerce clandeſtin de l'Angleterre. Ce Tableau, qui n'étoit alors de la part des Anglois qu'une idée chimérique, & une déclamation artificieuſe contre la France, eſt aujourd'hui pour l'Eſpagne & pour les autres Nations, une image trop réelle des déſordres d'un Commerce frauduleux, qui devient tous les jours plus déſtructif, par l'étendue ſans bornes que les Anglois ſavent lui donner.

On s'eſt occupé de tous tems en Eſpagne des moyens de détruire le Commerce clandeſtin ; mais toujours jusqu'àpréſent ſans aucun ſuccès. D. Bernardo de Ulloa en a propoſé pluſieurs, qu'il ne ſeroit pas également facile d'emploier ; d'autres qui jetteroient dans de grands inconvéniens, ou qui ne ſeroient d'aucune utilité. Ses obſervations préſentent cependant de grandes

(*a*) The Britiſh Merchent.

grandes vuës, qui bien développées peuvent aider à former des établiſſemens utiles pour achever de mettre le Commerce des Indes Eſpagnoles à l'abri des Pirateries & des excès du commerce clandeſtin, qui mine les Finances d'Eſpagne, & le Commerce de Cadix.

Le reméde le plus ſur ſans doute, dit cet Auteur, & le plus efficace contre un ſi grand déſordre, ſeroit d'éloigner de l'Amérique les autres Nations, & de réduire à leur premier état leurs Colonies & leurs Poſſeſſions. Mais ce changement, ajoute-t-il, ne peut-être que l'ouvrage du tems & de diverſes conjonctures qu'on ne peut déviner ni prévoir. Il auroit pu rejetter ce moyen comme une idée tout à fait chimérique. Mais la plûpart des Eſpagnols régardent toujours comme un titre de propriété de l'Amérique entière, les découvertes de Colomb.

La découverte du nouveau Monde en général ne pouvoit être un titre de propriété, & le titre de conquête ne pouvoit jamais étendre la propriété au delà de ce qu'il étoit poſſible de conſerver. Ce n'eſt point en effet la conquête du nouveau Monde qu'ont fait les Eſpagnols; ils en ont acquis la plus grande & la plus riche partie par leurs établiſſemens, & quant au reſte ils n'ont fait qu'ouvrir la route pour de nouvelles découvertes aux autres Nations. C'eſt ſur ces nouvelles découvertes autres que Nations Européennes ont ſucceſſivement faites, qu'on a fondé le droit naturel de prendre poſſeſſion de Pays juſques là inconnus, déſerts, ou habités par des Peuples ſauvages. Mais aucune Nation n'a véritablement acquis de propriété que par les établiſſemens qu'elle a formés & dans leſquels elle s'eſt maintenue. Ce n'eſt que cette ſeule propriété qui a donné lieu aux limites de différentes poſſeſſions, de différens Royaumes dans le nouveau Monde, & qui a été enſuite ſucceſſivement reconnue dans tous les traités. C'eſtlà la loy que l'Eſpagne doit réclâmer, & qui eſt le fondement légitime de toutes les précautions qu'elle eſt en droit de prendre pour éloigner tout Commerce étranger de ſes Royaumes, & pour mettre ſon Commerce dans le Régime, qu'elle juge dévoir lui être le plus avantageux.

On a ſouvent propoſé au Gouvernement de faire le Commerce de l'Amérique par des Compagnies, comme un expédient capable décarter le Commerce de Contrebande. Les Miniſtres d'Eſpagne ont toujours rejetté avec raiſon ce projet, comme un Monopole déſtructif, & peut-être plus déſtructif encore que la tolérance de l'interlope. Sans s'arrêter aux reproches qu'on fait généralement à toutes les Compagnies de Commerce; ſi on fait

fait attention à la nature du Commerce des Indes Eſpagnoles, on conviendra que des Compagnies excluſives reſſerreroient ce Commerce au lieu de l'étendre; & qu'ils n'eſt point de Compagnie qui puiſſe faire des fonds proportionnés à l'étendue de ce commerce, qui eſt encore ſuſceptible de nouveaux accroiſſemens.

Il ſemble que les mêmes raiſons qui ont fait rejetter en Eſpagne les Compagnies excluſives de Commerce, indiquoient celui de la liberté du commerce, comme le moyen le plus ſûr, non ſeulement de le ſoutenir, mais encore de l'étendre infiniment. Cependant on n'a pris en Eſpagne, entre ces deux partis, qu'un tempéremment ruineux, qui au lieu de rémédier au mal, n'a ſervi qu'a donner de nouveaux appas aux fraudeurs, & à étendre exceſſivement le commerce clandeſtin. On a retardé le départ des Flottes & des Galions, on a preſcrit le nombre de navires, on a réglé les exportations, on les a génées, & parconſéquent infiniment diminuées; on a mis un grand intervale entre une expédition des Flottes & des Galions, & la ſuivante, comme un moyen d'éviter dans leurs voyages une attente longue & ruineuſe. Il paroit qu'on ſuit encore aujourd'hui à peu près la même méthode.

On peut régarder ces rétards comme la première cauſe de la Contrebande, qui ſe perpétue par ce moyen. En général la Contrebande eſt un Commerce incertain & dangereux; les occaſions n'en ſont point reglées, les ſpéculations de ce commerce n'ont point de baſe aſſurée. Les Acheteurs ſont expoſés à perdre ſur la qualité des Marchandiſes, & à être trompés par le meilleur marché de celles qui ſuccédent, qui cauſent une perte néceſſaire ſur ce qui leur en reſte. Cependant ce Commerce dans les Indes Eſpagnoles, met le Commerce permis dans une ſituation plus dangereuſe encore pour les Négocians. La concurrence du Commerce illicite eſt toute entière au déſavantage du Commerce permis. Le fraudeur profite ſeul des rétards des expéditions de Cadix. L'Anglois reçoit des Indes les mêmes avis ſur l'abondance & ſur les beſoins, que le Négociant Eſpagnol, & ſe trouvant toujours plus a portée d'en profiter, les Vaiſſeaux de Cadix trouvent à leur arrivée l'abondance partout: tous les Magaſins ſont remplis au point que le Négociant de Cadix ne peut plus vendre qu'à perte; ce qui donnant lieu encore à de nouveaux rétards en Eſpagne, établit néceſſairement un cercle vicieux, qui met ſucceſſivement la majeure partie du Commerce des Indes dans les mains des fraudeurs, qui ne ceſſent de remplir le Pays.

D.

Digitized by Google

D. Bernardo de Ulloa a propoſé de faire partir les Galions tous les ans dans un tems fixé, ſans attendre le rétour des autres, & de fixer leur cargaiſon à environ ſix mille cinq cent Tonneaux. Il veut que le partage s'en faſſe ainſi; ſavoir deux mille Tonneaux pour Carthagêne, la nouvelle Grenade, & les terres qui ont coutume de s'y fournir; que les Vaiſſeaux de Guerre qui les auront convoyés demeurent pour la garde des côtes, & que ceux de l'année précédente, réviennent avec les Vaiſſeaux des particuliers de leur Convoy. Il ajoute qu'on doit faire un état éxact des marchandiſes qui reſteront invendues, dont les rétours ſeront rapportés par les vaiſſeaux du Voyage ſuivant. De cet arrangement l'Auteur conclud que les ventes n'éprouveront plus de ſi longs rétardemens à Carthagêne, où il prétend que l'introduction des marchandiſes en fraude n'eſt pas facile, quand le Gouverneur & les Officiers du Roi veulent l'empêcher.

On deſtine dans ce plan quinze cent Tonneaux de Marchandiſes, pour la conſommation de Buenos-ayres, du Tucuman & du Paraguai; on veut que l'Eſpagne rénouvelle de vigilance pour empêcher qu'il ne s'introduiſe des marchandiſes par cette voie, au Perou & au Chilli, où les Anglois en ont fait paſſer juſqu'àpréſent avec une exceſſive abondance.

Les autres trois mille Tonneaux, complément des ſix mille cinq cent, doivent aller en droiture à Callao de Lima par le détroit de Magellan, ou par quelqu'un des autres paſſages du Sud. Les vaiſſeaux qui auront convoyé ces Galions, réléveront pareillement l'Eſcadre de la Mer du Sud, c'eſt-à-dire ceux qui auront le plus ſéjourné dans ces Mers en fonction de Gardes côtes. Ces Galions partiront après un an de voyage & de ſéjour, ſuffiſant en Amérique pour faire leur vente. Ceux à qu'il reſtera des marchandiſes invendues, pourront en confier la vente à des Commiſſionnaires, ou attendre les premiers Galions pour révenir avec eux, ou enfin tenter de s'en défaire à leur rétour à Baldivia pour Chili, comme les Flottes & les Galions le pratiquent à l'égard de la Havane, ou il ne portent en revenant que le rébut & le reſte de leurs marchandiſes. Le Chili étant le pays le plus fertile de l'Amérique, ils trouvent aiſément des échanges plus utiles à y faire.

Ce plan n'eſt rélatif qu'aux Pays où les Galions & les Régiſtres de Buenos-ayres portent des marchandiſes. A l'égard des Pays qui ſont approviſionnés par la Flotte de la nouvelle Eſpagne, & par les Régiſtres de Honduras, D. Bernardo de Ulloa fixe également leur départ de Cadix, tous les ans à la fin de Juillet, ſans attendre le rétour de la précédente Flôte,

& il veut que conformément à un projet préſenté le 2. Janvier 1735., la Cargaiſon des Flottes ſoit limitée à trois mille Tonneaux, dont mille en fruits & deux mille en marchandiſes. Il prétend que par cet arrangement, on ſeroit diſpenſé d'envoyer dans l'intervale d'une Flotte à l'autre des vaiſſeaux chargés de vif-argent, qui portent toujours des Marchandiſes, quoiqu'ils n'aient permiſſion de porter que des fruits; ce qui fait tort à la Flotte ſuivante, & au reſte invendu de la précédente. Il conclud enfin que le rétour annuel de ces Flottes empêcheroit que la diſéte de certains articles ne les fit monter à un prix exceſſif, qui avertit l'Etranger d'introduire les Marchandiſes dont ſes magaſins ſont toujours fournis pour profiter de ces occaſions: alors les naturels du Pays pouſſés par l'avidité du gain, risquent tout pour en faciliter l'introduction, ou corrompent ceux qui pourroient s'y oppoſer.

QUANT aux Régiſtres deſtinés pour la Baye de Honduras, Campêche & Tabaſco, D. Bernardo de Ulloa n'en fixe n'y le nombre, ni le tems de leur départ. C'eſt particulièrement dans ces Provinces que les intérêts de l'Eſpagne ſouffrent le plus des invaſions des Anglois. Cet Auteur aſſure d'après le Mercure Hiſtorique Eſpagnol du mois d'Août 1738. article *Etranger*, „ qu'il eſt entré dans une année en Angleterre juſqu'a 17589. „ Tonneaux de Bois de Campêche, qui font la charge de 35. Vaiſſeaux, „ de 500. Tonneaux ". C'eſt la perte inmenſe qui réſulte de cette fraude pour le Commerce & les Finances d'Eſpagne, qui lui fait dire, „ qu'on „ ne peut troptôt pour l'honneur de la Nation & pour la conſervation „ d'une Colonie auſſi ancienne que celle de Campêche, s'oppoſer forte„ ment à l'inſolence avec la quelle ces Etrangers y font des deſcentes con„ tinuelles, coupent & détruiſent les Forets de ces Bois précieux, forcent „ les Eſpagnols mêmes à leur ſervir d'Eſclaves, diſſipent enfin, & ruinent „ les Habitations, pour ne pas laiſſer de témoins de leurs excès ".

IL eſt certain que la fixation du nombre de Vaiſſeaux, ou de la quantité de Tonneaux de Marchandiſes, celle du tems de leur départ de Cadix, peut-être plus nuiſible qu'utile en général, ne préſentent aucun ſécours contre le Commerce clandeſtin, dans aucune des parties des Indes Occidentales.

LA diſpoſition des côtes des Royaumes d'Eſpagne en Amérique, préſente naturellement de grandes facilités, pour les garantir des entrepriſes des Vaiſſeaux interlopes, & des inſultes des Armateurs. Ces côtes ſont fermées par

par deux clefs ou cordons; c'eſt-à-dire, deux Cercles, formés, l'un par le Golphe du Méxique preſque fermé par la pointe de la Floride, & par celle du Cap Cotoche dans la Province de Yucatan, & du Cap St. Antoine de Cuba, diſtans l'un de l'autre de 60. lieuës au plus: l'autre cercle formé d'un côté par un Cordon de grandes & petites Iſles, commençant à la pointe de la Floride, & finiſſant par celle de la Trinité vis-à-vis de la nouvelle Cordoue dans la nouvelle Andalouſie, & de l'autre côté par la terre ferme, & fermé par les mêmes Caps que le précédent. C'eſt dans ces deux enceintes que ſont ſitués les Bayes & Ports principaux du Commerce d'Eſpagne dans la Mer du Nord, & dans la Mer du Sud.

Les Iſles les plus conſidérables de ce Cordon, ſont Eſpagnola, autrement dit St. Domingue, Cuba renommée par ſon Port da la Havane, & qui le ſeroit encore plus par la richeſſe de ſes productions naturelles & par ſon Commerce, ſi elle étoit bien cultivée; & Puerto-Rico, petite Iſle où les Flottes qui vont à la nouvelle Eſpagne, rélâchent pour faire de l'eau. Il y a encore une ſuite d'Iſles plus petites, qui finit par celle de la Trinité.

La Jamaïque que les Anglois enlevérent à l'Eſpagne en 1656, eſt entre Cuba & l'Iſthme de terre ferme. Curaçao l'une des plus petites de ces Isles, poſſédée par les Hollandois, eſt ſituée près de Coro dans la Province des Caraques. Ces deux Iſles étant très voiſines des terres d'Eſpagne, favoriſent la Contrebande de ces deux Nations. Les Danois de l'Iſle de St. Thomas & les François de St. Domingue & de la Martinique ont pris part quelquefois à ce Commerce, quoique moins à portée de le faire, que les Anglois & les Hollandois. Quelque habile & quelque active que ſoit la Nation Françoiſe dans la navigation & dans le Commerce, elle eſt peu propre à faire le Commerce clandeſtin, ſurtout à main armée, & ſi quelques François s'y ſont livrés, il n'y a point d'exemple que le Gouvernement les ait protégés n'y même avoués. On voit même dans l'Hiſtoire du Commerce, que des cinq Nations qui ont formé les plus grands établiſſemens à la Côte d'Afrique & dans les deux Indes, la france eſt la ſeule à la quelle on ne peut reprocher d'avoir formé ou ſoutenu aucune entrepriſe de Commerce, par la perfidie, la violence, la cruauté, & aux dépens de l'humanité. Tranquile dans des Poſſeſſions légitimement acquiſes, elle a à peine déployé une partie de ſes forces pour s'y maintenir, & une partie de ſon induſtrie pour en faire valoir toutes les reſſources. Ainſi l'Eſpagne n'a pas plus à rédouter des entrepriſes de quelque conſéquence pour un Commerce illégitime, de la part des François, que de celle des Danois. Auſſi les plaintes

dont les Mémoires & les Ecrits Eſpagnols ſont remplis, ne tombent que ſur les Anglois & les Hollandois.

Le Commerce que ces deux Nations font aux Indes Eſpagnoles, celui ſurtout des Anglois, eſt immenſe. Dom Bernardo de Ulloa l'eſtime la moitié de celui de Cadix. Il en juge par la quantité de Vaiſſeaux qui font toute la Navigation de l'Eſpagne dans l'Amérique, qu'il ne porte pas à plus de 40. par année, pendant que les Anglois & les Hollandois emploient à la même Navigation par Curaçao & la Jamaïque plus de trois cent navires (*a*).

L'Espagne, comme on là déjà obſervé, n'a eu juſqu'àpréſent de reſſource contre ce brigandage ruineux, que dans le nombre & la force de ſes Gardes Côtes, dans la rigueur de ſes Ordonnances, dans la vigilance & l'éxactitude des Gouverneurs & des Officiers de ces différentes Provinces, & dans le rétard & la diminution de ſes envois aux Indes Occidentales. L'éxpérience d'un grand nombre d'années, ne prouve que trop bien l'inſuffiſance de toutes ces précautions. Mais il y a des moyens de les rendre plus utiles.

L'Espagne, pourroit éxiger de la Nation Britannique une loy qui défende ſous de rigoureuſes peines, le Commerce clandeſtin à tous ſes Négocians, aux Gouverneurs, ſurtout à celui de la Jamaïque de donner rétraite aux interlopes; & qui leur ordonne de confiſquer leurs rétours, au lieu de les recevoir & d'en permettre la vente. Pour porter l'Angleterre à faire une loi ſi juſte, la Cour d'Eſpagne pourroit lui propoſer, non ſeulement un acte de Navigation ſemblable à l'acte de Navigation Angloiſe, mais même une interdiction abſolue de tout Commerce, & de mettre dans la balance les déſavantages de cette interdiction juſte & légitime, avec les avantages d'un Commerce injuſte & proſcrit par le Droit des Gens. Il n'y a pas d'apparence que l'Angleterre voulut préférer un Commerce injuſte, un Commerce clandeſtin, & d'ailleurs précaire, aux avantages infiniment ſupérieurs d'un Commerce légitime.

La Juſtice qu'un intérêt ſi important obtiendroit infailliblement de l'Angleterre, réduiroit du moins les interlopes de la Jamaïque à des Barques, à de petits Bâtimens foibles, mal armés, ſans Troupes, ſans Convoy, ſans protection; & aſſureroit le ſuccès de la vigilance & des fonctions des Garde-Côtes Eſpagnols. Ce

(*a*) Les Vaiſſeaux interlopes ſont généralement très petits.

Ce ne ſeroit encore que par cette voye, que l'Eſpagne pourroit rétirer, des mains des Anglois, le Commerce qu'ils ont pris ſur les Eſpagnols avec les Indiens de la Rivière de Darien, & de la côte de la Rancherie, où il ne ſeroit pas poſſible d'étendre les précautions propoſées par D. Bernardo de Ulloa, parceque les naturels du Pays ſont du nombre de ces *Indiens Bravos*, que l'Eſpagne n'a pu ſoumettre encore à ſa Domination. Mais quoique ces Peuples ſoient Barbares, & qu'on puiſſe les régarder en quelque façon comme indépendans, leur Pays n'en eſt pas moins compris dans l'enceinte de l'Amérique Eſpagnolle, & les Anglois n'ont pas plus de droit, ſuivant les traités, & le droit Commun de toutes les Nations Européennes à l'égard de leurs établiſſemens reſpectifs à la côte d'Afrique & dans les deux Indes, de faire cette traite, que les Eſpagnols d'aller faire celle des ſauvages de la nouvelle York & de la nouvelle Angleterre.

On conçoit ſans peine que ſi l'Eſpagne engageoit l'Angleterre à lui rendre la juſtice qu'elle eſt en droit d'en éxiger, ſur le Commerce clandeſtin, il lui ſeroit facile après celà, n'ayant plus à défendre ſon Commerce que contre des interlopes, ſoit Anglois, ſoit Hollandois, foibles, ſans aveu, & ſans Protection, d'achever de détruire le Commerce de Contrebande, avec ſes Gardes-Côtes, de mettre le Commerce de Cadix dans l'état le plus floriſſant, & ce qui eſt infiniment important à la Grandeur & à la Puiſſance de la Monarchie, d'augmenter de plus du double ſa Navigation en Amérique. On peut s'aſſurer de la fidélité & de la vigilance des Gardes-Côtes en leur abandonnant la propriété entière des priſes, déduction faite ſeulement des droits de Douanne du Roy, qui joints aux droits de Gardes-Côtes qui ſe perçoivent ſur le Commerce, & à l'augmentation des Droits de Douanne, ſuite néceſſaire d'un Commerce plus étendu, excéderont de beaucoup les fraix d'armement & de courſe des Gardes-Côtes.

Comme les profits immenſes du Commerce clandeſtin peuvent exciter encore l'avidité des fraudeurs, au point qu'il en échappe quelques uns à la vigilance des Gardes-Côtes, attirés par l'eſpérance trop bien fondée d'être favoriſés par les Officiers des lieux, où ils peuvent s'introduire; le Miniſtère peut s'aſſurer de la fidélité & du dès intéreſſement des Officiers par des grâces, & par des Ordonnances ſévéres.

Le Gouvernement doit porter ſon attention ſur les différens moyens emploiés pour introduire la Contrebande dans les Indes Occidentales. Il arrive ſouvent qu'un Vaiſſeau interlope feint une relâche forcée pour faire

de l'eau, du bois, ou des vivres, pour une voye d'eau, ou pour quelqu'autre beſoin qui rend ſa Navigation dangereuſe. Le péril ſuppoſé eſt un titre auquel il ſemble alors que l'humanité Eſpagnole ne peut réſiſter. Sur un Placet que le Capitaine de l'interlope accompagne d'un préſent pour le Gouverneur & pour tous les Officiers dont il a beſoin, on lui permet d'entrer, de faire ſes proviſions, de décharger même ſon Vaiſſeau pour chercher la voye d'eau, & pour lui donner un radoub. On obtient enſuite fort aiſément la permiſſion de faire une vente indiſpenſable alors, pour payer les fraix de relâche. Toutes ces permiſſions ſont accompagnées de formalités & de précautions extérieures contre le verſement frauduleux de la Contrebande. Mais il ſe fait la nuit, ainſi que le chargement du rétour, avec d'autant plus de ſureté que tout a été convenu. C'eſt ainſi qu'on introduit & qu'on débite fréquemment des Cargaiſons conſidérables.

Il y a une autre manière de faire la traite à la côte d'Eſpagne, qui favoriſe beaucoup l'introduction de la Contrebande. On navige avec des Barques aux ambarquadères qui ſont éloignées des villes, ou aux embouchures des Rivières. On avertit les Habitans par un Coup de Canon, & ceux qui ont envie d'acheter viennent à bord dans leurs Canots. On ſent bien que le même coup de Canon, le même ſignal qui avertit les marchands, devroit avertir les Officiers & les Gardes du lieu, qu'il y a un interlope à l'embarquadère.

Il ſeroit inutile d'inſiſter ici ſur le zèle & la fidelité que les Officiers doivent à l'obſervation des loix, à leur Patrie & à leur Roi. Il ne ſeroit que trop facile de prouver que la probité Européenne ne ſoutient preſque jamais dans les deux Indes, l'épreuve de l'intérêt. Ces diverſes manières d'introduire la Contrebande aux Indes Eſpagnoles, ont toujours eu le même ſuccès aux Colonies Françoiſes. Il n'y a ici qu'un ſeul principe à attaquer & à détruire, pour ruiner entièrement & infailliblement le Commerce clandeſtin. C'eſt le bénéfice inmenſe que donne ce commerce, qui le met en état de ſoutenir en même tems de grands risques & les fraix de corruption. En diminuant, en réduiſant infiniment le bénéfice de ce commerce, on l'aviliroit néceſſairement, & ſon aviliſſement ſeroit ſûrement la cauſe de ſa déſtruction.

L'Espagne peut frapper à ce but avec un ſuccès infaillible, par des voyes également ſimples & faciles, fort peu diſpendieuſes en comparaiſon du préjudice que l'abus porte à ſes Finances & à ſon Commerce. On peut entretenir

entretenir des Pataches bien armées, à l'embouchure des Rivières, & aux embarquadères éloignées des villes, aſſés fortes pour enléver les Barques interlopes, & en état de faire une première viſite, ſur les Vaiſſeaux qui démandent à entrer dans les Ports ſur le prétexte d'une relâche forcée. La néceſſité où ſeroient ces Pataches d'être toujours en ſtation, éxigeroit le double d'Officiers & d'Equipages qui ſe réléveroient. Il faudroit que les priſes fuſſent également partagées entre les Officiers & les Equipages actuellement de ſervice, & ceux qui ſeroient à terre, ainſi que les Droits de Viſite dans les Ports. L'intérêt des Equipages qui ſeroient à terre, mettroit ceux qui ſeroient à bord des Pataches à l'abri de la corruption.

A l'égard des interlopes qui démandent à entrer dans les Ports ſur le prétexte d'une relâche forcée, il faudroit les aſſujettir à une viſite préalable de la part des Officiers de la Patache, dont il ſeroit dreſſé un Procès Verbal ſigné par eux & par les Officiers des Vaiſſeaux. Ce procès verbal conſtateroit d'abord la Nation du Navire, ſon état, celui de ſa Cargaiſon, & ſes papiers de mer. Il devroit être défendu aux Gouverneurs de reçevoir aucun placet qui ne ſeroit pas accompagné d'une Copie en bonne forme de ce procès verbal, & de permettre l'entrée du Vaiſſeau autrement qu'a la charge d'une ſeconde viſite par les Officiers de la Douanne, qui après avoir fait affirmer par ſerment, véritable le procès verbal de viſite par les Officiers de la Patache & par ceux du Vaiſſeau, en feroient le récollement en leur préſence, mettroient le ſcellé ſur les écoutilles, ſur les Coffres des Officiers, & établiroient des Gardes à bord pour la Conſervation des ſcellés. Dans le cas ou il faudroit décharger le Vaiſſeau, on pourroit mettre de même l'entière Cargaiſon ſous le ſcélé & ſous une garde éxacte. Il ne devroit être permis qu'après ces précautions priſes aux Officiers du Vaiſſeau de pourvoir au beſoin de leur Navigation. Dans le cas où il ſeroit indiſpenſable de permettre la vente de quelque partie de la Cargaiſon pour payer les fraix de relâche, cette vente ne devroit être permiſe qu'après avoir conſtaté le montant des fraix de relâche & de radoub; & juſques à concurrence de ces fraix, & pour être faite publiquement en préſence des mêmes Officiers du Roi qui auroient fait les deux premières viſites du Vaiſſeau & de ſa Cargaiſon, dont il ſeroit dreſſé procès verbal par d'autres Officiers. Il ſeroit néceſſaire enfin de ne point laiſſer ſortir le Vaiſſeau du Port, qu'après avoir conſtaté par un dernier procès verbal de viſite fait encore par des Officiers différens des prémier & en leur préſence, que la Cargaiſon du Navire, eſt entière, ſauf la partie vendue juridiquement dans le cas de néceſſité.

Les devoirs de l'humanité ne permettent point de s'oppoſer à une relâche forcée, & de réfuſer à des Navigateurs les ſécours de l'hoſpitalité. Mais il eſt juſte que celui qui ſe prête à ce devoir ſacré, prenne les méſures & les précautions les plus juſtes pour ſe mettre à couvert des abus qu'on en pourroit faire, & il ſemble que les formalités propoſées ſont les ſeules capables de les prévenir. Il n'eſt pas douteux que des procédures bien plus ſimples dévroient ſuffire pour remplir cet objet. Cependant il n'eſt que trop certain, que les fraudeurs ont ſû les rendre inutiles par la corruption, il eſt certain auſſi que cette corruption peut s'étendre ſur les Officiers ſubalternes, plus facilement encor que ſur les ſupérieurs. On doit donc bien moins ſe propoſer ici, en multipliant ces formalités & les Officiers, de rendre ceux-ci incorruptibles; que la corruption impraticable pour les fraudeurs. Indépendament de ce qu'il eſt plus difficile de corrompre un grand nombre d'Officiers, quelque facile que ſoit l'accès de châque particulier, qu'un petit nombre; en multipliant le nombre des Officiers qu'il faut tous corrompre pour réuſſir, on rend néceſſairement la corruption impraticable, parcequ'elle devient trop chère & qu'elle peut l'être au point d'abſorber les bénéfices de la Contrebande. La publication ſeule d'une telle loi empécheroit la plûpart des fraudeurs de former d'entrepriſe. Ils ne pourroient faire de ſpéculation que ſur le pied d'une grande ſomme en fraix de corruption, & on doit croire que leurs calculs ſur ce principe, ne leur laiſſeroient pas eſpérer des bénéfices équivalens à d'auſſi grands risques, que le ſont en général ceux du Commerce clandeſtin.

A ces précautions qui ont pour principal objet la diminution des bénéfices du Commerce clandeſtin, on peut ajouter encore un établiſſement de Commerce également ſimple & facile; qui frappe au même but, & faire ſervir les reſſources mêmes du Commerce permis à détruire le Commerce illégitime.

Il eſt néceſſaire de rappeller ici l'ancien état du Commerce à la nouvelle Eſpagne, au Pérou ou à terre ferme. On ſeroit tenté, dit D. Bernardo de Ulloa, de prendre pour des fâbles, tout ce qu'on raçonte de la facilité, des grands ſuccès, de l'immenſité de Commerce, & du grand concours des Négocians de Lima, du Pérou & des Eſpagnols arrivés par les Galions à la célébre Foire de Porto-bélo, où ſe faiſoit autrefois toutes les affaires de ces Royaumes. On chargeoit ordinairement ſur les Flottes pour la terre ferme, pour la valeur de huit, dix ou douze miliòns de Piaſtres en Marchandiſes d'Europe de toutes ſortes; & ces Flottes rapportoient en rétour

pour

pour trente à quarante milions de Piaſtres en Or, Argent, Laine de Vigogne, Cacao & fruits précieux de ces Royaumes. Les Vaiſſeaux alloient en droiture à Carthagêne, où l'on débarquoit une quantité ſuffiſante de Marchandiſes pour la conſommation de cette Province & pour la nouvelle Grenade. La Flotte continuoit ſa route à Porto-bélo, où les députés du Commerce de Lima joints à ceux d'Eſpagne fixoient les prix des Marchandiſes reſpectives, eu égard à l'abondance où à la diſéte connue où prévue de celles du Pays, & à la quantité de celles d'Eſpagne.

Il arrivoit quelquefois que des Négocians gagnoient ſur des Marchandiſes d'un prix & d'une qualité des plus communes, juſqu'à cinq cens pour cent, mais le bénéfice ordinaire & aſſuré de ces Voyages étoit de cent pour cent. Il arrivoit ſans doute auſſi ce qu'on éprouve encore tous les jours dans le Commerce des Colonies de l'Amérique : les Négocians faiſoient ſur les différens prix des ventes, pour les prochaines expéditions des ſpéculations très juſtes, mais que l'événement déconcertoit preſque toujours. On croioit que les articles qui par leur rareté s'étoient le mieux vendus, ſe ſoutiendroient encore chers. Le ſuccès des envoys faits ſur ce fondement étoit aſſuré, ſi tous les Négocians n'avoient pas fait le même raiſonnement. Tous ſuivant la même idée ſans ſe communiquer, faiſoient les mêmes chargemens, ce qui établiſſant en Amérique une grande abondance, étoit cauſe que les articles qui avoient eu le plus de faveur au Voyage précédent, ſe vendoient fort mal à celui d'après. Un habile Négociant prévoit cet inconvénient, & ſe réjette dans ce cas, ſouvent avec un grand ſuccès, ſur les articles dont il y a eu le plus d'abondance au précédent Voyage. Mais ce qui eſt alors un bien où un mal pour le Négociant, eſt étranger à l'intérêt général du Commerce de l'Etat, qui conſiſte à faire ſeul ſon Commerce ſans la concurrence de la Contrebande.

Les échanges qui ſe faiſoient à Porto-bélo pour la valeur de trente & de quarante milions de Piaſtres, étoient ſi rapides, que les Galions faiſoient toujours leur rétour dans l'année. La fixation des prix des Marchandiſes reſpectives qui ſe faiſoit par les députés des Négocians ſur les Factures & de ſimples états, contribuoit beaucoup à la rapidité des échanges. Les Négociations ſe faiſoient ſur le pied de cette fixation, & la confiance étoit ſi ſolidement établie, la bonne foy ſi reſpectée, qu'on n'ouvroit n'y les Caiſſes d'Argent, ni les Balots; & s'il ſe gliſſoit quelque erreur, elle étoit toujours réparée ſans difficulté au premier Voyage.

La Contrebande qu'on commenca à introduire par la Baye de Baſtimentos, voiſine de Porto-bélo, ayant fait les plus grands progrès, la Foire a ſucceſſivement perdû de ſon activité en proportion juſques à un entier dépériſſement. D'un côté les Galions ont porté beaucoup moins de Marchandiſes, & de l'autre, leurs rétours ſont toujours dévenus plus lents, au point qu'après des Voyages de plus de trois années, on a pris le parti de ſupprimer la Flôte & les Galions, & de les remplacer par des Vaiſſeaux de Régître ſans fixer leur départ; ce qui ne paroit pas être cependant une forme établie pour toujours.

Le Commerce de la nouvelle Eſpagne ſe faiſoit par des Flôtes expédiées pour la Véra-crux. Les rétours qui ſe faiſoient auſſi dans l'année, étoient ordinairement de dix à quinze milions de Piaſtres. Ce commerce a infiniment perdû, non ſeulement par la Contrebande, mais auſſi par le verſement qui s'y fait tous les ans des Marchandiſes des Indes, que le Vaiſſeau d'Acapulco apporte des Philippines; ce qu'on pourroit régarder en l'état comme une branche de Commerce très déſtructive, qu'il eſt facile cependant de tourner entièrement à l'avantage de l'Eſpagne. Les rétours des Flôtes ſont dévenus moins riches, & les expéditions plus lentes, ainſi que les rétours & les expéditions des Vaiſſeaux de Régître de Campêche, Tabaſco & Honduras, qui ſont du Commerce de la nouvelle Eſpagne. Tous ces Vaiſſeaux ſouffrent par les mêmes cauſes dans leurs expéditions & dans leurs Voyages, ainſi que les Vaiſſeaux de Buenos-ayres, de St. Marthe, de Cuma, & des Caraques, le même dommage que le reſte du Commerce de l'Amérique.

On rémédieroit ſans doute à une partie d'un ſi grand mal, par l'établiſſement de Magaſins aſſortis de denrées & de Marchandiſes d'Europe, dans les endroits des côtes les plus fréquentées par les fraudeurs, où les Habitans pouroient trouver à un bon prix, tout ce qui leur ſeroit néceſſaire pendant l'intervale d'un voyage à l'autre. Il faut oppoſer l'importation légitime à l'introduction illicite. Le Commerce clandeſtin trouvant le Pays rempli de Marchandiſes, tomberoit de lui-même, ſurtout ſi on avoit ſoin d'entretenir les Marchandiſes à un prix qui laiſſe peu de bénéfice à faire ſur la Contrebande; ce qui doit être d'autant plus facile, que le Commerce clandeſtin ne peut ſe ſoutenir que par des bénéfices très conſidérables & fort au-deſſus du cours ordinaire du profit que donne le Commerce permis. L'introduction illicite diminuant néceſſairement par ce moyen, les Vaiſſeaux ſe ſuccéderoient ſans faire de tort aux ventes les uns des autres, les rétours ſeroient plus prompts, & il n'eſt pas douteux qu'il faudroit bientôt doubler les importations

tations en Amérique, & par conſéquent la Navigation. Chaque voyage donneroit peut-être moins de bénéfice; mais le Négociant en ſeroit bien dédommagé par la promptitude du rétour qui le mettroit en état de faire trois expéditions contre une: & un profit modéré & ſouvent répété, eſt le profit le plus ſur & le plus ſolide que le Commerce puiſſe donner.

Cet établiſſement, que l'Eſpagne peut aiſément faire par des combinaiſons fort ſimples avec le ſecours de quelques Négocians de Cadix, formé à la ſuite des précautions qui non ſeulement rendent le Commerce clandeſtin très dangereux, pour la vie ou la liberté des fraudeurs, mais encor très diſpendieux, ne ſauroit manquer d'avoir le plus grand ſuccès. Il ſeroit peut-être même néceſſaire pour s'en aſſurer plus infailliblement, que le Gouvernement accorda des éxemptions de Droits ſur les Denrées & Marchandiſes exportées pour l'entretien des Magaſins établis, & ſur les rétours qui en ſeroient faits, juſqu'à concurrence d'une quantité déterminée; ce qui rapprocheroit aſſés les prix des Marchandiſes permiſes, de ceux des Marchandiſes de Contrebande par le ſeul effet de la concurrence. Pour indemniſer les Finances, le Roi pouroit prendre pour ſon compte la moitié ou les trois quarts de cette branche de Commerce, dont la conduite ſeroit confiée à des Négocians; & pour qne le Cours ordinaire du Commerce de Cadix n'en ſouffrit aucune atteinte, on pourroit également régler & déterminer la quantité de Denrées & de Marchandiſes qui ſeroient introduites dans l'Inde par cette voye, & en fixer les prix à la vente. Cette Branche de Commerce tiendroit ſans doute par ſes Privilèges & par ſon bénéfice, un peu des avantages du Commerce clandeſtin & en auroit peut-être quelques inconvéniens: Mais ces inconvéniens n'intéreſſeroient que fort peu le Commerce, qui en ſeroit bien dédomagé par de plus grandes, de plus fréquentes, & de plus promptes expéditions. A l'égard des Finances, ce Commerce prenant la place du Commerce clandeſtin, une partie du bénéfice de ce dernier rentreroit dans le Cours ordinaire du Commerce Nationnal, & l'autre ſeroit au profit des Finances.

On a vu avec quelle promptitude ſe faiſoient autrefois les expéditions des Flôtes & des Galions, leurs rétours, & les prodigieux bénéfices de ce Commerce, avant qu'il eut reçu les premières atteintes du Commerce illégitime. Ce ſont ces bénéfices inmenſes qui ont fait naître le Commerce clandeſtin: & les moyens que l'Eſpagne a emploiés pour le détruire, n'ont ſervi qu'à lui donner ſans ceſſe de nouveaux accroiſſemens. On n'en a emploié que deux juſqu'àpréſent, la force, la vigilance des Gardes-Côtes,

la fidélité des Officiers, & les rétards des expéditions des Flôtes, des Galions, & des Vaiſſeaux de Régître. Les rétards des expéditions de Cadix, n'ont ſervi qu'à mettre un plus haut prix à la Contrebande; les fraudeurs en ont profité pour en introduire davantage. Ils ont calculé les forces des Gardes-Côtes, & l'augmentation de leurs bénéfices les amis en état de faire leur Commerce avec des forces ſupérieures, & de ſoutenir d'ailleurs les fraix de corruption. Il faut donc régarder la diminution des bénéfices du Commerce illégitime, comme la cauſe infaillible de ſa déſtruction, & les moyens propres à aſſurer cette diminution, comme ceux qui méritent le plus d'attention.

Si le Commerce clandeſtin n'étoit pas entièrement détruit par le concours des différentes précautions qu'on a propoſées ci-deſſus, il ſemble qu'une plus grande liberté, peut-être même une liberté entière dans les expéditions de Cadix, lui porteroit le dernier coup, & achéveroit de l'anéantir ſans rétour. D. Bernardo de Ulloa réjette cette liberté, ainſi que le projet de réduire le Commerce de l'Amérique en Compagnies. Il régarde avec raiſon les Compagnies comme des établiſſemens déſtructifs du Commerce, & comme un Menopole ruineux. A l'égard de la liberté, il n'y oppoſe aucune raiſon ſolide; & ſon projet d'expédier régulièrement tous les ans la Flôte, les Galions & les Vaiſſeaux de Régître, avec une quantité déterminée de Denrées & de Marchandiſes, n'eſt appuié que ſur des raiſons qui doivent faire préférer la liberté qui paroit n'avoir contre elle que la force d'un préjugé qu'un ancien uſage a introduit. Nous ne dévons pas croire que quelques connoiſſances locales s'oppoſent à la liberté du Commerce des Indes-Occidentales, comme on le prétend en France à l'égard d'une partie du Commerce du Levant. L'auteur Eſpagnol n'auroit pas manqué d'y inſiſter. Il a ſenti la néceſſité de faire les mêmes expéditions tous les ans, mais il n'a pas fait attention qu'il n'eſt pas moins important de ne pas limiter les exportations; que les limites ne ſervent qu'à les reſſerrer, & reſſerrent également le montant des rétours, toujours ſuſceptibles d'une plus grande étendue en Amérique, où les Colonies reçoivent ſans ceſſe de nouveaux accroiſſemens, en proportion de la quantité de Denrées & de Marchandiſes d'Europe qu'on y importe.

Le Commerce des Colonies Eſpagnoles a-t-il rien qui le diſtingue de celui des autres Colonies Européennes de l'Amérique? N'eſt ce pas le même Commerce dans ſes effets & dans ſon objet, que celui que les François, les Anglois & les Hollandois, font dans la même partie du Monde? L'intérêt

térêt Général de l'Eſpagne dans ce Commerce eſt, comme celui des autres Nations qui ont des Colonies, d'exporter beaucoup de Denrées & de Marchandiſes d'Europe, & d'en importer beaucoup de celles de l'Amérique. Tout arrangement œconomique dans ce Commerce qui ne frappe pas à ce but, n'a que des fondemens ruineux & doit être réjetté. La maxime générale du Commerce qui veut qu'un Etat exporte beaucoup & importe peu, n'eſt point celle du Commerce qu'on fait avec l'Amérique. Toutes les Nations qui y ont des Colonies, ne ſauroient en recevoir trop de Denrées, par la richeſſe de leur réexportation en Europe: & plus on y importe de Marchandiſes & de Denrées, plus on en exporte; & plus on ſe procure de riches réexportations. Ce ſont là les avantages que la France, la Hollande & l'Angleterre ſe ſont procurés en Amérique par la liberté de cette Navigation, après avoir éprouvé les mauvais ſuccès & les inconvéniens de tout ce qui gêne ce Commerce.

D. Bernardo de Ulloa, pour réjetter ou réſtraindre infiniment cette liberté, ne lui oppoſe que l'exemple des malheurs que quelques Négocians de St. Malo éprouvérent dans la Mer du Sud pendant la Guerre de ſucceſſion. Les Indes Eſpagnoles entrérent alors en Commerce avec l'Etranger pour les beſoins de leur conſommation; & ce parti étoit preſque indiſpenſable dans ces circonſtances. Quelques Vaiſſeaux de St. Malo profitérent de ce temps de déſordre pour paſſer à Lima par le détroit de Magellan: comme le Pays étoit dépourvu de Marchandiſes, ils firent ſur celles qu'ils y portérent des profits incroiables, gagnérent juſqu'à huit cent pour cent. Le bruit qui s'en répandit, excita tellement l'empreſſement & l'avidité des autres Armateurs, que plus de deux cent Vaiſſeaux Marchands paſſérent à Callao de Lima, & aux autres Ports du Pérou, ſans qu'il y eut entre l'arrivée des uns & des autres, ſeulement l'intervale du tems néceſſaire pour décharger leurs Marchandiſes: elles s'y accumulérent parlà de telle ſorte, que le prix en baiſſa même au-deſſous de ce qu'elles coûtoient dans la Fabrique; les Marchands du Pays qui avoient acheté les premiers à des prix éxhorbitans, perdant par cette diminution plus des trois quarts à la vente, furent obligés de faire banqueroute: ceux qui avoient des fonds de reſte, ceſſérent d'acheter, craignant que les Marchandiſes ne vinſſent à baiſſer encore davantage; enſorte que quelques uns des Marchands François ne trouvant point à vendre, brulérent partie de leur cargaiſon, plûtôt que de la rapporter en France, où à leur arrivée ils firent auſſi banqueroute.

D. Bernardo de Ulloa auroit pu rappeller beaucoup d'autres événemens à peu près ſemblables, arrivés dans d'autres branches de Commerce; mais il n'auroit pas dû citer celui-ci comme un éxemple d'inconvéniens & de malheurs capable d'engager un Etat dans des établiſſemens qui détruiſent la liberté. Ce qui arriva alors dans le Commerce des Indes Eſpagnoles, eſt preſque toujours arrivé à la ſuite d'une Guerre dans le Commerce des autres Colonies Européennes de l'Amérique, & dans celui de la Côte d Afrique. La même choſe arrive en Europe, dès qu'il ſurvient dans un Etat, une diſéte, ſoit de Denrées ſoit de Marchandiſes. La diſéte même attire bientôt la plus grande abondance, lorſque le Commerce eſt libre; & à l'égard des Négocians, ce Commerce n'eſt ordinairement lucratif, que pour ceux qui ont aſſés de vigilance & d'habileté pour faire les premiers envois, & la ſage prévoiance de ne pas différer leurs ventes dans l'eſpérance de faire de plus grands bénéfices. Qui ne voit que dans ces cas la diſéte eſt un mal que la liberté du Commerce répare promptement; que l'excès de concurrence que la diſéte attire bientôt, n'a & ne peut avoir d'inconvéniens que pour quelques Négocians imprudens ou trop avides, mais qu'il réſulte toujours infailliblement de l'excès même de la concurrence qu'attire la diſéte, un avantage réel, & pour l'Etat qui approviſionne, & pour celui qui eſt approviſionné? L'un reçoit abondament tout ce qui lui eſt néceſſaire, l'autre ſe débaraſſe de ſon ſuperflû. D'ailleurs cette opération qui n'eſt jamais que momentanée, eſt elle même la cauſe qui remet le Commerce dans ſon niveau, & qui lui fait reprendre ſon cours ordinaire; & le cours ordinaire du Commerce ne donne que des bénéfices modérés, & ne paye l'induſtrie qu'autant qu'il eſt néceſſaire pour l'animer & l'entretenir dans ſon activité naturelle. Le Commerce a ſes orages qui ſe forment dans des tems de trouble, dans des événemens publics, quelquefois in attendus & d'autrefois trop prévus. Mais il ne ſauroit en réſulter un mal public & permanent pour aucun Etat, qu'autant qu'on voudroit les prévenir par des réglemens qui détruiroient en général la liberté du Commerce. Les révolutions continuelles ſur les prix des Denrées & des Marchandiſes, occaſionnées par les viciſſitudes de l'abondance & de la diſéte; les viciſſitudes dans le goût des acheteurs; la mauvaiſe foi des débiteurs; leur impuiſſance forcée; les événemens de Guerre & de Paix; les playes dont le ciel afflige de tems en tems quelque partie de la terre; & les naufrages, ſont des accidens naturels au Commerce. Vouloir les prévenir par des loix, qui gênent la liberté, c'eſt lui ôter les reſſources qu'il a dans l'induſtrie & le génie des Négocians, pour ſe relever.

L'Exemple

L'EXEMPLE de ce qui arriva pendant la Guerre pour la ſucceſſion, aux Négocians de St. Malo dans la Mer du Sud, bien loin de contredire la liberté du Commerce, parle en ſa faveur. Tout le Monde ſçait à quel point leurs prémiers envois furent heureux pour leur Pâtrie, puiſqu'ils délivrérent leur Souverain en lui prêtant trente milions, du joug humiliant qu'on vouloit lui impoſer aux conférences de Gertruidemberg. Ces trente milions ne ſervirent pas peu à aſſurer la Couronne d'Eſpagne à la maiſon de Bourbon. Les Négocians qui, ſuivant le recit de D. Bernardo de Ulloa, ſe ruinérent dans les envois ſuivans à la Mer du Sud, où qui du moins perdirent beaucoup, ne rendirent pas ſans doute un ſervice ſi brillant à leur Patrie. Ils la ſervirent cependant infiniment par une grande exportation de ſes manufactures: l'Etat gagna moins, parcequ'ils perdirent; mais l'Etat gagna une augmentation conſidérable de numéraire: ils animérent, il ſoutinrent ſon induſtrie, & donnérent de l'activité à ſa circulation.

IL eſt indifférent de prendre cet exemple en France ou en Eſpagne. On ſent bien que les Négocians de Cadix ou de Séville, auroient pu faire les mêmes opérations & procurer à l'Eſpagne les mêmes ſecours & les mêmes richeſſes, ſoit en s'enrichiſſant eux mêmes, ſoit en s'appauvriſſant par leur trop grande précipitation. C'eſt ce qui eſt arrivé en France dans la dernière Paix d'Aix la Chapelle. Les Denrées de l'Amérique étoient à un bas prix dans ſes Colonies, & celles d'Europe y étoient fort chères. Les premiers Vaiſſeaux expédiés des Ports de France profitérent de cette ſituation, & ceux qui ſuivirent donnèrent les uns le pair, & les autres de grandes pertes, mais l'exportation, l'importation & la réexportation furent immenſes, extrémement rapides, & firent rentrer en peu de tems dans le Royaume, les milions que la Guerre en avoit fait ſortir. Toutes les Manufactures, toutes les ſortes d'induſtrie recouvrérent promptement leur ancienne vigueur, & la circulation réprit ſa première activité, au point de donner au Gouvernement la facilité d'établir une Caiſſe d'amortiſſement de plus de trente milions par année, pour rembourſer les Capitaux des dettes publiques, exemple nouveau pour la France; & enfin l'argent tomba dans peu à 4. p. %. Les Négocians qui perdirent alors dans le Commerce de l'Amérique, où qui manquérent d'y gagner, enrichirent l'Etat. Le Gouvernement eut la ſageſſe de régarder cette révolution comme utile & paſſagère, le Commerce réprit de lui même aſſés promptement ſon calme ordinaire & ſon cours naturel, qui conſiſte dans l'importation aux Colonies de la quantité à peu près exacte de Denrées & de Marchandiſes d'Europe que ces Colonies peuvent conſommer, & dans l'exportation générale de toutes leurs

leurs productions. Il y a une balance reſpective dans le Commerce de l'Europe avec l'Amérique, qui lorſque le Commerce eſt libre, ne varie qu'autant qu'il eſt néceſſaire pour donner lieu à différentes ſpéculations, & pour animer le Commerce & le ténir en activité.

On a obſervé cependant que ce Commerce reçoit ſans ceſſe de nouveaux accroiſſemens, qui ſont plus ou moins ſenſibles en proportion du bon régime dans le quel on tient, non le Commerce qui ne demande que de la liberté, mais les Colonies. Il y a toujours en Amérique de quoi défricher ou améliorer. Le luxe que le Commerce introduit chez les Habitans, l'occaſion qu'il leur préſente ſans ceſſe de ſe procurer par les fruits de leurs terres, toutes les commodités de la vie, eſt le ſeul motif qui les excite au travail, & à rendre les Colonies toujours plus riches en productions. C'eſt l'effet naturel de la liberté du Commerce, dont les ſuccès ſeroient plus rapides, ſi on y ajoutoit dans les Colonies, la ſageſſe & la douceur d'une bonne adminiſtration.

On ne doit donc pas craindre l'abondance des Denrées & des Marchandiſes d'Europe dans les Indes Eſpagnoles, importées par les Vaiſſeaux Eſpagnols, mais l'abondance de celles que le Commerce clandeſtin y introduit. Indépendament de ce que l'abondance des envois de la Nation excitent néceſſairement plus de travail & d'améliorations chez les Habitans, cette abondance ſert infiniment à reſſerrer celle du Commerce clandeſtin. Il eſt donc évident que limiter le nombre des Vaiſſeaux qui s'expédient à Cadix, le montant de leurs Cargaiſons, & mettre de longs intervales d'une expédition à l'autre, c'eſt ſoutenir ou encourager le Commerce illégitime; c'eſt lui laiſſer toujours une plus grande partie des Colonies à approviſionner. Il ne ſeroit pas aiſé de diſtinguer, à l'égard du Commerce, les Colonies Eſpagnoles, de celles des François, des Anglois & des Hollandois, de manière à trouver dans cette diſtinction, un principe ſolide & inconteſtable ſur le quel ou puiſſe établir une forme de Commerce diamétralement oppoſée. Mais il eſt facile de voir que ſi la Navigation aux Indes Eſpagnoles étoit livrée à la ſeule ſpéculation des Négocians d'Eſpagne, comme elle l'eſt en Angleterre, en France & en Hollande, à l'égard de leurs Colonies reſpectives, cette Navigation ſeroit triplée en peu de tems. Les Négocians emploieroient de plus petits navires, leurs bénéfices ſeroient modérés, quelquefois nuls, mais leurs voyages ſeroient fréquens & leurs rétours fort prompts. Les risques de l'abondance, où d'une trop grande concurrence, ne les embaraſſeroient pas plus, que les Négocians François le ſont, pour les éviter

ou

ou les prévenir aux différentes Iſles Françoiſes. Les uns confieroient leurs Vaiſſeaux à des Capitaines géreurs, d'autres les conſigneroient à des maiſons de Commerce déjà établies, ou qui s'établiroient bientôt; leurs Vaiſſeaux y feroient échelle, & ils n'éprouveroient jamais d'autre inconvénient, que celui d'être obligés quelquefois à plus de relâche; à faire un voiyage un peu plus long; à laiſſer une partie de leur Cargaiſon invendue pour en faire le rétour dans un ſecond voyage, & à prendre du fret; ainſi que cela arrive fréquemment aux Colonies Françoiſes. Le but du Négociant eſt de gagner peu, mais de gagner promptement. La concurrence deviendroit peut-être très conſidérable, le Négociant en ſouffriroit quelquefois, mais il en réſulteroit un grand bien pour l'Etat. Le bas prix des Marchandiſes que la concurrence feroit néceſſairement tomber, en étendroit ſûrement les conſommations, & en feroit faire un plus grand débit. Les Négocians gagneroient peu dans chaque voyage, quelques uns perdroient, mais le Commerce de l'Etat ne ceſſeroit de s'étendre & de l'enrichir.

La Navigation d'Acapulco aux Iſles Philippines, tient beaucoup des inconvéniens du Commerce illicite. Il y a des moyens ſurs, non ſeulement de rémédier à ſes inconvéniens, mais encore d'étendre infiniment cette branche de Commerce, & de la rendre l'une des plus riches & des plus avantageuſes de tout le Commerce d'Eſpagne. Cet article exige du détail & ſon intérêt lié avec celui du Commerce en général, mérite un extrême attention.

Lionel Waffer, Voyageur Anglois, dont ou loue l'exactitude, qui parcourut la nouvelle Eſpagne en 1678, vante également la beauté, la richeſſe de la ville de Mexico, le nombre de ſes habitans, leur luxe & leur Commerce. On y comptoit alors plus de quatre cens mille habitans ſans y comprendre les enfans, Mexico étoit dans l'abondance de tout ce qui peut ſervir au luxe & aux béſoin de la vie. Outre la prodigieuſe fertilité du pays, il y arrivoit tous les ans par la Vera-crux la charge de deux Galions d'Eſpagne, d'une Frégate légère & de plus de quatre-vingt Vaiſſeaux Marchands, aſſortie de tout ce qu'il y avoit de plus précieux en Europe. D'un autre côté une Flotte qui partoit régulièrement tous les ans des Philippines, lui apportoit les raretés de la Chine, du Japon, de l'Indouſtan & de la Perſe, par le port d'Acapulco; enſorte que Mexico jouiſſoit continuellement de toutes les richeſſes de l'Europe & des deux Indes, par le port de Vera-crux ſur la Mer du Nord, & par celui d'Acapulco ſur la Mer du Sud.

ACAPULCO, dans la Province de Mexico, eſt a quatre vingt lieuës de Mexico, ſur le bord de la Mer du Sud, a peu près au même éloignement de Mexico, que le port de la Vera-crux.

CETTE place a l'avantage de ſervir d'entrée aux richeſſes des Indes Orientales & des parties Méridionales de l'Amérique, qui viennent tous les ans à Acapulco par les Vaiſſeaux des Philippines & du Pérou.

ACAPULCO eſt ſitué au pied de pluſieurs montagnes fort hautes, dans un terrein ſtérile & très mal ſain, & par cette raiſon n'eſt habité par les Négocians Eſpagnols, que dans le tems que dure le Commerce avec les Vaiſſeaux des Philippines & ceux du Pérou. C'eſt ce Commerce & l'excellence du Port, qui ont rendu célébre Acapulco, qui ſans cela ne mériteroit pas le nom de ville, & qui lui ont fait donner le nom de première foire de la Mer du Sud & d'échelle de la Chine. Les Vaiſſeaux du Pérou qui apportent des Marchandiſes de Contrebande, y vont mouiller, pour les vendre au port Marquis, qui eſt a une lieüe d'Acapulco.

L'ESPAGNE a voulu favoriſer ſes Manufactures par une loi qui défend l'importation des étoffes de ſoye de la Chine & de l'Aſie. Don Géronimo de Uſtaris ſe plaint cependant de ce que malgré cette défenſe faite ſous des peines très rigoureuſes, les François, les Anglois & les Hollandois les introduiſent ſous prétexte que ce ſont des Marchandiſes du Levant ou de leur Fabriques. Il voudroit qu'on rénouvellât cette ordonnance, & qu'on l'étendit ſur toutes ces eſpèces de Marchandiſes, dans quelque partie du monde qu'elles ſoient faites ou imitées; mais les traités rendent ces défenſes impraticables en Europe.

ON réconnut en 1718. que le Commerce d'Acapulco avec les Philippines, portoit un grand préjudice à celui d'Eſpagne par l'introduction des étoffes de ſoye de la Chine & des autres pays de l'Aſie; & le Roi ordonna que le Vaiſſeau qui alloit tous les ans d'Acapulco aux Philippines, ne rapporteroit pas d'autres Marchandiſes que des Toiles, des Porcelaines, de la Cire, du Poivre, de la Canelle, & du Girofle; toutes Denrées que l'Eſpagne ne fournit pas a ſes Colonies, & les étoffes de ſoye de la Chine & de l'Aſie furent prohibées.

CE Commerce fut de nouveau réglé en 1720. On permit de faire partir tous les ans d'Acapulco pour les Philippines, deux Vaiſſeaux de cinq cens Tonneaux

Tonneaux chacun, au lieu d'un ſeul. On fixa la valeur des rétours de chacun à trois cens mille Piaſtres qui ne ſeroient employées qu'en or, en Canelle, en Morfil, Cires, Porcelaines, Poivre, Girofle, Toiles unies & peintes, Soyes torſes & écrues, Cordages & autres Marchandiſes qui ne ſeroient point fabriquées avec la Soye. On défendit ſous les plus grandes peines pour l'avenir, toute étoffe de ſoye de Chine, ou des Indes, Pequins, Gourgourans, Satins, Brocards d'Or ou d'Argent, Broderies, Bas, Ceintures, enfin tout tiſſu quelconque fait avec de la ſoye.

Le tour du Globe parut un prodige, lorsque les Eſpagnols ſous la conduite de Magellan, & enſuite ſous celle de Sebaſtien Cano, ſe rencontrèrent avec les Portugais aux Philippines & aux Moluques. Magellan découvrit en 1519. pour l'Eſpagne le détroit qui porte ſon nom, entra le premier dans la Mer du Sud, découvrit les Iſles Mariannes & une des Philippines où il mourut; & ſes Compagnons, après ſa mort, s'établirent à Tidor, la principale des Iſles Moluques où croiſſent les plus précieuſes épiceries. Les Portugais ne s'attendoient pas que les Eſpagnols feroient par la Mer du Sud une partie du Tour du Globe, & arriveroient aux Indes Orientales par la Mer Orientale, pendant qu'ils faiſoient le tour de l'autre partie par le Cap de Bonne-Eſpérance, & qu'ils ne pouvoient arriver aux Indes que par l'Occident.

Les Hollandois ſçurent dans la ſuite s'emparer des Moluques, mais l'Eſpagne a conſervé les Philippines. Ces Iſles ſont a la tête de l'Aſie & adjacentes à la Chine & au Japon. Le Roi d'Eſpagne y entretient des Officiers & des Garniſons, & toutes les Nations des Indes y envoyent des Marchandiſes.

L'Espagne peut donc facilement partager par les Iſles Philippines dont la propriété ne peut lui être Conteſtée, les richeſſes du Commerce des Indes Orientales, avec les Compagnies des Indes de Hollande, de France, d'Angleterre, de Suède & de Dannemarck; & ce Commerce que l'Eſpagne peut étendre à ſon gré, contribueroit infiniment à l'augmentation de ſa puiſſance, ſi elle ſe livroit a ce Commerce ſur de bons principes. Sa concurrence nuiſible aux Compagnies des Indes Européennes, feroit un bien infini au Commerce de l'Europe en général, en y faiſant tomber à un plus bas prix toutes les Marchandiſes des Indes, par une augmentation de concurrence dans ce Commerce (*a*). Il

(*a*) On trouvera les avantages que l'Eſpagne pourroit ſe procurer en réuniſſant le Commerce des deux Indes, dans le Chapitre *des Compagnies*.

Il ne faut pas douter que les Vaiſſeaux qui reviennent des Philippines à Acapulco, ne rapportent des étoffes de ſoye, malgré les prohibitions & tous les ſoins qu'on peut donner à ce Commerce, attendu le prodigieux bénéfice que donne l'introduction de ces étoffes, qui excite ou fait naître une induſtrie ſupérieure à la ſageſſe & à la ſévérité des loix. Mais ſi les précautions qu'on a priſes pour exclure cette branche du Commerce des Philippines avec Acapulco, permettent de la régarder comme détruite, ou tellement affoiblie qu'elle mérite peu d'attention; le Commerce licite qui ſubſiſte, & qui, à l'exception des étoffes, introduit tous les ans dans les Colonies Eſpagnoles pour des milions de toutes ſortes de Marchandiſes des Indes, porte encore un aſſés grand préjudice au Commerce d'Eſpagne, pour éxiger des réglemens bien différents de ceux qu'on a faits juſqu'à préſent.

Il eſt certain que les Européens envoyent par le Cap de bonne Eſpérance aux Iſles Philippines, des Camélots, des Draps, des Serges, des Chapeaux, des Bas de Laine, des Criſtaux, des Dentelles de Flandre, & des Perpétuanes que les Eſpagnols achettent & tranſportent dans la Mer du Sud. Ces articles ne ſont point compris dans les prohibitions concernant le Commerce d'Acapulco avec les Philippines: Cependant ils prennent la place d'une partie ſemblable des mêmes Marchandiſes qui doivent être envoyées de Cadix à la Mer du Sud, & le Volume de ces Marchandiſes envoyées ainſi aux Indes Occidentales par le Cap de bonne Eſpérance, diminue le Commerce & la Navigation de Cadix.

Lorsqu'on a fait des réglemens ſur le Commerce d'Acapulco aux Philippines, on n'a enviſagé que le ſeul intérêt des Manufactures d'Eſpagne, c'eſt-à-dire de Manufactures qui n'exiſtoient pas, où qui n'avoient que de très foibles Commencemens, & qu'il eſt impoſſible de rendre floriſſantes en Eſpagne, comme on le démontrera dans la ſuite. C'eſt ainſi qu'on a ſouvent ſacrifié des intérêts très importans à des progrès d'induſtrie qu'on ne doit point attendre, à des Manufactures qu'il eſt impoſſible d'éléver où de ſoutenir. La ſçience du Commerce a des maximes générales qui conviennent à toutes les Nations, & d'autres qui, au lieu d'être ſalutaires pour de certains pays, y ſeroient déſtructives. Les mêmes réglemens de Commerce qui rendent le Commerce floriſſant en Angleterre, ruineroiént celui de la Hollande. Les mêmes réglemens qui conviennent aux François, aux Anglois & aux Hollandois, ne peuvent convénir aux Eſpagnols & aux Portugais. La ſituation de l'Eſpagne & du Portugal, la nature de leurs poſſeſſions, leurs établiſſemens divers & la ſorte de richeſſes que ces Couronnes ont

ont à faire valoir, ne leur permettent pas de porter l'induſtrie de leurs ſujets ſur les mêmes objets: elles doivent l'animer & l'entretenir ſur les mêmes principes, c'eſt-à-dire par des encouragemens, mais elles doivent l'occuper différemment.

A l'égard du Commerce des Indes Orientales, on a donc défendu en Eſpagne une branche de ce Commerce qui devoit être permiſe, on a permis & autoriſé ce qui devoit être ſévérement défendu. On n'a conſideré que des branches de Commerce particulières, au lieu d'enviſager l'enſemble de toutes les branches, le Commerce général de l'état; car c'eſt une maxime de l'adminiſtration éclairée de tout état Commerçant, qu'on ne doit jamais favoriſer une branche de Commerce aux dépens du bien général, ou, ce qui eſt égal, aux dépens d'autres branches de Commerce plus avantageuſes à la Nation.

Il Réſulte des réglemens que l'Eſpagne a faits ſur le Commerce d'Acapulco aux Iſles Philippines, 1°. que l'Eſpagne s'eſt privée du bénéfice que lui donneroit le Commerce des ſoyeries des Indes Orientales; car elle s'eſt interdit à elle-même les avantages de ce Commerce: 2°. Qu'en permettant que les Philippines approviſionnent directement ſes Colonies de toutes les autres Marchandiſes des Indes Orientales, elle a d'un côté reſſerré elle-même dans des limités très étroites un Commerce fort riche, & de l'autre, elle en a abandonné la richeſſe à un petit nombre de ſes colons au préjudice de la Métropole; enſorte que le bénéfice de ce Commerce en l'état, eſt nul pour l'Eſpagne, & ne produit d'autres effets à ſon égard, que de lui porter un peu plus ou un peu moins de préjudice, ſuivant que ſes réglemens ſont bien ou mal exécutés, & qu'on introduit plus ou moins d'étoffes de ſoye de la Chine & des autres parties de l'Aſie. Ces étoffes & les toileries y prennent la place des étoffes & des toileries d'Europe qui s'expédient de Cadix; & produiſent dans les Colonies Eſpagnoles, les mêmes effets ruineux & deſtructifs du Commerce d'Eſpagne, que le Commerce clandeſtin des Anglois & des Hollandois.

A l'égard des autres Marchandiſes des Indes Orientales, telles que les Epicéries, l'or, le Morfil, la Porcelaine, &c. dont l'introduction aux Colonies d'Eſpagne n'attaque pas le débouché des Marchandiſes d'Europe, le Commerce d'Eſpagne n'a aucune part au bénéfice conſidérable que donnent ces Marchandiſes qui pouroient & dévroient être Expédiées de Cadix. C'eſt-là ce qu'exigéroit ſon intérêt, & cet intérêt eſt très important: on va le rendre ſenſible.

L'ESPAGNE dévroit donc défendre l'introduction de toutes les Marchandiſes des Indes Orientales généralement & ſans exception dans les Indes Occidentales par Acapulco, c'eſt-à-dire, interdire abſolument tout Commerce direct entre les Philippines & Acapulco. On ne doit point voir d'obſtacle à ce réglement dans l'intérêt des Manufactures. Cette branche de l'induſtrie eſt condamnée à reſter en Eſpagne dans des limités étroites, d'où l'intérêt général du Commerce ne permet pas de la faire ſortir, comme on le démontrera ſur l'article des Manufactures. Ainſi Acapulco, au lieu d'être, comme il l'a été juſqu'àpréſent, l'entrepôt des Marchandiſes des Indes Orientales, pour en approviſionner les Indes Occidentales, ne devroit être qu'un lieu déſert, un port interdit a toute Navigation, puiſque Acapulco par lui même n'eſt qu'un pays mal-ſain, inhabitable, ſans culture & ſans aucune ſorte de productions.

L'ETABLISSEMENT d'une Navigation directe de l'Eſpagne aux Iſles Philippines, ſeroit ſans contredit le moyen le plus ſûr qui ſoit au pouvoir de l'Eſpagne pour augmenter ſon Commerce & rendre ſa marine floriſſante. On a cependant régardé en Eſpagne, cette Navigation comme pernicieuſe & ſujette à des inconvéniens qu'on a crû ſans réméde. On ne conçoit pas ſur quels principes cette Navigation qui enrichit depuis ſi longtems les Nations qui s'y ſont livrées, ſurtout la Hollande, l'Angleterre & la France, a pû paroitre ruineuſe pour l'Eſpagne.

ON a prétendu que les Philippines étant le Magaſin général des étoffes de ſoye & de coton de toutes les Nations des Indes, & ces étoffes ayant une grande ſupériorité ſur celles d'Europe, par la beauté du travail & des couleurs, & ſurtout par leurs bas prix, l'Eſpagne en ſeroit bientôt inondée, & que ſes Manufactures qui n'en pouroient ſouténir la comparaiſon, en ſeroient infailliblement ruinées.

CETTE objection auroit ſans doute quelque poids, ſi l'Eſpagne avoit à craindre la déſtruction de ſes Manufactures: le Commerce des Indes Orientales auroit alors pour l'Eſpagne, les mêmes inconvéniens dont on ſe plaint en France & en Angleterre. Les Fabriques de l'Aſie nuiſent infiniment à celles de ces deux Nations. Quoique l'uſage des étoffes des Indes, ſoit prohibé en France & en Angleterre, il n'en eſt pas moins certain que ces étoffes & ces toiles prenant en Europe la place de celles de France & d'Angleterre, portent un grand préjudice à leurs Manufactures, en reſſerrant leurs conſommation. Cependant on ne peut point conſeiller à ces deux Nations

Nations de rénoncer à ce Commerce; parceque d'autres Nations le faiſant, il eſt de l'intérêt des Anglois & des François d'y participer, pour ne point achéter de la ſéconde main ce qu'ils peuvent avoir de la première à meilleur marché. Si ce mortif eſt ſuffiſant pour rendre utile & même néceſſaire à la france & à lAngleterre le Commerce avec l'Aſie, il faut convénir que ce Commerce ſeroit encore plus utile & plus néceſſaire à l'Eſpagne, qui fait une grande conſommation de toutes les Marchandiſes des Indes, & qui n'eſt point dans le cas d'en rédouter la concurrence, ni au dédans ni au déhors.

L'Espagne s'habille preſque uniquement d'étoffes étrangères: mais quand même elle parviendroit à acquérir des Manufactures de quelque conſidération, un Commerce direct avec les Philippines ſeroit encore un Commerce très riche & très utile. Avec un milion de Piaſtres, dit Don Bernardo de Ulloa, l'Eſpagne acheteroit aux Philippines ce qu'il lui en coûte quatre dans le Nord, dont les étoffes ſont moins belles & plus chères que celles de l'Orient: elle épargneroit donc trois milions de Piaſtres, & même attendu qu'à la Chine, l'Or ne vaut que neuf Piaſtres l'once, l'Eſpagne en y envoyant quatre milions de ſes Piaſtres à échanger contre de l'Or, feroit ſur cette ſomme un profit de 240000 Piaſtres, qui payeroit les Marchandiſes dont elle auroit beſoin. L'Eſpagne trouveroit encore dans ce Commerce un autre avantage qui ne mérite pas moins d'attention: elle rapporteroit une grande quantité de Denrées d'un Commerce utile avec un bénéfice aſſez conſidérable pour ſolder une grande partie de ſes achats en Europe; car rien ne l'empêcheroit de faire par la Mer du Sud, aux indes Orientales, un Commerce auſſi étendu, que celui que les autres Nations d'Europe y font par le Cap de bonne Eſpérance.

L'Espagne n'a pas toujours eu les yeux fermés ſur la richeſſe & l'utilité de ce Commerce. Il ſe forma une Compagnie de Négocians de Cadix & d'autres Ports d'Eſpagne en 1731, pour le Commerce des Philippines; cette Compagnie fut autoriſée par une déclaration qui lui permit de charger des étoffes de la Chine pour 50. Tonneaux par Vaiſſeau, à condition qu'elles ſeroient venduës à l'Etranger. La ville de Séville fut ſubſtituée immédiatement à cette Compagnie, & la permiſſion de charger des étoffes de la Chine fut ſuprimée par une déclaration de 1733, ſur le prétexte que quand même la condition de les vendre à l'Etranger ſeroit éxactement obſervée, le bien public ne gagneroit rien a cette permiſſion, qu'au contraire l'Eſpagne en vendant ces étoffes à l'Etranger, perdroit le profit de ſa main d'œu-

vre

vre ſur une pareille quantité qu'elle auroit Fabriquée, avec les ſoyes & le coton des Indes, & qu'elle auroit vendue. On crût encore que cette permiſſion pouroit cauſer un grand mal, en facilitant la Contrebande des Nations qui ont permis à leurs ſujets le Commerce de ces étoffes en même tems qu'elles leur en ont prohibé l'uſage. Ces établiſſemens n'étant ainſi formés que ſur de faux principes, la Navigation aux Philippines eſt reſtée bornée au Vaiſſeau d'Acapulco; c'eſt-à-dire dans les limites les plus étroites, & au lieu de ſe procurer une branche très riche, l'Eſpagne n'a conſervé qu'un commerce auſſi ruineux que le Commerce clandeſtin.

Le ſeul navire qui ait permiſſion de paſſer des Philippines a Acapulco, n'apporte qu'une cargaiſon de trois cens mille Piaſtres, dont partie conſiſte en ſoyes, Coton, Poil de Chameau, Porcelaines, Cire, Poivre, Canelle, Giroſle, Ivroire, Thé, Caffé, Gingembre & Drogues ſervant a la Médecine: le reſte de la cargaiſon eſt en étoffes de la Chine, malgré les défenſes. Cette partie d'étoffes eſt bien éloignée de ſuffire à la conſommation immenſe qui s'en fait à la nouvelle Eſpagne. Ainſi d'une part la prohibition des étoffes de la Chine eſt éludée, & de l'autre, le Vaiſſeau des Philippines ne pouvant ſeul introduire qu'une petite partie d'étoffes de la Chine, laiſſe aux Etrangers l'avantage de fournir à l'Eſpagne ces mêmes étoffes & des toiles de coton pour en aproviſionner en entier la nouvelle Eſpagne, car à cet égard les Etrangers éludent les prohibitions ſur des moyens aux quels l'Eſpagne peut rien oppoſer.

Les traités ne permettent point à l'Eſpagne de réfuſer les toiles & les étoffes que les Etrangers portent à Cadix provenant de leurs Fabriques. Or l'Etranger pour éluder les prohibitions à l'égard des toiles des Indes, introduit les toiles des Indes ſous le nom des toiles imprimées dans les Manufactures d'Europe; & à l'égard des ſoyeries, on introduit aiſément celles de la Chine ſous le nom des Manufactures d'Europe, tant parcequ'on en imite quelques unes en Europe, que parceque la Chine imite auſſi des étoffes d'Europe: enſorte qu'il n'y a point de toile, ni d'étoffe des Indes qu'on ne puiſſe introduire en Eſpagne ſous le nom de quelque Manufacture Européenne.

Il réſulte delà que les prohibitions ne ſont que nuiſibles à l'Eſpagne, puiſque les Etrangers en profitent pour introduire les mêmes Marchandiſes. Parlà les Eſpagnols livrent eux mêmes une branche de leur Commerce, très riche & très étendue, aux Etrangers. Les prohibitions & le défaut d'une Navigation directe d'Eſpagne aux Philippines, aſſurent aux Etrangers ſeuls le bénéfice de ce Commerce.

On

On a prétendu encore que la Navigation directe de l'Eſpagne aux Philippines, ruineroit le Commerce que ſes Galions font au Pérou & à Lima par la voye de Carthagêne & Porto-bélo, attendu la facilité que les Vaiſſeaux Eſpagnols auroient, d'y introduire les toîles & les étoffes des Indes par la Mer du Sud. Mais on n'a pas fait attention que les côtes de la Mer du Sud ſont très éloignées de la route que ces Vaiſſeaux doivent naturellement tenir; que la route d'Eſpagne aux Philippines la plus ſûre & où l'on rencontre le moins de Vaiſſeaux étrangers, eſt par le Cap de Horn, où par le détroit de Magellan, où par l'un des trois paſſages de Lemaire, Brovers ou de Laroche, qui ſont entre le détroit de Magellan & le Cap de Horn, terre déſerte appellée terre de Feu ou Auſtrale, où il y a de bons Havres, du bois, du gibier & des poiſſons en abondance; que de-là on fait voile par la pleine Mer, ſans toucher terre juſqu'aux Philippines, ſans paſſer à la vue des Moluques qu'on laiſſe a gauche, & même ſans s'arrêter aux Iſles Mariannes qui ſont voiſines, & qui appartiennent aux Eſpagnols. Par cette route la Navigation Eſpagnole dans l'Aſie commence par les Philippines d'Orient en Occident, au lieu que les autres Nations qui prennent par le Cap de bonne Eſpérance, n'arrivent aux Philippines qu'après avoir traverſé les Mers d'Aſie d'Occident en Orient.

Il ſeroit facile d'ailleurs à l'Eſpagne de prévenir tout Commerce de Contrebande à la côte de la Mer du Sud par les Vaiſſeaux Eſpagnols qui réviendroient des Philippines, en remettant ce Commerce entre les mains d'une Compagnie, & en formant l'établiſſement d'une Compagnie des Indes, telle que celles de France ou d'Angleterre, qui ſûrement ne permettroit jamais à ſes Vaiſſeaux de toucher à aucune des côtes des Indes Occidentales. Cet établiſſement ſeroit peut-être plus conforme aux véritables intérêts de l'Eſpagne, que la liberté accordée aux Négocians de tous ſes Ports, propoſée par Don Bernardo de Ulloa. Cette Compagnie pourroit être chargée de l'entretien des Garniſons, des Officiers & des Forts des Philippines, & de former quelques établiſſemens ſur les côtes de Magellan ou Terre de Feu, où les Vaiſſeaux pourroient ſe rafraichir au milieu de leur route, & ſe radouber dans le beſoin.

Don Bernardo de Ulloa prétend que toutes les Marchandiſes des Indes ſe trouvent aux Philippines à auſſi bon marché, que dans les lieux mêmes qui les produiſent. Mais s'il y a quelque déſavantage à en faire les achats aux Philippines, comme ou peut le préſumer à l'égard d'un grand nombre d'articles, il ſeroit facile à une Compagnie des Indes établie en Eſpagne;

de faire des Philippines le Commerce d'Inde en Inde, comme le font les Compagnies de Hollande, de France & d'Angleterre. L'Eſpagne ne doit pas craindre que les Hollandois vouluſſent entreprendre de la troubler dans ce Commerce, ſur le prétexte du traité de Munſter, dans le quel on ne doit trouver autre choſe de la part de l'Eſpagne, qu'une permiſſion accordée aux Hollandois de naviger à leurs poſſeſſions dans l'Inde. Il ſeroit difficile aux Hollandois de faire régarder cette permiſſion, comme une rénonciation de la part de l'Eſpagne à la Navigation d'Inde en Inde. Mais ſi on craignoit enfin que cette Navigation ſouffrit quelque difficulté, rien ne pourroit empêcher les Eſpagnols de faire le Commerce d'Inde en Inde, comme les Anglois & les Hollandois font le Commerce aux Philippines, qui leur eſt interdit; ils y viennent chercher les Piaſtres d'Eſpagne ſous le nom & ſous le pavillon des puiſſances Aſiatiques, dont ils frétent les Vaiſſeaux. Qui pourroit empêcher l'Eſpagne de ſe procurer de même toutes les Marchandiſes de l'Inde?

L'ETABLISSEMENT d'une Compagnie des Indes donneroit à l'Eſpagne de très grands avantages; elle approviſionneroit ſeule par Cadix toutes ſes Colonies, de Marchandiſes des Indes tirées de la première main; elle y gagneroit le bénéfice qu'y font ſur elle les François, & principalement les Anglois & les Hollandois; ainſi que celui que font ces Nations qui en introduiſent en Eſpagne pour ſa conſommation intérieure, qui eſt très conſidérable. Au lieu d'acheter pour des ſommes immenſes ces Marchandiſes d'une ſéconde main, elle auroit un ſuperflu très lucratif à répandre dans les marchés d'Europe. La Marine d'Eſpagne recevroit parlà des accroiſſemens de conſidération, & ce Commerce contribueroit infiniment à ſon rétabliſſement. Le Gouvernement pourroit éxiger d'une Compagnie qui ſeroit bientôt riche, les dépenſes néceſſaires pour fortifier les Iſles Philippines, tant contre les naturels du pays, que contre les entrepriſes des Nations Européennes. On verroit bientôt une partie du Commerce des Indes changer encore une fois de route, & en ſuivre une toute oppoſée à celle que lui firent prendre les grandes découvertes des Portugais. L'Eſpagne pourroit ſe procurer encore par le moyen de cette Compagnie, l'avantage d'avoir des forts ſur les côtes de Magellan pour la ſurété de ſes Ports dans la Mer du Sud, & d'empêcher qu'une autre Nation ne vienne ſe fortifier dans ces terres, & ne ſe rende par ce moyen Maîtreſſe de la communication des deux mers.

EN ſuprimant totalement la Navigation d'Acapulco aux Philippines, & en remettant cette Navigation entière à une Compagnie établie à Séville ou

à

à Cadix, l'Eſpagne ſubſtitueroit un Commerce riche, à une branche de Commerce qui ne ſert qu'a enrichir quelques Colons, & qui eſt priſe en entier ſur le Commerce de Cadix; car ſi ce Commerce eſt de ſix milions; c'eſt ſix milions de moins dans le Commerce de Cadix. L'Eſpagne jouiroit du bénéfice de la Navigation d'Acapulco aux Philippines, & les Négocians de Cadix auroient à Expédier de plus de Cadix à la nouvelle Eſpagne, les chargemens des Vaiſſeaux qui viennent des Philippines à Acapulco. Ainſi le Commerce de Cadix & ſa Navigation recevroient une augmentation conſidérable, indépendament des grands avantages pour l'Eſpagne, que préſente l'établiſſement d'une Compagnie des Indes qui, pour s'enrichir & enrichir l'Etat, n'auroit preſque d'autres dépenſes à faire, que les frais qu'exige une Navigation ordinaire. On ne peut douter enfin qu'une Compagnie des Indes établie ſur de bons principes, ne rendit bientôt l'empire d'Eſpagne plus reſpectable dans les deux Indes & en Europe.

Nous avons déjà obſervé que la ſçience du Commerce a des maximes générales qui conviennent à toutes les Nations, & d'autres qui au lieu d'être ſalutaires dans de certains pays, y ſeroient déſtructives. On doit élever, animer partout l'induſtrie, la ſoutenir & l'étendre ſur les mêmes principes. Mais la ſituation, le climat, les productions naturelles, n'étant pas les mêmes dans tous les pays, l'induſtrie doit y être portée ſur des objets différens. Les différentes branches de l'Art, ainſi que les productions de la nature, ſont diviſées à l'infini, mais toutes ne peuvent pas être cultivées partout avec les mêmes ſuccès. Presque toutes les ſortes de Manufactures ſont en France comme dans leur véritable patrie : la plûpart des matières premières y abondent, & par les ſoins d'une bonne adminiſtration, les Négocians y fourniſſent à un bon prix celles qui manquent. Il eſt facile de conſerver toujours les Manufactures dans un Etat, qui au lieu de mines d'Or ou d'Argent, a de vaſtes provinces, où l'on ne connoit pas d'autres Commerce que celui de la culture des terres & des Manufactures, où l'on ne peut point en faire d'autre. C'eſt ce qui tient éloignée la trop grande abondance du numéraire, qui en rendant chères toutes les choſes néceſſaires à la vie, fait infailliblement tomber les Manufactures par le prix exceſſif qu'elle met à la main d'œuvre. L'Angleterre a longtems joui des mêmes avantages, qu'elle commence à perdre par le numéraire exceſſif qu'elle s'eſt donné, bien plus déſtructif encore, que le numéraire réel. Les Anglois feront de vains efforts pour arrêter la décadence de leurs Manufactures, tant qu'ils laiſſeront ſubſiſter l'excès de leur numéraire fictif, & des impôts néceſſaires pour en ſoutenir le crédit. Les Hollandois, ſans Agriculture, parcequ'ils n'ont point

de terres à cultiver; occupés à faire la banque & le Commerce d'œconomie de toute l'Europe, en poſſeſſion de tout ce qu'il y a de plus riche dans le Commerce de l'Indouſtan, de la Chine & du Japon, ne pouvoient conſerver des Manufactures qu'un moment: ils adopteroient inutilement les maximes & les réglemens qui ſoutiennent en France les Manufactures dans un état floriſſant; l'abondance du numéraire dont leur Commerce d'œconomie, leur Commerce de banque & des Indes ont ſurchargé leur circulation, ne leur permettra de conſerver d'autres Manufactures, que celles qu'éxige l'entretien de leur Marine. Il faut obſerver ici que la conſtruction, cette ſorte de Manufacture qui par ſa nature ne peut leur échaper, eſt dévenue plus chère; on conſtruit plus chèrement en Hollande qu'ailleurs, le moindre ouvrier dans le chantier de la Compagnie des Indes coûte un florin, ce qui eſt dans les Ports de France, le ſalaire des ouvriers de la première claſſe. Les Hollandois s'en dédomagent un peu par leur attention à ſe procurer à bas prix la majeure partie des matières premières. Le Portugal peut bien plus facilement élever des Manufactures, & les conſerver peut-être un peu plus longtems, parcequ'il a une plus grande quantité de conſommateurs dépendans, & qu'il peut forcer une conſommation aſſés étendue. Mais le défaut d'un terrain aſſez vaſte pour l'Agriculture, & de matières premières, joint au numéraire de ſes mines que des Manufactures auroient bientôt accumulé; portéroit promptement les Manufactures au degré de cherté qui en rend la ruine infaillible, quelque précautions qu'on puiſſe prendre pour les ſoutenir.

L'Espagne tient à l'égard des Manufactures, de la ſituation de la France, de celles du Portugal, de la Hollande & de l'Angleterre. Elle a comme la France, un fonds riche & fort étendu pour l'Agriculture, propre aux productions naturelles les plus précieuſes, les plus néceſſaires & les plus agréables; elle a auſſi de vaſtes Provinces, où l'induſtrie pouroit être bornée à la culture des terres & aux Manufactures; mais elle a à rédouter en même tems, l'excès du numéraire & les mêmes cauſes qui ruinent les Manufactures en Hollande & en Angleterre, & qui ne permettent pas à une ſage adminiſtration d'en élever en Portugal.

Les Manufactures ont été pendant long-tems, ainſi que l'Agriculture, floriſſantes en Eſpagne. La beauté du climat, la prodigieuſe fertilité du terrain & les avantages de la plus heureuſe ſituation, tout invite en Eſpagne l'induſtrie, & l'induſtrie avoit en effet élévé l'Eſpagne au plus haut degré de puiſſance ſous les régnes de Ferdinand & d'Iſabelle, de Charles V. & de Philippe

Philippe II. par l'étendue qu'elle avoit donnée aux productions de la nature & de l'Art. Les cauſes qui ont détruit en Eſpagne l'Agriculture & les Manufactures, les efforts que le Gouvernement a fait pour les rétablir, les divers moyens qu'on a inutilement employés pour rappeller l'induſtrie, ceux qu'on pouroit employer avec ſuccès, & les limites que la ſituation de l'Eſpagne, que la nature même met aux progrès de l'induſtrie dans ce Royaume, ſont autant d'objets qui méritent d'être diſcutés, & qui intéreſſent toutes les Nations Commerçantes de l'Europe.

FERDINAND acquit par la conquête du Royaume de Grénade, ce que l'Eſpagne avoit alors de Manufactures, qui étoient le fruit de l'induſtrie des maures, & détruiſit en même tems presque entièrement le Commerce par l'expulſion des juifs. Une conquête plus importante; celle du nouveau monde, ranima bientôt l'induſtrie & le Commerce, & fit de l'Eſpagne ſous Charles Quint, & ſurtout ſous Philippe II, le plus riche Royaume de l'Univers. Pour ſe former une idée des richeſſes naturelles & d'induſtrie de l'Eſpagne à cette époque, il faut ſe rappeller les dépenſes énormes que firent en fort peu d'années Charles V. ſucceſſeur de Ferdinand & d'Iſabelle, & Philippe II. ſon fils. Charles V. toujours en voyage & toujours en guerre, répandit des ſommes immenſes en Allemagne & en Italie. Lorsqu'il envoya ſon fils à Londres épouſer la reine maric, & prendre le titre de Roi d'Angleterre, ce Prince rémit à la cour de Londres vingt ſept grandes caiſſes d'Argent en barre & la charge de cent chevaux en Argent & en Or monoyé. Philippe II. ſoutint à la fois la guerre dans les Pays-bas contre le Prince Maurice d'Orange, dans presque toutes les Provinces de France contre Henry IV. à Génève & dans la Suiſſe; & ſur la Mer contre les Anglois & les Hollandois. Ses pays comme ſes tréſorts, étoient immenſes. Son déſpotisme dans les Pays-Bas & ſon ambition en France lui coûtérent plus de trois miliards de livres tournois ſans l'appauvrir, & cependant ſes tréſors enrichirent contre ſon intention, les pays qu'il vouloit ſubjuguer. La conquête du Portugal l'avoit rendu Maître des deux Indes: l'Amérique, ainſi que les Indes Orientales, furent toujours inépuiſables pour lui. Le Commerce ſe faiſoit alors avec les deux Indes comme il ſe fait encore aujourd'hui: c'eſt-à-dire, qu'il falloit porter aux Indes Occidentales, des Denrées & des Manufacture d'Europe pour les échanger contre de l'Or & de l'Argent, & qu'il falloit envoyer de l'Argent dans les Indes Orientales pour en rapporter des Denrées & des Manufactures. Les Indes Occidentales fourniſſoient aux ſujets de Philippe, de l'argent pour le Commerce des Indes Orientales, & l'induſtrie d'Eſpagne formoit alors les Cargaiſons en

Denrées & en Marchandiſes d'Europe, qu'exigéoit le Commerce de l'Amérique.

Il n'eſt pas douteux que l'Eſpagne n'ait été en poſſeſſion d'un très grand Commerce intérieur & extérieur, dans un ſiècle où le Commerce étoit fort borné dans tous les autres Etats. Don Géronimo de Uſtaris aſſure que la ſeule ville de Séville conténoit ſoixante mille métiers en ſoye; les draps de Ségovie ont paſſé pour les plus beaux de l'Europe; ceux de la Catalogne ont eu longtems la préférence dans le Lévant, en Sicile & en Italie. On lit dans un mémoire adreſſé à Philippe II. par Louis Valle de la Cerda, qu'il ſe Négocioit dans la ſeule foire de Médina en Lettres de change, pour une valeur de plus de cent cinquante milions d'écus. L'Armement de Philippe II. contre l'Angleterre compoſé de cent cinquante gros Vaiſſeaux, célébre dans l'Hiſtoire ſous le nom de Flotte invincible, prouve que l'Eſpagne avoit alors une puiſſante Marine, & par conſéquent un Commerce maritime très étendu.

Il eſt certain que ſi l'Eſpagne eût été obligée d'acheter en ce tems-là des Etrangers, toutes les Marchandiſes qu'elle envoyoit aux Indes Occidentales, l'Europe auroit joui dèslors des tréſors de l'Amérique comme elle en jouit aujourd'hui, & le Monarque n'auroit pû y dépenſer en Armemens de terre & de Mer plus de trois mille milions en peu d'années ſans s'appauvrir à l'excès; puiſque l'Eſpagne répandit infiniment plus de numéraire chez les Etranger par cette voye, qu'elle n'a fait depuis par la voye du Commerce. Ces dépenſes énormes faites audehors, bien loin d'appauvrir l'Eſpagne, ſoutinrent encore l'induſtrie, la première & la principale ſource de ſes richeſſes, qui ne fut attaquée dans ſon véritable principe que ſous les règnes ſuivans. Car il eſt évident que ſi les tréſors répandus hors de l'Eſpagne par Charles V. joints à ces trois mille milions qui doublérent presque partout chez l'Etranger, les prix des Denrées, étoient reſtés dans l'intérieur de l'Eſpagne, la main d'œuvre y ſeroit dévenue promptement ſi prodigieuſement chère, qu'il eût été impoſſible d'y ſoutenir aucune Manufacture.

La négligence & l'infidélité mirent le déſordre dans les Finances ſous Philippe III, au point que dans la guerre qui continuoit toujours contre les Provinces Unies, on n'eut pas de quoi payer les Troupes Eſpagnoles. L'expulſion des Maures fit alors un tort irréparable a l'Eſpagne. L'expulſion de ſix à ſept cens mille ſujets laborieux, occupés des Arts & du Commerce, fit perdre à l'Eſpagne une ſomme d'induſtrie, qui ne pouvoit être rem-

remplacée par les tréſors du Mexique & du Pérou, parceque c'étoit cette induſtrie qui rétenoit en Eſpagne la majeure partie de ces tréſors; on peut juger du mérite & de la richeſſe de l'induſtrie de ces habitans ſi imprudament proſcrits, par l'offre qu'ils firent d'acheter de deux milions de ducats d'Or, la permiſſion de reſpirer l'air de l'Eſpagne.

Le déſordre augmenta dans l'adminiſtration des deniers publics ſous le règne de Philippe IV. fils de Philippe III. les impôts ſur les peuples ſe multipliérent ſous ces deux règnes. On porta à l'excès les droits des anciennes douannes qu'on avoit laiſſé ſubſiſter d'une Province à une autre. Il n'étoit pas permis de tranſporter de l'Argent de Province à Province. Le Commerce intérieur fut ruiné. L'induſtrie ne ſéconda plus les préſens de la nature: ni les ſoyes de valence, ni les belles laines de l'Andalouſie & de la Caſtille ne furent plus préparées par les mains Eſpagnoles: les toiles fines diſparurent, & les étoffes d'Or & d'Argent furent défendues comme un luxe ruineux, comme une magnificence capable d'appauvrir la Monarchie. En effet malgré les Mines du nouveau monde, l'Eſpagne devint ſi pauvre que Philippe IV. ſe trouva réduit à la néceſſité de faire de la monoye de cuivre, à la quelle on donna un prix preſque auſſi fort qu'à l'Argent.

Ce fut alors que l'Or & l'Argent des Mines du Mexique & du Pérou, qui n'avoient encore paſſé de l'Eſpagne dans les autres Etats de l'Europe, que pour y ſoutenir les dépenſes énormes de la guerre, Commencerent à s'y répandre par une autre route auſſi paiſible & auſſi heureuſe, que l'autre étoit malheureuſe & déſtructive. L'induſtrie opprimée en Eſpagne par l'excès des impoſitions, & plus encore par l'avidité des fermiers qui en faiſoient la perception, les Eſpagnols ne furent plus en état de former & d'aſſortir les Cargaiſons qu'exigéoit le Commerce de l'Amérique; il fallut les acheter des Etrangers, & dèslors les Manufactures Etrangères en devinrent plus floriſſantes, & attirèrent l'Or & l'Argent des Indes Occidentales. L'extinction de l'induſtrie Eſpagnole donna, pour ainſi dire, la propriété des Mines du Mexique & du Pérou aux autres Nations Commerçantes de l'Europe, & l'Eſpagne n'en put rétenir que les droits de Quint, d'indult, de Gardes-Côtes, de douanne & de Commiſſion; droits qui ont ajouté aux Marchandiſes une valeur qui n'intéreſſe le Négociant Etranger, qu'en ce qu'elle reſſerre les conſommations; mais qui eſt payée par les ſujets du Roi d'Eſpagne. C'eſt par cette voye que l'Or & l'Argent dont l'Amérique a inondé l'Europe, ont paſſé dans plus de mains, & ſe ſont diſtribués plus également.

C'est

C'est envain qu'une loi ſévère établie par Ferdinand & Iſabelle, confirmée par Charles V. & par tous les Rois d'Eſpagne, défend aux autres Nations, non ſeulement l'entrée des Ports de l'Amérique, mais la part la plus indirecte dans ce Commerce. Le défaut de Manufacture & d'induſtrie, ſous les règnes des ſucceſſeurs de Philippes II., c'eſt-à-dire la loi de la néceſſité, la plus impérieuſe de toutes les loix, établit la violation perpetuelle de la loi prohibitive, & fit tomber le Commerce des Eſpagnols en des mains Etrangères. On a eſtimé à environ 54. milions les Denrées & les Marchandiſes qu'on tranſporte tous les ans d'Eſpagne aux Indes Occidentales, dont l'Eſpagne n'a presque jamais pu fournir depuis le règne de Philippe II. qu'environ pour quatre milions. Ce prodigieux Commerce s'eſt fait par les autres Nations Commerçantes, amies ou ennemies de l'Eſpagne, ſous le nom des Eſpagnols mêmes, toujours fidèles aux particuliers & toujours infidèles à la loi. La bonne foi des Eſpagnols, qui n'a jamais reçu d'atteinte, eſt dans ce Commerce la ſureté des Etrangers.

Le Gouvernement ne pouvant ſe diſſimuler la néceſſité des contraventions perpetuelles à cette loi prohibitive, a crû en réparer le préjudice par une autre prohibition encore plus abſurde & plus inutile. Il défendit ſous une peine Capitale la ſortie de l'Or & de l'Argent, comme s'il étoit poſſible aux Eſpagnols de ſe diſpenſer de payer les Marchandiſes dont ils ne peuvent ſe paſſer, & qui leur ſont fournies par les Etrangers. C'eſt ici qu'éclate encore la fidélité, la bonne foi des Eſpagnols, & la vérité de cette maxime, que la ſévérité des loix ne triomphe jamais de la néceſſité. Lorsque le Gouvernement tenoit la main à l'exécution de cette loi, l'Eſpagnol qui eſt à Cadix facteur de l'Etranger, confioit les lingots reçus à des braves qu'on appelloit *Météores*, qui armés d'epées & de piſtolets, alloient porter les lingots numérotés au rempart, & les jettoient à d'autres *Météores* qui les portoient aux Chaloupes, auxquelles ils étoient deſtinés. Ces *Météores*, les Facteurs, les Commis & les Gardes qui ne les troubloient jamais, tous avoient leur droit, & le Négociant étranger n'étoit jamais trompé; mais tous les frais de cette ſortie étoient une valeur ajoutée encore aux Marchandiſes ſur le pied de la quelle le Négociant étranger faiſoit ſes ventes, qui étoit par conſéquent payée par les conſommateurs. Ces loix n'ont point été révoquées, elles exiſtent encore, mais ſans exécution.

Don Bernardo de Ulloa ſuppoſe que les Eſpagnols Maîtres des Tréſors du nouveau monde, rénoncérent d'eux mêmes aux Manufactures, parce qu'ils ſe virent aſſés riches. Il auroit dû dire la même choſe de l'Agriculture,

culture. Mais il ſuppoſe un raiſonnement que ſa Nation ne fit point. Ces révolutions ſont-elles jamais l'effet du raiſonnement d'une Nation? Le courage, l'eſprit philoſophique du Prince Don Henri de Portugal, Fils du Roi Jean Prémier, ſecondé par l'ambition & le courage de Gama, d'Albuquerque & de quelques autres Portugais, donnèrent au Portugal toutes les Richeſſes de l'Afrique & de l'Aſie, & firent pour quelque tems des Portugais la premiére Nation de l'Europe. Les découvertes de Colomb, la hardieſſe de Cortez & de Pizaro, ajoutèrent des Royaumes à la Couronne d'Eſpagne, & lui aſſurèrent la poſſeſſion des Mines du Mexique & du Perou. Ces deux événemens qui changèrent la face de l'Europe, qui ſont dans l'Hiſtoire du Monde une eſpèce de Création nouvelle, furent produits par un petit nombre de ces hommes uniques, dont le génie & la fermeté au deſſus de tout préjugé, ſçavent vaincre mille obſtacles. Les révolutions qui en furent la ſuite, ne furent emennées par le raiſonnement d'aucune Nation; mais chaque Nation y a pris part ſans raiſonner, ſuivant la poſition où elle s'eſt trouvée, ſuivant ſon caractère, ſon génie, ſon induſtrie, la nature & la conſtitution de ſon Gouvernement; car les Nations ne raiſonnent point, elles ſont conduites ou entrainées par les événemens qui ſont dans les mains qui gouvernent.

Ce n'eſt point le raiſonnement des Nations qui les rend induſtrieuſes, qui les enrichit ou les appauvrit. La néceſſité fit naître chez les Hollandois l'idée de la liberté, & jetta les premiers fondemens d'une République devenue par une ſuite d'événements imprevus, telle que la raiſon humaine n'auroit oſé entreprendre de la former, ſi elle avoit pu en concevoir le projet. Le peuple Hollandois devenu libre par néceſſité, devint laborieux & induſtrieux ſur le même principe. La néceſſité de défendre une liberté naiſſante produiſit en Hollande des prodiges de valeur & d'induſtrie. En général les particuliers étoient pauvres alors, & l'Etat étoit riche; & dans la ſuite les Citoyens ſont devenus riches, & l'Etat pauvre ſans que la Nation y ait contribué par le raiſonnement; mais l'Etat, la République formée ſans deſſein & contre toute vraiſemblance, la Nation a été entrainée ſucceſſivement par les évènemens publics, de révolution en révolution au point où nous la voyons aujourd'hui. Eſt ce par le raiſonnement de la Nation que les Ruſſes ſont devenus de nos jours, laborieux, induſtrieux, Commerçans & Soldats, & que la Ruſſie eſt aujourd'hui une Monarchie rédoutable à l'Europe?

Chaque particulier eſt induſtrieux par intérêt ou par néceſſité, il en eſt de même de toute Nation. C'eſt-là le principe qui fait naitre l'induſtrie, qui la nourrit, l'entretient & la profectionne, & c'eſt auſſi ce principe qui la détruit:

par cette raiſon l'induſtrie eſt incompatible avec l'eſclavage & ſuit devant le deſpote. Le Cultivateur & l'Artiſan aſſurés de voir paſſer en des mains Etrangères tout le fruit de leur induſtrie, renoncent a des travaux infructueux, ou portent leur induſtrie ailleurs. Ainſi ce n'eſt point parceque les Rois d'Eſpagne & les Négocians de Cadix ou de Séville tiroient tous les ans quatre-vingt ou cent millions d'Or & d'Argent des Mines du nouveau Monde, que les Cultivateurs & les Artiſans Eſpagnols ont ceſſé de travailler. La Nation n'a pas raiſonné ſur la propriété de ces tréſors. De la poſſeſſion de ces Mines les Cultivateurs & les Artiſans n'ont pas conclu qu'il falloit abandonner la Culture des Terres & des Manufactures; mais les uns & les autres ne pouvant ſoutenir le poids des impoſitions, ſous les Régnes de Philippe III. & de Philippe IV. ont été forcés d'abandonner les Arts qu'ils ne pouvoient plus Cultiver pour eux-mêmes: & ces cauſes ſi naturelles qui ont détruit l'induſtrie en Eſpagne, ſont les mêmes qui en ont empeché le rétabliſſement. En général l'eſprit d'ordre, de modération, le goût des Sciences, la Culture de tous les Arts utiles à la vie, ou d'agrément, les inventions qui rendent les Arts plus faciles, un Commerce floriſſant, l'agréable, l'utile, tout ce qui rend la Vie commode, ſont l'ouvrage de la ſageſſe du Gouvernement, & non celui du raiſonnement d'une Nation.

Après l'expulſion des Maures, après avoir chaſſé du Royaume ſix à cept cens mille Habitans induſtrieux, tous Artiſans, Commerçans ou Cultivateurs, le Gouvernement Eſpagnol auroit dû dumoins diminuer les impôts dans la même proportion. Les Miniſtres ne s'occupèrent que du ſoin de faire toujours rentrer dans les coffres du Roi les mêmes tréſors après en avoir diminué la ſource: il augmentérent même les droits, deja trop onéreux. Les droits d'Alcavala & de Cientos, dont les uns ſe perçoivent ſur toutes les ventes des Marchandiſes en gros, ainſi que ſur les ventes des mêmes Marchandiſes faites enſuite en détail, & les autres ſur les conſommations, furent augmentés ſous Philippe III. & ſous Philippe IV. juſqu'à quatorze pour cent. Le droit de milions, les droits de douanne, les rentes provinciales, autres droits ſur les conſommations, tout fut créé ou augmenté ſous ces deux Régnes, & appeſanti enſuite par l'avidité des fermiers; la décadence des Manufactures fut rapide, la miſére fit déſerter les meilleurs Ouvriers; & les Cultivateurs reſtés ſeuls ſuccombérent ſous le poids des impoſitions que tous les ſujets enſemble ne pouvoient porter. C'eſt ainſi que les ſources des finances furent tout-à-fait tàries. Telle fut en même tems la cauſe de la deſtruction de l'Agriculture, des Arts & du Commerce, qu'on attribue injuſtement aux tréſors du Mexique, & du Perou; & d'une èmigration qui a bien autrement depeuplé l'Eſpagne, que celle qui a été occaſionnée pour former

les

les Colonnies de l'Amériquc. Ces cauſes de la dépopulation, de la deſtruction de l'Agriculture & des Arts, exiſtent indépendemment de l'Amériquc. L'expulſion des Maures & le dèsordre de Finances auroient auſſi infailliblement réduit l'Eſpagne dans cette ſituation, ſi l'Amérique n'avoit point été découverte : & il ſera facile de prouver que l'Amérique même n'a ceſſé de préſenter à l'Eſpagne les moyens les plus ſurs, les plus prompts & les plus faciles de ſe rétablir dans l'état floriſant, dont une mauvaiſe adminiſtration l'a fait déchèoir.

Cette grande proſpérité dont l'Eſpagne jouit ſous les régnes de Charles V. & de Philippe II. ne fut point détruite par la découverte de l'Amériquc, ni par la richeſſe de ſes Mines, ni par la transmigration des Eſpagnols dans les Indes Occidentales. L'expulſion des Maures & des Juifs n'auroit fait que l'altérer; mais ne l'auroit pas anéantie, ſi un vice dans la police intérieure, & le dérangement des finances n'avoient attaqué l'agriculture & les arts dans leur principe. C'eſt, dit on, l'abandon de la culture des terres & des manufactures, qui a dépeuplé l'Eſpagne, & qui l'a appauvrie; mais c'eſt la finance mal Adminiſtrée, ce ſont les impoſitiones, dont on à accablé l'induſtrie, qui ont fait abandonner l'agriculture & les arts. Le ſeul moyen utile & certain d'accroitre les revenus publics, eſt d'augmenter les manières d'occuper le peuple; ſans travail, on ſe flatteroit envain de conſerver longtems le peuple; & ſi les ſalaires ou les fruits du travail ſont bornés à la valeur étroite du néceſſaire, ou ne peuvent y ſufire, le travail eſt bientôt abandonné.

Il ne faut pas croire que cette fière oiſiveté qu'on reproche aux Eſpagnols, peut-être avec trop d'exagèration, les ait empêché de voir qu'une partie de leurs vaſtes plaines, autrefois ſi fertiles, ne ſont depuis longtems que des déſerts en friche; que l'excés de la pauvrété & de la miſére a détruit toute induſtrie chez le peuple; que les tréſors de leurs Mines du mexique & du perou n'arrivent en Eſpagne que pour ſe répandre de là chez les autres Nations de l'Europe, & qu'enfin les Eſpagnols ne ſont que les Commiſſionnaires ou les facteurs de leur propre Commerce, le plus riche de l'univers. Le peuple Eſpagnol n'eſt point ſans induſtrie: il eſt fidéle & doué d'un génie & d'une conſtance propres à exécuter les plus grandes entrepriſes. Les Eſpagnols ſe ſont ſignalés bien plutôt que les Anglois & les François, dans les Arts du génie; & le caractère de cette Nation n'a point changé. Depuis plus d'un ſiécle & demi des Eſpagnols écrivent ſur le rétabliſſement de leur Empire. Ils ont Calculé ſa population, ſon induſtrie, ſes reveuus, ce qu'il y a d'onéreux dans les impoſitions; ils ont formé divers projets de rétabliſſement.

On a crû voir d'abord les cauſes du dépériſſement de l'Eſpagne dans l'expulſion des Maures & des Juifs. On a attribué à cette cauſe un effet trop général. Cette expulſion ſeule n'étoit pas ſufiſante pour entrainer la ruine entiére de l'induſtrie. On y a ajouté les fréquentes transmigrations des Eſpagnols dans les Indes Occidentales. Don Géronimo de Uztariz a réjetté cette cauſe & très bien prouvé que l'agriculture & les Arts n'en ont reçu aucun préjudice. Il auroit pu prouver auſſi facilement que ces transmigrations, bien loin de dépleupler & d'appauvrir l'Eſpagne, étoient un des plus ſurs moyens d'acroitre ſa population, d'éléver ſon induſtrie & de l'enrichir. Don Bernardo de Ulloa regarde le Commerce que les Etrangers ſont aux Indes Occidentales ſous le nom des Eſpagnols, comme „ une ſupercherie & „ comme l'abus le plus pernicieux & la vraïe cauſe de la miſére des Eſpa- „ gnols & de la ruine de leurs manufactures ". C'eſt au contraire la ruine des manufactures des Eſpagnols & de leur induſtrie, qui a fait paſſer ce Commerce dans les mains des Etrangers, qui ont profité de cette deſtruction, mais ne l'ont point cauſée. Leur concurence doit être régardée, non comme une cauſe deſtructive de l'induſtrie Eſpagnole, mais comme un grand obſtacle a ſon rétabliſement à l'égard des manufactures. Le même Auteur inſiſte après cela, ainſi que Don Geronimo de Uztariz, l'Auteur des conſidérations ſur les Finances d'Eſpagne, & pluſieurs écrivains Eſpagnols plus Anciens, ſur le déſordre des Finances, ſur leur mauvaiſe Adminiſtration & ſur l'exces des impoſitions. C'eſt là en effet la vraïe cauſe, la cauſe permanente du mal, auquel on n'a ceſſé de chercher des remédes, depuis ſur tout l'avénement de Philippe V. à la Couronne d'Eſpagne.

Il étoit aſſez naturel de penſer que pour déraciner le mal, cette cauſe étant connue, c'étoit la cauſe même qu'il falloit attaquer & détruire. Cette cauſe détruite, on auroit pu pratiquer avec un grand ſuccès la plus part des moyens propoſés pour élever le Commerce en Eſpagne. Mais cette cauſe a elle même un principe qui la rend néceſſaire & permanente, tant qu'on le laiſſera ſubſiſter. Les impoſitions ſont exceſſives, mais les charges de l'Etat les rendent indiſpenſables. Il faut donc néceſſairement diminuer les charges de l'Etat pour pouvoir modérer les impoſitions. C'eſt dans l'extinction des dettes de l'Etat qu'on doit chercher le vrai remède au mal, & c'eſt dans une bonne Adminiſtration des Finances qu'on doit trouver les reſſources néceſſaires pour éteindre les dettes de l'Etat.

On a crû quelquefois que la ruine des Manufactures venoit de l'introduction des Etoffes étrangères, & on a conclu qu'elles devoient être prohi-

libées. Sur ce principe le Roi défendit par un édit de 1726. à ſes ſujets de s'habiller d'Etoffes de laine ou de ſoye de Fabrique étrangère. Cet édit ne ſervit qu'a faire connoître l'inutilité d'une loi prohibitive, & l'inſuffiſance d'un tel moyen pour élever l'induſtrie d'un peuple accablé d'impoſitions.

On a propoſé de ſuprimer ou diminuer infiniment, tantôt les droits d'Alcavala & de Cientos, tantôt ceux de milions, les droits de Douanne, péage, d'Octroi des Villes. On a bien ſenti que des droits exceſſifs ſur les conſommations, ſur les matiéres premiéres, ſur les matiéres ouvrées, repétés enſuite ſur toutes les ventes, tant en gros qu'en détail, portoient les Manufactures à de ſi hauts prix, qu'il leur étoit impoſſible de ſoutenir la concurrence de celles d'aucune autre Nation. Mais comment ſupprimer ou diminuer des droits ſans le ſecours desquels il étoit impoſſible de ſoutenir les charges de l'Etat? On s'eſt vû forcé de ſe borner à accorder des exemptions à quelques Fabriques particuliéres, qui en conſéquence ont eu des ſuccès. Mais ces ſuccès n'ont ſervi qu'à prouver la poſſibilité de rétablir l'induſtrie; ce qui ne peut ſe faire par des encouragemens particuliers. il faut à la Nation un encouragement général, qui ne ſe trouve ni dans quelques Manufactures uniques favoriſées, ni dans quelques Compagnies qu'on a ſucceſſivement formées, auxquelles on a accordé de grands Priviléges. Il en eſt ſans doute réſulté des avantages, mais ſi bornés qu'ils ont été inſenſibles au général de la Nation.

L'établissement des grands chemins, des routes plus ſures, plus faciles & plus commodes, des Rivières rendues navigables, ont paru des moyens capables de ranimer l'induſtrie. Ce ſeroit ſans contredit une amélioration très avantageuſe pour l'agriculture & le Commerce. Mais il faut commencer par le rétabliſſement de l'induſtrie pour la mettre en Etat d'en profiter; car le défaut de routes faciles & de Rivières navigables, n'eſt pas la cauſe d'eſtructive de l'induſtrie en Eſpagne; puiſque l'agriculture & le Commerce y ont exiſté ſans ce ſecours, dans un état floriſſant.

On a encore eſſayé l'interdiction de la ſortie des ſoyes. Cette interdiction pouroit être utile pour ſoutenir des Manufactures exiſtantes, en leur procurant la matiére premiére à un plus bas prix. Mais en donnant cette ſorte d'encouragement à des Manufactures, on détruit d'une main ce qu'on édifie de l'autre: on attaque l'Agriculture & la partie la plus précieuſe de l'induſtrie, en aviliſſant ſes productions. Cette interdiction eſt bien plus pernicieuſe encore dans un Etat où il y a peu de Manufactures: l'aviliſſement de la matiére en eſt plus ſenſible, & le Cultivateur plus promptement découra-

gé. C'eſt d'ailleurs forcer les Nations voiſines qui cultivent les mêmes productions, à trouver dans leur induſtrie de quoi établir une concurrence ruineuſe. C'eſt par une interdiction rigoureuſe que les Anglois accoutument enfin les autres Nations à ſe paſſer des laines d'Angleterre & d'Irlande, & leur Agriculture commence à en ſouffrir ſenſiblement.

Le nouveau Roi d'Eſpagne a trouvé les principales branches des revenus de ce Royaume employées à payer les Intérêts des ſommes empruntées & des dettes accumulées depuis plus de cent cinquante Ans. Les funeſtes effets qu'opérent dans un Etat d'anciennes dettes publiques, l'embarras & l'impuiſſance même où elles jettent l'adminiſtration, ſont les premiers objets qui ont frappé ce Monarque. Il a vu la cauſe primitive du mal, & le remède, dans la deſtruction de cette cauſe. C'eſt dans la liquidation & l'extinction de toutes les dettes de l'Etat qu'il prend le premier principe d'une bonne Adminiſtration. Il a ordonné la liquidation & le payement de toutes les dettes contractées depuis les règnes de Ferdinand & d'Iſabelle; & il ne faut pas douter qu'une opération ſi ſage, qui annonce aux peuples le plus heureux règne, ne ſoit accompagnée du rétabliſſement du bon ordre que cette opération même exige, dans l'Adminiſtration des finances. La néceſſité d'acquiter les dettes ne permet pas de ſuprimer tout-à-fait les droits qui découragent l'induſtrie, les abus qui ſe commettent à la perception, plus onéreux & plus deſtructifs que les droits mêmes, ſeront ſévérement réprimés.

Les impôts repartis avec plus d'égalité, perçus avec douceur & ſans abus, les Cultivateurs protégés & aſſurés de jouir du fruit de leur travail, ſe livreront à la Culture des Terres, aux défrichemens mêmes, ſi peu qu'on encourage encore cette branche de l'Agriculture par des Exemptions ou des diminutions d'impôts. L'Agriculture fera des progrès rapides, ſur-tout ſi on laiſſe la liberté de la garde des grains, du magaſinage & de l'exportation; ſi on laiſſe au Commerce le ſoin de faire circuler les denrées & d'en entretenir l'abondance. Car aucun Etat n'a de Police plus rigoureuſe & plus deſtructive ſur les bleds, que l'Eſpagne, parce qu'on y a pris plus qu'ailleurs, pour un effet de la liberté, des diſétes cauſées par l'abandon de la Culture des Terres. C'eſt ainſi qu'au lieu de rémedier au mal, on y a appliqué un rémede qui ne ſert qu'à l'étendre & le rendre plus grand.

C'est une vérité généralement reconnue, que les Manufactures favoriſent la Culture des Terres. Mais on eſt dans l'erreur, ſi on regarde les Manufactures comme un encouragement toujours néceſſaire à l'Agriculture. La vente

vente à un bon prix de toutes les productions qui ſont le fruit du travail du Cultivateur, eſt l'encouragement dont le Cultivateur ne peut ſe paſſer. Qu'on procure au Cultivateur le debouché de ſes denrées, il lui importe peu que ce ſoit par une conſommation locale, ou par l'exportation qu'en fait le Commerce, il ſe livrera au travail. De-là il faut conclure que l'Agriculture n'a pas beſoin du ſecours des Manufactures par-tout où le Cultivateur ſe trouve à portée de cette exportation, ſi d'ailleurs le Commerce des Grains eſt libre ; & que les Manufactures ne ſont néceſſaires que dans les lieux où le Cultivateur eſt découragé par le défaut de Vente, parceque les frais du tranſport aux lieux de la conſommation, aviliſſent les denrées. C'eſt dans les lieux qui n'ont point de debouché, que les Manufactures ont le plus de ſuccès. Le Cultivateur en Eſpagne n'a pas beſoin de la conſommation des Manufactures Nationnales pour vendre ſes Huiles, ſes Soies, ſes Laines, ni ſes Vins; l'Etranger les enlève à un aſſez bon prix, & l'Eſpagne manque ſouvent de Grains; il n'a point à craindre l'abondance de ces productions, dèsque le Commerce eſt libre: la terre eſt bien cultivée par tout où les productions de la terre ſont bien vendues, & la maxime que quelque étendue de terre qu'on poſſede, on n'en cultive qu'autant qu'il en faut pour la ſubſiſtance des Habitans, n'eſt vraïe qu'à l'égard des Pays qui n'ont point de débouché.

Il ne faut donc enviſager le rétabliſſement des Manufactures en Eſpagne, que comme un moyen d'augmenter ſes richeſſes en donnant par la main d'œuvre une valeur nouvelle à ſes productions naturelles, & d'étendre ſa population ; & non comme un encouragement néceſſaire, comme un moyen indiſpenſable à employer pour rélèver l'Agriculture, ainſi que le prétendent tous les écrivains Eſpagnols. C'eſt un principe certain que pour avoir un Commerce utile, il eſt néceſſaire de vendre aux Etrangers plus que l'on n'achete d'eux. Mais eſt-il inconteſtable que le moyen le plus ſûr, le plus efficace & le plus convenable pour parvenir en Eſpagne à ce but important, eſt d'avoir de bonnes Manufactures? eſt-il vrai que l'Eſpagne ne peut eſpérer de Commerce actif, ni même réciproque, tant que les Manufactures ne ſeront pas rétablies, comme le prétendent Don Géronimo de Uztariz, Don Bernardo de Ulloa, & une infinité d'autres écrivains? ſi l'Eſpagne a un intérêt ſenſible à veiller ſur ſes manufactures, elle en a peut-être un plus important encore à ne s'y livrer qu'avec beaucoup de modération; il eſt peut-être très néceſſaire en Eſpagne d'aſſigner des limites à un genre d'induſtrie, à une branche de Commerce, qui pourroit avoir des excès, qui pourroit nuire à d'autres branches plus riches & plus naturelles, ſi elle étoit portée auſſi loin qu'elle la été chez d'autres Nations.

Les

Les Grains, les Vins, les Huiles, les Laines, les Soies, ſont les principales productions naturelles de l'Eſpagne; ces production y ſont ſuſceptibles d'une prodigieuſe augmentation, & les moyens de les augmenter doivent être le prémier & le principal objet de l'attention & des ſoins du Miniſtère. L'induſtrie qui s'occupe à étendre ces productions, eſt la plus précieuſe à l'Etat, & celle qui doit être animée, encouragée, & protégée la premiére & de préférence à tout autre.

La dimlnution & une repartition égale des impôts, l'exemption même de toute impoſition ſur les terres en friche pendant un certain nombre d'années, ſont les premiers encouragemens à donner à ce premier genre d'induſtrie, qui eſt la baſe de tous les autres; & ſi on y ajoute enſuite les moyens qui aſſurent le débouché & la conſommation des productions, on enrichit infailliblement les Cultivateurs, on les multiplie à l'infini & la terre produit tout ce qu'elle peut produire. Les Manufactures, ſur-tout celles qui employent le plus de productions naturelles, ſont en général un des plus grands moyens qu'on puiſſe mettre en uſage pour étendre les conſommations & aſſurer aux Cultivateurs le prix qui nourit & qui anime leur induſtrie. Mais le Commerce eſt le moyen qui embraſſe tout, qui anime également la Culture des terres & le travail des Manufactures; & qui ſoutient même la Culture des terres & la rend floriſſante ſans le ſecours des Manufactures.

On ne ſauroit trop accorder à l'Agriculture & au Commerce, on ne peut trop encourager les Cultivateurs, ni trop protéger les Négocians; mais on peut trop donner aux Manufactures: on peut dans de certains Etats, leur donner des encouragemens aux dépens de l'Agriculture & du Commerce. Ceci ſeroit un paradoxe pour la France, l'Angleterre, l'Allemagne, le Nord, &c. & c'eſt pour l'Eſpagne une vérité dont la demonſtration eſt facile: & cette vérité, attendu que l'Eſpagne eſt le plus grand marché de l'Europe pour le débouché des Manufactures les plus riches, eſt une des plus intéreſſantes pour le Commerce de l'Europe.

Suivant les calculs de Don Sancho de Moncado, de Don Pédro Fernandez de Navarette, & de Don Géronimo de Uſtariz, qui a ſuivi le calcul le plus moderé, il eſt entré en Eſpagne, des Indes Occidentales depuis 1492, tems de la découverte de l'Amérique, juſques en 1740., c'eſt-à-dire, pendant l'eſpace de 248 années, plus de neuf miliards de Piaſtres. Cette ſomme immenſe s'eſt répandue dans le reſte de l'Europe & dans la majeure partie de l'Aſie, à meſure qu'elle eſt arrivée en Eſpagne, parceque l'Eſpagne par-

parceque l'Eſpagne a preſque toujours été dans la néceſſité de payer aux autres Nations, ſur-tout depuis le Régne de Philippe II. les Marchandiſes qu'elle a échangées, par l'Or & l'Argent des Indes Occidentales. A meſure que la majeure partie de cette ſomme reſtée en Europe, s'y eſt répandue, elle a augmenté le prix des Denrées, de toutes les Marchandiſes, de la main d'œuvre & des Terres: Cette augmentation qui ne s'eſt faite que progrèſſivement pendant l'eſpace de deux cens cinquante ans, n'eſt devenue ſenſible que par l'obſervation, que par la comparaiſon qu'on a faite des Prix-courans dans le tems de la découverte du nouveau Monde, avec les prix actuels. Mais cette ſomme répandue également chez toutes les Nations Commerçantes, n'a point fait d'autre ſenſation, & n'a cauſé par elle-même aucune révolution dans le Commerce. Les Nations ont vendu plus cher leur ſuperflu, & ont achété plus cher en proportion ce qui leur manquoit. Les mêmes choſes ſe ſont faites exactement dans le Commerce avec plus d'Argent, qu'auparavant. Le Commerce & l'induſtrie ont eu plus d'activité; on a travaillé davantage; on a fait beaucoup plus d'affaires, parce que le nombre des Conſommateurs s'eſt accru, & que les Conſommations de luxe ſont auſſi devenues fort conſidérables. Des Mers autrefois inconnues, ont été couvertes de Vaiſſeaux Européens, & la Navigation de l'Europe s'eſt infiniment étendue dans toutes les parties du Monde. Mais tout ce qui en eſt réſulté, c'eſt que les richeſſes de l'Univers ſe ſont diviſées entre toutes les Nations, en proportion des productions naturelles & d'induſtrie de chacune. Il s'en eſt établi une balance naturelle, que les arts, les talens encouragés, les guerres, les conquêtes, les traités, les lumiéres & l'attention des Gouvernemens, ont ſouvent fait pencher en faveur de diférentes Nations.

Si on ſuppoſe que l'Eſpagne ait tiré de ſon induſtrie, de ſes Manufactures de Laine & de Soye, toutes les Marchandiſes qu'elle a échangées dans les Indes Occidentales pour cette ſomme immenſe de plus de neuf miliards de Piaſtres, & qu'elle ait continué de fournir de ſon propre fonds les Cargaiſons de ſes flottes & de ſes Gallions; comme elle fit ſous les régnes de Charles Quint & de Philippe II; cette ſomme énorme concentrée dans ſa circulation intérieure, y auroit d'autant plus avili le numéraire, qu'il n'y auroit eu aucune proportion entre l'Eſpagne & les autres Nations. Conſéquemment l'extrême bas prix de l'induſtrie de celles-ci, auroit forcé chez elle l'introduction des productions de l'induſtrie Etrangère par le bénéfice exhorbitant qui ſurmonte tous les obſtacles; la ſortie de cet immenſe tréſor ſeroit devenue forcée & d'autant plus rapide qu'étant exceſſif, l'extrême bas prix de l'induſtrie Etrangère auroit détruit à la fois toutes ſortes de Manufactures, long-

tems avant même que l'Eſpagne fût parvenue à accumuler chez elle ces neuf milliards de Piaſtres. Car il n'y a point de Nation dont les Manufactures puiſſent ſoutenir une Circulation intérieure d'une maſſe qui excéde de plus de moitié ſa portion Naturelle dans la maſſe de la Circulation générale de l'Europe, à plus forte raiſon la Circulation d'une ſomme bien moins exhorbitante que celle de neuf miliards de Piaſtres.

Si on donnoit donc aujourd'hui une attention générale à toutes les Manufactures en Eſpagne, ſi on s'y appliquoit à employer toutes les Laines & toutes les Soies, & à y fabriquer des toiles de toutes ſortes; en un mot ſi on vouloit ſuppléer par l'induſtrie nationale, à tout ce que l'Etranger fournit depuis long-tems, tant pour la Conſommation intérieure, que pour celle des Indes; & ſi l'on ſuppoſe le ſuccés le plus grand & le plus rapide, on conduiroit bien-tôt l'Eſpagne au point de retenir chez elle tous les tréſors des Indes Occidentales; ſes richeſſes ſeroient fort promptement exceſſives, & il ſeroit facile alors d'en calculer la durée, de prévoir la chûte généralement de toutes ſes Manufactures, & le moment de la pauvrété. Il ne faudroit pas l'eſpace de quarante années pour préparer cette révolution.

Dans les caculs les plus modérés on porte la Traite de l'Or & de l'Argent des Indes Occidentales, année commune, a quinze milions de Piaſtres. On peut bien évaluer a un milion les productions naturelles que l'Eſpagne fourniroit à l'Etranger, tant des Indes que de ſon crû au delà de ce qu'elle ſeroit obligée d'en tirer, qui ſeroit prèſque réduit a l'entretien d'une petite partie de ſa Marine, ſi l'induſtrie étoit élevée en Eſpagne ſuivant le Plan de ſes Ecrivains politiques, dont le ſiſtême embraſſe toutes les branches de l'induſtrie humaine: en ce cas l'Eſpagne ſe trouveroit au bout de quarante années au plus, un numéraire dans ſa circulation, qui excédroit de plus des deux tiers celui de toute autre Nation, & qui ſeroit d'autant plus exceſſif, que toutes les autres Nations induſtrieuſes ſe trouveroient à ſon égard dans une pauvreté rélative.

Un projet qui embraſſeroit toutes les Manufactures en Eſpagne, & qui tendroit à les rendre toutes floriſſantes, & à mettre l'Eſpagne en état de ſe paſſer de l'induſtrie étrangère, ne pouroit donc avoir qu'un ſuccés momentané, & qui ne laiſſeroit après lui qu'une entière deſtruction de ce qui exiſte d'induſtrie aujourd'hui. Si on ajoutoit à ce projet l'interdiction de la ſortie des Laines & des Soyes, pour encourager les Manufactures & accélérer leurs progrès, on ajouteroit en peu de tems à la deſtruction des Manufactures qui ſub-

ſubſiſtent aujourd'hui, celle de l'Agriculture, en aviliſſant le prix de ſes productions, & en privant par ce moyen les Cultivateurs de la récompenſe de leur travail.

L'ABONDANCE des Mines du Mexique & du Perou, celle des Denrées de l'Amérique, & le nombre de Conſommateurs dans cette partie du monde ſoumis à l'Eſpagne, ſont un fonds immenſe de richeſſes qu'il eſt impoſſible à l'Eſpagne de retenir chez elle en entier, & qu'elle doit néceſſairement partager avec le reſte de l'Europe. Toute l'attention de l'Eſpagne doit donc tendre à ſe procurer le partage le plus avantageux, c'eſt-à-dire à retenir chez elle une bonne portion de ſes tréſors par les moyens les plus propres à rendre les avantages de ſa balance permanens; & la durée de ces avantages ne peut-être aſſurée qu'autant qu'on ne tend pas à les rendre exceſſifs. L'Eſpagne peut s'aſſurer ces avantages & prendre même la ſuperiorité ſur toutes les autres Nations de l'Europe, par les ſeuls progrès de l'Agriculture, par l'abondance & l'excellente qualité de ſes productions naturelles, par le Commerce & par le petit nombre de Manufactures de première néceſſité qu'exige ſa Conſommation intérieure. Le ſiſtême d'un Gouvernement qui auroit l'ambition de rendre une Nation indépendante de toute autre, ſeroit peut-être encore plus chimérique que celui d'une Monarchie univerſelle. Tout eſt ſoumis dans le monde à une dépendance naturelle, toutes les choſes de l'Univers ont leur cours & leur effet, & tendent naturellement à produire cette utilité générale qui eſt le principal objet de la premiere loi des ſociétés, qui les unit & qui en entretient l'ordre & l'harmonie. Il n'eſt pas plus poſſible à une ſociété, à une Nation, de ſe ſuffire à elle même, qu'à un ſeul homme de ſe rendre indépendant de toute ſociété. C'eſt le premier principe du Commerce & le plus invariable. S'il y avoit une Nation qui put ſe rendre indépendante, ce ſeroit ſans doute l'Eſpagne. Elle peut tirer également de ſon propre fonds tous les beſoins de première, de ſeconde & de troiſième néceſſité, & tous les beſoins de Luxe. Mais il eſt démontré que le premier moment de ſa ſplendeur & de ſon indépendance, s'il lui étoit poſſible de s'y élever, ſeroit celui de ſa ruine & de ſa ſervitude.

DON Geronimo de Uſtariz prétend qu'aujourd'hui les productions de l'Eſpagne ne ſuffiſent pas pour ſes échanges avec les autres pays; il faut que l'Eſpagne ſupplée en Argent effectif la ſomme qu'elle n'a pû acquitter en Marchandiſes. Si cette propoſition embraſſoit également les beſoins de l'Eſpagne & ceux de ſes Colonies, il s'enſuivroit que l'Eſpagne ſeroit la Nation la plus pauvre de l'Univers: ſon numéraire ſeroit entièrement épuiſé en très peu

d'années. Mais la propoſition n'eſt pas exacte, parce qu'il faut conſidérer comme une partie des Marchandiſes des Indes Occidentales, l'Or & l'Argent que les vaiſſeaux apportent à Cadix en échange des Marchandiſes d'Europe, qu'ils ont portées en Amérique. Il eſt vrai que prèſque toutes les Marchandiſes étant fournies par les Etrangers, l'Eſpagne doit les payer. Or l'Eſpagne les paye partie en Marchandiſes de ſon crû, partie en Marchandiſes de l'Amérique; & enfin elle ſolde ſa balance avec le produit des Mines du mexique & du perou, qui ſont partie des Marchandiſes de l'Amérique. Non ſeulement elle ne prend rien ſur ſon numéraire en Europe pour ſolder ſa balance en Argent, mais il eſt certain encore qu'elle n'y employe pas les retours entiers de l'Amérique en matières d'Or & d'Argent; d'où il ſuit qu'elle augmente néceſſairement tous les ans la maſſe de ſon numéraire. Mais comme elle augmente auſſi la maſſe du numéraire de ſes voiſins par ſon Commerce paſſif, il en peut réſulter que ſa puiſſance rélative reſte toujours inférieure, & de là il faut conclure qu'elle doit travailler à ſe procurer les moyens les plus courts, les plus ſimples & les plus infaillibles, de donner une plus grande quantité de Denrées & de Marchandiſes en échange, & une moindre quantité de matières d'Or ou d'Argent des retours de l'Amérique, & en reténir pour une plus grande ſomme. Ainſi toute l'attention de l'Eſpagne doit ſe fixer aux moyens qui peuvent la conduire à vendre aux Etrangers plus de ſes productions, qu'ils ne lui vendent des leurs, ſans ceſſer cependant de conſidérer les matières d'Or & d'Argent des Indes Occidentales, comme une partie de ſes productions naturelles, qu'elle doit donner en échange.

Les productions naturelles de l'Eſpagne ſont ſi diverſifiées & d'une qualité ſi excellente, qu'elles pouroient ſuffire aux échanges des matières ouvrées qu'elle tire de l'Etranger, ſans le ſecours des Manufactures; ſi les Terres qui n'ont beſoin que d'être gratées pour produire, y étoient toutes cultivées & miſes dans la valeur dont elles ſont ſuſceptibles. Les Auteurs Eſpagnols en diſcutant les moyens de rétablir les Finances & le Commerce d'Eſpagne, n'ont prété qu'une attention médiocre à cet objet important, qui devoit être conſideré comme la première baſe, comme le fondement eſſentiel de tout l'Edifice. Ils ont connu en général la richeſſe du ſol de l'Eſpagne & la néceſſité de le faire valoir; mais ils ont regardé les Manufactures comme le moyen principal & preſque le ſeul au quel on devoit s'attacher pour y réuſſir, & rendre le Commerce de la Nation floriſſant. Ils ſemblent avoir déterminé l'Eſpagne à ne s'occuper que du ſoin d'élever toutes ſortes de Manufactures, ſans faire attention aux limites que la nature de ſon Commerce met à leurs progrès. Delà, au lieu de s'appliquer aux moyens eſſentiels qui

qui doivent multiplier les productions naturelles, on n'a penſé qu'à donner des privilèges, des exemptions, des encouragemens inutiles aux Manufactures: & ceux qu'éxige la culture des terres, la prémière & la plus eſſentielle de toutes les Manufactures, ont été négligés.

L'Excès des impôts, les extortions, les abus dans le récouvrement, & le défaut de liberté dans le Commerce des Grains, ont anéanti la Culture des terres, parceque le Laboureur a été réduit à ne pouvoir rétirer de ſon travail, ſon entretien & celui de ſa famille. On a presque toujours taxé le prix des Grains en Eſpagne; l'exportation des bleds eſt prohibée en tout tems; chaque communauté d'habitans a ſon grénier public adminiſtré par des chefs, ſans zèle, ſans ordre, ſans intelligenec & ſouvent ſans probité. Ce ſont des inconvéniens inévitables, qui n'ont pas été aſſés conſidérés par les Politiques qui ont propoſé depuis peu en Angleterre & en Franee, l'établiſſement des gréniers publies. Cette police ſur les Grains ſeroit ſeule capable de détruire le Labourage: par eette raiſon les autres parties de l'Agriculture ſont moins abandonnées, & ont moins mal ſoutenu l'excès des impoſitions arbitraires & les abus commis dans les récouvremens, qui ont été ſuivis de l'anéantiſſement d'une partie des habitans & de l'extrême miſère des autres, miſère qui détruit elle même chaque jour la Population. Tel eſt le tableau vrai & touchant qu'en a fait Don Geronimo de Uſtariz: c'eſt un fait, dit eet Auteur, & c'eſt même le propre de l'humanité, que la miſère extrême décourage les eſprits, qu'elle éteint toute inclination au Mariage; & lorſque ceux qui ont embraſſé cet état, ne peuvent élever une famille, elle périt presque à la Mammelle. Qu'elle nourriture en effet peut donner à ſes enfans, le ſein d'une Mère qui ne vit que de pain & d'eau, qui lutte ſans ceſſe contre l'accablement du travail & du déſeſpoir? De ceux qui échapent dans un âge ſi tendre, très peu atteignent eelui où ils peuvent ſe ſoutenir par le travail; ils périſſent dans cet intervalle, faute d'aliment. Combien encore n'avancent-ils pas le terme de leurs jours par l'exeès de leurs fatigues, par le défaut de bonne nourriture, réduits comme ils ſont à de mauvais pain, à l'eau, ſans lits, ſans vêtemens, ſans àbrî eontre l'inclémence des ſaiſons, ſans ſécours dans les infirmités? & pourquoi ehercher ſi loin la cauſe de la dépopulation, lorsqu'elle eſt ſi naturelle & ſous nos yeux? eette miſère des ſujets, dont ce tableau fait par la main d'un Eſpagnol, n'eſt point trop chargé, & la dépopulation journalière, qui en eſt la ſuite néceſſaire, anéantiſſent également la Finanee de l'Etat & ſon Commerce; & n'ont point d'autre cauſe que la mauvaiſe adminiſtration de la Finance.

La diminution & l'égalité dans la répartition des impoſitions; la douceur & la juſtice dans les récouvremens, des exemptions accordées pendant quelques années pour les défrichemens, & la liberté indéfinie du Commerce des Grains, ſont les premiers encouragemens à donner à la Culture des Terres, à la Population & au Commerce, & des encouragemens dont le ſuccès eſt infaillible. Delà naitroit l'abondance de tous les autres fruits de la terre, celle des Vins, des Huiles & des Soyes; celle des Beſtiaux de toute eſpèce & des Laines. L'Eſpagne ne ſeroit plus expoſée à des diſétes qui lui coûtent pluſieurs milions; au lieu de payer des bleds aux Etrangers, elle leur en vendroit. Elle fourniroit à l'Etranger une bien plus grande quantité de Vins, d'Huiles, de Soyes, de Laines, & d'autres Denrées de ſon crû; & en aſſez grande quantité pour échanger beaucoup au delà des Marchandiſes qu'elle tire de l'Etranger pour ſa conſommation intérieure. L'Eſpagne payeroit encore avec les Denrées de ſon crû pour pluſieurs milions des Marchandiſes des Manufactures étrangères qu'elle envoye aux Indes Occidentales.

On évalue ſur des calculs modérés les troupeaux de Moutons qui fourniſſent les plus belles Laines de l'Europe, dont on ne peut ſe paſſer pour la Fabrique des Draps fins, à quatre milions de têtes, qui paiſſent pendant l'Eſté ſur les montagnes & qui paſſent l'hiver dans les herbages de l'Eſtramadoure; & à quatre milions de têtes les Troupeaux qui donnent les Laines d'une qualité inféricure & les Agnelins. C'eſt-là un fonds de richeſſe qu'aucune autre Nation ne poſſède à un ſi haut dégré d'abondance & de bonté, que des encouragemens pourroient accroitre infiniment.

La ſortie des Laines eſt en l'état un objet de plus d'un milion de Piaſtres par année pour l'Eſpagne; on pourroit évaluer à plus du double les Soyes & les Huiles que les Etrangers achetent. Il ſort communèment pour l'Etranger des ſeuls environs de Malaga, pour la valeur d'un milion & demi de Piaſtres en Vins, & en Raiſins.

L'Espagne a d'autres productions naturelles à étendre & à faire valoir, qui, quoique moins précieuſes, ſont cependant d'une richeſſe fort conſidérable. La Soude de Barille eſt une Denrée unique, & dont les autres Nations ont un beſoin indiſpenſable. Sa ſemence ne réuſſit qu'en Eſpagne, & ce n'eſt encore que dans quelques Cantons où les terres ſont ſèches & nitreuſes. Cette production pourroit être infiniment augmentée. Cependant il en ſort tous les ans pour les pays Etrangers une prodigieuſes quantité.

On

On en a chargé dans une ſeule année à Alicante ſeul plus de cinquante trois mille quintaux. On n'en exporte pas moins des Ports d'Alméria, de Vera & de Quevas, de la Torre, de Las Aquilas, d'Almazarron, de Carthagêne, de Tortoſe & des Alfacs.

La culture du Lin & celle du Chanvre, dont l'Eſpagne pourroit produire au moins de quoi fournir aux beſoins de ſa Marine, ſont extrêmement négligées. On y récueille auſſi fort peu de Cire, & il n'y a point de Nation qui en conſomme une auſſi grande quantité. Elle vend du Fer & de l'Acier à l'Etranger. Les Pyrenées, les Montagnes de la Cantabrie & de Tortoſe, celles de Navarre & des côtes depuis le Guipuſcoa juſqu'à celles de Galice, lui fourniſſent des bois de conſtruction, des Matures, du Bray & du Goudron. L'Eſpagne a enfin des Matériaux d'une excellente qualité pour toute ſorte d'armes & de munitions de guerre. Les plantations de Sucre réuſſiſſent très bien dans le Royaume de Grénade; mais la Culture des Cannes a été preſque entièrement éteinte par l'excès des droits qu'on y a impoſés. On verra ailleurs s'il eſt de l'intérêt de l'Eſpagne de réléver cette Culture dans le Royaume de Grénade, & de la favoriſer.

On doit conclure de la grande fertilité de l'Eſpagne, de la diverſité & de l'excellence de ſes productions, qu'il lui eſt facile de ſe procurer une balance très avantageuſe avec les Etrangers, par la vente d'une plus grande quantité de ſes productions naturelles. C'eſt ce qu'on obtiendroit infailliblement des encouragemens propoſés. Comme la Nation qui parvient à faire pencher de ſon côté la balance de l'Or & de l'Argent de l'Europe, ſera toujours la plus forte, tant en guerre qu'en paix, l'adminiſtration doit chercher les moyens qui peuvent procurer cette avantage à l'Etat. Or les premiers moyens, & qui ſont en même tems les plus prompts, & les plus naturels pour atteindre à ce but, chez une Nation qui jouit d'un heureux Climat & d'un ſol fertile dans une ſituation avantageuſe; conſiſtent à faire valoir ſes productions naturelles, à les étendre, à les augmenter, à en vendre beaucoup à l'Etranger, & à reſtraindre dans les limites les plus étroites, ſes achats des Denrées & des Marchandiſes étrangères néceſſaires pour ſa conſommation intérieure. S'il eſt vrai, comme le prétendent les Ecrivains Eſpagnols, que l'Eſpagne vend tous les ans aux Etrangers, des Soyes, des Laines, de la Soude de Barille, des Vins, des Huiles, du Saffran, des Anis, du Cumin & d'autres Fruits, pour plus de ſix milions de Piaſtres, malgré l'abattement, la miſère des Cultivateurs & l'exceſſive dépopulation, il ne faut pas douter que ce produit ne pût être augmenté d'un tiers, ou peut-

être

être doublé en fort peu d'années, par les ſoins d'une bonne adminiſtration, & ne fit parconſéquent une ſenſation très avantageuſe ſur la balance. Cette augmentation en faveur de la balance recevroit encore de nouveaux accroiſſemens par l'attention qu'on auroit de diminuer l'importation d'autres matières qui ſont auſſi des productions naturelles de l'Eſpagne, & qui ne peuvent ſuffire a ſa conſommation, parcequ'elles ſont négligées. Les Brays, les Goudrons, les Cires, les Chanvres, & les Lins ſont de ce nombre. Telles ſont les principales productions naturelles de l'Eſpagne qui peuvent faire pencher la balance du Commerce & du pouvoir rélatif en ſa faveur, ſur leſquelles doit ſe porter la première attention de l'adminiſtration.

Le ſecond objet de ſon attention doit être l'importation des Denrées & des Marchandiſes qui ſont pencher la balance contre l'Eſpagne. Les principales Denrées ſont les épiceries, les poiſſons Salés & les Sucres. Les Marchandiſes ſont les étoffes de Soye, d'Or & d'Argent, les Draps fins, les Toiles fines, les Dentelles, les Tapiſſéries, les Tapis, les Porcelaines, les Vernis, les Bijoutéries & autres Marchandiſes du Grand Luxe. Les Marchandiſes d'un bien moindre prix, mais d'une plus grande conſommation, que l'Eſpagne tire de l'Etranger, ſont les Hollandilles, les Nompareilles, les Bayetes, les Serges, les Perpetuanes, les Cotonades, les Baraçans, les Toiles Communes & moyennes, le Coitis, les Flanelles, les Toiles peintes, les Camélots, les Calamandes, les Burats, les Rubans de Soye & de Fleuret, le Linge de Table, les Ratines, des Chamois, des Manchons, des Cinturons, des Eventails Communs, des Bas, des Gands, des Chapeaux, des Peruques, des Sempiternes, des Etamines, des Toiles avoile, des Cordages & une quantité d'autres ouvrages groſſiers; le Papier & les Livres.

L'Importation de tous ces articles coûte ſans doute des milions à l'Eſpagne, pour ſa conſommation intérieure ſeulement. On peut évaluer encore à quelques milions d'autres Marchandiſes étrangères d'une moindre valeur, dont l'Eſpagne ne peut ſe paſſer: telles ſont les Couteaux, les Peignes de Buis, de Corne & d'Ivoire, les Ciſeaux, les Raſoirs, les Epées, les Cuillières & Fourchettes de différens Métaux; des Serrures, des Boutons, des Aiguilles, des Epingles, des Chandeliers, des Etuis, des Tabatières, des Lunettes, des Miroirs, des Anneaux, des Bonnets, des Cordons, des Cadenats, des Compas, de la Fayance, tout ce qui eſt compris ſous les noms de Mercérie & de Qincaillerie: à quoi il faut ajouter une partie de toutes les ſortes d'Inſtrumens néceſſaires pour les Arts & les Métiers.

Les

Les Ecrivains Eſpagnols frappés du beſoin indiſpenſable de tous ces différens articles, & de ce que l'Eſpagne en poſſède les matières prémières, ont crû qu'il étoit facile de les fabriquer chez eux, & n'ont rien vû de plus eſſentiel que d'en favoriſer les Manufactures dans leur Pays. Ils n'en ont négligé aucune, & leur zèle Patriotique leur à rendu tout poſſible. C'eſt une vérité aſſurée par l'expérience, qu'un ſeul pays n'eſt pas ſuſceptible de l'établiſſement de toute ſorte de Manufactures, quelle que ſoit ſa ſituation: quand même on ſuppoſeroit une Nation dont le Génie ſeroit également propre à toutes ſortes de Fabriques, un peuple capable d'exercer généralement tous les Arts. Le pays le plus peuplé ne ſauroit fournir aſſez d'ouvriers pour toutes les Manufactures poſſibles. Les Nations les plus induſtrieuſes de l'Europe, celles qui poſſédent le plus d'Artiſans & d'Ouvriers, & qui ont porté tous les Arts au plus haut degré de perfection, la France & l'Angleterre, n'ont pû s'élever au point de ſe paſſer de l'induſtrie étrangère. Ces deux Nations ſe communiquent ſans ceſſe, malgré leur jalouſie & leur rivalité, les productions de leur induſtrie réciproque, & l'une & l'autre en réçoivent de l'induſtrie des Hollandois, des Allemands, des Suiſſes, &c. en échange. Heureuſement pour l'Eſpagne, elle n'a pas beſoin pour élever ſon Commerce, pour s'aſſurer une balance avantageuſe & permanente, & ſe rendre ſupérieure à toute autre Nation, de réunir chez elle cette induſtrie générale qui embraſſe tout, qui eſt diviſée entre les autres Nations, & qui forme en partie les liens de la ſociété générale.

Il faut donc choiſir dans les Manufactures poſſibles, celles dont le ſuccès eſt le moins incertain & le plus avantageux. Mais avant que de porter ſon attention ſur cet objet, la ſageſſe de l'adminiſtration doit s'occuper encore du ſoin d'étendre celles des productions naturelles qui ne ſuffiſent pas à la conſommation intérieure, & que la Nation tire de l'Etranger. L'Eſpagne peut étendre a ſon gré la Culture du Chanvre & du Lin, tout au moins aſſez pour fournir aux premiers beſoins & pour l'entretien de toute ſa Marine. Elle tire bien moins de l'Etranger, de Bray & de Goudron depuis les établiſſemens faits par Don Juan de Goyeneche. Ces établiſſemens peuvent être étendus & perfectionnés, & diminuer une importation qui a été fort conſidérable. Avec le ſecours des bois des Pyrennées & les trois atteliers établis par le même Don Juan de Goyeneche, l'Eſpagne n'eſt pas éloignée de fournir de ſon propre fonds à l'armement de tous ſes Vaiſſeaux. Elle n'a beſoin de l'Etranger que pour les grandes Mâtures qui ne ſe trouvent pas dans ſes forêts, dont le terrein n'eſt pas d'ailleurs propre a produire des Mats d'une auſſi bonne qualité que ceux qu'on tire du Nord.

La Morue ſéche, le Saumon, le Harang, les Sardines & autres Poiſſons ſalés; le Poivre, le Clou de Giroſle, la Muſcade, la Canelle & les autres Epicèries, dont l'Eſpagne fait une grande conſommation; les Sucres & les Cires, dont la conſommation eſt encore exhorbitante, coûtent tous les ans à l'Eſpagne pluſieurs milions de Piaſtres. L'Adminiſtration du Commerce a divers moyens pour diminuer infiniment les importations étrangères de toutes ces Marchandiſes; & dans l'ordre des beſoins du Commerce, cet objet doit attirer l'attention du Gouvernement avant les Manufactures.

L'Espagne a des moyens prompts, naturels & faciles pour empêcher l'exportation de beaucoup de milions, ſans ſe livrer à l'entrepriſe impraticable d'élever généralement toute ſorte de Manufactures, & au Projet chimérique de rétenir la totalité des Tréſors qui lui viennent de l'Amérique. Mais elle peut ſe procurer l'avantage de rétenir une aſſez bonne partie de ce numéraire immenſe, qui juſqu'à-préſent n'a été qu'entrepoſé en Eſpagne pour ſe répandre enſuite dans les autres Etats de l'Europe, & cet avantage ſeroit ſuffiſant pour faire rénaitre l'abondance, la force & la population dans ce Royaume, & lui aſſurer la plus grande proſpérité.

Les moyens les plus naturels & les plus faciles de diminuer les importations des Denrées & des Marchandiſes étrangères dont la conſommation eſt la plus étendue, & d'augmenter l'exportation des productions naturelles, ſont les moyens les plus ſurs de ſe procurer une balance avantageuſe.

L'Introduction des Poiſſons ſalés, celle ſurtout de la Morue, eſt en Eſpagne un Article des plus nuiſibles à ſa balance, & c'eſt peut-être de toutes les importations, celle qu'il lui eſt le plus facile & qu'il lui importe le plus de faire ceſſer. Sans donner à la Pêche cette étendue immenſe qui a enrichi la Hollande, & dont l'Angleterre & la France s'occupent depuis ſi long-tems, cette branche de Commerce bornée à la conſommation intérieure de l'Eſpagne, eſt encore un objet aſſez important pour mériter les plus grands ſoins. Indépendamment de ce que la Pêche eſt chez toutes les puiſſances maritimes, la pépinière des Matelots, & le Berceau d'une bonne Marine, avantage que l'Eſpagne a un grand intérêt de ne point perdre de vue, la conſommation annuelle de la Morue, du Saumon, des Harangs, des Sardines & autres Poiſſons Salès, monte à plus de trois milions de Piaſtres que l'Eſpagne paye à l'Etranger.

Les Côtes de Galice & de l'Andalouſie ſont très poiſſonneuſes. Elles abondent

dent ſur tout en Thons, en Eſturgeons, Cabilleau, &c. Ces Poiſſons ſéchés ou Marinés ſe conſervent & pourroient tenir lieu des Poiſſons qu'on tire de l'Etranger, ou au moins d'une grande partie; & il ne faut pas douter que l'Eſpagne ne réuſſit à rendre cette Pêche abondante ſi elle étoit encouragée. Or les encouragemens que demande la Pêche ſont bien ſimples. On multiplie a ſon gré les batteaux pêcheurs, par des exemptions de tous droits ſur les Vaiſſeaux, ſur les avituaillemens, ſur le Sel & les Entrées, & on ſoutient enſuite très facilement cette branche de Commerce, lorsqu'elle eſt itroduite, en ſurchargeant de droits d'entrée les Poiſſons étrangers.

Mais ſi la Pêche aux Côtes d'Eſpagne n'eſt pas ſuffiſante pour fournir à la conſommatiou intérieure, & ne peut la diſpenſer de récevoir encore de la Morue des Etrangers pour de grandes ſommes; rien n'empêche l'Eſpagne d'étendre ſa pêche dans les Mers éloignées, & d'envoyer des Vaiſſeaux à la pêche de la Morue, comme les autres Nations, au moins en aſſez grande quantité pour ſe paſſer de l'Etranger.

Les Eſpagnols ont des ennemis bien ſérieux à combattre, dans les corſaires de Salé, d'Alger & des autres Etats de Barbarie, qui exercent leurs pirateries ſur toutes les Côtes d'Eſpagne, ſur tout ſur celle de l'Andalouſie depuis le Cap Saint Vincent juſqu'au détroit. Les brigandages des Barbaresques qui débarquent quelquefois ſur ces Côtes où ils enlèvent les habitans de l'un & l'autre ſexe, rendent également nulles en Eſpagne, ces deux branches de Commerce, la Pêche & le Cabotage. Les Vaiſſeaux avec leſquels ces Corſaires ravagent les Côtes d'Eſpagne, ſont ſi légers, qu'ils font impunément leurs priſes à la vue des Frégates & des Vaiſſeaux de guerre. On a propoſé de leur oppoſer des batimens auſſi légers, & de même conſtruction, & l'on a préſenté différents moyens fort propres à animer, à encourager la courſe & à la rendre utile. Mais quelques précautions qu'on prenne pour la garde des Côtes, on ne parviendra point à raſſurer aſſez les Négocians pour les engager à ſe livrer à deux branches de Commerce, dont les bénéfices ne ſauroient répondre à l'étendue des riſques. Il faut attaquer le mal dans ſon principe, & détruire ce brigandage par une guerre ouverte contre les puiſſances Barbaresques, qui les force de reconnoitre les droits de l'humanité, de reſpecter le droit des gens & la liberté de la Mer. Il faut les contraindre de conſentir à des Traités que la crainte d'une nouvelle Guerre les oblige d'obſerver. Il ſeroit à déſirer que toutes les Puiſſances vouluſſent ſe réunir pour rendre la Courſe infructueuſe à ces Nations. Elles s'humaniſeroient, ſe livreroient au Commerce, & ajouteroient alors un nouveau fonds de ri-

eheſſes au Commerce de l'Europe, par leurs conſommations qui deviendroient conſidérables, & par les Productions naturelles de leurs fertiles régions qu'ils eultiveroient avec moins d'indifférenee, & qui ſe répandroient en Europe avec plus d'abondance & à meilleur marché. L'intérêt général du Commerce de l'Europe, l'intérêt de l'humanité, devroient l'emporter chez quelques Nations ſur l'intérêt particulier de leur Commerce, qui les porte à diſſimuler, peut-être même à favoriſer ſouvent les pirateries des Barbaresques.

L'IMPORTATION du Poivre, de la Canelle, du Clou de Girofle, de le Muſcade, &c. dont la eonſommation eſt fort étendue en Eſpagne, ſurtout ſi on y eomprend celle qui ſe fait dans les Indes Occidentales, eſt encore un objet d'une très grande eonſidération dans la balance du Commeree, qu'il eſt exrrêmement facile à l'Eſpagne de tourner entièrement à ſon avantage. Non ſeulement l'Eſpagne peut, quand elle le voudra bien, s'approviſionner, ainſi que les Indes Oecidentales, de toute ſorte d'Epicéries; mais encore elle peut en faire une branehe riche de ſon Commerce extérieur. Cette importation eſt eſtimée a deux milions & demi de Piaſtres, tant pour l'Eſpagne, que pour les Indes Oceidentales.

ON a entrepris de cultiver le Poivre avee quelques apparence de ſuecès dans quelques Provinces d'Eſpagne. On a aſſuré qu'on trouve de bon poivre dans Iſle de Porto-Rico, des Caneliers & des Muſcadiers dans quelques Cantons de terre ferme & du nouveau Royaume de Grénade. On prétend que l'Amèrique méridionnale eſt remplie de Caneliers ſauvages, dont les habitans ſe ſervent; que cette Canelle eſt auſſi bonne que eelle de Ceylan, ou du moins qu'elle produit le même effet en doublant la doſe; que eette écorſe auroit peut-être plus de vertu, ſi les arbres étoient cultivés. Il y a longtems qu'on a obſervé que les mêmes terres, les mêmes elimats devroient produire en Amèrique les mêmes fruits qu'en Aſie. Il ſe trouve en effet en Amèrique des terrains approchans de ceux de l'Aſie qui produiſent la Canelle, le Girofle, la Noix-muſcade, le Poivre & les autres Aromates de l'Inde. On a propoſé de reehercher & de favoriſer eette Culture, de rendre l'introduction de ees Denrées étrangères plus difieile par la grandeur des droits, ſur tout eelle qui ſe fait par les Vaiſſeaux étrangers. Ce ſont là des rémèdes bien foibles & peut-être tout-à-fait inutiles à un mal dont l'Eſpagne pourroit tirer un grand bien ſans entreprendre une Culture douteuſe & difficile, & ſans avoir recours à de nouveaux tarifs, ni à des prohibitions, qui ſont des précautions toujours gênantes, fort délieates & quelquefois très nuiſibles au Commerce avec les autres Nations.

L'ESPA-

L'Espagne doit mépriſer tous ces moyens, peu dignes d'occuper ſon adminiſtration, & profiter de l'avantage naturel que lui donne ſa ſituation, pour tirer directement toutes ces Denrées des Indes Orientales. Aucune Nation de l'Europe ne peut faire le Commerce des Indes Orientales avec plus de liberté & avec de ſi grands avantages. Une Compagnie qu'il ſeroit très facile de former, ſoit à Séville, ſoit à Cadix, ſeroit en même-tems le Commerce des deux Indes par la Mer du Sud & par les Philippines, & pourroit donner à ce Commerce, qui réuniroit enſemble les deux branches de Commerce de l'Europe les plus riches, une étendue preſque ſans limites. Il n'eſt pas douteux qu'alors l'Eſpagne & les Indes Occidentales ſeroient approviſionnées des Epicéries avec un grand bénéfice, & l'Etat ajouteroit à cet avantage, celui d'en vendre immenſément à l'Etranger. Il en ſeroit de même de toutes les autres Denrées & Marchandiſes des Indes Orientales, mais il faudroit ſuprimer la Navigation de Manille à Acapulco, comme on l'a déjà obſervé (*a*).

La conſommation du Sucre eſt immenſe en Eſpagne, elle en tire de l'Etranger tous les ans pour plus d'une milion de Piaſtres. Cependant le Sucre eſt une production naturelle de l'Eſpagne, & d'ailleurs aucune Nation ne poſſéde en Amérique une ſi vaſte étendue de terres à Sucre, & n a parconſéquent autant de facilité, non ſeulement pour ſe paſſer de l'Etranger ſur cet article, mais encore pour étendre cette branche de Commerce à ſon gré.

Les plantations du Royaume de Grénade étoient très abondantes au commencement du dernier ſiécle: il y avoit des Fabriques de Sucre floriſſantes, à Motril, Adra, Pataura, Lobres, Falobregna, Torrox, & Almengnecar. Ces Fabriques n'ont pu réſiſter à deux cauſes également deſtructives, aux droits exhorbitans dont ces Sucres furent ſurchargés, & au progrès de la Culture des Iſles à Sucre des Hollandois, des Anglois & des François. Les droits d'Alcavala, de Cientos, de Milions & de Dîme montent à trente ſix pour cent, & ces droits impoſés ſur le Sucre qu'on récueilloit en Eſpagne dans le tems que l'Amérique n'en fourniſſoit à l'Europe qu'une petite quantité, & qu'il y étoit parconſéquent fort cher, ſont encore aujourd'hui les mêmes, & abſorbent à préſent preſque la valeur entière du Sucre.

Don Géronimo de Uſtariz a propoſé de rétablir les Sucreries dans le Royaume de Grénade, & d'y ranimer la Culture des Cannes, par l'extinction ou du moins par une grande diminution des droits. Mais quand on accorderoit

(*a*) Voy. le Chap. des Compagnies des Indes.

roit une exemption entière de tous droits, & même d'autres priviléges, les frais de Culture ne ſauroient ſoutenir aujourd'hui le bas prix des Sucres étrangers. L'Eſpagne ſe trouve à l'égard des plantations de Cannes & de la Culture des Sucres, dans la ſituation où les Nations qui cultivent du Tabac en Europe, ſe verront dèsqu'on aura établi des plantations de Tabac dans la Louiſianne. Le bas prix de ces Denrées en Amérique fera néceſſairement tomber les productions de même nature en Europe. La population étend ſans ceſſe en Amérique ces deux ſortes de productions, & peut les y étendre à l'infini ſans les y avilir, parce que les conſommations des Denrées & Marchandiſes d'Europe s'y étendent & y déviennent chères en proportion; en ſorte que le Commerce qui en fait l'échange, pourra toujours les établir en Europe à un prix vil; le bénéfice ſur les envoys donnant de de quoi perdre ſur les retours cent pour cent & plus.

La culture du Sucre en Eſpagne eſt donc un objet à abandonner. Mais il n'en eſt pas de même des Rafineries qui ne ſauroient être trop favoriſées, & du Commerce que l'Eſpagne peut faire des Sucres de ſes Colonnies. Attendu que les droits ſur tous les Sucres en général ſont très conſidérables en Eſpagne, il eſt facile de favoriſer avec ſuccés par des exemptions les Rafineries: mais les exemptions ne ſuffiſent pas pour animer & étendre le Commerce du Sucre; il faut en encourager la Culture dans les Colonnies de l'Amémérique par d'autres moyens qu'il faut ajouter aux exemptions. L'Eſpagne poſſéde des Iſles à Sucre & des Terres très étendues dans le Continent, a portée de la Navigation, & très propres à cette ſorte de production. Il n'y a qu'à les peupler de Noirs, & faire concourir l'importation des Noirs dans l'Amérique, avec des exemptions ſur les Sucres en Eſpagne. Ces précautions aſſurant un bénéfice inconteſtable aux Colons & aux Négocians, ne ſauroient manquer de multiplier en Eſpagne les Sucres du crû de ſes Colonies.

Le Gouvernement a déjà fait quelques démarches qui tendent à élever cette branche de ſon Commerce: il a ſupprimé le traité de l'Aſſiente, qui indépendamment du préjudice inmenſe qu'il portoit au Commerce en général, mettoit les Négocians Eſpagnols dans l'impoſſibilité d'entreprendre la traite des Noirs. Il reſte à encourager les Eſpagnols à ſe livrer au Commerce des Côtes de l'Afrique où la traite eſt libre à toutes les Nations. Quoique l'Eſpagne n'ait point d'établiſſement ſur la Côte d'Afrique qui y favoriſe ſon Commerce, elle peut Cependant faire la traite des Nègres & les tranſporter en Amérique. Ce Commerce n'eſt point hors de la portée de l'Eſpagne: les

les Négoçians de l'Andalouſie l'ont fait autrefois avec leurs propres vaiſſeaux. Les Armateurs Eſpagnols peuvent traiter aujourd'hui avec les Forts & les établiſſemens Portugais, à la Côte depuis le ſénégal juſqu'à Angole ; comme font tous les jours les Hollandois, les Anglois & les François. Il y a d'ailleurs une très grande étendue de Côtes où il n'y a point de Forts, où la traite eſt libre & très bonne: celle d'Angole ſeule pourroit leur fournir pluſieurs Cargaiſons de Négres tous les ans. On aſſureroit ſans doute le ſuccés de la traite & celui de la Culture du Sucre & des autres Denrées de l'Amérique, ſi à l'exemple de la France, on exemptoit des droits de ſortie & d'Entrée, les Cargaiſons des Navires nègriers & leurs retours provenant de la vente de leurs Cargaiſons. Le défaut d'établiſſemens à la Côte d'Afrique n'eſt pas plus un obſtacle à la traite des Noirs, pour les Eſpagnols, que pour les François. Car tous les établiſſemens que la France y poſſéde, appartiennent a la Compagnie des Indes qui ne traite pas quinze cens Noirs par annnée ; & aucun négoçiant François ne peut envoyer faire la traite dans les établiſſemens qui appartiennent a la Compagnie des Indes, ni dans ceux qui appartiennent aux Anglois & aux Hollandois. Cependant les Négoçians François transportent tous les ans de quinze à vingt mille Noirs en Amérique, qu'ils achettent à la Côte d'Or, à celle de Juida & à celle d'Angole. Les Eſpagnols pourroient donc les imiter & en acheter la même quantité aux mêmes Côtes.

C'EST à l'introduction des Noirs qu'eſt due la population de toutes les Iſles à Sucre, & l'introduction des Noirs en augmentant la population de l'Amérique Eſpagnole qu'on dit entièrement dépeuplée, contribueroit infiniment à augmenter la population en Eſpagne, 1°. parcequ'elle étendroit les productions de l'Amérique, ce qui feroit multiplier les Vaiſſeaux en Eſpagne pour en faire le transport en Europe, & porter en Amérique une plus grande quantité de Marchandiſes qu'une conſomnation plus conſidérable rendroit néceſſaires: 2°. les envoys & les rétours ainſi infiniment plus étendus, & le nombre des vaiſſeaux encore augmenté pour le Commerce de l'Afrique, fourniroient à l'Eſpagne beaucoup plus d'occaſions de travail; les Négoçians & une infinité d'Ouvriers & d'Artiſtes s'y multipliroient, parceque les occaſions de travail dans tous pays y attirent & y multiplient les habitans.

ON a depuis longtems introduit la Culture du Chanvre & du Lin au Chyli, dont on fait les Toiles & les Cordages pour la Marine du Sud; cette Culture eſt ſuſceptible d'une grande augmentation, à la qu'elle on parviendroit avec le ſecours des Nègres. Un canton de la nouvelle Eſpagne produiſoit autre fois des Soies d'une très bonne qualité ; cette Culture a été négligée & pourroit

roit être rétablie facilement. La Cochenille, le Caçao, le Coton & l'Indigo, ſont, comme le Sucre, des productions d'un très bon débit en Europe, & toutes ſuſceptibles d'une grande augmentation.

On prétend que l'Amérique Eſpagnole eſt fort dépeuplée, & qu'elle n'a pas aujourd'hui le quart d'habitans, y compris les Eſpagnols & les Africains, de ce qu'elle contenoit d'Indiens au tems de la conquête. On attribue cette dépopulation a l'Eſclavage auquel on a aſſujeti les Indiens. Mais il y en a une autre cauſe plus douce & qui fait moins de tort à l'humanité des Eſpagnols. En civiliſant les Indiens, ils leur ont apris à ſe vétir, à ſe procurer toutes les commodités de la vie; ils leur ont rendu néceſſaires tous les beſoins du luxe qu'ils ne connoiſſoient pas, & qu'ils leur ont fourni d'Europe; & les Indiens de leur côté ont inſenſiblement manqué de quoi ſe procurer leurs nouveaux beſoins. Toutes ſortes de Manufactures & les plantations mêmes des Fruits d'Europe leur ont été interdites. Ils ont manqué d'occupations, & la vraie faute que les Eſpagnols ont commiſe en les civiliſant, en leur donnant de nouveaux beſoins, c'eſt de n'avoir pas eu l'attention de les porter à la Culture des productions naturelles du pays, qui en leur fourniſſant de quoi ſe procurer leurs nouveaux beſoins de néceſſité & de luxe, auroient non ſeulement entretenu, mais encore étendu leur population. Ce n'eſt que par la Culture du Sucre, de l'Indigo, de la Cochenille, du Caçao, &c. que l'Amérique Eſpagnole peut être repeuplée.

Toutes ces productions ſont en même tems les plus riches reſſources du Commerce d'Eſpagne; mais on en arrêtera toujours les progrès en les chargeant de droits immenſes. Ce n'eſt que par des exemptions qu'on peut eſpérer de les augmenter, d'en rendre le Commerce floriſſant, & par là de peupler en même tems l'ancienne & la nouvelle Eſpagne.

C'est une maxime bien ſage de ne jamais mettre en ferme les denrées de l'Etat. Lorſque l'Adminiſtration de la finance a crû trouver dans un Bail à ferme d'une Denrée, des avantages & un ſecours de finance, on a promptement diminué ou târi même la ſource de la finance, par le découragement des cultivateurs, ou par l'abandon & la chûte rapide de la Culture de la Denrée miſe à ferme. Les abus, les excés cauſés par l'avidité des fermiers, leur Monopole autoriſé, ne pouvoient manquer de détruire fort promtement l'objet même de la ferme. C'eſt ainſi que l'Eſpagne a perdu les avantages du Commerce de l'eau-devie en donnant à ferme la vente excluſive des eaux-devie & des liqeurs fortes. On a vû le fermier vendre ſoixante réaux, les eaux-devie qu'il n'achetoit que vingt réaux. On ne peut autoriſer un Monopole plus deſtructif.

Les

Les eaux-devie ſont en Eſpagne l'un des principaux Articles du Commerce de terre, dont l'exportation encourageroit la Culture des vignes, ſi utile à la population, & diminueroit beaucoup, ſi la vente en étoit libre & moins chargée de droits, la ſortie des matières d'Or & d'Argent. La liberté de ce Commerce eſt d'autant plus prècieuſe à l'Etat, qu'elle fait valoir les vignes dont le vin eſt ſans qualité, & les vins dont la médiocrité & l'éloignement des Ports de Mer empêche le dèbit.

Suivant les calculs modèrès de don Geronimo de Uſtaris, l'Eſpagne paye aux Etrangers pour la Morue, le Saumon, les Harangs, les Sardines & autres poiſſons Salès, trois milions de Piaſtres, - - 3000000

Pour le Poivre, la Canele, la Muſcade, &c. tant pour la conſommation intérieure, que pour celle des Indes Occidentales, deux millions cinq cens mille Piaſtres, - - 2500000

Pour le Sucre, un million de Piaſtres, - - - 1000000

Pour les Cordages & Toiles à Voiles, cinq cens mille Piaſtres. 500000

total Piaſtres 7000000

L'Espagne peut done retenir cette ſomme de ſept millions de Piaſtres tous les ans ſur les tréſors des Indes Occidentales, par le ſecours ſeul de ſes productions naturelles, ſans celui des Manufactures, qui éxigent les efforts de la plus grande induſtrie, des fonds conſidérables, des ſoins & des encouragémens infinis, & qui cependant ont toujours a rédouter pour le ſuccès, les effets de la concurrence étrangère.

On a trop ſouvent règardé en Eſpagne les exemptions, ou les modérations de droits, comme la deſtruction des revenus publics, & ce préjugé a quelquefois fait rejetter les projets les plus utiles au Commerce, & rendu infructueuſes les repréſentations des Miniſtres les plus éclairés & les plus zélés pour le bien Public. C'eſt un reproche qu'on pourroit faire a plus d'une Nation Commerçante. On n'eſt point aſſéz ſenſible à la vérité de cette maxime; qu'en augmentant le Comerce, on augmente la population & les revenus publics. Une branche de Commerce favoriſée par des exemptions qui coûtent tous les ans une ſomme déterminée au Tréſor de l'Etat, lui ouvre de nouvelles branches de revenus, ou augmente de mille manières celles qui ſont deja connües. Les conſommateurs ſe multiplient, les ventes & les conſommations ſe répétent continuellement, & les droits qui en réſultent accroiſſent ſans ceſſe les révenus publics & municipaux; les peuples s'enrichiſſent, & la richeſſe des peuples eſt la ſeule qui conſtitue celle de l'Etat.

Si l'Eſpagne ajoutoit à ces ſept milions de Piaſtres, l'augmentation des Grains, celle des Soies, des Laines, des Vins, des Huiles, &c. celle des Sucres & des autres productions de l'Amérique, dont elle pourroit vendre à l'Etranger pour pluſieurs milions au-delà de ce qu'on en exporte actuellement, ſa balance prendroit néceſſairement la ſupériorité ſur celle de ſes voiſins. Sa Marine deviendroit puiſſante. Elle feroit ſur tout des progrès rapides, ſi les droits d'entrée & de ſortie étoient modérés ſur toutes les importations & les exportations qui ſe feroient par ſes propres Vaiſſeaux.

On reproche a l'Eſpagne d'avoir mal réglé ſes Tarifs d'entrée & de ſortie. C'eſt un eſprit de Finance mal entendu qui les a dirigés. On a crû qu'il falloit charger de droits tout ce qui ſort du Royaume, ſur le prétexte que ces droits ſont payés par les Etrangers; & qu'il faut au contraire modérer les droits d'entrée en faveur des ſujets qui conſomment. Sur ce principe toutes les Denrées, toutes les Marchandiſes on été confondues & ſoumiſes aux mêmes droits. Une parfaite connoiſſance de la Finance réjette ce principe, & ne ſoumet les différentes Denrées & Marchandiſes aux droits d'entrée & de ſortie, qu'avec une diſtinction rélative à l'intérêt du Commerce que le ſage politique, que le ſage Financier régarde comme la vraie ſource des revenus publics.

Les progrès de l'Agriculture, des Arts & du Commerce, & conſéquemment l'intérêt des Finances de l'Etat, qui n'ont point leur ſource ailleurs, exigent qu'on diſtingue dans les Tarifs, les matières brutes, des matières ouvrées; & les matières uniques, de celles dont l'Etranger peut ſe paſſer; & parmi les productions de l'Art, il eſt encore très important de ne point confondre celles qui dépendent d'un Art unique ou d'une induſtrie locale que les Etrangers ne peuvent imiter, de celles qui trouvent chez eux beaucoup de concurrence. On ne ſauroit trop favoriſer la ſortie de tout ce qui eſt mis en œuvre. C'eſt un des plus ſurs moyens d'animer la Culture des matières premières, & l'induſtrie qui s'occupe à les travailler. Mais il eſt cependant très dangereux de ſurcharger beaucoup les matières que l'Etat ne peut point employer en entier, de droits de ſortie, parceque l'excés les renchérit pour l'Etranger, en empêche l'exportation, & en éteint bien-tôt la Culture; car le Cultivateur ſuccombant alors ſous le poids de ſon ſuperflu, la néglige, ou l'abandonne tout-à-fait. Quoique la Barille qui croit en Eſpagne, ſoit une production unique en Europe, qu'on n'ait pu la faire réuſſir ailleurs, & que les autres Nations ne puiſſent s'en paſſer, cependant l'exportation de cette production peut-être ſurchargée de droits à un tel excés que le Cultivateur ſe trouve forcé de la négliger. L'Etranger l'achette cher & paye

paye ſans doute ces droits ; mais d'un côté, l'exceſſive cherté le porte à reſtraindre ſa conſommation, & de l'autre, comme le Cultivateur ne profite point du prix que les droits ajoutent à cette production, il cultive moins. Par cette raiſon on ſe plaint que la Culture de la Barille eſt Fort négligée en Eſpagne. Les droits qu'on y a mis montent à près de la motié du prix. Non ſeulement le Cultivateur eſt accablé par ces droits exceſſifs, mais il l'eſt encore par les abus & les vexations du fermier. Lorſqu'on veut favoriſer des Manufactures, ſoit par des impoſitions de droits ſur la ſortie des matières premières, ſoit par des prohibitions abſolues, on doit toujours craindre de décourager les Cultivateurs, ou de forcer les Etrangers à uſer de repréſailles, ou à trouver enfin dans les réſſources de leur induſtrie, les moyens de ſe paſſer de la nôtre, ou de nos matières premières. Seroit il impoſſible à l'Art de faire la découverte de quelque plante, ou de quelque préparation de Cendres, qui tienne lieu de la Soude de Barille, ou même qui lui ſoit ſupèrieure ? l'orſqu'il s'agit d'impoſitions de droits de ſortie, ou de prohibitions, on doit toujours rédouter les efforts de l'induſtrie étrangère, que produit la néceſſité.

L'ARTICLE des Soies n'eſt pas une production unique, mais attendu l'excellente qualité des Soies d'Eſpagne, les Etrangers les récherchent avec empréſſement. Elles ſe trouvent cependant en concurrence dans les Marchés de l'Europe, avec les Soies de Piémont, d'Italie, de Sicile, du Dauphiné & du Languedoc, & ne peuvent la ſoutenir que par la proportion du prix au quel on peut les établir dans les Marchés. Or les Soies étant plus chargées de droits en Eſpagne qu'en tout autre pays, il eſt inconteſtable que c'eſt ſur le Cultivateur que tombent néceſſairement les droits, & non ſur l'Etranger qui achette les Soies. Ces droits diviſés en cinq branches, montent au total à plus de ſoixante pour cent. Il n'eſt pas diſicile de comprendre de là que le Cultivateur qui trouve un prix ſi modique du fruit de ſon travail, dont on lui enlève les trois cinquièmes, ne doit pas naturellement donner l'eſſor à ſon induſtrie, qu'il doit être découragé, & que ſon indolence reſſerre inſiniment les productions, & contribue à la richeſſe des autres Nations occupées de la même Culture. La valeur que les droits laiſſent a la Soie pour le propriétaire, eſt ſi modique, que la Soie mérite à peine les ſoins & les frais de la Culture. L'interdiction de la ſortie achéveroit de détruire cette valeur, & ſeroit la plus grande faute que peut faire l'Adminiſtration de l'Etat.

SI l'on impoſoit les mêmes droits ſur les Vins & ſur les Huiles, les Etrangers y renonceroient: leurs achats deviendroient plus conſidérables en France, en Portugal & en Italie. Mais l'excés des droits ſur les exportations, le

plus inconcevable, c'eſt celui qu'on exige ſur le Sel. Cette production eſt comme une ſource inépuiſable; on s'en procure l'abondance avec un travail facile & peu dispendieux; la conſommation en eſt néceſſaire. Ainſi ſi on vouloit en baiſſer le prix à ce que coûte la main d'œuvre & un droit extrêmement modique, on en augmenteroit infiniment le débit. Les peuples qui en manquent, l'acheteroient en Eſpagne, au lieu de ſe pourvoir en France, en Portugal & en Sicile. L'Eſpagne a l'avantage de pouvoir ſe procurer la préférence par la qualité ſupérieure de ſon Sel, tant parce qu'on le travaille avec bien moins de frais, que parceque les Hollandois lui donnent dans les Rafineries dix pour cent d'augmentation de plus qu'au Sel de Portugal, & vingt pour cent de plus qu'au Sel de France; ce qui donne à l'Eſpagne la facilité de le vendre à meilleur marché que la France & le Portugal, avec un bénéfice égal, & par conſéquent d'en débiter une plus grande quantité. Le Roi percevant des droits plus modiques, mais ſur une plus grande quantité de matière, recevroit le même revenu, & cependant l'exportation conſidérablement augmentée, feroit entrer une plus grande ſomme dans l'Etat.

Les droits de ſortie doivent être réglés en raiſon du beſoin des Etrangers, des Avantages de l'Agriculture, de l'Induſtrie, du Commerce; & il ſemble qu'en Eſpagne les droits d'entrée & de ſortie n'ont été réglés que rélativement aux beſoins de la Finance, & non à l'avantage du Commerce, de l'Agriculture, des Arts, & aux intérêts de la Finance bien entendus.

C'est ſur les différens objets qu'on vient de parcourir, que l'Eſpagne doit porter principalement ſon attention. Ces objets préſentent les moyens les plus naturels, les plus ſimples, les plus faciles, & les plus infaillibles qu'on puiſſe employer pour rétenir une bonne partie des tréſors des Indes Occidentales, & pour rétablir l'abondance & la population dans l'ancienne & la nouvelle Eſpagne. Doit on attendre les mêmes avantages des Manufactures? c'eſt-là la matière d'un examen & d'une diſcution très intéreſſante pour le Commerce d'Eſpagne, & pour celui de toutes les Nations qui ont des Manufactures propres au Commerce d'Eſpagne.

L'Espagne eſt l'Etat de l'Europe, & peut-être de l'Univers entier, celui que ſa ſituation naturelle & ſon propre fond rendroient le plus promptement riche; celui qui pourroit accumuler avec le plus de rapidité l'Or & l'Argent, & qui parviendroit plûtôt & plus facilement à ce Période d'opulence, à cet excés de richeſſes qui en détruiſant l'induſtrie, ramene l'indigence, parce qu'il faut alors que l'Etat ſuccombe ſous le poids énorme de ſes tréſors.

Pour

POUR s'en convaincre, on n'a qu'à ſuppoſer en Eſpagne l'Agriculture floriſſante, & qu'elle met en œuvre toutes ſes matières premières; on conviendra que l'Europe ſeroit innondée dans peu de tems, de ſes Grains, de ſes Vins, de ſes Eaux-devie, de ſon Savon, de ſes Huiles & de ſes fruits; de ſes Etoffes de Laine & de Soie, de ſes Toiles, de ſes Cuirs tannés, de ſes ouvrages d'Or & d'Argent, de Fer & d'Acier, pendant que ſa Pêche ſuffiroit à ſa conſommation & qu'elle ne payeroit que quelques Mâtures au Nord pour l'entretien de la plus puiſſante Marine de l'Europe. Dans cette hipotèſe l'Eſpagne, même ſans Colonnies, ſeroit peut-être des Nations Européennes la plus riche. Si on y ajoute tout le Commerce qu'elle pourroit faire dans les deux Indes, on la voit en état d'approviſionner, elle ſeule, l'Europe préſque entière de toutes les Denrées & Marchandiſes de l'Amérique & des Indes Orientales, & d'en accumuler chez elle le produit immenſe avec les 70. ou 80. milions de matières d'Or & d'Argent qu'elle tire tous les ans du Mexique & du Perou. Ces métaux accumulés en une immenſe quantité en Eſpagne en fort peu d'années, y ſeroient d'autant plus avilis, qu'ils y ſeroient ſans emploi. Mille Canaux s'ouvriroient alors pour les faire paſſer chez les autres Nations, & l'Eſpagne s'appauvriroit d'autant plus promptement enſuite que ſon induſtrie diſparoitroit avec eux.

LA liberté & la hardieſſe de la Théorie peuvent embraſſer cette immenſité d'objets, & propoſer au miniſtère de les ſuivre. Mais une ſage prévoyance enviſage dans un ſiſtême général d'amélioration, cet excès de richeſſes, & régarde comme un bonheur, qu'il ne ſoit pas facile d'y conduire une Nation. Il eſt bien plus prudent, plus ſage & plus heureux pour l'Etat, que ceux qui le gouvernent, examinent avec ſoin toutes les parties d'un fond ſi riche, & ne s'attachent qu'à celles qu'il eſt le plus facile de mettre en valeur, aux branches des Arts, de l'Induſtrie & du Commerce les plus ſuſceptibles d'un progrés rapide; dont le ſuccés peut être le plus aſſuré & le plus prompt. Il ne ſuffit pas ſans doute à l'Eſpagne de rétablir l'Agriculture & d'étendre ou de mieux tourner à ſon bénéfice toutes les branches de ſon Commerce extèrieur. Il lui faut des Manufactures, un Etat ſi vaſte, qui à beaucoup de Provinces éloignées du Commerce maritime, & riches en matières prémières; doit avoir des manufactures. Mais dans l'inpoſſibilité d'avoir toutes ſorte de Manufactures, attendu même les inconvéniens qu'il y auroit à les poſſéder toutes, la prudence du Miniſtère doit faire un choix: il doit porter ſon attention & ſes encouragemens ſur celles qui ſont les plus utiles; les plus néceſſaires & les plus propres à ſoutenir ſans excès les avantages de la balance du Commerce. Le choix, la manière d'établir des Manufactu-

factures, de les encourager & d'en assurer le succés en Espagne, les obstacles qu'il faut vaincre; ceux qui naissent du local, de l'état de la Population; des mœurs, du goût, du Génie des habitans; de la Nature, de la sorte de Manufactures qu'on peut se proposer d'établir; de la concurrence enfin des Manufactures étrangères, exigent une discution qui a échapée aux Ecrivains Espagnols.

Les Manufactures ont tout à rédouter de la concurrence, & du défaut de concurrence; de la concurrence des Manufactures étrangères & rivales, & du défaut de concurrence d'Artistes & d'Ouvriers dans les lieux de leurs établissemens. La concurrence est le principe le plus actif du Commerce, elle est l'ame de l'industrie: nous ne l'examinons ici que rélativement aux succés de Manufactures.

C'est la concurrence des Ouvriers & des Artistes qui contribue le plus à établir le bas prix de la Main d'œuvre, qui excite l'industrie à faire les plus grands efforts, & qui la rend capable de saisir les goûts du Consommateur, de les prévenir même, & de les irriter.

Les succés de toutes sortes de Manufactures dépendent entièrement de quatre choses, de la main d'œuvre, de l'emploi des matières premières, du prix & du goût. La main d'œuvre exige beaucoup de talens dans l'Ouvrier; l'emploi des matières premières demande du choix; le prix est toujours en rapport de la main d'œuvre, du goût & du besoin de l'acheteur. Le goût, dans un grand nombre de Manufactures, n'a point de règle fixe. Ainsi toute Nation qui veut élèver des Manufactures, doit se procurer un grand nombre d'Ouvriers habiles; des matières premières de la meilleure qualité & au plus bas prix, pour établir la Manufacture à bon marché par le bas prix de la matière première & de la main d'œuvre; & la bonne qualité de la Manufacture, par celle de la matière, & par l'habileté de l'Ouvrier: elle doit se procurer aussi les avantages du goût dans les Manufactures, dont le goût fait le principal mérite, ou auxquelles le goût ajoute une plus grande valeur.

La concurrence des Ouvriers & des Artistes, qui contribue infiniment au bon marché de la Main d'œuvre, est aussi la cause qui fait naître, qui entretient & qui élève le goût à sa perfection par les efforts qu'elle fait faire au Génie & à l'industrie. C'est-là le principe de ce ton de supériorité que la fabrique de Lyon a pris & soutient depuis plus d'un siècle sur toutes les autres

tres fabriques de l'Univers, & qu'elle ne peut perdre que par des émigrations conſidérables d'Ouvriers & d'Artiſtes, par une mauvaiſe adminiſtration du Commerce. C'eſt auſſi le défaut de cette concurrence qui rend près-qu'impoſſible aux Nations qui n'ont point de Manufactures, ou qui en ont peu, d'en élèver de riches & de récherchées, & d'entrer en cocurrence avec Lyon, tant pour le bas prix de la Main d'œuvre, que pour le goût; car l'Art qui exécute de ſi beaux deſſeins dans la fabrique de Lyon, qui les varie ſans ceſſe en y ajoutant toujours des graces nouvelles, de nouveaux agrémens, s'il étoit l'ouvrage d'un ſeul homme, montreroit une ſagacité & une étendue de Génie, à laquelle un ſeul homme ne ſauroit atteindre. Cet Art eſt l'invention de pluſieurs hommes qui l'ont ſucceſſivement perfectionné.

MAIS ce qui donnera, dit M. Didrot, la ſupériorité à une Manufacture ſur une autre, c'eſt ſur tout la matière qu'on y emploiera, jointe à la célérité du travail & à la perfection de l'ouvrage. Quant a la bonté des matières, c'eſt une affaire d'inſpection. Pour la célérité du travail & la perfection de l'ouvrage, elles dépendent entièrement de la multitude des Ouvriers raſſemblés. Lorsqu'une Manufacture eſt nombreuſe, chaque opération occupe un homme différent: tel ouvrier ne fait & ne fera de ſa vie qu'une ſeule & unique choſe; d'où il arrive que chacune s'exécute bien & promptement & que l'ouvrage le mieux fait eſt encore celui qu'on a à meilleur marché. D'Ailleurs le goût & la façon ſe perfectionnent néceſſairement entre un grand nombre d'Ouvriers, parce qu'il eſt dificile qu'il ne s'en rencontre quelques uns capables de réfléchir, de combiner & de trouver enfin le ſeul moyen qui puiſſe les mettre au deſſus de leurs ſemblables; ce moyen eſt d'épargner la matière, ou d'allonger le tems, ou de perfectionner l'induſtrie, ſoit par une machine nouvelle, ſoit par une manœuvre plus commode. Si les Manufactures étrangères, continue M. Didrot, ne l'emportent pas ſur celles de Lyon, ce n'eſt pas qu'on ignore ailleurs comment on travaille là. On a partout les mêmes métiers, les mêmes ſoies, & à peu près les mêmes pratiques: mais ce n'eſt qu'a Lyon qu'on a 30000 Ouvriers raſſemblés & s'occupant tous de l'emploi de la même matière.

LA difficulté en effet, l'impoſſibilité même de raſſembler dans une ville la quantité d'Ouvriers & d'Artiſtes qu'exigent les Manufactures dont les ouvrages ſont autant les productions du Génie & du goût, que celles de la Main, peut-être régardée comme un obſtacle près-que invincible à l'établiſſement de ces ſortes de Manufactures chez une Nation qui n'en poſſéde aucune,

cune, ou qui n'en poſſéde que de très imparfaites. Quels efforts ne faut-il pas faire pour parvenir à entrer en concurrence avec la Nation chez laquelle ces Manufactures ſont depuis long-tems portées au plus haut degré de perfection? quelles dépenſes, quels fonds d'Argent, d'Artiſtes, d'Ouvriers & d'Ouvrières n'exigent pas la filature, les divers apprêts, les teintures & les deſſeins? il faut de toute néceſſité attirer de l'Etranger, des Maîtres dans tous les genres pour former parmi les nationnaux, des Eléves, des Apprentifs; car il n'y a point de Nation en état d'acquerir tout d'un coup le nombre d'Ouvriers Etrangers ſuffiſans pour élever & ſoutenir ces ſortes de Manufactures ſans employer les nationnaux. Dans combien de tems les nationnaux ſeront ils inſtruits d'un Art très difficile, dont ils n'ont aucune notion? où ſont les Entrepreneurs, les Capitaux; quelle ſorte de certitude a-t-on de la réuſſite? les hommes ne ſe tournent d'eux mêmes qu'imperceptiblement vers un ouvrage nouveau, quoiqu'il leur paroiſſe avantageux. On peut propoſer des filatures, des métiers à des bras inutiles: il s'en trouve ſans doute; mais il faut un tems conſidérable pour les inſtruire & les encourager, avant que leur travail puiſſe former un objet d'attention. Il s'agit d'inſtruire des hommes groſſiers, de donner à leurs mains, une habileté que leur eſprit ne comprend pas, & de les rendre capables d'égaler des rivaux conſommés dans leur Art, de ſéduire les ſeuls juges des Manufactures, qui ſont les conſommateurs.

On peut ſurmonter tous ces obſtacles: on peut attirer des Maîtres étrangers, & avec leur ſecours, former des fileuſes, des appréteurs, des tinturiers, des déſſinateurs, d'habiles Ouvriers pour lire les deſſeins, pour monter les Métiers, & d'habiles Négoçians pour répandre le goût ſur la fabrication, & en procurer la vente, qui eſt l'encouragement le plus eſſentiel à donner à toutes ſortes de Manufactures. Mais pendant qu'une Nation s'occupe à faire des aquiſitions ſi étendues & ſi dificiles, l'entrepreneur perd néceſſairement les trois quarts ou la totalité de ſon Capital: ſes frais immenſes établiſſent chez lui ſes Marchandiſes à un prix bien audeſſus de celles des Manufactures en poſſeſſion de fournir tous les conſommateurs: elles reſtent invendues, ou il faut qu'il les vende à perte pour ſoutenir au marché la concurrence des Manufactures étrangères. Quelque parti qu'il prenne pendant pluſieurs années, ſa ruine eſt inévitable; les fonds lui manquent pour ſoutenir ſon entrepriſe; ſa Manufacture devient languiſſante, & tombe infailliblement. Tout bon Manufacturier en ce cas prévoit ſa ruine. l'Etat ſeul peut la prévenir par des encouragemens, ſur la conſience des quels on peut engager un Manufacturier à former des entrepriſes. Mais quel ſeroit

l'Etat

l'Etat à qui la ſituation de ſes Finances pérmettroit de donner des encouragemens ſuffiſans pour faire l'acquiſition des Manufactures de Lyon, & de ſoutenir pendant pluſieurs années avec une conſtance bien ferme & bien ſuivie, une imitation qui ne ceſſeroit de donner des pertes énormes?

L'ACHAT aux dépens de l'Etat, des ſécrêts pour l'apprêt & les teintures, ou des machines; des Récompenſes accordées à des Artiſtes, à des entrepreneurs, même des avances de fonds, ne ſeroient encore que des encouragemens inſuffiſans. L'achat des Marchandiſes au bénéfice des Manufactures par un Magaſin établi aux dépens de l'Etat, eſt le plus grand encouragement qu'on ait trouvé pour en aſſurer les progrés. Le Roi de Dannemarck en a donné l'exemple à l'Europe. Mais cet expédient qui a réuſſi à l'égard des Manufactures communes pour la conſommation intérieure, auroit il le même ſuccés à l'égard des Manufactures de goût? & dans quel Etat peut-on d'ailleurs imiter en tout la ſageſſe de ce Monarque?

MAIS ſi on eſt parvenu à former parmi les Nationaux, des fileuſes, des Apprêteurs, des Tainturiers, des Ouvriers de toute eſpèce, des Déſſinateurs, des Artiſtes, le ſuccés des Manufactures n'eſt point encore aſſuré. L'abondance, le bon marché des matières premières & des choſes néceſſaires à la vie, la concurrence même des Ouvriers ſi difficile à obtenir, ne ſuffiſent pas encore aux établiſemens nouveaux d'une Nation, pour ſoutenir la concurrence des mêmes établiſemens, floriſſans chez une autre Nation. Il faut vendre, & les nouvelles Manufactures ne ſçauroient vendre au même prix que les Manufactures rivales, ſans des pertes énormes. Les Entrepreneurs doivent rétrouver leurs capitaux avec un bénéfice auquel l'Etat ne ſauroit ſuppléer, ſi les Manufactures ſont étendues & en grand nombre; parceque la dépenſe ſeroit exceſſive; & ſi les Manufactures ſont iſolées, ou en petit nombre, elles manqueront néceſſairement par le défaut de concurrence d'Ouvriers.

IL faut régarder les Manufactures qui ſont les productions les plus parfaites de l'Art & du Génie, telles que celles des étoffes de Soie de Lyon, de certaines étoffes de Soie de tours, d'Italie, d'Angleterre; de certaines étoffes de Laine d'Angleterre, de France, celles des Cotonades de Rouen, des Camelots de Bruxelles, & de Lille; les Fabriques de Dentelles de Bruxelles, & de Malines, de Valenciennes, d'Alençon & d'Argental; celles des Toiles des Pays-Bas, de Hollande, de France, de Suiſſe, &c. comme des domaines de l'induſtrie humaine en Général, dont l'induſtrie de chaque Nation en

particulier peut disputer la propriété, mais que toutes ne ſauroient poſſéder en même tems.

Toute Nation peut devenir induſtrieuſe : il n'eſt aucune ſorte d'induſtrie qui ne ſoit également à la portée de tous les Hommes en Général, lorsqu'ils ſont éxcités ſoit par la néceſſité, ou par lavidité du gain ; mais il eſt impoſſible que l'induſtrie faſſe chez tous les hommes les mêmes progrés ſur les mêmes objets, parcequ'ils ne peuvent avoir les mêmes motifs capables de les y porter & de les animer. Les Manufactures qui exiſtent aujourd'hui en Europe, ſont plus que ſuffiſantes pour la conſommation de l'Europe entière, & pour celle que le Commerce à étendue dans les trois autres parties du monde. Les Manufactures ne ſauroient être ni plus étendues, ni plus abondantes; elles ſont forcées de reſter dans les limites que la conſommation leur a prescrites. Toute Nation ſans Manufactures de ces claſſes ſupérieures que nous avons citées, qui ſe propoſe d'en élever, doit done néceſſairement faire une conquête ſur les Nations qui en ſont en poſſeſſion. Or quels ſeront les motifs capables de porter cette Nation à former cette entrepriſe, à étendre aſſez ſon induſtrie pour lui en aſſurer le ſuccés ? il n'eſt point queſtion ici de néceſſité: la nation ne peut être engagée que par l'avidité du gain, & ce motif s'éclipſe infailliblement par l'impoſſibilité de parvenir à l'établiſſement de la concurrence autrement que par des pertes exceſſives, & telles que l'Etat même le plus riche ne ſçauroit les ſoutenir.

Il n'y à que des révolutions étrangères à l'induſtrie, capables de faire paſſer ces ſortes de Manufactures d'une Nation à l'autre. Lyon & Tours n'ont fait la conquête de leurs Manufactures ſur aucune Nation; l'Italie avoit imité les etoffes unies de la Perſe, & ces deux villes ont d'abord imité les etoffes unies de l'Italie, comme toute autre Nation peut aiſément imiter aujourd'hui quelques unes des leurs. Elles ont enſuite tout perfectionné; l'Art & le Génie ſe ſont ſucceſſivement développés. Ces villes ont pour ainſi dire créé les ouvrages riches & de goût; comme elles n'avoient point de rivales, elles étoient auſſi ſans modéles. Ces ſortes de Manufactures ſe ſont formées & perfectionnées ſans concurrence étrangère, par le ſeul effet d'une émulation intérieure, & ſont devenues un fonds immenſe de productions dont une concurrence étrangère ne peut aujourd'hui ſoutenir le poids.

Lorsque par les ſoins de Colbert, les Manufactures de Soie produiſirent en France un Commerce de près de cent millions monnoie actuelle, lorsqu'en 1669 ce Miniſtre fit fabriquer les draps fins & éléva les Manufactures d'étoffes

toffes de Laine au point qu'on compta juſqu'à quarente quatre mille deux cens métiers dans le Royaume; quand en 1666 on commença à faire en France d'auſſi belles Glaces qu'à Veniſe, & bien-tôt des Glaces dont la beauté & la grandeur n'ont pu être imitées ailleurs; quand les Tapis de Turquie & de Perſe furent ſurpaſſés à la Savonnerie, & les Tapiſſeries de Flandres aux Gobelins; aucune Nation ne poſſédoit alors un tel fonds de richeſſes. Ce fonds d'induſtrie étoit presque ſeul ſuffiſant pour l'aproviſionnement de l'Europe, & la France n'avoit point de rivaux à combattre, ni de concurrence à craindre chez les autres Nations. Un heureux génie y porta les Arts & l'induſtrie à un dégré de perfection inconnue par tout ailleurs, & lui donna le Commerce exclusif de leurs plus riches productions.

L'EMIGRATION ſi connue & ſi ſouvent réprochée au Miniſtère de France, cauſée par la révocation de l'Edit de Nantes, ne fut point aſſéz étendue, aſſez Générale, pour transporter chez l'Etranger, ce fonds de richeſſes. Il reçut quelque atteinte de l'induſtrie d'un petit nombre de Citoyens expatriés, car tous les réfugiés n'étoient pas Ouvriers ou Artiſtes; & la France n'a éprouvé dans la ſuite en ce genre, qu'une rivalité trés foible. Cet événement enrichit la Hollande & l'Angleterre principalement de quelques Manufactures de Soie, mais qui n'ont pu cependant imiter celles de Lyon. Il eut fallu une plus grande révolution, des événemens plus Etranges en France, pour faire paſſer toutes ſes Manufactures chès ces deux Nations rivales; & ſi cela étoit arivé, les petites pertes qu'elle éprouva alors, prouvent bien que ces Manufactures auroient été perdues pour toujours, ou tout au moins pour des ſiècles, puisque la Hollande & l'Angleterre ont ſi bien ſçu conſerver la portion de l'induſtrie Françoiſe que leur procura la révocation de l'Edit de Nantes, malgré tous les ſoins que s'eſt donné la France pour la rappeller.

L'ANGLETERRE n'auroit peut être jamais poſſédé ſes Manufactures d'etoffes de Laine qu'elle a perfectionnées & variées avec un art infini, ſans les révolutions des Pays-Bas, qui ne ſeront à portée de les réprendre que lorsque la cherté de la main d'œuvre chez les Anglois leur fera perdre tous les avantages de la concurrence.

AINSI la France & l'Angleterre n'ont trouvé, pour produire & éléver l'excellence de leurs Manufactures, aucune concurrence à combattre. Elles n'ont point parconſéquent commencé par des pertes, mais par de grands bénéfices, & ſe ſont miſes facilement en poſſeſſion du privilége d'en aproviſionner toute l'Europe & les autres parties du monde.

Les Manufactures que poſſéde la Hollande, n'y ont point été appellées, elles n'y ſont point nées, l'Etat n'a fait aucune dépenſe pour les y établir; elles s'y ſont réfugiées de tous les pays ou les Ouvriers ont été troublés dans leur fortune ou leur conſcience. La cherté de la main d'œuvre qui devient tous les jours exceſſive en Hollande & en Angleterre par les richeſſes que le Commerce y accumule ſans ceſſe & par l'excès des impots, peut rendre bien-tôt ces Manufactures aux pays qui les ont perdues, c'eſt-à-dire, à la France & aux Pays-Bas; & qui ſont en état de les réprendre par la conſtitution de leur Gouvernement, par leur induſtrie & les établiſement dans le même genre, qui leur reſtent encore, qui les mettent en état de profiter des avantages du bas prix & de s'élever par des bénéfices. Les ſeules Nations voiſines peuvent profiter de cette révolution dont le Commerce de la Hollande & celui de l'Angleterre ſont ménacés; parcequ'elles n'ont dautres efforts à faire que de perfectionner des établiſemens deja formés depuis longtems. L'induſtrie néceſſaire y exiſte, il n'y à qu'à l'animer & la rendre plus curieuſe de ſes ouvrages.

Les Nations qui ſont en poſſeſſion des Manufactures, ne les conſervent qu'à force d'induſtrie, de vigilence & de ſoins. Si ce riche dépôt paſſe chez leurs voiſins, les Hommes occupés à ſa conſervation, l'accompagnent dans ſa fuite. C'eſt un fleuve qui ſe détourne de ſon cours ordinaire, qui va arroſer & fertiliſer d'autres campagnes; mais la cauſe qui le transporte hors de ſon lit, ſe trouve & agit chez la Nation même qui le poſſédoit: il en coûte peu pour s'enrichir, à la Nation qui veut le recevoir. Mais tant que les Nations qui poſſédent ce tréſor employeront l'induſtrie & les ſoins que ſa conſervation exige, ce ſeroit une ambition peu réfléchie de la part des autres Nations, que celle qui les porteroit à entreprendre de le partager ou de l'acquérir: elles ne peuvent faire que des efforts inutiles & ruineux.

Les premiers ſoins ſeront appliqués à former un grand nombre d'Ouvriers de toute eſpéce, dont la plûpart ſeront énlévés à la Culture de la terre; & la perte la plus importante & la plus ſenſible pour l'Etat, ſera celle de tous les Ouvriers qui ſe trouvant bien-tôt ſans occupation, iront augmenter les richeſſes des Manufactures étrangères. Car il ne faut pas compter ſur le retour des Artiſans à la terre. Des Hommes & des Enfans accoutumés à des travaux ſédentaires, à l'abri de l'injure des ſaiſons, ne ſont point en état de ſuivre le cultivateur dans ſes éxercices pénibles; leur exemple ne ſeroit propre qu'à corrompre les travailleurs. De là il eſt aiſé de conclure que l'Eſpagne ne doit point s'occuper des Manufactures du grand luxe, qu'elle ne doit point entre-

entreprendre d'imiter les Manufactures de France & d'Angleterre, tant que ces deux Nations ſeront occupées du ſoin de les conſerver ; parcequ'il ſera toujours impoſſible à toutes Manufactures d'en ſoutenir la concurrence.

MAIS, dira ton, qu'on compare les productions de l'Angleterre avec les fruits que l'Eſpagne peut tirer, ſoit de ſon propre fonds, ſoit de ſes Colonnies, on ſera frappé des avantages que les Manufactures donnent à une Nation induſtrieuſe, ſur celle qui ne l'eſt pas ou qui l'eſt moins. Pourquoi l'Angleterre qui n'a point de Mines d'Or & d'Argent, eſt elle aujourd'hui plus riche que l'Eſpagne? pourquoi fournit-elle tant de ſubſides à ſes alliés? pourquoi eſt elle en état d'entretenir tant de flottes, de les armer & de les équiper? c'eſt que ſa main d'œuvre a multiplié à l'infini la valeur de ſes productions; au lieu que l'Eſpagne a presque toujours livré les ſiennes toutes brutes à l'induſtrie de ſes voiſins; c'eſt donc l'Eſpagne qui a payé les retours de l'echange. Elle a voulu elle même depuis quelques années travailler ſes propres Soies ; c'eſt un eſſai qu'elle vient de faire de ſes reſſources : ſi elle l'eut fait il y a longtems, ſi elle eut mis ſon terrain en valeur, & multiplié par des Manufactures le prix de ſes productions, elle ſeroit aujourd'hui plus riche & plus puiſſante que l'Angleterre. Il ſemble qu'on ne peut rien dire de plus en faveur des Manufactures.

SANS doute l'Eſpagne ſeroit aujourd'hui plus riche & plus puiſſante que l'Angleterre, ſi elle avoit conſervé & perfectionné toutes ſes Manufacture de Laine & de Soie, qu'elle poſſédoit ſous les régnes d'Iſabelle, de Charles-Quint & de Philippe ſecond. Si les excés des impoſitions & le déſordre des Finances ſous les deux régnes ſuivants, n'avoient pas également détruit la Culture des terres & tout travail induſtrieux; ſi l'Eſpagne avoit fait dans les Arts utiles & d'agrément, d'auſſi grands progrès qu'en ont fait la France & l'Angleterre, elle auroit poſſédé une ſupériorité & une puiſſance rélative d'autant plus grande, que ſa concurrence auroit été un obſtacle à l'élévation des deux autres Etats, & que la plûpart des Manufactures du Grand luxe n'exiſteroient qu'en Eſpagne: dumonis juſques à ceque l'excés d'abondance du numéraire les eût détruites. Mais la France & l'Angleterre s'en trouvant depuis longtems en poſſeſſion, l'Eſpagne peut-elle les dépoſſéder par la voie de l'imitation, & ſans le ſecours de quelque révolution qui y transporte leurs meilleurs Ouvriers & leurs plus habiles Artiſtes, & qui écarte l'obſtacle de la concurrence? l'Eſpagne ne peut faire dans ce genre que des tentatives ſans ſuccés. Elle l'a éprouvé, lorsqu'elle a voulu arêter l'exportation de ſes matières premiéres. Elle s'eſt bien-tôt apperçue que la défenſe de la ſortie de ſes

Soies ne faiſoit que les avilir, & en auroit bien-tôt détruit, ou infiniment deminué la Culture, ſi le Miniſtére n'avoit eû la ſageſſe de rendre au Commerce ſon ancienne libérté.

L'Espagne n'a pas beſoin pour être riche & puiſſante, de porter l'induſtrie des ſes habitans à l'imitation des Manufactures dont la France & l'Angleterre inondent l'Europe. Elle a des reſſources plus naturelles, plus faciles à faire valoir; elle poſſéde une ſource de richeſſes & de puiſſance, que l'Angleterre n'a point, & qui lui ſuffiroit pour s'élever, ou tout au moins pour ſe faire reſpecter par l'Angleterre.

Des pâturages, des terres à Grains dont la plupart ſeroient encore ſtériles ſans le ſecours de toutes les reſſources de l'Art de l'Agriculture; des Mines d'Etain, de Plomb & de Charbon, quelques Forêts & des Hommes, ſont les ſeuls préſens que la Nature ait fait à l'Angleterre. Ses grandes richeſſes ſont le fruit de l'induſtrie de ſes habitans & du Commerce le plus étendu qui ait jamais été fait par aucune Nation de l'Univers. Toutes ſes richeſſes qui ne ſont que des productions de l'Art & du Génie, ne peuvent être régardées que comme un revenu précaire & accidentel dans l'Etat, que la Nation ne ſauroit conſerver qu'à force d'induſtrie, & par la vigilence & les ſoins d'une politique toujours en action. Les productions naturelles, les fruits que donne l'Angleterre par le travail le plus animé, n'ont rien de comparable aux préſens dont la Nature a comblé l'Eſpagne. Elle poſſéde les terres les plus fertiles de l'Europe en toutes ſortes de fruits, ſous le climat le plus heureux. Les Colonnies Eſpagnoles n'ont point d'égales pour la richeſſe & la variété des productions. Les Anglois poſſeſſeurs d'un fonds peu riche par lui même, ont dû pour devenir une Nation puiſſante, multiplier à l'infini la valeur de leurs productions & de celles des autres pays, & étendre leur Commerce & leur navigation dans toutes les parties du monde. Une Nation ne peut devenir puiſſante que par une balance avantageuſe, & l'Angleterre n'ayant que trés peu de ſuperflu dans ſes productions naturelles, & manquant de beaucoup de choſes néceſſaires, ne pouvoit ſe procurer cette balance que par les reſſources de l'induſtrie, qu'en donnant des valeurs nouvelles à ſes productions naturelles & à celles des autres nations, qu'à force d'étendre ſon Commerce. l'Eſpagne n'a pas beſoin de porter ſi loin ſon induſtrie pour balancer cette puiſſance. Elle peut presque ſe borner à perfectionner ſon Agriculture, à donner à ſes productions naturelles toute l'étendue dont elles ſont ſuſceptibles. Qu'importe à l'Eſpagne de les livrer toutes brutes à l'induſtrie de ſes voiſins, pourvu qu'elle en ait au delà de ſes échanges, & que ſes échanges payés,

payés, il lui reſte un ſuperflu qui lui donne une balance avantageuſe? l'Eſpagne bien Cultivée doit vendre aux Etrangers, à l'Angleterre même, pour des ſommes immenſes, des Grains, des Vins, des Soies, des Laines, de la Barille, des Huiles & de toute ſorte de fruits, du Sel & du Fer; & il s'en faut beaucoup que l'Etranger puiſſe payer tout ce que l'Eſpagne peut lui vendre, avec les étoffes de Laine & de Soie, & les Toiles dont l'Eſpagne a beſoin, ſi on en excepte ce que les Indes Occidentales conſomment de ces Marchandiſes; conſommation immenſe, ſur la quelle l'Eſpagne pourroit gagner plus de cent pour cent.

Que les Cultivateurs ſoient encouragés en Eſpagne; qu'il y ait des récompenſes pour ceux qui mettront en valeur des fonds ineultes; que les Laboureurs n'y ſoient point accablés par des impôts & des corvées; qu'on leur facilite le débit des fruits qu'ils récueillent; l'Agriculture & la Population s'élevéront d'elles mêmes, & leur marche ſûre & rapide produira & entretiendra l'abondance. La première richeſſe d'un Etat eſt la multiplicité & l'abondance de ſes productions naturelles. Aucun Etat ne peut porter à un ſi haut dégré cette première richeſſe, que l'Eſpagne. Il eſt vrai que ſi elle livre ſes productions à l'Etranger telles qu'elles ſortent de la terre, elle eſt obligée d'achéter de lui ces mêmes matières ouvrées & travaillées par l'induſtrie. Mais il ne faut pas conclure de ce que l'Eſpagne aura peu de Manufactures, qu'elle ſera obligée de ſolder ſon échange en Argent qui ſera le prix de la main d'œuvre de la Nation active & induſtrieuſe; parceque le prix de ſes productions naturelles excédant infiniment celui des matières travaillées dont elle a béſoin, elle récevra elle même des Etrangers une ſolde en Argent, qui ſera le prix de cette excédent (*a*).

Si l'Eſpagne paye l'induſtrie de l'Etranger qui lui fournit les étoffes & les Toiles dont elle a beſoin, celui ci lui paye de ſon côté les matières prémières dont il ne peut ſe paſſer. Il eſt inconteſtable que l'Eſpagne entretient chez l'Etranger un grand nombre d'Ouvriers; elle contribue ſans doute à ſa Population, à ſa richeſſe & à ſa puiſſance. Mais il n'eſt pas moins certain que l'Etranger en enlevant les matières premières de l'Eſpagne, y entretient & y multiplie à l'infini les Cultivateurs, lui paye toujours une balance avantageuſe; & la Culture d'une terre auſſi fertile étendra la Polulation en Eſpagne dans une proportion bien ſupérieure à celle que les Manufactures de ſes matières

(*a*) Ce calcul doit ſe faire ſur le pied des retours des Indes Occidentales en Or & en Argent conſidérés, comme productions naturelles & comme Marchandiſes.

Digitized by Google

tières prémières peuvent procurer à l'Etranger. La balance de ſa Population, celle de ſon Commerce, ſeront toujours avantageuſes, & ſa puiſſance rélative, ſupérieure : le Peuple Cultivateur l'emportera ſur le Peuple Manufacturier.

On ne peut pas objecter en Général à l'Eſpagne ce qui peut ariver chez toute autre Nation, que les Cultivateurs ont beſoin de la conſommation que les Manufactures occaſionnent, pour donner de la valeur aux fruits de leur travail, & les délivrer d'une abondance qui les ruine & les décourage. Les productions de l'Eſpagne ſont d'une qualité ſi ſupérieure à celles des autres pays, ſi néceſſaires aux autres Nations, & ſi récherchées, qu'elle n'a rien à rédouter de ſon ſuperflu.

Si l'Eſpagne ſe procure ainſi une exportation de ſes productions naturelles, ſupérieure à ſes importations; ſi elle fait elle même ſon Commerce d'œconomie avec les Indes Occidentales & Orientales, qu'aura-t-elle beſoin de faire des efforts pour attirer chez elle les Manufactures étrangères ? ce ſera à ſon avantage, ce ſera pour elle que les Nations induſtrieuſes travailleront : elles entretiendront par leurs immenſes conſommations, ſa population & l'abondance de ſes productions naturelles, & lui payeront néceſſairement une balance pour le ſuperflu de ſes productions, & pour les rétours des deux Indes ; ou plûtôt elle ſe payera par ſes propres mains la ſolde de cette balance, en rétenant la majeure partie des Tréſors du Mexique & du Pérou.

Les Manufactures qui n'exigent que des bras ſans Génie & ſans Art, les Manufactures communes, celles qui conviennent au Peuple, qui eſt le plus grand conſommateur, ſont auſſi les ſeules qui doivent fixer l'attention du Miniſtére d'Eſpagne. Les Femmes, les Enfans, les Vielllards, les Eſtropiés & les Infirmes, y trouvent tous un genre de travail proportionné à leurs forces. Les Manufactures les plus néceſſaires, celles ſurtout qu'on peut régarder comme de première néceſſité, ne ſont point étrangères à l'Eſpagne : elle les poſſéde presque toutes, & elle a peu d'efforts à faire pour les rendre capables de fournir à toute la conſommation intérieure.

Les Manufactures d'etoffes unies de Soie & de Laine, celles de Toiles, les Corderies, les Papéteries, les Tanneries, les Raffineries de Sucre, ne demandent pas les plus grands efforts du Génie : il n'eſt pas néceſſaire d'employer toutes les reſſources de l'Art pour les rendre en Eſpagne aſſez parfaites & aſſez abondantes pour ſa conſommation ; & les Soies, les Laines & les fruits que l'Eſpagne peut produire, fourniroient par leur bonne qualité & par leur

leur abondance, beaucoup au delà de ce que les Manufactures de première néceſſité pourroient conſommer, & de ce que l'Eſpagne doit donner en échange à l'Etranger pour des Marchandiſes de luxe. Les Manufactures communes, ainſi limitées à la conſommation intérieure, n'ont presque rien à craindre de la concurrence des Manufactures étrangères; il eſt du moins très facile au Gouvernement de l'écarter, & l'étendue de la conſommation intérieure eſt un encouragement presque ſuffiſant pour les animer & les ſoutenir.

Si on ſuppoſe l'Eſpagne auſſi bien cultivée qu'elle peut l'être, approviſionnée par ſa propre induſtrie des Manufactures de première néceſſité, les riches productions de ſes Colonies rendues plus abondantes par une bonne Adminiſtration, par la liberté de ce Commerce donnée à la Nation, par une conſommation de ſes Colonies beaucoup plus étendue, par l'entiére ſuppréſſion du Commerce Clandeſtin; ſi l'on ſuppoſe le Commerce d'Eſpagne aux Indes Occidentales entre les mains des Eſpagnols; ſi enfin on ſupprime la Navigation d'Acapulco aux Philippines, & ſi on ſubſtitue à ce Commerce ruineux pour l'Eſpagne, une Compagnie des deux Indes dirigée ſur de bons principes, ce Royaume ſéroit en fort peu d'années la première Puiſſance de l'Univers.

L'Espagne peut aiſément, par la Culture de ſes terres, par l'abondance, la veriété & la bonne qualité de ſes productions naturelles, abſtraction faite du Commerce des deux Indes, ſe procurer une balance Avantageuſe de pluſieurs milions: on peut évaluer les bénéfices du Commerce d'Eſpagne aux Indes Occidentales ſuivant les calculs les plus modérés à vingt cinq pour cent, & porter ce bénéfice au moins à vingt milions par année. A combien de millions ne faudroit il pas eſtimer encore les bénéfices d'une Compagnie des deux Indes, qui auroit des Comptoirs établis à la Mer du ſud & aux Philippines, qui auroit dans le Commerce des Indes Orientales un avantage de cent pour cent de bénéfice ſur toutes les Compagnies des Indes d'Europe, en réuniſſant le Commerce de la Mer du ſud à celui des Indes Orientales? ſeroit-il de la prudence & de la ſageſſe de l'Adminiſtration, de porter l'induſtrie d'une Nation qui a des ſources de richeſſes ſi abondantes & ſi naturelles, à des établiſemens, à des travaux dont les ſuccés toujours incertains éxigent les plus grands éfforts du Génie & de l'Art? l'Eſpagne doit donc porter ſa principale attention ſur la Culture de ſes terres, ſur celle de ſes Colonies, ſur ſa Navigation & ſur le Commerce des deux Indes: ce ſont là les grands objets qui lui offrent les moyens ſurs & les plus prompts de ſe donner un Commerce actif & réciproque, & la balance la plus riche qu'aucune Nation de l'Europe

puiſſe ſe procurer. Son but principal doit être de rendre l'Etranger tributaire, non de cette induſtrie qui ajoute des valeurs infinies & ſi variées aux matières premières, dont d'autres Nations ſont en poſſeſſion, dont il eſt ſi difficile, & peut-être impoſſible de les dépoſſéder, mais de cette induſtrie qui multiplie les productions naturelles, de cette induſtrie qui répand dans le Monde commerçant l'abondance des productions de l'Europe, de l'Aſie & de l'Amérique. L'Induſtrie même de l'Etranger doit dévenir en quelque ſorte tributaire de celle des Eſpagnols qui peuvent ſe l'approprier pour ainſi dire, en faiſant de la plûpart de ſes Manufactures, l'objet du plus grand, du plus riche Commerce du monde, dans les deux Indes & en Europe. L'Eſpagne doit enfin ſe regarder parmi les Nations induſtrieuſes de l'Europe, comme un Négoçiant parmi les Manufacturiers. Ceux ci s'enrichiſſent par les valeurs nouvelles que leur induſtrie donne aux productions naturelles de tous les pays, & le Négoçiant s'enrichit à ſon tour en les approviſionnant des matières premières dont leur induſtrie a beſoin, & en répandant enſuite chez les conſommateurs, toutes les mêmes matières avec les valeurs nouvelles, avec tous les avantages que l'induſtrie des Manufacturiers leur à donnés.

CHAPITRE VI.

Des autres Nations en Général.

Nous ſommes entrés dans de grands détails ſur les intérêts de Commerce du Portugal & de l'Eſpagne; parceque les intérêts de ces deux Nations ſont liés généralement à ceux de toutes les autres Nations de l'Europe. On a vu combien il importe aux autres Nations, que l'Eſpagne & le Portugal donnent la plus grande étendue à leurs productions naturelles en Europe & à celles de leurs Colonies en Amérique. Ces deux Nations ſont les deux plus grands débouchés de l'induſtrie Européenne, & celles en même tems qui lui fourniſſent la plus grande & la plus précieuſe quantité de matières premiéres. On ne ſauroit donc trop, pour l'intérêt Général de l'Europe, leur préſenter & leur expliquer les moyens d'étendre leur population, d'animer leur Agriculture en Europe & dans l'Amérique, & d'accroitre ainſi l'abondance des matières dont l'induſtrie Européenne a beſoin, & en même tems le nombre des conſommateurs de ſes productions. Nous avons inſiſté ſur les désavantages des Manufactures chez ces deux Nations. Il eſt démontré qu'elles ne pourroient en retirer qu'une utilité momentanée, qui ne ſauroit balancer le pré-

préjudice inmenſe qui en réſulteroit dans la ſuite : & cependant cette utilité momentanée feroit un mal infini à toutes les Nations induſtrieuſes.

Aucune des autres Nations de l'Europe ne préſente tant d'objets, & d'objets ſi importans à l'intérêt Général, que l'Eſpagne & le Portugal : par-conſéquent le Commerce des autres Nations, que nous enviſageons uniquement dans ce point de vue, quoique infiniment plus étendu, tel que celui de la France, de l'Angleterre & de la Hollande, exige infiniment moins de détail. Nous n'avons à obſerver principalement que cequi dans la balance de ces trois Nations, rélative entr'elles & les autres Nations de l'Europe, intéreſſe le bien Général. Le crû de la France, celui de ſes Colonies, & les productions de ſon induſtrie, qui conſtituent ſa puiſſance, intéreſſent toute l'Europe en Général, par l'abondance qu'elle établit dans tous les Marchés, de dénrées & de Marchandiſes, tant de première néceſſité, que de luxe. L'intérêt Général demande d'ailleurs qu'elle cultive, qu'elle étende même ce fonds de richeſſes qui entretient ſa puiſſance rélative, & qu'elle balance toujours celle des Nations rivales. Pour faire connoitre cet intérêt, il ſuffit presque d'en indinquer les différentes ſources, & les moyens qui peuvent les améliorer ou les entretenir.

Le Commerce de l'Angleterre ne peut presque être conſidéré dans cet intérêt Général, que comme trop étendu. Cette Nation, qui diſpute d'induſtrie à la Nation la plus induſtrieuſe de l'Europe, ne ſauroit trop multiplier ſes conſommateurs dans l'Amérique. Mais elle travaille à la deſtruction de l'induſtrie naiſſante de toutes les autres Nations, en diminuant par l'uſage de ſes forces maritimes, le nombre des conſommateurs Américains dépendans de la France, ou en arrétant les progrés de leur population, & en s'emparant des conſommateurs dépendans de l'Eſpagne & du Portugal. Il ſemble d'abord qu'il ſeroit indifférent aux Nations induſtrieuſes de l'Europe de vendre leurs étoffes, leurs Toiles & autres Marchandiſes, aux Américains par Londres, par Cadix ou par Lisbonne ; & cela ſeroit vrai, ſi Londres reſſembloit à ces deux dernières places ; c'eſt-à-dire, ſi l'Angleterre n'étoit ſimplement qu'un entrepot des Denrées & des Marchandiſes reſpectives de l'Europe & de l'Amérique. Mais l'Angleterre étend ſon induſtrie tous les jours en proportion de l'étendue du débouché qu'elle acquiert dans l'Amérique ; enſorteque ſi elle parvenoit à ſe rendre tout-à-fait la Maitreſſe du Commerce entier de l'Amérique, elle étendroit ſes Manufactures au point de l'approviſionner ſeule : & l'Europe ſe trouveroit alors ſurchargée du poids de ſa propre induſtrie. Les Manufactures naiſſantes de l'Allemagne & du

Nord ont un grand intérêt que l'Angleterre ne porte jamais ſa puiſſance à cet excés, & qu'actuellement la cherté de la main d'œuvre éloigne des Marchés de l'Europe, la concurrence des Manufactures Angloiſes ; comme elles ont auſſi intérêt que celles de la France trouvent toujours un grand debouché dans l'Amérique.

L'EUROPE ne doit point voir avec indifférence, l'indépendance dont les Colonies Angloiſes du Nord de l'Amérique menacent leur Métropole. Le préjudice que leurs Pêches, leurs Grains, & leurs Manufactures, portent au Commerce de l'Angleterre, s'étend ſur toute l'Europe. C'eſt pour elle une concurrence nouvelle d'induſtrie, qui s'éléve en Amérique, où l'induſtrie Européenne ne devroit trouver que des conſommateurs. L'abondance de tous les matériaux propres à la conſtruction & à l'entretien de la Marine, la meilleure Méthode de les préparer & de conſtruire, qui s'y eſt introduite, peuvent être infiniment utiles à l'Angleterre ; & parconſéquent trés nuiſibles à une partie de l'Allemagne & à tout le Nord.

LA Hollande intérreſſe principalement toute l'Europe par ſa Pêche, ſon Cabotage, & particulierement une grande partie de l'Allemagne & tout le Nord par l'étendue conſidérable de ſa Marine. Mais c'eſt ſurtout par la ſomme immenſe de crédit qu'elle a mis & qu'elle entretient dans le Commerce de l'Europe, que la Hollande s'eſt rendue infiniment utile à toutes les autres Nations. Ce crédit eſt d'une utilité d'autant plus précieuſe à toutes les Nations de l'Europe, qu'elle s'étend dans un detail infini. Cette branche de Commerce riche, ſurtout pour la ville d'Amſterdam, n'a encore attiré l'attention d'aucun obſervateur ; quoique ce ſoit celle qui en mérite le plus.

ON peut juger delà quel détail exigent les intérets particuliers de chacune des autres Nations rélativement à l intérêt Général.

LE crédit public, ce crédit précieux qui anime, qui étend, qui entretient la Circulation, & donne à l'Agriculture, à l'induſtrie & au Commerce la plus grande activité ; doit attirer chez toutes les Nations toute l'attention de l'Adminiſtration. Ce n'eſt pas là ce crédit qui conſiſte dans la faculté qu'à un Etat d'emprunter, ce crédit dont les Banques de Veniſe & de Génes ont vraiſemblablement fait naitre l'idée, & dont l'uſage étoit inconnu il y a un ſiècle. Nous n'enviſageons ce crédit, que comme l'un des plus rédoutables ennemis de l'Agriculture, des Arts & du Commerce. Il ſeroit heureux pour les Peuples de pluſieurs Etats, ſurtout de l'Angleterre, de la France & de la Hol-

Hollande, que l'uſage de ce crédit, dont on a fait une partie de l'Art de l'Adminiſtration, fut encore inconnu. On a voulu y trouver le moyen de ſoutenir, ou même d'élever une grande puiſſance, & l'expérience démontre aujourd'hui à quiconque veut y faire une légére attention, que l'uſage de ce crédit n'a produit qu'un fardeau trés onéreux pour les Peuples, & une cauſe permanente de foibleſſe. Comme l'Angleterre, la France, la Hollande & la Maiſon d'Autriche, ont fait également uſage, & un uſage exceſſif, de ce crédit; la puiſſance momentanée que ce crédit pouvoit donner, s'eſt toujours trouvée rélative, & par cette raiſon, la foibleſſe qui en réſulte aujourd'hui, eſt heureuſement de même une foibleſſe rélative. Davenant avoit donc bien raiſon de dire aux anglois en 1698, que ceux qui voudront travailler au bonheur de l'Angleterre, doivent préſenter des projets qui la mettent en état de payer ſes dettes avant que la France paye les ſiennes. Ainſi tout cequi reſte de l'uſage de cette faculté trop exercée par l'Art de l'Adminiſtration; c'eſt une augmentation exceſſive des impots ſur les peuples, & la néceſſité indiſpenſable où ſe ſont miſes toutes ces puiſſances, de ne pouvoir aujourd'hui fournir aux fraix d'une première Campagne ſans le ſecours de nouveaux emprunts; cequi les expoſe à augmenter & à perpetuer une ſource de calamités. Presque toutes les autres Nations ont des fonds chez les Nations emprunteuſes; & il eſt bien intéreſſant pour le Public européen, de connoitre la ſolidite du gage des emprunts, & les reſſources qui aſſurent les rembourſemens.

Les avantages & les désavantages du haut & du bas intérêt de l'Argent, intéreſſent toutes les Nations induſtrieuſes ou qui veulent le devenir. Les avantages du bas intérêt de l'Argent, qu'on ne ceſſe d'éléver en France & en Angleterre, n'ont de fondement qu'un prejugé chez ces deux Nations, ainſi que chez toutes celles dont le Commerce n'eſt pas, comme en Hollande & dans les villes Anſéatiques, un Commerce d'économie. Cela ſera demontré dans le Chapitre de *l'intérêt de l'Argent*.

Le Chapitre du *Négociant*, qui termine cet Ouvrage, quoi qu'il ſemble n'avoir qu'un objet ſingulier, ne tient pas moins à l'intérêt Général de toutes les Nations. Cet intérêt réſulte de la diſcution des devoirs, des fonctions, de l'intelligence & des vertus qui appartiennent à la profeſſion du Négociant. Si toutes les Nations ont raiſon de régarder aujourd'hui le Commerce comme la baſe de leur puiſſance, elles doivent voir dans les Négocians, les Artiſans de cette puiſſance. Le Souverain en jetteroit inutilement les premiers fondemens, ſans le ſecours des Négocians: c'eſt à eux principalement qu'il appar-

tient d'assurer la prospérité du Commerce National ; & leurs succés dépendent infiniment de leurs lumiéres, de leurs connoissances & de leur vertu. En un mot, les Negocians intelligens, vertueux & vraïement citoyens, sont la première richesse des Etats commercans. C'est une instruction parconséquent trés intéressante pour toutes les Nations Commerçantes, qu'on a toujours négligé de présenter aux jeunes Négocians; car on ne peut donner ce nom à des tables méchaniques sur les Changes, sur le Pair des Monnoyes, sur les Poids & Mesures, sur l'Arithmétique, &c. qui ne présentent que trés peu de chose à l'Esprit, & rien au Cœur.

CHAPITRE VII.

De la France.

IL n'y a point de Nation en Europe qui ne prenne part au Commerce de la France; que l'abondance de ses fruits, de ses Vins, de ses eaux-de-vie, de ses retours de l'Amérique & des Indes Orientales, de ses Manufactures, en un mot de toutes les productions de son industrie, n'intereſſe. C'est d'ailleurs sa puissance qui peut empêcher qu'une autre Nation ne devienne le Despote de la mer & du Commerce, & n'entreprenne sur la liberté des autres Nations: son existence dans un certain dégré de forces, est peut-être aujourd'hui plusque jamais néceſſaire à la tranquilité de l'Europe.

LES ressources de la France, les moyens dont elle peut en faire usage pour acquitter ses dettes, réléver son crédit ou le rendre à jamais inébranlable, les moyens de mettre ses Finances dans un meilleur ordre, de les diriger sur un plan plus simple, plus naturel, plus avantageux aux peuples & plus utile à l'état, sont aussi les moyens d'étendre son Commerce, de multiplier ses productions naturelles, celles de son industrie, & d'accroître le fonds des richesses du Commerce de l'Europe.

L'EXPÉRIENCE a fait faire des progrés rapides à la physique: l'expérience ne doit-elle pas servir aussi à développer tous les principes de la politique & de l'Administration, & à éléver cette Sçience au dégré de perfection qui assure le bonheur des peuples? presque les mêmes événemens se réproduisent sans cesse, & leurs causes se ressemblent à beaucoup d'égards. En cette

cette matiére on ne ſçauroit trop réfléchir ſur les fautes paſſées ; ſur les moyens de les réparer, & de prévenir les fautes àvenir. Pourquoi l'Eſprit humain ne feroit-il pas à l'aide de l'expérience & du raiſonnement, les mêmes progrès dans cette ſçience, qu'il a fait de nos jours dans les autres ſçiences, dans les ſçiences de pure curioſité, ou moins utiles à l'humanité ?

La Population & l'Agriculture ſont la baſe & le premier fondement du Commerce. De ſon côté le Commerce anime, encourage, étend la Population, en préſentant ſans ceſſe à l'induſtrie une multitude d'objets intéreſſans. Il excite l'amour des commodités de la vie, le luxe, l'Ambition, enfin tous ces puiſſans motifs qui font faire au Génie les plus grands efforts pour inventer, pour imiter, pour perfectionner les arts utiles & d'agrément, qui mettent l'eſpèce humaine dans la plus grande activité, & multiplient ainſi à l'infini les productions du Génie, les productions de l'Art & celles de l'induſtrie. On doit repeter mille & millefois ces vérités importantes & ſi utiles, quoique trés connues, que la population, l'Agriculture & le Commerce, ſont les ſources inépuiſables de la Finance, & le fondement ſolide de la félicité des peuples, de la proſpèrité & de la puiſſance de l'Etat.

La Finance conſidérée comme l'Art d'aſſigner, de percevoir & de répandre enſuite la portion des richeſſes des peuples qui appartient au ſouverain, doit être aſſociée au Commerce. C'eſt par la liaiſon intime de ces deux branches de l'Adminiſtration intérieurre, que l'homme d'Etat qui en fait ſon occupation eſſentielle, trouve dans le Commerce, les moyens d'augmenter le travail, l'induſtrie, les ſujets & les tributs ; dans la Finance, les moyens de protéger, d'étendre le Commerce, & de le défendre contre la rivalité ambitieuſe de l'induſtrie étrangère.

L'Esprit public qui doit diriger ces deux branches de l'Adminiſtration, s'eſt développé de bonne heure chez les Hollandois & chez les Anglois ; ce qui doit-être attribué bien plûtôt à la nature de leur Gouvernement, qu'à la ſupériorité de leur Génie. Le Gouvernement François a longtems erré avant que de ſuivre un petit nombre de principes certains & uniformes ſur les Finances & ſur le Commerce : on a ſouvent apperçû en France la néceſſité d'aſſocier ces deux branches principales de l'Adminiſtration & de les guider d'un pas égal, ſans en connoître les moyens, ou ſans les approfondir. C'eſt cette ſimple perception, cette connoiſſance ſuperficielle, qui y a fait multiplier autrefois à l'infini des loix ſur le Commerce & ſur la Finance, qui ſe contrediſent ; des loix qui pour augmenter le produit de la Finance, en ont ſouvent

vent târi les ſources. Les beſoins de l'Etat, qu'on auroit du prévoir & pu prévenir, ont donné lieu à un grand nombre de loix purement burſales, & dèslors deſtructives. La Finance n'a ſouvent profité de l'induſtrie que pour l'opprimer. On a formé des corps de métiers, des Communautés qui ont chacune leur code de loix, presque toutes burſales, qui ſont autant de gênes & d'obſtacles oppoſés à l'induſtrie, qui reſtraignent ſes efforts & l'empêchent de ſe produire en étouffant l'émulation. Ces loix jointes à celles qu'il a fallu faire ſur le fond & ſur la forme des impots diviſés en une infinité de branches, ont introduit une jurisprudence trés épineuſe qui exige une étude particuliére, fort longue & fort difficile, eſpèce de Labyrinte où le Commerce & l'induſtrie ne trouvent que des ennemis à combattre.

Il s'eſt enfin élevé en France un cri public en faveur de l'Agriculture, des Arts & du Commerce. Des gens de Lettres ont regardé depuis quelques années le Commerce comme une ſcience, ils en ont étudié les principes chez l'Etranger, ſurtoût dans les écrits Anglois; ils les ont développés avec cet Art qui ſçait rendre l'utilité ſenſible & agréable. M. M. Mélon, de Monteſquieu & l'Auteur des Elémens du Commerce, peuvent être regardés comme les fondateurs de cette Sçience en France. Ils ont tourné les régards de la Nation ſur les Finances; ils en ont fait voir la ſource dans un Commerce fondé ſur une Agriculture floriſſante. Ils en ont developpé les principes, & montré leur liaiſon & leur excellence. Ils ont fait voir que toutes les branches d'occupation parmi les Hommes, ſont dans une dépendence réciproque les unes des autres, & ſe meuvent par l'activité des mêmes principes; qu'on ne peut toucher à la Cabane du Berger, à la Charüe du Laboureur, à l'Attelier de l'Artiſte, ou au Comptoir du Négociant, ſans toucher à l'un des fleurons de la Couronne du Souverain. Ils ont aſſigné le rang que l'Agriculture, les Arts, le Commerce & les Finances doivent avoir dans l'attention du Miniſtère; ils ont enſeigné des moyens de les accroître & de les conſerver contre les entrepriſes des intérêts particuliers qui tendent ſans ceſſe à les détruire, &, ce qui eſt un ſervice rendu à l'humanité peut-être plus important encore, ils ont enfin étendu le goût pour les Sçiences utiles. Il n'eſt point aujourd'hui de Nation où l'on ait porté ſi loin la théorie, & la théorie ne pouvoit guéres s'occuper d'un fonds plus riche. L'étude de la théorie a été enfin ſuivie de celle de la pratique: on s'y livre généralement aujourd'hui à l'expérience & à l'obſervation.

Toutes les Connoiſſances néceſſaires pour former, pour éléver une puiſſance, & la rendre reſpectable à ſes voiſins, ſeroient ſuffiſament développées

pées en France pour faire de cet Etat le légiſlateur de l'Europe, ſi la nature de ſon Gouvernement & les maximes de ſon Adminiſtration lui permettoient d'adopter tous les principes que la liberté de la théorie lui préſente. Des Hommes de Génie y calculent ſans ceſſe ſon Agriculture, ſon Commerce & les Finances, c'eſt-à-dire ſes reſſources & ſes forces, & préſentent mille moyens de les multiplier. Tout anonceroit en France la proſpérité de ces trois branches, ſi leurs progrés ne trouvoient point d'obſtacles dans des inſtitutions nationales; inſtitutions qui ſemblent être les ſeules limites que la providence a prescrites à la puiſſance d'une Nation, qui pourroit par ſon Génie & la richeſſe de ſes terres, devenir peut-être trop impérieuſe.

Plusieurs branches de ſon Commerce & de ſes productions naturelles intéreſſent infiniment preſque toutes les autres Nations. L'empire de ſon induſtrie eſt peut-être trop étendu pour l'intérêt des Nations induſtrieuſes & de celles qui s'efforcent de le devenir. Le Génie, le Goût, des Loix ſages & le bas prix de la main d'œuvre, ſoutiennent ſa ſupériorité. La France ne ſçauroit trop étendre ſa Marine pour l'intérêt des Nations du Nord, qui lui en fourniſſent preſque tous les materiaux. Mais c'eſt ſurtout dans l'abondance & le bon marché de ſes Vins, de ſes Eaux-de-vie, & des productions de ſes Colonies, que ſe trouve l'intérêt de l'Europe le plus important, l'objet de ſon Commerce avec la France, le plus néceſſaire, le plus précieux.

Les Négocians voudroient faire la traite des Vins & des Eaux-de-vie de France à un plus bas prix: ils en feroient un Commerce plus étendu, parceque la conſommation chez l'Etranger s'accroitroit infiniment, & cela pourroit être l'heureux effet d'une loi qui diminueroit les droits dans l'intérieur & à la ſortie; & qui laiſſeroit au Commerce une plus grande liberté. Les Finances en ſeroient ſans doute dédommagées par une plus grande conſommation.

Quant au Commerce extérieur, dit l'Auteur de la *Théorie de l'Impôt*, on ſent quel ſeroit chez l'Etranger le débit des Vins d'un Pays où ils ſont de la prémière qualité, & qui eſt à portée de les vendre à des Nations peuplées & riches, à qui le Climat ne permet pas la Culture des Vignes, en même tems qu'il leur néceſſite l'uſage des boiſſons vivifiantes. On ſent avec quelle avidité ces peuples remplaceroient toutes les boiſſons factices qui altérent leur ſanté, contre des Vins agréables & ſains, ſi le bon marché & la liberté du Commerce des Vins en facilitoient le débit au dehors. La conſommation du Nord entretiendroit la Population de la France, & l'enrichiroit; ſi la ré-

colte & le Commerce des Vins étoient délivrés, ajoute-t-il, de droits d'aydes, de paſſages, d'entrée & de ſortie.

L'Explication des avantages qui réſulteroient de la ſuppreſſion de tout impôt ſur les Vins, n'éxige pas un grand détail. C'eſt un expédient bien facile pour accroître rapidement la Population, l'Agriculture, le Commerce, en un mot les richeſſes de l'Etat: ſi on peut ſuppoſer un Etat ſans charges publiques. Mais comme il eſt impoſſible qu'un Etat ſubſiſte ſans charges, ſupprimer tout impôt ſur les Vins dans un Etat dont les Vins ſont une de ſes plus riches productions, ce ſeroit détruire l'Edifice même qu'on voudroit élever. Il faudroit alors rejetter cette portion des charges de l'Etat, dont on auroit déchargé les Vins, ſur d'autres Denrées, ſur d'autres parties de l'Agriculture, de l'induſtrie, & du Commerce; d'où il réſulteroit une inégalité dans la repartition des charges publiques, également injuſte, deſtructive, ruineuſe pour l'Etat; ruineuſe même pour la Culture des vignes. En effet la majeure partie des Peuples étant appauvrie par l'inégalité des impoſitions, la conſommation intérieure des Vins ſeroit néceſſairement reſtrainte; le prix de la Denrée avili, en feroit négliger la Culture. Car la conſommation intérieure eſt de tous les encouragemens qu'on peut donner à la Culture des terres, aux Manufactures, à la Pêche, à tous les Arts, le premier, le plus important & le plus eſſentiel. La conſommation extérieure que le Commerce procure, étend l'Agriculture, perfectionne l'induſtrie d'une Nation, & l'enrichit: mais ſans la conſommation intérieure, ce premier fond d'où le Commerce tire ſes richeſſes, ne ſauroit ſubſiſter. C'Eſt la conſommation intérieure qui doit le former, l'animer, & l'accroître au point de fournir des objets de ſpéculation au Commerce extérieur. Sans ce ſecours Domeſtique l'Art reſte dans un état de foibleſſe & de langueur, d'où le Commerce extérieur ne ſauroit le tirer.

Il eſt donc également juſte & néceſſaire de laiſſer ſubſiſter l'impot ſur les Vins, & la ſageſſe de l'Adminiſtration ne doit s'occuper que des moyens de rendre cette impoſition conforme aux intérêts de la Population, de l'Agriculture, & du Commerce, de la réduire à une juſte proportion, & d'en écarter les abus deſtructifs.

Les droits ſur les Vins ſont conſidérables à Rouen; on éxige moins cependant pour ceux qui paſſent de bout. Au Havre on éxige les mêmes droits ſans diſtinction: à Dieppe les Vins ne peuvent être entrepoſés que pendant

ſix

ſix ſemaines; à Nantes on ne donne que trois jours d'entrepot pour les Vins qui arrivent par terre, & huit jours pour ceux qui arrivent par eau. Il ne faut pas avoir des connoiſſances bien profondes du Commerce pour être convaincu que tous ces réglemens, dont la diverſité embarraſſe les propriétaires & l'Etranger, mettent les Négocians dans l'impoſſibilité de faire des ſpéculations ſur les Vins, parcequ'il n'eſt presque jamais poſſible de ſpéculer ſuivant les bons principes du Commerce, ſur une Denrée qu'il n'eſt pas permis aux Négocians d'entrépoſer à leur gré. Les loix, qui ont impoſé dix livres ſur les Vins de quelque crû qu'ils ſoyent, & ſans diſtinction des qualités, ſortant par les Provinces de Champagne & de Bourgogne, douze livres ſur ceux ſortant par toutes les autres Provinces de l'étendue des fermes, & vint-quatre livres ſur ceux qui ſortent de la ville de Rouen, tant pour les Pays étrangers, que pour la Province de Normandie, ſont des loix infiniment onéreuſes au Commerce des Etrangers, & à celui de la France.

Le Commerce des Eaux-de-Vie n'eſt guères moins ſurchargé d'entrâves, que celui des Vins. C'eſt cependant une branche des plus précieuſes du Commerce de la France, qui décroit tous les jours par l'excés des droits. Il y a également en France ſur cet article, diverſité de loix & de droits, & une répartition très inégale de l'impôt. Les Eaux-de-Vie qui ſortent par certaines Provinces, ne payent que trois Livres ſuivant le Tarif de 1664, & par d'autres, douze Livres. On perçoit le vintiéme du prix ſur les Eaux-de-vie vendues en gros. Il y a des Provinces où l'on paye encore d'autres droits, comme le *quatrième*, le droit de *ſubvention*, celui *d'augmentation* &c., & quelques autres portés par une Ordonnance de 1680. La pipe contenant quatre-vint *Veltes*, ne paye de ſortie à Bayonne que quatre Livres ſeize ſols, & à Bordeaux la piéce de cinquante *Veltes*, paye vint-huit Livres neuf ſols. Il eſt certain, que les Eaux-de-vie de France ſont les premières de l'Europe, & par cette raiſon les plus récherchées; mais la cherté en diminue la conſommation chés l'Etranger. Les droits dont on les a ſurchargées, ont produit deux effets également ruineux pour la Culture des vignes, pour la fabrication des Eaux-de-vie, & le Commerce de la France. 1°. Le haut prix a forcé les Etrangers à chercher les moyens de s'en paſſer, autant qu'il eſt poſſible, en y ſubſtituant des Eaux-de-vie de Grains & de Sirops, dont la conſommation s'étend tous les jours aux dépends de la France. 2°. Les Etrangers préférent les Eaux-de-vie d'Eſpagne & du Portugal, quoique d'une qualité bien inférieure. Ils y trouvent une différence pour les prix, de huit à douze pour-cent, & cette différence de prix attire à la France, une concurrence très nuiſible dans cette branche de Commerce, dans les Pays-Bâs, la Hollande, &

le Nord, où s'en fait la grande conſommation. La France perd ainſi les avantages de ſa proximité des lieux de la grande conſommation, & ceux de la ſupériorité de ſa Denrée.

On a ſenti en France le préjudice que des droits trop forts portoient au Commerce des Vins & des Eaux-de-vie ; on n'eſt plus retenû par la crainte d'affoiblir le produit de la Finance, en diminuant l'impôt. On ſçait qu'en diminuant le montant d'un droit, on en augmente le produit, parcequ'on le multiplie en donnant par cette diminution plus d'étendue aux conſommations. Si on avoit toujours eû les yeux ouverts ſur la conſommation des Vins & des Eaux-de-vie chez les Etrangers, & ſur la concurrence que la France avoit à craindre, on auroit prévu un grand mal. On ſe ſeroit apperçu que l'éxcés des droits ajoutoit aux Vins & Eaux-de-vie de France une valeur qui leur faiſoit préférer les Vins & les Eaux-de-vie d'Eſpagne & de Portugal, & faiſoit faire en même tems chez l'Etranger, des progrès inmenſes aux boiſſons artificielles ; aux Eaux-de-vie de Grains, & de Sirops ; à l'Art de les fabriquer, & à l'Art d'augmenter le volume des grands Vins de France en les braſſant, ſoit avec des Eaux-de-vie, des raiſins de Corinthe, ſoit avec du ſureau, ou des Vins d'Eſpagne ou de Portugal : on a même porté l'Art juſques à imiter les Vins de bordeaux avec du jus de Cériſes noires, & les Vins blancs d'Anjou avec du Syrop de Suere, & une très petite quantité d'Eau-de-vie, ſans y employer une goûte de Vin. On auroit peut-être prévenu la naiſſance de cet Art, l'Art le plus ennemi de la France, & qui ne l'eſt peut-être pas moins de la ſanté, ou l'on auroit du moins arrêté ſes progrès, & ſoutenu, & même étendu chez l'Etranger les conſommations des Vins & des Eaux-de-vie, en tenant ces Denrées à un bas prix dans les marchés de France, par la liberté du Commerce intérieur, & par la diminution des droits qui auroient infailliblement produit l'abondance & le bon marché. Ce moyen peut encore diminuer aujourd'hui les effets de la concurrence des Vins & des Eaux-de-vie d'Eſpagne & de Portugal, & de l'Art de la fabrication, ou en ralentir les progrès. Si la France connoiſſant mieux les avantages de ſon Commerce & de ſes Finances, & juſques à quel point elle dépend à cet égard du Commerce des autres Nations, avoit eu cette attention ; les efforts que les Anglois firent au commencement de ce ſiècle pour introduire chez eux les Vins de Portugal, & pour faire tomber par leur bâs prix la conſommation des Vins de France ; leur traité de Commerce de 1703, chef d'œuvre en ce genre, qui les a enrichis plus que toute autre branche de leur Commerce, tout inmenſe qu'il eſt, n'auroient pas eu de ſi grands ſuccés, & ils ne ſeroient peut-être jamais parvenu à introduire, comme ils ont fait, les Vins de Portugal dans le Nord.

La

La Hollande & l'Allemagne tireroient moins des Vins du Rhin & de Moſelle, qui n'égalent pas les grands Vins de France, mais qui en tiennent lieu dans une partie de la conſommation, & ſont préférés aux Vins médiocres, parcequ'ils leur ſont ſupérieurs, & les Vins médiocres de Franche trop chers.

Il eſt heureux pour la France que la Navigation du Rhin & celle de la Moſelle, ſoyent ſurchargées de droits de péage. Les Hollandois ont ſouvent Négocié avec les Souverains à qui ces droits appartiennent. La France n'a-t-elle rien à redouter de ces Négociations? il eſt certain que ſi ces droits étoient ſupprimés ou diminués conſidérablement, le bon marché des Vins du Rhin & de Moſelle, & leur abondance, car le débouché étendroit promtement les vignobles, ruineroit le Commerce des Vins de France: & c'eſt une révolution que peut produire un jour l'intérêt bien entendu des divers Souverains, qui ont des droits ſur le Rhin & ſur la Moſelle, que la France devroit prévenir par le bon marché de ſes Vins. Si le Miniſtère François ſuivoit le Commerce des Vins dans ſa marche chez les Nations étrangères, il ne trouveroit pas un bon Négociant addonné au Commerce des Vins, qui ne convint qu'il augmenteroit ſa traite des Vins de France, d'un tiers ou d'un quart, ſi les Vins ſortoient de France pour l'Etranger, comme les Grains, éxempts de droits, ou ſous des droits modiques.

On devroit du moins être éxactement informé en France, des prix communs des Vins & des Eaux-de-vie d'Eſpagne & de Portugal, des droits de Sortie de ces Royaumes, & d'Entrée chez les autres Nations, des frais de commiſſion, de courtage, de coulage & de fret; du montant des droits qui ſe perçoivent ſur le Rhin & ſur la Moſelle, des fraix de cette Navigation, des prix communs à la première & à la dernière main. C'eſt ſur ces connoiſſances que la France, avec un peu moins de confiance ſur la bonté & la bonne qualité de ſes Vins & de ſes Eaux-de-vie, devroit en diriger le Commerce; qu'elle devroit combiner les droits & la liberté, & qu'en diminuant la valeur exceſſive que les droits & les gênes ſans nombre ajoutent au prix naturel de la Denrée, elle s'aſſureroit tous les avantages de la concurrence.

La Théorie des ſocietés d'Agriculture, les récherches, les expériences, les obſervations des Citoyens éclairés, qui conſacrent depuis quelque tems en France leurs études & leurs veilles au bien de leur Patrie, peuvent répandre de bonnes inſtructions chez les Vignerons, avec peu de fruit: & le Commerce des Vins dirigé ſur les principes qu'on vient d'éxpliquer, répandroit des Tréſors dans l'Etat.

On ſe repoſe peut-être trop en France ſur la qualité ſupérieure & généralement récherchée des Vins de Bourgogne, de Champagne, & de Bordeaux. On obſerve que l'exportation en eſt à peu près égale tous les ans dans les Pays-Bas, en Angleterre, en Hollande, en Allemagne & dans le Nord. On ne fait rien pour étendre cette exportation ſuſceptible encore d'un grand accroiſſement, & l'on ne fait pas attention, que les petits Vins, qui ſont en France en bien plus grande abondance, y reſtent invendus; qu'ils ſont remplacés chez l'Etranger, par les Vins du Rhin, de Moſelle, d'Eſpagne, & de Portugal; que la France eſt privée de la fourniture de la plus grande conſommation, qui eſt celle des Vins médiocres, par l'éxcés du prix au quel les impôts les ſoutiennent. Comme les Vins médiocres y ſont ſoumis aux mêmes droits que les grands Vins, il eſt arrivé qu'on a ſucceſſivement éxigé chez la plûpart des Nations étrangères, les droits d'entrée auſſi ſans diſtinction de qualité des Vins; ce qui ferme néceſſairement le débouché des petits Vins, ou du moins le reſſere infiniment. Cette confuſion dans les droits d'entrée ſur toute ſorte de Vins de France chez l'Etranger, auroit du attirer depuis longtems l'attention de la France, & la porter à obtenir dans les traités de Commerce, la réduction des droits chez l'Etranger, en proportion de la médiocrité des Vins & de leur valeur naturelle.

La France doit donc travailler chez elle & chez l'Etranger, ſi elle veut réléver ſon Commerce des Vins & des Eaux-de-vie, & le rendre floriſſant: elle doit diminuer le prix de ſes grands Vins, & établir ſurtout ſes petits Vins dans les marchés, à un prix au deſſous des Vins du Rhin, de Moſelle, d'Eſpagne & de Portugal. Alors le Vigneron, au lieu de rédouter preſqu'autant l'abondance de ſes rècoltes que la diſéte, s'occupera avec ſuccès à ſe procurer la plus grande quantité poſſible, & enrichira l'Etat.

On pourroit ſe procurer tous ces avantages, en réduiſant tous les droits, à un ſimple droit de conſommation, proportionné à la valeur du Vin, ſuivant l'idée qu'en a donné l'Auteur *des recherches & Conſidérations ſur les Finances de France*. Aucun Vin ne peut partir du lieu de ſon crû ſans un *Congé*, il doit le droit de *Gros*, qui eſt réglé ſur le prix de la vente, ou ſur le tarif de l'évaluation arrêté dans chaque Election. *Le Congé*, dont on peut faire un *Acquit à Caution*, doit contenir l'évaluation, & la quantité du Vin tranſporté; ainſi le droit pourroit être perçu à tant pour cent de la valeur énoncée, ſoit à la ſortie du Royaume, ſoit aux entrées des villes où il doit être conſommé. L'impôt continueroit d'être plus fort dans les lieux où la conſommation doit être renchérie; mais partout il ſeroit proportionné aux diver-

diverſes facultés des Conſommateurs, & à la valeur intrinſéque des productions. Ce droit ſeroit clair dans l'énoncé, d'un compte facile, d'une perception aiſée & peu couteuſe; & enfin ſuſceptible d'augmentation & de diminution ſans aucun embarras, ſuivant que l'éxigeroient les variations des beſoins de l'Etat & du Commerce.

Le *Congé* converti en *Acquit à Caution*, devant être rappporté dans un certain eſpace de temps au lieu où il a été levé, il paroit que les droits ſeroient à l'abri de toute ſurpriſe; l'embarras du voyturier ne ſeroit pas plus grand de porter un *Acquit à Caution* qu'un *Congé*, qu'il doit, ſous des peines aſſés ſevéres, répréſenter à chaque inſtant: & le renvoi de l'acquit n'eſt pas une formalité plus gênante, que d'accuſer la receeption de ſon Vin, au Commiſſionnaire qui en a fait l'envoi.

Le même Auteur obſerve avec raiſon que cette Méthode, qui eſt ſans doute tres praticable, donneroit un accroiſſement infini au Commerce des Vins ches l'Etranger, & que dans l'intérieur, l'impôt ſe trouveroit plus équitable entre le riche qui conſomme les Vins chers, ceux des claſſes moyennes qui ſe contentent d'une qualité médiocre, & le pauvre qui conſomme comme il peut.

Les droits d'Aydes, tout impôt ſur les Vins, réduits ſous une ſeule loi, à un ſimple droit de conſommation ſur l'entrée des Vins dans les lieux où il ſe conſomment, à tant pour Cent de leur valeur, & de ſortie ſur les Vins tranſportés à l'Etranger, en étendant prodigieuſement la conſommation, celle des Vins médiocres, comme celle des grands Vins, en multipliant parconſéquent infiniment le produit des droits, donneroit encore au Miniſtére, un moyen toujours ſur de favoriſer le Commerce à propos.

Toute Nation qui a un genre de production Naturelle qui eſt un objet de Commerce avec les Etrangers, doit travailler à l'étendre, & emploier tous les moyens poſſibles d'en aſſurer tous les ans le débit chez l'Etranger. Si les charges de l'Etat éxigent qu'on impoſe des droits ſur cette production, la forme de l'impoſition & de la perception de ces droits doit être telle, qu'il ſoit facile au Miniſtére de diminuer les droits, tant dans l'intérieur, qu'à la ſortie, toutes les fois que leur poids devient un obſtacle au débouché & ralentit la traite de l'Etranger. Les Vins & les Eaux-de-Vie qui ſuivent toujours en général le ſort des Vins dans le Commerce, éxigent, ſi on veut en favoriſer le Culture & la vente à l'Etranger, que le Miniſtére ſoit ſans

ceſ-

ceſſe en état d'accorder des éxemptions locales & momentanées, des diminutions particulières, ou Générales, ſuivant l'abondance ou la diſéte de la Denrée, & ſa bonne ou médiocre qualité; & que ces exemptions ou diminutions ſoyent combinées ſur les prix chez l'Etranger, des mêmes Denrées, qui y ſont en concurrence.

Le Miniſtére doit ſpéculer ici tous les ans en bon Négociant; il doit avoir ſans ceſſe les yeux ouverts ſur la marche de cette branche de Commerce chez l'Etranger; il doit être attentif à ſes révolutions, & les regarder comme le Termomêtre de l'impôt, & ſur tout du montant des droits de ſortie.

Il y a deux loix en France concernant le Commerce des Vins & celui des Eaux-de Vie, qu'on trouveroit peut-être également contraires à l'intérêt du Commerce de la France, & à celui des Nations de l'Europe qui en font la grande Conſommation, ſi on les ſoumettoit aujourd'hui à un ſérieux examen.

On appelle en france *Rapé* un tonneau rempli à demi de raiſins en grains entiers, triés & choiſis, ſur leſquels ou paſſe les Vins uſés & affoiblis, pour leur redonner de la force, & les mettre en état d'être conſommés ou vendus. Il y a un autre *Rapé*, qu'on nomme *Rapé de Copeaux*. C'eſt un tonneau entiérement rempli de Copeaux neufs, faits de bois de Hêtre bien ſéchés, bien propres & bien imbibés d'excellent Vin, ſur lequel en paſſe le Vin qu'on veut éclaircir promptement & conſerver toujours clair, quelque Vin qu'on jette deſſus. L'uſage du premier *Rapé* eſt limité par la loi à une petite quantité, ſous peine de Confication & d'Amande pour tous les Marchands de Vin; & l'uſage du ſecond leur eſt entiérement défendu, ſous les mêmes peines. Sans doute cette loi eſt ignorée des Académies qui ont propoſé des prix à ceux qui trouveront les meilleurs moyens de conſerver, de bonifier les Vins, & de guérir les Vins malades. Il ſemble qu'une loi ſi rigoureuſe ne devroit avoir pour objet que l'Art de bonifier la Denrée, qui la rend pernicieuſe à la ſanté, qu'on ne ſçauroit punir trop ſévérement. Mais pourquoi défendre l'Art de bonifier, de conſerver une Denrée d'une conſommation ſi étendue, lorſque l'Art n'emploie rien qui puiſſe nuire à la ſanté la plus délicate? C'eſt reſſerrer l'abondance dans le lieu du crû, pendant qu'on s'occupe chez l'Etranger à l'augmenter par des imitations, par des fabrications également pernicieuſes à la ſanté & au Commerce. Les Connoiſſances du Commerce étoient ſans doute trop bornées, lorſqu'on fit cette loi, pour s'appercevoir

voir qu'elle attaquoit l'abondance que demande le Commerce étranger, en forçant les propriétaires des Vins & les Marchands de Vin, d'en perdre tous les ans une grande partie. On ne peut voir d'autre raiſon de cette loi, que l'intérêt des fermiers. Ils ont voulu multiplier leurs droits, & y ont réuſſi. Un Marchand de Vin qui a cent pièces de Vin malade, ne pouvant le guérir, paye les droits de cent pièces de plus, qu'il eſt obligé d'acheter pour remplacer dans ſa conſommation les cent piéces Malades dont il a déjà payé les droits. Il arrive delà que le fermier profite de cet accident qui lui donne des droits ſur leſquels il ne devoit pas compter, que le Marchand les perd injuſtement en perdant ſon Vin; & ce qui eſt bien intéreſſant, l'Etat envoye cent piéces de Vin de moins à l'Etranger. Cette diminution contribue auſſi à ſoutenir les prix des Vins; ce qui n'eſt pas moins contraire aux intérêts de la France, qu'à ceux des Nations qui en font la grande conſommation.

La ſeconde loi qui eſt aſſez ancienne, concernant les Eaux-de-Vie, proſcrit également les Eaux-de-Vie de Miel, de Marcs de Raiſins, Lies & Baiſſieres, & celles de Sirops de Sucre. Celles de Miel & de Sirops de Sucre ſont très contraires à l'intérêt de la France, & à celui du Commerce en Général. Mais en eſt-il de même des Eaux-de-Vie de Marcs de Raiſins, de Lies & de Baiſſiere? Il ſemble que cette ſorte d'Eau-de-Vie auroit du être régardée, comme l'Huile, nommée troiſième ſorte dans le Commerce, qui ne ſe tire que du Marc des Olives, & qu'on n'obtient même qu'avec le ſecours de l'Eau. Ce ſeroit une qualité inférieure qui accroitroit l'abondance, & les ventes qui ſe font à l'Etranger. Si par cette loi on a prétendu ſoutenir le prix des Eaux-de-Vie chez l'Etranger, & ſi l'on a craint que cette qualité inférieure d'Eau-de-Vie ne le fit tomber, ce qui arriveroit néceſſairemunt; on a craint de ſe procurer un grand avantage. 1°. Il n'eſt pas douteux qu'on en vendroit une plus grande quantité, ſi la Denrée étoit à bas prix, & il eſt infiniment plus utile pour un Etat de vendre à l'Etranger beaucoup de Denrées à bas prix, qu'une moindre quantité à un prix plus haut. 2°. Outre que le bas prix auroit étendu la conſommation, il auroit arrêté chez l'Etranger la fabrication de ces liqueurs fortes qu'on à nommées improprement Eaux-de-Vie, & qui en prennent la place aujourd'hui aux dépens de la France, de l'Eſpagne & du Portugal: & ce qui eſt bien facheux pour l'humanité, aux dépens de la ſanté des Peuples qui en font uſage. Les Nations qui conſomment les Vins & les Eaux-de-Vie de France, lui demandent ces Denrées à meilleur marché, & il eſt évidament de l'intérêt de la France de les leur procurer, parce qu'elles en acheteront une plus grande quantité.

Après la culture des terres, celle de la Pêche eſt le moyen le plus ſur d'élever la puiſſance d'une Nation. Ce qu'exige l'intérêt particulier d'une Nation pour ſa propre Conſervation, eſt en même temps de l'intérêt général du Commerce de l'Europe. L'intérêt du Commerce en général demande la plus grande abondance poſſible de Denrées & de Marchandiſes à faire circuler, & le plus grand nombre de conſommateurs; il veut que tous les pays ſoient bien cultivés & bien peuplés. C'eſt ſur les Nations dont la Population eſt la plus nombreuſe, que la Commerce porte ſes grandes ſpéculations. Ce ſont les pays les plus peuplés & les plus abondans, qui ſont reſpectivement entre eux le Commerce le plus étendu. Le Commerce en général a ſur tout un grand intérêt à voir multiplier autant qu'il eſt poſſible, toutes les productions uniques chez les Nations qui les poſſédent.

Il importe peu aux Nations qui n'ont point de Pêche, d'être approviſionnées de Poiſſons par les Anglois, les Hollandois ou les François. Mais il leur importe infiniment d'être approviſionnées au meilleur prix poſſible, & de l'être parconſéquent par la concurrence & non par le Monopole. La liberté de la Pêche de la Morue intéreſſe donc généralement toutes les Nations de l'Europe; il en eſt de même de la Pêche du Harang, de la Baleine, &c. La plus grande concurrence poſſible dans le Commerce eſt un des plus grands principes de l'Equilibre, & il eſt d'ailleurs de l'intéret général de tous les Peuples, comme conſommateurs, que chaque Nation faſſe autant de Commerce qu'elle en peut faire. Cet intérêt de tous le Peuples reproche à la France d'avoir négligé ſes Colonies à Sucre, ſur tout St. Domingue, dont une bonne adminiſtration auroit pu doubler le produit; d'avoir laiſſé la Louiſiane, la Guiane & la Cayene preſque en friche; de n'avoir pas mis en pleine valeur les iſles de France & de Bourbon; de n'avoir pas donné aſſés de ſoins aux Pêches de la Morue, du Harang & de la Balenie.

Les Peuples du Nord ſe plaignent de ce que la France ne leur envoie ſes Denrées & ſes Marchandiſes, & ne reçoit les leurs, que par des vaiſſeaux Hollandois. Ce n'eſt pas l'intérêt de la France, la perte immenſe qu'elle fait tous les ans en laiſſant tranquilement cette branche de ſon Commerce dans des mains étrangéres, qui touche ces Peuples, c'eſt leur intérêt perſonnel. Ils ſavent que la concurrence de la Navigation Françoiſe leur procureroit des achats à meilleur prix, & des ventes plus avantageuſes.

Deux Articles d'une conſommation très étendue ſont dépuis longtems dans les entraves d'un eſpéce de Monopole, les Harangs & les Tabacs.

Les

Les Hollandois ſont preſque les ſeuls Négocians qui approviſionnent l'Europe de Harangs; & la Virginie & le Mariland donnent aux Anglois les mêmes avantages à l'égard des Tabacs. Toutes les Nations ont intérêt d'acheter à un plus bas prix les Harangs & les Tabacs; & le bas prix feroit l'effet naturel & infaillible d'une grande concurrence, ſi la France avoit cultivé le Tabac à la Louiſiane, ſi la France & l'Angleterre avoient donné à la Pêche du Harang les mêmes ſoins que la Hollande.

Il eſt évident encore qu'une meilleure culture dans l'Amérique doubleroit bientôt la Navigation d'Europe, & les importations de Sucre, de Caffé, de Cacao & d'Indigo. Le Nord y gagneroit un plus grand débit de toutes ſes Marchandiſes néceſſaires à la Navigation; ainſi que toutes les autres Nations, une exportation & une conſommation plus étendue des productions de leur induſtrie. Une plus grande abondance des Denrées de l'Amérique animeroit & étendroit l'induſtrie Européenne, favoriſeroit infiniment ſon Agriculture & ſa Population, en y multipliant les occupations & les ſubſiſtances.

On n'ignore pas que la Pêche eſt l'Ecole & en même temps la Pépiniere des Matelots; que les grandes Pêches ont été la naiſſance d'une grande Navigation & d'une puiſſante Marine. Tout le monde eſt aujourd'hui frappé de l'exemple de la Hollande, que la Pêche ſeule du Harang enrichit tous les ans de plus de 60. Milions. On ſçait que la Pêche produit dans un Etat une valeur qui n'y étoit pas, pour un échange aſſés léger, puiſque les ſept huitiemes au moins de la valeur de la Pêche appartiennent au loyers des Hommes & des capitaux qui y ſont employés, & que la Nation qui vend au-dehors le produit de ſes Pêches, fait un gain auſſi clair, que ſi elle vendoit les grains & les Vins du crû de ſes terres.

Cependant la Péche, ſur tout celle du Harang, eſt reſtée dans les limites les plus étroites en France & en Angleterre, chez les deux Nations les plus éclairées, malgré les avantages de leur ſituation bien ſupérieurs à ceux des Hollandois.

C'est ſur tout en France qu'on doit attribuer la foibleſſe de la Marine & la diſéte des Matelots à la négligence de la Pêche. Mais une Nation, une Province, une Ville maritime, qui veulent ſe donner une grande Pêche, ou la rélever lorſqu'elle eſt tombée, y trouvent à préſent un obſtacle qui n'exiſtoit point autrefois, qui eſt la concurrence des Nations en poſſeſſion d'ap-

proviſionner l'Europe de Poiſſons ſecs & ſalés. La Mer eſt un champ inépuiſable, mais la conſommation n'eſt pas ſans limites. L'exemple toujours cité avec éloge, de la prodigieuſe richeſſe de la Pêche des Hollandois, comme un encouragement qui doit exciter l'induſtrie des autres Nations maritimes, en ſeroit un effectivement bien puiſſant, ſi cette branche de leur Commerce, la premiere ſource de leurs richeſſes & de leur puiſſance, n'exiſtoit que dans l'Hiſtoire de leur République: toute autre Nation pourroit aiſément l'imiter. Mais en citant cet exemple permanent ſous nos yeux, on nous préſente en même tems une concurrence immenſe à ſurmonter, obſtacle que les Hollandois ne trouvérent point lorſqu'ils établirent leur grande Pêche. Quelle route auroient-ils ſuivie, s'ils avoient trouvé une autre Nation en poſſeſſion d'en approviſionner l'Europe entiére? Quels moyens auroient-ils employés pour prendre part à cette richeſſe? c'eſt à la récherche de ces moyens qu'on doit donner ſon attention. S'Il n'eſt pas poſſible d'enlever à la Hollande cette branche de Commerce, il eſt trés poſſible d'y prendre part; & quelles que ſoient les reſſources de l'induſtrie des Hollandois, il y a une aſſés grande étendue de pays en Europe, que d'autres Négocians protégés peuvent approviſionner à meilleur marché, de poiſſons ſecs & ſalés, & l'on peut aſſés ſurmonter l'obſtacle de la concurrence, pour ſe donner tous les principaux avantages de la Pêche.

La France eſt dans la ſituation la plus avantageuſe pour la Pêche du Harang; accune Nation ne poſſéde mieux que les François, toute l'induſtrie qu'éxige cette Pêche; & les Négociants de France ſont auſſi entreprenans, & auſſi intelligens que ceux d'aucun autre Pays de l'Europe. La France a d'ailleurs chez elle même le prémier & le plus eſſentiel de tous les encouragemens, qui eſt la plus grande conſommation intérieure. La France poſſéde enfin tout ce qui eſt néceſſaire pour entrer en concurrence avec les Hollandois, & pour ſe procurer même tous les avantages de la concurrence. Pourquoi la Pêche du Harang y reſte-t-elle dans un état de foibleſſe? On a donné à cette branche de Commerce quelques encouragemens, mais trop foibles pour lui procurer toute l'étendue dont elle eſt ſuſceptible. Une branche de Commerce établie par des encouragemens, reſtera toujours dans des limites bornées, ſi elle n'eſt pas de nature à s'accroittre par ſes propres forces. Il y a des obſtacles aux progrès de celle-ci, que des encouragemens ne ſauroient vaincre, & qu'une bonne Adminiſtration pourroit écarter aiſément.

Les Pêcheurs François, ceux ſur-tout de Dieppe & de Dunkerque, ſavent pâquer & ſaler le Harang, en un mot lui donner toutes les préparations neceſſai-

ceſſaires, auſſi bien que les Hollandois; & ils ont ſur les Hollandois l'avantage du ſel à meilleur marché. Mais cet avantage & les apprêts, quelques bons qu'ils ſoyent, ne changent point la qualité du Harang. Ceux de la Pêche des François qu'ils font dans le Canal de la Manche, n'étant n'y ſi gros n'y ſi charnus, n'y ſi gras, que ceux de la Pêche des Hollandois, ils ne ſauroient en ſoutenir la concurrence. Il ſemble donc que les François n'ont qu'un pâs à faire, qu'ils n'ont qu'à étendre leur Pêche au de-là de la Manche, & juſqu'es aux Iſles de Schotland, & aux côtes d'Ecoſſe & d'Angleterre, pour rendre leur Pêche auſſi bonne que celle des Hollandois, & auſſi abondante. Les Pêcheurs François auroient la facilité de prévenir les Hollandois dans la vente de leur Pêche, non ſeulement en France, mais auſſi par la proximité des Ports d'Eſpagne, de Portugal & de la Méditéranée: ils pourroient d'ailleurs obtenir partout la préférence par le plus bâs prix.

On diſtingue en Hollande trois ſortes de Harangs, qui ont des prix différens. Les Harangs à fin ſel, ou à grand feu, qui ſont les plus chers; les Harangs à gros ſel, qui ſont d'un quart moins chers, & les Harangs vuides, qui ſe vendent un tiers de moins que les Harangs à gros ſel. Cette derniére ſorte de Harangs eſt prohibée en Hollande par les Placards, & on la tolére, parcequ'elle ſert à la nouriture des pauvres. La Pêche s'en fait au mois de Novembre dans les Mers de Hollande & dans le Canal. Le prix commun de ces trois ſortes de Harangs eſt depuis neuf Florins, juſqu'à trente cinq Florins par Baril.

Le prix commun du baril de Harangs de Dieppe, eſt de vingt-une Livre tournois, & les barils de Harangs de France ſont éxactement de même jauge que ceux de Hollande, ce qui conſtitue une différence de prix d'environ cent pour cent. On demande ici s'il en coûteroit une augmentation de cent pour cent de fraix aux Pêcheurs de Dieppe, pour porter leur Pêche aux côtes d'Ecoſſe & d'Angleterre? Comme il n'eſt pas poſſible de ſuppoſer une telle augmentation, il faut conclure que les Pêcheurs de Dieppe auroient un avantage inconteſtable ſur les Hollandois, s'ils portoient leur Pêche dans les mêmes Parages. Les Pêcheurs Hollandois qui s'adonnent à la petite Pêche, ne peuvent leur être comparés: la plus part ſont alors de retour de la grande Pêche, dont la ſaiſon eſt paſſée, & ils profitent de la ſaiſon de la petite qui ne commence qu'au mois de Novembre. Cette petite Pêche n'eſt pour eux, pour ainſi dire, qu'une ſuite de la grande Pêche, au lieu que les François en font leur Pêche principale.

On attribue aſſés généralement, du moins en partie, au haut intérêt de l'Argent, l'Etat de foibleſſe de la Pêche du Harang en France. L'Auteur des Elémens du Commerce, regarde le taux de l'interêt de l'Argent, comme le principal obſtacle qui en arrête les ſuccès. Toutes choſes égales d'ailleurs, dit cet Auteur, entre les Peuples qui pêchent en concurrence, celui qui paye l'intérêt le plus fort, aura le désavantage à la vente, ou plutôt les Négocians borneront leurs entrepriſes à la conſommation intérieure, & emploieront le ſuperflu de leurs Capitaux à des entrepriſes plus lucratives. Nous trouvons la même opinion expoſée dans un plus grand détail, dans les obſervations préliminaires du corps d'obſervations de la ſociété d'Agriculture, de Commerce & des Arts, de Bretagne, tirée d'un Mêmoire ſur la Pêche, remis à Mr. le Duc d'Aiguillon.

Les Hollandois ont, dit-on dans ce Mêmoire, l'Argent à deux & demi & au plus à trois pour cent, pour toutes leurs entrepriſes de Commerce, ce qui diminue beaucoup les frais & les dépenſes de leurs Pêches; au lieu que nos Négocians n'obtiennent l'Argent qu'à cinq & ſouvent à ſix pour cent. Cette différence ſuffiroit pour nous éloigner de la concurrence, puis que les Hollandois peuvent y gagner plus que nous en vendant à meilleur marché. Leurs armemens, ajoute-t-on, ſe font à beaucoup moins de frais que ceux d'aucune Nation; avantage fondé 1°. ſur les importations & les exportations qu'ils font dans le Nord & dans la Mer Baltique. 2°. Sur le moindre nombre d'Hommes emploiés à former les Equipages. 3°. Sur la frugalité de leurs Matelots. Ils ont dailleurs une habitude ſur toutes les préparations qu'éxigent les Harangs, qui les rendant meilleures, plus promptes, & parconſéquent moins chéres, met un grand obſtacle à la concurrence. D'ailleurs la quantité immenſe de Harangs qu'ils ſont en état de verſer dans l'Europe, les met à portée de ſoutenir le bon marché. Celui qui vend beaucoup peut ſe contenter de petits profits, parcequ'il les multiplie. Celui qui vend peu avec de petits profits, eſt forcé d'abandonner un Commerce qui ne lui rend pas aſſés pour le faire ſubſiſter. De-là on conclud qu'on ne doit pas eſpérer que la Pêche puiſſe proſpérer ſans une éxemption de droits.

L'Auteur des Elémens du Commerce, ainſi que tous ceux qui ont le plus ſolidement écrit ſur le Commerce de la France, ont inſiſté ſur l'idée que le haut intérêt de l'Argent en France, eſt un des plus grands obſtacles aux progrés de ſon Commerce. Quelques reſpectables que ſoient ces obſervateurs, & quoique leur opinion ſoit preſque générale; cette opinion doit céder à l'éxpérience, & au raiſonnement, ſur tout au raiſonnement fondé ſur la

la loy du calcul, qui eſt la ſeule qui détermine les avantages & les désavantages de la balance du Commerce. On n'a jamais fait aſſés d'attention en France, que tout ſon Commerce, du moins ſes branches les plus riches, celles qui procurent les plus grands avantages de la balance, ſont toutes des productions de l'Agriculture, de ſon induſtrie; en un mot, de la main d'œuvre de ſes habitans; & dés qu'il eſt inconteſtable que c'eſt du bas prix de la main-d'œuvre que dépend en général le bas prix de toutes les diverſes productions, que c'eſt ce bas prix qui donne une préférence ſi courante & ſi avantageuſe dans tous les marchés; c'eſt une vérité auſſi conſtante, que tout ce qui enchérit la main-d'œuvre, eſt destructif du Commerce. Or on ne ſauroit nier que le bas intérêt de l'Argent n'enchériſſe le prix de la main-d'œuvre, parceque le bas intérêt de l'Argent n'eſt point & ne peut être dans le Commerce l'éffet d'aucune loi, mais il eſt l'éffet de l'abondance, & cette abondance l'avilit & fait enchérir néceſſairement toutes les choſes qui s'échangent pour de l'Argent (*a*). Ce qui eſt vrai en général à l'égard de la Culture des Terres & des Manufactures, l'eſt auſſi à l'égard de la Pêche, qui tient de l'Agriculture & des Manufactures. La Mer eſt le champ ſur le quel les Pêcheurs doivent faire une abondante récolte, & la conſtruction des bâteaux pêcheurs eſt une eſpèce de Manufacture, comme la frabrication des Voiles, des Cordages, des Filets, & les diverſes préparations des Poiſſons. Ici tout eſt fabrication, main-d'œuvre ou loyer des Hommes.

On eſtime communément à trente ſix mille Livres, la miſe hors d'un bâtiment pêcheur de Dieppe, qui Pêche cinquante laſts de Harangs, & cinquante mille maquereaux, pendant les deux Pêches, les filets de rechange compris, en ſuppoſant le bâteau & tous les Filets neufs.

L'Armateur de ce bâteau, ſi on le ſuppoſe en débours de cette ſomme pendant ſix mois, paie pour les intérêts à cinq pour cent, neuf cent Livres qu'il faut ajouter aux frais de miſe hors. Ainſi l'Armateur Hollandois qui ne paie les intérêts qu'à deux & demi pour cent, aura un avantage ſur le François de quatre cent cinquante Livres. Mais cet avantage ne peut ſe comparer au désavantage que lui-donne la cherté de la main-d'œuvre, tant pour la conſtruction du bâteau, que pour la fabrication & l'entretien des Filets, qui ſont les deux Articles de dépenſe les plus forts. Cette cherté a pour cauſe en Hollande le bon marché de l'Argent, & y porte la miſe hors d'un ſemblable bâteau à vint-mille Florins au moins.

(*a*) Voy. le Chap. de l'intérêt de l'Argent.

Le Pêcheur Hollandois vend le baril de harang, prix commun, vint Florins, ce qui fait cent pour cent de plus que le François ne peut vendre le ſien à cauſe de ſa mauvaiſe qualité. De-là on doit conclure qu'il faut néceſſairement que le Pêcheur François trouve dans le bon marché de ſa miſe hors, qui eſt l'effet du haut intérêt de l'Argent, les moyens de ſoutenir le bas prix du produit de la Pêche, & que le haut intérêt de l'Argent eſt chez lui un avantage ſur les Pêcheurs Hollandois, au-lieu d'un obſtacle aux progrés de ſa Pêche, qui le mette hors d'état de ſoutenir la concurrence.

Le Pêcheur Hollandois n'a d'autres avantages ſur le François à l'égard de la miſe hors, que celui d'une grande Economie, qui réduit l'Equipage à un quart moins nombreux que celui des François, & reſtraint leur nouriture presque au néceſſaire phyſique; & quoique le loyer des Hommes ſoit plus cher en Hollande qu'en France, le Pêcheur Hollandois les emploie à la Pêche, peut-être à meilleur marché qu'on ne les emploie à Dieppe, parcequ'ici ils ſont à la part, & qu'ils ſont à gages en Hollande. Ce n'eſt point le haut prix de l'intérêt de l'Argent qui donne ce désavantage aux Pêcheurs de Dieppe; mais un ſimple uſage, qui eſt peut-être plus conforme à l'intérêt de l'Etat, en ce qu'il diviſe & répand dans un plus grand nombre de mains, les bénéfices de la Pêche, excite bien mieux l'emulution, favoriſe & étend l'induſtrie.

Quoique les Equipages Hollandois ne ſoyent pas ſi bien nourris que les Equipages François, il ne ſauroit cependant y avoir une épargne bien conſidérable ſur cet Article, puiſque les François n'embarquent ſur un bâteau Pêcheur de cinquante-laſts de vint-quatre Hommes d'Equipage, que pour quatorze cent Livres de vivres. On embarque du Cidre & même du Vin pour les Matelots dans les Ports de France. En Hollande on embarque de la biére dont les Matelots Hollandois font une grande conſommation, parcequ'ils ne boivent point d'éau.

Enfin les désavantages des Hollandois dans la Pêche du Harang & dans celle de la balaine, ſont tels, qu'il n'y a pas un ſeul Négociant qui oſe entreprendre d'armer un Vaiſſeau pêcheur, s'il n'en fournit pas en même tems toutes les Marchandiſes qui compoſent ſon armement, ſur les quelles il trouve ſon bénéfice. Ce n'eſt que le bénéfice ſur les frais des armemens & ſur la main-d'œuvre qui ſoutient la Pêche en Hollande, qui à ne conſidérer que le montant ſeul de ſa miſe hors, donneroit ſouvent de la perte.

Il

Il eſt donc évident que ce n'eſt point le haut intérêt de l'Argent, ni la cherté de la miſe-hors, qui empêchent les François d'aller à la grande Pêche du Harang, & qui les éloignent de la concurrence. Il ne ſeroit pas plus juſte d'attribuer le mauvais état de leur Pêche à un défaut d'induſtrie, & à une connoiſſance ſupérieure chez les Hollandois, de l'Art de préparer le Harang. Les meilleures Méthodes de Pêcher, dit l'Auteur des Elémens du Commerce, & d'apprêter le poiſſon, ne ſont jamais longtems inconnues, & ſont praticables pour tous les peuples également. Il n'eſt point en effet d'induſtrie excluſive. La petite Pêche du Harang a fait contracter aux François la même habitude que les Hollandois ont, ſur toutes les préparations du Harang. Mais les plus parfaites préparations ne ſauroient donner aux Harangs des Côtes de France & de la Manche, la bonne qualité des Harangs des Mers d'Ecoſſe, qui leur donne une ſupériorité de prix de cent pour cent.

Les importations & les exportations que les Hollandois font dans le Nord & dans la Mer Baltique, & la quantité immenſe de Harangs qu'ils ſont en état de verſer dans l'Europe, qui les mettent à portée d'en ſoutenir le bon marché, peuvent empêcher les François d'étendre au dehors le Commerce des Harangs. Les Négocians qui voudroient éxercer cette branche de Commerce, ne pouroient le faire avec ſuccés, parceque le Commerce du Nord n'étant point ouvert à la France, il ne leur ſeroit pas poſſible d'aſſortir leur Cargaiſon de façon à ſe faciliter la vente de leurs Harangs. Les Hollandois n'envoient point de Cargaiſons entiéres de Harangs, ils n'en forment qu'un Article d'un Chargement aſſorti, qu'ils rendent plus ou moins conſidérable ſuivant les lieux ſur les quels ils forment des ſpéculations. Comme ce ſeroit d'ailleurs pour les François un Commerce d'œconomie, ils trouveroient quelque désavantage dans le haut intérêt de leur Argent. Car c'eſt dans le Commerce d'œconomie qu'on peut ſentir le poids du haut intérêt. On pourroit donc conclure de-là que, tant que les François ne feront point le Commerce du Nord, la Pêche du Harang pourroit peut-être reſter dans les limites de la conſommation intérieure. Mais on ne ſauroit en conclure que ce ſoit là un obſtacle, qui empêche que la Pêche du Harang ne s'éléve au dégré ſuffiſant pour fournir à l'entiére conſommation du Royaume.

On trouve en France des obſtacles plus réels aux progrès de la Pêche. On a toujours manqué de Matelots en France, ſurtout en tems de guerre; parceque la Marine, les Armateurs en courſe, & les Priſes, en occupent un très grand nombre; en ſorte qu'il en manque pour le ſervice du Commerce; & s'il s'en trouve une quantité ſuffiſante en tems de paix pour le Cabotage & les

les voyages de long cours, il en manque toujours pour étendre la Pêche. La raiſon en eſt bien ſenſible; il n'y a de Matelots propres pour le ſervice de la Pêche, que ceux que la Pêche même a formés, & la Pêche en forme très peu. Cette diſéte de Matelots Pêcheurs eſt entretenue par la crainte qu'ils ont d'être emploiés ſur les Vaiſſeaux du Roi. Cette même crainte oblige les Armateurs pour la Pêche, d'engager un Equipage plus nombreux que la Pêche ne l'éxige, parcequ'ils ſont expoſés à ſe voir enlever à la veille du départ de leurs bâteaux, pluſieurs Matelots pour le ſervice de la Marine. Si on fait attention à ce ſuperflu forcé de Matelots ſur chaque bâteau, on trouve une augmentation inutile d'un dixiéme de frais d'Equipage, & de quoi former de ce ſuperflu à Dieppe ſeulement, les Equipages de huit ou dix Bâteaux de plus tous les ans pour la Pêche. La diſpenſe accordée aux Matelots Pêcheurs de ſervir ſur les Vaiſſeaux du Roi, rendroit les armemens moins chers, les multiplieroit, & multiplieroit en même tems les Matelots pêcheurs. Cette faveur ſeroit d'autant plus utile, que cette claſſe de Matelots occupée ſix mois à la Mer, eſt occupée les ſix autres mois à la Culture de la terre; ce ſont les ſeuls Matelots en même tems Matelots & Cultivateurs, & c'eſt d'ailleurs de cette claſſe que ſortent les meilleurs Marins.

Les droits de congé, que les bâteaux Pêcheurs ſont obligés de payer aux Amirautés, & ceux que les Fermiers éxigent ſur le ſel & ſur les boiſſons, augmentent conſidérablement les frais des armemens. Mais l'obſtacle le plus grand au progrès de la Pêche, conſiſte dans les droits dont on a chargé le poiſſon ſalé, & ſurtout le poiſſon frais.

Les bâteaux Pêcheurs apportent les Harangs en vrac. C'eſt dans le port qu'ils ſont alités & paqués, & que de trois Barils on n'en fait que deux. Cet apprêt, les frais de Magaſinage & les droits de conſommation, ajoutent au Baril de Harang une valeur nouvelle de cinq Livres dix ſols. Un Baril de Harang paye de droits de ſortie, ſoit par terre ou par Mer, trente deux ſols ſix déniers, pendant que le même droit en Hollande n'eſt que de trois ſols ſix déniers. Les droits d'entrée dans Paris ſur le poiſſon ſalé, ont été réduits depuis 1750 à 2 ſols 6 déniers & demi pour Livre du prix de la vente, & les 4 ſols pour Livre du total des droits; ce qui joint aux frais de voiture porte la valeur du Baril de Harang à un prix éxhorbitant, & en reſſerre la conſommation. Les Fermiers éxigent encore des droits dans les autres villes; ce qui enchérit trop le Harang pour les Conſommateurs.

Les droits ſur le poiſſon frais ſont encore bien plus onéreux & plus deſtructifs.

truſtifs. Les droits d'entrée ou de marché à Paris, ſont de quarante huit pour cent de la valeur du poiſſon au marché de Paris; & par la diſcuſſion du prix au marché, les droits ſe trouvent quelquefois perçus ſur le pied de cent pour cent de la vente; car on les éxige ſuivant une eſtimation arbitraire de la valeur. De-là il arrive ſouvent qu'un Marchand du port qui envoie du poiſſon frais à Paris, n'y gagne rien, ou y perd. L'Armateur vend à Dieppe pour trois cent Livres de poiſſon à un Marchand qui l'énvoie à Paris pour ſon Compte. Si ce même poiſſon n'eſt vendu que mille Livres, ce Marchand n'y gagne rien, parcequ'on lui retient pour les droits quarante huit pour cent de la valeur, ce qui fait quatre cent quatrevint Livres. Le Voiturier reçoit deux cent Livres pour la Voiture, il ne lui reſte que trois cent vint Livres à peu près le prix de l'achat du poiſſon à Dieppe. Si la partie du poiſſon achetée à Dieppe trois cent Livres, ne rend à Paris que huit cent Livres, les droits de quarante huit pour cent de la valeur, montent à trois cent quatrevint quatre Livres, la voiture deux cent Livres, & il ne reſte au Marchand que deux cent ſeize Livres, ce qui fait parconſéquent 84 Livres de perte.

Il eſt impoſſible que la Pêche du poiſſon frais ſe ſoutienne ſurchargée de droits ſi éxhorbitans. Ces droits reſſerrent infiniment la conſommation. D'ailleurs, ou le poiſſon reſte invendu à la prémière main, ou il ne peut être vendu qu'a vil prix; ce qui fait perdre tout eſpoir de bénéfice ſur la Pêche, & force les Négocians à y renoncer.

La conſommation intéricure eſt le principe le plus actif de l'induſtrie. C'eſt le principal agent qui la forme, qui l'éléve & l'étend au dégré qui donne l'abondance & la richeſſe. C'eſt ſurtout à cette conſommation qu'eſt dû dans tous les pays, l'état floriſſant des Manufactures. Tous les encouragemens qu'on peut imaginer, n'opérent qu'un eſſor éphemére, s'ils ne ſont pas ſoutenus par une grande conſommation intérieure. Mais cette conſommation établie, l'induſtrie marche d'elle même, elle fait des progrès rapides, & ſe trouve bien-tôt en état de répandre ſes productions chez l'Etranger. C'eſt cependant cette conſommation intérieure du poiſſon frais, que la Finance a presque détruite, par l'éxces des droits dont elle l'a ſurchargée.

C'Est peut-être là la prémière & la principale cauſe à la qu'elle on peut attribuer l'état foible de la Marine; c'eſt ſurement celle qui ne permet point aux Armateurs d'étendre la Pêche du Harang, & d'entrer en concurrence dans la grande Pêche avec les Hollandois. Comme il eſt inconteſtable que la

Pêche du poiſſon ſalé, la grande Pêche, eſt le berceau, l'Ecole & la Pépiniére des Matelots qui ſervent à la Marine en général; il eſt de même auſſi certain que la Pêche du poiſſon frais qui ſe fait aux côtes pendant toutes les ſaiſons de l'année, eſt le Berceau & la Pépiniére des Matelots qui ſervent à la grande Pêche. C'eſt la petite Pêche, la Pêche du poiſſon frais, qui les éléve, les forme, & les multiplie; & la main-d'œuvre en ſe multipliant, devient à bon marche. La petite Pêche animée, ſoutenue & protégée en France, y tiendroit lieu de la ſageſſe de cet acte du Parlement d'Angleterre, qui fait défenſe de voiturer par terre dans les différentes parties du Royaume, le charbon des Mines de Neucaſtle. C'eſt dans ce noir ſéminaire que ſe forme la Marine des Anglois. Il ſuit de la diſéte des Matelots, deux effets également deſtructifs pour le Commerce; les armemens ſont néceſſairement reſtraints à un petit nombre de bâteaux, & le défaut de concurrence des Matelots, les rend plus chers.

On ne fera jamais que des ſpéculations inutiles ſur la grande Pêche du Harang dans tout Etat maritime, où l'on n'aura pas l'attention de former & de multiplier les Matelots Pêcheurs par la Pêche du poiſſon frais, & l'on ne peut ſe procurer ce moyen unique de parvenir à l'établiſſement de la grande Pêche, qu'en donnant les plus grandes facilités à la conſommation. On trouvera dans cet établiſſement le principe d'une puiſſante Marine. Car c'eſt principalement de la négligence ou de l'abandon de la Pêche, que provient la diſéte des Matelots, & cette diſéte contribue infiniment à la cherté du fret, dont on ſe plaint ſans ceſſe en France, cherté qui affecte toutes les branches de Commerce du Royaume.

La Pêche de la Morue verte & ſéche, étoit en France avant la guerre, dans un état bien ſupérieur à celle du Harang. Cette branche ſuſceptible encore de grands accroiſſemens, y étoit établie ſur des fondemens ſolides.

Les Ports de Grandville, Cherbourg, Honfleur, le Havre, Dieppe, St. Vallery, Boulogne, Dunkerque, St. Malo, Nantes, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, &c. ont emploié à la Pêche de la Morue verte & à celle de la Morue ſéche, environ quatre cent Navires de deux cens à trois cens cinquante tonneaux; & la Navigation de ces deux Pêches occupoient quinze à ſeize mille Matelots, parmi les quels on comptoit juſqu'à deux mille Matelots noviles, qui ſe formoient tous les ans.

Les François ont l'avantage de n'avoir icy qu'une ſeule Nation rivale; moins

moins à craindre par ſon induſtrie dans cette branche de Commerce, que par la ſupériorité de ſa Marine. Les Anglois envoient auſſi à la Pêche de la Morue environ quatre cent navires de cinquante à cent quatrevint tonneaux. Ils n'ont aucun avantage ſur les François à l'egard des frais de la Navigation: ils emploient à peu près le même nombre d'Equipages, & les payent un peu plus chérement; & les François ont celui de mieux préparer leur poiſſon, d'obtenir la préférence dans le Commerce, ſurtout à l'égard de la Morue verte, dont ils font une Pêche plus abondante.

Les Anglois emploient les plus petits Navires à la Pêche de la Morue verte, qu'ils habillent & ſalent avec moins de précautions & de Soin, que les François. Ils font rarement une Pêche complette, dans la crainte que les premiers lits de leur poiſſon ne ſe corrompent & ne gâtent auſſi les couches ſupérieures. Ils quittent le Grand Banc, ſouvent avec les deux tiers, & quelque fois avec la moitié de leur Chargement. Leur Pêche en Morue verte eſt fort bornée en comparaiſon de celle de la Morue ſéche. Ils ont l'Avantage d'avoir beaucoup de Pêcheurs ſédentaires à l'Iſle de Terre-Neuve, de qui ils achétent beaucoup. Mais ils ont à combattre une rivalité Domeſtique qui commence à porter un préjudice très ſenſible au Commerce de la Grande-Bretagne.

Les Anglois de la nouvelle Angleterre & de la nouvelle Ecoſſe, emploient à la Pêche des deux Morues, environ deux cent Navires, qui font communément trois Voyages. Ce qui eſt l'équivalent de ſix cens navires emploiés à la Pêche en concurrence des quatre cens d'Angleterre. Ces Colons approviſionnent les Colonies du continent & celles des Iſles du vent & ſous le vent. Ils en portent auſſi ſoixante à ſoixante-dix Chargemens, tant en Portugal, qu'en Eſpagne, & en Italie, d'où ils font leurs retours en fruits, & en Marchandiſes propres pour l'Amérique. Un acte du Parlement leur preſcrit d'apporter ces retours en Angleterre pour y être déchargés, & après en avoir payé les droits, être réchargés pour les Colonies de l'Amérique. Mais ils ne manquent jamais d'éluder cette loi, & de faire leurs retours en droiture à la Nouvelle-Angleterre, où ils débarquent leurs Cargaiſons clandeſtinement & ſans beaucoup de difficulté.

Il ſemble que le Légiſlateur a du s'attendre à la transgreſſion de cette loi, qui en voulant prévenir un abus, en laiſſe ſubſiſter le principe; & qu'il étoit bien plus ſimple & plus ſur pour l'intérêt du Commerce de l'Angleterre, de ne jamais permettre à ſes Colons de faire le Commerce de la Morue en Euro-

pe. Le Commerce des Colonies doit être entiérement paſſif, leur Commerce actif doit être entre les mains des Négocians de leur Métropole. Il réſulte d'ailleurs infailliblement de ces retours en droiture, qu'on introduit dans les Colonies par cette voye, une infinité d'Articles de Manufactures étrangères, au préjudice des productions de l'induſtrie Nationale, dont on diminue la conſommation. On ſe prive par là de l'un des plus grands avantages qu'on doit retirer des Colonies, qui eſt de donner une grande étendue à la conſommation des productions de la Metropole. A l'egard de la France, il lui importe peu d'avoir pour concurrens les Anglois d'Europe, ou ceux de l'Amérique. Toute ſon attention ſe réduit à conſerver l'intégrité de ſa Pêche, à l'étendre, à en fournir les marchés de l'Europe, & à l'y établir d'une meilleure qualité ou mieux apprêtée, & à meilleur marché que les Anglois.

CETTE Pêche eſt comme celle du Harang, ſurchargée de droits d'entrée, qui montent de quatorze à quinze pour cent, & cette Pêche ne ſouffre pas moins d'ailleurs, que celle du Harang, de la diſéte de Matelots, & de l'excés des droits impoſés ſur le poiſſon frais; qui en reſtraignant infiniment la conſommation, détruiſent le prémier Berceau des Matelots, & la premiére ſource de la Marine.

LA Pêche de la Baleine eſt à peine connue aujourd'hui en France. Les Négocians de Bayonne & de St. Jean-de-Lus, l'ont entretenue pendant pluſieurs années dans un état aſſés floriſſant; c'étoit ſurtout dans les Equipages de leurs Navires que ſe trouvoient les meilleurs Harponneurs de l'Europe. Ils ont très bien ſoutenu pendant longtems la concurrence des Baleiniers Hollandois. Cette Pêche a été enfin tellement négligée, qu'avant la dernière guerre, un ſeul Négociant de Bayonne y envoioit deux navires. On ne peut pas dire que les fraix des armemens l'ont fait abandonner; puiſque la miſe-hors d'un Navire Baleinier de 350 tonneaux, monte à Bayonne à 94000 Livres, & en Hollande à 98000 Livres. La France eſt d'ailleurs l'Etat où ſe fait la plus grande conſommation d'Huile, de Fanons & de Blanc de Baleine. C'eſt donc à la difficulté de former des Equipages, à la diſéte de Matelots, & au défaut de protection, qu'on peut attribuer en France, l'abandon de cette Pêche. Les Matelots multipliés par la Pêche du poiſſon frais, formés par celle du Harang, & animés à celle-ci par une éxemption de ſervice ſur les Vaiſſeaux du Roi, une exemption enfin de tous droits ſur cette Pêche, fourniroient ſans doute des moyens de la rétablir.

L'EXEMPLE de l'état floriſſant où eſt la Pêche de la Sardine en Bretagne,

gne, dont on fait monter le produit à plus de deux milions, eſt une preuve bien frappante de la facilité qu'on auroit en France, à élever la Pêche dans toutes ſes branches, à ſa plus grande valeur.

On ne connoitroit point le Commerce des Colonies ſans le ſecours de celui de la Côte d'Afrique qui conſiſte principalement dans la traite des noirs, dont le travail eſt l'unique ſource des richeſſes des Colonies. Ces deux branches ſont tellement liées, qu'elles ne peuvent exiſter l'une ſans l'autre. La Culture Européenne qui ſe fait avec des chevaux ou des boeufs, réuſſiroit peut-être dans les Colonies, ſi on vouloit s'y appliquer, mais juſqu'à préſent cette Méthode de Culture y eſt réputée impraticable; la terre n'y demande que des bras; & dans ces climats, les Européens n'ont point de bras, non ſeulement pour remuer la terre, mais encore pour aucun des travaux qu'exigent les récoltes & les diférentes préparations qu'il faut leur donner. Ce n'étoit donc pas aſſez pour les Européens, d'avoir conquis des terres dans l'Amérique, il a fallu encore s'emparer d'une partie de l'Afrique par le Commerce & la voie de la Négociation, pour les faire Cultiver. Il a fallu transporter des habitans de l'Afrique dans l'Amérique, pour y établir des domaines utiles: c'eſt ainſi que les Européens ſont parvenus à jouir de leurs conquêtes & des principales richeſſes du nouveau monde.

Ainsi le Commerce de la Côte d'Afrique ne feroit que fort peu de choſe, s'il étoit borné, comme il le fut pendant longtems, à la traite de la poudre d'Or, du Morphil, des Gommes & de la Cire en quelques endroits de la Côte, attendu la grande concurrence des Européens; & s'il n'avoit pas pour principal objet l'achat de ſes habitans pour donner des Cultivateurs aux Colonies, & des Bras, pour y ſuppléer à l'impuiſſance des Bras Européens: & ſans ce ſecours les Colonies n'exiſteroient pas, ou n'auroient pas de quoi attirer l'attention du Commerce.

M. Colbert fit une amélioration prodigieuſe dans les Finances; qui ne verroit que cela dans ſon Miniſtère, ne connoitroit pas l'excellence du travail & des opérations du Miniſtre: il multiplia & enrichit les ſources des Finances: c'eſt a quoi ſe reconnoit le Miniſtre habile & citoyen. L'Agriculture étoit floriſſante alors; mais l'induſtrie & le Commerce étoient infiniment bornés. Il donna tous ſes ſoins à ces deux ſources de richeſſes, ſurtout aux Arts & aux Manufactures, qu'on porta rapidement au plus haut degré de perfection. Il n'en fut pas de même du Commerce extérieur, ſurtout de celui de l'Afrique & des deux Indes. Il lui manquoit des Hommes: il falloit en fournir,

mer, & c'eut été l'ouvrage d'un plus long Miniſtére. La France ne lui fourniſſoit pas de ces Hommes qu'on a vus en Hollande former dans toutes les parties du monde les entrepriſes les plus hardies, & jetter loin de la patrie les fondemens ſolides du Commerce le plus étendu, & d'une puiſſance dont les faſtes du monde ne contiennent point d'exemple. La france ne produiſoit point non plus d'Hommes ſemblables à ces illuſtres *Avanturiers* Anglois, qui ſavoient faire des découvertes & fonder des Colonies. Quelques Compagnies peu inſtruites & extrémement foibles, n'avoient encore fait, à la mort de M. Colbert, que des efforts peu utiles. Leurs établiſemens dans l'Amérique ne ſe formérent véritablement, & ne ſe ſont ſoutenus pendant longtems, que par les ſoins qu'eurent les Hollandois attirés par un grand bénéfice, de les approviſionner. La France occupoit trop ſes habitans par les richeſſes de ſon propre fonds, pour qu'ils puſſent ſe déterminer à ſe livrer à une branche de Commerce qu'ils ignoroient, & dans la quelle ils n'appercevoient que de grands riſques. Les divers établiſſement François, dont aucun n'avoit été formé par des diſpoſitions particuliéres du Miniſtère, & par ſiſtême ſur de bon principes, s'étant accrus par la ſeule force & les reſſources du Commerce, qui ſe porte partout où l'induſtrie qui le dirige, trouve un bénéfice; le Gouvernement commença en 1716, à donner à ces établiſemens une partie de l'attention qu'ils meritoient. On apperçut alors une partie des richeſſes que le Commerce des Colonies pouvoit produire à l'Etat; & que le Commerce de l'Afrique devoit en être le principe. Les ſuccés des prémiers encouragemens qui furent donnés cette année, firent bientôt voir la néceſſité d'en accorder de Nouveaux; on les a enfin multipliés, mais on a auſſi peut-être un peu trop multiplié les réglemens & les gênes contre la libérté du Commerce. Il a fallu dans la ſuite concilier l'intérêt des Financiers, l'eternel ennemi du Commerce de la France, avec celui des Négocians; car l'intérêt des Financiers a groſſi à meſure que le Commerce de l'Afrique & de l'Amérique ſont dévenus floriſſans. Les Colons ont eu beſoin de réglemens pour l'Adminiſtration municipale, les Négoçians en ont eu beſoin auſſi, on a crû devoir en accorder aux fermiers des impôts; & ces divers réglemens n'ont pas toujours favoriſé les progrès des Colonies, & du Commerce; ils en ont ſouvent reſſeré les limites. Cependant ces Colonies ont accru de plus de douze cens navires la Navigation Françoiſe, enrichi presque tous les ports de Mer, & ſoutenu les Manufactures dans un état floriſſant.

Malgré le defaut d'encouragemens ſuffiſans, tant pour les Négoçians, que pour les Colons, Malgré une infinité de gênes deſtructives, & beaucoup de vices eſſentiels dans l'Adminiſtration municipale des Colonies, aucune Na-

Nation Européenne n'a tiré de ſi grandes richeſſes de l'Amérique, que les François, d'un terrain ſi borné : & aucune Nation ne pourroit comparer ſa force & ſes richeſſes à celles de la France, ſi elle avoit donné ſeulement des ſoins médiocres aux terres inmenſes qu'elle poſſéde incultes dans la plus heureuſe poſition & dans le plus beau climat de l'Amérique. Les François ſavent donner de la perfection à tout, mais ils inventent peu ; ils cultivent bien, mais ils ne ſavent pas défricher. Quelques uns même préocupés des richeſſes qui ſont propres à la France, ſont prévenus contre ſes établiſemens dans les trois autres parties du monde, ou n'en connoiſſent point aſſez le mérite. Nous avons ici un prejugé à combatre, qu'il eſt bien facile de détruire.

Il ne faut point conſidérer la France dans la ſituation où elle étoit à la Mort de M. Colbert ; & conclure de ce qu'elle étoit, à cette époque, la prémière puiſſance de l'Europe ſans le Commerce des deux Indes, qu'elle doit l'être encore par la ſeule richeſſe de ſon fonds en Europe & de ſon induſtrie ; qu'elle n'a qu'à ſe renfermer dans ſes limites en Europe conſidérablement réculées depuis la Mort de M. Colbert, & bien cultiver ce qu'elle y poſſéde, pour être toujours la Nation de l'Europe la plus riche & la plus puiſſante.

On auroit peut-être raiſon de s'arrêter à cette idée, ſi la puiſſance de la France ne devoit pas être rélative ; ſi les autres puiſſances, ou plutôt les autres Nations, étoient reſtées dans la même ſituation, où elles étoient alors. Encore ſeroit-il prudent de prévenir celles qui pourroient à l'avenir acquerir par les richeſſes de l'Amérique, un dégré de ſupériorité en Europe.

L'Angleterre manquoit autrefois de bléd presque tous les ans, la France étoit ſon grénier ; c'eſt aujourd'hui le contraire. L'Angleterre & la Hollande étoient presque ſans induſtrie, leurs Négoçians n'étoient que Marins, & les autres Nations n'avoient, ni induſtrie, ni Marine. Les François étoient alors les Manufacturiers de toute l'Europe & de l'Amérique ; on apportoit beaucoup moins d'Etoffes & de Toiles des Indes Orientales ; l'induſtrie Françoiſe n'avoit presque point de concurrence à ſoutenir ; la France n'avoit pas beſoin de traverſer les Mers pour aller chercher de l'Argent ; toutes les Nations s'empreſſoient à lui apporter le leur pour avoir des Denrées de ſon crû, & des Ouvrages de ſon induſtrie.

Depuis ce tems là les Manufactures ſe ſont multipliées à l'infini chez tou-

tes les autres Nations ; toutes les Nations de l'Europe, ſi on en excepte la Pologne, ſont devenues induſtrieuſes. On Fabrique partout des Velours, des etoffes de Soie de toute ſorte, des Draps, de petites étoffes de Laine & de Coton, des Toiles, des Tapiſſeries, des Rubans, &c. la Ruſſie même a déja une partie de nos Manufactures. L'Angleterre ſeule a enlevé à la France presque entiérement le debouché de ſes étoffes de Laine, à l'exception du Levant, & de quelques Articles pour Cadix, qu'elle partage encore. Cette diminution de la conſommation des Manufactures de France en Europe, a reçu auſſi de grands accroiſſemens, de l'introduction des Toiles & des étoffes des Indes, augmentée infiniment par les Compagnies des Indes trop multipliées.

Ce que la France a perdu par cette concurrence nouvelle en Europe, & qui du tems de M. Colbert rendoit ſa balance extrêmement avantageuſe, elle l'a regagné enſuite par les conſommations de ſes Colonies, dont les rétours renvoyés à l'Etranger, ont fait rentrer en France les mêmes ſommes & au-de-là, de chez les autres Nations, qu'elle en tiroit autrefois par ſes Manufactures. En un mot, le défaut de conſommation de ſes Manufactures en Europe, occaſionné par l'induſtrie qui s'y eſt prodigieuſement accrue, & par l'augmentation des retours des Indes Orientales, a été heureuſement remplacé par les conſommations de ſes Colonies.

On a eſtimé en tems de paix les retours des Colonies Françoiſes cent quarente millions par année. On pretend même avoir vérifié ce produit ſur les régiſtres des Droits. La France cependant n'envoye point d'Argent en Amérique, & ne donne en payement de ces rétours, que des productions de ſon crû & de ſes Manufactures, à l'exception du bœuf Salé, du Bœure, des Suifs d'Irlande, dont elle achete pour environ quatre milions, & de quelques Articles des Indes Orientales néceſſaires à la traite de Guinée. Il eſt certain que la France ne conſomme qu'une très petite partie de ces rétours, dont la majeure partie eſt achetée par les Etrangers, qui payent ainſi indirectement à la France, la partie de ſes Manufactures & de Denrées de ſon crû, dont ils ont appris à ſe paſſer ; parcequ'ils ont appris en même tems à ne pouvoir plus ſe paſſer des Denrées de l'Amérique que la France leur fournit.

C'Est à ces cent quarante millions que la France doit principalement les grands avantages de ſa balance, & ce produit excéde ſans doute aujourd'hui la ſomme qu'elle ſe procuroit autrefois par les ventes des productions de ſon induſtrie en Europe : mais cet excédent ne doit pas lui donner un degré de plus

plus de ſupériorité, au-deſſus de celle dont elle jouiſſoit autrefois. Cet excédent ne doit être conſidéré que comme un moyen de ſoutenir ſa puiſſance rélative, parceque toutes les autres Nations ſe ſont enrichies à peu près autant en proportion.

Ainsi ceux qui penſent que la France pourroit abandonner le Commerce de l'Amérique ſans perdre de ſes richeſſes & de ſa puiſſance, n'ont pas aſſez réfléchi ſur la ſituation actuelle de la France, & ſur celle des autres Nations; ſurtout des Nations maritimes; ſur la puiſſance rélative, & ſur la nature de ce Commerce, qui eſt le ſeul moyen qu'elle ait de l'entretenir.

Si on vouloit calculer le préjudice qui réſulteroit, dans l'intérieur de la France, de l'abſence de ces cent quarante milions par année; indépendamment de la diminution de ſa Marine, de celle du revenu public; on trouveroit encore le revenu général de la Nation affecté dans un détail infini. Et où la France trouveroit-elle en Europe des conſommateurs pour cent quarante millions de ſes Manufactures & de Denrées de ſon crû, ſi elle régardoit comme inutile à ſa puiſſance & à ſes richeſſes, le Commerce de ſes Colonies? il faut conclure de ces réflexions, & d'une infinité d'autres que ce tableau préſente naturellement, que cette branche de Commerce, que la France ignoroit autrefois, qu'elle à longtems négligée, & qu'elle a pu négliger longtems ſans rien perdre de ſa ſupériorité, eſt devenue par la ſituation actuelle de l'Europe, la principale partie conſtituante de ſa puiſſance, & qu'elle ne poſſéde rien qui mérite plus ſon attention, que les moyens de l'améliorer.

On ne peut jetter un coup d'oeil réfléchi ſur l'intérêt général de l'Europe & du Commerce, ſans être convincu que cet intérêt eſt ici d'accord avec celui de la France. L'intérêt du Commerce général demande que toutes les Nations y produiſent les Denrées & les Marchandiſes qui leur ſont propres, avec le plus d'abondance qu'il eſt poſſible; c'eſt de leurs richeſſes reſpectives que le Commerce compoſe la maſſe des ſiennes: plus il y en a, plus le Commerce en fait circuler; car les conſommations ſe multiplient, s'étendent & augmentent en proportion de l'abondance, & le Commerce entretient infailliblement cette abondance, lorſqu'il la trouve établie à la ſource. Toute l'Europe a un intérêt bien ſenſible par la conſommation immenſe qu'elle fait de Sucres, de Caffes, d'Indigo, de Coton, &c. que la France oppoſe toujours de plus en plus dans tous les marchés, la plus grande concurrence poſſible aux-mêmes productions limitées des mêmes Denrées des Colonies des autres Nations: il en réſultera l'avantage d'en être pourvue au meilleur mar-

ché poſſible : & cet avantage n'eſt pas le ſeul que les autres Nations récevroient d'une heureuſe abondance.

UNE grande abondance des Denrées de l'Amérique, ſuppoſe néceſſairement un grand nombre de Colons occupés du ſoin de la produire ; conſéquemment une grande quantité de conſommateurs des Denrées, & ſurtout des productions des Manufactures d'Europe. La France en améliorant ſes Colonies, & y faiſant alors néceſſairement beaucoup plus d'envoys de ſes Manufactures, diminueroit conſidérablement le poids de leur concurrence dans les marchés de l'Europe, & par-là en augmentant ſans ceſſe ſes richeſſes, elle enrichiroit encore l'induſtrie des autres Nations.

POUR rendre ces vérités plus ſenſibles, il ſuffira de citer ici un ſeul Article du Commerce de l'Europe ; mais un Article bien grand & bien précieux : C'eſt celui des Toiles. La ſanté, la proprété, le beſoin & le luxe ont également concourru aux progrés de cette Manufacture en Europe, qui y eſt augmentée preſque du double, depuis le commencement de ce ſiècle, malgré la concurrence des Toiles Communes de Coton des Indes & des mouſſelines, qui les remplacent dans un détail infini, & qui ont porté ſurtout le plus grand préjudice aux Toilettes ou Toiles de Batiſte. Ce n'eſt que depuis peu d'années que l'Angleterre qui tiroit des Toiles de toutes ſortes de l'Etranger pour pluſieurs milions de Livres ſterling, en tire infiniment moins. Ce fut autant par la raiſon qu'elle ne fabriquoit point de Toiles & pour diminuer l'achat des Marchandiſes étrangères, que pour augmenter la conſommation de ſes étoffes de Laine, qu'elle fit autrefois la loi, qui ordonne de ſe ſervir d'étoffes de Laine, au lieu de Toiles, pour enſévélir les morts. On s'eſt adonné dans la Grande-Brétagne à la Culture du Chanvre & du Lin, ſurtout en Ecoſſe & en Irlande, où l'on fabrique aujourd'hui des Toiles de toutes ſortes, en aſſez grande quantité, & aſſez belles pour approviſionner presque entiérement l'Angleterre. La France, la Hollande & les Pays-Bas, autrefois en poſſeſſion presque ſeules des Manufactures de Toiles, ont perdu une grande partie de ce debouché, & ont trouvé à Cadix la concurrence de la Siléſie & de la Weſtfalie, pour l'approviſionnement des Indes Occidentales.

LES Colonies de la France ſuppoſées bien cultivées, les Toiles de ſes Manufactures, quelques floriſſantes qu'elles ſoient, ne peuvent lui ſuffire en même tems pour ſa conſommation intérieure, pour celle de ſes Colonies & pour ſon Commerce avec Cadix. Ainſi au-lieu de ſurcharger les marchés de l'Europe de ſes Toiles, comme elle le feroit, ſi elle négligeoit ſes Colonies,

il faut néceſſairement qu'elle en tire de Siléſie, de Weſtfalie, & ſurtout des Pays-Bas; ce qui ſoutient dans tous ces pays les Toiles à un bon prix, qui entretient la richeſſe ou l'aiſance de leurs habitans, & principalement celle des cultivateurs, qui dans tout Etat eſt la plus précieuſe, & celle qui intéreſſe le plus l'humanité.

On n'entend communément par le Commerce d'Afrique, que celui que les Européens font aux Côtes Occidentales de l'Afrique, depuis le Cap Blanc, juſques au Cap de bonne-Eſpérance. Quoique la traite des Noirs ſoit la ſource des richeſſes des Colonies, il ſeroit dificile à la France de donner à ſes Négoçians de plus grands encouragemens que çeux qu'elle leur a déja donnés, pour rendre la traite plus facile, plus prompte, plus abondante, & à plus Bas prix qu'elle n'a été pour eux juſqu'à-préſent. La France à trop longtems ſoutenu des priviléges dans ce Commerce, & fait trop peu d'attention à la facilité qu'elle a eu d'établir des Comptoirs & de conſtruire des forts à la Côte d'Or, qui eſt de toutes les parties de la Côte de Guinée, celle qui abonde le plus en Eſclaves. Les François ne peuvent plus traiter à cette Côte, que de la ſeconde main, c'eſt-à-dire avec des Comptoirs Anglois, Hollandois, ou Danois, qui ont aujord'hui des forts presque partout où il y a de la facilité à la traite. C'eſt là une des grandes raiſons de l'infériorité des François dans ce Commerce. Car s'ils veulent traiter à cette Côte, ne pouvant le faire de la prémière main, ils ne peuvent faire qu'une traite fort chère. Mais une autre raiſon de leur infériorité, qui eſt peut être plus grande encore, ſe trouve dans les uſages, la capacité de leurs principaux Officiers de Bord, aux quels ils confient le ſoin de la traite. Car ils n'ont a la Côte de Juida, ni à celle d'Angole, aucun Comptoir exclusif à rédouter, ils n'ont que la concurrence ordinaire du Commerce des autres Nations à combattre, ou la leur propre qui eſt ſouvent la plus nuiſible: la traite y eſt libre à toutes les Nations.

On demande ici aux Négoçians François, pourquoi un Anglois, un Hollandois, qui traitent en concurrence avec eux à juida ou à Angole, donnent leurs noirs, pièce d'Inde, clandeſtinement introduits à St. Domaingue, à neuf cens Livres, pendant que le Négrier François les vend douze cent Livres? le François ne peut pas donner pour raiſon de cette différence de prix qui eſt de vingt cinq pour cent ſur une Cargaiſon, les préſents qu'il doit faire, ou les droits qu'il doit payer *aux puiſſances*, c'eſt-à-dire, au Général, Commendant, Intendant, &c. auxquels, dira ton, le Négrier interlope n'a garde de rendre un tel Hommage. Il eſt cependant arrivé rarement que le Négrier interlope n'ait pas été toléré par les *puiſſances*, & cette tolorence eſt ſûre-

ment plus chèrc que le droit en uſage; ou qu'il n'ait été Convoyé, & en ce cas le Vaiſſeau Convoi eſt fort chèr. D'ailleurs les droits des *puiſſances* ne ſauroient être Comptés pour quelque choſe auprès d'un meilleur marché de vingt cinq pour cent (*a*).

Les Négocians François qui ſe plaignent de ne pouvoir ſoutenir cette concurrence, parcequ'ils ne ſauroient donner leurs Noirs au même prix, doivent donc réconnoitre que les Capitaines François & autres Officiers de Bord Chargés du ſoin de la traite, ne ſavent pas ſi bien faire ce Commerce que les Hollandois & les Anglois, ſoit dans la maniére de traiter, pour traiter à meilleur marché & plus promptement, ſoit dans la maniére de ſoigner & de gouverner les Négres pendant la Traverſée, qui conſerve mieux la Cargaiſon.

Il eſt certain que ce Commerce entre les mains des François, donne, quelquefois la perte de l'entier Capital; qu'il eſt rare qu'un Négociant obtienne deux bons Voyages de ſuite; qu'un Négrier fait ſouvent une mauvaiſe traite; qu'il eſt obligé, quand il trouve de la concurrence, de reſter longtems à la Côte, au riſque de voir dépérir ſa Cargaiſon à meſure qu'il la forme, ou de partir avec une Cargaiſon imparfaite; qu'il perd la moitié de ſa Cargaiſon ou ſa Cargaiſon entiére dans ſa Traverſée, par des maladies, par le chagrin qui gagne les Noirs, ou par la révolte. Ces accidens ſont très fréquens dans la traite des François, & ils ne ſauroient ſoutenir ce Commerce, s'ils n'étoient indemniſés d'un mauvais Voyage par le haut prix qu'ils mettent à leurs noirs dans la Colonie.

Ils trouvent encore dans la Colonie même, une autre cauſe de cherté, c'eſt-à-dire un uſage, ou plutôt un abus, qui les oblige de vendre chèrement leurs Noirs.

On vend fort peu de Négres au comptant dans les Colonies Françoiſes, ſi ce n'eſt dans les momens d'une grande diſète. Le crédit qui eſt ordinairement de pluſieurs mois, qu'un trop grand nombre d'habitans par impuiſſance & plus ſouvent encore par mauvaiſe volonté, étendent à des années, eſt l'un des plus grands obſtacles aux progrès du Commerce de Guinée, à l'introduction abondante des Noirs aux Colonies, & à l'augmentation des défrichémens & de la Culture des terres. C'eſt là un abus qu'une bonne Adminiſtration pourroit ſans doute corriger, qui d'un côté décourage les Négocians & diminue le nombre des armemens pour Guinée, & de l'autre oblige les Négriérs de

(*a*) Ces droits ſont ſupprimés.

de vendre à un haut prix pour ſe dédommager des pertes d'un long crédit, & de celle que leur cauſe le *demeurage* pour faire le rétour du produit de leur vente, ou trouver du fret. Si les interlopes vendent leurs Noirs à un quart meilleur marché, ils ont du moins cet avantage, qu'ils vendent comptant & font le retour du prix de leur Cargaiſon. Il faut avouer auſſi que les interloppes ont ſouvent vendu des Cargaiſons tarées.

Il n'y à peut-être point de branche de Commerce, ſurtout en France, qui ſoit accompagnée de ſi grands riſques, que le Commerce de Guinée. Indépendemment des riſques de Mer, qui ſont conſidérables, rien n'eſt plus incertain qu'une bonne traite. Mille accidens imprévus la rendent mauvaiſe, & la plus belle Cargaiſon périt encore ſouvent dans la Traverſée par des révoltes, ou par des maladies, ou ſe dégrade infiniment. Après tous ces riſques, célui des crédits déſole tous les Négocians : il réſulte de ces crédits des pertes inmenſes pour eux. Il faut bien que les Noirs ayent un prix proportionné à des riſques ſi grands & ſi multipliés.

Il ſemble qu'il ſeroit poſſible de fixer par un réglement, les termes des payemens des Noirs, qui ne devroient ſe vendre à terme qu'à la chargé d'eſcompte; & qu'une loi rigoureuſe ſur l'exactitude des payemens aux échéances, qui féroit ceſſer l'abus des crédits, ſeroit un grand encouragement pour les Négocians, & multipliéroit ſans doute les armemens pour la traite des Noirs. En diminuant ainſi les riſques de ce Commerce, ou lui donneroit ſurement plus d'étendue; on feroit tomber les Noirs à un plus bas prix; on en introduiroit une plus grande quantité; & l'on augmenteroit ainſi conſidérablement la Culture des Colonies, l'abondance de leurs productions & leur Commerce. L'Habitant ne contracteroit que ſur le pied de la rigueur de la loi. Il régarderoit l'achat des Noirs comme ſon prémier béſoin; & n'employant plus à des Marchandiſes de luxe ſes Denrées deſtinées à payer les Noirs, il ne s'expoſeroit point à la rigueur de la loi, il s'accoutumeroit à plus de prévoyance & ſeroit exact à ſes engagemens. La rigueur de la loi ſeroit ainſi également favorable au Commerce & à l'habitant.

On prétend que les Capitaines & les Officiers François ne ſont pas auſſi actifs, auſſi intelligens, que ceux des autres Nations, ſurtout les Hollandois; & que leur incapacité leur fait enchérir les Noirs à la Côte, multiplie les riſques & les rend plus grands. Les Négocians François ne pourroient ils pas encore diminuer leurs riſques & perfectionner cette branche de Commerce, en confiant leurs Vaiſſeaux à des Capitaines pratiques de la Hollandes? & l'Etat ne pourroit il pas faire éléver des François ſur les navires Négriers des

Digitized by Google

des Hollandois? doit-on rougir d'avoir recours aux Maitres pour apprendre une Sçience néceſſaire, lorſqu'on l'ignore ?

Les Négocians ſe ſont ſouvent plaints de la facilité laiſſée aux interlopes d'introduire des noirs dans les Colonies. Le préjudice qui en réſulte pour les Négocians qui font le Commerce de Guinée, eſt aſſez ſenſible. Ce Commerce Clandeſtin nuit également à leurs ventes & au récouvrement de leur prix; il peut contribuer beaucoup à décourager en France les armemens pour Guinée, & à empecher que ce Commerce n'y devienne auſſi floriſſant que l'exigeroit l'entretien & l'amélioration des Colonies. Mais ce préjudice à été quelquefois balencé par de grands avantages, qu'on ne peut diſſimuler.

St. Domingue n'occupe qu'environ cent mille Négres, & devroit en occuper le double ; car cette Colonie eſt ſuſceptible de cette augmentation, ſurtout ſi on y détruiſoit les herlages, & ſi on y diviſoit les grandes habitations : deux grands obſtacles aux progrès du Commerce des Colonies à Sucre.

Cependant les Négocians François bien loin d'introduire des Noirs à St. Domingue pour y en augmenter le nombre au de-là de cent mille que cette Colonie occupe, n'ont jamais pu y en transporter la quantité néceſſaire pour récruter tous les ans ces cent mille : car le ſeul entretien de St. Domingue en demande au moins douze mille par an. Or lorsque la Colonie manque de Négres, le premier & le principal intérêt de la Colonie, du Commerce en Général & de l'Etat, eſt qu'elle ſoit promptement recrutée. C'eſt ſans doute un grand mal qu'elle le ſoit par un Négociant Etranger, qui en prennant le bénéfice de cette introduction ſur les Négocians François, prive encore le Commerce de la France du retour des Denrées qui lui ſont données en payement de ſa Cargaiſon, dont il fait le retour au profit de ſa Nation. Mais il y auroit encore un plus grand mal pour le Commerce en général & pour l'Etat, à laiſſer la Colonie dépourvue de Négres. C'eſt ainſi que toute loi prohibitive devient deſtructive, lorſqu'elle a ſurtout pour objet une Marchandiſe de premiére néceſſité, dont la Nation ne peut ſe pourvoir elle même en proportion de ſon béſoin. La néceſſité de la prohibition eſt ſenſible, mais celle de la tolérance ne l'eſt pas moins. Lorſqu'une Nation veut ſe paſſer du ſecours étranger & ſe donner à elle ſeule le Commerce des Denrées ou Marchandiſes de première néceſſité, il faut qu'elle puiſſe ſe ſuffire à elle même; c'eſt alors une politique bien entendue, que de tenir la main à la rigueur de la prohition, comme la tolérance eſt d'une pratique très ſage, lorſque les approviſionnemens que peuvent faire les Négocians nationaux, ne ſauroient répondre à l'etendue des béſoins.

L'Isle

L'Isle de Cayenne, ſituée à trente lieuës de Surinam, Colonie Hollandoiſe, a des terres dans le continent qui en dépendent nommées la *Guyane*, qui s'étendent entre la nouvelle Andalouſie & le Bréſil. Cette Colonie eſt trop foible pour attirer le Commerce. On n'y compte pas plus de cinq ou ſix cens habitans, dont la plûpart n'ont point de Négres. l'Iſle produit cependant des Denrées précieuſes, du Coton, du Caffé, du Rocou; & le pays qui en dépend pourroit produire en abondance du Cacao d'une auſſi bonne qualité que celui de la Côte de Caracque. Cette Colonie mieux ſoignée aujourd'hui, déviendra promptement riche.

L'Administration rendroit un grand Service au Commerce, & augmenteroit beaucoup ſa Navigation, même au Commerce de l'Europe en général, ſi elle ſupprimoit dans les Colonies toutes les raffineries. Outre que c'eſt une main d'œuvre perdue pour la Métropole, & un travail de moins dans la Culture des Terres des Colonies, il en réſulte un tiers de Sucre de moins à tranſporter; parce qu'on employe trois Bariques de Sucre brut pour en faire deux de Sucre terré; il en réſulte auſſi un grand préjudice à la conſommation des Eaux-devie de France, dont les Sirops que donnent les Raffineries, ont pris la place ſous le nom de *Taffia ou Guildive*. L'intérêt du Commerce de l'Etat exige qu'on ne permette aux colons aucune Manufacture, aucun travail qui puiſſe prendre la place de l'induſtrie de la Métropole, au dela des beſoins auxquels elle ne peut fournir: par cette raiſon on ne doit point régarder, comme un avantage pour le Commerce, l'établiſſement des paturages dans les Colonies. Cet établiſſement enléve au Commerce trois Articles très importans; les Viandes ſalées, le Beure & la Chandelle. Ces Articles qui n'entrent presque pour rien dans le Commerce de St. Domingue, ſont pour celui de la Martinique de trois ou quatre Milions. Quoique la France tire ces Articles d'Irlande, il eſt certain qu'il lui ſeroit plus avantageux de trouver une pareille conſommation à St. Domingue; & les paturages immenſes de cette Colonie indépendamment de cette Conſommation, ſeroient bien plus avantageuſement employés pour la France, ſi au lieu d'Herbes, ils produiſoient de l'Indigo, du Caffé, du Coton ou du Sucre. Il y auroit un plus grand nombre de Colons, ils ſeroient plus riches, & la conſommation des Marchandiſes de France, ſeroit plus étendue. Ainſi au lieu de payer tous les ans a l'Irlande trois ou quatre Milions pour le Beurre & le Beuf Salé, que demande la Martinique, il ſeroit à déſirer pour la France, qu'il fallut lui en payer huit. On doit obſerver qu'ici l'intérêt du Commerce de la France, eſt auſſi celui des Nations d'Europe qui ont des rafineries, & de celles qui peuvent lui vendre des beures & des ſalaiſons.

PARMI les richeſſes naturelles de la Louiſianne, on a compté comme très précieuſes des prairies immenſes, qui donneroient, dit-on, la facilité d'y établir des ſalaiſons, & de tirer à l'avenir de cette Colonie ces denrées qu'on tire d'Irlande.

IL eſt vrai que cet établiſſement auroit épargné à la France une exportation d'argent de quelques Milions dont elle fortifie ſa rivale. Ce ſeroit un déſavantage de moins. Mais la France n'a-t-elle pas chez elle même un moyen plus prompt, plus ſûr & plus avantageux pour ſe donner en entier cette branche de Commerce? Car rien n'eſt plus mal entendu dans l'Adminiſtration des Colonies, que d'approviſionner une Colonie par une autre. C'eſt une des grandes fautes de l'Angleterre, dans la conduite de ſes Plantations. C'eſt dans les bruyeres de Bretagne, dans les plaines déſertes de la Champagne, dans les landes de Bordeaux, qu'il ſeroit facile & bien plus utile à la France de trouver dequoi ſe paſſer de l'Irlande. Ces vaſtes terrains convertis en herbages, ſeroient le ſiége d'un Commerce de Beſtiaux immenſe; & les ſalaiſons ſeroient auſſi abondantes en France, que partout ailleurs, ſi le ſel, qui eſt une de ſes productions naturelles des plus riches, y étoit abandonné au Commerce. L'Uſage du Sel rendu Libre, non ſeulement donneroit une grande facilité pour multiplier les Salaiſons, mais les beſtiaux entretenus en meilleur état par l'uſage du Sel, donneroient de plus grands bénéfices. Tous les beſtiaux aiment le Sel: leur inſtinct ne les trompe point, le Sel leur eſt ſalutaire. On ne s'aviſe point dans les Montagnes de Griers, le pays de la Suiſſe qui fournit des fromages à toute l'Europe, d'entreprendre de traire une vache, avant que de lui donner un peu de Sel; ſans ce préalable la plûpart réſuſeroient de donner librement leur lait. On donne du Sel aux beſtiaux partout où il eſt à bon Marché, & même dans pluſieurs endroits de la France, où il eſt cher, & par cet uſage ſeul les beſtiaux y proſpérent plus qu'ailleurs. L'Etabliſſement de grands pâturages en France ſera ſansdoute la ſuite des grands défrichemens que les Sociétés D'Agriculture, y excitent & encouragent; & des Négocians François s'adonneront peut-être alors au Commerce des Beſtiaux. Il y en à aſſez d'exemples ailleurs: le Négociant de Rome qui perdit il y a quelques années, par une Inondation trois milles moutons, faiſoit un Commerce très lucratif & très utile à ſa patrie.

Un homme de Lettres fut éffrayé du calcul des richeſſes que produiroit en France une Culture établie ſuivant la méthode de M. Patullo: il étoit tenté de trouver la miſére dans le ſein même de l'Abondance. Que fera t-on, diſoit

ſoit il, de tant de grains, d'une ſi grande quantité de beſtiaux, d'une ſi grande abondance de laines? On pouroit demander auſſi; où ſont les conſommateurs d'une ſi grande abondance de Sucre, de Cacao, de Caffé, d'indigo, de Coton, de Riz, de Tabac, &c. car les ſeules Colonies Françoiſes, bien cultivées, pourroient en approviſionner la majeure partie de l'Europe?

Il ne faut pas chercher beaucoup pour trouver des conſommateurs. Si telle étoit l'abondance reſpective des productions Naturelles de la France & de ſes Colonies, il y auroit infailliblement une population proportionnée, car le peuple abonde partout où abondent les ſubſiſtances: les conſommations déviendroient parconſéquent reſpectivement plus conſidérables; & l'excés de l'abondance n'eſt point à craindre partout où elle eſt le fruit du travail d'une nombreuſe population. Il faut porter le même jugement ſur les progrés que pourroit faire la Culture dans les Colonies des autres Nations.

On ſe plaind ſans ceſſe en France de l'excés des impôts. Et cet excés, dit-on, y reſſerre infiniment les productions de l'Agriculture & celles de l'induſtrie. Les impôts ſont cependant beaucoup plus conſidérables en Angleterre, où l'on s'en plaind beaucoup moins, & bien plus forts encore en Hollande, où l'on ne s'en plaind point du tout. Chez ces deux Nations, le poids des impôts eſt principalement ſur les conſommations. La Hollande leur a donné plus d'étendue ſur les conſommations de première néceſſité, telles que le Pain, les Pommes de Terre, &c., ſur les Terres, ſur les Maiſons, ſur les Ventes, ſur les Succeſſions Collateralles, & ſur les fonds publics. Les impôts ſont biens moins forts en France: ils le ſeroient peut-être bien moins encore ſi on pouvoit changer la forme de la perception de quelques-uns.

„ Il y a une maxime, dit M. Hume, profond politique Anglois, parmi cette „ ſorte de gens que nous appellons en ce pays, *Gens d'expedient & de moyens*, „ qui ſont fameux en France ſous le nom de *Financiers*, *Maltotiers*, *traitans*, *&c.* „ C'eſt que *tout nouvel impôt produit dans les ſujets, une nouvelle Habileté de le* „ *ſupporter, & que chaque augmentation des charges publiques augmente proportionné-* „ *ment l'induſtrie.* Cette maxime eſt d'une nature à produire de grands abus; „ elle eſt d'autant plus dangereuſe qu'on ne peut nier qu'elle ne ſoit vraye „ au fond, & fondée ſur la raiſon & l'expérience, moyennant certaines mo- „ difications".

Il n'y a point d'Etats où l'on ait autant éprouvé qu'en Angleterre, en Hollande & en France, l'habileté des ſujets à ſupporter l'augmentation des charges publiques; & c'eſt à la néceſſité de payer les charges que l'Angleter-

re, la Hollande & la France doivent en partie, l'induſtrie de leurs habitans. Car d'un impôt ſur les choſes néceſſaires à la vie il s'enſuit infailliblement, ou que le peuple ſe retranche, ou qu'il hauſſe le prix de ſon travail, ou qu'il redouble d'induſtrie. Il eſt certain que ſi les impôts ſont modérés, ils ſervent à rendre un peuple plus Induſtrieux, plus laborieux & plus opulent, que d'autres qui jouiſſent de plus grands avantages.

La néceſſité eſt la Mére de d'induſtrie; & cette néceſſité s'établit également par les déſavantages de la ſituation d'un pays, & par les charges publiques d'un pays bien ſitué. Les Nations les plus Commercantes, & les plus induſtrieuſes, dont parle l'Hiſtoire, habitoient des Terres inſertiles ou d'une très petite étendue: & tels ſont aujourd'hui les Venitiens, les Génois & les Hollandois. Des incommodités artificielles peuvent donner à l'induſtrie le même eſſor, que les désavantages naturels d'un pays.

La où le terroir, dit le chevalier Temple, eſt fertile, & où le Peuple n'eſt pas nombreux, les choſes néceſſaires à la vie ſont à ſi bon marché, qu'un Homme induſtrieux peut en deux jours de travail, gagner de quoi ſe nourrir toute la ſemaine. Je régarde cela, ajoute cet obſervateur, comme la ſource de la pareſſe attribuée aux habitans, parce qu'il eſt naturel à l'Homme de préferer le repos au travail, de ſe livrer à l'oiſiveté & de vivre ſans peine. Il arrive au contraire que lorsque la néceſſité à fait contracter l'Habitude du travail, l'Homme devenu laborieux par néceſſité, ne peut plus vivre ſans travailler.

On a toujours obſervé que dans les années de diſéte, pourvuque la diſéte ne ſoit pas extrême, les Artiſans, les Ouvriers de toute ſorte, travaillent davantage & vivent mieux que dans les années d'abondance. Mais les impôts, tout comme la diſéte, pouſſés trop loin, produiſent le découragement & éteignent l'induſtrie. Les impôts exceſſifs augmentent le prix de la main d'œuvre & font renchérir toutes les denrées: cet excés eſt ſurtout à rédouter dans les Etats ſurchargés d'une grande abondance de Signes des valeurs.

Les impôts, les charges publiques, ſont donc néceſſaires pour faire naître l'induſtrie, l'accroitre ou l'entretenir. C'eſt à la ſageſſe du Gouvernement à prevenir les abus & les excés, & à arrêter les impôts tout au moins au dégré, où le préjudice Commence; à en écarter l'arbitraire autant qu'on le peut, ſoit par la Nature de l'impôt, ſoit par la répartition; & à en rendre

la

Digitized by Google

la perception la plus douce qu'il eſt poſſible. Mais on ne parviendra jamais à une préciſion Géométrique, ſurtout à l'égard des impoſitions perſonnelles, quelques efforts que l'on faſſe, & quelques précautions que l'on veuille prendre. Il eſt impoſſible, quelque impôt qu'on imagine, d'atteindre à une répartition parfaitement égale, & dans une juſte proportion avec les facultés rélatives de chaque particulier. Il n'y à peut-être pas un centième des habitans d'aucun Etat, qui contribue aux charges publiques dans cette exacte proportion; de quelle nature que ſoient les impôts. Qui pourroit parvenir à connoitre exactement tout ce que l'induſtrie dérobe de ſon produit chez chaque particulier à l'inſpection publique, & tout ce que la vanité, le luxe, l'Oſtentation ou le défaut d'économie, quelquefois même le point d'honneur, montrent au public de richeſſes ſans réalité?

Si les droits ſur les Conſommations méritent la préférence, ce n'eſt qu'autant qu'ils ne tombent point ſur les premiers beſoins, & parcequ'il n'en réſulte qu'une contribution volontaire. Les Auberges & les Cabarets en Hollande, & bien plus encore en Angleterre, produiſent des ſommes conſidérables à l'Etat par les droits très forts qui ſont établis ſur les Conſommations & principalement ſur les boiſſons. De tous les impôts, il n'y en a point de moins onéreux. Le Conſommateur n'ayant rien à démêler avec les Commis, ne s'apperçoit presque pas qu'il paye l'impôt: car ces démêlés ajoutent infiniment au poids du droit. D'ailleurs le Conſommateur, ſurtout en Angleterre, ſort du Cabaret avec une bonne doſe de gayeté, & il ne régrete pas alors ce qu'il a payé pour ſe la procurer. Les taxes perſonnelles au contraire inſpirent toûjours de la triſteſſe & quelquefois de l'effroi. Il eſt impoſſible que la répartition n'en ſoit pas arbitraire; parceque ſon objet eſt toûjours Inconnu. Ces taxes d'ailleurs ſont très contraires au Commerce; elles donnent lieu à des recherches très désagréables ſur l'état de la fortune des particuliers. Or rien n'eſt plus contraire au Crédit, par conſéquent au Commerce. Jamais ceux qui ſeront chargès de la répartition d'une telle taxe dans une ville de Commerce, ne pourront opérer ſans révéler ou faire révéler des Anecdotes facheuſes au Crédit de quelques particuliers, qui ſans cela auroient pû rétablir leurs affaires, & aſſurément c'eſt un Grand Mal.

Les impôts les moins onéreux ſont ſans doute ceux dont la perception ſimple & facile, eſt exempte de frais & de vexation. Rien n'eſt plus affligéant pour le peuple & pour l'Humanité, que les frais que la perception ajoute à l'impôt, & les Fortunes des Gens qu'elle enrichit. En Hollande trop de Gens vivent de la perception de l'impôt. On y à trop multiplié les emplois. En

Angleterre & en France, l'impôt & le Maniement des deniers publics ont toûjours été la ſource de Fortunes immenſes & rapides. Ces fortunes faites au-dépens du dépot le plus ſacré, ſont également odieuſes chez toutes les Nations. On en reſſerre de tems en tems les limites en France: les autres Gouvernemens n'y ont encore fait que fort peu d'attention. On ne reſpecte point aſſez les ſources de l'impôt. Les droits ſur les Conſommations qui comprennent, comme en Hollande, toutes les choſes néceſſaires à la vie, réduiſent le Commerce d'induſtrie à la conſommation intérieure. Le peuple n'y ſubſiſte que par les dépenſes de la Marine, & le luxe des Négocians. Cet impôt attaque en Angleterre toutes les Manufactures, & conſéquement l'Agriculture, qui à beſoin en Angleterre plus qu'ailleurs, de la conſommation des Manufactures.

On pourroit peut-être en France augmenter les droits ſur les conſommations, ou les rendre plus utiles au tréſor public, & moins onéreux au peuple, ſans nuire aux Manufactures; & en même tems ſoulager l'Agriculture au prorata du montant de cette augmentation.

Nous n'avons point en matière de politique de ſujet plus important à traiter, plus intéreſſant pour le Commerce, & plus digne de l'attention de quiconque joint à de grandes lumières, à l'expérience & à des connoiſſances profondes de l'Adminiſtration, l'amour de l'Humanité. Ne verrons nous point un jour dans un ſiécle ſi éclairé, chez les grandes Nations de l'Europe, des hommes occupés par ordre du Gouvernement à travailler au plan le plus avantageux d'Adminiſtration, ſingulièrement de la branche de l'impôt & de celle du Commerce, c'eſt-à-dire de la matière qui intéreſſe le plus les peuples, & ceux qui les Gouvernent? Nous avons beaucoup d'écrits ſur ce ſujet, & fort peu de choſes utiles, ſurtout à l'égard de l'impôt.

Il ſemble que la France veut élever aujourd'hui ſon Commerce de Cabotage. L'Impoſition de droits ſur la Navigation de tous les Etrangers ſans diſtinction, paroit l'annoncer. On pourroit régarder ces droits comme un encouragement donné aux Négocians François, qui avoient beſoin de ce ſecours pour ſoutenir la concurrence du bon marché du fret, ſurtout du fret des Navires Hollandois. Des droits conſidérables ſur la Navigation étrangére tiennent de bien près à l'acte de Navigation de l'Angleterre, & pourroient peut-être produire en France le même effet, c'eſt-à-dire donner des accroiſſemens à la Marine, qui devroient devenir d'autant plus conſidérables, que la France eſt la Nation de l'Europe dont l'exportation de denrées & de Mar-

Marchandiſes de ſon cru, eſt la plus étendue. Mais par la même raiſon que ſon exportation eſt immenſe, l'encouragement, ſi ces nouveaux droits ont pour objet l'accroiſſement de la Navigation, n'eſt il point Prématuré? Jusques à préſent la France n'a pas eu une aſſés grande quantité de Vaiſſeaux pour ſuffire au quart de ſon exportation. La Conſtruction du nombre de Vaiſſeaux qu'elle exige, demande pluſieurs années: & pendant que les Négocians s'occuperont à les multiplier, n'eſt il pas à craindre que la Navigation, & les Conſommations étrangéres ne ſoient ralenties par des droits trop forts qui enchériſſent toutes les Marchandiſes, & que les droits ne portent un grand préjudice à l'exportation, & dès là néceſſairement à toutes les branches du Commerce de la Nation? Si la France vouloit faire une loi à peu près ſemblable à l'Acte de Navigation de l'Angleterre, il ſemble qu'elle ne pourroit s'en aſſurer le ſuccés eu égard à l'état actuel de la Navigation Européenne, & à l'étendue immenſe de ſon exportation laquelle on ne ſeauroit laiſſer languir un moment ſans porter un grand préjudice au Commerce National; qu'après avoir acquis le nombre de Vaiſſeaux proportionné à l'étendue de cette exportation.

Le Commerce du nord pourroit ſeul donner à la Marine de la France les moyens de parvenir à faire une acquiſition ſi importante. La France eſt la nation qui fournit le plus à l'importation & à l'exportation du Nord; & ſi elle vouloit ſe donner entiérement ſon Cabotage, il faudroit qu'elle tirat une bien plus grande quantité de Marchandiſes du Nord. Les nouveaux acroiſſemens de ſa Marine lui rendroient encore cette branche de Commerce infiniment plus intéreſſante. Il ſemble donc qu'elle devroit commencer par rendre active cette branche de ſon Commerce, & la regarder comme le premier principe de l'augmentation de ſa Marine. Cette Navigation pourroit s'accroitre fort promptement, par des encouragemens particuliers, tels que la fourniture de la Marine, des exemptions de droits, des récompenſes par tonneau d'importation & d'exportation, par la protection, par des traités, &c. Cette Navigation n'étant point ralentie alors par la concurrence des Nations qui navigent à meilleur marché que la France, faiſoit multiplier infiniment en peu de tems les Vaiſſeaux François & les Matelots, parce qu'elle exige beaucoup de Vaiſſeaux par l'encombrement des Marchandiſes de retour. Ce moyen d'engager les Négocians François à faire leur Cabotage & d'étendre la Marine de France, auroit peut-être un ſuccés plus prompt & plus aſſuré, qu'une impoſition de droits qui porte un préjudice ſenſible au Commerce général de l'Europe, qui peut nuire beaucoup au Commerce National, & dont le ſuccés peut éprouver d'ailleurs de grandes difficultés. Dans les réglemens:

mens qui intéreſſent le Commerce, on ne ſcauroit trop reſpecter en général les liens qui uniſſent ſi heureuſement pour le bien de l'humanité, toutes les Nations par les intérêts d'un Commerce réciproque.

CHAPITRE VIII.

De l'Angleterre.

LA *Mer*, dit le Chancelier Baçon (*a*), *eſt une eſpèce de Monarchie univerſelle que la nature ſemble avoir donnée en dot à la Grande-Bretagne, qui tot ou tard doit avoir les tréſors de l'Inde en ſa diſpoſition.* Ce grand Homme, qui ſçut lire dans l'avenir les progrès des ſciences & en tracer la route, y lut auſſi ceux de la prodigieuſe élevation de ſa patrie. Que manque-t-il aujourd'hui à l'Angleterre pour avoir l'empire de la Mer & la Monarchie univerſelle du Commerce? Sur la fin de la derniere guerre, M. Pitt dit dans un diſcours à la Chambre des communes que *l'Amérique a été conquiſe en Allemagne.* Il auroit pu ajouter que par la conquéte de l'Amérique, l'Angleterre eſt devenüe la Nation la plus puiſſante, la Nation dominante en Europe.

BEAUCOUP de Nations ont atteint à ce point d'élevation qui ſemble réaliſer l'idée d'une Monarchie univerſelle. Mais cet excés de puiſſance a toujours été le dernier période du regne de la puiſſance même, ou plûtot ſon premier pas vers ſa chûte. Si nous ſommes forcés de reconnoître aujourd'hui la grandeur de la Nation Britannique, ne doit-elle pas craindre cette eſpèce d'Hommage, en faiſant trop rédouter ſa puiſſance? elle a trâcé elle même aux autres Nations la route qu'elles doivent ſuivre pour atteindre à une grandeur rélative, & quelque autre Nation parviendra ſans doute à rétablir l'Equilibre, ſi l'Angleterre ne s'occupe à ralentir ſans ceſſe les efforts que l'amour de la liberté ſuggére naturellement.

CETTE grandeur, cette puiſſance ſi reſpectable n'eſt point l'ouvrage de la guerre. Elle s'eſt formée par un grand Commerce, qui a eu pour baſe une Agriculture & des Manufactures floriſſantes. C'eſt là préciſément la route que les autres Nations doivent tenir pour parvenir à balancer un ſi grand pou-

(*a*) Sous le regne d'Eliſabet.

pouvoir. L'Angleterre montre bien que ceux qui croient qu'une Nation commerçante eſt une Nation foible, ſont dans l'erreur. Ce ſera encore par les forces que donnent naturellement les richeſſes du plus grand Commerce, que l'Angleterre ſoutiendra cette ſupériorité, cette domination décidée, en arrêtant peut-être dans leur naiſſance ou dans leurs premiers progrès, les efforts des Nations qui voudroient s'élever, ou réprendre leur puiſſance rélative.

Le Commerce de l'Angleterre occupe plus de ſept mille batimens, & ce nombre ſera ſansdoute encore augmenté conſidérablement par l'acquiſition du Sénégal, de pluſieurs Iſles à Sucre, du Canada, du Capbreton, de la Floride & d'un établiſſement à Campêche, qui lui donnent les plus grandes facilités de faire preſque entiérement tout le Commerce de l'Amérique. Aucune Nation n'avoit encore élévé de ſi prodigieuſes forces maritimes: & quels avantages n'a-t-elle pas acquis, non ſeulement pour les ſoutenir, mais pour les augmenter encore à ſon gré? *Tous les tréſors de l'Inde*, comme l'annonçoit le célébre Chancelier Bacon il y a près de deux ſiècles, *ſont aujourd'hui en ſa diſpoſition.* L'uſage exceſſif d'un crédit inmenſe, devoit ou détruire cette Nation, ou l'éléver à ce haut dégré de puiſſance. On peut donc juger des progrès ſucceſſifs de cette élévation qui étonne aujourd'hui toute l'Europe, & qui en inquiéte peut-être la majeure partie, par ceux de la dette Nationale.

Les Revenus de l'Angleterre en 1680, Epoque de la révolution, ne montoient qu'a deux milions de Livres ſterlings. Ce revenu ſuffiſoit, dit Milord Bolinbroke, pour payer les dépenſes ordinaires de la Couronne, auſſi bien que pour entretenir une Flotte & un Armée plus grande qu'il n'étoit néceſſaire en ce tems. Les dettes publiques, celles des Banquiers compriſes, montoient alors à un peu plus de 300. m. Liv. Sterl. A cette Epoque on comptoit que les revenus publics étoient dans une juſte proportion avec le revenu général de la Nation, pour maintenir le peuple dans l'aiſance & accroître la richeſſe & la puiſſance de l'Etat.

M. Davenant qui avoit paſſé une partie de ſa vie à calculer la valeur & les revenus de l'Angleterre, évaluoit en 1698 dans un mémoire ſur les dettes publiques de l'Angleterre, le revenu général de ſa Nation à 44 milions Sterl. & les revenus publics à 3355472 Liv. Sterl. C'eſt ſur le pied de cette évaluation qu'il aſſuroit que tout ce qu'on pouvoit impoſer ſur le Commerce, étoit déjà porté au plus haut point, & peut-être au-délà de ſa proportion convenable. La plûpart des objets de nôtre conſommation intérieure, diſoit-il, ſont ſuffi-

ſament chargés ; de Façon que quoique l'on puiſſe dire avoir pourvù à la majeure partie de nos dettes, il n'en eſt pas moins certain que les reſſources pour l'avenir ſont plus difficiles à enviſager.

De quel oeil ce Calculateur auroit-il regardé un tableau qui lui auroit préſenté les revenus publics portés par des augmentations de toute ſorte d'impots, à beaucoup plus du double de ſon évaluation, & les dettes ou l'uſage du crédit national, qu'on n'avoit encore porté qu'à 1750000 › Liv. Sterl. dont le rembourſement étoit alors aſſigné ſur diverſes branches des revenus publics, porté aujourd'hui juſques à plus de 140000000 Sterl. ? Il auroit ſansdoute trouvé l'exiſtence de la Grande-Bretagne incompatible avec des dettes accumulées dans une diſproportion ſi exceſſive. Il n'auroit pu prévoir l'Art avec le quel le Génie Anglois a ſçu ſoutenir un ſi péſant fardeau, & auroit prédit la ruine entiére de la Nation longtems avant qu'on eut porté l'uſage du crédit à cet excés; puiſqu'il propoſoit déslors à l'Angleterre, les moyens de ſoutenir ſon crédit, & qu'il n'en trouvoit que dans l'établiſſement d'une caiſſe d'amortiſſement, & dans des aſſignations ſur les branches les plus ſolides des revenus plublies.

A cette Epoque l'Agriculture & les Manufactures n'étoient point à leur plus haut degré de valeur; le Commerce des Indes, de l'Amérique, de l'Afrique, du Levant, avec l'Eſpagne & dans le Nord, quoique déjà conſidérable, n'etoit point dans l'état floriſſant où il a été porté depuis. Son Commerce avec le Portugal, & celui des Indes Occidentales par la Jamaïque, qui ſont devenus ſes deux branches de Commerce les plus riches, n'exiſtoient pas alors, ou n'étoient pas un objet digne d'attention.

Si le Commerce de l'Angleterre étoit reſté dans ces limites, le Gouvernement n'auroit pù porter la dette publique juſques à plus de cent quarante milions; il eut été impoſſible à la Nation d'en ſoutenir le poids même à quatrevint milions ſuivant les calculs de ſes politiques les plus profonds. Les dettes n'étoient pas encore à cette ſomme lorſque M. Hume annonçoit une cataſtrophe à ſa Nation. „ Ou la Nation, dit-il, détruira le crédit public, ou le „ crédit public détruira la Nation. Il eſt impoſſible qu'ils ſubſiſtent tous les „ deux enſemble après la manière dont ils ont été traités l'un & l'autre. " M. Hume & pluſieurs autres grands politiques, ſes Compatriotes, n'avoient pas bien calculé. Car le crédit public dont l'uſage à été porté bien au-délà des bornes qu'ils vouloient lui prèscrire, & la Nation ſubſiſtent enſemble ; & le dernier traité de paix ſemble annoncer les moyens d'une libération

très

très prochaine, & par conſéquent la puiſſance la plus grande & la plus ſolidement établie qui aît jamais exiſté. Les politiques Anglois déchainés contre l'uſage exceſſif du crédit public, n'en calculoient pas la durée ſur le pied des progrès de l'Agriculture, des Manufactures & de toutes les branches du Commerce vers l'Etat le plus floriſſant. Ils ne voyoient pas qu'à-meſure que l'on donnoit des augmentations ſucceſſives au poids de la dette publique, les progrès du Commerce augmentoient chez la Nation les forces néceſſaires pour le ſoutenir : & c'eſt en effet avec les richeſſes du Commerce ſans ceſſe rénouvellées, & toujours avec de nouveaux accroiſſemens, que la Nation a ſoutenu le fardeau de l'abus du crédit, & le crédit en même tems. Le Commerce n'a ceſſé juſqu'à la dernière paix d'augmenter les conſommations, & conſéquament dans la Finance la branche des exciſes; les importations & les exportations, & parconſéquent les droits de Doüane, qui pendant la derniére guerre ont rendu un milion par année au-deſſus des années autérieures (*a*). Ces politiques, quoique très profonds, avoient bien moins calculé encore ſur le pied des acquiſitions inmenſes que la Nation a faîtes dans l'Amérique & l'Afrique par le dernier traité de paix.

A l'Epoque des grandes augmentations de la dette publique, c'eſt-à-dire avant la dernière guerre, & ſur-tout avant la guerre terminée par le dernier traité d'Aix-la-chapelle, l'Angleterre jouiſſoit de l'Agriculture la plus floriſſante, toutes ſes terres étoient défrichées, couvertes de Grains & d'un nombre prodigieux de beſtiaux de toute eſpèce. La France lui vendoit des Grains tous les ans autrefois ; l'Angleterre lui en fourniſſoit à ſon tour depuis un grand nombre d'années de tems en tems pour pluſieurs milions, & beaucoup à l'Eſpagne & au Portugal. Par les progrès de la Culture du Lin & du Chanvre, ſur-tout en Irlande & en Ecoſſe, elle avoit diminué l'importation des Toiles étrangères qui montoient à environ quatre milions Sterl. par année, de près d'un quart ; & c'étoit déjà beaucoup, cette Culture n'ayant été animée que depuis fort peu d'années. Les Cuirs, la Beure, les Salaiſons, la Pêche, ſes Mines d'Etein & de Charbon, ſes Tabacs de la Virginie & du Mariland, le Ris de la Caroline & les retours des Indes Orientales, fourniſſoient à une exportation inmenſe.

L'ANGLETERRE faiſoit preſque ſeule le Commerce des étoffes de Laine en

(*a*) Cette prodigieuſe augmentation des droits de la Doüane a été atteſtée par M. Pitt à la Chambre des Communes. Elle étoit due, au moins pour la majeure partie, aux priſes faîtes ſurtout ſur les Hollandois, qu'on a eſtimées à plus de cent milions de Florins.

en Ruſſie : on prétend qu'elle y en envoyoit tous les ans plus de 30 mille pièces. Elle en faiſoit auſſi des envoys prodigieux aux autres Nations du Nord, en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Eſpagne, dans le Levant; & par un privilége excluſif, elle en approviſionnoit ſeule le Portugal, qu'elle approviſionnera vraiſemblablement encore longtems. Ce dernier Article ſeul a donné pendant un grand nombre d'années à ſa balance un bénéfice de quinze cent mille Liv. Sterl.

Les Colonies de l'Amérique ſeptemtrionale lui donnoient une grande part dans le Commerce des pelleteries en Europe, & lui fourniſſoient déjà abondament des matériaux pour la conſtruction. Ses Iſles à Sucre ne lui donnoient pas des Sucres, du Caffé & de l'Indigo pour ſa conſommation intérieure. Cette branche du Commerce de l'Amérique la plus riche, étoit presque entiérement entre les mains des François. Mais l'Angleterre en étoit bien dédommagée par le Commerce qu'elle faiſoit clandeſtinement par la jamaïque à l'Amérique Eſpagnole, que les Anglois regardoient comme la branche la plus riche de tout leur Commerce.

La Nation pouvoit-elle ſe diſſimuler qu'en augmentant ſans ceſſe la dette publique, ce brillant édifice élévé par tant de ſoins politiques, & par l'induſtrie la plus active & la plus éclairée, tomberoit enfin en partie ſous le poids de l'excés des impots, devenû indiſpenſable par l'excés de l'uſage du credit? Les emprunts avec leſquels l'Angleterre a fait de ſi grandes conquétes en Amérique, ne ſauroient manquer de lui faire perdre une grande partie de ſon ancien Commerce en Europe, le Commerce de ſon induſtrie. En ſera-t-elle dédomagée par l'étendue de ſa Marine & de ſes conquètes? les événemens, que perſonne ne peut prévoir, en décideront.

Il eſt certain que l'excés des impots a porté un coup bien ſenſible à toutes les Manufactures en forçant la cherté de la main d'œuvre. Cette cherté, forcée néceſſairement & naturellement par celle des ſubſiſtances & de toutes les choſes néceſſaires à la vie, a ajouté à toutes les productions des Manufactures, une valeur artificielle qui tend à la deſtruction de l'induſtrie.

Les taxes & les droits de toute Eſpèce ont ajouté aux Manufactures une valeur artificielle que les Anglois les plus modérès évaluoient déjà avant la derniere guerre à 30 p. d'autres la portoient bien plus haut (*a*). M. de Wit dit

(*a*) Le Chevalier Deker, auteur reconnu impartial, la portoit à 31 p°., d'après les calculs de M. Davenant & de M. Locke.

dit dans ſes Memoires, que la Fabrique d'une pièce de Drap coûte en Hollande 70 flor. ſur quoi les Ouvriers payent 20 flor. d'impôts, ce qui fait juſte une valeur artificielle de 40 p. ajoutée a la valeur naturelle. De-là on peut juger de la valeur artificielle que les taxes conſidérablement augmentées depuis ces calculs, donnent aujourd'hui aux Manufactures d'Angleterre, & de la facilité que cette valeur préſente aux autres Nations induſtrieuſes, de s'aſſurer la préférence dans tous les marchés où les Anglois ne jouiſſent pas d'un Privilége excluſif.

La Nation donna elle même en 1759. une preuve inconteſtable de cette facheuſe ſituation de ſes Manufactures, par les défenſes qu'elle fit à tous ſes Négocians d'employer dans le Commerce du Levant des étoffes de Laine de France. Les Négicians feſoient achéter depuis pluſieurs années à Marſeille des étoffes de Laine de France, parceque celles d'Angleterre ne pouvant en ſoutenir la concurrence dans le Levant, y reſtoient invenduës, ou devoient y être venduës à perte. L'Acte du Parlement portant cette défenſe ne pouvoit être qu'une précaution vaine: le Commerce ſuit des routes ſur les quelles le Légiſlateur ne ſçauroit étendre ſon empire. Le Parlement ne peut empêcher un Négociant de Londres de donner des ordres à un Négociant de Marſeille de faire des achats pour ſon compte, de les expédier pour les Echelles du Levant, à telle conſignation qu'il juge à propos; & que ſes ordres ne ſoient ponctuellement executés. La loi eſt donc une reconnoiſſance publique de la décadence des Manufactures, & non un reméde au mal.

Qui pourroit douter que les Anglois n'éprouvent à Cadix, dans le Nord, partout où ils trouveront la concurrence des étoffes de France, ce qu'ils éprouvent dans le Levant? On auroit pu regarder la défenſe de la ſortie des Laines, comme un encouragement, ſi la cauſe du déperiſſement des Manufactures n'étoit pas dans le prix exceſſif de la main d'œuvre. L'Effet de cette défenſe à été de faire tomber les Laines à vil prix, de décourager le Cultivateur, & de diminuer le produit des terres, ſans réléver les Manufactures, attendu l'extrême disproportion du prix de cette matière premiére avec celui des autres matiéres néceſſaires aux Manufactures, & avec celui de la main-d'œuvre. On a découragé l'Agriculture ſans fruit pour les Manufactures.

La précaution frauduleuſe que les Anglois ont eux mêmes reprochée dans des Mémoires publics, à leurs Manufacturiers, eſt encore une preuve bien frappante de la décadence des Manufactures. On leur a imputé de s'être dédommagés en partie de la cherté de la main d'œuvre en diminuant le poids &

l'aunage de leurs étoffes, en leur donnant une longueur artificielle à force de les tirer *à la Rame:* ce qui fait que les étoffes portées, ſe retirent immédiatement, reprennent leur état naturel, & mettent à découvert la fraude du Manufacturier. Un pareil artifice eſt capable de décrier les Manufactures d'une Nation au point d'en faire perdre pour longtems le débit. C'eſt pour prévenir une infidélité ſi nuiſible chez l'Etranger, que la France a fait des réglemens concernant la fidélité des Manufacturiers, & établi des Inſpecteurs qui les font exécuter avec une extrême exactitude. On ne trompe point impunément dans le Commerce, la confience du public. L'Angleterre a auſſi ſur cette matière des réglemens très rigoureux; mais l'intérêt & la néceſſité font trouver mille moyens de les éluder.

La multitude de pauvres dont l'Angleterre eſt accablée, eſt encore une preuve frappante du déperiſſement du travail induſtrieux. M. Locke explique ainſi la cauſe de ces déſordres. L'Ouvrier qui vit plus chérement, augmente néceſſairement ſon ſalaire, ſans quoi il ne pourroit ſubſiſter; le Manufacturier faiſant plus de frais, hauſſe par la même raiſon en proportion le produit de ſon travail; le Marchand en gros & le Marchand en détail voulant toujours faire le même gain, augmentent auſſi le prix des Marchandiſes, enſorte que les Marchandiſes reſtant enfin invendues, les Manufactures & l'exportation ceſſent, les Marchands font banqueroute & les Ouvriers ſont à l'aumone.

On lit dans une brochure publiée en 1739. par une perſonne qui avoit voyagé par ordre du Gouvernement pour s'inſtruire de l'état actuel des Manufactures de Laine en France & ailleurs, que „ les François envoyent une „ grande quantité de Bas & d'étoffes de Laine en Eſpagne, où ils les vendent „ de 10 à 12 p. meilleur marché que les Anglois; que la raiſon de cette „ différence eſt que la main d'œuvre eſt d'un tiers moins chère en France, „ qu'en Angleterre". On peut encore juger par là de l'état où doivent être aujourd'hui les Manufactures Angloiſes, ſi l'on fait attention que depuis 1739. les dettes publiques & les taxes ont été portées à bien plus du double.

Les Manufactures de Soye, de Toiles, de Galons d'Or & d'Argent, & des matières premières de Modes, non ſeulement ne fourniſſent rien à l'exportation, mais ne ſuffiſent pas entiérement à la conſommation intérieure. L'Angleterre a longtems conſervé la ſupériorité de ſes Moires & de ſes Taffetas: elle en exportoit autrefois une grande quantité même en France. Elle a perdu cet avantage, parceque la France eſt parvenu à imiter les mêmes

étoffes

étoffes de même qualité à un prix inférieur; & l'Angleterre tire de la France les étoffes riches & de goût. Malgré les prohibitions les plus sévères, le Commerce sçait les y introduire.

Les loix prohibitives d'entrée & de sortie, ou une surcharge de droits qui en est l'équivalent, tournent souvent à la ruine de l'Etat. L'Angleterre l'éprouve depuis longtems à l'égard de la France. Un premier effet ruineux de ses prohibitions & des droits excessifs de 50 & de 100 p℅. à été de donner lieu à une Contrebande immense, que les précautions les plus récherchées n'ont pu empêcher. Un second effet également désavantageux, est d'avoir excité l'industrie Françoise à réchercher les moyens de se passer des Laines d'Angleterre. On a déjà fait en France des expériences qui ont réussi: on parviendra sans doute à donner aux Laines du Royaume les mêmes qualités, qu'à celles d'Angleterre; d'où résultera un double désavantage pour les Anglois. 1°. La France fabriquera encore à plus bas prix, désqu'elle pourra se passer des Laines d'Angleterre, & assurera d'autant plus la préférence de ses Manufactures dans les marchés étrangers. 2°. Les Laines trop avilies en Angleterre, tant par le défaut d'exportation même en contrebande, que par le défaut de consommation intérieure, portent nécessairement un préjudice infini à l'Agriculture.

On peut juger encore de l'effet des prohibitions, & en même tems de la foibloisse des Manufactures de soye en Angleterre, par le Calcul des Anglois, qui évaluent les importations des étoffes de soye à 200 mil. liv. sterl.

Les Manufactures de Toile ont fait de grands progrès, surtout en Irlande & en Ecosse, ainsi que la Culture du lin & du Chanvre. Mais elles sont encore bien éloignées de l'abondance nécessaire pour la consommation intérieure. Les Anglois évaluent à quatre milions sterl. leur consommation en Toiles y compris celle de leurs Colonies, dont ils tirent encore les trois quarts ou les deux tiers de l'Etranger.

Ils n'ont pu parvenir à imiter les Galons d'Or & d'Argent qu'on Fabrique en France. Plus de goût, plus de legérété, plus d'éclat & un plus bas prix assurent aux Galons de France une préférence que lui donnent même les Anglois. Car malgré les défenses on en introduit en Angleterre une grande quantité.

Les Artistes Anglois ont conservé la supériorité sur un grand nombre d'Articles

ticles de Quincaillerie, ſingulièrement à l'égard des ouvrages d'Acier, pour le poli & la préciſion: mais ils le cédent aux François pour tous les ouvrages de goût, perfection à laquelle ils n'ont jamais pu atteindre, & pour le bas prix.

La Pêche du Harang dont la Nature ſemble avoir accordé le domaine à la Grande Bretagne, puiſque la partie la plus abondante de cette Pêche ſe fait à ſes Côtes, ne merite pas encore d'être comptée parmi les branches de ſon Commerce, malgré les encouragemens qu'on y à donnés. Les taxes ſont un obſtacle aux progrès de la Pêche, que les encouragemens donnés à l'exportation, ne ſçauroient vaincre. La cherté de la main d'Oeuvre enchérit tous les uſtenciles néceſſaires à la Pêche, & porte à un trop grand prix le fret des bateaux Pêcheurs. D'ailleurs le Poiſſon eſt chargé de droits d'exciſes exceſſifs. Le Harang eſt chargé de ſi hauts droits qu'il n'entre point dans la conſommation du peuple, pour lequel il eſt trop cher. Ce ſeroit cependant de cette conſommation que la Pêche du Harang recevroit le plus grand encouragement. Tel eſt l'Effet de l'excès de la dette publique: l'Adminiſtration Brittannique eſt toûjours flotante entre les beſoins de la Finance, & ceux du Commerce, & détruit ſans ceſſe d'une Main ce qu'elle édifie de l'autre.

Londres tient l'Irlande & l'Ecoſſe dans un état d'indigence; cette fière capitale les tient aſſujetties à des gênes qui les empêchent d'éléver leur Commerce au dégré de proſpérité dont il eſt ſuſceptible, & qui font paſſer tout le Commerce que font ces deux Royaumes par les mains des Anglois. L'Irlande fait avec l'Etranger, ſurtout avec la France, un grand Commerce de Bœufs & de Saumons ſalés, de Cuirs, de Suif, de Beure, & l'on prétend que la France lui paye une Balance très conſidérable. Cette Balance a perdu beaucoup par la défenſe de la ſortie des Laines, dont la France tiroit une grande quantité. Mais comme les remiſes de l'Etranger, tant pour l'Irlande que pour l'Ecoſſe, ſe font ſur Londres, ces Royaumes n'ayant point d'autre change ouvert, la balance de leur Commerce eſt confondue avec celle de l'Angleterre qui abſorbe leur Commerce en entier. L'Abaiſſement où ſont réduites l'Ecoſſe & l'Irlande, nuit beaucoup aux avantages que leur Commerce pourroit donner à la balance de la Grande Bretagne.

Le Commerce d'Economie eſt reſſerré dans les limites les plus étroites par les droits de Doüane. Car la Doüane eſt l'ennemi le plus deſtructif du Commerce, ſurtout du Commerce d'Economie. C'eſt par cette raiſon que

le taux des Doüanes eſt ſi modique en Hollande & la perception ſi douce, qu'elle l'eſt encore infiniment davantage à Hambourg, & que la France a établi des ports Francs. L'Angleterre a cru trouver un équivalent dans une loi qui ordonne la reſtitution des droits de doüane à la réexportation. Il s'en faut bien que ce ſoit là un équivalent de droits modérés, ni des ports Francs. Les droits de doüane n'en arrêtent pas moins le cours du Commerce. Cette gêne réduit la réexportation des Anglois, presqu'entiérement à celle des retours de l'Amérique & des Indes Orientales, & diminue infiniment les avantages de celle-ci.

Le Négociant qui achete, ſoit des Marchandiſes de l'Amérique, ſoit de celles des Indes, pour réexporter, eſt obligé de débourſer deux Capitaux, l'un pour le prix des Marchandiſes, & l'autre pour les droits de doüane: ſur le ſecond Capital qui eſt à l'gard de bien des Articles le double du premier, il perd d'abord une partie qu'on lui retient pour les droits des Officiers de la doüane, & enſuite les intérêts pendant tout le tems qu'il employe à Fabriquer, ou à préparer ſon envoy à l'Etranger; ce qui exige ſouvent pluſieurs mois, & donne néceſſairement une augmentation de prix & une valeur artificielle à ſes Marchandiſes, que les Négocians étrangers n'éprouvent point, & qui met le Négociant Anglois hors d'état de ſoutenir leur Concurrence.

Le Tabac de la Virginie & du Mariland eſt vendu en Angleterre à l'Etranger 2½ Deniers ſterl. la livre, & les Anglois le payent ſurchargé des droits de douäne 8½ Deniers. Ces mêmes droits tiennent les Anglois dans l'impoſſibilité de vendre à l'Etranger leur Tabac Manufacturé, parceque les droits donnent aux Etrangers un avantage de 35 p. ſur cette Manufacture.

L'Angleterre a donné depuis longtems un grand avantage ſur le Commerce du fer, à la Suede, à la Ruſſie & à l'Eſpagne, par la ruine de ſes Bois qui lui rend preſque inutiles ſes Mines de Fer. La deſtruction de cette richeſſe a été portée à un tel excés, que l'Irlande même autrefois extrêmement abondante en Chênes les plus eſtimés pour la conſtruction, en tire aujourd'hui de Norvége, & ſe trouve obligée de vendre une partie de ſes Cuirs en Verd à la Hollande & à la Flandre, faute d'Ecorces pour les tanner elle même.

Le fret eſt une branche précieuſe du Commerce Maritime. C'eſt ſingulièrement le bas prix du fret qui fait fleurir en Hollande le Commerce d'Eco-

nomie. Les Anglois ne peuvent conſtruire & naviger que chérement: le fret eſt encore une branche de leur Commerçe opprimée par leurs taxes & leurs droits de douäne.

Les Cordages, les Voiles & le Fer ſont renchéris par les douänes. Les droits divers & les exciſes ſur toutes les choſes néceſſaires à la vie, rendent plus cher le travail du Conſtructeur, de même que les proviſions & les agrès. Par la même raiſon le Navigateur exige néceſſairement un ſalaire plus haut. Le fret d'un Navire Anglois conſtruit & équipé avec des Matériaux chers, avitaillé chérement, & monté par des Matelots & des Officiers à des gages fort chers, ne peut-être qu'à haut prix, ce qui ajoute une nouvelle valeur aux Marchandiſes, qui donne naturellement un grand désavantage dans les marchés étrangers. C'eſt ainſi que la cherté du fret & les taxes ont diminué conſidérablement l'exportation du Charbon de Terre, & ont fait donner en Hollande la préférence aux Charbons de Liége, quoique d'une qualité inférieure. On s'occupe auſſi davantage en France à l'exploitation des Mines de Charbon.

Le Commerce des Indes Orientales n'eſt avantageux pour les Nations d'Europe qui le font, qu'en proportion de la réexportation qu'elles font des Marchandiſes des Indes & de l'importation des choſes néceſſaires à leur conſommation intérieure, qu'elles ſeroient obligées de tirer de la ſeconde main; & ce dernier avantage ſeroit peu intéreſſant ſans le bénéfice de la réexportation. La Compagnie des Indes Orientales d'Angleterre avoit ces deux avantages, & faiſoit un Commerce floriſſant pour la Nation, lorsqu'elle n'avoit de concurrens dans ce Commerce que les Hollandois. La Compagnie de France lui a d'abord porté un grand préjudice, & l'Etabliſſement des autres Compagnies a tellement reſſérré les limites de ſes avantages, que la réexportation ne fait pas rentrer dans l'Etat beaucoup au delà de d'Argent comptant porté dans les Indes pour ce Commerce, dans lequel les Anglois prétendent que leur Compagnie employe tous les ans environ cinq cent mille liv. ſterl.

La Compagnie du Sud, dont l'objet fut le Commerce excluſif le long des Côtes Orientales & Occidentales des Colonies Eſpagnoles, n'eſt plus qu'une Compagnie de crédit depuis le dernier traité d'Aix-la-chapelle qui en réſiliant le Traité de l'*Aſſiente*, à fait perdre à cette Compagnie le Commerce des Négres aux Colonies d'Eſpagne, & celui qu'elle faiſoit par ſes deux Vaiſſeaux de *permiſſion* accordés par le traité de l'*aſſiento*, chargés de Marchandiſes d'Europe, dont la Compagnie avoit fait deux Magaſins flottans inépuiſables. Rien

n'a

n'a remplacé en Angleterre la perte des richeſſes de cette branche de Commerce, qui étoit l'objet d'une exportation très étendue.

On peut faire un riche tableau de la Population, de la Culture, des productions naturelles & du Commerce des Colonies de l'Angleterre dans le Nord de l'Amérique: mais quels avantages donnent les richeſſes de ces Colonies à la balance de la Grande Brétagne? Il faut régarder comme étrangéres à ſon Commerce, les richeſſes qui reſtent dans ces Colonies, qui augmentent la richeſſe des Colons par un Commerce qui ne paſſe point par les mains des Anglois d'Europe.

Ces Colonies devroient conſommer beaucoup des Manufactures d'Europe, & en même tems épargner à l'Angleterre, les importations du Nord pour l'entretien de la Marine. On n'a pu les porter encore à ce degré d'utilité. Les productions de ces Colonies ſe trouvant presque toutes ſemblables à celles de l'Angleterre, exigeoient que la Métropole les tint rigoureuſement dans un état de prohibition abſolue. Ces Colonies exportent leur Pêche & leurs Grains en Concurrence avec l'Angleterre, en Eſpagne, en Portugal & dans la Méditérranée, d'où elles font des retours des Marchandiſes d'Europe qui leur ſont néceſſaires. Elles envoient même aujourd'hui des Vaiſſeaux chargés à Amſterdam, & les conſignent à des Negocians de cette place. Elles fabriquent des Toiles, des Chapeaux & des étoffes de Laine: Elles approviſionnent les Iſles à Sucre, de Bois, de farine, de Salaiſons de toute eſpèce & de Beſtiaux, & ſe ſont donné avec ces Iſles une balance avantageuſe, & très nuiſible aux exportations & importations de l'Angleterre. Ce Commerce lui porte un auſſi grand préjudice que s'il ſe faiſoit par une Nation étrangère. Il enrichit des Colons presque indépendans, dont les richeſſes, au lieu de contribuer à celles de l'Etat en Europe, reſſérrent les limites de ſon Commerce & de ſa balance.

L'Angleterre fait aujourd'hui des loix inutiles pour gêner & borner l'induſtrie de ces Colons: elle pallie le mal & n'y remédie point. Les premiers Colons s'étoient d'abord formé un Gouvernement républicain, presque entiérement ſemblable a celui de la Hollande, qui a ſubſiſté longtems, & ſur lequel le Roi d'Angleterre n'a pris que le Droit de nommer les Gouverneurs & les Officiers Militaires; & ſur le pouvoir légiſlatif, il n'a pris que le droit d'aprouver les loix propoſées. Les habitans ont conſervé le droit de donner un Conſeil aux Gouverneurs, de règler leurs appointemens & de les mander dans leurs aſſemblées. Ces Colonies, rivales du Commerce de

l'Angleterre, ſe fortifient, s'enrichiſſent ſans ceſſe, & ſont toujours à la veille de revenir à leur Gouvernement primitif, & de former des Etats indépendans.

Ce fut la diſéte des Marchandiſes d'Europe, dit un Auteur Anglois (*a*), dans laquelle l'Angleterre laiſſa longtems autrefois ces Colonies, qui a donné naiſſance aux Manufactures dont l'établiſſement & les progrès ſont ſi contraires à l'intérêt du Commerce de la Metropole, & qu'elle n'oſeroit entreprendre de détruire aujourd'hui. La même néceſſité y a introduit la conſtruction des Vaiſſeaux & la Navigation, dont l'étendue eſt telle aujourd'hui qu'elle donne de l'inquiétude à l'Angleterre.

La Conſtruction des Vaiſſeaux eſt un objet de Commerce très conſidérable dans ces Colonies, ſurtout à Boſton & Philadelphie. On y conſtruit quelquefois des Navires par Commiſſion, mais la plus grande partie eſt conſtruite pour le compte des Négocians des Colonies, qui les expédient enſuite avec des Cargaiſons pour l'Eſpagne, le Portugal ou la Méditérrannée, d'où après avoir vendu leur Cargaiſon, ils font leurs retours de Marchandiſes des mêmes ports, ou ils donnent leurs Navires à fret, ou ils les vendent. L'Auteur cité aſſure que ce Commerce eſt avantageux à l'Angleterre, parce que les Négocians après la vente de leurs Cargaiſons, ou de leurs Navires, en remettent le produit en lettres de change à Londres: d'où il conclut que par ce Commerce circulaire, la balance ſe ſoutient entre la Grande Brétagne & les Colonies, & que les profits ſe terminent tous dans la Grande Brétagne.

Ne pourroit-on pas répondre à cette Auteur, que cette Navigation directe dans les ports étrangers, permiſe aux Vaiſſeaux des Colons du Nord de l'Amérique, eſt préjudiciable à la balance de l'Angleterre, même dans les cas des Ventes des Vaiſſeaux dans les ports étrangers & de la remiſe des produits de cette Navigation en lettres de change à Londres? N'eſt-il pas évident que l'Angleterre perd dans ce Commerce, celui d'Economie & de la réexportation, les droits de Douane, les frais de Magaſinage & de Commiſſion, & une portion de Travail dans ſes ports? Et dans le cas des retours directs dans les Colonies, ce qui eſt aujourd'hui l'uſage le plus général, n'en reſulte-t-il pas que les Navigateurs, ſurtout ceux de Boſton & de Philadelphie, dont la Navigation eſt de plus de 1500 Vaiſſeaux, approviſionnent non-ſeulement leurs Colonies, mais auſſi toutes les autres Colonies Angloiſes, de

(*a*) Hiſt. des Colon. Angl. dans le Nord de l'Am.

de Marchandiſes d'Europe chargées dans des ports étrangers; ce qui ne peut ſe faire ſans porter un préjudice immenſe, tant au Commerce de l'Angleterre, qu'à ſes finances? Ces Négocians gagnent doublement; ils épargnent les droits de Doüane, & prennent des Retours à bien plus bas prix dans les ports de la Méditérrannée, qu'ils ne les obtiendroient dans les ports d'Angleterre.

La traite excluſive des Pelleteries du Nord de l'Amérique acquiſe par la poſſeſſion du Canada, n'étoit pas un objet aſſés conſidérable pour mériter les frais immenſes qu'on a faits pour l'obtenir, & les dépenſes qu'exige ſans ceſſe l'entretien des vaſtes poſſeſſions qui ſont le ſiège de ce Commerce.

Depuis pluſieurs années toutes les Nations de l'Europe s'appliquent au Commerce. Celles qui avoient deja un Commerce établi il y a vint ou trente ans, l'ont amélioré; les autres ont commencé à ſe procurer une partie du néceſſaire. Les fabriques de Toiles, de Soieries, d'Etoffes de Laine & de Quincailleric, ſe ſont infiniment multipliées. Car l'induſtrie Humaine ſe perfectionne tous les jours, & chaque Nation prend inſenſiblement dans le Commerce, les branches qui lui appartiennent naturellement. Il n'eſt pas poſſible que l'exportation de l'Angleterre, qui fabrique aujourd'hui plus chérement que tout autre Nation, n'ait encore reçu une grande diminution de l'accroiſſement général de l'induſtrie Européenne.

Il eſt certain que ſi on parcourroit en détail la balance de l'Angleterre avec toutes les autres Nations, on ne lui trouveroit presque point d'autres avantages que ceux que lui donnent le Portugal & ſon Commerce clandeſtin dans les Indes Occidentales. Elle accroitra ſans doute infiniment cette dernière branche par les grandes facilités que lui donnent ſes établiſſemens à la Floride & à Campêche; elle pourra balancer encore dans quelques années les avantages de la France dans le Commerce des Sucres, lorſqu'elle aura mis en valeur les Iſles neutres qu'elle a acquiſes. L'Angleterre remédiera ainſi aux désavantages de ſa balance, & ſoutiendra encore un peu l'induſtrie Nationale par de nouveaux debouchés dans l'Amérique, ou en y multipliant ſes conſommateurs dépendans. Mais il lui ſera impoſſible en réuniſſant à ſes anciens avantages en Amérique, ceux qui réſultent de ſes nouvelles acquiſitions, de reprendre en Europe ſon ancienne ſupériorité dans la conſommation de ſes Manufactures, ni même de les ſoutenir toûjours dans un état floriſſant. La cherté de la main d'œuvre les tiendra néceſſairement bornées à la conſommation intérieure, & cette cherté ſubſiſtera tant que le

poids énorme de la dette publique obligera le Gouvernement de continuer les impots a l'exeés où l'on les a portés.

L'Excés des impots détruit à la fois la Population, l'Agrieulture & les Manufactures; les Anglois ſe plaignent aujourd'hui eux mêmes de cette deſtruction, qu'ils attribuent à la trop grande étendüe de leurs acquiſitions en Amérique. D'Ailleurs la preuve de eette deſtruction eſt devenue aſſés évidonte par la défenſe de la ſortie des Laines, de la ſortie des Grains ſubſtituée à la loi qui y donnoit des encouragemens, & par celle faite aux Négocians d'employer dans le Commerce du Levant des étoffes de Laine de Franee. Attribuer la cauſe de cette deſtruction à l'étendüe des poſſeſſions acquiſes dans l'Amérique, e'eſt bien vouloir ſe diſſimuler la vraie cauſe du mal, qui ſe maniſeſte ſi évidament dans l'exeés des impots qu'exige impérieuſement l'exeés de la dette publique. Qui ne voit qu'en Angleterre l'exeés de l'impot detruit ſans ceſſe la ſouree de l'impot? Les pauvres s'y multiplient eontinuellement au point que l'impoſition pour les pauvres y eſt portée à plus de trois milions ſterl. par année. Rien ne prouve mieux le décadenee du travail induſtrieux que eette prodigieuſe quantité de mains oiſives, ou que l'induſtrie ne peut nourrir, & dont la ſubſiſtanee opprime également l'Agriculture, le Commeree & les Finances, dont elle devroit augmenter la richeſſe.

Le ſeul, l'unique remède à des maux ſi grands & ſi réels ſeroit l'extinction de la dette publique, qui donneroit les moyens de modérer les impots, ou de ſupprimer tout à fait eeux qui ſont deſtructifs de l'induſtrie. Tant que cette dette éxiſtera avee les impots qui en ſont la ſuite néceſſaire, on ne peut voir dans ce haut degré d'élévation de la Grande-Bretagne, qui étonne, qu'une puiſſance précaire, qu'un grand Edifice, qui peut-être faeilement ébranlé. Ce ſeroit une récherche bien intéreſſante, que celle des moyens que l'Angleterre peut employer pour ſe débaraſſer du fardeau de la dette publique. Il faut établir une eaiſſe d'amortiſſiment. Où en prendre les fonds? on ne ſçauroit les aſſigner ſur aueune des braneches des revenus publics, qui quoique portés à l'exeés, ſuffiſent à peine aux dépenſes ordinaires & au payement des intérêts. Il ne ſeroit pas plus facile de les aſſigner ſur une impoſition nouvelle. La Nation eſt trop ſurehargée d'impots pour pouvoir ſoutenir aueune ſorte d'augmentation. Peut-on attendre de l'augmentation du Commeree de l'Amérique, une augmentation dans les droits de Doüane aſſés conſidérable, pour fonder une caiſſe d'amortiſſement digne d'attention? eette augmentation ſeroit prodigieuſe ſi elle donnoit un milion. Une caiſſe d'amortiſſement d'un milion & même de deux, ſeroit-elle proportionnée à plus de cent quarante milions

milions de dettes; & aux beſoins preſſans qu'a l'induſtrie nationale d'être délivrée de l'excés des impots? Les nouvelles richeſſes de l'Angleterre en Amérique ne ſçauroient cependant produire de plus grand effet dans le trèſor puplic. Elles enrichiront ſans doute pluſieurs Négocians, mais les richeſſes de quelques particuliers ne ſont point celles de l'Etat.

Si dans la ſituation actuelle de l'Angleterre, il ſurvenoit une guerre entre les puiſſances maritimes, on trouveroit peut-être bien plus tôt une cauſe de foibleſſe, que les fondemens ſolides d'une grande puiſſance, dans cette prodigieuſe quantité d'etabliſſemens à la Côte d'Afrique & dans les deux Indes. Trois ou quatre cent Vaiſſeaux de guerre ne ſauroient ſuffire à établir une défenſe ſuffiſante pour conſerver en même tems une ſi grande quantité d'établiſſemens diſperſés dans les trois autres parties du monde; & ſes Côtes en Europe, contre les entrepriſes d'une autre Puiſſance maritime qui n'auroit que la moitié d'un ſi grand nombre de Vaiſſeaux de Guerre. La ſituation & l'étendüe de la Domination de l'Angleterre, l'obligeront toujours d'entretenir au moins le double de forces maritimes, pour réſiſter à une Nation rivale; & il ſeroit encore permis de douter des ſuccés de ſi grands efforts, ſi une autre Nation lui oppoſoit deux cent Vaiſſeaux de ligne. Il n'eſt pas même bien certain que l'état actuel des Finances de l'Angleterre & de ſa Population pût lui permettre de longtems d'armer une ſi grande quantité de Vaiſſeaux de guerre. Si la malheureuſe néceſſité rénaiſſoit de déployer de nouveau & de mettre en activité le fonds de ces prodigieuſes forces maritimes, trouveroit-elle aiſément, après la conſommation inmenſe de Soldats & de Matelots qu'elle a faite durant la derniere guerre, plus de cent mille Matelots pour équiper un ſi grand nombre de Vaiſſeaux? Une Population d'environ ſept milions d'habitans au plus, déjà fort diminuée par la dépenſe paſſée, & par la dépenſe actuelle qu'exigent les nouveaux établiſſemens au Sénégal, aux Antilles, à la Floride; à Campêche, au Cap-Breton & au Canada, pourroit-elle encore fournir de quoi léver & récruter ſans ceſſe un Corps de Troupes de terre de plus du double de ce que l'Angleterre en avoit jamais entretenu, & en même tems plus de cent mille Matelots; ſans achever de ruiner l'Agriculture & l'induſtrie, condanmées à fournir à une dépenſe ſi exceſſive? ſi l'Angleterre pouvoit ſoutenir longtems cette dépenſe en Hommes, ſi exceſſive & ſi diſproportionnée à l'étendue de ſa Population, ſoutiendroit-elle encore les nouveaux accroiſſemens de la dette publique? car il lui ſeroit impoſſible de remettre de ſi grandes forces en mouvement ſans le ſecours de nouveaux emprunts, & conſéquament de nouvelles impoſitions pour en payer les intérêts. Une reſſource de Financé ſi deſtructive eſt elle ſans limites, & le crédit dans le quel on la trouve peut-il être inépuiſable?

Mais

Mais qu'on ſupoſe cette reſſource encore facile, & que l'Angleterre oppoſe quatre cent Vaiſſeaux de guerre à cent quatrevint ou deux cent Vaiſſeaux François: dans quelles calamités ne tomberoit-elle pas, ſi elle venoit à ſuccomber? & quels désavantages n'auroit-elle pas ſur Mer par l'extrême diviſion de ſes forces, ſi la Marine Françoiſe avoit d'auſſi bons Marins que les Anglois? Les Vaiſſeaux François ont l'avantage du nombre des Equipages, mais les Officiers Anglois ont plus d'expérience, connoiſſent mieux la Mer, & ſont meilleurs manœuvriers: & c'eſt à cet Avantage qu'ils ont été rédevables de leur ſupériorité dans la dernière guerre. Mais ſi la France ajoutoit à ſes Ecoles de Marine ſédentaires, des Ecoles Flottantes; ſi ſes Marins étoient exercés à la Mer à l'étude de la manœuvre; la Marine Françoiſe auroit encore des Tourville, des Baert, des Duqueſne, des Duguétroin, & reprendroit vraiſemblablement la ſupériorité que celle du nombre des Equipages devroit naturellement lui donner. On ſent aſſès l'état d'abaiſſement où une ou deux Campagnes malheureuſes précipiteroient l'Angleterre, & l'impoſſibilité où elle ſe trouveroit alors réduite par l'excés de ſes emprunts perpetuels, de ſe réléver.

L'Extinction de la dette publique eſt l'unique fondement ſolide que l'Angleterre puiſſe donner à ſa puiſſance, & de toutes les conquêtes qu'elle a faites ou qu'elle pourroit faire encore, les Nations rivales n'ont à rédouter que celle qui peut lui fournir des moyens prompts de ſe libérer:

On n'a ceſſé de publier dans la derniére guerre, que l'Angleterre en vouloit à la conquête des Mines du Méxique & du Perou, comme le ſeul moyen de rembourſer les emprunts dont elle paroiſſoit accablée. Par l'événement elle a porté ſes établiſſemens beaucoup plus près de ces Mines qu'on ne le croioit, & que l'Angleterre elle même ne l'eſperoit; mais elle n'a fait en cela que des établiſſement de Commerce, qui peuvent augmenter de beaucoup la part que ſes Négocians attiroient déjà du produit de ces Mines. Or cet Avantage du Commerce n'appartient point au tréſor public, & ne ſçauroit devenir ſuſceptible d'une aſſignation pour le rembourſement des dettes de l'Etat.

Il n'en eſt pas de même de l'établiſſement du Sénégal. Celuici donne à l'Angleterre la facilité de s'approprier ſans qu'aucune puiſſance de l'Europe puiſſe s'en plaindre, des Mines d'Or infiniment plus riches que celles du Bréſil, du Mexique & du Perou. L'Etat peut en faire la conquête, & payer promptement toutes ſes dettes avec le ſecours de ces Mines.

On

On a enfin découvert les ſources de cette prodigieuſe quantité d'Or que les Mandingos, les Sarakoles, Nations Négres, vendent aux Européens ſur les bords du Sénégal & de la Gambra. C'eſt ſurtout au Royaume de Bambuk, qu'il s'en trouve une ſi grande abondance, qu'on lui a donné le nom de *terre d'Or*. Les Mandingos & les Sarakoles qui ſont les habitans naturels du Royaume de Galam, ſont les Maitres du Commerce de l'Or du Royaume de Bambuk & des autres pays à l'Eſt, & la crainte de le perdre les rend très attentifs à empêcher les Etrangers de s'y introduire. Les habitans mêmes de Bambuk qui connoiſſent depuis longtems le prix de leur richeſſe, & l'avidité de leurs voiſins pour la leur enléver, ne ſouffrent point de voyageurs dans leur pays.

Un Facteur de la Compagnie des Indes de France, nommé *Compagnon*, eſt le ſeul Européen connu qui ſoit parvenu à s'introduire dans ce riche Royaume. Il en a donné une deſcription très détaillée & très exacte, ainſi que de la quantité de ſes mines & de leur prodigieuſe richeſſe. Deux Directeurs de la Compagnie des Indes, Dépremenil & David, chargés particuliérement des affaires du Sénégal, ont atteſté l'intelligence, la droiture & la fidélité de ce Facteur; ce qui doit donner beaucoup de confience à ſa Rélation.

Les Mines des Indes Occidentales n'approchent pas de la richeſſe de celles-ci. Le pays ne produit d'ailleurs aucune des choſes néceſſaires à la vie; & comme les habitans ont autant de répugnance à ſortir de leur pays, qu'à y admettre des Etrangers, leur Commerce eſt entiérement entre les mains des Mandingos & des Sarakoles, leurs voiſins, qui leur font attendre longtems leurs beſoins pour les leur vendre plus cher. Il n'eſt pas douteux que ſi les Européens s'établiſſoient parmi eux ou plus à portée, ils les délivreroient de la Tirannie de leurs voiſins, & la connoiſſance qu'on leur donneroit des Marchandiſes d'Europe, les engageroit à en conſommer d'avantage & à tirer de leurs Mines une plus grande quantité d'Or.

Il ne ſeroit pas impoſſible à une Nation Européenne qui poſſede des établiſſemens ſolides ſur le Sénégal, ſur la Gambra & ſur les autres riviéres qui s'y jettent, de conſtruire des forts ſucceſſivement en avant de diſtance en diſtance, au point de ſoumettre les Mandingos, les Guinéas & les Sarakoles, voiſins du Royaume de Bambuk. Ces peuples étant ſoumis, ette Nation auroit facilement enſuite toutes les Mines de Bambuk en ſa diſpoſition. Les Anglois ont aujourd'hui plus de facilité que toute autre Nation d'Europe, pour porter juſques là leur Commerce par la riviére du Sénégal. Cette acquiſition paroitra

facile à faire, ſi on en compare la dépenſe & les difficultés aux prodiges de courage & d'induſtrie que les Eſpagnols employérent pour s'aſſurer des Mines du Mexique & du Perou, dont les plus riches ſont pauvres en comparaiſon de celles de Bambuk. Car il ſuffit de grater la terre de ce Royaume, & de la laver pour obtenir l'Or le plus pur. Les Négres y creuſent rarement la terre, & quand ils ſuivent la mine au de là de la ſuperficie du terrein, ils ne vont jamais à plus de huit ou dix pieds de profondeur, & s'arrêtent à l'endroit où de leur aveu la Mine eſt plus riche, parcequ'ils n'ont pas l'Art ſi ſimple de faire des echelles, ni l'induſtrie de ſoutenir les terres.

La conquête de ces Mines eſt ſans doute très poſſible; on peut y voir même une très grande facilité. Mais on ne peut ſe donner cette facilité que par une grande dépenſe, & il y a bien de l'apparence que la Compagnie des Indes de France n'a négligé de profiter de la découverte & des lumières de ſon Facteur, dont elle ne pouvoit ſuſpecter l'exactitude, que par l'impuiſſance où elle s'eſt trouvée de faire les dépenſes qu'exigeoit une entrepriſe de cette nature. Il ſemble en effet qu'il n'y a que les forces d'une couronne, qui puiſſent en aſſurer le ſuccés.

Cette entrepriſe demanderoit, pour en rendre le ſuccés infaillible, un grand dépot au Comptoir du Sénégal, d'Hommes, de ſubſiſtances, de munitions de guerre, d'uſteneiles pour la conſtruction des forts & l'exploitation des Mines; de Marchandiſes de traite, de bateaux propres pour remonter les rivières, afin de pouvoir recrûter au beſoin, & aproviſionner ſans ceſſe les détachemens pouſſés en avant; de munitions, de Marchandiſes & de vivres; ainſi que des forts ſucceſſivement conſtruits dans tous les poſtes propres à aſſûrer la route & la domination. On conçoit ſans peine qu'avec de telles précautions on peut non ſeulement atteindre en ſureté aux Mines de Bambuk, mais qu'on peut encore écarter ou ſubjuguer tellement les Nations qui ſont ſur la route depuis le Comptoir du Sénégal juſques à Bambuk, que l'exploitation des Mines de ce Royaume devienne auſſi ſûre & auſſi tranquile que celles des Mines du Mexique & du Perou.

La dépenſe qu'exige une ſi riche conquête, n'en ſuſpendra ſans doute l'entrepriſe en Angleterre que pendant le tems néceſſaire pour la préparer. Quelle que ſoit cette dépenſe, ou quelque énorme qu'on veuille la ſupoſer, elle ne ſcauroit coûter à la Nation Angloiſe autant de dépenſes en Hommes & en Argent, qu'une ſeule de ſes derniéres compagnes en Allemagne; & aſſurément une dépenſe plus grande encore n'eſt point à comparer avec les tréſors qui en ſeroient l'objet.

C'Est

C'Est là que paroit être l'unique ſource dans la quelle l'Angleterre puiſſe puiſer facilement de quoi payer promptement la dette publique, & diſſiper ce facheux contre poids qu'elle a mis elle même à ſa puiſſance, qui ne ſçauroit manquer de la détruire tôt ou tard, ſi on le laiſſoit ſubſiſter tel qu'il eſt. C'eſt peut-être le ſeul moyen de ſupprimer promptement cet excés d'impoſitions qui opprime le gros de la Nation, qui l'affoiblit ſans ceſſe, de ſoutenir & de rendre inébranlable le haut degré de puiſſance au quel elle s'eſt élevée, puiſſance qu'il lui eſt impoſſible de conſerver longtems qu'en ſe débaraſſant du poids deſtructif des dépenſes inmenſes qu'elle a faites pour l'obtenir.

La conquête des Mines de Bambue fairoit ſans doute une ſenſation conſidérable dans le Commerce de l'Europe; cette conquête infailliblement ſuivie en fort peu de tems du payement de toutes les dettes de l'Angleterre, fairoit auſſi une eſpèce de révolution dans la fortune de ſes Créanciers, ſurtout de ſes Créanciers Hollandois ſurchargés par cet événement d'un grand Capital dont l'emploi eſt impoſſible chez ceux, & qu'il leur ſeroit bien dificile de trouver chez l'Etranger à leur ſatisfaction, ſurtout ſi la France profitant de toutes les facilités que lui donne la richeſſe naturelle de ſon fonds, accelleroit de ſon Côté le rembourſement de ſes dettes, & renonçoit à la reſſource ruineuſe des emprunts.

Si l'on ſuppoſe que la richeſſe des Mines de Bambue & des autres contrées de l'intérieur de l'Afrique où les forces & l'induſtrie des Anglois peuvent atteindre, n'exiſte que dans les Rélations de quelques Voyageurs, & que les Négres n'ont apporté aux établiſſemens Européens, que de l'Or ramaſſé ſur le ſable des rivières, la Nation Britannique qui connoit bien tous les désavantages du poids de ſa dette, fera ſans doute les plus grands efforts pour s'en débaraſſer par quelque autre moyen. Que ne doit-on pas attendre des ſentimens qu'inſpire la poſſeſſion actuelle de cette prétendue chimère aujourd'hui preſque réaliſée, de-là Monarchie univerſelle de la Mer & du Commerce? le génie, le caractere de la Nation, le Zèle Patriotique, peuvent produire des efforts qui dans la ſpéculation paroitroient au-deſſus de l'humanité, pour ſoutenir le ton de ſupériorité & de domination que les Anglois ont acquis, & qui eſt à préſent leur Idole.

Les Anglois ont formé un nombre infini d'établiſſemens publics, ils ont élévé quantité de monumens en l'honneur de l'humanité qui ont coûté des milions, par des ſouſcriptions volontaires. Tout citoyen qui propoſe un établiſſement honorable & évidamment utile à la Nation, à former par voye

de ſouſcription, eſt aſſuré du ſuccés de ſon projet. Les ſouſcriptions ſe multiplient à ſon gré. Ce Zéle Patriotique eſt peut-être le fonds le plus riche de la Nation Britannique; ce Zéle excité plus que jamais, dans la Grande-Bretagne, par la haute idée de ſon Empire univerſel, il ne ſeroit pas étonnant de voir cette Nation donner à l'Europe le ſingulier Spectacle du payement de ſa dette par voye de ſouſcription; ſurtout ſi elle voit la France établir, par la bonne adminiſtration de ſes Finances, les fondemens ſolides d'une Caiſſe d'Armotiſſement proportionnée à la richeſſe de ſes reſſources, augmenter les Revenus publics & ſoulager les peuples: car elle peut faire l'un & l'autre.

Ceux qui voudront travailler au bonheur de l'Angleterre, diſoit M. Davenant en 1698, doivent préſenter des projets qui nous mettent en état de payer ſes dettes avant que la France paye les ſiennes. Un autre Calculateur politique propoſa, il y a pluſieurs années, un Plan pour payer les dettes, fort ſimple, & qui trouva beaucoup d'aprobateurs. C'eſt un erreur de croire, diſoit-il, que l'Etat ſoit le débiteur des fonds publics; chaque particulier en doit une ſomme proportionnée à ſes facultés, & paye une portion des intérêts dans les impôts, outre les frais pour la perception de ces impôts; delà il concluoit qu'il ſeroit plus avantageux de faire une répartition du Capital des dettes entre tous les ſujets, & que chacun contribuat d'une ſomme proportionnée à ſes moyens pour éteindre tout d'un coup toutes les dettes publiques.

En effet chaque ſujet à ſa part dans les bénéfices comme dans les charges de l'Etat; dans les avantages qui réſultent de la diminution des dettes, de l'augmentation du crédit public & du Commerce, en un mot dans la proſpérité de la Nation. Ce Plan étoit ſéduiſant au premier coup d'œil, mais il péchoit en deux points importans, qui ſeront toujours un obſtacle inſurmontable à ſon exécution. 1°. En ce que le pauvre Artiſan qui paye une partie conſidérable des impôts néceſſaires pour l'acquit des intérêts de la dette publique, dans les denrées qu'il conſomme annuellement, ſeroit dans l'impoſſibilité de donner tout-à-la fois un Capital proportionné; 2°. il eſt facile de cacher les capitaux qu'on fait valoir, ce qui feroit tomber tout le fardeau ſur ceux dont les biens ſont en évidence ou connus. Mais ſur les mêmes principes le Zéle Patriotique peut ouvrir chez la Nation Britannique une ſouſcription volontaire pour former une Caiſſe d'amortiſſement, & porter cette Caiſſe peut-être à plus de cinq milions par année, & qui ſçait juſques où le Zéle Naturel aux Anglois, à préſent animé par les plus grands motifs, par la certitude d'aſſurer leur proſpérité & de rendre leur Domination

tion inébranlable, peut porter l'étendue d'une contribution volontaire? L'entière libération ſeroit peut-être fort prompte (*a*).

Le Zéle patriotique a fait de grands progrès en France, & l'amour des peuples pour leurs Rois y eſt de tous tems un agent bien puiſſant. On y trouveroit ſans doute dans une forme différente les mêmes Reſſources: & il ſeroit également heureux pour les peuples des deux Etats, que la libération des dettes publiques fut prompte; que des loix ſacrées & inviolables y fermaſſent pour toûjours les Caiſſes des emprunts, & qu'enfin les deux Nations vouluſſent ſe lier, par un Traité de Commerce reciproque qui écartat pour jamais tout ſujet de diviſion, & ne laiſſat ſubſiſter qu'une noble émulation également digne de ces deux Nations. Un traité de Commerce d'où réſulteroit de ſi heureux effets, ſeroit le chef d'Oeuvre de la Négociation, de la politique, inmortaliſeroit les Miniſtres qui auroit élévé un monument ſi utile à l'Humanité, & donneroit vraiſemblablement pour longtems le repos à l'Europe.

Si l'on vouloit ſe donner la peine de péſer les avantages & les désavantages reſpectifs du Commerce rélatif de ces deux Nations & de leurs loix prohibitives, ſans partialité, & avec toute l'exactitude & dans tout le détail qu'exigeroit l'importance de cette matière, on parviendroit ſans doute à la découverté de moyens ſurs d'établir entre elles une balance juſte d'intérêts reſpectifs, qui pourroit être le ſiège ſtable & permanent de leur union. Il n'eſt pas douteux que la liberté d'un Commerce reſpectif entre les deux Nations augmenteroit beaucoup les importations de la France en Angleterre; de ſon Côté l'Angleterre augmenteroit auſſi ſes importations en France. Les prix du marché ſeroient les ſeules limites des avantages de ce Commerce reſpectif; & les desavantages que l'une des deux Nations pourroit en éprouver quelquefois, ſeroient toûjours bien inférieurs à ceux qui réſultent des prohibitions reſpectives, d'une rivalité trop animée, & de ce malheureux germe perpetuel de diviſions & de Guerres, qui ont tant de fois déſolé l'Europe. Car ſi on jette un coup d'œil attentif ſur les Guerres paſſées, on verra que ces deux Nations doivent toutes leurs richeſſes à leur induſtrie, qui n'a point de plus grand fleau à rédouter que la guerre.

(*a*) Tout le Monde voit en gros & à-peu-près la ſituation peu Naturelle de l'Angleterre, mais on ne ſe donne guères la peine d'en Approfondir les cauſes, ni de s'en convaincre par principes. Cependant combien eſt-il intéreſſant pour l'Europe, & ſurtout pour les perſonnes qui ſont à la tête des affaires, d'apprécier au juſte la puiſſance rélative des Etats, & de diſtinguer la force réelle & la ſolide grandeur de ce qui n'en a que l'apparence, ces Sortes de diſcuſſions & les combinaiſons qu'elles exigent, ſont d'autant plus intéreſſantes, que les vues générales de Commerce tiennent de fort près à tous les principes économiques du Gouvernement des Etats.

CHAPITRE IX.

De la Hollande.

SI l'on ſéparoit du Commerce de la Hollande, les retours de ſa Compagnie des Indes Orientales & ſes Pêches du Harang & de la baleine, le Commerce Général de l'Europe ne trouveroit d'autre intérêt dans celui de cette Nation, que l'augmentation d'activité qu'elle donne par ſon économie & ſon induſtrie à la circulation des Denrées, des Marchandiſes & de l'Argent des autres Nations : & cet intérêt eſt très important. D'ailleurs la Hollande les intéreſſe peu par ſes conſommations intérieures, & encore moins par ſes productions naturelles & d'induſtrie. La Hollande eſt a l'Europe à beaucoup d'égards, ce qu'un riche Marchand détailleur de toute ſorte de Marchandiſes, eſt à la ville où il a établi le ſiège de ſon Commerce; qui produit au dehors tous les fruits de ſon induſtrie, & l'approviſionne de toutes les Denrées & Marchandiſes dont elle a beſoin.

LA France a ſçu mettre à contribution toutes les Nations de l'Europe, l'Angleterre même, par l'abondance & l'excellence de ſes productions naturelles, par la culture de tous les Arts, par le gout, le genie & l'induſtrie de ſes habitans, par la variété, la beauté & la perfection de ſes Manufactures. Les Hollandois en ont fait autant par leur Economie, par leur frugalité & leur conſtance dans le travail, & par l'étendue de leur Navigation. Ils ont fait de leur République le premier Marché de l'Europe; ils en ſont les premiers Banquiers. C'eſt à leur Cabotage que les Hollandois doivent le Commerce de fret qu'ils ont ſçu rendre très riche, & les Commiſſions de toute l'Europe commerçante, branche de Commerce très étendue chez eux, qu'ils cultivent avec des ſoins infinis, que l'Etat ne protége pas aſſés aujourd'hui, & dont la richeſſe eſt d'autant plus précieuſe qu'elle eſt aſſurée, ſans risques, & n'exige que de la Droiture, des ſoins & de l'exactitude. C'eſt ainſi que ces deux Nations ont acquis par différentes voyes de grandes richeſſes. Les autres Nations ne doivent oppoſer à des voyes ſi légitimes de s'enrichir, que de l'émulation & les efforts généreux d'une induſtrie ſupérieure: c'eſt la ſeule reſſource que l'équité naturelle indique aux Nations dont le Commerce de la France & de la Hollande peuvent exciter la jalouſie.

LE

Le Cabotage eſt la première branche du Commerce de la Hollande, celle qui occupe la plus grande quantité de Vaiſſeaux, la baſe de toutes les autres branches, & celle qu'il lui importe le plus de conſerver. Le conſervation du Cabotage exige une attention continuelle: c'eſt auſſi le principal objet de ſes traités de Commerce.

Les Hollandois font le Commerce avec toutes les Nations de l'Europe & avec les trois autres parties du monde. Ils tirent les denrées & les Marchandiſes de chez les différentes Nations, & les importent chez eux pour y former les différens aſſortimens qu'exige leur réexportation. Ils achettent à la première main chez la nation qui leur vend à plus bas prix, & vendent à la dernière chez celle qui leur donne un plus grand bénéfice, ou par le prix, ou par des échanges plus avantageux. L'Angleterre eſt la ſeule Nation de l'Europe avec laquelle la Hollande n'a presque qu'un Commerce de Banque où d'Argent.

L'Angleterre s'eſt ſéparée de toutes les autres Nations; elle a rompu avec une hardieſſe unique les liens de toute Société Politique, ſingulièrement avec la Hollande, par ſon Acte de Navigation. Cette loi impérieuſe & hardie en fermant les ports de l'Angleterre à tout Vaiſſeau, qui lui apporte d'autres Denrées où Marchandiſes, que celles du crû de ſa Nation, à mis à ſon égard toutes les autres Nations dans un état de prohibition. A l'égard des Hollandois, ils peuvent exporter de chez cette Nation tout ce qu'elle juge à propos de leur vendre, mais il ne peuvent faire chez elle aucune importation: enſorte que la Contrebande eſt la ſeule voye qui eſt reſtée aux Hollandois pour faire des importations en Angleterre; & cette voye, dont quelques Négocians Anglois ſçavent profiter malgré la rigueur des loix prohibitives, le Commerce de Banque & les intérêts des fonds publics qui appartiennent à des Hollandois, donnent encore une Balance avantageuſe à la Hollande ſur l'Angleterre.

La France eſt au contraire la Nation de l'Europe qui donne le plus d'avantages au Commerce de la Hollande. Les Hollandois font presque toutes ſes exportations, & ſes importations, qui ſont d'une très grande étendue; & ce qui doit paroître très ſingulier, le Négociant Hollandois ſoutient mieux que les Négocians François eux mêmes, le prix leurs propres Marchandiſes, la Concurrence chez les autres Nations par les avantages que lui donne ſon économie, ſon fret & ſes aſſortimens, qu'il forme avec plus de facilité par l'abondance & la variété de ſes Magaſins.

Dans

DANS le ſiècle paſſé un Ambaſſadeur de la République préſenta à la Cour de France, un état des achats que la Hollande faiſoit tous les ans de Denrées & de Marchandiſes de France, qui montoient à plus de trente milions de Florins. C'étoit ſur ce fondement qu'à l'occaſion d'un droit d'Ancrage il prétendoit que la Cour devoit en exempter les Vaiſſeaux Hollandois. Il obtint en effet une exemption. Ce Miniſtre auroit pu ajouter à ſon état une ſomme fort conſidérable d'importations, & une autre encore effés forte pour le bénéfice du fret. En ſorte que cet Ambaſſadeur préſentoit au Miniſtére François la preuve que la Hollande faiſoit pour quarante ou cinquante milions de Florins du Commerce naturel de la France ; ce qui étoit bien plûtôt un raiſon de la ſoumettre au droit impoſé ſur tous les Vaiſſeaux Etrangers, que de lui accorder aucune faveur. L'Ambaſſadeur Hollandois profita habilement du peu de connoiſſances qu'on avoit alors en France ſur les intérêts du Commerce.

TELS furent les motifs qui portérent la France à accorder aux Hollandois des exemptions de droits, qui ne pouvoient manquer d'éloigner les Vaiſſeaux des autres Nations. Ce privilége donna aux Hollandois ſeuls à l'excluſion même des Négocians François, le grand & le petit Cabotage de la France. On ne s'eſt apperçu que bien tard en France qu'en éloignant ainſi de ſes ports les Vaiſſeaux des autres Nations, on s'étoit privé des avantages de la concurrence. Il étoit bien naturel que la France reconnut enfin qu'il étoit de ſon intéret de traiter tous les Vaiſſeaux Etrangers avec une égale douceur; & de ne point ſurcharger ſes exportations de droits qui ralentiſſent les conſommations étrangères.

LES conſommations intérieures que la Hollande fait des productions de la France, ſont fort bornées. La ſeule qui eſt de quelque conſidération, c'eſt celle des Vins, qui ſeroit bien plus étendue, ſi on n'avoit pas introduit en Hollande des Braſſeries de Vins rouges & de Vins blancs dans leſquels il n'entre que de la lie de Vin, qu'on Fabrique, les uns avec des Syrops de Sucre, & les autres avec une Teinture de Cèriſes noires, & qu'on anime avec un peu d'eau de Vie. Cette imitation des Vins blancs d'anjou & des Vins rouges de Bordeaux, porte un grand préjudice à la conſommation des Vins de France, & ruine promptement la ſanté d'une grande partie des habitans des ſept Provinces. Car la conſommation de ces Vins Fabriqués eſt immenſe, & c'eſt peut-être à quoi il faut attribuer la *Colique de poitou*, à la quelle les Hollandois ſont ſujets, maladie moderne, qu'aucun de leurs Medecins ne ſçait guèrir. Il ſemble qu'une Fabrication ſi deſtructive de la Population auroit

auroit du attirer depuis longtems l'attention la plus ſévére des Légiſlateurs. La Hollande intéreſſe infiniment d'avantage l'Allemagne & les Nations du Nord par ſa conſommation immenſe de Bois & de toute ſorte de matériaux pour la conſtruction ; & par celle de la Potaſſe & de toute ſorte de Cendres néceſſaires pour ſes Blancheries, ſes Vérreries & ſes Imprimeries, & pour ſon Commerce d'economie avec la France & les Provinces Autrichienes.

Les intérêts de l'Angleterre & de la France voudroient n'avoir point de concurrence à combattre dans le Commerce du Levant, dans celui des Indes Orientales & dans le Pêche du Harang. Mais l'intérêt Général de l'Europe demande la plus grande concurrence dans ces trois branches, & reproche également à l'Angleterre & à la France, de n'avoir jamais encouragé la Pêche ſur l'unique principe qui la leur auroit rendue floriſſante, qui l'a élevée & ſoutenue en Hollande, & qui conſiſte à ouvrir la porte à l'induſtrie par la plus grande conſommation intérieure, & par le bas prix de la main-d'œuvre, en ſuprimant les droits & les entraves dont cette branche eſt egalément ſurchargée en France & en Angleterre. Ainſi cette branche de l'induſtrie Hollandoiſe eſt d'autant plus précieuſe à l'Europe, que ces deux autres Nations ont négligé d'y augmenter l'abondance d'une denrée d'une grande conſommation. Cependant ces trois branches, le Commerce des Indes, celui du Levant & la Pêche, ont infiniment perdu de leurs richeſſes en Hollande par la concurrence des autres Nations.

Le Cabotage des Hollandois devient plus intérreſſant à meſure que d'autres Nations commerçantes s'efforcent de partager cette branche avec eux : Il en réſulte une heureuſe concurrence qui porte une plus grande abondance dans tous les marchés, & produit chez les conſommateurs toutes les Denrées & les Marchandiſes à un meilleur prix. Cette concurrence ne ſçauroit être trop animée pour le bien général : elle produit un avantage infini dans le détail des intérêts de chaque Nation, par l'activité que cette concurrence donne à la circulation des Denrées, des Marchandiſes & de l'Argent, qui facilite & étend les conſommations, & donne ainſi les plus grands encouragemens à la population, à l'Agriculture & à l'univerſalité de l'induſtrie Européenne. Le Cabotage, cette branche de Commerce qui a pour objet d'établir l'abondance chez toutes les Nations de tout ce qui leur manque, & de les débaraſſer de leur ſuperflu, eſt devenue bien plus utile à l'Europe, depuis l'augmentation de concurrence qu'elle a reçue des villes Anſéatiques, ſurtout de celle de Hambourg, qui ſemble vouloir devenir la rivale d'Amſterdam. Cette concurrence acquerroit des avantages bien ſupérieurs encore, ſi la France ſe livroit

vroit à cette branche de Commerce, & profitoit de toutes les facilités qu'elle a de la cultiver avec ſuccés. La Hollande ſe plaind d'une diminution fort conſidérable dans ſon Cabotage, & cette diminution eſt en effet très ſenſible. On ne doit s'en prendre, ni à la France qui fournit le principal aliment de cette branche de Commerce, ni à la concurrence des villes Anſéatiques; mais aux avantages du Commerce ſur leſquels toutes les Nations ont aujourd'hui les yeux ouverts. Il eſt naturel que les François cherchent à acheter à la première main & à vendre à la derniere, & il n'eſt pas moins naturel que les Négocians qui ſont plus aportée de la premiére main & de la derniere, comme ceux des villes Anſéatiques pour une infinité d'articles, que les Hollandois, en profittent: la Hollande n'a qu'un ſeul moyen à employer pour ſoutenir ou reprendre ſa ſupériorité, qui eſt d'exempter le Commerce des droits de Douane & de poids. Ce n'eſt qu'en donnant des avantages aux Négocians François, qu'on les engagera à donner leurs commiſſions de vente & d'achat à la Hollande. On devroit bien s'appercevoir ici combien un uſage exceſſif du crédit eſt nuiſible à une Nation, ſi pour en ſoutenir le poids, on eſt obligé d'entretenir une impoſition de droits qui lui font perdre inſenſiblement une grande partie de ſon Commerce.

Une autre branche du Commerce de la Hollande préſente encore un intérêt bien important au Commerce de l'Europe, ſurtout à celui de l'Angleterre & de la France. Cet intérêt conſiſte dans la banque que font preſque tous les Négocians Hollandois, principalement ceux d'Amſterdam: non cette partie de la banque qui a pour objet les Traites & Retraites de place en place uniquement pour profiter du bénéfice du change, qu'on nomme *Arbitrage*; les Hollandois ſe livrent peu à une branche ſi délicate, ſi dangereuſe & ſi difficile à ſuivre avec ſuccés. Ils ne font de la banque, que la partie qui conſiſte à donner crédit. Les Négocians d'Amſterdam ouvrent un crédit aux Négocians des autres Nations, ſur les Marchandiſes qui leur ſont envoyées en commiſſion, juſques à concurrence des deux tiers ou des trois quarts de leur valeur: ils acceptent les Traites des propriétaires ou ils leur remettent. Ce crédit donne un grand mouvement au Commerce de l'Europe, par la facilité que les Négocians y trouvent pour renouveller leurs opérations. Ils donnent encore un crédit aux Négocians Etrangers qui leur commettent des achats, pour leur rembourſement, pour le quel ils ne tirent qu'à deux mois & deux mois après l'expedition; ce qui donne aux acheteurs quatre mois de crédit. Enfin les Négocians d'Amſterdam donnent encore un autre crédit aux Négocians Etrangers, qui n'eſt pas moins précieux au Commerce. Il conſiſte à accepter & tirer ſucceſſivement le rembourſement de leurs acceptations, pour

le

le Compte d'autres Négocians. C'eſt une circulation très onéreuſe aux Négocians qui empruntent cette ſorte de crédit; mais indiſpenſable pour ſoutenir de certaines branches de Commerce, qui ont pour objet des Marchandiſes qui s'achettent comptant à la première main, & qui ne peuvent être revendues qu'à de très longs termes; qui cependant exigent & engagent des fonds très conſidérables. Telles ſont les Soies d'Italie & de Piémont. Les Négocians payent comptant leurs achats; & tant en France, qu'en Angleterre, où s'en fait la plus grande conſommation, ils ſont obligés par l'uſage général, de les Livrer à environ deux ans de crédit. La circulation plus ou moins forte que font ces Négocians pour ſoutenir un crédit ſi long, a un gage connu des Négocians d'Amſterdam qui leur donnent crédit chez eux, qui fait leur ſureté; ils ſçavent d'ailleurs que quoique le crédit qu'ils donnent, ſoit fort cher pour leurs commettans, ceux-ci en ſont bien dédommagés par les bénéfices ſupérieurs de ces branches de Commerce qui les oblige d'uſer de ce crédit. Ces branches de Commerce ont beſoin pour ſe ſoutenir & ſoutenir en même tems les Manufactures, d'un ſecours qui ſe trouve dans le Commerce même; c'eſt-à-dire d'un long crédit. Sans ce ſecours les Manufactures ne ſçauroient être approviſionnées de matières premières avec l'abondance & les facilités qu'elles exigent pour ſe ſoutenir dans un état floriſſant. Ainſi cette circulation ne multiplie point les valeurs idéales; les ſignes qu'elle produit dans le Commerce, ont toujours une valeur réelle exiſtante ou dans les Magaſins des Négocians, ou dans ceux des Manufacturiers; & le crédit des Négocians Hollandois qui la ſoutient, eſt un crédit très utile & très précieux au public.

C'est ce crédit dont l'uſage eſt ſi néceſſaire a l'intérêt général du Commerce, qui fait regarder avec raiſon la Hollande comme la Caiſſe de l'Europe. L'uſage continuel de ce crédit n'eſt ni moins utile ni moins précieux au Commerce d'Amſterdam en particulier, non ſeulement par le bénéfice qu'il rapporte naturellement en proviſions de traite & d'acceptations, mais encore par les commiſſions qu'il attire, dont le Cabotage entretient ſans ceſſe les objets en renouvellant continuellement les Magaſins de la ville, des Denrées & des Marchandiſes de toutes les Nations. C'eſt la Pêche, le Cabotage, & cette circulation abondante & continuelle de Denrées & de Marchandiſes étrangères de toute ſorte, qui entretient une nombreuſe population dans les ſept Provinces. Les Provinces même de terre qui cultivent, prennent part à ce grand Commerce par la grande conſommation de leurs productions. Toutes ont des cannaux de Navigation ou des rivières qui leur en facilitent le tranſport à peu de frais, & leur en aſſurent un débouché prompt à un bon

prix; c'eſt ce qui fait que les terres de ces Provinces, quoique médiocres, telles que celles de la Gueldre, qui ne ſont la plûpart que des bruyeres défrichées, rapportent tous les ans deux récoltes. Cette grande conſommation a toujours été le premier & le plus grand encouragement qu'on puiſſe donner à l'Agriculture; aucun autre n'eſt ſi propre à l'animer & à la rendre floriſſante. La majeure partie des impots quoique peut-être plus forts en Hollande que chez aucune autre Nation, étant ſur les conſommations, l'Agriculture n'eſt point trop ſurchargée.

L'EFFET de l'excés des impots n'a détruit en Hollande que les Manufactures, qui y ſont toutes réduites preſqu'entiérement à la conſommation intérieure: & l'excés des impots y eſt forcé, comme en Angleterre & en France, par l'excés de la dette publique qu'on a portée à environ un miliard de Florins. On en rembourſe depuis quelque tems une ſomme aſſés conſidérable tous les ans.

LE Commerce de la Hollande, le fruit d'une grande economie & de beaucoup d'induſtrie, eſt un grand édifice dont les principales fondations ſont hors des limites de ſa domination: c'eſt un édifice qui peut-être par conſéquent facilement ébranlé, même détruit en partie. L'Angleterre s'en eſt déjà approprié une grande partie par ſon acte de Navigation, ainſi que par ſes traités avec la Ruſſie & le Portugal; & peut lui faire perdre encore bientôt celui de Cadix par la facilité qu'elle a acquiſe, de donner telle étendue qu'elle voudra à ſon Commerce Clandeſtin par la jamaïque aux Colonies Eſpagnoles. Les villes Anſéatiques ont déjà pris beaucoup ſur ſon Cabotage, ſur ſon Commerce de banque & de Commiſſion. La Hollande perd en proportion des progrès que les autres Nations font dans le Commerce. C'eſt à ſes dépens en partie que le Roi de Dannemarck a rendu floriſſant celui de ſes Etats. C'eſt principalement à la France que la Hollande doit ſon Commerce de Cabotage. Il ſemble qu'elle ne là conſervé que parceque la France a toujours été occupée de pluſieurs différentes branches de Navigation plus riches, qui lui ont fait négliger juſqu'à ce jour ſon Cabotage & ſon Commerce du Nord. La Hollande ne doit-elle pas s'attendre à ſe voir enlever tot ou tard ſucceſſivement ces deux branches, & même à une grande concurrence dans la Pêche du Harang? la France ſe livrera à ces trois branches de Commerce à meſure que ſon Commerce de l'Amérique deviendra plus réſſérré par la concurrence de celui de l'Angleterre.

LA Navigation du Rhin & de la Moſelle eſt au rang des branches des plus riches

riches de la Hollande, tant par la Traite immenſe qu'elle fait des Bois qui deſcendent par le Neker & le Rhin, des Potaſſes & des Vins du Rhin & de Moſele, que par l'approviſionnement de toute ſorte de Marchandiſes, qu'elle porte aux Villes qui ſont ſur le Rhein, & à Francfort qui eſt un des plus grands Entrepots de l'Allemagne. Le Roi de Pruſſe peut établir quand il le voudra, un entrepôt à Veſel, & donner la Navigation du Rhein à ſes ſujets. C'eſt ainſi que chaque Nation prenant dans la Généralité du Commerce de l'Europe, la portion qui lui appartient naturellement, celui de la Hollande ſe trouveroit bientôt infiniment réduit: mais il eſt très intéreſſant pour toute l'Europe en général, que la Hollande ſoutienne toûjours ſon entrepôt & la ſomme immenſe de crédit qu'elle entretient dans le Commerce, qui ſert infiniment à donner de l'activité à la Circulation des denrées & des Marchandiſes, & à animer & étendre l'induſtrie Européenne.

CHAPITRE X.

Des Pays-Bas Autrichiens.

C'EST aux dépens des Provinces Autrichiennes, pays au rang des plus riches de l'Europe par ſes Productions Naturelles, & dans la plus heureuſe ſituation pour les mettre en valeur, que l'Angleterre à élevé ſes Manufactures de Laine, & la Hollande, la majeure partie de ſon Commerce. Anvers s'eſt vue pendant longtems le premier marché de l'Europe: Amſterdam a pris ſa place, & la Hollande à ſçu réduire la Navigation de cette ville à de ſimples bateaux. L'Azile que l'Angleterre donna autrefois aux ouvriers de Bruxelles & de Louvain lui attira les Manufactures d'étoffes de Laine de ces deux Villes, alors les Manufactures les plus étendues & les plus riches de l'Europe. L'Angleterre à donné chez elle à un fonds ſi riche toute la valeur dont il étoit ſuſceptible; & malgré les progrès de l'induſtrie dans ce genre chez les autres Nations, elle a conſervé juſqu'à préſent une grande ſupériorité.

BRUGES fut le barceau de la Pêche du Harang. C'eſt là que les Hollandois ont appris la manière de le préparer, & c'eſt de là qu'ils ont tiré la Branche de Commerce, dont ils ont fait le premier & le principal fonds de leur puiſſance & de leur richeſſe. Il ne reſte de Pêche à ces Provinces, que celle qui ſe fait à la Rade de Blanckenberg, qui pourroit ſuffire pour approviſion-

viſionner de poiſſon frais, non ſeulement les Provinces Autrichiennes, mais encore les Provinces voiſines, ſans les obſtacles que des droits, une Adminiſtration peu éclairée, mettent ſur la route du produit de cette Pêche qui en reſſérrent infiniment les limites, & donnent ainſi aux pêcheurs de la Zélande le Privilége d'approviſionner ſeuls les Provinces les plus conſidérables des Pays-Bas Autrichiens, pendant qu'on ne devroit pas même y connoitre leur concurrence. La Navigation s'y eſt dégradée au point que le peu de Négocians qui ont des Vaiſſeaux, ne les mettent en mer qu'avec paſſeport & pavillon Hollandois.

Ces Provinces ſituées au milieu des trois Nations les plus commerçantes de l'Europe, avoient une trop grande Concurrence d'induſtrie à combattre, pour pouvoir la ſoutenir ſans le ſecours des ſoins d'une bonne Adminiſtration. Le Pays n'a conſervé que ce que l'induſtrie de ces trois Nations n'a pu lui enléver: ſçavoir la richeſſe de ſon ſol & ſon heureuſe ſituation qui en entretient naturellement la Culture par le grand debouché que cette ſituation donne à toutes les productions; la Fabrique des dentelles, la première pour la beauté, & la plus riche de l'Europe, & les Manufactures de Toiles, qui ſont auſſi l'objet d'une branche de Commerce très riche avec l'Etranger. Ces Manufactures ſe ſont ſoutenues d'elles mêmes. C'eſt un Genre d'induſtrie qui n'eſt pas de nature à paſſer facilement chez l'Etranger. Il n'y a qu'un défaut à corriger aux Toiles, qui leur porte un préjudice infini. Les Négocians qui les font blanchir leur donnent en les faiſant tirer au Tourniquet ſur les blancheries, une longueur artificielle, qu'elles perdent dans l'uſage, & qui en altére infiniment la qualité; ainſi que l'ont obſervé les Italiens: *Queſte tele di fiandra, quando ſi lavano perdono aſſai.* Il y a longtems qu'on a corrigé ce défaut en France par de bons réglemens, & qu'un défaut ſi nuiſible au Commerce, qui aſſure aux Etrangers une grande ſupériorité, auroit du être corrigé de même par l'Adminiſtration, ſurtout à Gand & à Courtrai, les deux principales ſources des Toiles de Flandres.

Les Manufactures de Draps de Limbourg, les ſeules de ce genre qui reſtent aux Provinces Autrichiennes, ſont dégradées par une infidélité ſemblable de la part des Manufacturiers. Ceux-ci donnent auſſi à leurs Draps une longueur Artificielle à force de les tirer à la Rame. Ces Manufactures, ſituées dans un Pays où la main d'Oeuvre eſt à très bas prix, profiteroient des avantages que leur donne la cherté des Draps de Hollande & d'Angleterre, non ſeulement pour la Conſommation intérieure, mais auſſi pour celle d'une grande étendue de l'Allemagne, où elles n'ont aujourd'hui de concurrence

à

à ſoutenir que celle de Verviers, de Juliers & d'Aix la-chapelle, qui ont le même défaut. De bons réglemens & des ſoins éclairés rendroient ces Manufactures fort riches. Les mêmes ſoins éleveroient des Manufactures de pétites étoffes répandues en différens endroits, qui n'auroient beſoin que d'être ſoignées & animées pour fournir à la Conſommation intérieure, & s'étendre au déhors. Ces Provinces ne devroient pas être inondées, comme elles le ſont, de toute ſorte de petites étoffes, de draps fins d'Angleterre, de draps fins & de toute ſorte de petites étoffes de France. La cherté de la main d'œuvre en Angleterre devroit donner ſurtout de grands avantages à l'Adminiſtration actuelle des Pays-Bas Autrichiens pour accellerer les progrès de leurs Manufactures, principalement de celles de toutes ſortes de petites étoffes de Laine, qui ſont celles de la plus grande Conſommation, conſéquament les plus riches, & qu'il eſt ſi facile de rendre floriſſantes en leur aſſurant la Conſommation intérieure.

Le Colza eſt une des plus abondantes & des plus riches productions de la Flandre & du Brabant. On donneroit encore une valeur nouvelle à cette production par l'établiſſement ſi facile des Moulins à huile. Les Hollandois tirent cette graine de ces Provinces, & gagnent ſur elles la main d'Oeuvre qui devroit y reſter.

Le Charbon de Terre eſt dans les Pays-Bas Autrichiens une Production d'une abondance inépuiſable, bornée à la Conſommation intérieure, par un défaut d'attention inconcévable. Il n'y a pas longtems que le Zélande offrit de préferer ce Charbon à celui d'Angleterre, ſi on vouloit l'exempter de tous droits de paſſage, ce qui auroit établi ce Charbon à plus bas prix que celui des Anglois. Cette exemption auroit en même tems mis ce Charbon en état de ſoutenir la Concurrence de celui du Pays de Liège, qui en approviſionne presque toute la Hollande. On ne conçoit pas comment on a pu refuſer un exemption qui attireroit un ſi grand bénéfice, & qui ne priveroit d'aucun profit les propriètaires de ces droits, puiſqu'en l'état ils n'en perçoivent aucun ſur le Charbon ſortant, attendu que ces droits en empêchent la ſortie. Ici l'intérêt Particulier porte un grand préjudice au public, ſans procurer aucune ſorte d'avantage à ceux qui oppoſent leur intérêt.

Ces Provinces fourniſſent les Terres des Manufactures de fayence & de Pipes de la Hollande, dont il s'y fait une Conſommation très étendue. C'eſt encore une branche d'induſtrie, qu'il ſeroit bien facile de conſerver dans les Provinces Autrichiennes, & qui y ſeroit plus riche qu'en Hollande, puiſqu'elles ont la matière première & la main d'Oeuvre à meilleur marché.

Les

Les Négocians de Bruges ont ſouvent demandé un encouragement bien ſimple qui les auroit mis en état de réléver leur Pêche du Harang. Le prix ordinaire du Baril de Harang de Hollande eſt de 20 Fl. ils ont demandé en dernier lieu que l'entrée de ce Harang fut ſoumiſe à des droits qui ſoutinſſent toûjours le prix au-deſſus de 16 Fl. le Baril, à cette condition ils offroient d'approviſionner le Pays du leur: & il ne faut pas douter que cette Conſommation intérieure aſſurée, la Pêche du Harang à Bruges ne ſe rélevât & ne devint Floriſſante en peu d'années ſi on lui à accordoit une ſi légére faveur.

Les reſſources du Commerce ſont infinies pour un Pays dont les productions Naturelles ſont riches, dont la ſituation eſt l'une des plus avantageuſes de l'Europe, qui a déjà un fonds d'induſtrie qui ne demande qu'une protection éclairée pour s'accroitre, & ſurtout dans un tems où l'induſtrie des Nations voiſines a enchéri tous ſes Ouvrages.

CHAPITRE XI.

De L'Allemagne en Général.

L'Esprit de Commerce à fait des progrès en Allemagne; mais cette partie de l'Europe eſt plus Généralement occupée de la Culture de ſes productions Naturelles, que de Manufactures & de Navigation. La plus grande partie des Allemands ne ſont pas même aportée de connoitre d'autre Commerce que celui de leurs Conſommations intérieures, & ſont un des grands Domaines du Commerce de la Hollande qui leur porte toutes les denrées & les Marchandiſes qui leur manquent, & reçoit en payement leurs Vins, leurs Bois, leurs Fers, leurs Potaſſes, &c.

La plupart des Souverains d'Allemagne regardent aujourd'hui le Commerce comme la ſource de la félicité des peuples, comme un moyen ſur d'enrichir leurs Etats. Mais cette attention, trop générale & trop vague, eſt bornée à des vues, à de ſimples projets qui reſtent incertains & ſans exécution. Les principaux Miniſtres ne peuvent que très difficilement entrer dans les détails qu'exige l'Adminiſtration du Commerce, pour le rendre Floriſſant; & il manque preſque partout des Subalternes inſtruits de la théorie & de la pratique du Commerce, dignes par leurs lumières, leur zèle & leur déſintéreſſement, d'être

d'être l'œil du Maitre & du Miniſtre, & capables d'aſſurer en détail les ſuccès de chaque branche, en appliquant à propos l'autorité, la protection & tous les encouragemens néceſſaires. Telle eſt la principale cauſe qui perpétue dans une grande & riche partie de l'Allemagne, l'Empire de l'induſtrie Etrangére.

Des Miniſtres tels que l'illuſtre Colbert dans les Cours d'Allemagne, & Maitres, comme celui-ci le fut en France, de leurs départemens, portéroient un préjudice immenſe aux Manufactures de France & d'Angleterre, en excitant, en élévant l'induſtrie, ce qui eſt facile dans des Pays bien cultivés & riches en productions naturelles; & l'Allemagne deviendroit ſans doute la patrie des Arts. Son Commerce extérieur ſeroit bien-tôt tiré de la main des Hollandois. On leur ôteroit la Navigation du Rhin, de la Moſelle, de l'Elbe & de l'Embs. On ne leur laiſſeroit du Commerce de l'Allemagne, que le fret maritime, des droits de Magaſinage, de reception & d'expédition: de tels Miniſtres remettroient de l'ordre dans les Finances des petites Cours d'Allemagne, en ſuprimant une multitude d'Officiers créés par le faſte, & en rendant utiles à la patrie des Hommes qui par état n'y ſont que nuiſibles.

Il eſt peut-être néceſſaire pour le bien général, que l'induſtrie Européenne trouve dans une grande étendue de Pays, des Conſommateurs qui ne ſoient que Conſommateurs, & que toutes les Nations ne faſſent pas tout le Commerce qu'elles pourroient faire.

Il faut cependant avouër en l'honneur de l'Humanité, qu'il n'eſt point aujourd'hui de Contrée en Europe tout-à-fait ſans induſtrie. Chaque Pays à une induſtrie qui lui eſt propre, une induſtrie locale, c'eſt-à-dire rélative à ſon climat & à ſes productions naturelles. Ne ſeroit-il point de l'avantage des Etats Commerçans, que cette ſorte d'induſtrie fut portée chez chaque Nation à ſon plus haut point de perfection. Il n'eſt pas douteux que c'eſt cette induſtrie qui a introduit le luxe juſques dans des parties de l'Europe, dont les Habitans différoient encore fort peu au Commencement du dernier Siècle des ſauvages de l'Amérique.

Le luxe ſuit les progrès de l'induſtrie, & c'eſt ſurtout le luxe qui étend les Conſommations, & qui multiplie à l'infini le Travail, les objets & les Opérations du Commerce. On doit donc régarder les progrès de l'induſtrie comme de nouvelles Conquétes que fait le Commerce de l'Europe. C'eſt à ces progrès que le Commerce eſt rédevable de l'immenſe Conſommation qui s'accroit tous les jours, de toutes les Productions de la Nature & de l'Art.

CHAPITRE XII.

Du Palatinat.

PARMI les Pays qui ne ſont point encore au Nombre des Etats Commerçans, & que la nature ſemble cependant avoir deſtinés à être le domicile des Talents, des Arts, & du Commerce, en leur donnant les avantages de la plus heureuſe poſition, le Palatinat occupe le prémier rang. Mais un ſiècle peut à peine ſuffire pour rétablir dans ſon prémier état, un Pays dévaſté par le fer & le feu, comme le fut le Palatinat en 1664, par le Maréchal de Turenne. Il a fallu y rappeller les anciens Habitans, y en attirer d'Etrangers; Conſtruire, défricher de nouveau, tout réparer ou créer, former, pour ainſi dire, une Nation.

LE Palatinat eſt compoſé de dix-neuf grands Bailliages: les uns à la droite, & les autres à la Gauche du Rhin qui traverſe le Pays. Sa poſition eſt des plus heureuſes pour le Commerce: le Rhin lui ouvre des Communications faciles depuis Bâle jusques à Rotterdam & Amſterdam; & le Neker qui ſe jette dans le Rhin à Manheim, la Mozelle qui s'y jette à Coblens, & le Mein à Mayence, étendent encore la Navigation du Palatinat à la Droite & à la Gauche, & plus Avantageuſement à la Droite dans un Pays inmenſe, comme la Suiſſe, la Souabe, la Bavière, la Françonie, la Heſſe, &c. A cet avantage, le Palatinat joint celui du Climat, d'un Sol généralement bon, & d'une fertilité ſi prodigieuſe, qu'on nomme Communément le Pays, *la Terre promiſe* ou *la Lombardie de l'Allemagne*.

L'AGRICULTURE, la première baſe du Commerce, à été le prémier objet des ſoins du Gouvernement, & a fait les plus grands progrès dans le Palatinat. La Culture des Terres & la Population y ſont dans un état auſſi floriſſant, que dans aucun autre endroit de l'Europe. Les Grains de toute eſpèce, les Beſtiaux & les Vins ſont ſes principales richeſſes, & il fournit à l'Etranger un ſuperflu fort grand & fort riche.

ON y fait une grande quantité d'huiles de navette, de noix & de Paynes. Le Tabac eſt une des productions des plus abondantes & des plus riches. On en recueille environ trente mille quintaux tous les ans. Les Meuriers & les Vers à ſoye y ont réuſſi auſſi bien qu'en France. Pluſieurs Cantons

tons ſont déjà plantés, & cette Plantation ſera bientôt étendue dans tout le pays par les ſoins du Gouvernement. Le Lin, le Chanvre & les Laines y ſont en abondance & d'une excellente qualité. Ces productions de première & de ſeconde néceſſité, ne ſauroient être trop abondantes pour l'intérêt général de l'Europe & pour le Commerce. Nous devons voir ſurtout avec plaiſir l'étendue prodigieuſe que l'induſtrie donne depuis pluſieurs années à la Culture de la ſoye, dans une grande partie de l'Europe, & les progrès qu'elle a faits dans les Climats même qu'on n'en croyoit pas ſuſceptibles. On peut eſpérer que cette Culture s'élévera au point de détruire ou de réduire infiniment l'importation ruineuſe pour l'Europe, des Soyes des Indes & du Levant. C'eſt ainſi qu'un Souverain en encourageant ſurtout l'induſtrie qui s'occupe à étendre les productions naturelles dont ſes Etats ſont ſuſceptibles, accroit ſes richeſſes, augmente en même tems celles de l'Europe, & rend des ſervices infinis à la grande patrie.

Le produit des Laines & des Beſtiaux reçoit tous les jours de grands accroiſſemens par les ſoins que le Gouvernement a pris de faire améliorer les prairies naturelles, & d'introduire l'uſage des prairies artificielles. Les Bois ſont encore une grande richeſſe dans le Palatinat, & d'autant plus précieuſe, que cette production naturelle n'eſt pas abondante en Europe en raiſon de ſa Conſommation qui ne ceſſe de s'y accroitre. C'eſt en partie du Palatinat que les Hollandois tirent le beau bois de Chêne qu'ils vendent à la France, où il n'eſt connu que ſous le nom de bois de Hollande, dont on fait les plus beaux Ouvrages de Menuiſerie.

Le Palatinat eſt dans l'indépendance des Etrangers pour le Sel. ſes Salines ſont aſſés abondantes pour en fournir au déhors. Il a des Mines de vif Argent de la qualité la plus parfaite, dans leſquelles on trouve un aſſés grande quantité de Cinabre, que les Négocians de Francfort achettent, & font paſſer en Hollande & en Angleterre.

Il eſt une autre Production dans le Palatinat que la Nature contient dans la Médiocrité, & dont l'abondance ſeroit peut-être plus nuiſible qu'utile: c'eſt l'Or qui ſe trouve depuis la Frontière de l'Alſace, juſqu'à Manheim dans le ſable ſur les Bords du Rhin. Son Alteſſe Séreniſſime Electorale fait ramaſſer cet or qui eſt à 22 Karats, & en fait frapper des Médailles; on en a Frappé autrefois des Ducats avec cette inſcription:

Sic Fulgent littora Rheni.

Telles ſont les principales Productions du Palatinat, auxquelles une induſtrie naiſſante & bien protégée donne déjà beaucoup de nouvelles valeurs.

CHAPITRE XIII.

De la Saxe (a).

Les moyens de rétablir la Saxe & de la rappeller à ſon Etat floriſſant (b).

IL eſt indiſpenſable de former un Plan d'Adminiſtration qui embraſſe également toutes les reſſources de l'Etat; la population, l'Agriculture, l'induſtrie & le Commerce; qui en encourageant ces quatre Branches, aſſure la libération progreſſive des dettes de l'Etat, en Soutienne les Charges ordinaires, qui pourvoie aux moyens de réléver & ſoutenir la Nobleſſe & l'état Militaire, & qui préſente les loix ou Réglemens qu'exige l'exécution de ce Plan, dont on ne peut attendre de ſuccès qu'avec le ſecours d'une bonne Légiaſlation.

IL n'y a peut-être point de Nation chez laquelle on doive attendre du Gouvernement un Plan de cette Nature. Les affaires courrantes occupent trop les Miniſtres pour leur laiſſer aſſés de tems à donner au détail qu'il exige. On croit qu'en Saxe ce Plan doit-être formé, préſenté & ſoutenu, par le corps de la Nobleſſe, ſur les différens Mémoires qu'il doit ſe faire remettre.

LA ſituation de la Saxe eſt une époque unique dans l'Hiſtoire de l'Europe, que le Corps de la Nobleſſe ne manquera pas de ſaiſir pour s'inmortaliſer. C'eſt ici l'occaſion pour les Nobles de ſe montrer à toute l'Europe vraiment dignes de leur illuſtre naiſſance, & d'acquérir en ſe rendant les bienfaiteurs de la Patrie & de l'Humanité, la gloire la plus ſolide, & le titre honorable de reſtaurateurs de la Patrie. L'Europe entière va avoir les yeux ouverts ſur les démarches de ces illuſtres Citoyens: & ne leur ſera-t-il par facile, après avoir formé un Plan de Reſtauration digne de leurs lumières, de leur généroſité, de leur Amour pour la patrie & pour leur Souverain, d'obtenir des loix qui en aſſurent l'exécution & le ſuccès? La gloire du Souverain & celle de ſon Miniſtre y ſont trop intéreſſées pour douter du ſecours de la légiſlation ſur un Plan formé, préſenté & ſoutenu avec fermeté, par un Corps ſi reſpectable.

LA

(a) Ce Chapitre eſt la réponſe qui fut faite par l'Auteur de cet Ouvrage à la Lettre d'un Miniſtre de la Cour de Saxe, auprès d'une Cour Etrangére, du 24 Fevrier 1763. par laquelle ce Miniſtre lui demandoit ſon avis ſur les moyens de rétablir la Saxe.

(b) L'Intérêt général de l'Europe demande que chaque Nation ſe ſoutienne dans ſon Etat Naturel. Cet intérêt eſt ennemis de toute deſtruction.

Digitized by Google

LA population, la Culture des terres, l'induſtrie, le Commerce, qui ſont la vraie ſource des forces de l'Etat, méritent la première attention. Il faut rappeller les Cultivateurs & les Artiſans que les calamités publiques ont fait déſerter. L'amour de la patrie, naturel à tous les Hommes, & d'une patrie, dont le Climat eſt heureux, le ſol fertile & le Gouvernement doux, eſt un premier attrait bien puiſſant pour attirer tous les refugiés. On peut s'en aſſurer l'effet, ſi on y ajoute une loi de rappel qui leur donne quelques encouragemens.

POUR rédiger une telle loi de maniére qu'elle contienne des encouragemens ſuffiſans, & que cependant elle ne contrediſe point les loix fondamentales, & ne ſoit point un obſtacle aux autres précautions qu'exige le rétabliſſement, il faut bien connoître le local, les loix de l'Etat & le génie des habitans. Car il ne faut point en édifiant d'une main, détruire de l'autre.

ON pourroit peut-être propoſer avec un grand ſuccés, 1. d'exempter les Cultivateurs dont les terres ſont en friche, de tout impôt pendant un année ou deux; 2°. leur donner, ſoit en prêt ou gratuitement, la quantité de Beſtiaux néceſſaire pour s'établir ſur leurs terres, & de quoi réparer ou conſtruire, à ceux dont les maiſons ont été ruinées ou détruites; 3°. accorder pour un an ou deux des exemptions perſonnelles aux Artiſans, ſurtout à ceux qui travaillent aux Manufactures. Les encouragemens demanderoient l'établiſſement d'une Caiſſe, dont on pourroit former l'état de dépenſe à peu près juſte: & on préſume que cette Caiſſe n'ayant que de petits objets à remplir, n'exigeroit qu'une ſomme modique.

LES Cultivateurs & les Artiſans rentrès dans la patrie & animés par de petits encouragemens, toutes les Manufactures réprendroient promptement leur ancienne activité. La protection, quelques Marques de diſtinction accordées aux Manufacturiers & aux Négocians, ſeroient enſuite des encouragemens très utiles; mais ils ſeroient déjà naturellement portés à reprendre les Manufactures par le bénéfice qui réſulte du bas prix des matières premières & de la main-d'œuvre. On peut Compter ſur ce bas prix, qui eſt la première & la principale baſe du ſuccés des Manufactures, les Cultivateurs & les artiſans rappellés: & il faut regarder ici la rareté & la cherté de l'Argent, comme une circonſtance qui favoriſe infiniment l'induſtrie & toutes les Manufactures, parceque la cherté de l'Argent avilit la main-d'œuvre, les matières premières, & toutes les choſes néceſſaires à la vie; d'où il ſuit que les fruits de l'induſtrie l'emportant par-tout dans la concurrence par le bas prix, & trou-

vant ainſi le plus grand debouché chez l'Etranger, l'induſtrie en devient plus active, & ne ceſſe de s'accroître & de multiplier de plus en plus ſes productions.

On croit la Manufacture des Toiles, l'une des plus précieuſes de la faxe. Ou la rendroit bien-tôt floriſſante en aſſignant des prix dans la caiſſe dont on a parlé ci deſſus, aux cultivateurs du Lin, aux fileuſes & aux tiſſerans, à l'exemple de l'Irlande, où l'on a longtems ignoré la Culture du Lin, & où par cette petite attention, on a porté le produit des Toiles à plus de 2 milions Sterl. par année. On pourroit traiter de même les Manufactures d'étoffes de Laine avec un grand ſuccés.

Les autres Manufactures peuvent être relevées en ſuivant les mêmes principes, en donnant toujours la préférence à celles qui ſont de premier beſoin, de la plus grande conſommation, & qui employent le plus de matières du crû.

Ces premières opérations ſeront le fonds d'un Commerce riche en proportion de leurs ſuccés. Le bénéfice animera & étendra ſans ceſſe l'exportation; & la conſommation intérieure & extérieure ne ceſſera d'accroître l'induſtrie. Le Commerce demande ici une ſeule attention, mais qui eſt eſſentielle; qui eſt, 1°. de ne point charger les Denrées du crû, ni les productions de l'induſtrie, de droits de ſortie ou de conſommation qui en augmentent le prix au point de leur faire perdre chez l'Etranger les avantages de la concurrence. Il eſt aiſé de ſavoir les prix dans les marchés Etrangers, & de règler ſur ce principe les droits qu'on peut impoſer; 2°. d'impoſer des droits d'entrée ou de conſommation ſur les Denrées & Marchandiſes étrangères qui entrent en concurrence dans la conſommation intérieure avec celles du crû. Car la premier & le plus important encouragement à donner à l'induſtrie, c'eſt de lui aſſurer le privilége excluſif de la conſommation intérieure autant qu'il eſt poſſible, & cela ne doit jamais ſe faire par des prohibitions d'entrée qui ſont la ſource de la Fraude, mais par des droits qui donnent une valeur ſupérieure qui aſſure l'avantage de la concurrence aux Denrées & Marchandiſes du crû. Il faut ajouter à cette faveur une exemption entiére de tous droits ſur les matières premières, que les Manufactures ſont obligées de tirer de l'Etranger.

Ce ſont là les ſeuls moyens de prevenir la concurrence de l'Etranger, & même tous les efforts de ſa politique.

La

La population, la culture des terres & l'induſtrie, ſont les vraïes & les ſeules ſources de l'impôt. Ainſi en cherchant les moyens de rétablir la Finance ou de l'améliorer, il eſt eſſentiel de commencer par en établir & entretenir les ſources. Si on les perd de vüe, quelques réglemens qu'on faſſe en faveur de la Finance, on la détruit, on affoiblit ou l'on târit ſes ſources, & toutes les opérations portent à faux: le peuple eſt vexé & pauvre, & la Finance reſte ruinée.

Dans les réglemens à faire ſur cette branche de l'Adminiſtration, il faut concilier l'extrême douceur que le rétabliſſement de l'Agriculture & de l'induſtrie exigent, peut-être pendant pluſieurs années, ce qui doit néceſſairement diminuer le produit ancien des revenus publics, avec la néceſſité de ſoutenir les charges ordinaires & indiſpenſables de l'Etat, avec une Caiſſe d'encouragement & la néceſſité de pourvoir en même tems à l'acquittement des dettes de l'Etat.

Pour concilier ces differens intérêts qu'il eſt ſi dangereux de mettre en contradiction, & établir un ordre qui les ſoutienne également, il faut connoître à fonds la Nature de chaque branche des revenu publics, le montant, la manière d'en faire le récouvrement, & porter une extrême attention ſur le détail; il faut en faire la balance avec les charges ordinaires & les dettes publiques, en ſuprimer tout ce qui eſt deſtructif, & chercher des reſſources dans l'économie.

Ce n'eſt qu'après cette opération bien faite, qui exige une connoiſſance exacte du local, & après les réglemens qu'elle demande, qu'on peut déterminer l'établiſſement d'une Caiſſe d'encouragement, d'une Caiſſe pour les charges publiques, & d'une caiſſe d'amortiſſement pour l'acquit de la dette de l'Etat.

La balance fera connoître les limites qu'on doit donner à ces trois Caiſſes, & ſans doute l'inſuffiſance du revenu public pour entretenir la Caiſſe d'amortiſſement au degré de richeſſe néceſſaire pour procurer une prompte libération.

Les deux premières Caiſſes demandent la préférence. Cette préférence eſt fondée ſur le *ſalus populi*, la loi fondamentale de toute Adminiſtration.

Lorsqu'on aura conſtaté par une balance exacte l'inſuffiſance du fonds de la Caiſſe d'amortiſſent pour ſoutenir en même tems le payement des arrérages,

rages, le haut intérêt de la dette publique, & quelques rembourſements ſur le capital, il faudra bien céder à la loi de la néceſſité, la plus impérieuſe de toutes les loix, faire une réduction des intérêts à venir, cumuler les arrérages avec le principal, en aſſignant un rembourſement progreſſif ſur le principal.

Cette opération doit être telle que les Créanciers la feroient eux mêmes, s'ils le pouvoient, pour ne pas perdre leurs Créances, aux quelles l'Etat ne peut donner de ſureté que par cette Adminiſtration. Car ſi on en uſe autrement, leur gage dépérit, ou reſte dans l'inſuffiſance actuelle, & tout eſt perdu pour eux.

La réduction des intérêts doit-être telle que l'exige la ſolidité de l'opération. Fut-elle portée a 2 ou 2½ p%, ſur les motifs ci-deſſus, on ne doit point en rédouter l'effet. La France, la Hollande & l'Angleterre etoient bien éloignées d'avoir des motifs auſſi légitimes que la Saxe, lorſqu'elles ont fait, l'une une reduction forcée, & les deux autres des reductions qui ne paroiſſoient pas forcées, mais qui ont eu le même effet. Outre que la néceſſité écarte l'injuſtice, un Etat qui en aſſurant le rembourſement total de ſes dettes, en met les intérêts ſur la pied de celles de Hollande & d'Angleterre, fait-il une injuſtice réelle?

La nobleſſe a beſoin des mêmes ſecours que l'Etat. Ses terres dégradées, les intérêts de ſes dettes accumulés par l'effet inévitable d'une calamité publique, demandent le ſecours de la légiſlation. Le gage de leurs Créanciers a perdu de ſa valeur, il faut le rétablir; il a été degradé par une force majeure, qui doit affecter auſſi le Créancier. Il n'y a point de débiteur plus rigoureuſement obligé qu'un fermier; cependant une force majeure, telle que la grêle, ou la guerre, le libére en vertu de la loi, parcequ'il n'a pas joui & qu'il eſt ruiné. Sur ce principe de l'Equité naturelle toutes les dettes peuvent être converties en rentes conſtituées, les intérêts réduits ſur le pied de ceux des fonds publics; & l'on pourroit ſe porter même juſqu'à la ſuppreſſion des arrerages tant de la dette publique, que des dettes particuliéres. Seroit-il juſte que de tous les poſſeſſeurs de biens en Saxe, les rentiers fuſſent les ſeuls qui n'auroient point ſouffert des dévaſtations de la guerre? l'Equité naturelle veut que toute ſorte de nature de biens contribue à ſoutenir le poids des calamités publiques.

Ce moyen ſera-t-il ſuffiſant pour rélever & ſoutenir la nobleſſe? il ſeroit à déſirer

déſirer qu'il y eut une loi qui n'admit que des Nobles dans les emplois Militaires, de juſtice, de Finance & dans les affaires étrangères. Si la Nobleſſe regardoit ces emplois, comme une partie de ſon patrimoine, elle ſe rendroit capable des le remplir tous avec diſtinction; toujours dignement occupée du ſervice de l'Etat, cette occupation même lui donneroit plus de facilité pour ſe ſoutenir.

La nobleſſe rétireroit un avantage infini d'une loi ſomptuaire; elle ſe feroit un grand honneur en la demandant; & une loi ſi ſage rendroit encore plus reſpectables toutes les autres démarches que feroit le Corps de la nobleſſe. Cette loi devroit avoir pour objet la parure, les Domeſtiques & les Equipages pendant un certain nombre d'années. Toute dorure devroit-être prohibée, & les habits réduits rigoureuſement aux étoffes ſimples & unies. Il en reſulteroit une heureuſe economie, & un ornement infiniment plus honnorable que les réecherches d'un luxe mépriſable & ruineux, puiſqu'il annonceroit l'amour du bien public & de la proſpérité de l'Etat.

Les mauvaiſes monnoies, c'eſt-à-dire celles qui ſont extraordinairement chargées d'alloi, ne ſont préjudiciables, lorſqu'elles ſont connues, qu'a l'Etat qui les produit. Les autres Etats n'ont aucun égard à leur valeur numéraire, & les réduiſent à celle que leur donnent leur titre & leur poids, en les recevant comme Marchandiſe. La Saxe ne peut manquer de faire une bonne opération en adoptant cet uſage de la Hollande, de la France & de l'Angleterre, par une loi qui réglera ſur ce principe la valeur de toutes les monnoies étrangères rélativement à la valeur numéraire de ſa monnoie légale qui doit être invariable. Après cette précaution, la Saxe pourra recevoir toute ſorte de monnoies étrangères ſans perte; & ſes Négocians trouveront un grand bénéfice ſur la mauvaiſe monnoie, lorſqu'ils feront des payemens réels aux Etats qui les produiſent.

Il faudroit avoir ſous les yeux le tableau du récouvrement ou perception des impots, pour être en Etat de le corriger, s'il y a des vices dans cette partie de l'Adminiſtration, & d'indiquer une forme de régie la moins onéreuſe aux peuples, la moins diſpendieuſe & la plus utile à l'Etat.

L'Agriculture & l'induſtrie doivent également contribuer aux charges de l'Etat; mais on chercheroit inutilement les moyens d'établir ſur cette matière une juſte proportion. Il eſt impoſſible d'y atteindre. Les terres & les maiſons ne peuvent contribuer que par une impoſition réelle, qu'il eſt

poſſible de rendre a peu près juſte, mais l'induſtrie ne peut contribuer que par une Capitation, impot ſujet à une grande inégalité, & par des droits ſur les conſommations.

L'ETABLISSEMENT des droits ſur les conſommations demande de grands ménagemens pour ne les pas rendre deſtructifs. Dans la ſituation actuelle de la Saxe on ne ſauroit apporter trop d'attention ſur ces droits, s'ils y ſont établis, pour ſupprimer tous ceux qui affectent les premièrs beſoins, qui pourroient enchérir les choſes néceſſaires à la vie, parconſéquent la main-d'œuvre, les Manufactures, & nuire à l'induſtrie & au Commerce. Si les droits ſur les conſommations y ſont inconnus, il-y-a une néceſſité indiſpenſable d'en établir pour favoriſer le Commerce & l'induſtrie nationnale. On les fovoriſera infiniment en mettant des droits d'entrée ſur toutes les Denrées & Marchandiſes étrangères de Luxe, ou qui entrent dans l'Etat en concurrence avec celles de ſon crû.

ON peut d'ailleurs traiter comme une branche des revenus publics très précieuſe, des droits d'entrée ou de conſommation ſur les Sucres, le Thé, le Caffé, & ſur tout ſur le Tabac.

CHEZ toutes les Nations les rentes ſur l'Etat & ſur les particuliers, ſont une nature de biens odieuſe, à charge & deſtructive de la Population, de l'induſtrie, du Commerce & de la Finance. Pourquoi ne mettroit-on pas un impôt rigoureux ſur cette nature de biens? On en a mis un depuis longtems en Hollande ſur les obligations de l'Etat. Au lieu de 3. p$^{c}_{o}$ d'intérêts, on ne paye que 2½ p$^{c}_{o}$. on retient un demi p$^{c}_{o}$ d'impot.

A l'egard des Négocians, il ſeroit à déſirer qu'on put admettre la loi de Hambourg, ſuivant la quelle chaque Négociant porte dans une Caiſſe publique la ſomme à la quelle il ſe taxe lui-même ſuivant ſon honneur & ſa conſcience, & la jette dans la Caiſſe, ſans que perſonne puiſſe en connoître le montant, ni aprouver ni désaprouver. La République ſe trouve très bien de cette loi.

LA Steuër ne peut-être regardée comme une banque dont il importe à l'Etat de rélever ou de conſerver le crédit. Il ne faut la conſidérer que comme une Caiſſe d'emprunt qu'il faut tenir toujours fermée, à la quelle il faut oppoſer une Caiſſe d'amortiſſement; & les actions, comme des titres de créance ſur l'Etat, qu'il faut éteindre.

Le crédit de l'Etat réſultera naturellement de l'exécution d'un bon Plan d'Adminiſtration, qui rétablira ſa richeſſe & le rappellera à ſon ancien embonpoint.

Un ſeul moyen rélèveroit dans le moment le crédit de la Steuëre: ce ſeroit le payement actuel de tous les arrèrages, ſans aucune réduction. Mais la ſituation de la Saxe eſt telle que ce moyen, s'il étoit praticable, n'auroit qu'un effet momentané; il ne réleveroit le crédit, que pour le faire perdre bientôt après avec plus d'éclat. Se ſerviroit-on de ce crédit pour faire de nouveaux emprunts? ce ſeroit chercher à accroître le poids d'un fardeau actuellement trop onéreux, & mettre l'Etat dans l'impoſſibilité de ſe libérer & de rélever l'Agriculture, l'induſtrie & le Commerce.

L'Etat Militaire demande moins d'attention dans ce moment, vint mille Hommes de Troupes réglées ne mettroient pas l'Etat à l'abri de l'inſulte d'un voiſin inquiet, & cependant la dépenſe de leur entretien ſeroit un obſtacle à la reſtauration. Il ſemble que cet Article devroit être réduit uniquement à ce qu'exige pendant quelques années une ſage prévoyance, pour ſe donner le tems de jetter les fondemens d'une Caiſſe Militaire capable d'entretenir dans la ſuite un Corps de Troupes reſpectable. Un Corps actuel d'excellents Officiers & un fonds modique de bons Soldats bien Excercés & bien Diſciplinés, ſuffiſent pour ſervir dans quelques années à former rapidement tel Corps nombreux de bonnes Troupes que l'on voudra.

Il ſeroit enfin de la gloire du Corps de la nobleſſe & d'un avantage infini pour la patrie, de former un Commité permanant de ſeigneurs qui s'occuperoient de tous les objets qu'on vient de parcourrir, ſi intéreſſants pour l'Etat & pour l'Humanité.

CHAPITRE XIV.

Des Etats du Roi de Pruſſe.

Les Arts, tous les talens, ſont à Berlin comme dans leur patrie: c'eſt là qu'ils ſe ſeroient refugiés, s'ils avoient été bannis des autres Etats de l'Europe. Aucun Souverain n'a réuni en ſi peu de tems dans ſes Etats, une

ſi grande ſomme d'induſtrie en tout genre: & ſeroit-il poſſible que l'immortel Philoſophe de Sanſouci qui a ſçu faire des tableaux ſi intéreſſans des richeſſes de l'induſtrie, des avantages précieux des Arts, & donner de ſi belles Leçons des vertus les plus néceſſaires aux Souverains & à leurs Miniſtres pour aſſurer la félicité des peuples & la proſpérité des Etats, ne donnat pas au Commerce de ſes ſujets toute l'étendue dont il eſt ſuſceptible? Frederic n'a point de petites vues; il connoit tous les avantages d'un grand Commerce. Il rétablira ſans doute la Compagnie d'Embdem. Il accroîtra la Navigation de ſes ſujets dans ſes ports de Mer, ſur l'Elbe & ſur le Rhin, & ſurtout la part qu'ils ont au Commerce de Cadix par la richeſſe des Toiles de Siléſie & de Veſtphalie, que ſa protection peut augmenter encore: il accroîtra les Domaines du Commerce de l'Europe.

CHAPITRE XV.

De la Hongrie.

IL y a peu de pays plus propres à fournir de plus riches productions & plus d'abondance au Commerce de l'Europe, que le Royaume de Hongrie; ſi les Seigneurs de ce Royaume vouloient ou ſçavoient en protéger la Culture. Attendu l'excés d'abbandon auquel la Culture de ce Royaume eſt réduite depuis des ſiècles, il ne faudroit rien moins que le concours unanime de tous les propriétaires des terres pour animer les Cultivateurs, pour les engager à donner au terrain le plus fertile de l'Europe, le plus facile à cultiver, toute ſa valeur; & il ne faudroit dans ce pays qu'une Culture même médiocre pour le rendre prodigieuſement abondant. Il n'y a dans l'état actuel de ce Royaume, que deux ſortes de productions naturelles, dont l'Impératrice Reine pourroit très facilement tirer de grands avantages, en ajoutant en même tems au Commerce de l'Europe deux Articles fort riches.

AUCUN pays n'a des Pâturages plus gras & plus étendus: les plus beaux, les plus grands & les meilleurs Bœufs de l'Europe y ſont élevés, engraiſſés & vendus à vil prix. Il ne manque à ces Pâturages pour produire de grandes richeſſes, qu'une plus grande conſommation de Bœufs. On peut attribuer l'abandon de la Culture des Grains & d'autres Denrées au défaut de conſommation, aux frais de transport qui n'en permettent pas le débit; mais il n'en eſt

pas

pas de même des Beſtiaux. Cette Marchandiſe ſe tranſporte d'elle même à peu de fraix dans les Marchés à de très grandes diſtances, & la longueur de la route ſert encore à l'améliorer. Il ſeroit très facile a l'Impératrice Reine de faire établir des ſalaiſons des bœufs de Hongrie aportée de Trieſte, & de donner à ſes ſujets un Commerce très riche de Cuirs verds, de Suifs, & de ſalaiſons, par le port de Trieſte, où l'on pourroit les établir tout au moins à auſſi bas prix que partout ailleurs. La France pourroit s'y pourvoir pour l'approviſionnement en entier de ſes Colonies, qui monte à pluſieurs milions qu'elle paye à l'Irlande tous les Ans; le ſeul intérêt qu'elle auroit de diminuer de cette ſomme, les avantages qu'elle donne elle même à la Balance d'une Nation rivale, l'engageroit à porter de préférence tous ſes Achats à Trieſte. Un débouché de cette nature faiſoit multiplier les troupeaux de Bœufs dans les Pâturages de la Hongrie, & leur nombre accru entretenant toujours le bas prix, ſoutiendroit & faiſoit proſpérer une branche de Commerce très riche. L'art des Salaiſons peut-être inconnu aux ſujets de l'Impératrice Reine. Mais il ſeroit bien facile a ſes Miniſtres de ſe Procurer d'Excellens Maitres dans cet art, ſans ſortir de l'Allemagne.

Les Mines de Cuivre de la Hongrie ſont les plus abondantes de l'Europe, & c'eſt une richeſſe immenſe reſtée juſques à préſent inutile, par la ſeule raiſon que le Cuivre qu'on en a tiré, n'eſt pas malléable, & cette qualité du plus pur, du plus beau Cuivre, a été jugée un obſtacle invincible à l'éxploitation riche & facile de ces Mines. On ne conçoit pas comment un conſeil de Commerce éclairé a pu négliger la récherche des moyens d'adoucir ce Cuivre, de le rendre auſſi malléable que celui de Suede; & ſi on a donné quelques ſoins à cette récherche, comment on a pu manquer d'y réuſſir? Il n'y a point de Métail que la Chymie ne ſache adoucir, & rendre malléable, & on réuſſiroit à donner cette qualité au Cuivre de Hongrie, ſi on en remettoit le ſoin à un Maitre de l'Art. Cependant cette négligence fait perdre à l'Impératrice Reine pluſieurs milions de revenu, & au Commerce l'abondance d'une matière dont il ſe fait une grande Conſommation. La ſeule Manufacture du cuivre jaune de Namur qui le tireroit par le port de Trieſte, ſi on le rendoit malléable, en produiroit tous les ans pour plus de ſix Millions dans le Commerce des Pays-Bas & de la Hollande.

Enfin la Navigation du Danube qui ſe jette dans la Mer noire, ne fourniroit elle pas mille moyens d'enrichir la Hongrie & les Etats Héréditaires de la maiſon d'Autriche en Allemagne, en leur ouvrant un grand Commerce avec le Levant?

CHAPITRE XVI.

De L'Italie.

L'ITALIE, le Berceau des Arts, a donné le prémier exemple à l'Europe d'un vaſte Commerce, de la Culture du Meurier, de l'éducation du Ver a ſoye, des aprêts des ſoyes, & des Manufactures les plus belles & les plus récherchées. Si elle a perdu ſa ſupériorité dans les Arts qui s'occupent des Manufactures, elle conſerve encore des titres reſpectables de ſon ancienne poſſeſſion. Gênes, Veniſe, Naples, Lucques, Florence & Milan, ont eu pendant long-tems les Manufactures de ſoye les plus Floriſſantes.

LES Damas de Gênes, les Velours de Gênes & de Veniſe, conſervent encore leur ancienne réputation: & ces Fabriques s'y ſoutiennent en effet à un dégré de ſupériorité, auquel on prétend que Tours & Lion n'ont pu atteindre.

GÊNES fabrique des Damas, des Draps de ſoye, des Velours pleins & façonnés, des Ras de ſoye, des Tabis (*a*), des Satins, des Taffetas, &c. C'eſt aujourd'hui la Manufacture la plus riche de l'Italie.

LA Fabrique de Veniſe ne met guères d'étoffes de ſoye dans le Commerce étranger, que des Velours fonds de ſatin à grandes Fleurs de toutes Couleurs, tant de ſoye, qu'à fonds d'Or & d'Argent. Naples excelle encore dans l'Etoffe qui porte ſon nom. Les Fabriques étrangères ont réuſſi non-ſeulement à imiter parfaitement, mais auſſi a faire tomber la Fabrique des Gros de Naples; & les Manufactures de ſoye de Naples ne s'étendent point aujourd'hui au-delà de la Conſommation intérieure. Il en eſt de même des Manufactures de Lucques, de Florence & de Milan. Les Manufactures de Lyon qui inondent tous les Ans l'Italie de leurs étoffes, ſurtout de leurs étoffes riches, offrent la preuve de la Décadence de celles d'Italie. C'eſt cependant à ces Manufactures aujourd'hui ſi foibles, que l'Italie doit l'abondance de ſon cru en ſoyes, qui conſervent toûjours le premier rang parmi les

(*a*) Le Tabis eſt un Taffetas ondé dont la Chaîne & la Trame, ſont plus fortes que celle des Taffetas ordinaires. C'eſt une eſpèce de moire legère.

les Soies connues; & l'excellence de ſes Organcins eſt due en partie a l'art des aprêts. C'eſt l'Article le plus riche des productions de l'Italie, & le plus précieux qu'elle fournit au Commerce de l'Europe. L'Abondance de ſes huiles d'Olive eſt auſſi un grand objet de Commerce, c'eſt avec ces productions & quelques fruits que l'Italie ſoutient les désavantages d'une grande importation des Marchandiſes des Indes, de l'Amérique, des Manufactures d'Europe, de blé & de poiſſons ſalés. Ses Conſommations intéreſſent ſurtout la Hollande, la France & l'Angleterre.

CHAPITRE XVII.

De la Suiſſe.

LE Corps Helvétique prend peu d'intérêt aux révolutions du Commerce. La ſageſſe de ſa Légiſlation conſerve ſa liberté, des Terres bien Cultivées augmentent ſans ceſſe ſa Population, au point qu'un grand nombre de Troupes au ſervice de pluſieurs Puiſſances étrangères, toujours recrutées à ſes dépens, ne lui porte aucun préjudice. Son induſtrie paye beaucoup au-delà de ce que l'Etranger lui fournit, & ſa Balance toujours avantageuſe ne ceſſe de l'enrichir. Les impoſitions ſont légéres; ni la Guerre, ni les emprunts n'y ont point fait de la Finance, l'ennemi deſtructeur de l'Agriculture, des arts & de l'induſtrie. Zuric & Berne produiſent dans le Commerce de toute ſorte de Toiles, des Toiles de Coton imprimées, de petites étoffes de Laine, qui ſoutiennent très bien la Concurrence des Manufactures des autres Nations, & des Mouſſelines communes & au-deſſus, qu'on ne diſtingue point de celles des Indes dans les mêmes qualités. L'Induſtrie eſt infiniment favoriſée par la douceur de l'Adminiſtration de ce Pays ſage & paiſible, & par la liberté.

CHAPITRE XVIII.

Du Nord.

ON comprend ſous la dénomination du Commerce du Nord, la Navigation aux villes Anſéatiques, au Dannemarck, à la Norvege, à la Suede, & principalement le Commerce de la Ruſſie, la plus importante & la plus riche partie du Commerce du Nord.

Du

Du Dannemarck.

L'INDUSTRIE & les Manufactures introduites aſſés tard dans le Dannemarck, s'y ſont étendues & infiniment perfectionnées par les ſoins du plus ſage Gouvernement. La Conſommation intérieure y a été tournée entièrement à leur avantage, & bientôt le travail induſtrieux a fait d'aſſés grands progrès pour fournir abondament à la Nation, tout ce qui appartient au vêtement & à la parure. Quand l'induſtrie d'une Nation s'eſt élévée à ce point, elle eſt ineeſſament en état de produire ſes ouvrages au déhors. La concurrence des Retours de ſa Compagnie des Indes, concurrence avantageuſe à l'Europe, n'a point ralenti les progrès de ſes Manufactures les plus néceſſaires & les plus utiles. Le Gouvernement de Dannemarck eſt celui de l'Europe qui a le mieux ſçu concilier par la ſageſſe de ſa Légiſlation, les intérêts du Commeree avec ceux de la Finanee, les Danois n'ont à ſe plaindre d'aucune loi deſtructive. Le Dannemarck s'eſt donné une balance avantageuſe par les progrès de l'Agrieulture & de l'induſtrie, par ſes ventes de Grains, de Beufs, de Chevaux, d'Huiles de Poiſſon, de Salaiſons, de Bois de Conſtruction & de partie des Rétours de ſa Compagnie des Indes, qui payent au-déla des Denrées des Nations du Midi, dont il a beſoin; & ees avantages recevront bien-tôt un grand accroiſſement par le Commeree du Levant que le Roi a ouvert depuis peu à ſes ſujets; ce qui eſt encore une augmentation de concurence avantageuſe à l'Europe.

De Hambourg & de Dantzick.

LA Commerce de Hambourg reſſemble à eelui d'Amſterdam. Cette Ville n'eſt qu'un entrepot, qui perdra infiniment de ſon Commerce, ainſi que la Hollande, lorsque les autres puiſſanees du Nord, & eelles du midi voudront, à l'exemple du Dannemarek, ſe donner un Commeree direct & toute la Navigation qu'elles peuvent faire. Dantzick ſera toûjours le Magaſin d'entrée & de ſortie de la Pologne. La Conſtitution de cet grand Etat aſſure ſon Commeree en entier intérieur & extérieur à eette République. Dantziek eſt la ſeule plaee qui aproviſionne la Pologne de tout ce qui lui manque de fruits, de denrées & de Marchandiſes, & qui produit au-déhors ſes Grains, ſa principale & presque ſa ſeule richeſſe.

De la Suede.

LA Suede paye auſſi ſes Conſommations des denrées & des Marchandiſes des Nations du Midi, par la vente d'une partie des Retours de ſa Compagnie des Indes, & par eelle de ſes Fers, de ſes Bois de Conſtruction, & de ſes Cuivres, qui ſont des Articles très riches, & très intéreſſans dans le Commerce de l'Europe.

De

De la Ruſſie.

PIERRE le Grand a ouvert dans la Ruſſie, de nouvelles ſources de richeſſes au Commerce de l'Europe. Son heureux Génie a presque tout créé dans un vaſte Empire, jusqu'à lui à peine connu, aujourd'hui l'un des plus reſpectables de la Terre, & tout s'y perfectionne ſous l'heureux Gouvernement de ſon Auguſte Impératrice: elle a donné ſes premiers ſoins à la baſe du Commerce, à l'Agriculture, aux défrichemens & à la Population, la ſource infaillible de la puiſſance & de la proſpérité des Etats. Une Adminiſtration dirigée ſur de tels principes, annonce les plus grands progrès de l'induſtrie & du Commerce, & conſéquament une grande abondance de Marchandiſes des plus précieuſes & des plus néceſſaires aux autres Nations de l'Europe. Le Commerce des Pelleteries, des Cires & des Cuirs eſt ſuſceptible d'une plus grande étendue. Le fonds des Matériaux propres à la conſtruction & à l'entretien de la Marine eſt inépuiſable, & ſon abondance eſt bien néceſſaire pour répondre aux accroiſſemens continuels de la Marine Européenne. L'Impératrice ſçaura tourner par de ſages réglemens, le Commerce d'un Fonds ſi riche entièrement à l'avantage de ſes ſujets, en conciliant mieux les intérêts de la Finance avec ceux du Commerce, & en ne favoriſant le Commerce d'aucun Etranger, que rélativement aux intérêts de ſon Empire. Elle ajoûtera ſans doute de nouvelles branches au Commerce. Celle du Tabac ſeroit une ſuite Naturelle de l'Agriculture & des défrichemens que Sa Majeſté ſçait ſi bien encourager. A la ſuite de ces encouragemens, il ne faudroit que procurer au Tabac un grand débouché au déhors, pour en faire bientôt l'objet d'une branche de Commerce des plus riches de la Ruſſie: & il ſeroit vraiſemblablement très facile à Sa Majeſté d'en aſſurer un très grand débit, avant d'en encourager la culture, & pour l'encourager avec ſureté d'un grand ſuccés. Ce ſeroit rendre encore un grand ſervice au Commerce de la Ruſſie, que d'y abroger l'uſage du Contract à *Barack*, c'eſt-à-dire l'uſage trop général d'acheter à ſix mois, ou à un an de crédit, & de vendre comptant, ou partie comptant, les Marchandiſes ou la récolte ſix mois ou une année d'avance. Cet uſage eſt entièrement au dèsavantage des Vendeurs & Acheteurs nationaux, & à l'avantage des Négocians Etrangers, qui avancent leur Argent à de gros intérêts, ſurtout par le bas prix de leurs Achats. C'eſt par cet uſage que les Anglois ont ſéduit pendant long-tems les Seigneurs de Ruſſie, & ſe ſont enrichis à leurs dépens en leur faiſant dépenſer leurs revenus presqu'une année entiére d'avance.

L'IMPÉRATRICE de Ruſſie eſt trop éclairée ſur les intérêts du Com-

merce, pour ne pas prendre la ſage réſolution de traiter dans ſes Ports tous les Vaiſſeaux & tous les Négocians Etrangers, toutes les Nations Commerçantes avec une faveur égale, moyen ſur de multiplier la demande de ſes Denrées & de ſes Marchandiſes, & d'y entretenir l'abondance de celles des Nations Etrangéres, dont ſes Etats ont beſoin; de ſe Procurer en un mot tous les avantages de la Concurrence.

La Nation Angloiſe en poſſeſſion depuis près d'un ſiècle d'approviſionner ſeule la Ruſſie de toute ſorte d'étoffes de Laine, avoit ſçu à la faveur d'un Traité, ſe donner tous les avantages de la Concurrence, tant dans ſes Ventes, que dans ſes Achats, ſur toutes les autres Nations, même ſur les Hollandois, à qui elle a pris plus de la moitié du Commerce qu'ils faiſoient autrefois avec la Ruſſie.

L'Angleterre à toujours ſçu faire valoir à la Cour de St. Petersbourg la prodigieuſe étendue de ſes Achats, & la Balance qui a été quelquefois portée juſqu'a 1200 Mil. Liv. Sterl. qu'elle payoit à la Ruſſie. La Cour n'a pas toujours fait attention, que l'Angleterre ne lui préſentoit dans les prétendus avantages de cette Balance, qu'un prétexte pour ſe faire traiter plus favorablement que toute autre Nation, & éloigner toute concurrence dans ſes Achats; que la Hollande qui avant l'Introduction des Anglois, payoit à la Ruſſie une balance infiniment plus conſidérable, auroit pu faire valoir le même prétexte pour éloigner les Anglois de ce Commerce. Il a toujours été de l'intérêt de l'Angleterre de diminuer en Ruſſie le Commerce des Hollandois, d'en éloigner la France, & de ſe donner ainſi l'avantage de réexporter à la France, à l'Eſpagne & au Portugal, une grande partie de ſes Achats faits en Ruſſie. Il eſt évident qu'il eſt de l'intérêt de la Ruſſie, que les Nations du midi viennent y acheter elles mêmes les Marchandiſes dont elles ont beſoin, au lieu de les recevoir des Anglois, & qu'elles y apportent les leurs. La Ruſſie vendra toujours tout au moins la même quantité de Marchandiſes, & plus chérement par l'Augmentation de la concurrence d'acheteurs, & ſera pourvue à meilleur marché par la même raiſon, des marchandiſes étrangéres.

L'Angleterre eſt aujourd'hui celle des Nations Commerçantes qui intéreſſe le moins le Commerce de la Ruſſie; toutes ſes étoffes ſont devenues plus chères que celles de toute autre Nation; elle a infiniment diminué ſes exportations du Nord pour l'approviſionnent de ſa Marine; non ſeulement elle le tirera bientôt en entier de ſes Colonies du Nord de l'Amérique, mais elle entrera inceſſament, ſurtout avec le ſecours du Canada, en concurrence

avec

avec le Nord pour l'approviſionnement de tous les Matériaux & de toutes les Marchandiſes néceſſaires à la Conſtruction & à l'entretien de la Marine des autres Nations. C'eſt une révolution ſingulière dans cette branche du Commerce de l'Europe, que l'Angleterre prépare depuis longtems par toute ſorte d'encouragemens, qui a déja fait de très grands progrès, & qui ne ſauroit manquer d'en faire aujourd'hui de très rapides. On peut en juger par l'offre qui fut faite à Charles II. & au Parlement, par les députés des Habitans de la nouvelle Angleterre en 1662. Ils ſuplioient par leur requête, le Roi & le Parlement de ne point conſentir à la reſtitution de l'Acadie que Louis XIV. demandoit: à cette condition ces députés offroient de la part de la nouvelle Angleterre, de fournir à ſes dépens dans Londres tous les mats des Navires néceſſaires à la flote royale, & telle quantité de Bray & Goudron que Sa Majeſté ordonneroit; de conſtruire à ſes frais deux Fregates de 60 pièces de Canon, & de les envoyer dans ſix mois à Sa Majeſté (*a*).

Ces offres dans un tems où les Colonies Angloiſes du Nord de l'Amérique étoient encore dans leur berceau, annoncoient dans ces Colonies, un grand fonds de richeſſes Naturelles pour la conſtruction & l'entretien de la Marine; & dans les Colons, une induſtrie déja prête à le mettre en valeur. La Population & l'induſtrie de ces Colonies ſe ſont infiniment accrues; leurs productions étant a-peu-près toutes ſemblables à celles de l'Angleterre, elles en font le Commerce en concurrence avec leur Métropole aux Colonies du midi & dans pluſieurs ports de l'Europe: les ſeules Villes de Boſton & de Philadelphie ont plus de 1500 Vaiſſeaux appartenans aux Colons de la Penſilvanie & de la nouvelle Angleterre; ils conſtruiſent pour le compte des Négocians d'Europe, & la conſtruction ſeule eſt pour eux une branche de Commerce très riche.

La Nation Britannique a ſouvent porté ſon attention ſur les avantages de cette branche du Commerce de ſes Colonies du Nord, & s'occupe Actuellement des moyens de lui donner toute l'étendue & toute la valeur dont cette branche eſt ſuſceptible en Europe, avec d'autant plus de ſoin que ſa Marine prodigieuſement accrue aujourd'hui, exige de plus grandes importations pour ſon entretien; que la cherté de ſes Manufactures infiniment augmentée par l'excés de ſes impôts, demande un plus grand débouché chez ſes Conſommateurs dépendans; & qu'enfin la traite des Matériaux pour la conſtruction & l'entretien de la Marine, eſt preſque la ſeule utilité que l'Angleterre

(*a*) Let. & Mem. du Comte d'Eſtrades, Lett. du 27 Févr. 1662.

gleterre peut retirer de ces Colonies, par leur état actuel & la conſtitution fondamentale de leur Gouvernement.

L'INDUSTRIE Angloiſe annonce aſſés naturellement au Commerce du Nord, une grande concurrence à combattre à l'égard de cette branche la plus intéreſſante & la plus riche de ce Commerce. Il ſeroit difficile d'indiquer aux puiſſances du Nord, des moyens de ralentir ſes efforts, & d'arrêter ſes progrès. Il ſemble qu'elles ne peuvent prevenir les effets deſtructifs de cette concurrence, que par le bas prix, & en donnant dans leurs marchés, aux autres Nations, le plus de faveur & de facilités qu'il eſt poſſible.

LES Colonies Angloiſes du Nord de l'Amérique produiſent dans une auſſi grande abondance, que le Nord de l'Europe, tout ce qui eſt néceſſaire pour la conſtruction & l'entretien de la Marine, & d'une auſſi bonne Qualité; c'eſt-à-dire, la Poix, le Goudron, le Brai, les Matures, les Vergues, toute ſorte de Bois de conſtruction, le Fer & le Chanvre. L'Angleterre y introduiſit facilement autrefois la manière de préparer tous ces Matériaux, & avec le ſecours des encouragemens, en tira bientôt une ſi grande quantité qu'elle ſe vit en état d'en réexporter. Les ſuccès trop conſidérables & trop rapides d'une première tentative engagèrent le Gouvernement à ſupprimer les encouragemens qu'il avoit donnés à cette branche de Commerce, qui tomba immédiatement: les mêmes Marchandiſes du Nord reprirent alors l'avantage du bas prix. On a renouvellé enſuite les encouragemens qui ont été confirmés par un acte du Parlement de 1751.

LE cherté du fret, & le défaut de chantiers & de Magaſins établis en Amérique, défaut qui occaſionne des frais de *demeurage* aux Vaiſſeaux pour attendre leur charge, ſont les ſeuls désavantages, qui ont pu rétarder les progrès de ce Commerce en Angleterre. Il eſt facile au Gouvernement de les faire ceſſer. Il a bien des moyens de rendre le fret moins cher, & il lui ſeroit facile d'établir des Chantiers & des Magaſins, & de rendre le rétour des Navires très prompt. Les Anglois ont d'ailleurs l'avantage d'Acheter ces Marchandiſes à un plus bas prix à l'Amérique, que dans le Nord, de faire deux Voyages par année, pendant qu'on n'en peut faire qu'un dans la Baltique, à quoi il faut ajouter encore que les primes d'aſſurance pour la Baltique ſont ordinairement à 4 p°. & que celles de Colonies Angloiſes au Nord de l'Amérique ne ſont qu'à 2 p°.

LES Marchandiſes néceſſaires à l'entretien de la Marine, ſont celles du Com-

Commerce qui cauſent le plus d'encombrement; leur tranſport exige par conſéquent de grands Navires: & comme l'importation dans les Colonies Angloiſes du Nord de l'Amérique n'eſt pas conſidérable, attendu la nature de leurs productions presque toutes ſemblables à celles d'Europe, les Anglois ſeroient peut-être obligés d'envoyer leurs Vaiſſeaux le plus ſouvent à faux fret ou ſur leur Leſt, ce qui augmente néceſſairement le prix du fret des Marchandiſes de retour, & conſéquament leur valeur. Mais les mêmes Vaiſſeaux, deſtinés au tranſport des Marchandiſes néceſſaires à l'entrétien de la Marine, ne navigent-ils pas dans la Baltique avec le même désavantage? S'il y a par cette raiſon, quelque différence dans le prix du fret, elle doit-être trop légére pour arrêter les progrés de cette branche de Commerce; & ſi elle n'eſt pas encore portée au degré d'étendue dont elle eſt ſuſceptible, il faut ſans doute en attribuer la principale cauſe à la dernière guerre, qui a du naturellement ſuſpendre les ſoins que ſe donnoit le Parlement pour l'élever, annoncés par ſon acte de 1751.

Les potaſſes ſont encore un article très riche du Commerce du Nord, & ſurtout de la Ruſſie. L'Angleterre en tiroit autrefois tous les ans pour plus de 120 mille liv. Sterl. On en fabrique beaucoup depuis quelques années dans la nouvelle Angleterre, & dans quelques autres Provinces du Nord de l'Amérique; d'où l'Angleterre pourra en tirer bientôt dequoi réexporter.

Les efforts que fait une nation Commerçante pour améliorer ou étendre ſon Commerce, annoncent aux autres la néceſſité de prendre des précautions pour ſoutenir ou défendre le leur, ou ſe donner des branches de Commerce nouvelles. Le Tabac de Lukraine préſente l'objet d'une branche à ajouter au Commerce de la Ruſſie, que l'impératrice peut facilement rendre fort riche, qui la dédommageroit de la perte de la conſommation des Marchandiſes néceſſaires à l'enrrétien de la Marine, que l'Angleterre tire aujourd'hui de ſes Colonies, & qui augmenteroit heureuſement en Europe l'abondance d'une Denrée dont la conſommation devenue inmenſe, ſemble s'accroître encore tous les jours.

Le montant connu du public de l'Approviſionnement du Tabac des fermes générales de France, eſt d'environ ſix milions, dont les fermiers en payent de quatre à cinq à l'Angleterre, & le reſte à la Hollande (*a*). Il feroit, ou il

(*a*) On peut croire que les fermiers généaux n'ont laiſſé connoître au public du montant de leurs Achats, que ce qu'ils n'ont pu cacher; parce qu'il eut été trop facile de calculer ſur le montant total de leurs Achats, les bénéfices exceſſifs qu'ils ont toujours faits ſur cette branche de leur Bail.

il devroit être au moins très facile à l'Impératrice, de Procurer cet approvisionnement en entièr à la Ruſſie: & ce débouché aſſuré, en augmentant enſuite en proportion la Culture du Tabac de Lukraine par les encouragemens que ſa Majeſté ſçait ſi bien donner à l'induſtrie, la Ruſſie ajouteroit en moins de deux ans à la balance de ſon Commerce, un avantage permanent par année d'environ ſix milions. La Culture du Tabac eſt l'une des moins diſpendieuſes, des plus ſures, & il faut la croire l'une des plus lucratives de l'Europe; puiſqu'elle eſt préferée à toute autre dans le Palatinat, dans la Flandre & dans une partie de la Hollande, ſur de très bonnes terres à portée de la Navigation, quoique tous ces Tabacs ſoient vendus à un prix bien inférieur à celui des Colonies angloiſes. La Ruſſie pouvant livrer ſes Tabacs à la France, à plus bas prix que l'Angleterre & la Hollande, il ſeroit facile à l'Impératrice d'engager la France à y porter ſes achats en entier pour ſon propre intérêt; & d'aſſurer même cet engagement par un traité reſpectivement avantageux.

Le Tabac de Lukraine, peu connu du Commerc juſqu'à préſent, mérite de l'être plus qu'aucun autre par la ſupériorité de ſa qualité. Ce Tabac n'a point l'inconvénient des Tabacs de Souabe, du Palatinat, du Spirbac & de Hollande, d'exiger pour acquérir de la qualité, un Magaſinage plus long que celui qu'on accorde aux Tabacs de la Virginie & du Mariland. On a deja ſait divers eſſais de ce Tabac dans une Manufacture des Pays-Bas, qui ont réuſſi au point de faire preférer ce Tabac à toute ſorte de Tabac Rappé des meilleures Manufactures de France & de Hollande. La France pourroit en faire faire des eſſais tant dans les Manufactures des fermes, que dans celles des Négocians de Dunkerque, qui ſans doute réuſſiroient également bien, en ſupoſant de la bonnefoi & du déſintéreſſament de la part des Manufacturiers.

On peut aiſément croire que la France aimeroit mieux, indépendament du bénéfice du meilleur marché, donner à la balance du Commerce de la Ruſſie tous les ans un avantage de quatre ou cinq milions, qu'à celle d'une Nation voiſine éternellement ſa rivale. Son intérêt ſeroit encore infiniment augmenté, ſi l'Impératrice offroit à la France de traiter les Vaiſſeaux & les Négocians François, comme ceux des autres Nations les plus favoriſées dans ſes Etats, & d'admettre dans ſes places de Commerce ſur le même pied, des maiſons de Commerce de la Nation Françoiſe. Son Commerce pourroit alors devenir direct avec la France, qui eſt la Nation du Midi de l'Europe dont la Ruſſie conſomme le plus de Denrées & de Marchandiſes, & qui de ſon côté eſt celle qui conſomme la plus grande quantité des Marchandiſes de la Ruſſie. Les deux Nations auroient une infinité de moyens de rendre leur Commerce

re-

reſpectivement beaucoup plus avantageux qu'il ne l'a jamais été, ſurtout ſi la France laiſſoit à ſes Négocians le ſoin d'approviſionner ſa Marine, & la liberté de former à leur gré les Equipages de leurs Vaiſſeaux, au lieu de donner cet approviſionnement par des traités qui ont toujours rendu la conſtruction des Vaiſſeaux du Roi plus chère de moitié qu'elle ne devoit être. Les Négocians François envoiroient bientôt un grand nombre de Vaiſſeaux dans la Baltique, avec des Cargaiſons auſſi bien aſſorties que celles des Hollandois, qui ne ſont pour la plus grande partie de leurs Cargaiſons d'entrée & de ſortie, qu'une tierce main également nuiſible aux deux autres Nations.

Pierre le grand, s'il eût vecu un peu plus longtems, auroit peut-être executé & conduit à ſa perfection un projet formé autre fois par Seleucus Roi de Sirie; il auroit joint la Mer Caſpienne au Pont-euxin. Il avoit deja fait tirer un Canal du Tanaïs au Wolga. Il devoit par le moyen d'un autre Canal qui communiqueroit de ce dernier fleuve à la Newa, établir un Commerce direct & facile entre les pays à portée de ces Mers, & Saint Petersbourg.

Ce fut peut-être ce projet qui fit naitre en Angleterre, quelques années après le déces de Pierre le grand, l'idée de l'établiſſement d'un Comptoir, que les Anglois formérent ſur les côtes méridionales de la Mer Caſpienne, où ils raſſembloient les plus précieuſes Marchandiſes que l'Europe ne tire du Levant que par la méditerranée, principalement les Soies de Perſe, qu'ils feſoient paſſer enſuite à Aſtracan, & de là juſques au Lac de Wormitz par le Wolga & le Don à la faveur d'un traité de *Tranſit*, que l'Angleterre avoit obtenu de la Cour de Ruſſie. Cette entrepriſe, l'une des plus hardies & des mieux combinées que le Génie du Commerce ait formée de nos jours, auroit eu peut-être les plus grands ſuccés entre les mains d'habiles Négocians ſujets de la Ruſſie. Il n'étoit pas naturel que la Cour de Ruſſie accorda pendant longtems toute la protection néceſſaire pour ſoutenir un établiſſement de cette nature, pour donner à des Etrangers toutes les richeſſes d'une branche de Commerce qui appartient à ſes ſujets: & cette branche doit-être riche, puiſqu'elle avoit excité l'attention de la Nation la plus habile, & l'avoit engagée à ſurmonter des obſtacles infinis pour l'acquérir. Peut-être l'auroient-ils conſervée plus longtems, ſi les troubles qui ont bouleverſé la perſe pendant tant d'années, ne l'avoient trop appauvrie alors.

Ces deux projets d'établiſſement d'un Commerce direct avec la perſe, qui donneroit à la Ruſſie de la première main les précieuſes Marchandiſes dont la perſe ne peut ſe défaire que par le canal plus long & plus diſpendieux des Ca-

Caravanes de Smirne, mériteroient bien que l'Impératrice en fit examiner les avantages & les désavantages, & s'assura des moyens de donner à l'un des deux un succés infaillible. L'epreuve deja faite par les anglois doit donner de grandes lumiéres; & une protection plus grande & plus éclairée ne sçauroit manquer de rendre solide un établissement qui ajouteroit de grandes richesses au Commerce de la Russie, & donneroit encore des moyens d'y exciter & d'y encourager l'industrie.

L'Expérience & la même protection pourroient y accroître encore le Commerce de la Chine, celui des Pelleteries & de la Cire, trois branches infiniment précieuses; l'Art d'exploiter les Mines, celui de la Navigation qui est encore trop éloigné de l'Art de naviger des autres Nations maritimes, l'Art infiniment plus intérressant pour l'Etat & pour l'humanité, de conserver la santé du peuple, de conserver surtout un prodigieux nombre d'Enfans en modérant par la sagesse des loix les bains excessifs aux quels on les livre dés leur naissance. L'Instruction publique établie sur de bons principes, & perfectionnée par une direction sage & éclairée, multiplieroit en même tems à l'infini les sujets utiles à l'Etat dans tous les genrès. La Population deviendroit de jour en jour plus nombreuse, l'Etat plus riche & plus puissant. L'Accadémie des seiences devroit avoir la plus grande part aux progrès de ces avantages. La Russie doit les attendre surtout du Regne d'une Imperatrice qui a deja donné des preuves à l'Europe qu'elle connoit bien les vrais principes d'un bon Gouvernement, qui aime les Arts & l'industrie, & qui a toujours aimé & cultivé les sciences avec un succés qui n'a peut-être point d'exemple.

L'Art de guérir les maladies s'est infiniment perfectionné de nos jours; c'est surtout la Chirurgie qui a fait les plus grands progrès; & c'est à l'émulation qui regne à Paris depuis un grand nombre d'années, que ces progrès sont dûs. C'Est dans cette Capitale qu'un grand nombre de Maitres enseignent & pratiquent en même tems avec des lumières bien supérieures à celles qu'on a acquises partout ailleurs dans cet Art. Ce seroit une institution digne d'une si grande Princesse, que celle d'une Ecole de Chirurgie à Paris à l'Instar de l'Ecole de Peinture que le Roi de France entretient à Rome. Un certain nombre de jeunes gens qui se succederoient, élevés dans les excellentes Ecoles de Chirurgie de Paris, formeroient bien-tôt en Russie un Corps de Chirurgiens habiles, & l'un des établissemens des plus utiles à l'Etat & des plus chers à l'humanité. Indépendament de ce que les Hommes sont l'objet & les Agens du Commerce, & de ce que la Population en est la première base, & en même tems la base de la puissance des Etats; cequi rend précieuse toute

in-

inſtitution qui tend à ſon accroiſſement ou à ſa conſervation ; les établiſſemens qui tiennent de ſi près au bonheur de l'humanité, ſont les plus beaux Monumens que les Souverains puiſſent laiſſer à la poſtérité.

CHAPITRE XIX.

Des Côtes de Barbarie.

CES Côtes pourroient être couvertes de villes floriſſantes par la Population & l'induſtrie ; elles pourroient préſenter au Commrrce de l'Europe une grande abondance de productions précieuſes, & un débouché très étendu de nos Manufactures; ſi les habitans de ces Côtes connoiſſoient d'autre profeſſion que celle d'infeſter les Mers de leurs Pirateries. Cette étendue immenſe de pays qui eſt d'une extrême Fertilité, pourroit être de la plus grande utilité aux Nations induſtrieuſes & Commercantes; & ce pays ne leur eſt que nuiſible.

AUCUNE Nation ne peut s'arroger l'Empire de la Mer : la liberté de la navigation eſt établie, ainſique celle du Commerce, ſur la loi naturelle. On ne ſçauroit mettre trop ſouvent ſous les yeux de toutes les Nations ces vérités ſimples, qui ſont le premier & le principal fondement de leur repos & de leur proſpérité. Le Commerce eſt un bien commun à toutes les Nations ; c'eſt un trêſor qui appartient par indivis à toutes les puiſſances qui conſtituent le Corps politique de l'Europe. Le Commerce eſt un Champ ouvert à tous les Peuples qui ſont en état de le cultiver, ſoit par leurs facultés naturelles, ſoit par leur induſtrie & leur économie. Une Nation qui entreprend d'uſurper ce Domaine, d'en exclure une autre Nation, d'y commettre des violences, ou de s'en attribuer l'Empire, ſe déclare donc l'ennemie de toutes les autres Nations. Ce n'eſt point là une prétention de droits ſinguliers & iſolés qui n'intéreſſent que les parties qui les conteſtent; le ſujet d'une querelle particuliére entre deux ou trois Puiſſances, qui ne peut toucher à l'intérêt général de l'Europe : c'eſt un attentat ſur le Domaine publie, ſur le bien commun à toutes les Nations, à toutes les Puiſſances, le plus précieux & qu'il eſt le plus important de conſerver dans ſon intégrité, pour le bonheur de tous les Peuples & la proſpérité de tous les Etats.

Toutes les Nations de l'Europe reconnoiſſent cette loi, la réclament, & cependant laiſſent impunie une Nation foible, une Nation qui ne ſçauroit impoſer des loix à aucune autre, mais qui a la force, ou plutôt la criminelle induſtrie des Voleurs des grands chemins, qui l'exerce ſur les Mers, & ne connoit d'autre richeſſe que la Piraterie; une Nation qui navige, mais qui ne met de Vaiſſeaux en Mer que pour ravager des Côtes d'autres Nations, faire des Eſclaves, & enlever à terre ainſi qu'à la Mer, tout ce qu'elle trouve ſans défenſe. Les droits ſacrès de l'humanité ne réprochent-ils pas aux grandes Puiſſances Maritimes, leurs traités qui les mettent à couvert des brigandages des Pirates de la Côte de Barbarie, qu'il leur étoit ſi facile de détruire par la force? Les Anglois, les Hollandois, devroient-ils laiſſer croire au public qu'ils ont préferé des traités qui leur aſſurent les avantages de la concurrence dans la navigation de la méditeranée, ſur les Nations foibles? les Suedois & les Danois devroient-ils conſidérer la Côte de Barbarie comme un débouché légitime de leurs Marchandiſes propres à la conſtruction & à l'entretien de la Marine? ces Nations devroient-elles refuſer de réunir leurs forces à celles des autres Nations pour défendre la liberté publique, & pour reprimer le brigandage d'une Nation qui ne connoit de richeſſes que celles que lui procurent ſes attentats continuels ſur la liberté des autres Nations de l'Europe, & ſur l'humanité? Eſt ce la Nation Angloiſe, eſt ce *la Gardienne des libertés générales de l'Europe & la Patrone du genre humani* (a), qui ſe refuſe à une réunion ſi juſte & ſi néceſſaire, qui reçoit ces Pirates dans ſes Ports, & qui achete leurs Priſes? On condamne ſans doute en Angleterre, comme chez toutes les autres Nations policées, au dernier ſuplice ceux qui donnent retraite aux Voleurs des grands chemins, ou aux effets qu'ils ont volés. La même action peut-elle être innocente, parcequ'elle eſt le fait de la Nation entiére? & ce que ce fait a d'odieux, peut-il être mis a couvert par des intérêts politiques?

Nous plaidons ici la cauſe de l'humanité, & nous oſons préſenter ſes droits à la Nation de l'Europe qui ſe pique le plus de les connoître, de ſçavoir les reſpecter & les protéger. Nous oſons lui répréſenter qu'il eſt également de ſon devoir, de ſon honneur, & nous allons plus loin encore, de ſon intérêt, d'employer ſes forces à la deſtruction des Pirateries des Barbareſques. On ne ſçauroit croire que les Anglois penſent comme ce Seigneur qui diſoit dans la Chambre haute durant la derniere guerre „ qu'une Nation „ ne ſçauroit perdre ſon honneur, parceque abſolument parlant elle n'en a „ point;

(a) C'eſt ainſi que les Ecrivains politiques Anglois appellent leur Nation.

„ point; que le prèjugé que l'on appelle de ce nom, ne regarde que les par-
„ ticuliers; & que pourvu qu'on procure au Peuple un grand Commerce &
„ une induſtrie qui l'enrichiſſe, on eſt ſur de ſon approbation (*a*). " Mais s'il eſt vrai, comme l'aſſure le Politique Anglois M. Jean Brown, que l'Eſprit Commerçant du Miniſtére Anglois a pris pour déviſe cette maxime: *l'intérêt de la Nation eſt ſon véritable honneur:* le Miniſtère Anglois devroit voir l'intérêt de la Nation, & un très grand intérêt, dans l'abſolue & entiére deſtruction des Pirateries des Nations Barbareſques. Ces Nations forcées de renoncer pour toujours à cette induſtrie criminelle, ſeroient obligées de s'addonner à la Culture des terres, de chercher les richeſſes, les commodités de la vie & de quoi ſatisfaire leur luxe, par des voyes plus douces & plus conformes à la loi naturelle: un Commerce paiſible & légitime ſubſtitueroit bien-tôt chez les habitans de toute cette vaſte étendue de Côtes, des mœurs douces à leur humeur féroce & à leur inclination pour le vol & le brigandage. Ces Peuples deviendroient eux mêmes plus heureux; leurs terres naturellement fertiles donneroient une grande abondance de productions; la Culture & la Population s'y accroitroient infiniment, & le Commerce y deviendroit riche. Ce ſeroit là l'effet infaillible qui réſulteroit d'une réunion ſérieuſe & de bonne-foi de l'Angleterre & de la Hollande avec les autres puiſſances Maritimes, pour réprimer & détruire pour toujours les Pirateries des Nations Barbareſques: & ce ſont préciſément les deux Nations de l'Europe qui ſemblent les favoriſer le plus, ou croire qu'il eſt de leur intérêt que cet odieux brigandage ſe perpetue, qui profitteroient le plus de cette heureuſe révolution.

On peut aiſément s'en convaincre, ſi on veut donner une légère attention à la ſituation actuelle du Commerce de la Hollande & de l'Angleterre. La Hollande a infiniment perdu de ſon Commerce, & ſes pertes augmentent tous les jours par la concurrence des autres Nations, tant dans les Indes, qu'en Europe. Sa grande Pêche même éprouve une grande diminution, & la Hollande doit en attendre encore une plus grande des progrès de la même Pêche en France & en Angleterre. Rien ne ſeroit donc plus heureux pour la Hollande, que l'établiſſement d'un grand Commerce chez les Nations Barbareſques, où elle pourroit s'indemniſer des pertes que la grande concurrence des Nations commerçantes de l'Europe lui fait éprouver.

L'Angleterre a elle-même préparé la ruine de toutes ſes Manufactures, en multipliant à l'excées les ſignes des valeurs & les taxes ſur toutes les choſes

(*a*) Débats en Parlement d'Angleterre.

choſes néceſſaires à la vie, qui ont infiniment enchéri la main-d'œuvre, & donné à ſes Manufactures une valeur factice, qui les met dans l'impoſſibilité de ſoutenir dans les marchés de l'Europe, la concurrence des Manufactures des autres Nations. L'induſtrie Européenne s'eſt d'ailleurs infiniment accrue & s'accroit tous les jours. Il eſt certain que cette branche du Commerce de l'Angleterre eſt beaucoup diminuée en Europe, qu'elle doit la perdre entiérement; que la conſommation intérieure ne ſuffit pas pour ſoutenir l'induſtrie d'une Nation; que pour être floriſſante elle a beſoin d'une conſommation étrangère. L'Angleterre pourroit-elle remplacer plus heureuſement la conſommation qu'elle perd en Europe, que par celle qu'elle pourroit acquérir & étendre infiniment aux Côtes de Barbarie? Ainſi cette Nation qui a montré tant de goût pour les conquêtes de Commerce, & qui en a tant fait à de hauts prix, en fairoit une très précieuſe à bon marché, en ſe réuniſſant avec les autres puiſſances maritimes, pour détruire les Pirateries Barbareſques; & ſi elle vouloit examiner avec impartialité & ſans prévention, les avantages qu'elle retireroit pour ſon Commerce & pour ſon induſtrie, de la réunion qu'on lui a demandée, elle trouveroit ſes intérêts politiques heureuſement d'accord avec les intérêts de toute l'Europe en général, & avec les droits de l'humanité.

CHAPITRE XX.

Du crédit Public.

TOUT le monde ſçait aujourd'hui que le grand Art du crédit, eſt de faire peu d'engagemens, & de les acquiter exactement; & que tous les ſiſtêmes imaginables n'équivaudront jamais à cette maxime. Mais à quoi ſerviroit-elle cette maxime ſi ſouvent répétée, chez une Nation qui ſeroit ſur le point de ſuccomber ſous le poids des engagemens qu'une mauvaiſe Adminiſtration ou des circonſtances malheureuſes lui auroient fait contracter? On expliqueroit envain chez cette Nation, la maniére d'acquérir du crédit & de le conſerver. Il faudroit lui préſenter les moyens de diminuer le poids dont elle ſe trouveroit accablée; il faudroit trouver dans l'étendue de ſes reſſources, dans ſon propre fonds & dans ſon Adminiſtration, les moyens de la libérer ſans achever de l'appauvrir; de rélever un crédit perdu ou altéré; ou plutôt de former un nouveau crédit: ce qui eſt bien plus dificile que de donner naiſſance au crédit, & de conſerver enſuite un crédit formé, qui eſt le cas de l'application de la maxime triviale, *contractez peu d'engagemens, & acquitez les exactement.*

On

On diſtingue les revenus d'un Etat en deux parties; le revenu général de la Nation, qui comprend le produit général des terres, du Commerce intérieur, & extérieur, & de l'induſtrie; les revenues publics ſont une partie du revenu général & de la dépenſe générale.

La connoiſſance de ces deux ſortes de revenus, même ſans atteindre à une éxacte préciſion de calcul, très difficile, & qui n'eſt pas néceſſaire ici, eſt le principe d'où il faut partir pour former la vraïe baſe du crédit d'une Nation, pour aſſigner le dégré au quel on peut l'élever, & les limites au-delà des quelles on ne peut faire uſage du crédit public, ſans détruire la Population, l'Agriculture, les Arts, l'Induſtrie & le Commerce, ſans appauvrir la Nation; en un mot ſans déshonorer l'Etat, & ſans l'expoſer à une révolution funeſte.

On pourroit demander ici d'après ce principe inconteſtable, s'il eſt naturel qu'une Nation qui n'a que ſept milions d'habitans, dont le revenu général à 44,000,000 Liv. ſterl. en 1698 (*a*), ne peut-être eſtimé aujourd'hui qu'environ 65,000,000, en le ſuppoſant augmenté d'un tiers; dont les revenus publics dans une juſte proportion ne devroient être que de 4 ou 5 milions, & forcés, ne peuvent être portés au-delà de 8 milions; qui à plus de cent quarante milions Sterl. de dettes; figure cependant beaucoup plus actuellement en Europe, que la Nation rivale, qui a exactement près des deux tiers d'habitans, de revenu général & de revenus publics de plus, & un territoire des deux tiers plus étendu, un crû plus conſidérable, plus varié, plus riche, & à peu près la même ſomme de dettes?

Pourquoi la France ne conſerve-t-elle pas une ſupériorité dans la balance du pouvoir, proportionnée à cette ſupériorité de Population, de revenu général & de revenus publics? On ne peut s'empêcher de croire que l'Angleterre donneroit aiſément des loix à toute l'Europe, ſi ſon fonds étoit égal à celui de ſa rivale.

Ce fonds reſpectif devroit être chez l'une & l'autre Nation, la meſure du pouvoir. Ce fonds étant la première baſe du crédit, celui de la France réduit à un uſage modéré, auroit été ſans doute ſupérieur en proportion à celui de l'Angleterre. Ce n'eſt que par un uſage exceſſif de ſon crédit, que l'An-

(*a*) C'eſt l'eſtimation qui en fut faite alors par Davenant, employé dans l'Adminiſtration des Finances, conſidéré en Angleterre, comme un excellent citoyen, & l'homme de ſon tems les mieux inſtruit des matières Politiques.

mier emprunt fut de 500,000, Liv. Sterl. & ne trouva de ſouscrivans parmi les Anglois, que ceux qui y furent engagés par la crainte d'être réputés *mal affectionnés*, & qui mirent immédiatement ſur la place les récépiſſés, qu'on négocia jusqu'à 53 pour 100 de perte, quoique le taux de l'intérêt fut à 8 pour 100, tant il y avoit peu de confience & peu d'idée du crédit public. Les réfugiés François qui avoient paſſé en Angleterre avec de grandes ſommes, enlevérent bientôt ſur la place tous les récépiſſés, ſéduits tant par leur attachement pour le Roi Guillaume, dans la fortune du quel ils croyoient voir la leur; que par le bénéfice que leur donnoit cet emploi de leur argent en doublant leur capital à 8 pour 100 d'intérêts. Bientôt après l'exactitude du payement des intérêts fit ouvrir les yeux aux Anglois: un nouvel emprunt fut ouvert, rempli au pair, & gagna inmédiatement 2 & 3 pour 100 ſur la place. On n'impoſa alors pour fournir aux dépenſes extraordinaires, que les intérêts des ſommes empruntées; par là les dépenſes de la guerre ne préſentoient rien d'onéreux au peuple; en même tems cette douceur momentanée faiſoit l'éloge du crédit, en multiplioit les partiſans à l'infini, & jettoit de loin les fondemens de celui qui eſt à préſent la baſe de toute la puiſſance actuelle de la Nation. Il eſt ſingulier que ce ſoit des François qui ont donné au crédit de l'Angleterre, ſa première conſiſtance.

Avant cette époque l'Angleterre ne devoit rien, le Parlement faiſoit lever par la voye des impôts, l'argent néceſſaire pour toutes les dépenſes de l'année. Quand les impôts excédoient les dépenſes, le ſurplus ſervoit pour payer partie des dépenſes de l'année ſuivante; ſi au contraire les impôts n'avoient pas ſuffi, ſoit par des nonvaleurs, ſoit autrement, le Parlement y remédioit ſans faute l'année d'après; enſorte que l'Etat n'étoit jamais endetté que pendant quelques mois. Le Parlement d'Angleterre n'a rien de mieux à faire aujourd'hui pour aſſurer le bonheur, & peut-être le ſalut de la Nation, que de revenir ſur ſes pas, & de rétablir dans ſon Adminiſtration, cette ancienne méthode de pourvoir à toutes les charges de l'Etat; ce qui dans la ſituation préſente de la Grande Brétagne, paroit être l'opération la plus diſicile qu'aucun Gouvernement ait jamais faite.

Cette opération eſt abſolument néceſſaire pour ſoutenir l'induſtrie, indépendament de tout autre intérêt: ou il faut que l'Angleterre rénonce à tout Commerce des productions de ſon induſtrie dans les Marchés de l'Europe. Les éloges qu'on donne à ce crédit, fondés ſur l'étendue inmenſe & ſur l'activité infinie qu'on a ſçu donner à la circulation, par la forme ſeule des emprunts, eſpèce de Magie qui n'a jamais eu d'exemple chez aucune nation,

ces

ces éloges ne peuvent diſſiper le vice deſtructeur de l'induſtrie, dont cette circulation même eſt le ſiége. Cette abondance exceſſive de ſignes, égaux par l'enchantement du crédit, à l'or & à l'argent, avilit les ſignes répréſentatifs, & enchérit les valeurs; Car tout ſe porte au marché, & quand la main d'œuvre y trouve une grande abondance de ſignes, elle enchérit néceſſairement, & cette cherté enchérit toute Fabrication. Cette cherté eſt encore accrue par les droits ſur les conſommations: & dans le fait les productions de l'induſtrie Angloiſe ſont plus chéres, que celles des autres Nations. L'Angleterre ne peut donc ſoutenir ſon induſtrie que par ſes conſommateurs dépendans. C'eſt là un effet de ce crédit tant vanté, qui ne peut être détruit que par l'amortiſſement des dettes.

La France a connu bien plutôt que l'Angleterre, la voye des emprunts pour ſecourir l'Etat, & l'abus de l'uſage du crédit public. M. de Sully trouva l'Etat chargé de cent dix milions de dettes, ſomme d'autant plus exorbitante que les revenus de l'Etat n'étoient alors que de vingt quatre milions. Ce Miniſtre donna ſes premiers ſoins à la libération de l'Etat, & à la ſuppreſſion des impôts extraordinaires. Cétoit en liquidant les revenus publics, & en diminuant les impoſitions, qu'il enrichiſſoit ſan Maitre & ſes Peuples; méthode qui à toujours produit en France ce double avantage. Il parvint en peu d'années à porter les revenus publics à trente cinq milions, & à rendre à l'Etat ſa force & ſa ſplandeur. Ce Miniſtre, ſelon ſon propre témoignage, ne faiſoit que ſuivre les vûes élévées & les ſentimens tendres d'Henri IV. „ mon ami, lui diſoit ce Monarque pendant une maladie qu'il eut à Mon„ ceaux, je n'apréhende nullement la mort; vous le ſçavez mieux que per„ ſonne, vous qui m'avez vû en tant de périls, dont il m'étoit ſi facile de „ m'exempter: mais je ne niérai pas que je n'aie regret de ſortir de la Vie, „ ſans élever ce Royaume à la ſplandeur que je m'étois propoſée, & avoir „ témoigné à mes peuples que je les aime, comme s'ils étoient mes enfans, „ en les déchargeant d'une partie des impôts, & en les gouvernant avec „ douceur" (*a*).

M. Colbert trouva auſſi l'Etat ſurchargé de dettes; il ſuivit les mêmes principes que M. de Sully, & parvint en dix années à liquider les revenus publics. En 1671. l'Etat ne devoit plus que ſept milions trois cens mille livres de rentes ſur la Ville, & les forces de l'Etat étoient augmentées à proportion. On le força en 1672. à ouvrir un emprunt ſur l'Hotel de Ville. On

(*a*) Mem. de Sully.

On ſçait les reproches que ce Miniſtre en fit au Premier Préſident du Parlement, qui avoit donné ce conſeil au Roi: il lui dit qu'il repondroit devant Dieu, du préjudice que ce conſeil cauſeroit à l'Etat, & du mal qu'il fairoit aux peuples. Ce Miniſtre prévoyoit alors tous les inconvéniens qui devoient naître de l'uſage du crédit public, & régardoit les emprunts, comme une reſſource à la longue plus onéreuſe aux Peuples, que l'augmentation des impôts. Il ſuivoit la maxime du Parlement d'Angleterre, qui étoit d'impoſer chaque année ſur les Peuples, des ſommes proportionnées aux dépenſes de l'Etat, & de s'occuper eſſentiellement à augmenter chez les Peuples, les ſources des revenus publics, comme le ſeul moyen de les accroître. M. Colbert les augmenta en effet ces ſources, en faiſant renaitre l'induſtrie, & en diminuant quelques impôts.

Les Succeſſeurs de M. Colbert abuſérent du crédit public, dont il fut le fondateur malgré lui. Le ſiſtême de Law, qui porta au crédit public un coup dont il reſte encore de traces ſenſibles, ſur tout chez l'Etranger, eût peut-être fait plus de bien que de mal à la France, ſi le discrédit eut été porté au point de la forcer de fermer pour toujours la Caiſſe des emprunts. Une Adminiſtration plus tranquile réléva ce crédit, & une Caiſſe d'amortiſſement établie après la guerre terminée par le dernier traité d'Aix-la-chapelle, fit Négocier les effets royaux avec bénéfice: les événemens qui ont ſuccédé à ces avantages ſont aſſez connus.

Dans la néceſſité de faire des emprunts, la maxime d'en aſſigner le rembourſement par la même loi, eſt la précaution la plus ſage qu'il ſoit poſſible de prendre pour prévenir les inconvéniens des dettes, & la plus forte Barrière à oppoſer à l'abus du crédit. Mais lorsque la néceſſité a fait porter ces emprunts au point que le revenu général de la Nation ne peut fournir au tréſor public les fonds néceſſaires aux rembourſemens aſſignés, ni même au payement exact des intérêts; il ne reſte, dans l'ordre actuel des Finances, aucuns moyens de ſoutenir le crédit public, il tombe néceſſairement; & les Finances miſes dans cette ſituation, la perte du crédit eſt un mal, auquel on ne ſçauroit apporter un remède trop prompt. Le défaut de crédit force alors le Gouvernement à chercher dans de nouveaux Subſides, ou dans l'augmentation des impôts, les ſecours que le crédit ne peut plus fournir, & que les beſoins de l'Etat exigent cependant impérieuſement. Les nouveaux Subſides, l'augmentation des impôts, portés au-delà d'une juſte proportion, tariſſent rapidement la ſource même des revenus publics, & la Nation ne ceſſe de s'appauvrir.

L'AGIOTAGE des fonds publics eſt un des grands moyens qui en ſoutient le crédit en Angleterre; le cours que l'agio leur donne ſur la place, en fixe le prix ſur les places Etrangéres.

LE crédit de l'Angleterre trouve un ſecond appui dans les tréſors des Hollandois, qu'elle a ſçu presque s'approprier: & il eſt bien ſingulier que la Hollande ait eu la Conſtance de lui préter tous les ans pendant longtems des ſommes inmenſes, ſans s'apercevoir que les Anglois ſe ſervoient de ſon argent pour détruire ſa puiſſance rélative en élévant la leur. L'agiotage qui ſe fait à Amſterdam des Annuités, fortifie encore infiniment le crédit de l'Angleterre. Indépendament du Commerce qui s'en fait à terme à Amſterdam, les Anglois Hypothéquent ſouvent des Annuités aux Hollandois, qui ſur cette ſureté leur avancent de grandes ſommes, & ſoutiennent encore par leurs remiſes, le crédit des Agioteurs de Londres, & conſéquament celui des Annuités (*a*).

LE crédit de l'Angleterre eſt encore fondé chez les Etrangers, même en France, ſur l'opinion établie que ſa dette eſt une dette Nationale, c'eſt-à-dire, une dette contractée par la Nation même. Les Etrangers croyant avoir pour débiteur la Nation entière, ne craignent aucune réduction forcée de la part du Souverain, ou de ſon Miniſtre; & cette idée a de tous tems ſéduit beaucoup de préteurs.

LE crédit de la France a manqué jusqu'à ce jour, de cette ſolidité apparente: la conſtitution de ſon Gouvernement ne lui a pas permis de donner le même avantage à ſon crédit; mais la France pourroit ſans donner atteinte à la conſtitution de ſon Gouvernement, former un Etabliſſement qui ſuppléeroit au défaut de cette Obligation Nationale, qui n'eſt qu'une ſimple forme, & préſenter au public une ſolidité plus réelle: car une Nation n'eſt pas plus ſuſceptible de contrainte, qu'un Souverain.

ON ne doit pas enviſager le crédit d'un Etat ſeulement comme une reſſource dans un tems orageux, dans un moment de criſe; comme un moyen ſûr d'emprunter facilement de grandes ſommes pour répondre ſans peine à de grands béſoins, pour ſecourir l'Etat ſans ſurcharger les Peuples d'impoſitions nouvelles. Ne voir le crédit, que de ce ſeul côté, c'eſt en ignorer les vrais avantages: les impoſitions, quelques deſtructives qu'on les ſuppoſe, ſeroient ſouvent préférables à la reſſource des emprunts; ſurtout lorsque ces emprunts ne ſont point aſſujettis à un rembourſement préfix, & qu'ils éterniſent des charges qui ne dévroient être que momentanées. IL

(*a*) Amſterdam a fait une Branche de Commerce fort lucrative, des richeſſes Artificielles de l'Angleterre, qui entrent aujourd'hui pour beaucoup dans les avantages de ſa balance.

Digitized by Google

Il faut conſidérer le crédit public dans l'intérêt des Arts, de l'induſtrie, du Commerce & de l'Agriculture: tout cela tombe dans la langueur à meſure que le crédit s'affoiblit; ces ſources des revenus publics, ce principe unique du nerf de l'Etat, ſe déſſeche, tout s'épuiſe & ſe détruit même, dans un Etat dont le crédit eſt altéré ou perdu. Le crédit floriſſant donne aucontraire de l'ame à tout par l'activité de la circulation des productions de la Nature & de l'induſtrie, & l'Etat conſerve ſon embonpoint. Le crédit eſt la cauſe & le principe des reſſources naturelles de la Nation, qu'il rend aſſez abondantes pour fournir à de grands béſoins, ſans qu'on ſoit obligé d'avoir recours aux emprunts; & ſi des circonſtances imprévues déterminent la ſageſſe de l'Adminiſtration à recourir à des emprunts, il fournit mille moyens faciles pour ſe procurer une prompte libération. Ce ſont là les avantages les plus réels & les plus précieux, en un mot les vrais avantages du crédit public. On ne fait point aſſez d'attention aux Conſommations, qui réſultent d'une grande circulation, aux richeſſes qu'elle répand dans un Etat, ni aux maux infinis qui naiſſent d'une circulation éteinte ou languiſſante, & que le crédit public eſt le Thermomêtre de la circulation.

Le revenu général d'une Nation conſiſte dans ſes productions naturelles, & d'induſtrie. On peut eſtimer ces deux ſortes de productions en France par année à plus de quatre Milliards, & il n'y a pas un Miliard & demi de numéraire, pour repréſenter ces quatre Miliards de valeurs. Cependant ce numéraire les repréſente toutes exactement par l'activité de la circulation, qui, lorsque le crédit eſt floriſſant, multiplie rapidement & à l'infini les fonctions du numéraire; & c'eſt le mouvement que la circulation du numéraire donne à toutes les productions, qui facilite la perception des impôts même les plus onéreux, & qui entretient la richeſſe de l'Etat. Si au contraire la circulation eſt interceptée ou ralentie par le discrédit, les productions ſont à charge aux propriétaires, qui ne peuvent vivre & payer les impôts, que par des ventes forcées: alors l'Etat ne ceſſe de s'appauvrir.

C'est en donnant au crédit une conſiſtance ſolide par un bon ſiſtême de finance, que le Miniſtère crée en quelque ſorte de nouvelles richeſſes dans l'Etat; & la perte du crédit ne détruit pas ſeulement la reſſource des emprunts, elle détruit auſſi celle des impoſitions extraordinaires. Le mal s'étend plus loin encore: la rentrée des revenus ordinaires languit: le défaut d'activité dans la circulation en tarit bientôt la ſource; les nonvaleurs deviennent inévitables; & ſe multipliant ſans ceſſe, elles augmentent encore infiniment les beſoins. Trouver alors le principe d'un nouveau crédit, dans une

opération de finance, dont l'équité & la ſageſſe ne puiſſent être conteſtées; dans une opération qui ne préſente aux Peuples que la ſage prévoyance d'une Adminiſtration éclairée, & les effets d'une protection néceſſaire, c'eſt le ſervice le plus important que l'heureux génie d'un grand Miniſtre puiſſe rendre à l'Etat.

Le Génie conſervateur, le Génie tutélaire de l'excellent Miniſtre, ne craint point le grand jour ſur ſes opérations. Ses reſſources ſont toûjours à côté de ſes beſoins. Il met le public à portée de calculer l'un & l'autre, & la confience publique ſoutient ſes reſſources, les étend & ſouvent les multiplie. Il ſeroit avantageux pour l'Etat que le public put ſans ceſſe calculer aiſément la Balance de ſes Finances & de ſes Charges: ſa confience établie ſur une baſe connue, ſeroit entière & deviendroit infailliblement le principe de la plus grande activité dans la circulation, & du crédit le plus ſolide; elle rendroit tout facile, parcequ'on tous les beſoins ſeroient prévus, & les reſſources indiquées d'avance par le vœu public. Aucune opération ne ſeroit forcée, aucun emprunt ne ſeroit à un taux uſuraire & ruineux.

L'Art du Gouvernement, le Génie de l'Adminiſtration a déployé toutes ſes reſſources en Angleterre, & les a épuiſées pour élever, pour agrandir la Nation, pour étendre ſes richeſſes & ſa Puiſſance, pour augmenter ſon revenu Général & ſon revenu public. Mais le Gouvernement a depuis trop longtems porté le revenu public au-delà des limites d'une juſte proportion, pour pouvoir fournir la carrière qu'il s'eſt ouverte, s'il rencontre des obſtacles ſérieux à ſurmonter. Son crédit eſt un arbre dont le tronc ne peut manquer de périr, ſi on laiſſe ſubſiſter l'exceſſive étenduc de ſes branches.

Le Crédit de la France eſt ſans doute fort éloigné d'un ton ſi avantageux. Mais quelque altéré qu'il ſoit, la ſource n'en eſt point tarie: une bonne Adminiſtration peut la rendre plus abondante, & ſuffiſante pour honorer le Crédit. Si les revenus publics y ſont portés au-delà d'une juſte proportion avec le revenu général, il s'en faut de beaucoup qu'on ait franchi ces limites en France avec le même excés qu'en Angleterre: & la France a cet avantage, que l'eſprit d'ordre & d'économie porté ſur les différentes branches de la richeſſe de ſon fonds, peut aiſément réduire les revenus publics à cette juſte proportion qui aſſure le bonheur des peuples, & la force de l'Etat.

On Convient généralement que la France eſt le Royaume de l'Europe qui a le plus de moyens de s'enrichir pendant la paix, & le plus de reſſources.

Digitized by Google

des pendant la Guerre; & les Politiques, non les Politiques Vulgaires, mais ces Gènes rares qui ont acquis des lumières ſupérieures par une longue expérience, & par une étude profonde de l'Art de Gouverner les Etats, ne conçoivent pas comment il eſt poſſible que dans un pays ſi riche, ſi peuplé, où les hommes inviolablement attachés à leur Roi, ſont tous également induſtrieux, avides de Gloire, d'honneurs & de richeſſes, & où le Miniſtère eſt Maître, l'Etat puiſſe manquer de Soldats, d'Argent & de Crédit. Lorſqu'on félicita Louis XIV. ſur le ſuccés de ſes Armes en Eſpagne après la Victoire d'Almanza, ce Monarque répondit, *je n'y ai pourtant envoyé qu'un homme de plus.* Cet homme étoit le Duc de Vendôme. Dans tous les tems un ſeul homme à la tête des Finances, ou à la tête des Armées, a ſuffi pour rétablir la France, après le plus grands déſaſtres.

Après les Guerres civiles, & des Guerres de Religion, les plus cruelles & les plus deſtructives, qui avoient dévaſté le Royaume pendant pluſieurs regnes; à la ſuite des plus grandes Calamités qui puiſſent déſoler un Etat, Sully rendit en peu de tems le Royaume preſque floriſſant, & ce Miniſtre ne connut cependant, & ne fit valoir qu'une très petite partie de ſes reſſources. Colbert les connut toutes: il fit regner les talens & l'induſtrie, & rendit le Royaume commerçant. Le Miniſtère de Chamillard ne put détruire les reſſources que l'heureux Génie de Colbert avoit animées, mais il les épuiſa; & Desmarêts, ſon Succeſſeur, mérita des éloges pour avoir oſé ne pas déſeſpérer à la vue d'un épuiſement preſque univerſel, de trouver encore dans les reſſources du Royaume, dequoi mettre ſon Maître en Etat de faire une paix honnorable. Le Cardinal de Fleuri ſçut faire goûter à la France les fruits d'une longue paix. Plus de quatre cent Milions & de cent mille Hommes dépenſés en Italie & en Allemagne, la Marine détruite & la majeure partie du Commerce interrompue pendant la Guerre terminée par le dernier traité d'Aix-la-Chapelle, ſembloient avoir épuiſé la France de nouveau. Toutes ſes pertes, toutes ſes dépenſes énormes n'avoient pu altérer ſon Crédit, & ſept années de paix ſuffirent pour lui rendre ſon premier embompoint. Quelle que ſoit donc la ſituation d'un Royaume qui poſſéde un ſi grand fonds de richeſſes naturelles, on n'a pas beſoin, ſoit pour rappeller ſon ancienne ſplandeur, ſoit pour l'élever à une puiſſance rélative, d'avoir recours à l'illuſion des richeſſes artificielles; ſurtout avec cet excès énorme, auquel l'Angleterre s'eſt livrée.

Il eſt peut-être très heureux pour les autres Nations de l'Europe, que l'Angleterre n'ait élevé une grande puiſſance, & ne puiſſe la ſoutenir que par

l'uſage d'un crédit artificiel; & que la France n'ait pas ſçu profiter de ſes avantages naturels pour accumuler ſans ceſſe des richeſſes. Un terrein plus vaſte & plus fertile, un climat plus heureux & une grande Population; une induſtrie plus active, plus recherchée & plus étendue, donneroient à la France une grande ſupériorité, ſi elle partageoit l'Empire de la Mer. C'eſt une aſſés grande gloire pour l'Angleterre, de faire pencher ſouvent en ſa faveur la balance du pouvoir & des richeſſes avec les deux tiers moins de territoire & d'habitans que ſa rivale. Rien n'eſt plus intérreſſant que le tableau des richeſſes naturelles & d'induſtrie de ces deux Nations, & des abus palpables qui regnent également chez les deux Nations les plus éclairées; abus qui ſont peut-être des limites néceſſaires pour prévenir l'excés d'une puiſſance à la quelle ſans cela elles ne pourroient manquer de s'élever. Les richeſſes exceſſives que leurs avantages leur procureroient, s'il n'y avoit point d'abus dans leur Adminiſtration, ſe repandent chez les autres Nations, & leur donnent une ſorte de balance ſuffiſante pour maintenir leur liberté. Il eſt néceſſaire pour le bien général de l'humanité, que les richeſſes ſoient diviſées entre les différentes Nations; comme pour celui d'un Etat, qu'elles ne ſoient pas concentrées parmi un petit nombre de citoyens. C'eſt ainſi que par le ſecours du Commerce, chaque Nation & chaque particulier participe à l'opulence publique, & jouït de la faculté de ſe procurer cette portion de bonheur que les richeſſes peuvent donner.

Des richeſſes Artificielles.

Les richeſſes Artificielles ſont une invention moderne de l'Art de l'Adminiſtration. La faculte d'emprunter a donné naiſſance à cette ſorte de biens ſans réalité, dont l'opinion ſeule ſoutient l'exiſtence & la valeur. La première Nation qui a regardé les emprunts comme un moyen de ſoutenir ſa Puiſſance ou de l'accroître, a engagé les Nations rivales à l'imiter, ſoit pour ſoutenir la leur ou ſe donner la ſupériorité. L'Angleterre a mieux apperçu que toute autre, les avantages de ce ſecours Artificiel & momentané; & elle ſeule a ſçu ſe donner avec ce ſecours momentané, par l'Art avec le quel elle a ſçu l'employer, la plus grande Puiſſance, qui cependant n'etant élevée & appuyée que ſur un fondement ſi peu naturel, ne peut que très difficilement ſe ſoutenir longtems au haut dégré où nous la voyons.

L'Usage de la faculté d'emprunter & d'étendre les richeſſes Artificielles, a concourru avec les avantages de la balance du Commerce, à élever un grand nombre de fortunes particuliéres chez les Nations emprunteuſes, ſurtout

tout en Hollande, en France & en Angleterre ; mais toutes ces Nations ſe ſont également affoiblies, par les progrés ſucceſſifs de toute ſorte d'impots ſur les peuples, portés à un excés devenu indiſpenſable pour ſoutenir le poids des intérêts. Enſorteque l'uſage des richeſſes Artificielles n'eſt qu'un nouveau fleau pour l'humanité, qui s'eſt malheureuſement introduit dans l'Art de Gouverner les Nations. Ce fleau a également attaqué l'Agriculture, l'Induſtrie & la Population, en faiſant multiplier les impots de toute eſpèce dans le plus grand excés; & a introduit dans la ſociété une nouvelle claſſe d'Hommes, autrefois inconnue, qui ſous le nom de Rentiers, ne ſont plus au monde que pour y vivre aux dépens du public, & conſommer les fruits de l'Induſtrie des autres Hommes, dans une pernicieuſe oiſiveté. Par là toutes les Nations emprunteuſes ſe ſont infiniment affoiblies, & aucune ne pourroit ſoutenir le poids d'une nouvelle guerre ſans le ſecours de nouveaux emprunts; & ſans répandre parconſéquent par cette voye ſeule, de nouvelles calamités ſur l'humanité. Par cette raiſon celle de ces puiſſances emprunteuſes, de la maiſon d'Autriche, de la France, de l'Eſpagne, de l'Angleterre, de la Hollande, qui trouvera les moyens de la plus prompte libération, ſe donnéra néceſſairement une ſupériorité de Puiſſance rélative; & l'emploi de ces moyens eſt le plus grand ſervice que l'Art de l'Adminiſtration puiſſe rendre à une Nation. Il eſt certain que ſi l'une de ces Puiſſances, la maiſon d'Autriche, la France, l'Eſpagne, ou l'Angleterre, étoit aujourd'hui ſans dettes, elle pourroit donner des loix à toutes les autres, & aſſurer la proſpérité de ſes Peuples.

Un Etat qui poſſéde un grand fonds de richeſſes naturelles & d'induſtrie, dont la circulation eſt affoiblie par de grandes dépenſes & des dettes, mais qui n'a point de Papiers monnoyes, peut trouver une reſſource dans l'étendue même de ſes dettes. Tirer de ſa foibleſſe même, une grande ſomme de forces, n'eſt point ici un paradoxe. Cet Etat peut avec le ſecours même de ſes dettes ou fonds publics, remplacer les ſommes que ſes dépenſes ont rétranchées de la maſſe de ſa circulation, ou parcequ'elles ont fait reſſérrer le numéraire dans l'Etat, ou parcequ'elles l'ont fait paſſer à l'Etranger. Il peut donner à ſa circulation toute l'activité qu'elle a perdue, & au fonds naturel de ſes richeſſes toute leur ancienne valeur, & même les étendre. Il faut dabord établir la confience publique: cette opération peut paroitre infiniment difficile; mais elle n'eſt pas impoſſible. On peut trouver dans un Etat qui a de grandes reſſources naturelles, les moyens de donner à la confience publique, une baſe ſolide.

La

La confience publique donne ſeule une valeur au Papier, & cette confience ne peut s'établir que ſur un gage, ſur une ſureté inconteſtable. Le Gouvernement d'un ſeul, quoiqu'en diſe l'Auteur de *l'Eſprit des loix*, peut aſſigner une ſureté réelle au Papier; mais cette ſureté quelle qu'elle ſoit, ne ſera pas encore la baſe de la confience qui doit être l'Ame de la circulation, ſi le Public convaincu que le gage aſſigné eſt réel, n'eſt encore aſſuré par la forme de la conſtitution du gage, qu'il eſt pour toujours à couvert de l'uſage d'un Pouvoir arbitraire.

Si un Pays gouverné par un ſeul, qui eſt ſurchargé de dettes & qui n'a point de Papiers monnoyes, parvenoit à conſtituer un tel gage à ſes dettes converties en Papiers monnoyes, il ſe procureroit tous les avantages & toutes les richeſſes qui réſultent d'une grande circulation, & par là s'aſſureroit une prompte libération. Mais il ſeroit néceſſaire pour prévenir l'aviliſſement des ſignes des valeurs, que la ſomme de Papiers monnoyes qu'il mettroit dans la circulation, n'excedât pas de beaucoup celle de l'Argent réel que ſes dépenſes en auroient rétranché; & que la ſomme de Papiers monnoyes fut diminuée tous les ans par la voye de l'amortiſſement dans une juſte proportion avec la ſomme d'argent effectif qui ſeroit rappellée dans la circulation, par l'effet naturel d'un Papier accredité, ou par la balance avantageuſe du Commerce.

Il n'eſt pas douteux que ſans le ſecours de la confience publique, le Papier monnoye ne ſignifie pas aſſez, ou ne ſignifie rien du tout. Or cette confience ne peut s'établir que ſur la ſureté du rembourſement, & cette ſureté ne peut ſe trouver que dans une Caiſſe d'amortiſſement proportionnée à la ſomme de Papier miſe dans la circulation. Sans ce ſecours, toute création de Papier circulant pour argent comptant, au lieu de remplir ſon objet, ſeroit infailliblement la cauſe & l'Epoque d'un grand déſordre. On ne doit pas compter ſur l'illuſion, qui, ſi le bon ſens permettoit d'en faire le fondement d'une opération ſi importante, ne ſauroit durer auſſi longtems que le beſoin. Il faut que le public ſoit convaincu d'une réalité permanente & inébranlable. La grande difficulté eſt d'établir une Caiſſe d'amortiſſement qui correſponde à la nature & à l'étendue des engagemens, dont les fonds ſoient inconteſtablement aſſurés, & ne puiſſent être divertis ou employés à d'autres uſages.

L'Angleterre & la Hollande peuvent former une Caiſſe permanente d'amortiſſement. Mais d'un côté les payemens de cette Caiſſe ſur les capitaux ne ſauroient être proportionnés à l'étendue de leurs dettes, parceque tous leurs revenus étant forcés, n'excédent que de fort peu de choſe les charges

charges ordinaires & les intérêts des dettes; de l'autre, la Caiſſe d'amortiſſement ne pourroit ſervir de baſe à la converſion ſucceſſive des dettes en Papiers monnoye. Ces deux états ne trouveroient que des désavantages dans cette converſion.

LE Commerce de la Hollande & celui de l'Angleterre ſouffrent déjà infiniment de la trop grande abondance du numéraire; cequi arrivera toujours chez toute Nation où la ſomme du numéraire excédera celle que les inmeubles & le Commerce peuvent occuper. Une augmentation de ſignes des valeurs par une nouvelle introduction de Papiers monnoyes chez ces deux Nations, acheveroit de ruiner leur Commerce.

UN Etat Monarchique, où le Commerce répand beaucoup moins de numéraire, & qui n'a point de Papiers monnoyes, ſoutiendroit mieux aujourd'hui l'uſage des richeſſes artificielles, & y trouveroit des reſſources, ſi la conſtitution de ſon Gouvernement, & la forme de ſon Adminiſtration, pouvoient lui permettre de ſe les donner. Il y a deux obſtacles très difficiles à vaincre pour aſſurer la confience publique; celui qui nait de la dette d'un ſeul, & celui que préſente en même tems la difficulté de former un établiſſement que le public croie à l'abri de l'uſage du pouvoir arbitraire.

L'IDÉE où l'on eſt, que les fonds publics d'un Etat Monarchique ſont la dette du ſouverain, & toujours à la diſpoſition d'un ſeul, a donné dans tous les tems une grande ſupériorité au crédit de l'Angleterre, ſur celui de tout Etat Monarchique. Quoique la Compagnie du Sud ait fait perdre des Capitaux immenſes; quoique les Créanciers de l'Angleterre aient eſſuyé de grandes réductions d'intérêts; quelques précautions qu'on ait priſes dans quelques Etats Monarchiques pour donner des ſuretés aux Créanciers, on n'a pu parvenir juſqu'à préſent à donner aux fonds publics aucune forme, qui réponde à l'idée que le public s'eſt faite du crédit de l'Angleterre. Ce crédit eſt uniquement fondé ſur ceque la dette n'eſt point celle du Roi, ni du Gouvernement; mais celle de la Nation: c'eſt là le ſiége de la confience publique.

LES fonds des dettes de l'Etat ſont également faits dans un Etat Monarchique par la Nation; mais ils y ſont toujours à la diſpoſition du Souverain. En Angleterre c'eſt la Nation qui ordonne la levée des fonds, & qui en diſpoſe: c'eſt cequi conſtitue ſa dette une dette nationale, denomination qui ſeule porte dans le Public l'idée de la plus grande ſureté.

En France, en Angleterre, en Hollande, dans les Etats de la Maiſon d'Autriche, dans toutes les Républiques; c'eſt l'Etat qui doit, ou ſi l'on veut la Nation : Mais les Créanciers n'ont jamais d'autre débiteur, que le général, que la ville, l'Etat ou le Corps de la Nation, & ne peuvent avoir d'autre ſureté que la bonnefoi, qu'on doit ſuppoſer égale partout, & le Domaine public, qu'il eſt impoſſible de diſcuter.

Un Miniſtére foible ou peu éclairé, de grands beſoins, la néceſſité, peuvent faire oublier les loix de la bonnefoi, & alors l'engagement du Domaine public n'eſt dans les mains des Creanciers, qu'un titre inutile. Ce qui eſt moins à rédouter dans une République, que dans un Etat Monarchique; & c'eſt là uniquement ce qui donne un dégré de ſupériorité au crédit républicain.

Les Etats Monarchiques, ceux ſurtout qui ont des Provinces qui ſe régiſſent en forme d'Etats, ont des moyens d'aſſimiler leur crédit à celui des Etats Républicains par la forme de l'établiſſement d'une Caiſſe d'amortiſſement, en lui donnant une aſſignation permanente, ſoumiſe à une eſpèce de garentie nationale. Si la ſageſſe de l'Adminiſtration formoit ainſi un établiſſement qui fut tel, qu'il parut évident que dans la ſuite le Gouvernement ne pourroit y faire aucun changement ſans ſe nuire infiniment, & ſans expoſer l'Etat à quelque révolution funeſte, (& il eſt très facile de donner cette conſiſtence & cette force à une Caiſſe d'amortiſſement,) il eſt inconteſtable qu'on ne ſçauroit imaginer alors aucun crédit républicain ſupérieur à celui qui réſulteroit de la forme de cet établiſſement. Car la ſureté la plus ſolide, eſt celle qui met le plus le débiteur dans l'impoſſibilité de manquer à ſes engagemens. C'eſt là la ſeule choſe qui doit produire cette opinion publique qui conſtitue le crédit.

Un établiſſement de cette nature formé ſur ces Principes, n'a contre lui que les excés. Si rien ne peut écarter des limites qu'on s'eſt une fois preſcrites; ſi ces limites ſont une loi inviolable, & telle qu'il ne ſoit même plus poſſible d'y donner atteinte, le ſuccés de l'opération eſt infaillible. Pour s'en convaincre on n'a qu'à jetter les yeux ſur les Papiers monnoyes de l'Angleterre, ſur les dépenſes énormes que cette Nation ſoutient depuis un grand nombre d'années avec le ſecours de ſes Papiers; on conviendra que ſa Puiſſance ſeroit appuyée ſur un fondement ſolide, ſi ſes Papiers monoyes réduits à un quart ou à la moitié moins, étoient ſoumis à une extinction ſucceſſive, & n'étoient jamais ſortis de ces limites; puiſqu'elle ſe ſoutient encore avec ce ſecours ſeul au plus haut dégré d'élevation, malgré l'excés de ſes Papiers porté

porté au dernier période. On eſt forcé de reconnoître qu'il ſeroit réſulté des richeſſes réelles, une puiſſance ſolide ; de ſes richeſſes Artificielles contenues dans une juſte proportion. L'expérience prouve inconteſtablement que les mêmes richeſſes Artificielles, qui produiront peut-être un jour un grand déſordre, contenues dans un uſage modéré, auroient été la baſe d'une puiſſance inébranlable.

Le génie Anglois a ſenti tous les avantages de cette reſſource en s'y livrant; mais il n'en a pas prévu les inconvéniens en s'y livrant avec excés. L'Angleterre ne ſauroit rétablir que très difficilement aujourd'hui cette juſte proportion qui ſeroit le fondement d'une richeſſe réelle, d'une puiſſance durable, & corriger l'excés qui ſemble ne permettre de voir dans ſa puiſſance actuelle, qu'une puiſſance précaire & momentanée, parcequ'elle eſt ſortie de ſes bornes naturelles.

Les Etats Monarchiques chargés de dettes, peuvent donc faire un uſage momentané des Papiers monnoyes, & ſe donner des richeſſes Artificielles avec un heureux ſuccés Ils ont l'avantage de pouvoir établir une Caiſſe d'amortiſſement proportionnée aux fonds publics ; & bien loin de ſe trouver ſurchargés d'une trop grande quantité de ſignes des valeurs, la ſomme de leur circulation naturelle ſe trouvant diminuée, ils peuvent limiter l'uſage des ſignes fictifs à la répréſentation ſeulement de la ſomme de numéraire dont ils ont été appauvris : & en ſe donnant par cet uſage tous les avantages de la ſomme qui leur manque, ils peuvent prévenir tous les inconvéniens, toutes les ſuites ruineuſes de l'excés des ſignes fictifs, par les limites d'une juſte proportion avec le beſoin du moment, avec la ſomme qui eſt abſente de la circulation, & par un amortiſſement & une extinction ſucceſſive, fort prompte & proportionnée à l'étendue de leurs dettes.

Il n'y a peut-être pas aujourd'hui un ſeul Gouvernement en Europe qui ne regarde la proſpérité des Peuples, comme la ſeule baſe ſolide de la Puiſſance de l'Etat, & qui ne s'occupe des moyens de la Procurer. Tous les moyens qu'on peut employer à rendre les Peuples heureux chez les Nations ſurchargées de dettes, ne ſeront que ſubſidiaires, & ne produiront point leur effet, ſi l'on ne s'y occupe eſſentiellement & principalement de la libération de l'Etat; & ſi l'on n'y regarde pas le peyement des dettes, comme le ſeul moyen de réduire les impots à la juſte proportion des facultés naturelles des Peuples & des richeſſes réelles de l'Etat. C'eſt en même tems le ſeul moyen de prevenir une augmentation de calamités, que la néceſſité de nouveaux emprunts

doit toujours faire craindre; de relever ou de ſoutenir le crédit, & d'en rendre par cette raiſon, l'uſage, que de malheureuſes circonſtances peuvent obliger d'en faire de nouveau, infiniment moins onéreux aux Peuples & à l'Etat.

CHAPITRE XXI.

Des Banques.

MALGRÉ l'expérience qu'on à faite en France d'une Banque, des François n'ont pas craint d'en propoſer encore les reſſources. Mais c'eſt une Plante étrangère pour la France, que tout l'Art des Cultivateurs ne ſauroit y naturaliſer.

LORSQUE des profits énormes, dit on, dans le maniement des deniers publics, ont concentré les richeſſes dans un petit nombre de Familles, lorſque l'Argent eſt reſſeré, lorſque le défaut de confience a alteré la circulation de l'Argent & des Denrées, enfin dans le cas d'un épuiſement total du Corps politique, il eſt certain que la ſeule reſſource conſiſte a préſenter au public un crédit neuf & volontaire, qui devienne une eſpèce de centre de Réunion.

DES Hommes qui ont acquis une grande reputation, ont regardé les Banques, comme l'expédient le plus heureux & le plus naturel qui ait encore été imaginé. Les ſuccés connus de quelques Banques ont fait naitre cette idée, contre la quelle on ne ſe met point aſſez en garde, lorſqu'on jette les yeux ſur cette ſorte d'établiſſement. Le préjugé n'en laiſſe voir que les avantages, & ne permet point d'en approfoudir les inconvéniens. L'Intérêt que préſente en général l'idée d'une Banque, exige que nous examinions ici les effets qu'on doit attendre de ſon établiſſement, tant à l'égard du crédit public, que des Finances, & du Commerce.

VOICI les avantages attribués à l'Etabliſſement des Banques, par l'Auteur des *Récherches & conſidérations ſur les Finances de la France*. Il eſt inconteſtable que le fonds capital dont une Banque eſt compoſé, commence par répandre dans le public une ſomme conſidérable de valeurs qui n'y étoient pas, ou qui ne circuloient pas. L'aſſurance où l'on eſt du payement, la confience dans le Crédit de la Banque fait préférer ſes Billets à tous les autres effets qui

qui ſont dans le Commerce; ſes Billets facilitent le tranſport d'Argent avec plus de ſûreté que les Lettres de change; & la confiance générale eſt telle, que perſonne ne ſe hâte d'en demander le Rembourſement. Ces effets rempliſſent toutes les fonctions de l'Argent. Les Négocians dont le papier paroit ſolide à la Banque, y trouvent à eſcompter leurs Lettres de change à un modique intérêt: les Billets de la Banque qu'ils reçoivent pour le montant de leurs Lettres, leur ouvrent un grand Crédit, & leur donnent la facilité de multiplier leurs affaires.

C'EST encore un avantage de la Banque, que le titre & le poids de la Monnoye de Banque ſont invariables, que toutes les ventes ſe ſtipulent dans cette monnoye, & que chaque particulier eſt plus ſûr de ſon Argent dans la Caiſſe de la Banque, que dans la ſienne propre. On pourroit ajoûter que la Banque tient lieu d'un caiſſier aux Négocians.

LES Billets de la Banque deviennent en un moment le moyen le plus propre à faciliter les échanges. Toutes les valeurs renfermées rentrent dans la circulation, parce qu'il eſt de l'intérêt de chaque propriétaire de les y apporter; l'induſtrie & le travail renaiſſent, le nombre des préteurs augmente, & l'Argent tombe a bas prix.

ON a diſtingué trois ſortes de Banques dans l'exécution. Si les Billets que donne la Banque ſont repréſentés par une valeur réelle toûjours exiſtante dans ſa Caiſſe, ſes Billets animent & ſoutiennent la circulation ſans augmenter la quantité de ſignes des valeurs, ni le prix des denrées, puiſqu'ils ſont ſimplement la repréſentation, & non une multiplication de l'Argent. C'eſt ce qu'on appelle une Banque reſtrainte. L'Auteur des *recherches & conſidérations ſur les Finances de la France* à crû qu'une telle Banque n'exiſte pas.

LA ſeconde ſorte de Banque eſt auſſi commerçante. Elle fait valoir, dit-on, ſon Crédit; elle en donne aux particuliers, ſoit ſur gages, ſoit ſur leur réputation; enfin elle fait valoir l'Argent dépoſé, & ſes Billets dans le Commerce excédent la quantité d'Argent exiſtant dans ſa Caiſſe. Elle ne ſe borne pas à escompter les Lettres de change des Négocians, elle leur prête ſur leurs Billets. Alors il eſt évident qu'elle multiplie l'Argent ou les ſignes des valeurs, & augmente le prix de toutes choſes. On prétend que dans le cas d'un épuiſement total, d'un anéantiſſement de la circulation, cette Banque fait un très grand bien.

La troiſième eſpèce de Banque eſt en même tems commerçante & politique; elle ſert en même tems de dépôt ou de garant aux valeurs qu'on veut mettre dans le Commeree, & fournit des ſecours à l'Etat. Les dettes que l'Etat contracte dans cette forme circulent dans le Commerce, comme Argent comptant, & y produiſent les mêmes effets: elles augmentent le prix des Denrées, des Marchandiſes, & de l'induſtrie. Telle eſt l'idée des avantages qu'on attribue aux Banques, & ſur laquelle on croit qu'une Banque ſeroit un Etabliſſement utile en Francc.

Les Banques commerçantes ſont les ſeules dont les avantages ne ſont balancés par aucun inconvénient. Mais auſſi ces avantages ſe bornent uniquement à faciliter les opérations du Commerce, à donner plus d'activité à la circulation des Denrées & des Marchandiſes, & à ſervir de Caiſſe aux Négocians. Telle eſt la Banques de veniſe, telle eſt celle d'Amſterdam élevée ſur le modèle de celle de veniſe, & la première aujourd'hui, tant pour la ſûreté, que pour la Richeſſe de ſon dépôt. Ces Banques, celle d'Amſterdam ſurtout, n'ont jamais fait circuler aucune partie de leur dépôt, & perſonne n'y obtient du Crédit ſur quelque valeur que ce ſoit, ſi ce n'eſt ſur de l'or, ou de l'Argent en monnoye, ou en lingot, au prorata du poids & du titre, ou en conſéquence de tranſports faits par des propriétaires de dépôts. Ainſi les effets de ces Banques n'augmentent point les ſignes des valeurs dans le Commerce. On a voulu regarder leur tréſor comme une reſſource pour l'Etat dans le cas d'un beſoin préſſant. La ville d'Amſterdam à donné des preuves publiques de la fidélité de ſa Banque; elle en a repréſenté le dépôt entier, & les preuves inconteſtables qu'on n'y avoit jamais touché, dans les beſoins les plus preſſans. Il eſt certain d'ailleurs, que l'Etat ſeroit moins ſurchargé de dettes, s'il employoit le dépôt de la Banque; & que le Commeree de la Hollande ſeroit entièrement détruit par l'excés du numéraire que le Commerce attire ſans ceſſe, qui ſe trouveroit doublé dans la circulation.

La fixation du titre & du poids de la monnoye d'une Banque, ne peut-être conſidérée que comme un avantage bien médiocre, puiſque le Commerce fait lui même cette fixation dans une indépendance abſolue de toute autre loi que celle du marché, à laquelle il aſſujetit même la loi de la Banque. L'Or & l'Argent ſont toûjours Marchandiſes au marché, rélativement aux valeurs reſpectives, & à leur abondance; & à meſure que les Mines d'Europe & celles du nouveau Monde répandent dans le Commerce une plus grande quantité de ces métaux, ils s'aviliſſent, & aviliſſent en proportion la monnoye de Banque. La Banque de Londres n'a point ſuivi en cela les Banques de Veniſe,

&

& d'Amſterdam; ſes Billets & ſes payemens ſe font, & ſes écritures ſe tiennent en eſpèces courantes; cela paroit plus ſimple, plus naturel, & auſſi utile. Le bénéfice de la Banque d'Amſterdam ne conſiſte que dans les droits impoſés ſur les dépôts, & ſur les ouvertures des comptes, ou reviremens de parties, qui quoique modiques, donnent un grand produit, parce que ces opérations ſe multiplient à l'infini. Mais cela ne peut-être regardé comme une Branche des revenus publics, ni comme utile au Crédit National.

Ainsi bien loin de trouver dans l'Etabliſſement d'une Banque ſemblable, des reſſources dans le cas d'un épuiſement total du corps politique, on n'y voit qu'un encouragement, qu'une ſimple facilité donnée au Commerce, qui concourt à le rendre un peu plus floriſſant. C'eſt cependant là l'unique Banque qui ſoit vrayement digne de l'eſtime & de la confiance du public.

La Banque de Hambourg eſt établie & Adminiſtrée à peu près ſur les mêmes principes que celle d'Amſterdam; par cette raiſon ſon crédit eſt auſſi ſolide, quoique ſon dépôt ſoit moins riche. Il eſt vrai qu'elle en fait circuler une partie, mais toûjours ſur un dépôt réel, c'eſt-à-dire, qu'elle fait les fonctions d'un Lombard: elle reçoit des gages, & ne prête point ſur d'autres titres. Cette Banque, comme Lombard n'exige que des intérêts très modiques. C'eſt donc une grande erreur que de croire que toutes les Banques prêtent, ou qu'elles escomptent avec leurs Billets, les Lettres de change des Négocians.

La Banque de Dannemarck tient auſſi lieu d'un Lombard, elle a en même tems une Caiſſe d'escompte à 4 p%. & ſes Billets ſont reçus dans toutes les Caiſſes du Roi. Cette Banque ſera utile au Commerce & à l'Etat, tant qu'elle ne multipliera pas ſes Billets au-delà de ſes fonds réels, & que le Commerce n'y multipliera pas beaucoup les ſigne des Valeurs.

La Banque de Suede prête ſes Billets ſur Hipothéque à intérêt, & ſes prêts ſe ſont multipliés à un tel point qu'on la croit propriétaire aujourd'hui de plus de motié des Terres de la Suede. Ses Billets, qui ne repréſentent d'autre valeur que ſes créances Hipothéquées ſur les Terres des particuliers, ſe ſont multipliés à l'infini, & tellement avilis, qu'ils perdent plus de 50 pour cent contre l'Or ou l'Argent qui ne ſauroient reſter dans un Etat, qui doit une balance qu'il ne peut payer avec les Billets de ſa Banque ſans valeur chez l'Etranger, ni avec ſa monnoye de Cuivre, parce que ſa valeur numéraire eſt au-deſſous de ſa valeur intrinſéque; & par cette raiſon la ſortie en eſt défendue. C'eſt ce qui fait que la Suede perd dans ſon Change presque toû-

toûjours de 30 à 40 pour cent, & qu'elle ne ceſſe de s'appauvrir. Cette Banque ne peut être regardée comme un modéle à propoſer chez aucune Nation.

La Banque Royale d'Angleterre fut établie ſous le Roy Guillaume III. pour fournir aux beſoins de l'Etat par des prêts d'Argent, c'eſt-à-dire, qu'elle reçoit pour ſes Billets, en dépôt ou à intérêt, l'Argent du public qu'elle prête à l'Etat avec intérêt; & le Parlement qui eſt garant pour la Banque, lui aſſigne les fonds néceſſaires pour le Payement des intérêts des ſommes qu'elle prête à l'Etat. En ſorte que le dépôt le plus conſidérable de cette Banque n'a de réalité & de conſiſtance, qu'autant qu'en peut avoir ſa créance ſur l'Etat. Cette créance eſt inmenſe, & il eſt aſſez naturel de croire que plus cette créance devient exceſſive, & plus le fonds de la Banque perd de ſa ſolidité. Il n'y avoit peut-être en Europe que la ſeule Nation Angloiſe capable de ſoutenir & de porter ſi loin un Crédit ſi artificiel; Crédit heureux cependant étant contenu dans des limites étroites. Mais ce Crédit ayant multiplié à l'excés les ſignes des valeurs, ne ſauroit manquer de cauſer la ruine de l'induſtrie & du Commerce, par le haut prix auquel l'aviliſſement des ſignes des valeurs trop multipliés, porte toutes les choſes néceſſaires à la vie. Car le Crédit que la Banque donne à l'Etat, a plus que quadruplé la maſſe des ſignes des valeurs qui circulent dans le Commerce. Ainſi l'Etabliſſement de cette Banque, heureux dans ſon principe par les ſecours qu'il à donnés à l'Etat, peut lui devenir bientôt funeſte par l'excés de ces mêmes ſecours, excés ſous le poids du quel la même Banque auroit infailliblement ſuccombé chez toute autre Nation.

Cette ſorte de Banque eſt cependant la ſeule qui fourniroit en France aux beſoins de l'Etat; mais ſeroit il poſſible d'y fonder ſon Crédit ſur une garantie ſemblable, ſans laquelle ce ne ſeroit qu'un Phantome inutile, qu'il ſeroit très imprudent de préſenter au public? Et s'il étoit poſſible d'établir en France une Banque ſur une garantie Nationale, il ſeroit peut-être très malheureux pour l'Etat, d'avoir une Caiſſe d'emprunts toûjours ouverte, ſi facile à remplir.

Les Caiſſes d'escompte dans toutes les places de Commerce ſeroient très utiles au Commerce; aucune Banque, excepté celle de Dannemarck n'a encore embraſſé cet objet d'utilité: celles mêmes qui prétent ſur gages, comme celle de Hambourg, n'escomptent point les Lettres de change des Négocians. La Caiſſe d'escompte de la Compagnie des Indes à Paris eſt la ſeule Caiſſe publique

en

en Europe qui ait donné ce ſecours au Commerce, & ce ſecours extrêmement reſtraint, eſt de peu d'importance. Les Billets de Caiſſe que la Compagnie des Indes de France avoit introduits dans la Caiſſe d'escompte, & qui reſtoient, ou une bonne partie, quelquefois long-tems dans la circulation, & tenoient ainſi lieu d'Argent comptant, ont fait imaginer qu'une Banque pourroit ſe procurer en escomptant, de grands avantages par de ſemblables Billets. On ne fait pas attention que les avantages à retirer de ces Billets, ne ſauroient être que très bornés; parce que la Caiſſe doit-être en état d'acquitter à chaque inſtant ces Billets payables à vûe au porteur. L'Idée de ces avantages, qu'on voudroit ſe procurer par l'Etabliſſement d'une Banque, n'ajoute rien au mérite de la Banque qui puiſſe la faire adopter comme une reſſource. Il eſt d'ailleurs très facile à la France de donner à ſon Commerce, le ſecours des Caiſſes d'escompte, ſans avoir recours aux Banques, ni aux Billets.

Les ſecours de l'escompte, ſi néceſſaires pour donner à la circulation l'activité dont le Commerce à beſoin, ont été trop négligés chez toutes les Nations Commerçantes par les Adminiſtrateurs du Commerce. L'art du Commerce a ſupplée à Amſterdam à l'attention des Légiſlateurs. Un grand nombre de Négocians qu'on nomme Discompteurs, y escomptent, ainſi que tous les *Caiſſiers*, qui ſont des eſpèces d'hommes publics, dont chacun tient la Caiſſe de pluſieurs Négocians. Il n'eſt point d'ailleurs de bon Négociant qui n'aye toûjours une reſſource préſente & aſſurée chez ſon Caiſſier, dans le moment d'un beſoin, quoiqu'il n'aye point actuellement de fonds dans ſa Caiſſe.

Si dans le cas d'un épuiſement total du Corps politique, on trouve une reſſource en inſtituant une Banque, dans une ſomme quelconque de ſes Billets qu'on lui fait répandre dans la circulation, il faut qu'on ſuppoſe, 1°. que cette Banque rembourſe avec ſes Billets, les dettes de l'Etat; 2°. que ſes Billets circulent dans le Commerce comme Argent comptant, comme papier monnoye au pair de l'Argent comptant. Si la Banque eſt uniquement Commerçante & reſtrainte au ſimple dépôt, comme celle d'Amſterdam, ou bornée au ſervice des Lombards, comme celle de Hambourg, ſon Etabliſſement laiſſe ſubſiſter tout le discrédit & toutes les charges de l'Etat.

Si la Banque eſt Royale, telle que celle de law, & en cette qualité paye avec ſes Billets les charges de l'Etat; le Crédit de l'Etat n'en reçoit aucun avantage, elle ne fait que ſubſtituer à des titres de créance qui portoient intérêts, d'autres titres qui n'en portent point. Tout ce qui peut en réſulter, c'eſt donc une augmentation de discrédit & de nouvelles Calamités. Si

la Banque eſt telle que celle de Londres, ſes Billets ne doivent pas trouver plus de confience. Le public change de débiteur en apparence, la Banque lui doit le payement de ſes Billets, employés à payer les charges de l'Etat, & l'Etat garant de cette Banque eſt en même tems ſon débiteur du montant de ſes Billets, en ſorte que les dettes de l'Etat n'ont fait que changer de titres & perdre de leur crédit. Le Public ne verra pas plus de ſûreté pour le payement des engagemens de l'Etat dans la Caiſſe d'une telle Banque, que dans les autres Caiſſes de l'Etat. Des papiers monnoyes de cette nature porteroient d'autant plus de préjudice à l'Etat, qu'ils ne rempliroient point l'objet de leur création, par leur discrédit qui ſeroit infaillible.

Pour donner cours utilement en France, à des papiers monnoyes, il faudroit pouvoir les aſſimiler presqu'entièrement aux lettres de change, il faudroit qu'indépendamment des intérêts, ces papiers monnoyes euſſent une Echéance fixe, & un dépôt aſſuré pour le payement à l'Echéance, tel que le Public ne put lui refuſer ſa confiance. Une Banque ne ſauroit procurer cet avantage, qu'autant que ſa Caiſſe ſeroit une Caiſſe d'amortiſſement ſolidement établie, qui par l'étendue & l'exactitude de ſes payemens, diminueroit ſans ceſſe la maſſe des dettes de l'Etat.

La confiance dans un effet, qui n'a qu'une valeur idéale, qui n'eſt que repréſentatif, dépend uniquement de celle qu'on à dans la ſûreté du payement; & ce n'eſt que par cette ſûreté, ce n'eſt que par cette baſe ſolide de la confiance publique, que les papiers de l'Etat peuvent atteindre au Crédit des lettres de change, ou du moins au dégré de Crédit néceſſaire pour tenir lieu d'Argent comptant, donner de l'activité à la circulation des denrées & des Marchandiſes, ranimer l'induſtrie & le Commerce.

Sous quelque dénomination qu'un Etat répande des papiers dans le Public, ces papiers ne ſont & ne peuvent être que des titres de créance, & n'ont eu juſqu'à préſent chez aucune Nation pour baſe & pour principe de la confiance publique, que les loix de l'Etat, la conſtitution de ſon Gouvernement, la ſageſſe de ſon Adminiſtration, l'étendue de ſes engagemens, & celle de ſes reſſources. Tel eſt le principe ſur lequel l'Angleterre fait circuler, comme papier monnoye, la majeure partie de ſes dettes; & il faut avouer que la ſolidité de ſon Crédit, & peut-être de ſa Puiſſance, ſeroit inébranlable, ſi au lieu d'accroitre ſans ceſſe cette maſſe circulante de ſignes fictifs, le Gouvernement l'avoit aſſujettie à une extinction ſucceſſive.

La

La France pouroit compter ſans doute parmi ſes reſſources l'uſage des papiers monnoyes; & par la raiſon qu'elle n'en à point, leur uſage étant reſtraint dans de certaines limites, elle pourroit s'en procurer tous les avantages, & en prévenir tous les inconvéniens: mais ce ne ſeroit pas par des créations de Billets de Banque, de Loteries, d'Annuités & de Rentes, qui ne feroient que ſubſtituer de nouvelles dettes aux anciennes, ſans en éteindre aucune; qui ne préſenteroient aux créanciers de l'Etat que de nouveaux titres de créance, ſans autres ſûretés pour le rembourſement, que celles qui leur ſont actuellement connues. Toute opération de finance ſur cette matière importante, qui ne feroit qu'une couverſion des effets Royaux en papiers monnoyes, ſans aſſurer une extinction ſucceſſive, & un rembourſement à la ſûreté du quel le Public ne pourroit refuſer ſa confiance, ſeroit une opération peut-être infiniment nuiſible, ou tout au moins ſtérile.

Mais il n'eſt pas impoſſible de faire une opération de Finance dans laquelle, ſans adopter l'Etabliſſement d'une Banque Royale, ni la création de Billets de Banque, & ſans réjetter cependant toute idée de papier monnoye, on trouve l'augmentation des revenus publics, la diminution des dépenſes & des frais de régie, le rétabliſſement du Commerce & de la circulation, le ſoulagement des peuples, la libération de l'Etat, & enfin le rétabliſſement du Crédit public. On peut faire une opération qui fixe à jamais par une aſſignation ſolide la libération de l'Etat, la baſe permanente du Crédit public; & il doit être facile de la faire & de la ſoutenir chez la Nation de l'Europe la plus riche en Productions Naturelles & en Productions d'induſtrie.

CHAPITRE XXII.

Des effets de l'abondance de l'Or & de l'Argent.

L'Immensité des Tréſors que l'Eſpagne & le Portugal répandent depuis longtems dans le Commerce de l'Europe, l'accroiſſement que ces Tréſors recevront ſans doute encore des découvertes de nouvelles mines, ſoit en Afrique, ſoit en Amérique, ſoit aux terres auſtrales qui ne reſteront peut être pas encore longtems inconnues, exigent que nous examinions ici les effets de l'abondance & de la rareté de l'Or & de l'Argent, leur influence ſur les prix des Denrées & des Marchandiſes, ſur les Arts, ſur l'induſtrie & ſur le Commerce.

PARMI les cauſes Phyſiques, Morales & Politiques, qui font varier ſans ceſſe le prix de tout ce qui entre dans le Commerce, nous conſidérons l'abondance & la diſeté rélatives de l'Or & de l'Argent, comme une des cauſes qui contribuent le plus à cette variation, & comme l'une des plus intéreſſantes. Nous ne ſçaurions adopter ſur cette matière, le ſentiment de ce citoyen éclairé qui a ſi bien mérité de ſa patrie, en publiant ſon *Eſſai ſur la Police Générale des Grains*. Il prétend à l'occaſion des prix des Grains, que l'Or & l'Argent n'ont point de part aux révolutions auxquelles eſt ſujette la Valeur de tout ce qui entre dans le Commerce.

NOS paſſions, nos beſoins, la Guerre, la Paix, les découvertes, l'Ambition, les progrès de l'induſtrie d'une ou de pluſieurs Nations, le Siſtême nouveau d'un Gouvernement, des traités de Commerce, de nouvelles loix, l'abondance ou la diſéte des récoltes, ſont en Général les cauſes Phyſiques, Morales & Politiques qui cauſent des révolutions dans les Valeurs, tantôt dans un pays, tantôt dans l'autre, & tantôt dans pluſieurs à-la-fois. Ces cauſes ſont l'objet de l'attention du Négociant & d'un bon Gouvernement: ils s'occupent également à les connoître, à les bien développer, l'un pour ſa fortune particulière, & l'autre pour celle de l'Etat. L'un & l'autre tendent auſſi à ſe procurer l'abondance de l'Or & de l'Argent; & leur expérience leur a appris auſſi bien que le raiſonnement, que l'abondance ou la rareté de l'Or & de l'Argent ſont du nombre des cauſes, qui font varier tout ce qui entre dans le Commerce; que le prix de tout ce qui ſe trouve au marché, ne dépend pas ſeulement de l'abondance qu'on y a portée, mais qu'il dépend encore de l'abondance de l'Argent qui s'y préſente. C'eſt le concours des Matières à échanger au marché, qui eſt la régle variable, mais inconteſtable des prix. La balance de la Valeur penche toûjours néceſſairement du côté de la matière dont la quantité ſe trouve au marché dans la moindre proportion. Le Commerce ne connoit point de marché qui ne ſoit ſoumis à l'Empire de cette loi.

S'IL n'eſt pas vrai en général que la plus grande, ou la moindre quantité d'Or & d'Argent dans un Etat, y régle la Valeur de toutes les productions; il n'eſt pas plus exact de dire que l'Or & l'Argent ne ſont point les arbitres des prix; qu'ils n'en ſont que les moyens, les répréſentations; & que la fixation des Valeurs dépend de l'abondance ou de la rareté des biens, des Denrées, des Marchandiſes, qui ſont à vendre dans l'inſtant des Achats, & de la Quantité de Terre & de Travail employés à leur formation.

CES

Ces deux propoſitions qui ſemblent ſe contredire, ſont vraies l'une & l'autre à beaucoup d'égards; mais elles ne le ſont point en général: & le Négociant & le Miniſtre qui dirigéroient leurs opérations ſur le Principe de l'Auteur de *l'Eſſai ſur la police général des Grains*, comme ſur une regle ſure, ſe tromperoient ſouvent.

Voici comment raiſonne cet Auteur. Les métaux toujours ſubordonnés aux circonſtances, ſe prêtent pour ainſi dire à l'inſtabilité des appréciations de toutes choſes en plus grande ou en moindre quantité, à proportion de la néceſſité ou de la volonté. Il faut quatre fois plus d'Argent dans un tems de diſéte, pour acquérir un muid de blé; il en faut beaucoup moins après une bonne récolte, ſans qu'il ſoit arrivé aucun changement dans la quantité ni la qualité des eſpèces. Il en eſt de même de toutes les choſes qui roulent dans le Commerce de l'Univers. Leur rareté ou leur abondance, le beſoin ou la fantaiſie, les différentes ſortes d'occupations des particuliers, décident de la quantité d'Or & d'Argent qu'il faut donner pour les acquérir. L'eau ſeroit très chère, ſi elle étoit fort rare, les Diamans ſeroient peu priſés, s'ils étoient auſſi communs que le ſable.

Il en eſt de même des productions de l'Art. La ſubſtance de la terre qui les fournit, ſe métamorphoſe au gré de l'Habitant, en Granis, en Bois, en Plantes, en Pâtures. Les différentes matières prennent auſſi différentes formes ſous la main induſtrieuſe, qui les plie au goût du tems. Ainſi toutes ces choſes valent plus ou moins ſuivant leurs qualités produites ou fabriquées, & rélativement à leur uſage actuel.

Ces différentes cauſes de la variété des prix ſont inconteſtables; mais elles ne produiſent pas toujours leurs effets, comme l'a cru l'Auteur de *l'Eſſ. ſur la Pol. Gen. des Gr.* & avant lui les Politiques Anglois. Ces cauſes ne ſont pas excluſives de l'influence de l'Or & de l'Argent, ſurtout à l'égard des matières qui ne ſont pas, comme les Grains, de première néceſſité. Il eſt inconteſtable que la diſéte de l'Argent le fait réchercher avec plus d'avidité: moins il y en a, plus on s'empreſſe de porter des Denrées & des Marchandiſes au marché. Les beſoins reſpectifs des propriétaires des Denrées & des Marchandiſes, qu'ils ne peuvent ſatisfaire qu'avec de l'Argent, établiſſent l'abondance des Denrées & des Marchandiſes au marché, pendant que la diſéte de l'Argent réduit la volonté en ſimple déſir, reſtraint le beſoin, fait regner l'economie, reſſerre le luxe, ou le ſupprime tout-à-fait. L'Argent rare devient cher; toutes les valeurs s'aviliſſent alors par le défaut de conſommation & par l'abſence des acheteurs.

Il faut conſidérer l'abondance de l'Or & de l'Argent ſous deux points de vue: ſçavoir, l'abondanee de ees metaux qui n'a ceſſé de s'accroître en général en Europe depuis la découverte des côtes Occidentales & Orientales de l'Afrique, & des Mines des Indes Occidentales; & leur abondance rélative dans un Etat quelconque.

On a vû hauſſer les valeurs depuis qu'une plus grande quantité d'Or & d'Argent s'eſt répandue en Europe. Il eſt vrai que les prix ne ſont point montés en proportion de l'augmentation de la maſſe des métaux. Mais il n'en eſt pas moins vrai qu'il s'eſt établi une eſpéee de niveau entre le prix des Denrées & des Marchandiſes, & la quantité d'Or & d'Argent qui circule en Europe.

Le taux des Denrées & des Marchandiſes ſeroit monté bien plus haut qu'il n'eſt actuellement, ſi nos beſoins ne s'étoient pas multipliés en même tems que nos richeſſes; ſi nous n'avions pas une plus grande quantité de choſes à acheter qu'autrefois. Avant que les Indes Occidentales répandiſſent leurs tréſors en Europe, nous ignorions l'uſage du Thé, du Chocala, du Caffé, du Tabac & preſqu'entiérement celui du Sucre; les productions des Arts & de l'Induſtrie étoient bien moins étendues, en bien moindre quantité; les Indes Orientales qui abſorbent depuis longtems tous les ans une partie conſidérable de notre numéraire, nous étoient à peine connües. Les Manufactures, les Meubles, les Bijoux, le Luxe en un mot, employoient beaucoup moins de ees métaux. L'Or & l'Argent, comme ſignes, ont aujourd'hui plus d'emploi, plus de fonctions à faire, plus de choſes à répréſenter. D'où il ſuit que l'abondanee de ees métaux a fait moins de ſenſation, pareeque la quantité des Valeurs, des Beſoins, des Emplois, s'eſt accrue dans une ſorte de proportion. Il eſt donc vrai qu'il s'eſt établi un niveau entre les Valeurs multipliées & l'abondanee des ſignes augmentée, & que les Valeurs ont augmenté de prix en proportion de l'abondance d'Or & d'Argent; c'eſt-à-dire que les métaux ont beaucoup moins ſignifié, & qu'il en a fallu une plus grande quantité pour répréſenter les Valeurs en Europe.

Mais ce qui eſt inconteſtable en général & ſaute yeux de quiconque parcourt avee attention les progrés & l'état actuel des Arts, du Luxe, de l'Induſtrie & du Commerce, peut-il être faux à l'égard de quelque production particuliere?

C'est, dit-on, la quantité de terre & de travail appliqués à Chaque production; e'eſt la quantité de Denrées & la facilité de ſes les procurer, qui dé-

déterminent la quantité d'Argent qu'elles doivent occuper: & cette quantité de Terre, de Travail, de Denrées & de Productions, dépend toujours des circonſtances particuliéres où ſe trouve chaque Peuple, de ſa façon de vivre, & de la manière dont ſes occupations ſont variées par les Loix, par les Subſides & la forme du Gouvernement. La quantité d'Argent n'augmente pas le prix des alimens, parcequ'on n'en demande pas plus qu'on en a beſoin. Pourquoi chercher dans les monnoies la raiſon du prix des alimens, quand nous en trouvons des cauſes plus évidentes dans les productions, dans les conſommations & dans les taxes dont elles peuvent être chargées; ce n'eſt point la préſence de l'Argent qui les augmente; c'eſt l'abondance ou la rareté des productions, qui fixe leur valeur. Les choſes de luxe ont le même ſort: plus il y en a d'une même ſorte, plus les fantaiſies ſe ſatisfont à moins de frais; & les Denrées n'augmenteroient point, quand tout le monde ceſſeroit de rechercher l'Ornement & la Délicateſſe: elles ne diminueroient point, quand nous employerions vint fois plus d'Argent aux choſes frivoles. On voudroit nous perſuader encore que ſi les Denrées ont renchéri en Europe, depuis que l'Amérique y a jetté une grande quantité de métaux, c'eſt parceque les richeſſes en changeant les moeurs, ont engourdi quantité de bras, & qu'il y a moins de mains employées aux travaux les plus Communs & les plus néceſſaires; ce qui fait une diminution de travail dans les occupations les plus utiles.

Tel eſt le préjugé aſſez général. L'Argent a ſans doute moins d'influence ſur les prix des Denrées, des Alimens, ſur tout ſur les prix des Grains, que ſur les prix des Marchandiſes de Luxe. Mais de ce que les prix des Grains dépendent infiniment de la diſéte ou de l'abondance, il ne s'enſuit pas de là que l'abondance de l'Or & de l'Argent n'y influe point. Dans le quinzienne ſiecle & dans les tems qui ont précedé les importations des métaux des Indes Occidentales, on voit le prix Commun du blé en France de 3 à 4 Liv. le ſeptier, monnoie actuelle, dans les années de paix & de tranquilité intérieure. Le prix commun dans les ſeiſième, dix-ſeptième & dix-huitième ſiècle, eſt ſucceſſivement monté & ſe ſoutient toujours de 18 a 20 Liv. lorſqu'il ne ſurvient ni guerre, ni mauvaiſe année. Ces différens prix correſpondent à ceux du reſte de l'Europe. Il y a donc eu certainement une révolution dans le prix des Grains, & cette révolution ne peut-être que l'effet de l'abondance de l'Or & de l'Argent que l'Amérique a répandue en Europe. L'Argent devenu plus abondant, a moins ſignifié. Par la même raiſon qu'il en a fallu une plus grande quantité pour répréſenter les Denrées de luxe, celles de ſeconde & de troiſième néceſſité, il en a fallu auſſi une quantité proportionnée pour répréſen-

ter

ter celles de première néceſſité. Les Denrées commeſtibles, les alimens ont augmenté de prix à méſure que l'Argent eſt devenu plus abondant, en proportion de toutes les autres choſes néceſſaires à la vie, aux commodités, à l'agrément & à l'entretien du luxe: & ſi cette augmentation de toutes les valeurs ne ſe trouve pas en général dans une proportion exacte avec la quantité d'Argent répandue en Europe, ce n'eſt, comme on l'a dejà obſervé, que parceque le Luxe a multiplié l'emploi de l'Argent.

Le travail qu'exigent les productions de la nature pour la culture & pour être converties à différens uſages, influe ſans doute beaucoup ſur les prix, ainſique la rareté de chaque ſorte de productions & leur utilité. Le blé eſt une production chére, parcequ'on ne peut s'en paſſer; mais elle eſt moins chére que le Vin, la Soie, le Lin & la Laine, parcequ'elle eſt plus abondante. Une production qui n'appartient qu'à un ſeul pays, dont on ne peut ſe paſſer, telle que le Safran, la Barille qui ne croit qu'en Eſpagne & dans un ſeul Canton de l'Eſpagne, la Canelle qui ne croit que dans l'Iſle de Ceylan, &c. ſe ſoutient toujours néceſſairement chére. Ce n'eſt point le plus ou le moins d'étendue de terrain que ces Denrées occupent, qui décident de leur valeur, mais leur abondance & leur utilité; car on peut obſerver que les plus chères, ſont celles qui en exigent le moins. Le prix que le travail ajoute à la Laine, à la Soie & ſurtout au Lin, eſt immenſe; & il n'eſt perſonne qui n'ait l'expérience, que ce prix diminue de 50 ou de 60 pour cent par la rareté de l'Argent, ſurtout celui des Marchandiſes dont le travail eſt le plus beau & le plus recherché, telles que les dentelles.

Le faſte des anciens Rois de Perſe, les tréſors de Créſus Roi de Lidye, ceux des Rois d'Agrigente & de Syracuſe, la ſomptuoſité des édifices chez les Athéniens, l'excellence de leurs Architectes, de leurs Sculpteurs, de leurs Peintres, de leurs Spectacles, &c. le luxe des Romains, prouvent, dit-on, qu'il y avoit chez ces différentes Nations une grande abondance d'Or & d'Argent. Cependant la Vie & les choſes communes n'étoient pas chéres. Il n'y avoit que les ſomptuoſités qui ſe payaſſent très chèrement. D'où l'on conclut que l'opulence de ces anciens tems n'influoit point ſur le prix des Denrées.

On devoit en conclure au contraire que les tréſors étoient concentrés dans une Cour, dans une Capitale, ou chez une Nation, qui les attiroient à elles par leurs Conquétes, ou par leur Commerce, ou par leur Tirannie; qui laiſſoient peu ou point de numéraire chez les Peuples cultivateurs, qui par cette raiſon

raiſon étoient obligés de leur livrer leurs Denrées à bas prix. C'eſt ce qui arrive de nos jours en France & en Angleterre. Paris & Londres attirent tout le numéraire des Provinces, où les Denrées, où les productions ſont à bas prix, à cauſe de la rareté de l'Argent dont ces Capitales regorgent. C'eſt auſſi en France l'une des cauſes qui détruiſent le plus ſenſiblement l'Agriculture, ou qui l'entretiennent dans un Etat de médiocrité, dans les Provinces eloignées de la grande conſommation. Le Cultivateur ne pouvant vendre ſes Denrées qu'à bas prix par la rareté de l'Argent, & les impoſitions excédant la ſomme que la vente de ſes Denrées peut lui produire, il eſt naturellement forcé d'abandonner l'Agriculture. On commence à ſe plaindre auſſi en Angleterre, de l'indigence que cauſe dans les Provinces une grande Capitale, qui attire à elle tout le numéraire de l'Etat.

On cite encore les richeſſes de l'Indouſtan, celles de la Chine, où toutes les Nations de l'Europe s'empreſſent depuis longtems de porter les métaux du nouveau Monde. Les vaſtes contrées de l'Aſie ont des tréſors immenſes en Or & en Argent, puiſqu'elles en reçoivent continuellement ſans rendre autre choſe, que des productions de leur crû. Cependant la vie y eſt à ſi bas prix qu'aucune Nation ne travaille à ſi bon marché; ce qui prouve bien, dit-on, que l'abondance de l'Or & de l'Argent ne réglent pas les prix des Denrées.

On pourroit être ſenſible à cette preuve, ſi on n'étoit pas inſtruit d'ailleurs que l'Or & l'Argent ne circulent pas dans l'indouſtan comme en Europe; que les richeſſes y ſont concentrées chez les grands; que l'idée de la métempſicoſe y fait cacher ces métaux dans le ſein de la terre, où ils reſtent en foüis pour toujours; que les Peuples y ſont Eſclaves, qu'ils ne ſe nourriſſent qu'avec du Ris, & que leur vétement ne leur coûte preſque rien; que les Denrées ſont à bas prix à la Chine preſque par les mêmes raiſons; aux quelles il faut ajouter que chez la Nation la plus nombreuſe de l'Univers, les fonctions de l'Argent ſe multiplient à l'infini (*a*).

Croirons nous encore que la quantité des métaux répandue en Europe depuis la découverte de l'Amérique, en changeant les moeurs a engourdi quan-

(*a*) Dans les Provinces Méridionales de la Chine, la terre produit du Ris juſqu'à troiſois l'année, & rapporte juſqu'à cent pour un, par le grand ſoin que les Chinois ont de l'Agriculture, & par la bonté de leur terres, qui ne ſe répoſent jamais. Les Artiſans & les Payſans qui y travaillent preſque tout nuds, ne vivent que de Ris, & ne boivent que de l'eau de Ris; de là le nombre prodigieux d'habitans.

quantité de bras ; que l'abondance de l'Argent eſt cauſe qu'il y a moins de mains occupées aux travaux les plus communs & les plus néceſſaires ; & que c'eſt cette diminution de travail qui eſt la cauſe de l'augmentation des prix des Denrées & des Marchandiſes, & non l'abondance de l'Or & de l'Argent répandue en Europe par l'Amérique ? voyons nous en Europe les terres moins bien cultivées ? ſi l'Agriculture a perdu en France par l'excés ou par l'inégalité des impoſitions, que n'a-t-elle pas gagné en Angleterre ? celle-ci a plus que doublé ſes productions naturelles depuis un ſiècle. Une ſeule Nation maritime a plus de Vaiſſeaux aujourd'hui, que n'en avoit autrefois l'Europe entière. La France, la Hollande & l'Angleterre n'ont-elles pas multiplié à l'infini les Manufactures ? les Arts, l'Induſtrie & le Commerce concentrés chez une ou deux Nations avant la découverte de l'Amérique, ſe répandent aujourd'hui dans toute l'Europe, & ſe ſoutiennent malgré la concurrence de l'Induſtrie des Indes Orientales, autrefois preſque inconnue. Ces progrés qu'on ne ſçauroit conteſter, ne peuvent ſe faire, que par le ſecours d'une grande quantité de mains occupées de la Culture de tout ce que la nature préſente à l'Induſtrie humaine.

On ne peut nier que l'abondance de l'Or & de l'Argent, que l'Amérique a répandue en Europe, n'y ait augmenté les prix des Denrées, de même que celui des Marchandiſes, & ſi cette augmentation ne ſe trouve pas proportionnée à l'abondance de ces métaux, ce n'eſt que parceque les productions de l'Art & de l'Induſtrie, ainſi que les beſoins du Luxe, ſe ſont multipliés à l'infini ; & il eſt inconteſtable qu'il s'eſt établi un niveau entre les Denrées, les Marchandiſes & le numéraire, en proportion de ſon abondance & de ſon emploi.

Aureste une connoiſſance exacte de cette proportion, que l'Arithmétique politique pourroit déterminer, (car cette matière n'admet pas un cacul exact) eſt plus curieuſe qu'utile. L'Augmentation de l'Or & de l'Argent eſt aujourd'hui indifférente. Il importe peu aux progrès des Arts, de l'Induſtrie & du Commerce, qu'il faille une plus grande quantité d'onces d'Or ou d'Argent pour répréſenter les Denrées & les Marchandiſes, qu'il n'en falloit il y a deux cents ans. Il n'en eſt pas de même de l'abondance rélative de l'Or & de l'Argent dans un Etat quelconque. L'abondance & la rareté rélatives de ces métaux dans un Etat de l'Europe, peuvent être telles, que l'Etat ſe trouve pauvre ou ſur le point de le devenir.

L'Etat qui a peu de numéraire, eſt, dans la ſituation préſente de l'Europe,

pe, un Etat foible, qui auroit peut-être beſoin du ſecours d'un génie Créateur pour acquérir une Puiſſance rélative, ou pour rétablir celle qu'il a perdue: toutes ſes Denrées, toutes ſes productions y ſont néceſſairement a vil prix, & celles qui s'exportent, ſervent à enrichir les Nations qui ſont le Commerce d'economie, pendant qu'elles lui font payer chérement les choſes qu'elles lui importent. Cet Etat ne ceſſe de s'appauvrir, ſurtout s'il eſt ſans Commerce, ou ſi ſon Commerce eſt interrompu, & ſi les impoſitions y ſont exceſſives.

L'ETAT qui a dans ſa circulation un grand numéraire, a ſurement un Commerce floriſſant, qui en eſt la ſource. On y voit briller l'Agriculture, les Arts, l'Induſtrie; tout y eſt animé; il eſt opulent, il eſt puiſſant. Mais ſi le numéraire s'y accumule ſans ceſſe avec une grande rapidité, la main-d'œuvre, les Denrées, les Marchandiſes, renchériſſent néceſſairement. L'Ouvrier qui échange ſon travail contre de l'Argent, en exige davantage lorſque l'Argent eſt commun; les Manufactures, toutes les productions de l'Induſtrie deviennent plus chères, & manquent d'Acheteurs. La Culture des terres en reçoit une influence ſenſible. Le Cultivateur ne peut plus augmenter le prix de ſes Grains en proportion de ſes beſoins de luxe ou de première néceſſité, que ſa terre ne produit pas. Les fruits de ſon travail ne peuvent ſoutenir la concurrence chez l'Etranger, & la chûte des Manufactures diminuant la conſommation intérieure, ſes Grains reſtent invendus. Il ſuccombe ſous le poids de ſon ſuperflu, de ſon abondance qui ne peut plus lui ſuffire pour pourvoir à tous ſes beſoins. Il ſe néglige, il eſt enfin forcé d'abandonner un travail qui lui devient infructueux; & l'Agriculture parvenue à ce période de richeſſes, ne peut manquer de diminuer infiniment, ſurtout chez le Cultivateur qui n'a que peu de terre à mettre en valeur, ſi peu qu'il ſe trouve d'ailleurs chargé d'impoſitions. L'excés du numéraire introduit dans l'Etat, produira bien-tôt le même effet que l'excés des impoſitions, à l'égard de l'Agriculture, parcequ'il ſera également impoſſible au Cultivateur dans l'un & l'autre cas, de ſe Procurer avec le fruit de ſon travail, les commodités & tous les beſoins de la vie.

IL n'y a point d'Etat en Europe qui rédoute ſa décadence par les effets de la trop grande abondance d'Argent. Tous au contraire cherchent à l'envi les moyens de l'attirer: & il faut convenir qu'il n'y a encore que la Hollande & l'Angleterre, qui approchent, qui touchent preſque à ce degré de richeſſe qui menace de la pauvreté; la Hollande à force d'accumuler ſans ceſſe un numéraire réel, des valeurs effectives; & l'Angleterre en ajoutant à ſes ri-

cheſſes naturelles & au Commerce le plus étendu, des Papiers monnoie, des répréſentations d'Or & d'Argent pour des ſommes inmenſes.

L'Auteur de l'ouvrage, intitulé *de la Nature*, qui a crû voir partout une *doſe égale de bien & de Mal*, après avoir préſenté une balance très inégale & très inéxacte des avantages & des désavantages du Commerce, qui à ſes yeux, a produit chez toutes les Nations commercantes plus de mal que de bien, trouve un grand accroiſſement à ce mal dans l'abondance de l'Or & de l'Argent.

Par combien de malheurs, dit cet Auteur, l'Or du Perou eſt-il parvenu juſqu'à nous? La deſtruction de deux Nations & la décadence d'une troiſième, ſont, pour ainſi dire, les vehicules qui nous l'ont apporté. Ne valoit-il pas mieux qu'il reſtât dans les entrailles de la terre?

La deſtruction de beaucoup d'Indiens a été ſans doute la ſuite de l'avidité des Européens pour leurs Mines d'Or & d'Argent. Mais il n'eſt pas exact d'en attribuer la ſeule cauſe à ces Mines. Il l'eſt bien moins encore d'attribuer à ces mêmes Mines la décadence d'une troiſième Nation. On a vu dans le Chapitre de l'Eſpagne, la cauſe de ſa dépopulation & de la perte d'une partie de ſon Agriculture, dans l'expulſion des Maures, dans celle des juifs, & ſur tout dans la mauvaiſe Adminiſtration des Finances, & dans l'excés des impots.

Avec la terre & du fer, ajoûte cet auteur, le Suiſſe vit à ſon aiſe. Avec des Vaiſſeaux & de l'Or l'Eſpagnol pourroit mourir de faim, ſi ſes voiſins ne feſoient pour lui la récolte.

Pour conſerver cet Equilibre que l'auteur croit voir entre le bien & le mal, il auroit du obſerver ici, qu'avec des Vaiſſeaux, ſans fer, ſans territoire, la Hollande nourrit un Peuple nombreux, & l'enrichit; & que les voiſins qui ſont la récolte des Eſpagnols, mourroient eux mêmes de faim, s'il n'y avoit point de récolte à faire en Eſpagne.

Il eſt inconteſtable que l'abondance de l'Argent, que l'Amérique a repandue en Europe, a contribué infiniment, & autant que ſes Denrées qui y étoient autrefois inconnues, à y accroitre l'Induſtrie, & à y multiplier les moyens de ſubſiſtance & toutes les commodités de la vie, & conſéquament la Population.

CHA-

CHAPITRE XXIII.

De la proportion entre l'Or & l'Argent.

LA proportion qui eſt entre l'Or & l'Argent, eſt une matière à la quelle le public fait peu d'attention, quoiqu'elle ſoit ſans ceſſe ſous ſes yeux & très intéreſſante: mais les Banquiers, les négocians François, Hollandois & Hambourgeois, qui travaillent avec l'Angleterre, ou avec le Portugal, ſçavent profiter des avantages que cette proportion leur donne ſur l'Angleterre (*a*).

CE n'eſt point la Valeur numéraire que chaque Etat peut donner a ſon gré à ces deux métaux, qui décide cette proportion. Il eſt indifférent que le marc d'Or ſoit à 720 Liv. 18 S. cette différence de Valeur numéraire Rélative de l'un & l'autre Métal doit-être fixée plus haut ou plus bas ſur la proportion qui eſt entre ces deux métaux, & c'eſt cette proportion qu'il faut déterminer pour donner à chacun une Valeur numéraire qui y réponde avec une telle préciſion, qu'il ſoit abſolument égal dans un Etat, de poſſéder une Valeur quelconque en Or ou en Argent; ou que tout au moins la différence ſoit ſi modique, qu'elle échappe à l'attention. Il faut donc conſtater exactement la Valeur de l'un de ces métaux à l'égard de l'autre, & c'eſt enſuite à quoi il faut que la Valeur numéraire réponde.

SI on s'arrête à la proportion du poids de l'Or avec celui de l'Argent, on trouvera qu'elle eſt de 11 à 20 entre un lingot d'Or & une barre d'Argent exactement de même Volume. L'Or ſuppoſé à 24 Carrats & l'Argent à 12 Deniers, c'eſt-à-dire, l'un & l'autre ſans alliage, il y aura cette différence dans le poids: ſi le lingot peſe 20 onces, la Barre n'en peſera que 11.

MAIS ce n'eſt point ſur la ſupériorité du poids de l'Or, ou de la perfection du métal, que la proportion entre l'Or & l'Argent peut être déterminée, & que le dégré de ſupériorité de la Valeur numéraire de l'Or ſur celle de l'Argent doit être fixé. Un ſeul principe détermine la proportion, & doit fixer par conſéquent la Valeur numéraire: c'eſt le prix du marché. Ce

(*a*) Les Négocians de France, de Hollande & de Hambourg qui ont des fonds à Lisbonne, les tirent en Or par le Paquebot d'Angleterre, & d'Angleterre en Argent.

Ce n'eſt que la demande qui établit la proportion entre l'Or & l'Argent, en leur donnant une Valeur, comme à toutes les autres marchandiſes. Cette proportion dépend par conſéquent du plus ou du moins d'abondance de ces deux métaux, & c'eſt ce qui l'a fait varier ſouvent.

Les Mines d'Argent ſe ſont toujours trouvées plus abondantes que celles de l'Or, mais non pas également dans tous les pays, ni dans tous les tems: il à toujours fallu pluſieurs onces d'Argent pour payer une once d'Or, tantôt plus, tantôt moins, ſuivant l'abondance de ces métaux & la demande. L'Or à été autrefois à l'Argent comme 1 à 10, 1 à 12, 1 à 12½, 1 à 13: en 1641 l'Or étoit à l'Argent comme 1 à 14 & en 1700 comme 1 à 15.

Les Mines du Mexique & du Pérou ont rendu non ſeulement l'Or & l'Argent plus abondant, mais même hauſſé la valeur de l'Or contre l'Argent qui s'eſt trouvé en plus grande quantité; de manière qu'on a fixé la proportion dans les monnoyes d'Eſpagne ſuivant le prix du marché, comme 1 à 16. Les autres Etats ont ſuivi d'aſſés près le prix d'Eſpagne dans leurs monnoyes. Les uns les mirent comme 1 à 15½, les autres comme 1 à 15; à 15, &c. Mais depuis que le Portugal tire des quantités conſidérables d'Or du Bréſil, la proportion à commencé à baiſſer de nouveau, ſi non dans les monnoyes, au moins dans les prix du marché, où la valeur de l'Argent à encore été augmentée par les exportations qu'on en a faites dans les Indes Orientales, d'où l'on a apporté beaucoup d'Or en échange de l'Argent; parce que ſa proportion eſt bien plus baſſe dans les Indes.

La proportion de l'Or à l'Argent eſt dans le Japon comme 1 à 8, & à la Chine comme 1 à 10. C'eſt ce qui a fait que l'échange de l'Argent pour de l'Or a été pendant longtems à la Chine, une branche de Commerce fort riche pour les Compagnies des Indes d'Europe. Ce Commerce a perdu de ſes avantages, parce que la proportion de l'Or eſt un peu montée à la Chine, & ſi les Mines du Bréſil continuent de fournir la même abondance d'Or, la proportion de l'Or baiſſera infailliblement en Europe.

De-la on doit néceſſairement conclure que la maxime *qu'il ne faut point toucher aux monnoyes*, aujourd'hui généralement adoptée dans tous les Etats, n'eſt point abſolue & ſans exception, comme l'a prétendu M. Dutot dans *ſes Réflexions politiques ſur les Finances & le Commerce*, contre M. Melon, qui dans ſon *Eſſai politique ſur le Commerce*, avoit avancé que le prix des monnoyes étoit indifférent, & qu'il étoit ſouvent avantageux de l'augmenter. L'Auteur de *l'examen des Reflexions Politiques* de M. Dutot, à ſoutenu qu'on ne devoit pas faire

faire de cette maxime, une maxime générale, & la pouſſer juſqu'a proſcrire toute mutation de monnoye; que quand il n'y à point d'autre moyen de procurer des ſecours à l'Etat, il vaut mieux avoir recours aux mutations d'eſpèces, que de laiſſer périr un Royaume; ce qui eſt une alternative dans laquelle un Etat ne peut que très difficilement ſe trouver; & dans tous les cas une Augmentation, une l'altération des monnoyes, eſt toujours une reſſource ruineuſe pour l'Etat.

Aucun de ces Auteurs n'a porté ſon attention ſur les effets da la proportion entre l'Or & l'Argent, qui s'établit au marché dans une indépendance abſolue de la prévoyance du Légiſlateur & de toutes les Loix, ſur les variations connues juſques à préſent, & ſur celles dont cette proportion eſt encore ſuſceptible. Les variations qui ſurviennent dans cette proportion, établiſſent donc néceſſairement la vraye & la ſeule exception à la maxime qu'il *ne faut point toucher aux monnoyes*, puisque la Valeur numéraire doit ſuivre dans un Etat, cette proportion avec exactitude & une ſorte de préciſion, ſi l'on veut prévenir la confuſion dans la circulation, & des pertes conſidérables. Si l'Or eſt dans ſa valeur numéraire au-deſſous de ſa proportion avec l'Argent, on ne verra bientôt plus d'Or dans la circulation, il ſera fondu par les Artiſans & enlévé par les Etrangers avec une perte conſidérable pour l'Etat. La même choſe arrivera à l'égard de l'Argent dont la valeur numéraire eſt au-deſſous de ſa proportion avec l'Or: & tel eſt l'abus qui regne depuis plus de 50 ans dans les monnoyes d'Angleterre. C'eſt cet abus qui eſt la cauſe d'une diſéte exceſſive d'Argent blanc en Angleterre, & qui excita il y a peu d'années, le Zéle du Chevalier Barnard, pair & ancien Maire de Londres, qui comme M. Newton, à eu le bonheur ſingulier de jouir pendant ſa vie de tout ce qu'il mérite, qui eſt le ſeul citoyen au quel on ait élevé de ſon vivant une ſtatue à la Bourſe de Londres.

L'Attention du Chevalier Barnard engagé a un autre citoyen qui a acquis une grande Réputation d'homme éclairé & d'excellent Patriote, M. Shirley, à attaquer le même abus: il n'adopte pas les moyens d'y remédier propoſés par le Chevalier Barnard; ſes vûes ſont plus conformes aux principes que nous venons d'expoſer.

Première Lettre du Chevalier Barnard.

S'Il eſt vrai que ceux qui ont un grand nombre d'Ouvriers à payer, ſont fort ſouvent obligés de donner un demi pour cent pour ſe procurer de l'Argent blanc, c'eſt un très grand mal qui exige un prompt reméde.

Quel-

QUELQUES perſonnes ont propoſé de monnoyer une livre de Troye (*a*) en 65 Shellings; mais le prix actuel de l'Argent à 12 Deniers de fin, donneroit un bénéfice aux Artiſans à fondre cette monnoye.

IL s'agit de mettre dans le Public la quantité d'Argent blanc qui lui eſt néceſſaire, ſans faire aucun tort au Commerce, & ſans altérer le cours ordinaire & naturel du change.

JE crois qu'on peut y reuſſir. Je propoſe une monnoye qui ne ſeroit point regardée comme Argent *Sterling* ou légal, mais abſolument reçue dans la circulation de gré à gré, & dont cependant la valeur numéraire ſeroit garantie par les loix de l'Etat. Le Parlement pourroit faire un acte pour autoriſer les Commiſſaires de la Tréſorérie à faire monnoyer 200000 Liv. Sterl. en petits écus, Shellings & piéces de ſix ſols, & ordonner qu'il y auroit quelques lettres ſur cette monnoye, pour la diſtinguer de l'Argent Sterling; qu'une livre de Troye d'Argent ſeroit couvertie en même nombre de piéces de monnoyes, qu'on en a monnoyé juſqu'à préſent, mais que l'Argent pur ne ſeroit que de 10$\frac{1}{2}$ onces dans chaque livre, & le reſte en aloy. Cette monnoye dureroit plus longtems que celle qui eſt faite d'Argent plus fin, cette opération empêcheroit qu'on ne reſſerrat l'Argent blanc, & ſi cette ſomme de 200000 Liv. Sterling ne ſuffiſoit pas aux beſoins actuels de la circulation, on pourroit l'augmenter.

II. *Lettre du Chevalier Barnard.*

DEPUIS que j'ay publié ma dernière Lettre, la rareté de l'Argent blanc eſt augmentée. Les piéces de ſix ſols qu'on a monnoyées, ont été inſuffiſantes pour remédier à cet inconvénient. C'eſt une choſe très bien connue, que les Banquiers donnent une prime pour avoir de l'Argent blanc pour en fournir leurs pratiques, & l'on ne voit point où cet abus finira, puiſqu'on trouve du profit même à vendre des piéces legéres d'Argent blanc monnoyé, & l'on n'en voit pas d'autres depuis que les Artiſans ont fondu pour leur commerce, les piéces qui étoient de poids. On s'étoit vainement flatté l'année paſſée, de voir baiſſer le prix de l'Argent en Angleterre, à l'arrivée de la flotte des Indes à Cadix. L'Argent en barre eſt actuellement plus cher, que quand je fis ma première propoſition.

JE

(*a*) La Livre qu'on appelle en Angleterre la Livre de *Troye* n'eſt que de 12 onces. On s'en ſert pour peſer l'Or, l'Argent, les Diamans & Marchandiſes fines. La Livre d'*avoir du poids* eſt de quatre onces plus forte, mais l'once a 42 grains de moins. On s'en ſert pour toutes les Marchandiſes groſſieres.

Digitized by Google

Je propoſe donc aujourd'hui de faire fabriquer de nouvelles piéces d'Argent, & d'employer ſeulement dix onces d'Argent pur dans la livre de Troye & deux onces d'aloy.

Je ſçai bien qu'on peut faire des objections contre ma propoſition, mais je ne veux point m'arrêter à y répondre. J'ai bien peſé toutes les difficultés & tous les inconvéniens qu'on peut m'oppoſer, & je ſuis plainement convincu qu'il n'y à point d'autre reméde à apporter au mal, que de fabriquer des piéces plus legéres que les anciennes, ou des piéces d'une moindre valeur intrinſéque, c'eſt-à-dire, d'y mêler une grande quantité d'aloy; & que c'eſt là le ſeul moyen de remettre dans la circulation la quantité d'Argent blanc qui y eſt néceſſaire, & de l'y conſerver.

J'Invite ceux qui ſont ſenſibles au mal préſent, au lieu de blâmer ma propoſition, d'en faire une meilleure: ils rendront ſervice à la Patrie, & je les en féliciterai de tout mon cœur. Je ne puis quitter ce ſujet ſans obſerver que beaucoup de gens croyent que la rareté de l'Argent blanc eſt cauſée par la disproportion de la Valeur numéraire, entre notre or monnoyé & notre Argent blanc. Je ne veux point combattre cette opinion. Mais je crois qu'il n'y à perſonne qui ſe pique d'un peu de prudence, qui voulut conſeiller d'établir une égalité plus exacte entre notre or & notre Argent monnoyé, pour empêcher que les piéces les plus peſantes de l'un ou de l'autre métal ne paſſent à l'Etranger, ou ne ſoyent fondues par nos Artiſans. Je vais plus loin encore, je ſoutiens qu'il ne peut arriver de circonſtances où il ſoit prudent de changer notre Argent monnoyé, qui devoit être tel qu'il eſt actuellement.

Si la Valeur numéraire de nôtre Argent blanc étoit augmentée, ce qui ne pourroit ſe faire que par un acte du Parlement, ce ſeroit un manque de foi de la part de la Nation envers les Etrangers à qui elle doit, & leur faire tort au prorata de cette augmentation.

Si au contraire on diminuoit la Valeur numéraire de nôtre or monnoyé, qui à été fait Argent légal par une Proclamation du Roi en conſéquence d'une adreſſe des Communes, ce ſeroit faire un grand tort a la Nation, parce qu'elle perdroit dans les pays Etrangers à qui elle doit, au prorata de cette diminution, ſur le Capital de la dette dans le cas du rembourſement, & en attendant, ſur les intérêts. Ce ſeroit auſſi augmenter encore les malheurs de la Nation, en diminuant la ſomme de l'Argent courant, qui n'eſt déjà que trop diminuée en quantité par les Canaux néceſſaires, & par la fonte des

piéces les plus peſantes, qui a été faite par nos Artiſans. J'eſpére que toutes ces raiſons ſeront très bien conſidérées en plein Parlement avant que de prendre le parti de faire aucun changement à nôtre monnoye légale.

Obſervations ſur les Lettres du Chevalier Barnard, par M. Shirley.

QUOIQUE j'aie toute l'eſtime poſſible pour l'opinion du Chevalier Barnard, je ne puis cependant m'empêcher de préſenter au public quelques remarques ſur ſon projet de remédier à la diſéte de l'Argent blanc.

IL n'y à rien de plus juſte & de plus inconteſtable, que nôtre obligation de payer nos dettes aux Etrangers, & il eſt certain que ſi nos importations d'Argent n'égalent pas nos exportations, nous ſommes obligés d'y ſupléer de nôtre propre Argent dans les payemens que nous faiſons à l'Etranger; & ceux qui font le Commerce d'Argent, en profitent pour envoyer les piéces d'Argent les plus peſantes.

SI nous faiſons de la monnoye d'Argent blanc d'une Valeur moins réelle; n'y ayant plus alors d'Argent blanc Sterling ou légal, l'Or ſera exporté; & ſi nous monnoyons de l'Or d'une Valeur moins Réelle, cela n'empêchera pas l'Argent de ſortir: car alors la différence du change ſera en porportion à la Valeur Réelle de nôtre monnoye.

SI on fait de la monnoye d'Argent blanc pour ſervir au beſoin actuel, il faut abſolument la rendre Argent légal par un acte du Parlement, ſans quoi perſonne ne voulant l'accepter, cette expédient ne ſauroit avoir de bonnes ſuites; l'exemple de ces piéces de demi ſous qui furent envoyées en Irlande par une Ordonnance du Roi Georges I. accordée à M. Wood, montre aſſés ce qu'on doit attendre d'un attentat pareil. Il n'y à point de moyen de faire circuler enſemble de bon Argent avec du mauvais au même prix. On n'a pû y reuſſir ni à Gênes, ni en Hollande, ni chez aucune autre Nation, excepté en Portugal où l'on fait circuler des piéces d'Argent blanc faites d'un mauvais Argent; ce que tout homme ſenſé regarde comme un grand préjudice fait à la Nation.

MAIS on dira que toutes nos piéces d'Argent blanc nouvellement fabriquées, paſſent à l'Etranger en tems de paix comme en tems de guerre, & qu'il faut néceſſairement trouver un reméde à ce mal.

Le mal eſt très bien connu, & c'eſt ſans doute un grand reproche à faire à nôtre Gouvernement, de n'y avoir pas pouvû depuis plus de 50 ans que ce mal exiſte, dont la cauſe eſt dans la mauvaiſe eſtimation, que nous avons faite entre nôtre Or & l'Argent monnoyé. Nos Guinées ſont eſtimées parmi nous ſix ſols au-deſſus de leur Valeur Réelle, c'eſt-à-dire, 2½ p. c'eſt le bénéfice que font ceux qui envoyent de l'Argent blanc dans les pays Etrangers par préférence à l'Or, ce qui eſt une perte continuelle ſur toute la monnoye de la Nation.

De là il arrive qu'en tems de paix nous avons une quantité prodigieuſe de piéces legéres de l'Or de Portugal, qui portent un grand préjudice à nôtre circulation. Les piéces legéres ſont en partie la ſolde de la balance des pays Etrangers avec le Portugal, qui reſte parmi nous; parce que toutes les autres Nations profitent de nôtre Paquebot pour faire venir de Portugal la ſolde de leur balance, qu'elles retirent enſuite de chez nous en Argent blanc qui leur donne un nouveau bénéfice: ceci nous fait un tort conſidérable auquel il eſt facile d'apporter un prompt Reméde.

L'Argent blanc doit-être conſidéré comme nôtre Argent naturel, & par cette raiſon ſa Valeur numéraire doit-être invariable. Mais comme l'Argent & l'Or changent ſouvent de prix, il faut conſidérer le premier comme nôtre Argent naturel, & le ſecond comme une Marchandiſe, & ne pas acheter cette Marchandiſe à un trop haut prix. Il eſt clair cependant que le contraire arrive à l'égard de l'Or qui nous vient de Portugal. Si nous baiſſons chacune de nos Guinées de ſix ſols, nous gagnerons beaucoup; nous acheterons l'Or, qui ſe vend à l'once plus ou moins cher ſuivant les circonſtances, à un plus bas prix; car le prix de l'Or comme Marchandiſe, ſuivra néceſſairement le prix de nôtre monnoye d'Or.

Supposons donc qu'on veuille remédier efficacement à la diſéte de l'Argent blanc, & établir une plus grande égalité entre l'Or & l'Argent; il faut monnoyer des piéces d'Or de 20 Shellings & de 10 Shellings, au lieu de nos Guinées & demi Guinées (*a*). Qu'on mette dans chaque piéce de 20 Shellings ſix ſols moins d'Or en proportion de ce qu'il y an à dans nos Guinées; on établira par ce moyen une plus juſte valeur entre nôtre Argent & nôtre Or dans les pays Etrangers, ainſi que chez nous. Comme il y a actuellement chez nous fort peu d'Argent Etranger & auſſi peu du nôtre; car on

(*a*) Les Guinées valent 21 Shellings.

on n'a jamais vû une telle diſéte d'Argent; ſi le projet eſt trouvé bon, on ne peut l'exécuter dans des circonſtances plus favorables.

Je ne vois pas que la Nation puiſſe perdre pour l'avenir dans l'exécution de ce projet, comme le craint le Chevalier Barnard, en payant nos dettes avec les intérêts aux Etrangers. Il me paroit que l'unique perte ſeroit pour le Gouvernement dans les frais qu'il faudroit faire pour rappeler la monnoye courante, & en fabriquer une nouvelle. Cette dépenſe ne ſauroit être conſidérable, ni être miſe en balance avec l'intérêt public.

Je propoſe donc avec ſoumiſſion de ſubſtituer ce projet à celui du Chevalier Barnard. Je compte ſur ſa candeur, & je me flatte que le public y prétera toute ſon attention. Je ſuis un ſincére ami de ma Patrie. *W. Shirley.*

Il eſt bien étonnant qu'un abus auſſi frappant que celui qui fait le ſujet de ces lettres, ait échappé pendant plus de 50 ans à l'attention d'une Nation ſi éclairée, ſans ceſſe occupée des moyens de s'élever & d'atteindre en tout genre au plus haut dégré de perfection. La France à donné pendant longtems l'exemple des effets funeſtes que produiſent dans un Etat, les augmentations, diminutions & autres variations des monnoyes: mais enfin l'Angleterre pourroit prendre une leçon de ſageſſe & de bonne adminiſtration dans l'Edit du Roi de France du mois de Septembre 1724.

La proportion entre l'Or & l'Argent fût établie par cet édit à *environ* de 14½ à 1. Sur ce pied il y à un petit avantage du côté de l'Argent. 14 Marcs & demi d'Argent valent quelque choſe de plus qu'un marc d'Or; il eſt bien difficile d'établir la Valeur numéraire de ces métaux ſur une préciſion Géométrique: mais un avantage leger d'un côté, tel que celui qui ſe trouve en France du côté de l'Argent, ne préſente aucun inconvénient dans la circulation. Les Louis d'Or ſont de 30 au marc & ont cours pour 24 Liv. les écus ſont de 8⅓ au marc & ont cours pour 6 Liv. ainſi le marc d'Argent eſt à 49 Liv. 16 S. & les 14 marcs & demi valent 722 Liv. 2 S. ce qui donne une Valeur numéraire de 42 S. aux 14½ marcs d'Argent ſur le marc d'Or. Il ne ſeroit pas poſſible de donner une plus grande Valeur numéraire à l'Or, ou de diminuer celle de l'Argent de 42 S. répartis ſur 14 marcs ½ ſans embaraſſer infiniment la circulation: & une dispropartion ſi légére dans le numéraire ne ſauroit faire préférer l'Or a l'Argent & en exciter l'exportation avec perte pour l'Etat. Il y a de même en Hollande une Legère disproportion entre la Valeur numéraire de l'Or, & celle de l'Argent.

L'Ax-

Digitized by Google

L'ANGLETERRE éprouva le même excés de diſéte d'Argent blanc en 1728 dont elle ſe plaint aujourd'hui. On n'y voyoit plus d'Argent blanc, que des pièces uſées, qui n'étoient pas de poids; & l'on étoit obligé de changer une Guinée à 5 p% de perte. La proportion entre l'Or & l'Argent tombée alors à 14½, étoit reſtée à Londres comme en Eſpagne, de 1 à 16 ou à 15¾ ce qui produiſoit des embarras & de la confuſion dans le Commerce & dans la circulation, & de la perte pour l'Etat. On engagea le célébre Newton, directeur des monnoies de la Tour, à chercher les moyens convenables pour remédier à ce déſordre.

IL ſemble qu'il étoit tout ſimple de ſuivre dans la fabrication, le prix de l'Argent au marché, qui établiſſoit la proportion avec l'Or comme 1 à 14½. Conformément au rapport de M. Newton, le Parlement prit le parti de diminuer la valeur numéraire des eſpèces d'Or. On auroit du alors hauſſer le prix des eſpèces d'Argent ſur le pied du marché, où l'once d'Argent qui ne valoit que 62 deniers à la Tour, en valoit au delà de 65, & il étoit très déſavantageux de baiſſer les monnoies d'Or à cauſe des ſommes que l'Angleterre doit aux Etrangers.

LA Guinée qui étoit à 21 Shellings 6 deniers, fut réduite à 21 Shellings. Il réſulte de cette opération que l'Etranger doit être rembourſé en principal & intérêts en Guinées à 21 Shellings, des Guinées qu'il a prêtées à 21 Shellings 6 deniers, ce qui fait une perte pour l'Etat de ſix deniers par Guinée. On ſe fonda ſur ce préjugé que *ſuivant les loix fondamentales du Royaume, l'Argent blanc eſt la vraie & ſeule monnoie, & qu'il ne faut pas l'altérer.* Cette diminution fit tomber le prix de l'once d'Argent au marché de 65½ à 64½ deniers, ce qui étoit encore deux deniers & demi au deſſus du prix de la Tour. Cette opération fut ſuivie d'une fabrication aux dépens de la Compagnie de la Mer du Sud, de quelques pièces d'Argent, qui furent enlevées inmédiatement, & bien-tôt le prix du marché ne ceſſa de hauſſer juſqu'à 65½ & 66 deniers l'once d'Argent. En ſorte quil en dût couter prodigieuſement à M. Newton, ce premier Calculateur de l'Univers, de céder dans une affaire purement de calcul, à l'empire du préjugé de ſa Nation ſur tout ce qui a enciennement reçu le nom de loi fondamentale du Royaume; car la cauſe de l'abus & le reméde ne pouvoient échaper à un Homme de cet ordre.

ON ne conçoit pas en effet le principe, ni la raiſon de cette loi fondamentale du Royaume, qui veut que l'Or & l'Argent, regardé également partout ailleurs,

leurs, excepté à la Chine (*a*), comme Marchandiſe & comme ſignes des valeurs, ſuivant les circonſtances où les raiſons de Commerce placent ces métaux, ſoient conſidérés ſi différemment en Angleterre. Nous ne croyons pas qu'on puiſſe même à l'aide du calcul, appercevoir aucun dégré d'utilité dans une loi, regardée cependant comme loi fondamentale de l'Etat, qui veut que l'Or y perde en quelque ſorte ſa fonction de ſigne pour n'être que Marchandiſe, ou qu'il ſoit réduit à n'être qu'un ſigne arbitraire, & qui attribue à l'Argent ſeul la qualité d'Argent naturel de la Nation, & ſur ce fondement une valeur numéraire invariable; pendant que le prix de l'Argent au marché qui doit être la meſure de la valeur numéraire, eſt auſſi ſujet aux variations que le prix de l'Or. On devroit régarder ſans doute comme une loi fondamentale dans tous les Etats, la maxime qu'il *ne faut jamais toucher aux monnoies*, c'eſt-à-dire, qu'on ne doit jamais enviſager les changemens dans les monnoies comme une reſſource de finence. Mais on doit régarder auſſi comme une loi fondamentale dans chaque Etat la néceſſité de ſuivre, pour établir la valeur numéraire, ſoit de l'Or, ſoit de l'Argent, la proportion entre l'Or & l'Argent qui ſe fixe par le prix du marché.

La proportion entre l'Or & l'Argent étant aujourd'hui de 1 à 14½. ſi la valeur numéraire de l'Argent eſt telle dans un Etat qu'avec une once d'Or, on puiſſe acheter 15 onces d'Argent, l'Argent blanc doit néceſſairement paſſer à l'Etranger avec perte pour l'Etat: ſi au contraire avec 14 onces d'Argent on peut acquerir une once d'Or; ce ſera l'Or, qui ſera exporté avec perte. Ainſi pour éviter cet inconvénient, comme la proportion entre l'Or & l'Argent n'eſt point invariable, comme elle à déjà varié pluſieurs fois, & que les Mines du bréſil doivent la faire varier encore, on doit admettre, comme une loi fondamentale, cette exception à la maxime qu'il *ne faut point toucher aux monnoies*; qu'il faut augmenter ou diminuer la valeur numéraire de l'Or ou de l'Argent ſur le pied de la proportion que le prix du marché établit entre ces deux métaux, toutes les fois que la valeur numéraire de l'un des deux s'en éloigne au point de donner lieu à un bénéfice qui en fait faire une exportation reineuſe pour l'Etat. Ce n'eſt donc point à la valeur numéraire de l'Or, comme Or, ou comme Marchandiſe qu'il faut toucher; mais comme monnoie, ſi la valeur numéraire ſe trouve au deſſus ou au deſſous du prix du marché. En Angleterre c'eſt la valeur numéraire de l'Argent qui eſt au deſſous du prix du marché; ce n'eſt donc pas la valeur numéraire de l'Or qu'il

(*a*) On ne connoit point à la Chine l'uſage d'aucune monnoye, tout s'y paye en Or ou en Argent au poids.

qu'il s'agit de rapprocher de celle de l'Argent pour ſuivre la proportion établie par le prix du marché, mais celle de l'Argent, qu'il faut rapprocher de celle de l'Or. Il ſemble donc que l'intérêt de l'Angleterre exigeroit que la valeur numéraire de l'Argent qui eſt à la Tour de 62 deniers, fut augmentée juſqu'à 65½ ou 66 deniers qui eſt le prix du marché, & qu'on regardât comme loi fondamentale du Royaume, le réglement de la valeur numéraire que demande la proportion que le prix du marché établit entre l'Or & l'Argent. Car les Négocians Anglois achetent & revendent également des Piaſtres & des Lisbonines, & l'une & l'autre de ces monnoies ſont également Marchandiſes & ſignes des valeurs, ſuivant que l'exigent les affaires de Commerce.

Ces expréſſions, *les loix fondamentales de l'Etat*, qui inſpirent tant de reſpect, pour ainſi dire, ſacrées, ſurtout pour des Hommes libres, ne doivent être employées que pour annoncer des loix fondées ſur la raiſon, ſur l'intérêt Public, des loix qui ont pour objet le ſalut du Peuple & la conſervation de l'Etat. L'Eſprit d'une bonne Adminiſtration ſait ſe mettre au deſſus du préjugé, qui à la faveur du nom reſpectable & impoſant de *loix fondamentales de l'Etat*, autoriſe & perpétue des abus ou des uſages deſtructifs.

Le Chevalier Barnard ſemble ne craindre l'augmentation de la valeur numéraire de l'Argent blanc, que par ce qu'il penſe que ce ſeroit manquer de foi envers les Etrangers Créanciers de la Nation. Il paroit en effet que le Créancier qui pour prêter 62 den. a été obligé de fournir à l'Etat une once d'Argent, perdroit au rembourſement 3 deniers ½ par once d'Argent que l'Etat gagneroit, ſi la valeur numéraire de l'Argent blanc étoit portée au prix du marché, c'eſt-à-dire, à 65½ deniers. Ce ſeroit ſans doute faire une injuſtice au prêteur, s'il avoit effectivement prêté ſur la foi de l'invariabilité de cette valeur numéraire: car il eſt certain qu'il ne ſeroit pas poſſible de diſſimuler l'injuſtice d'un Etat débiteur qui augmenteroit la valeur numéraire de ſes monnoies pour rembourſer ſes dettes; par ce qu'il en acquitteroit une partie ſans rien débourſer, & le montant de l'augmentation ſeroit une perte réelle pour les Créanciers. Mais peut on ſe diſſimuler auſſi que cette ſorte d'injuſtice ne ſauroit avoir lieu que dans ce cas unique, où l'Etat débiteur ſe procureroit ce bénéfice en donnant à ſes monnoies une valeur numéraire au deſſus du prix du marché? ce prix du marché n'eſt point une loi particulière à une Nation: cette loi entraine malgré elles toutes les Nations ſous ſon empire. Or cette loi à été une condition néceſſaire du contract entre le prêteur & l'emprunteur, abſolument indépendante de leur volonté. Il y auroit donc une injuſtice palpable de la part du Créancier qui à prêté une once d'Argent

gent valant 62 deniers, & qui n'a réellement prêté que 62 deniers, s'il exigeoit le rembourſement de la même once d'Argent valant lors du rembourſement 65¼. cette augmentation n'eſt point du fait du débiteur : c'eſt l'effet d'une loi qui commande également à l'Etat débiteur & à l'Etat Créancier ; & il faut convenir qu'après cette augmentation le Créancier reçoit exactement la même valeur qu'il à prêtée, & qu'il ne doit rien recevoir au-delà. Si l'on objecte que l'once d'Argent prêtée a coûté au préteur 65¼ deniers qui étoit alors le prix du marché, il ſera vrai en ce cas que le rembourſement lui donne une perte réelle. Mais ce ſera une perte prévue, ou qu'il a dû prévoir & mettre au rang des frais que lui occaſionnoit la néceſſité de faire un emploi de ſes fonds. Il ne lui a pas été permis d'ignorer la diſproportion de la valeur numéraire de l'Argent avec le prix du marché, que l'empire abſolu de ce prix éleveroit infailliblement la proportion de la valeur numéraire, & qu'il eſt impoſſible qu'une Nation particulière réſiſte longtems ſur cette matière au concours unanime des autres Nations. L'Etat qui rembourſe ſes dettes avec une valeur numéraire exactement conforme à cette proportion, n'eſt donc pas plus coupable d'injuſtice & d'infidélité envers ſes Créanciers, que le ſeroit un particulier qui ayant emprunté 100 m. Liv. en écus à cent ſols, les rembourſeroit enſuite en écus à ſix Liv. Le prix du marché qui en fixant la proportion entre l'Or & l'Argent, établit leur valeur numéraire rélative chez toutes les Nations, eſt une loi auſſi impérieuſe pour un Etat, que l'eſt pour chaque citoyen la loi de l'Etat qui donne à ces metaux une valeur numéraire arbitraire.

La diminution de la valeur numéraire de l'Or opére une perte pour l'Etat ſans aucune néceſſité, & ſur la ſeule idée d'éviter une injuſtice qui n'eſt qu'aparente, qui n'a abſolument rien de réel, & à la quelle la réflexion ſur le vrai principe de la valeur numéraire des monnoies chez toutes les Nations, ne permet point de s'arrêter.

Les Lisbonines ont été fort ſouvent une objet de Commerce très avantageux, ſurtout par la différence du poids d'une pièce à l'autre, pour des Négocians de France, de Gênes & de Hollande, qui les ont tirées avec un bénéfice certain, ſoit directement de Portugal, ſoit d'Angleterre, en valeur numéraire pour les vendre au poids; ce qui ne pouvoit manquer de faire ſortir les pièces les plus peſantes des lieux où elles ont une valeur numéraire, & de n'y laiſſer que les plus legères. Il eſt fort facile, comme l'obſerve M. Shirley, d'arrêter le cours de la perte qu'une telle valeur numéraire donne à un Etat.

CHA-

CHAPITRE XXIV.

De l'intérêt de l'Argent.

NOUS n'enviſageons point ici l'intérêt de l'Argent du côté moral. Nous ne le conſidérons que du côté politique.

C'EST un préjugé ſi général, que le haut intérêt de l'Argent donne à la France un désavantage immenſe dans le Commerce, que les Politiques du premier ordre ont régardé ce préjugé comme une vérité inconteſtable, comme le principe d'un ſiſtême de réduction, & perſonne n'a oſé, non avancer, mais même entreprendre d'examiner la propoſition contraire. L'idée que le *bas intérêt de l'Argent ſeroit avantageux à la France, qu'il eſt avantageux à l'Angleterre, & généralement à toute Nation commercante, ſans exception*; n'eſt cependant qu'un préjugé; préjugé à la vérité le plus autoriſé peut-être qui ſe ſoit jamais gliſſé dans la politique, & qu'il eſt parconſéquent d'autant plus important & d'autant plus intéreſſant de combattre. Nous ne craignons point de l'entreprendre aux yeux des perſonnes qui ne conſultent ſur ces matières, que l'expérience & la raiſon.

LE Chevalier Thomas Culpeper jetta les premiers fondemens de ce préjugé en Angleterre dés 1621, par l'excellent traité qu'il publia contre l'uſure. Tout favoriſoit alors un ſiſtême de réduction chez une Nation qui devenoit commercante, où l'intérêt de l'Argent étoit encore à huit pour cent. Thomas Manly entreprit dans un ouvrage très foible, intitulé *l'intérêt de l'Argent mal entendu*, publié à Londres avant la ſeſſion du Parlement de 1669, de prouver que ce ſeroit un grand avantage pour l'Etat, que de ſoutenir l'intérêt de l'Argent à ſix pour cent. C'eſt en cet état que le Chevalier Joſias Child publia ſon traité ſur le Commerce, & ſur les avantages qui réſultent de la réduction de l'intérêt de l'Argent. Il détruiſit facilement le ſiſtême de ſon adverſaire, qui ne ſe trouvoit établi ſur aucun principe raiſonnable, chez une Nation qui manquoit de beaucoup de productions naturelles & d'induſtrie, qui n'avoit les yeux ouverts, que ſur l'étendue immenſe d'un Commerce d'économie qui enrichiſſoit les Hollandois, la ſeule Nation que l'Angleterre vouloit imiter, & qu'elle regardoit alors comme ſa rivale; & il eſt cer-

tain que le bas intérêt de l'Argent favoriſe infiniment le Commerce d'économie.

A ne conſidérer que le Commerce d'économie, les richeſſes que les Hollandois acquéroient tous les jours, & le bas prix de l'intérêt de l'Argent alors à quatre pour cent en Hollande, il étoit facile de faire valoir en Angleterre les avantages de la réduction de l'intérêt. Il eſt certain d'ailleurs que tout intérêt de l'Argent eſt ruineux & deſtructif dans tout Etat en général, lorſque le taux de l'intérêt eſt tellement proche du capital, qu'il en opére pluſieurs fois le rembourſement dans une révolution de peu d'années; & que le capital placé en terres ou dans le Commerce, ne peut rendre un bénéfice raiſonnable au-delà de l'intérêt. La réduction eſt alors néceſſaire, & on peut croire que tel à été le motif des différentes loix qui ont ſucceſſivement réduit en France l'intérêt du denier douze, au denier ſeize, au denier dix huit, & enfin au denier vingt. Le motif très raiſonnable de ces différentes réductions a eu lui même ſa cauſe dans l'abondance de l'Or & de l'Argent répandue en Europe par le Commerce d'Afrique & des Indes Occidentales, qui ne pouvoit manquer de forcer une réduction générale de l'intérêt, mais en même tems cette réduction a dû recevoir la loi chez chaque Nation, de la balance de ſon Commerce, & le taux de l'intérêt a dû s'y fixer en proportion de ce qu'elle a participé par ſon Commerce, à l'abondance générale de l'Or & de l'Argent.

Cette balance doit-être régardée comme la première loi & la meſure du pouvoir légiſlatif en cette matière. C'eſt le Commerce qui régle l'intérêt de l'Argent dans une indépendance abſolue. Rien n'eſt plus arbitraire que la valeur numéraire de l'Argent, elle eſt ſoumiſe au pouvoir légiſlatif; mais le Commerce décide toujours de ſa valeur intrinſéque, il la détermine & la fixe ſuivant l'abondance qui ſe trouve au marché. Il conſidére toujours l'Argent en même tems comme Marchandiſe & comme ſigne des valeurs. Son abondance fait d'une part qu'il ſignifie moins, & de l'autre qu'il eſt moins cher; dés-lors il en exige une plus grande quantité, & en paye l'intérêt à plus bas prix. C'eſt ſur ce principe que ſe régle la proportion de la valeur numéraire entre l'Or & l'Argent; & la maniére la plus ſûre & la plus ſage d'uſer du pouvoir légiſlatif ſur cette matière, eſt inconteſtablement de ſuivre les révolutions & les progrès du Commerce, d'en recevoir, pour ainſi dire, la loi.

Le ſiſtême de réduction de Joſias Child ne fit véritablement fortune, que lorſque l'Angleterre, qui n'ouvrit une Caiſſe des emprunts que bien des années

nées après la publication de cet ouvrage, commença à s'appercevoir du fardeau des dettes Publiques. On fit valoir alors ſes principes avec d'autant plus de ſuccés dans le parlement, que la réduction de l'intérêt à trois pour cent, préſentoit le moyen le plus facile d'amortir les dettes publiques. En effet ſi l'intérêt légal étoit reſté a ſix pour cent, comme il étoit lorſque Joſias Child écrivoit, l'Angleterre payeroit aujourd'hui environ trois ou quatre milions Sterl. d'intérêt de plus qu'elle ne paye. Une réduction qui diminue tout d'un coup l'intérêt de la dette publique de deux ou trois pour cent, pourroit fournir un fonds ſolide d'amortiſſement, & l'Angleterre ſeroit parvenue aſſez promptement à ſon entiére libération, ſi l'excés de ſes nouveaux emprunts lui permettoit de profiter de ſes réductions, pour en employer le bénéfice en amortiſſemens.

Le Gouvernement Anglois eſt trop éclairé, pour ne pas ſavoir qu'une réduction légale de l'intérêt de l'Argent, ne pouvoit procurer d'autre avantage à l'Etat, qu'un bénéfice ſur les intérêts de la dette nationnale; que cette loi ne ſauroit étendre ſon empire ſur le Commerce; & que le Commerce ne connoit & ne ſuit d'autre loi ſur l'intérêt de l'Argent, que celle qui ſe forme par l'abondance ou la diſéte. Ici les grands motifs de l'amélioration des terres, des progrès de l'Agriculture, des Arts, & du Commerce, qu'on à fait valoir dans les Papiers Publics & dans les diſcours prononcés dans le Parlement, ne ſeroient que des prétextes dont ou couvriroit l'atteinte portée au contract de la dette publique; ſi dans la réalité la réduction légale n'étoit pas, pour ainſi dire, forcée par celle que le Commerce a déjà faite.

Josias Child parcourt ſucceſſivement toutes les Nations, pour prouver la néceſſité de la réduction de l'intérêt de l'Argent. Il attribue au bas intérêt de l'Argent l'opulence de toutes les Nations riches; & à ſon haut intérêt, la miſére des Peuples pauvres. En Irlande & en Ecoſſe, dit-il, le Peuple eſt pauvre & mal vêtu, parceque l'Argent y eſt à dix ou douze pour cent, & que l'Argent y eſt fort rare. Il en eſt de même de l'Eſpagne & des pays qui ſont ſous la domination du Turc & du Mogol. La Hollande eſt beaucoup plus riche depuis que l'intérêt eſt à quatre pour cent, & l'Angleterre l'eſt quatre fois d'avantage, depuis les premières loix qui ont réduit les intérêts. De là il conclut que tous les pays ſont aujourd'hui plus riches, ou plus pauvres, proportionnellement aux taux de l'intérêt chez eux; que la diminution de l'intérêt eſt la cauſe des richeſſes & de la proſpérité de quelque Nation que ce ſoit, & que la réduction de ſix à quatre ou trois pour cent, doubleroit néceſſairement dans moins de vingt ans les richeſſes & le fonds capital d'une Nation.

Josias Child prend pour la cauſe des richeſſes d'un pays, ce qui n'en eſt que l'effet tout ſimple & bien naturel. On peut juger ſûrement de la richeſſe d'un pays par le taux au quel l'intérêt de l'Argent y eſt porté; mais cet intérêt, quel qu'il ſoit, n'eſt ni la cauſe de ſa richeſſe, ni la cauſe de ſa pauvreté. L'Irlande & l'Ecoſſe ont eu des cauſes de pauvreté bien différentes. 1°. L'Angleterre a toujours attiré à elle tout le Commerce de ces deux Royaumes, ſurtout celui de l'Irlande qu'elle a toujours régardé comme une Nation étrangère & rivale à l'égard du Commerce. 2°. Il eſt arrivé à ces deux Royaumes, comme à pluſieurs Provinces de France; leur numéraire à toujours été attiré en Angleterre par les impots & par les grands propriétaires qui ont habité Londres, & le Commerce ne l'a point fait réfluer. L'Eſpagne & le Portugal languiſſent dans la diſéte de l'Argent, malgré les richeſſes immenſes de leurs Mines; parceque leur Commerce eſt entre les mains des autres Nations, dont la réduction des intérêts ne ſauroit les dépoſſéder. Il en eſt de même du Commerce des Turcs; il eſt entre les mains des Francs, c'eſt-à-dire des François, des Anglois, des Hollandois, & des Italiens.

Personne n'ignore l'uſage des pays de la domination du Mogol, d'enterrer l'Argent, au lieu de le faire circuler dans le Commerce; ce qui eſt un grand mal pour le Commerce de l'Europe. Car ſi tout l'Argent qu'on porte depuis tant de ſiècles dans les Indes Orientales, étoit reſté dans la circulation, il y ſeroit aujourd'hui bien plus abondant dans le Commerce, qu'il ne l'eſt en Europe, & nous ne ſérions pas inondés des Manufactures des Indes, qui détruiſent les nôtres. L'Abondance de l'Argent les rendroit néceſſairement plus chères à leur ſource; les Compagnies d'Europe ne pourroient les apporter qu'à perte, ou ſans bénéfice, & les retours de ces Compagnies ne feroient pas languir par leur concurrence dans nos marchés, nos Manufactures, qui ſeroient beaucoup plus floriſſantes.

Ainsi, ce n'eſt point parceque l'intérêt de l'Argent eſt haut chez ces Nations, que l'Argent y eſt rare, & que leur Commerce en ſouffre; mais l'Argent y eſt rare, & conſéquemment à haut intérêt, c'eſt-à-dire cher, ou parce qu'elles ne font point leur Commerce & cultivent mal leurs terres, comme les Eſpagnols, les Portugais & les Turcs; ou parce qu'elles retirent ſans ceſſe l'Argent de la circulation, pour le cacher ou l'enfouir dans le ſein de la terre, comme font les Nations des Indes Orientales. En un môt, ce n'eſt point le haut intérêt de l'Argent qui détruit le Commerce chez aucune des Nations citées par Joſias Child, ni chez aucune Nation connue où la valeur numéraire des métaux eſt en uſage: mais un vice dans leur Commerce, ou le

le défaut de Commerce, y rend l'Argent rare, & dés lors néceſſairement cher. Les Légiſlateurs feroient en vain des réductions d'intérêt chez les Nations qui manquent d'Argent, il n'en ſeroit pas moins cher dans le Commerce, au quel d'ailleurs ces Nations ne participeroient pas d'avantage.

ATTRIBUER les richeſſes de la Hollande & de l'Angleterre, les progrés & l'étendue de leur Commerce, aux réductions de l'intérêt de l'Argent; c'eſt prendre encore l'effet pour la cauſe. Qu'on jette un régard attentif ſur la naiſſance & les progrés du Commerce de ces deux Nations, on verra que ſon élévation ne doit rien aux réductions de l'intérêt de l'Argent; mais que les réductions légales ont été forcées par celles que le Commerce a faites lui même, en attirant l'Argent des autres Nations, en le rendant plus abondant. Le Commerce, à force de multiplier ſans ceſſe par ſes bénéfices, par une balance toujours avantageuſe, les ſignes des valeurs, les à avilis. Ils ont moins ſignifié, & leur prix eſt tombé par dégrés, indépendamment de toute autre loi, que celle qu'a dicté le Commerce; ou ce qui eſt la même choſe, par l'effet des beſoins mutuels.

IL faut avouer que ſi le Commerce attire & accumule ſans ceſſe l'Argent dans un pays, & doit y être regardé par cette raiſon comme la ſeule cauſe qui y produit le bas intérêt, il eſt inconteſtable que le bas intérêt de l'Argent y favoriſe à ſon tour le Commerce, mais ce n'eſt que le Commerce déconomie. Il l'augmente, il multiplie les opérations des Négocians qui font ce Commerce: & plus ce Commerce profite du bas intérêt pour s'étendre, plus il attire & accumule d'Argent, & plus il l'avilit & en fait baiſſer l'intérêt; parce que le Négociant qui a cet avantage dans le Commerce d'economie, a infailliblement celui d'écarter les autres Négocians, qui ne peuvent ſoutenir ſa concurrence à cauſe de la ſupériorité de ſes bénéfices, que lui donne le bas intérêt de ſon Argent.

AINSI, une ville, une nation livrée au Commerce déconomie, augmente encore plus rapidement ſes richeſſes, à meſure que l'abondance de l'Argent que ſon Commerce attire, l'avilit, & fait baiſſer l'intérêt de plus en plus. Mais l'excés du numéraire, car il doit néceſſairement réſulter un jour d'une balance toujours avantageuſe, ne lui permet bientôt plus d'autre Commerce que celui d'économie. La Hollande en eſt un exemple frappant. Ses terres extrêmement bornées, les productions de ſon crû n'ont jamais été régardées comme un objet dans ſon Commerce. Il n'en eſt pas de même des productions de ſon induſtrie. La Hollande a poſſédé de toutes ſortes de

Manufactures dans l'état le plus floriſſant; ſes étoffes de Soye, de Laine, de Poil, ſes Toiles, ſes Papéteries, ſes Rafineries, &c. Ont joui de la plus haute réputation. La plupart de ſes Manufactures ſont devenues languiſſantes, parce que l'excés du numéraire, attiré par le Commerce déconomie, y à rendu exceſſif le prix de la main d'œuvre; & peut-être toute induſtrie en ce genre y ſeroit aujoud'hui détruite, ſi les guerres que cette république a ſoutenues depuis la paix de Riswic ſeulement, & les ſommes qu'elle à placées dans les fonds publics de France & d'Angleterre, n'en avoit pas fait ſortir plus de cinq Milliards de numéraire. Il ne doit reſter à la longue chez cette Nation, d'autre induſtrie, d'autres Manufactures, que celles qu'exigent une partie de la conſommation intérieure, la conſtruction, la Pêche & la Navigation. C'eſt le Commerce qui à fait tomber en Hollande l'intérêt des obligations avec Hypothéque à deux & demi pour cent. Il eſt à trois pour cent dans les pays bas Autrichiens; & pour l'emploi en terre, depuis un & demi, jusqu'à deux & demi pour cent, ſans l'intervention d'aucune autre loi de réduction, que celle que dicte le Commerce.

L'Excés du numéraire, ou plutôt des ſignes repréſentatifs trop multipliés en Angleterre, a déja porté coup à quelques Manufactures, à celles ſurtout qui ſont établis à Londres. Mais l'induſtrie Angloiſe a une grande reſſource dans la conſommation intérieure, dans une infinité d'articles qu'on n'a pu imiter encore ailleurs, & dans l'étendue de quelques Provinces où les choſes néceſſaires à la vie ſe ſoutiennent à bon marché, parce que Londres, comme Paris, pompe continuellement le numéraire des Provinces.

Ainsi, propoſer une réduction légale pour favoriſer le Commerce, dans un Etat qui doit, c'eſt lui propoſer une loi avantageuſe, en ce qu'elle opére une diminution de ſes charges; mais une loi injuſte à l'égard de ſes créanciers, une loi qui doit lui faire perdre la confiance publique, qui doit altérer ſon crédit en donnant atteinte au contrat & a la fidélité de ſes engagemens; ſans donner aucun ſecours au Commerce, qu'on ne ſauroit ſoumettre à cette loi. Le Commerce eſt lui même le Légiſlateur ſur cette matière; & tout Etat qui veut réduire l'intérêt de l'Argent, ne doit eſpérer d'y réuſſir que par le Commerce, c'eſt-à-dire en attirant par le Commerce l'abondance de l'Argent, qui opére infailliblement cette réduction.

Ce n'eſt donc point une queſtion à propoſer en France, ni chez aucune autre Nation induſtrieuſe; s'il ſeroit de l'avantage de ſon Commerce, d'y réduire par une loi l'intérêt de l'Argent, parce que le Commerce ne pourroit profiter

profiter d'une réduction légale, & y ſoutiendroit également toujours l'intérêt ſur le pied du plus ou moins d'abondance de l'Argent. Si la France vouloit faire une réduction légale, cette réduction ne devroit être ordonnée que ſur le pied de celle que le Commerce auroit faite; & pour que cette réduction fut exactement juſte, il faudroit que l'Etat n'y ſoumit que ceux de ſes créanciers qui ne voudroient par recevoir leur Rembourſement. Mais il n'en eſt pas de même de la queſtion de ſavoir, s'il eſt plus avantageux pour le Commerce de la France, d'avoir l'intérêt de l'Argent à cinq pour cent, qu'au taux où il eſt actuellement en Angleterre & en Hollande. Cette queſtion eſt très intéreſſante (*a*).

La France ne fait presque point de Commerce d'économie. La Réexportation qu'elle fait des retours des Indes Orientales, de ceux du levant, & du Tabac qu'elle tire des Anglois, n'entrent pas pour un vingtième dans les avantages de ſa balance. Car le Commerce de ſes Colonies, qui eſt un Commerce d'économie pour les Négocians qui le font, n'en eſt pas un proprement pour l'Etat; ici l'Etat n'achete pas les Denrées d'une Nation étrangére, pour les vendre à une autre: il ne fait que le Commerce de ſes propres Denrées. Ainſi, ſi le bas intérêt de l'Argent lui donnoit de l'avantage, & la mettoit au pair des Anglois & des Hollandois à l'égard du Commerce d'économie, ce Commerce y eſt ſi foible, que cet avantage ne ſauroit la dédomager de la diminution du Commerce de ſes productions naturelles & de celles de ſon induſtrie. Il eſt inconteſtable que le bas intérêt de l'Argent eſt deſtructif du Commerce d'une Nation, qui ne conſiſte que dans ſes productions naturelles, & dans celles des arts, & des Manufactures: & c'eſt ce qui conſtitue exactement tout le Commerce de la France, dans ſon état le plus floriſſant.

C'est une maxime également établie par la raiſon & par l'expérience, que l'abondance de l'Argent l'avilit, & que cette aviliſſement eſt l'unique cauſe du bas prix de ſon intérêt dans le Commerce. De ce bas prix de l'intérêt ſuit néceſſairement une augmentation de tout ce qui eſt valeur dans le Commerce, généralement de tout ce qui eſt vénal. Toute conſtruction, les loyers des Terres, des Maiſons, les Artiſans, les Ouvriers de toute eſpéce, deviennent chers en proportion de l'abondance de l'Argent qui en avilit le prix. Car l'induſtrie eſt partout une valeur, dont le prix varie ſuivant l'abondance ou la rareté

(*a*) L'Intérêt de cette queſtion n'eſt point borné à la France. Il s'étend à toute Nation dont le Commerce conſiſte dans ſes productions naturelles & dans celle de ſon induſtrie.

rareté de l'Argent, & dès lors cette valeur paſſe à toutes les productions qui ſont le fruit de la main d'œuvre.

Si l'intérêt de l'Argent tomboit en France à deux ou trois pour cent, la main d'œuvre alors auſſi chére qu'en Hollande, ſes Manufactures qui font plus de la moitié de ſa richeſſe, n'ayant plus la préférence dans les marchés de l'Europe & dans le Levant, tomberoient néceſſairement. Les Nations voiſines qui commencent à les imiter toutes, même ſes bijoux & ſes modes, & que la concurrence de celles de France contient par les avantages d'une longue poſſeſſion & du meilleur marché, dans un état de foibleſſe & de langueur, prendroient bientôt l'eſſor, & attireroient promptement les Ouvriers & les Artiſtes de France.

La Culture des Terres reçoit la même impreſſion de l'Argent, ou du bas intérêt qui en eſt la ſuite néceſſaire: les Terres ne rapporteroient pas une plus grande quantité de fruits; mais leurs productions devenues plus chéres par la cherté des Ouvriers & de la main des Cultivateurs, laiſſeroient leurs propriétaires toujours au même dégré de richeſſe. Ils recevroient par l'augmentation du prix des Denrées, une plus grande ſomme d'Argent de leurs fermiers, mais ils auroient toujours les mêmes dépenſes à faire, dont le prix ſeroit augmenté en proportion. Les Denrées qui s'exportent, ſeroient moins recherchées à cauſe de leur cherté. Les Vins & les Eau-devie ſe vendroient en moindre quantité chez l'Etranger, ce qui feroit bientôt négliger la Culture des vignes. C'eſt l'abondance des productions naturelles, qu'on doit ſe procurer, & leur vente enſuite à l'Etranger par leur bas prix. Le bas intérêt de l'Argent ne peut manquer à l'égard de l'Agriculture, de reſtraindre les productions naturelles à la conſommation intérieure.

On peut juger encore des effets de l'abondance de l'Argent, par ceux de l'abondance du blé. On a éprouvé mille fois en France, ſurtout dans les pays des Manufactures, que tous les Ouvriers deviennent fort chers, lorſque le blé eſt à vil prix, & à très grand marché dans la diſéte: la raiſon en eſt bien ſimple & bien naturelle. La main d'œuvre eſt chez l'Ouvrier une Marchandiſe qu'il donne pour ce qui eſt néceſſaire à ſa ſubſiſtance: lorſque les choſes néceſſaires à ſa ſubſiſtance ſont rares, il faut qu'il baiſſe le prix de ſa main d'œuvre pour les obtenir; la concurrence l'y oblige; il faut qu'il aille au devant des choſes néceſſaires à ſa ſubſiſtance; & lorsqu'elles ſont abondantes elles vont chercher la main d'œuvre. Car tout ſe porte & ſe propoſe au marché dans le Commerce, & tout y eſt balancé par la diſéte & l'abondance.

La

La réduction de l'intérêt de l'Argent augmente, dit-on, la maſſe du Commerce Etranger; elle multiplie les Artiſans, les Ouvriers, & augmente le Peuple d'une Nation.

La réduction de l'intérêt ne ſauroit être cauſe principale des richeſſes. Si tel étoit l'effet de la réduction, toute Nation pourroit s'enrichir à ſon gré en ordonnant des réductions d'intérêt. C'eſt le Commerce qui eſt la cauſe principale des richeſſes, & qui réduit parconſéquent l'intérêt des ſignes des valeurs à force de les accumuler. Il eſt vrai cependant que le bas intérêt devient à ſon tour la cauſe des richeſſes de la Nation Commerçante: ce qui eſt effet ici, devient cauſe à ſon tour. C'eſt ainſi que la fertilité d'un pays eſt la cauſe de la multitude du Peuple, & la multitude du Peuple augmente la fertilité. Le Commerce produit l'abondance de l'Argent, & l'abondance de l'Argent augmente le Commerce. C'eſt le tableau que préſente la Hollande: On n'en trouveroit point un plus frappant ailleurs. Le Commerce y à attiré l'abondance de l'Argent, qui y à forcé les réductions. La main d'œuvre y eſt devenue plus chére, & cette cherté a fait tomber ſes Manufactures & appauvri ſes Provinces de Terre. Mais ſes Provinces maritimes n'ont ceſſé de s'enrichir & d'augmenter leur Population, parce que le Commerce maritime y à donné à travailler à une plus grande quantité de Peuple toujours en proportion de ſes divers accroiſſemens. C'eſt l'effet naturel & néceſſaire du bas intérêt de l'Argent chez une Nation livrée au Commerce d'économie. La réduction de l'intérêt de l'Argent, qu'elle s'eſt procurée par ſon Commerce, eſt une nouvelle cauſe de richeſſes en facilitant l'augmentation de ſon Commerce; & l'abondance doit enfin être portée au point de faire abandonner le Commerce par l'excés de la concurrence, qui annulle les bénéfices. Il faut que le Commerce change alors de place, & qu'il aille enrichir une autre Nation. La Hollande touche preſque à ce période auquel l'excés des richeſſes, comme l'a dit l'ami des hommes, devient pauvreté. Les Hollandois ne ſoutiennent leur Commerce qu'à force de multiplier de petits profits avec de très gros fonds, par leur fret, leur commiſſion, & tous les autres avantages de l'entrepot: ils ne ſont preſque plus que Voituriers, Banquiers & Commiſſionnaires des autres Nations; & il eſt certain que le bas intérêt de l'Argent chez eux leur donne un ſi grand avantage à l'égard de ces trois branches de Commerce, qu'il eſt très difficile aux autres Nations de les leur enléver.

Il eſt aiſé de concevoir que ſi la Hollande ne s'étoit procuré cette abondance d'Argent qui en fait tomber l'intérêt ſi bas, que par la culture de ſes Terres & par des Manufactures, il y à long-tems que ſon agriculture & ſes

Manufactures ne ſe ſoutiendroient que par une conſommation intérieure, & que la concurrence des autres Nations induſtrieuſes où l'intérêt de l'Argent eſt plus haut, l'auroit privée de tout Commerce étranger par le bas prix de leurs Manufactures & de leurs Denrées.

Si on examine le Commerce de la France ſur ces principes, on reviendra de l'idée qu'on s'eſt faite des avantages du bas intérêt de l'Argent, on conviendra que la nature de ſon Commerce exige que l'intérêt de l'Argent s'y ſoutienne à cinq pour cent, & que ſon Commerce commencera à déchéoir, lorſque l'intérêt de l'Argent commencera à baiſſer.

Le Commerce de la France conſiſte dans les Denrées de ſon crû; ſavoir, ſes Vins, ſes Eau-devie, ſes Fruits, les Denrées de ſes Colonies, ſes Modes, ſes Bijoux & ſes Manufactures de toute eſpéce. Sa pêche eſt fort bornée; la France n'a de Commerce de Banque, d'aſſurance, de fret & de Commiſſion, que pour ſon propre compte. Il eſt certain que le bas intérêt de l'Argent la forceroit, par l'augmentation du prix de la main d'œuvre, de produire au-déhors toutes ſes Denrées & ſes Manufactures plus chéres, & qu'elle en perdroit néceſſairement le Commerce par la concurrence des Nations induſtrieuſes qui s'efforcent de l'imiter. Ses Marchandiſes établies à plus haut prix dans les marchés Etrangers, que celles des Nations rivales, reſteroient invendues; dès lors ſes Manufactures ceſſeroient de travailler pour l'Etranger, & les Ouvriers iroient accélérer les progrés des Manufactures des autres Nations, & les enrichir. Les Vins, les Eau-devie & les Fruits devenus plus chers par le haut prix de la main d'œuvre qu'exigent leur culture & leurs diverſes préparations, trouveroient moins de conſommation au-déhors. Leur cherté en feroit négliger la Culture; tout ſe réduiroit à la conſommation intérieure.

Le bas intérêt de l'Argent ne ſauroit faire aucune impreſſion ſur le Commerce de Banque, d'aſſurance, de Commiſſion. A l'égard du fret, ce n'eſt point le bas intérêt de l'Argent qui donne cette branche de Commerce à la Hollande. C'eſt uniquement l'économie des Hollandois qui leur donne les avantages du fret, même de celui qui appartient le plus naturellement à la France, celui de ſon Cabotage. Car à ne conſidérer ici que l'intérêt de l'Argent, le fret devroit être plus cher en Hollande qu'en France, parce que les Matelots, les Vivres, & les Agrés y ſont plus chers. La conſtruction même y ſeroit infiniment plus chére, ſi les François ſavoient ſe procurer à auſſi bon marché les bois de la première main. Si les François ſavoient naviger avec autant

autant d'économie que les Hollandois, c'eſt-à-dire, s'ils n'employoyent pas vingt hommes d'Equipage ſur des Navires, ſur leſquels les Hollandois n'en employent pas dix; & s'ils ne multiplioyent pas inutilement les Officiers de bord, leur fret ſeroit encore à meilleur marché, quoiqu'ils achetent plus chers les bois de conſtruction. Le bas intérêt de l'Argent à l'égard du fret, ſeroit pour les François un désavantage nouveau, puiſqu'il enchériroit la main d'œuvre de la conſtruction & les gages des Equipages.

A légard des Denrées des Colonies Françoiſes, celles de France, & ſes Manufactures que les François donnent en échange, étant augmentées de prix, il faudroit bien néceſſairement payer plus chérement ces Denrées en Amérique, & les établir en conſéquence à un plus haut prix dans les marchés d'Europe. Par-là la Françe donneroit encore un grand avantage aux autres Colonies Européennes, & perdroit bientôt la ſupériorité dont elle jouit ſur cet Article.

Le bas prix de la main d'œuvre, du loyer des hommes & du fret, produit par le haut intérêt de l'Argent, donneroit néceſſairement à la France tous les avantages de la ſupériorité de la pêche ſur les Hollandois, ſi les François vouloyent imiter l'économie de cette Nation, indépendamment de l'avantage naturel de ſes ſels.

On doit convenir que la France ne fait point de Commerce d'économie, qu'elle ne fait pas même en entier ſon Commerce naturel, que ſon Commerce eſt presque entièrement paſſif. Et comment n'en pas convenir, puiſque ſon Commerce actif eſt presque tout entier entre les mains des Hollandois, des Anglois & des Hambourgeois; car les François n'ont point de comptoirs établis en Europe, & ne tranſportent point eux mêmes leurs Denrées & leurs Marchandiſes? de-là on peut aiſément ſe convaincre par un calcul bien ſimple, qu'il eſt de l'avantage de la France de ſoutenir ſon intérêt à cinq pour cent.

Qu'on ſuppoſe deux Etats, ou deux Négocians qui les repréſentent, qui entreprenent l'un & l'autre une Manufacture en tout ſemblable, qu'ils achetent les matières premières au même prix, dégale bonté, qu'ils mettent en œuvre avec des ouvriers égaux en induſtrie; en un môt toutes choſes égales à l'exception de l'intérêt de l'Argent; qu'ils employent chacun un capital de 100000 Livres, l'un dans un pays où l'Argent eſt à trois pour cent, & l'autre dans celui où il eſt à cinq pour cent. Il eſt certain que ce dernier dépenſe

deux pour cent de plus que le premier, & il ſemble que celui-ci doit vendre le produit de ſa Manufacture deux pour cent plus cher pour être au pair. Cet excédent de prix l'empêcheroit en effet de ſoutenir la Concurence de ſon rival, ſi le bas prix de la main d'œuvre, que procure le haut intérêt de l'Argent, ne lui donnoit un avantage bien ſupérieur au bénéfice de deux pour cent d'intérêt de moins que paye ſon rival. Mais comme la valeur de la main d'œuvre augmente beaucoup celle de la matière première dans les Manufactures, cette augmentation abſorbe bien au-delà du bénéfice de deux pour cent. S'il s'agit par exemple d'une Manufacture de draps, on ſçait que la main d'œuvre augmente le prix de la Laine des trois quarts. Ainſi cent mille Livres employées en Laines doivent rendre pour quatre cens mille livres de drap, dans l'une & l'autre Manufacture. Si le bénéfice du Manufacturier, dont les fonds ſont à cinq pour cent, gagne quinze pour cent, ſon bénéfice, déduction faite de l'intérêt de ſon fonds, ſera de dix mille Livres.

Celui du Manufacturier dont les fonds ſont à trois pour cent, ſera, déduction faite des intérêts, de 12000 Livres, mais il aura à déduire ou à porter en dépenſe les journées des ouvriers employés à donner à ces cent mille Livres de Laine les trois cens mille Livers de valeur nouvelle, qui ſeront un objet de plus de dix pour cent ſur les cent mille Livres de fonds employés.

On peut faire le même calcul à l'égard de la culture des Terres. Nous ne diſſimulerons pas cependant une objection aſſez forte ſur cet Article, que préſente une Déclaration de Louis XIV. dans laquelle après avoir rappellé les précautions priſes contre l'uſure, le Légiſlateur s'explique ainſi ſur la réduction de l'intérêt. „ Sa Majeſté voyant donc que les rentes conſti-„ tuées à huit & dix pour cent ruinoient quantité de familles, empêchoient „ le Commerce des Marchandiſes, faiſoient négliger l'Agriculture & les Arts „ (chacun aimant mieux vivre dans les grandes Villes, du produit de ſes „ rentes, que de prendre quelques peines en s'adonnant aux Arts & à la Cul-„ ture de leurs héritages) & voulant exciter ſes ſujets a s'enrichir par des „ gains plus licites, à ſe contenter de profits plus modérés & faciliter à la „ nobleſſe le payement de ſes dettes; elle a défendu & défend toute uſu-„ re, ou conſtitution de rentes au-deſſus de ſix & demi pour cent".

Un intérêt trop proche du Capital doit opérer néceſſairement tous les inconvéniens marqués dans les motifs de cette Déclaration, ſurtout ſi les progrès du Commeree forcent naturellement la réduction. Sans le ſecours de cette ſource de l'abondance de l'Argent, cette réduction légale auroit eu peu d'effet.

ſet. L'Intérêt ſe trouvant d'ailleurs à un taux exhorbitant dans un Etat qui, par ſon étendue & ſa conſtitution, a toujours néceſſairement un nombre infini d'emprunteurs, favoriſoit évidemment trop les Rentiers. Il n'eſt pas douteux que la facilité de placer l'Argent en rentes conſtituées, fait négliger la Culture des terres & le Commerce. Mais c'eſt en France un mal que la conſtitution de ſon Gouvernement ne permet pas de détruire. C'eſt faire beaucoup que d'en prévenir l'excés. L'Abondance du numéraire en réduiſant naturellement l'intérêt à deux & demi ou à trois pour cent, feroit ceſſer ſans doute l'uſage des emprunts chez les particuliers. On éprouveroit alors un autre excés. Tout le numéraire ſe réjetteroit ſur l'induſtrie. La cherté des Denrées qui paſſent à l'Etranger, en faiſant languir la conſommation, en feroit bien-tôt négliger la Culture, & la cherté de la main-d'œuvre feroit perdre promptement à toutes les Manufactures la ſupériorité dans la quelle le bas prix les ſoutient dans les marchés étrangers.

Il faut donc néceſſairement conclure qu'il y à en France un juſte milieu entre l'excés du haut & du bas intérêt de l'Argent. Il ne doit être ni trop éloigné, ni trop raproché du taux des Nations induſtrieuſes ou commerçantes où il eſt le plus bas, & ce juſte milieu paroit être le taux actuel de cinq à ſix pour cent au quel il s'eſt toujours ſoutenu à peu de choſe près en tems de paix, depuis l'époque du Miniſtère de M. Colbert, qu'on doit régarder comme le vrai fondateur du Commerce de la France, de ſes Manufactures, en un mot de l'induſtrie Françoiſe. C'eſt à ce taux de l'intérêt de l'Argent que la France doit l'état floriſſant de ſes Manufactures, ſes avantages dans le Commerce du Levant, la ſupériorité de toutes ſes étoffes de Laine, de ſes Soieries, de ſes Bijoux & de ſes Modes dans tous les marchés de l'Europe, & le débit de ſes Vins, de ſes Eaux-devie, de ſes Fruits, qui ſeroit bien plus conſidérable encore ſi les droits des fermes générales & les gênes qu'elles mettent ſur cette branche de Commerce, ne les tenoient pas à un trop haut prix pour les conſommateurs Etrangers. C'eſt enfin ce taux de l'intérêt qui, entretenant à bas prix les Marchandiſes & les Denrées que la France donne en échange à ſes Colonies, lui conſerve l'avantage d'approviſionner la majeure partie de l'Europe des Denrées de l'Amérique de la plus grande conſommation.

La réduction de l'intérêt de l'Argent à deux & demi ou à trois pour cent, non une réduction légale, qui n'auroit aucun empire ſur le Commerce, mais une réduction forcée par l'abondance de l'Argent, feroit perdre à la France dans la révolution de peu d'années, toutes ces branches de Com-

merce; c'eſt-à-dire, tout ſon Commerce naturel. Il faudroit à lors qu'elle ſe réjettât pour conſerver ſon opulence, ſur le Commerce d'économie, qu'il ſeroit dificile d'arracher des mains des Hollandois; & qu'elle ſubſtituat un Commerce précaire à ſon Commerce naturel. Il ſemble que la conſtitution même du Gouvernement à prévu le préjudice que cauſeroit un jour à cette Nation le bas intérêt, en multipliant dans l'Etat les emprunteurs par la vénalité des charges. Cette vénalité eſt l'une des principales cauſes qui ſoutiennent l'intérêt de l'Argent; elle favoriſe parconſéquent infiniment l'induſtrie de la Nation.

Si la maxime qu'il faut baiſſer l'intérêt légal, lorsque le produit des fonds & du Commerce le baiſſe naturellement, eſt vraie en général, ſurtout lorſque l'intérêt eſt chez une Nation, trop proche du capital ou à un taux trop diſproportionné au taux établi chez les autres Nations, elle ſe trouve fauſſe à légard de la France dans l'Etat actuel de ſon Commerce, du taux de l'intérêt légal réduit à cinq pour cent & à ſix pour cent dans le Commerce, & du taux de l'intérêt chez les autres Nations induſtrieuſes. Ce ſeroit travailler évidemment à la déſtruction de ſon Commerce, que de précipiter ou d'aider la réduction naturelle de l'intérêt par une réduction légale, ſi la réduction légale pouvoit produire cet éffet. C'eſt dans d'autres loix favorables à l'Agriculture, aux Arts & au Commerce, qu'on doit chercher les vrais moyens d'amélioretion. C'eſt dans l'excés des impoſitions ou dans la forme de la perception des impots, qu'on doit voir la cauſe de la décadence ou de la langueur de l'induſtrie, & non dans le haut intérêt de l'Argent qui en favoriſe les progrés; & c'eſt bien plutôt enfin ſon abondance, que ſa diſéte qu'on doit rédouter chez une Nation qui eſt en poſſeſſion d'une balance toujours avantageuſe, par la ſeule vente qu'elle fait à l'Etranger de ſes Denrées & des productions de ſon induſtrie.

Différentes cauſes ſoutiennent l'intérêt de l'Argent en France toujours ſur le même pied dépuis près d'un ſiècle, malgré les avantages permanens de la balance de ſon Commerce. L'Argent des Provinces, ſurtout des Provinces éloignées de la Capitale & des Ports de Mer, ou des Riviéres navigables, eſt ſans ceſſe attiré dans la Capitale par les grands propriétaires qui l'habitent, & bien plus encore par les impôts & par tous les gens d'affaires; & il ne reflue point dans ces Provinces, parce qu'il n'y a que très peu de Provinces qui n'ayent pas une balance extrémement désavantageuſe avec la Capitale.

Les emprunts publics ſe renouvellent ſouvent, & les emprunts particuliers

liers ne peuvent manquer d'être nombreux dans un pays, où indépendemment d'une étendue inmenſe d'inmeubles réels, les loix ont encore mis dans la ſociété pour plus de quatre cens vingt milions d'inmeubles fictifs, qui ſont les charges d'épée, de Robe & de Finance. Ces deux ſortes d'emprunts tiennent ſans ceſſe une porte ouverte aux conſtitutions de rente, & à l'emploi de l'Argent à intérêt.

Ces divers emplois de l'Argent tiennent en France des ſommes inmenſes continuellement en dépôt, ſoit pour placer en rentes ſur particuliers ou ſur l'Etat; ſoit en acquiſitions de terres, de maiſons ou de charges; ſoit enfin pour être employées dans les fermes ou les entrepriſes de Finance, ou dans l'agiotage des Papiers royaux. C'eſt en multipliant ainſi prodigieuſement dans un grand Etat les fonctions de l'Argent hors des limites de ſes fonctions naturelles, que l'abondance de l'Argent emploie plus de tems en France, qu'ailleurs, malgré ſes accroiſſemens annuels, à faire ſentir les excés de ſon abondance. Sa première impreſſion tombe ſur le prix des immeubles; & la grande quantité d'inmeubles continuellement en vente, le gout de la Nation, & la conſtitution du Gouvernement, rendent la marche de l'Argent plus lente vers la réduction des intérêts.

Cependant les intérêts ſeroient aujourd'hui en France à trois pour cent, & les Nations induſtrieuſes commenceroient à profiter de la décadence de ſes Manufactures, ſi les guerres de Louis XIV. n'avoient pas continuellement épuiſé le numéraire de la Nation pendant ſon regne, ou même ſi la France, après avoir entretenu la paix pendant la durée d'un fort long Miniſtére par des ſubſides fort chers, n'avoit pas dépenſé plus d'un miliard chez les Etrangers pour ſoutenir les deux dernieres guerres.

On a vu pendant la durée de la guerre terminée par le dernier traité d'aix-la chapelle, les effets Royaux preſque toujours au pair, & peu de tems après la paix, ces effets gagner ſur la place, & l'Argent à quatre pour cent à Paris au moment où l'Angleterre commença les hoſtilités. C'eſt la preuve que le Commerce à déjà accumulé une aſſez grande quantité de numéraire en France pour faire ſentir promptement les incovéniens de l'excés, s'ils ne ſurvenoit pas de tems en tems une guerre qui ſuſpend d'un côté les avantages de la balance de ſon Commerce, & qui de l'autre diminue la maſſe du numéraire d'une ſomme ſi conſidérable, dans l'eſpace de cinq ou ſix ans, qu'il faut un grand nombre d'années au Commerce pour la remplacer.

Quel-

QUELQUES grands que ſoient les malheurs de la guerre, il faut convenir qu'elle procure cette ſorte de bien à la France; elle prévient l'excés de ſon embonpoint, & contribue infiniment à ſoutenir ſon Commerce dans l'Etat floriſſant où il eſt depuis le Miniſtére de M. Colbert. Les Nations induſtrieuſes ne peuvent ſe flatter d'acquérir les Manufactures de France, que par la révolution que l'excés du numéraire accumulé par le Commerce, ne manqueroit pas de cauſer dans l'induſtrie de ce Royaume, s'il jouiſſoit d'une longue paix. Les Manufactures de France ſeront floriſſantes, tant qu'elle aura de tems en tems des guerres à ſoutenir; & une longue paix ſera la tems où l'induſtrie Françoiſe ſe répandra chez les autres Nations de l'Europe. Il n'eſt cependant pas à craindre que la France ſe livre jamais à la guerre, comme à un moyen d'entretenir ou d'animer l'induſtrie nationnale, ou de conſerver la ſupériorité dont elle jouit à cet égard.

IL eſt encore très intéreſſant de conſidérer l'Argent du côté Moral. Un ſyſtéme ſévére & peu réfléchi, a ſouvent répandu de l'inquiétude ſur la légitimité de l'intérêt de l'Argent. On ne ſauroit s'y livrer ſans donner à toutes les opérations du Commerce, les limites les plus deſtructives; & les Calamités qui en réſulteroient, méritent bien une diſcuſſion particuliére.

De la légitimité des intérêts d'Argent qui ont cours dans le Commerce (a).

D'UN côté toutes les loix s'accordent à proſcrire l'uſure, & pluſieurs interprêtes de ces loix regardent comme uſuraires la plûpart des opérations du Commerce rélatives aux crédits: de l'autre dans la profeſſion du Négoce une foule de chrétiens ſans inquiétude & ſans remords adoptent ces opérations & en font la baſe de leur trafic: ce n'eſt pas ici le plus petit nombre, tous ſans exception paroiſſent violer les régles, & les Etats Catoliques n'ont pas à cet egard plus de délicateſſe que les Etats Proteſtans.

SI le Commerce ſe livre effectivement à des pratiques uſuraires, c'eſt une profeſſion injuſte & criminelle, dès-là auſſi interdite aux chrétiens, qu'elle doit-être odieuſe à toutes les ſociétés.

MAIS comment a pu s'établir une profeſſion auſſi condamnable? comment l'in-

(a) Extrait d'une diſſertation de M. Gaſtumeau, Secretaire perpetuel de l'Académie de la Rochelle & Sindic de la Chambre de Commerce, ouvrage précieux, dont il nous a fait préſent, & que l'intérêt Public nous engage d'inférer ici.

Digitized by Google

l'injuſtice y eſt-elle entrée? comment y a-t-elle jetté de ſi profondes racines, ſans que perſonne ait ſongé à en arrêter le cours? comment dans ce nombre infini de Chrétiens qui depuis tant de ſiècles ont embraſſé le parti du Commerce, ne s'en eſt-il pas trouvé un ſeul qui ait réſiſté au Torrent de l'exemple, un ſeul qui ait apperçu l'iniquité, & l'ait fait reconnoître aux autres?

C'EST qu'en effet cette iniquité n'y eſt point: c'eſt que les pactes du Commerce qui ont, ſi l'on veut, l'apparence de l'uſure, n'en ont point la réalité; c'eſt que les conventions du Commerce par rapport aux crédits, ne cauſent à qui que ce ſoit, ni perte, ni dommage.

L'INJUSTICE eſt ſans doute un mal qui ſe fait ſentir, du moins à celui qui en eſt la victime. Eh bien, qu'on demande à tous les Négocians quel tort on leur fait dans le trafic de leurs billets, dans la différence du prix du comptant & du prix du terme? aucun, diront ils; ces arrangemens ſont néceſſaires & juſtes, la perte que nous ſouffrons n'eſt qu'apparente, & à tous momens nous en ſerons dédommagés par des Négociations ſubſéquentes, dans leſquelles les mêmes ſtipulations ſe feront en nôtre faveur.

CETTE ſeule idée un peu approfondie, auroit dû faire ſuſpendre les jugemens trop ſéveres, que l'on porte contre le Commerce. Car enfin ſi la néceſſité des ventes à crédit eſt une fois reconnue, ſi l'on démontre qu'il doit néceſſairement y avoir de la différence entre le prix d'une Marchandiſe payée comptant, & celui de la même Marchandiſe payée à terme; que l'excédant du prix ſtipulé à cauſe du terme, le quel eſt un bénéfice de convention, eſt légitimement ceſſible; que les Négocians ont été forcés à ces arrangemens par la ſeule néceſſité de leurs affaires, par la néceſſité même du Commerce, qui ne ſubſiſte que par l'uſage continuel du crédit; & qu'en tout cela il n'y a pas l'ombre d'injuſtice, il ſemble qu'on ne peut plus faire au Commerce aucune application des régles qui caractériſent l'uſure.

IL ſuivra du dévéloppement de ces propoſitions, que les profits accordés à l'Argent pris par les Négocians hors du Commerce, ſont auſſi légitimes que ceux dont ils conviennent entr'eux par leurs Négociations réciproques.

PREMIERE PROPOSITION.

Il eſt impoſſible de faire le Commerce, ſi l'on en bannit le crédit; c'eſt-à-dire, les Ventes & les Achats à terme.

Le délai ou le terme que prend le Marchand pour payer ce qu'il achete, eſt fondé ſur la néceſſité où il ſera d'attendre lui-même le moment de la vente. La conſommation du Peuple eſt l'unique objet du Commerce: Or le Peuple ne conſomme pas tout dans un jour, il faut du tems pour faire renaitre les beſoins. Le Marchand eſt à l'égard du Peuple, ce qu'eſt un Père de famille dans le ſein de ſa maiſon: l'un & l'autre font proviſion des choſes néceſſaires à la vie, & ils en proportionnent la quantité au tems qu'ils ont penſé qu'en dureroit la conſommation. Le Marchand eſt donc obligé d'attendre l'Argent du Peuple, & dés là forcé lui même de faire attendre ſon vendeur. Changez cet ordre, vous rendez le Commerce impraticable, vous mettez le Marchand hors d'état de s'approviſionner & de s'aſſortir à tems des différentes eſpêces de Marchandiſes qu'il a accoutumé de vendre; vous lui rendez ſa Maiſon, ſes Magaſins, ſes Etabliſſemens, ſon ſavoir faire, inutiles; vous le ruinez & vous expoſez le Peuple à manquer de tout.

Cet Argent du Peuple, que ſes beſoins journaliers font paſſer entre les mains du Marchand, eſt l'unique fonds du Commerce, & il ne peut-être remplacé par aucun autre. En effet, qu'on faſſe attention à la maniere dont l'Argent ſe répand dans ſes diverſes circulations, on verra qu'il n'exiſte jamais nulle part en ſommes conſidérables ramaſſées tout à la fois, même chez les perſonnes les plus riches; mais qu'il eſt continuellement diſperſé dans mille & mille mains, où il ne s'arrête qu'un inſtant, & ſeulement autant qu'il faut pour ſubvenir aux dépenſes des familles, aux frais de la Culture des terres, aux ſalaires des Ouvriers des Manufactures, &c. plus ces objets auront d'étendue, plus ſans doute il faudra d'Argent, mais ce ne ſera que pour le répandre plus rapidement & avec plus d'abondance: & ce qu'un Homme riche, à la tête d'une grande entrepriſe, aura de plus qu'un autre, ce ſeront des effets en plus grande quantité, un plus grand nombre de débiteurs, beaucoup plus de billets & de lettres de change dans ſon portefeuille; mais peu ou preſque point d'Argent comptant.

La vivacité de cette circulation eſt encore plus ſenſible dans les recettes & les dépenſes d'un Etat. Les Roys, les Républiques levent chaque année des

des ſommes inmenſes ſur leurs ſujets, & ces ſommes à peine reçues, réfluent chez les ſujets par des milions de canaux, qui les reportent aux lieux mêmes d'où elles ſont ſorties.

NUL Argent n'eſt mis en réſerve. Si l'économie en fait quelque amas, ce n'eſt qu'en vue de le placer tout à la fois dans des aquiſitions : les acquiſitions une fois faites, l'Argent rentre dans la ſociété, parce que le vendeur du fonds ne s'en défait que par prodigalité, ou pour acquitter des dettes précédemment contractées.

SI ce mouvement continuel de l'Argent venoit par quelque malheur à être arrêté ou ſuſpendu, le Corps de l'Etat tomberoit tout à coup dans une langueur mortelle. L'Argent eſt le reſſort qui met en action tous les Arts, tous les Talens, toute l'Induſtrie du Peuple. Eh! que deviendroit un Etat où les plus riches accumulant des tréſors, laiſſeroient languir le pauvre dans l'indolence & l'inutilité !

IL eſt donc certain que tout l'Argent eſt entre les mains du Peuple ; que c'eſt là où il eſt vraiement utile ; que plus il paſſe rapidement d'une main à l'autre, plus l'Etat a de mouvement & de vie ; & que comme la force & le bonheur de l'Etat dépendent de cette circulation, l'Etat doit faire tous ſes efforts pour l'entretenir & l'augmenter, ou la rétablir ſi quelque obſtacle venoit à l'interrompre ?

CEUX qui ne connoiſſent pas aſſez le Commerce & la néceſſité de cette circulation, croyent que les Négocians ont un fonds particulier & indépendamment de l'Argent du Peuple, & qu'avec ce fonds qui leur eſt propre, ils font leurs achats & les payemens de leurs entrepriſes : ils ſe figurent des Caiſſes toujours pleines, qui ne s'ouvrent que pour les beſoins du Commerce. Rien n'eſt plus chimérique : les Négocians n'ont jamais d'Argent en réſerve ; tout ce qu'ils en ont, eſt diſperſé chez les Ouvriers, les Artiſans, les propriétaires des terres, les entrepreneurs des Manufactures, chez tous ceux enfin qui fourniſſent au Commerce les divers objets qui le compoſent. Cet Argent, il eſt vrai, reviendra au Négociant qui l'a diſtribué, par les nouvelles ventes qu'il fera au Peuple ; mais toujours avec la lenteur des diverſes conſommations, aux quelles il faut néceſſairement donner un tems ſuffiſant.

C'EST ce tems, c'eſt cette attente de la conſommation, qui établit la néceſſité indiſpenſable des crédits : il faut que le Commerce reprenne des mains

du Peuple cet Argent même qu'il y a mis. Or le Peuple ne le rapporte que peu à peu & à proportion de ſes beſoins.

Voyéz le nombre & la valeur des objets qui entrent tout-à-laſois dans le Commerce. De combien excédent-ils la quantité numéraire de l'Argent du Peuple, au moins de celui qui ſe porte au Commerce dans le tems précis de ſes achats?

Il faut obſerver que l'Argent ne ſe répand chez le Peuple que ſucceſſivement & par petites parties: depuis le Citoyen le plus riche qui vit de ſes rentes ou du produit de ſes terres, juſqu'à l'Artiſan & au Laboureur, perſonne ne reçoit dans un jour tout l'Argent qu'il dépenſera dans le cours d'un an. Ainſi la maſſe actuelle de l'Argent du Peuple, rélativement au Commerce, eſt ordinairement très modique: car on ne peut pas compter pour Argent du Peuple, celui qu'il n'a pas encore, ou celui qu'il ne rendra au Commerce que longtems après l'avoir reçu.

Cependant les Négocians peuvent-ils s'arrêter & attendre des reſſources ſi lentes? il faut que les achats ſe faſſent, que les Magaſins ſe rempliſſent à tems, que le Manufacturier s'approviſionne de matières, que les Vaiſſeaux s'expédient. Où prendre tout l'Argent comptant néceſſaire à des entrepriſes ſi fortes? & s'il n'exiſte pas, ou ce qui revient au même, ſi la valeur des effets ſurpaſſe de beaucoup les ſommes que le Peuple reporte au Commerce dans le moment des achats, comment ſuppléera t-on le ſurplus, ſi ce n'eſt par les termes que l'on prendra pour payer, par les Billets, les Lettres de change, & tous les autres contrats de Commerce fixant & repréſentant ces termes.

Mais plus les entrepriſes demanderont de tems pour l'exécution, plus la rentrée de l'Argent deviendra lente & difficile. Les Manufactures, les expéditions maritimes ne rendent ſouvent les premières miſes qu'au bout de deux ou trois ans, encore mille incidens peuvent-ils prolonger ce délai, du moins pour une partie des fonds d'avance. Si la Manufacture s'arrête, ſi on ceſſe de l'alimenter des matières néceſſaires, l'établiſſement tombe, les Ouvriers ſe diſperſent, les Correſpondances paſſent ailleurs. Des entrepriſes ſi longues, ſi diſpendieuſes, & qui une fois commencées, exigent qu'on les ſuive ſans interruption, à peine de ſe décréditer & de tout perdre; de pareilles entrepriſes peuvent-elles ſe ſoutenir ſans des achats à terme?

SE-

SECONDE PROPOSITION.

Il doit néceſſairement y avoir de la différence entre le prix d'une Marchandiſe vendue comptant, & le prix de la même Marchandiſe vendue à terme, ſans quoi le Commerce eſt impraticable.

QUELQUES Théologiens décident ſans héſiter, que l'on ne peut vendre plus cher à raiſon du terme; que l'augmentation de prix donnée à la Marchandiſe par le titre ſeul du délai du payement, eſt une uſure; que ce bénéfice eſt le même que celui du prêt; que dès là il eſt injuſte & condamné par l'Evangile.

A une déciſion ſi flétriſſante pour le Commerce, & on l'oſe dire, ſi peu fondée, on n'oppoſera que l'innocence & la juſtice des conventions des Négocians, rélatives aux crédits, & l'impoſſibilité où ils ſont d'y rien changer.

OUI, on le dit avec confiance, la néceſſité des achats à terme une fois prouvée, le Négociant ne peut ſans ſe ruiner, donner un prix égal à la Marchandiſe qu'il vend à terme, & à la Marchandiſe qu'il vend comptant.

S'UPPOSONS pour un moment que j'aie dans mes Magaſins pour cent mille Francs de ces ſortes de Marchandiſes, qu'on eſt dans l'uſage de vendre à un an de crédit. Deux Négocians veulent les acheter, l'un Argent comptant, l'autre à un an de terme: celui qui à de l'Argent comptant, ſçait auſſi bien que moi, que toutes mes Marchandiſes ne valent au comptant que quatre vingt quinze mille Livres, & il me les offre: celui qui veut acheter à un an de terme, ſçait fort bien auſſi que mes Marchandiſes valent pour lui cent mille Francs, & il conſent de me les donner. Vendez, dit-on, à celui qui vous offre les quatre vingt quinze mille Livres comptant: à la bonne heure, je vais lui donner la préférence; mais au moment que je me préſente pour conclure l'affaire, un événement imprévu, un nouvel angagement a fait diſparoitre l'Argent comptant, & le marché manque. Me voilà vis-à-vis de l'Acheteur à terme: alors il s'éléve dans mon eſprit des doutes fatigans: à quel titre, me dis je, à moi même, puis je prendre les cent mille Francs que m'offre cet acheteur, tandis que tout mon Magaſin ne vaut que quatre vingt quinze mille Livres: & que moi même un moment avant j'ai voulu le donner à ce prix? Je cède à mon ſcrupule, & comme je ſuis forcé de vendre, je déclare à mon acheteur, que je lui donne toutes mes Marchandiſes pour

quatre vingt quinze mille Livres ſeulement, parceque c'eſt là toute leur valeur; en conſéquence il me fait pour quatre vingt quinze mille Livres de ſes billets payables à un an.

Le réſultat de ce marché, c'eſt qu'il me ruine, & que ſi j'en fais pluſieurs de cette eſpèce, tout mon bien, quelque conſidérable qu'il ſoit, ſera diſſipé en fort peu de tems.

Car enfin voilà pour moi les ſuites funeſtes de ce marché: ſi je n'ai pour tout bien que ces quatre vingt quinze mille Livres, il faut que je demeure un an entier ſans rien entreprendre; car ou placerai je ces Billets? Si je veux les négocier pour de l'Argent, on me deduira cinq à ſix pour cent ſur la ſomme: ſi je prends le parti d'acheter d'autres Marchandiſes, on me les enchérira également de ſix pour cent; il faut donc que je différe à un an toutes mes entrepriſes. Mais dans ce cas, mes Etabliſſemens, mes Comptoirs, mes Magaſins, mes Commis, mes Talens, ma Profeſſion, me deviennent inutiles; je ne ſerai même pour tous ces objets que des dépenſes ruineuſes: mes Correſpondances ſe détournent, mon travail dont je dois le fruit à ma famille, eſt ſuſpendu, je ne gagne plus rien, & les dépenſes de ma maiſon entament mon Capital même.

Il y à deux titres célébres bien connus des Théologiens, en vertu desquels j'ai droit d'exiger un bénéfice ſur le prêt, *le lucre ceſſant*, & *le dommage naiſſant*. Conformons nous pour un moment à la façon ordinaire de penſer, & regardons cette vente à terme comme un véritable prêt fait à l'Acheteur; on demande ſi on peut faire une plus juſte application de ces deux titres, qu'au cas dont on vient de parler? l'un & l'autre s'y rencontrent dans toute leur Etendue. Je ſuis Négociant, & je ceſſe de gagner, voilà *le lucre ceſſant*: je fais encore dans cette Hypothéſe des pertes très réelles, voilà *le dommage naiſſant*.

On dira ſans doute que mon malheur ne prend ſa ſource que dans l'injuſtice des autres Négocians, qui ne veulent pas prendre mes Billets ſans en déduire l'intérêt, ni me vendre à un an ſans augmenter le prix de leurs Marchandiſes; mais que cette injuſtice pour être devenue générale, n'en eſt pas moins une injuſtice & une uſure évidente.

Mais de quelque cauſe que vienne mon malheur, en ſuis je moins à plaindre, & ne dois je pas ſauver mon bien du naufrage par les moyens que les

les Loix autoriſent? Elles me préſentent des reſſources pour changer en mieux cette convention, ce marché inſenſé qui cauſoit ma ruine: je ſuis donc en droit de le faire, & l'on ne peut me reprocher ni uſure, ni injuſtice.

D'Ailleurs, eſt il bien vrai que les autres Négocians ſoient injuſtes, en ſuivant une route différente de la mienne? Si j'ai fait une faute, ſi j'ai ſtipulé à ma perte, doivent ils m'imiter? En ſuivant mon exemple, ils ſe perdroient eux mêmes; rien ne les oblige à faire des marchés ruineux: ils ont donc évidemment le droit de ſe procurer des conditions meilleures, & comme on ne peut dans ce cas me taxer d'uſure, on ne peut également leur en faire le reproche.

En effet qu'on y prenne garde, c'eſt *l'univerſalité même* de cette conduite, qu'on appelle uſuraire, qui en ôte toute uſure & toute injuſtice. Car à qui les Négocians font ils tort? Par la convention univerſellement établie dans le Commerce, de mettre un plus haut prix aux Marchandiſes vendues à terme, tout ce qui ſe vend a neceſſairement deux prix, *le prix du comptant & le prix du crédit*; c'eſt à l'Acheteur à choiſir celui qui convient le mieux à l'état actuel de ſes affaires; cela ne fait rien au vendeur, pour qui les deux prix ſont égaux: il n'en réſulte non plus aucun préjudice pour l'Acheteur, parce que devenu vendeur à ſon tour, il ſtipulera avec un autre ſous les mêmes conditions, ce ſecond avec un troiſième, ainſi du reſte. Si cet arrangement n'étoit pas général, ſi quelques Négocians avoient des pratiques différentes, s'il y avoit même d'autres uſages en quelque endroit du monde que ce fût, alors la différence du comptant & du terme cauſeroit à coup ſûr des pertes; mais le mouvement étant imprimé à la maſſe entière du Commerce, toutes ſes parties s'y ajuſtent: on donne des termes, on en reçoit, c'eſt une circulation continuelle de crédits, où chacun trouve les mêmes bénéfices qu'il donne, & toujours ſur le même pied, & avec les mêmes conditions. Ainſi perſonne n'eſt grévée, perſonne ne perd, qui que ce ſoit ne profite au détriment d'un autre. Dès là plus d'injuſtice, cela eſt évident, & par conſéqnent rien qui mérite l'animadverſion des loix.

Qu'on ne croie pas au reſte que c'eſt la ſoif du gain, qui a introduit dans le Commerce la différence des prix du comptant & du terme. Quand la convention contraire auroit lieu, les Négocians n'en ſeroient pas mieux, & ils ne ſe rendroient pas mutuellement plus de juſtice: car enfin ils ſeroient tenus d'en uſer avec les autres ſur le même pied, qu'on les auroient traités eux mêmes; ils vendroient à crédit comme ils auroient acheté à crédit, & ayant obtenu

obtenu le crédit pour rien, ils ſeroient obligés d'en faire jouir les autres avec la même gratuité.

MAIS ſi cela eſt, pourquoi le Commerce ne s'en eſt il pas tenu à ce dernier uſage qui a l'air ſi juſte, ſi déſintéreſſé, ſi conforme aux régles?

POURQUOI ne l'a-t-il pas fait? C'eſt qu'il ne l'a pu faire, c'eſt que ſi l'on rendoit égaux le prix du comptant & le prix du terme, le Commerce ſeroit impraticable.

EN effet qu'on ne mette plus de différence entre ces deux prix, qu'arrivera-t-il? tous ceux qui auront des Marchandiſes, voudront vendre comptant, & tous les Acheteurs voudront Acheter à terme: la raiſon en eſt ſenſible. Le vendeur, qui ne ſe défait de ſes Marchandiſes que pour en Acheter de nouvelles, ne conſentira pas à demeurer huit mois & un an ſans rien faire: il préférera donc l'Argent comptant, qui des le lendemain de ſa vente le mettra en état de faire de nouveaux achats. De ſon côté l'Acheteur, ſachant qu'on ne doit faire avec lui aucune différence entre le terme & le comptant, voudra toujours éloigner de plus en plus les payemens, quand ce ne ſeroit que pour les faire avec moins d'embarras & de peine.

VOILA deux intérêts contraires qui ſe balancent d'une égale force, & qu'on peut régarder comme dans un parfait Equilibre. Qui le rompra? Le beſoin de l'une ou de l'autre des parties, la néceſſité où ils ſeront l'un de vendre, l'autre d'Acheter: à la bonne heure; mais ou en ſeroit le Commerce, s'il ne s'y faiſoit des marchés que dans des ſituations forcées? & quelle en ſeroit la ſuite? Un déſavantage certain pour l'un ou l'autre des contractans, cela eſt clair: car ſi c'eſt le vendeur qui céde à la néceſſité, il ſe ruine par le terme qu'il accorde: ſi c'eſt l'Acheteur, il ne lui reſtera plus d'Argent pour d'autres entrepriſes, pour leſquelles, ſi on lui en demande encore, il n'en aura plus à donner.

QUI oſeroit faire le Commerce à des conditions ſi dures? Quoi je me mettrois en main des Marchandiſes au haſard de ne les vendre qu'à des gens à qui je ferois la loi? Mais où, & quand en trouverai je dans la ſituation où il me les faut? d'ailleurs, quel que ſoit le beſoin de mon Acheteur, aura-t-il préciſément & à point nommé tout l'Argent que je lui demande?

D'UN autre côté, ſi c'eſt l'Acheteur qui me force à lui donner du terme, qui

qui m'aſſurera que j'en obtiendrai à mon tour, quand je voudrai faire de nouveaux achats? Et encore quel terme faudra-t-il qu'on m'accorde? Préciſément celui que j'ai donné, je ne puis l'accourcir d'un jour; car ſi mon vendeur vouloit ſon payement dans un délai plus bref, je ne ſaurois traiter avec lui, puisque je n'aurois pas d'Argent pour l'échéance qu'il fixe.

Ce ſont là, dira-t-on, des inconvéniens, on l'avoue: mais un inconvé- ſauve-t-il de l'uſure?

Oui certainement quand l'inconvénient eſt de telle nature qu'il forme un obſtacle inſurmontable, qu'il arrête toutes les opérations, & les rend impraticables: car ici il n'y a point de milieu, il faut ou proscrire le Commerce, comme une profeſſion pleine d'injuſtices, ou le laiſſer exercer par les ſeuls moyens qui le rendent poſſible.

Qu'on ſe repréſente en effet les Biſarres poſitions, où ſe trouveroit le Commerce à raiſon de la variété infinie de ces termes. Quand les beſoins ſeroient preſſans & les Marchandiſes rares, tout le monde voudroit vendre comptant: quand elles ſeroient abondantes & peu recherchées, les Acheteurs exigeroient des crédits ſans bornes. Dans le premier cas, les Acheteurs épuiſés, ſeroient hors d'état de continuer leur trafic: dans le ſecond, ce ſeroient les Vendeurs; ainſi tour à tour, les marchands tomberoient dans l'inaction & dans une ceſſation totale de leurs affaires.

Des-la plus de Commerce, la choſe eſt évidente: car les occaſions de Négocier chaque jour renaiſſantes, ne ſauroient compatir avec ces états léthargiques, dans leſquels languiroient les Marchands. Il eſt des momens heureux, des tems, des ſaiſons où les achats ſe font avec avantage: ſi l'on manque ces momens, ils ne reviennent plus. Il faut donc qu'un Négociant puiſſe agir dans tous les inſtans, ſe plier librement & ſans gêne à toutes les circonſtances, qu'il puiſſe diſpoſer à ſon gré de ſes effets, de ſes créances, & s'en faire un fonds continuel & toujours prêt à employer dans les nouvelles affaires qu'il projette; ſans cela on ne doit plus compter ſur la profeſſion des Négocians, elle ne ſeroit pas d'une plus grande reſſource pour l'Etat, que pour eux mêmes.

C'est donc pour éviter les pertes qu'occaſionneroient infailliblement les crédits, & pour ſe mettre en état de profiter aiſément de toutes les occaſions de Commercer, que les Négocians ont introduit l'uſage de mettre le tems ou

le terme dans les conditions de leurs marchés. Par-là *le prix du tems* fait partie *du prix de la Marchandiſe*, & il devient *la meſure commune* de tous les crédits, quelque inégaux qu'ils ſoient entr'eux.

Un léger détail rendra cela ſenſible. J'ai un effet à vendre qui vaut cent Livres comptant: voulez vous les payer dans un mois? vous l'Acheterez cent Livres dix ſols: dans deux mois, vous le payerez cent une Livres: dans ſix mois cent trois Livres, ainſi du reſte. Tous ces différens prix du tems ſont reglés ſur le cours des places; par-là quelque terme que vous préniez, vous ne me faites aucun tort, par ce que dès demain, ſi l'occaſion s'en préſente, je donnerai pour cent Livres le billet de cent trois Livres, que vous m'avez remis pour mon payement: à vôtre tour vous aurez les mêmes conditions dans la revente, & par là vous recevrez une pleine & entière indenité de cette augmentation de prix que je viens de ſtipuler avec vous.

Tels ſont les pactes du Commerce au ſujet des crédits. Que préſentent-ils à la diſcuſſion la plus rigoureuſe? Un contract dans lequel le Vendeur ne prend que des indemnités légitimes, & qui ne grévent point l'Acheteur; un contrat, où le Vendeur laiſſe à l'Acheteur le choix de payer, ou de ne pas payer ces indemnités; un contrat, qui, par l'univerſalité & la néceſſité de l'uſage devenu la baſe des opérations du Commerce, donne à la partie qui paye l'indemnité, un droit certain, un titre ſolide pour la recevoir d'un autre à ſon tour. Un tel contrat intéreſſe-t-il en rien la régle des mœurs?

Mais ſi toute injuſtice eſt bannie des ſtipulations que fait le Commerce au ſujet des crédits, le bénéfice qui en réſulte n'eſt donc pas une uſure, il eſt donc autre choſe *qu'un bénéfice exigé à cauſe du prêt*; il faut donc le régarder comme un profit qui à pour baſe, non pas le contrat de prêt, mais le contrat de vente, comme une clauſe d'équité qui rend égale la condition des contractans, comme un uſage introduit dans le Commerce par la *néceſſité de réduire toutes les valeurs à celle du comptant*; enfin comme l'unique moyen qu'ayent pu trouver les Négocians, de ſe rendre mutuellement juſtice ſur les torts qu'ils ſe feroient infailliblement par les crédits forcés, que tour à tour ils ſe demandent les uns les autres.

Au reſte, cet uſage où ſont les Négocians, de vendre plus cher à raiſon & en proportion du terme, n'eſt pas abſolument improuvé par les Théologiens même les plus exacts, pourvu, diſent-ils, que cette augmentation de prix ne ſoit qu'une juſte Compenſation de ce qu'on peut ſouffrir en vendant

à

à crédit. Voici les termes des conférences Eccléſiaſtiques de Paris ſur l'uſure, tom. 2. liv. 4. conf. 1. §. 8.

„ Un Marchand qui vend à crédit pour certain tems, vend ordinairement „ *plus cher* qu'il ne feroit s'il vendoit comptant; tel eſt le Commerce de Lyon „ & de Tours. Si cela ſe faiſoit avec *une juſte compenſation de ce qu'on peut ſouf-* „ *frir en vendant à crédit, il n'y auroit rien à dire*; mais il s'en faut bien que les „ choſes ſoyent toujours ainſi".

Eh bien c'eſt là toute notre théſe: car le plus haut prix de la Marchandiſe, on ne le ſuppoſe ici ſtipulé dans le Commerce qu'à raiſon de la perte que cauſent les crédits, & encore on fait voir que cet excédent de prix eſt renfermé dans les bornes de la *plus juſte compenſation*. En effet on à prouvé que le terme accordé par le Vendeur, le conſtitue évidemment en perte, & de plus on a démontré que cette perte n'eſt point arbſtrée au gré du Vendeur, mais qu'elle eſt réglée par des loix permanentes; c'eſt-à-dire, par les cours des places, qui dans le Commerce ſe rapproche toujours du taux des intérêts fixé par les Loix. Les Négocians ont ils pû trouver une régle de compenſation plus modérée, plus ſûre, plus propre à arrêter les ſailies & l'aveuglement de la cupidite? les conférences de Paris elles mêmes enſeignent partout que dans les cas réſultans du *lucre ceſſant* ou *du dommage naiſſant*, c'eſt le taux ſeul des Loix qu'il faut prendre pour régle: donc en tout cela les conventions des Négocians n'ont rien que de licite, rien qui ne ſoit approuvé des Théologiens les plus éclairés & les plus fortement attachés à la ſévérite des régles. Ils ont vu des abus ſans doute (car de quoi n'abuſe t-on pas)? Mais en les condamnant ils laiſſent ſubſiſter les principes d'équité, qui dans l'origine ont donné lieu aux uſages du Commerce. Uſages qui à leur tour, par l'univerſalité de la ſtipulation, ont fait disparoitre tout ce que les cas particuliers pouvoient avoir de moins conforme à ces premières régles. En effet, il peut arriver quelque-fois que le Vendeur ne ſouffre en rien de l'attente du terme: mais comme il ne fait aucun tort à l'Acheteur, que le bénéfice du terme ne tombe point à ſa charge, & que par la pratique géneralement établie pour tous les cas du crédit, il reprendra ce bénéfice d'un autre, il n'en réſulte aucune injuſtice.

Ces uſages au ſur plus paroiſſent ſi équitables aux yeux des Négocians, qu'ils s'y croyent ſoumis même en conſcience. Qu'un Acheteur ait ſtipulé le payement comptant, & que par des délais affectés il le recule à ſix mois, il doit à ſon vendeur le prix du terme, & s'il réfuſe de lui en faire raiſon, il

eſt régardé comme un homme d'une conſcience peu timorée, avec lequel on ne peut négocier ſans danger. A plus forte raiſon ſi l'intérêt des ſix mois avoit fait partie de la convention; c'eſt-à-dire, ſi l'Acheteur ayant fait le marché ſur le pied du comptant, avoit ſtipulé la faculté de payer dans ſix mois avec le bénéfice du terme; nul prêtexte alors ne pourroit voiler l'injuſtice, & non ſeulement dans le for intérieur il ſeroit tenu à la reſtitution, mais même il y ſeroit condamné dans les Tribunaux civils, ſi la convention étoit clairement prouvée, parce que ces ſortes de ſtipulations y ſont regardées comme des conditions des marchés, & comme faiſant partie du prix qui y eſt établi.

VOILA la ſource des Billets, des Lettres de change & de tous les autres papiers de Commerce que la néceſſité du crédit a introduits, & dont les Négocians font un uſage auſſi facile que de l'Argent même: tous ces Billets, toutes ces Lettres contiennent toujours une ſomme plus forte que celle du comptant, & ce qui excéde ce comptant, eſt le prix du terme. Ainſi nn Billet de 10300 Liv. payable à ſix mois, ne vaut que 10000 Liv. valeur intriſéque, qui eſt celle du comptant (*a*).

(*a*) Tous les calculs de cette diſſertation ſuppoſent les intérêts des Billets & Lettres comptés *en dedans*; c'eſt-à-dire, qu'il n'eſt prix que ſur la ſomme principale du Billet, & non ſur celle qui y eſt ajoutée pour l'escompte, ce qui pour le Billet de 10300 Liv. s'exprime ainſi.

103 Liv. 100 Liv. 10300 Liv. 10000 Liv. ou bien ſuivant le calcul ordinaire.

103 Liv. ſont réduites à 100 Liv. combien de 10300 Liv.

Cette Méthode a l'air plus équitable & plus comforme à l'Ordonnance de 1673. qui défend les intérêts des intérêts entre toutes perſonnes.

Cependant la pratique contraire à prévalu dans tout le Royaume; on déduit l'escompte *en dehors* ou ſur le Billet entier, & par là on le prend ſur l'escompte même: mais comme le taux du change s'eſt réglé la deſſus, il n'en réſulte aucun inconvénient. Dans l'uſage actuel, le change du Billet de 10300 Liv. ſe calcule ainſi.

100 Liv. 97 Liv. 10300 Liv. 9991. Liv. *ou bien* 100 Liv. ſont réduites à 97 Liv. combien 10300 Liv.

On voit que dans cette dernière opération l'escompte du Billet de 10300 Liv. eſt de 9 Liv. de plus que dans la premiére, par ce qu'on y déduit trois pour cent de 300 Liv. qui dans ce Billet ſont le prix du terme.

TROISIEME PROPOSITION.

Cet excédant de prix ſtipulé à raiſon du terme, forme un bénéfice de convention, lequel eſt légitimement ceſſible; c'eſt-à-dire, que celui au profit du quel il à été ſtipulé, a droit de le tranſporter à un autre, qui de ſon côte peut légitimement en recevoir le tranſport.

POUR la preuve de cette propoſition, il ne faut que ſe rappeller un principe avoué de tout le monde; qui eſt que tout contrat dans lequel les parties contractantes ne ſe font aucune injuſtice, & dans lequel au contraire elles ſe rendent mutuellement toute la juſtice qu'elles ſe doivent, eſt un contrat légitime. Or dans le tranſport du bénéfice du terme, le cédant ne ſouffre aucune injuſtice, aucun dommage de la part de ſon ceſſionnaire, il reçoit au contraire tout ce qui lui appartient.

EN effet, quel eſt dans un marché quelconque la ſomme qui appartient au Vendeur? C'eſt ſans doute celle qui lui revient en Argent comptant, & qu'il à lui même fixée en donnant le prix de ſa Marchandiſe. La choſe eſt évidente; il m'a demandé dix mille Livres comptant, je n'ai pu les lui donner, & en conſéquence, je lui ai fait mon Billet de dix mille trois cent Livres payable dans ſix mois: il n'a donc droit qu'aux dix mille Livres; c'eſt là tout le prix du marché, & il eſt pleinement payé s'il les reçoit: dès là ſi un tiers lui donne cet Argent que je n'ai pu lui compter, il n'a plus rien à prétendre, tout cela eſt certain.

EH bien, c'eſt là tout le fond de la Négociation des papiers de Commerce, des escomptes, du change au cours des places, &c. Tous ces papiers ont un terme marqué pour le payement, & le prix de ce terme qui y eſt joint avec le prix du comptant, paſſe entre les mains des ceſſionnaires, lesquels dans la Négociation le déduiſent au cédant, & le prennent à leur profit. Que perd alors le propriétaire du Billet ou de la Lettre de change? rien: il reçoit toute la valeur intrinſéque de la choſe qu'il à vendue, il ne renonce qu'au bénéfice ſtipulé pour le terme: à la vérité il pouvoit le gagner, s'il avoit voulu en attendre l'échéance; mais les circonſtances de ſes affaires, d'autres entrepriſes, d'autres vues lui font trouver ſon avantage à s'en défaire.

A la bonne heure, dira quelqu'un, que l'on régarde comme légitime la Négociation des Billets & Lettres cauſées pour vente de Marchandiſes, puis-

que le Vendeur y eſt pleinement indemniſé, & qu'il touche réellement tout le prix de ſa vente. Mais en eſt il de même des Billets valeur reçue comptant, & de tous les engagemens, que prend un Négociant pour les ſommes d'Argent qu'on lui prête? A quel titre alors augmente-t-on la ſomme du Billet? ne lui cauſe-t-on pas une perte évidente par le bénéfice du terme que l'on exige de lui?

Non, on ne lui cauſe aucune perte, parce qu'avec l'Argent qu'il s'eſt mis en main, il va profiter à ſon tour de toutes les différences établies dans le Commerce entre le prix du terme & le prix du comptant: & encore combien gagnera-t-il au delà? on ſçait les facilités que donne l'Argent, qu'elle influence il à dans les marchés, & avec qu'elle rapidité il les fait conclure. Ceux même qui dans la Théorie ſeroient portés à condamner la différence qu'on à introduite entre le comptant & le terme, ſentent alors cette influence auſſi vivement que les autres, & il eſt rare qu'ils ne cédent à la force d'un ſentiment, dont l'impreſſion eſt ſi naturelle & ſi invincible.

Au fond qu'un Négociant céde le prix du terme ſur des Billets valeur en Marchandiſes, dans leſquels ce bénéfice eſt déjà acquis, ou ſur des Billets faits pour d'autres valeurs, dans leſquels il n'aura lieu que pour l'avenir, cela lui eſt égal, parce que ce bénéfice lui eſt toujours aſſuré, & que le moment d'après les achats qu'il fera avec l'Argent de ſa Négociation, occaſionneront en ſa faveur les mêmes profits qu'il à accordés à ſon ceſſionnaire, ce qui le mettra au même état que s'il avoit Négocié des Billets valeur en Marchandiſes, du produit deſquels il eût fait de nouveaux achats & de nouvelles ventes. En effet, que j'aie dans mon porte-feuille un Billet de dix mille Livres payable à ſix mois, & qu'au lieu de le Négocier, je mette le mien ſur la place de même ſomme & au même terme, la choſe eſt parfaitement égale.

Tout cela eſt juſte, dira-t-on, de Négociant à Négociant: la néceſſité de leurs affaires mettant dans un mouvement continuel l'Argent & les Marchandiſes, toutes les valeurs doivent ſe mêler & ſe confondre, & ils peuvent donner un prix à l'Argent devenant entre leurs mains un effet auſſi commerçable, que le reſte. D'ailleurs il eſt évident que par la Négociation réciproque des bénéfices des termes, il ſe fait entre-eux des compenſations continuelles, qui à la longue les mettent tous de niveau. Mais comment nous ferez vous entendre qu'un particulier qui n'eſt point dans le Commerce, un Gentilhomme, un Homme de Robe, un Bourgeois qui vit de ſes rentes, puiſſent prendre à leur profit ſur l'Argent qu'ils donnent aux Négocians, ces bénéfices des

des termes, qui ſuivant vos principes ne ſe ſont introduits dans le Commerce, que comme une indemnité de la perte des crédits?

Il eſt vrai que la pratique générale du bénéfice des termes prend ſpécialement ſa ſource dans cette indemnité; mais il n'eſt pas moins vrai qu'une fois ſtipulée cette indemnité, elle exiſte dans les contrats de Commerce, qu'elle y forme une valeur diſtincte & ſéparée du principal du contrat, que cette valeur eſt un profit des conventions, fixé par un uſage légitime, & ce qu'il y a d'eſſentiel, qu'on peut la céder ſans ſe nuire.

Car enfin c'eſt à ce ſeul objet, que ſe terminent toutes les loix portées contre l'uſure: le débiteur ſouffre-t-il quelque dommage du prêt? Eſt-il obligé de prendre ſur ſon bien le bénéfice, qu'il accorde au créancier? Alors ce créancier fait une injuſtice évidente, il s'approprie le bien de ſon débiteur: mais ſi ce dernier ne donne au créancier aucune portion de ſon bien, s'il ne fait que lui tranſporter un profit déja accordé à l'Argent par des conventions antérieures & indépendantes du pacte qu'ils font enſemble, il eſt certain qu'il n'en réſulte aucun dommage pour ſa fortune.

C'est-la le Tableau fidèle de toutes les Négociations faites avec le Commerce. Le Négociant qui tranſporte un Billet, n'eſt grévé en rien: ce n'eſt point de ſon bien qu'il compoſe le profit que prend le ceſſionnaire, il ne fait que lui ceder un bénéfice déjà accordé à l'Argent par des conventions néceſſaires & juſtes.

Cela ſuppoſé, la qualité ou la profeſſion du ceſſionnaire ne peut rien changer à l'état des choſes; dès que ce profit a une origine innocente, il ne peut devenir criminel dans une main, plutôt que dans une autre. Et en effet, le Négociant qui le céde, n'éprouve pas plus de déſavantage à le tranſporter à une perſonne qui ne fait point de Commerce, qu'à un autre Négociant comme lui.

Qu'on ſaiſiſſe donc enfin la différence qui ſe trouve entre les Négociations de Commerce, & les prêts ordinaires. Dans ceux-ci l'emprunteur, s'il à fait un Billet de dix mille trois cent Livres payable à ſix mois, a droit par les régles de l'Evangile, d'exiger qu'on lui compte la ſomme entière, & ſans aucune déduction, ſans quoi tout ce qu'on lui retiendra ou qu'on lui fera payer audé-là du ſort principal, eſt un profit injuſte qui le conſtitue en perte, & diminue ſon bien. Dans le Commerce au contraire, le cédant du Billet a

entre

entre ſes mains le fonds du bénéfice qu'il doit donner au ceſſionnaire: le Billet de dix mille trois cent Livres payable à ſix mois, ne lui coute réellement que dix mille Livres; ces dix mille Livres ſont le ſeul fonds qui lui en appartient, les trois cent Livres de plus ne ſont pas à lui, & conſéquemment aux loix du Commerce, ils ſont acquis au terme du quel ils font le prix.

MAIS quelque légitimes que ſoient en eux mêmes ces prix des termes, peut on les acquérir ſans titres? Or un particulier qui n'eſt point dans le Négoce, ne paroit en avoir aucun.

PARDONNEZ-MOI, il a le titre qu'ont tous les citoyens d'acquérir, de faire des pactes, d'accepter à prix d'Argent des ceſſions & des tranſports, ſoit de créances, ſoit de toute autre choſe miſe dans le Commerce de la Société, pourvu que ces pactes, ces acquiſitions ſoient légitimes, qu'il n'en réſulte aucun dommage pour perſonne, que toute injuſtice enfin en ſoit bannie.

IL faut quelque choſe de plus, objecte-t-on encore, tous les Théologiens décident qu'on ne peut en conſcience exiger aucun profit ſur ſon Argent, à moins qu'on ne ſouffre quelque dommage du prêt: or dans le cas que vous ſuppoſez celui qui prend dans le Commerce une Lettre de change à long terme, non-ſeulement ne ſe reſſentira pas de la privation de ſon Argent, mais il ne le place que parce qu'il lui eſt inutile, & dans la ſeule vue de s'appliquer le profit accordé au terme de la Lettre de change.

J'AVOUE que ſi pour légitimer l'acquiſition d'un profit innocent & juſte, il faut que celui qui acquiert, ſe trouve abſolument dans l'un des deux cas, du *lucre ceſſant* ou *du dommage naiſſant*, toute diſpute eſt finie, & qu'il n'eſt pas poſſible d'admettre aux Négociations de Commerce, d'autres perſonnes que celles, qui ſont actuellement engagées dans cette profeſſion.

MAIS cela eſt il bien certain? Et dans les principes des Théologiens & des Tribunaux qui ont proſcrit l'uſure, a-t-on eu en vue de prohiber des profits légitimes ſtipulés ſans crime & ſans aucune ombre d'injuſtice?

D'OU vient que toutes les Loix ſe ſont Armées contre l'uſure, que la Réligion & la Politique ſe ſont unies pour en arrêter le cours? C'eſt que l'uſure eſt un vrai larcin, un moyen injuſte d'acquérir par lequel le prêteur s'approprie le bien d'autrui, d'autant plus ſurement, qu'il eſt le maitre des conditons du contrat.

DES

Dès là tout intérêt d'Argent a du être banni de la ſociété, à moins que dans des cas particuliers le préteur ne put le réclamer comme une réparation du dommage que lui cauſe le prêt, ou comme une peine du retardement que le débiteur apporte au payement de la ſomme prêtée. C'eſt en effet ſur ces titres que le juge condamne un débiteur aux intérêts, & c'eſt auſſi ſous ces ſeules conditions que les Théologiens les adjugent aux prêteurs.

Ces précautions ſont juſtes, & fondées ſur de très puiſſans motifs; c'eſt une partie du bien d'autrui, que le prêteur veut appliquer à ſon profit; il lui faut pour cela des titres légitimes, & l'on ne ſauroit à cet égard trop multiplier les précautions. Toutes les Loix tendent en effet à conſerver ce bien au poſſeſſeur, & regardent comme uſurpateurs, tous ceux qui ſe l'approprient par des pactes injuſtes.

Mais dans les Négociations du Commerce, il ne s'agit en aucune façon du bien d'autrui, le Ceſſionnaire ne prend rien au Négociateur du Billet, ce dernier en cédant le bénéfice du terme, ne donne rien du ſien.

On ne peut donc faire ici aucune application des régles établies en matière d'uſure: il ne s'agit point de dépouiller un homme de ſon bien, ni parconſéquent de recourir à la légitimité des titres en vertu desquels on ſe l'approprie: ici le plus ſimple des titres ſuffit, celui de Citoyen, celui de Pere de Famille qui gouverne ſon bien avec ſageſſe, & cherche à l'augmenter par des voyes honnêtes & permiſes.

Mais, dit on, c'eſt une choſe inouie dans la morale, que l'Argent puiſſe donner du revenu. Car enfin je ne débourſe que dix mille Livres pour cette Lettre de dix mille trois cent Livres, & cependant je recevrai très réellement à l'échéance ces trois cent Livres, que je n'ai point comptées: n'eſt ce pas là évidemment recevoir au delà du ſort principal?

A toutes ces objections, on donnera toujours la même réponſe. Le bénéfice du terme établi par les Loix du Commerce eſt il juſte? Eſt il ceſſible? S'il à ces deux qualités, je puis l'acquérir. Dans cette acquiſition fais je quelque injuſtice? Mon Cédant ſouffre t-il quelque dommage? Non: pour quoi donc m'interdirois-je un pacte auſſi licite? Ce n'eſt pas le nom, c'eſt la choſe qui fait l'uſure. Je recevrai à-la-verité trois cent Livres au-deſſus du ſort principal, voila le nom de l'uſure; mais les recevrai-je juſtement, équitablement? n'appartiennent ils point à quelqu'un à qui je les enleve? Voila la choſe, voila le fond du contrat, & le ſeul point qu'on ait à examiner.

L'USURE eſt condamnée par toutes les Loix. Rappellez vous les qualifications odieuſes qu'on lui a données chez tous les peuples qui ont connu les droits de l'humanité, & ſur tout ces ſublimes maximes de l'Evangile, qui reſſerrant jusqu'à la confraternité les liens qui uniſſent les hommes, n'ont presque plus mis de différence entre la charité & la juſtice. Avec des lumières ſi ſûres, il ſeroit difficile de ſe méprendre ſur ce qui bleſſe l'équité & les droits du prochain. Auſſi la morale du Chriſtianisme ne s'y eſt-elle pas trompée, & en proſcrivant l'uſure, elle à exactement connu toute l'injuſtice qu'elle renferme. Voici les déciſions qui ſont aſſez connues. *Uſura non mala quia prohibita, ſed prohibita quia ſuapté natura & intrinſecé mala. Foenus eſt latrocinium: turpe lucrum, qui uſuram accipit rapinam facit. Hic (fœnerator) continuat maleficium & artem rapiendi bona proximorum, ſicut alia injuſté acquiſita tenetur homo reſtituere, ita reſtituere tenetur pecuniam quam per uſuram accepit.* Voila ce qui caractériſe la malignité de l'uſure, des vols, des rapines du bien d'autrui enlevé, dont la reſtitution eſt ordonnée. Faites disparoitre ces crimes, & à la place de ces profits injuſtes ſubſtituez des gains innocens, & qui ne ſoient onéreux à perſonne, alors il eſt impoſſible de lui aſſigner une place au rang des choſes défenduës.

CETTE idée ſous laquelle les Livres Saints & les premiers peres de l'Egliſe nous peignent l'uſure, on l'abandonne en quelque ſorte pour recourir à l'infécondité de l'Argent, & au défaut de titres de la part du prêteur. La découverte de ces raiſons, plus ſubtiles peut-être que ſolides, ſemble n'avoir ſervi qu'a détourner l'état de la queſtion. En effet, on imagine un vice inhérent à l'Argent & à la qualité du prêteur, qui rendent ſa convention criminelle, tandis qu'il ne s'agit uniquement que du débiteur & de l'injuſtice qu'il éprouve, que toutes les Loix ſont ſatisfaites, dès que ſon bien eſt en ſûreté, & qu'à ce prix il ne lui importe en rien à lui même que l'Argent lui vienne ou d'une main ou de l'autre. On diroit que le crime de l'uſure jouiſſe du Privilege ſingulier de ſe ſurvivre à lui même. Après qu'il à été détruit du coté du débiteur qui n'en reſſent plus les effets funeſtes, il reparoit chez le créancier, à qui on reproche de n'avoir pas, pour prêter, des titres légitimes. On ne croit pas que dans la morale on ait jamais rien imaginé de plus Métaphyſique. Nos Péripateticiens modernes pourroient bien avoir inventé ou trop fait valoir ces délicates abſtractions, avec leſquelles en réaliſant un être de raiſon, on fait revivre un crime qui n'exiſte plus. On n'inſiſte là-deſſus, que parce qu'on a vu des perſonnes de mérite ſi fortement attachées à ces préjugés, qu'après être convénues de la légitimité du bénéfice du terme & du droit qu'on a de le céder, elles ne pouvoient ſe réſoudre à en regarder

der la ceſſion comme innocente, dès qu'elle ſeroit aceeptée par quelqu'un qui fût hors du Commerce; comme ſi la ſeule qualité du Ceſſionnaire pouvoit faire changer le fond des choſes, & rendre illicite un pacte, qui en lui même ne renferme rien d'injuſte.

Ce défaut de titres eſt, dit-on, ce qui conſtitue la pratique uſuraire, & cette pratique, quoiqu'elle puiſſe ſouvent être exempte d'injuſtice, eſt au moins contraire aux Loix, & par conſéquent illégitime.

Voila où il en faut revenir avec ces ſubtiles préciſions: on eſt forcé de reconnoitre une pratique uſuraire qui ſouvent n'eſt point un crime, & dans laquelle on ne voit plus que le vice d'illégitimité. C'eſt-à-dire qu'on heurte de front le principe le plus univerſellement reçu dans cette matière, qui eſt, que l'uſure étant par elle même & de ſa nature un crime, ce n'eſt pas dans la Loi qu'il faut en chercher la condamnation.

Et encore à quelles Loix cette pratique eſt elle contraire? Ce n'eſt pas certainement à la Loi naturelle, ni à la Loi divine, puiſque l'une & l'autre ne condamnent l'uſure, qu'à raiſon des maux qu'elle cauſe au prochain: ce n'eſt donc ici que la Loi civile qu'il faut conſulter & reſpecter.

Il eſt juſte ſans doute que toutes les conventions humaines ſoient aſtraintes à des régles; & que même dans les choſes permiſes, un Citoyen ne puiſſe ſtipuler que conformément aux Loix de l'Etat. Ainſi un créancier ne pourra exiger d'intérêts de ſon débiteur, même par un pacte volontaire & libre, avant que le juge en ait reconnu & prononcé la légitimité. Un particulier ne pourra non plus accepter la Négociation d'un effet commercable, que ſous les conditions d'un cours autoriſé & public; ces conditions elles mêmes auront une ſource licite & avouée des Loix. Tout cela eſt à ſa place: mais auſſi quand toutes ces régles auront été obſervées, il n'y aura plus dans le pacte, ni uſure ni illégitimité. Or c'eſt là ce qu'on poſe pour fondement de toutes les Négociations de Commerce.

Mais quand la juſte horreur qu'inſpire l'uſure, auroit fait imaginer pour la proſcrire, des raiſons plus fortes encore, de quel poids ſeroient-elles contre les opérations du Commerce concernant les crédits?

Ces deux conventions ſont d'une nature toute différente, elles n'ont pas même une ſource Commune. L'Intérêt uſuraire nait du prêt, le bénéfice

du terme a pour principe le contrat de vente: Or ces deux contrats n'ont entr'eux aucune Analogie. Le prêt eſt, & doit être un ſecours donné dans le beſoin: la vente n'eſt point un ſecours, & ne ſuppoſe aucun déſir d'obliger; l'Acheteur forme des vues de gain ſur ce qu'il marchande, le Vendeur trouve auſſi ſon avantage à s'en défaire; le prix les décide, ſans que les parties ayent égard à leur ſituation, ni ne ſongent à ſe rendre aucun ſervice. Dans le contrat de prêt le créancier exige de ſon débiteur une ſomme d'Argent pour ſe payer du louage ou de l'uſage de la choſe prêtée; dans la vente il n'y a ni location ni uſage, le Vendeur ne demande & ne reçoit que le prix de ſa choſe, & cela ſur le pied du comptant: ce qui eſt au-deſſus de ce prix, ne lui eſt accordé, que pour ne pas altérer ou diminuer entre ſes mains cet Argent comptant, qui eſt la juſte valeur de la choſe vendue.

PAR toutes ces raiſons il eſt évident qu'on ne peut aſſujettir ces deux contrats aux mêmes régles, & que les conventions du Commerce au ſujet des crédits, ne méritent aucun des titres dont on a ſi juſtement flétri les pactes uſuraires.

ON ne ſait ſi cette différence du prêt ſimple & des Négociations du Commerce, n'a pas toujours été apperçue, quoique peut-être un peu confuſément, par les perſonnes même qui connoiſſent le moins les pratiques du négoce. Tout le monde ſent, par une ſorte d'impreſſion d'équité, que *faire valoir ſon Argent dans le Commerce*, n'eſt pas la même choſe que *le prêt*; & dans toutes les diſcuſſions qui s'élévent ſur cette matière, il ſemble que *mettre de l'Argent ſur la place*, ſoit un objet à part, & qui mérite des déciſions moins ſévéres.

REVENONS a la Négociation des bénéfices des termes. Il ſemble qu'on peut très exactement la comparer à la ceſſion d'une ſentence ou d'une tranſaction qui engendre des intérêts. Je tranſporte cette ſentence à un Tiers qui m'en compte tout le montant, & en conſéquence de la Subrogation à mes droits, il perçoit à ſon profit les intérêts qui m'étoient adjugés.

QUELLE ſeroit ici la différence? Viendroit-elle de la légitimité de l'intérêt qu'a autoriſé l'intervention du juge? Mais on ſuppoſe auſſi comme très légitime le bénéfice que le Commerce à établi ſur le terme. Seroit ce que la ſentence ou la tranſaction n'ont point un terme fixe pour le payement, au lieu que les papiers de Commerce en ont un? Mais il y a des ſentences & des tranſactions qui ont une échéance marquée, & celles là ſont ceſſibles comme les autres.

D'où

D'où vient que dans ce cas mon Ceſſionnaire peut traiter ſans crime? C'eſt que les intérêts que je lui tranſporte ſont juſtes, c'eſt qu'ils ſont légitimement ceſſibles, c'eſt qu'il ne me fait aucune injuſtice, & qu'en me comptant tout le Capital de ma ſentence, il me désintéreſſe parfaitement.

Eh bien, ôtons des Négociations du Commerce ces mots *de prêt* & *d'emprunt*, lesquels reveillent toujours des idées inquiétantes, & ſubſtituons à leur place les noms *d'acquiſition & de tranſport*, qui au fond leur conviennent bien mieux: alors le parallele ſubſiſtera dans toute ſa force, & il ne ſera plus poſſible de trouver dans l'un de ces tranſports aucun titre de légitimité, qu'on ne puiſſe également appliquer à l'autre.

On n'ignore pas que quelques Théologiens ont douté qu'il fut permis d'acquérir des ſentences pour s'en attribuer les intérêts. Mais en cela ils vont contre un principe généralement reçu dans cette matière, qui eſt de ſe conformer à la juriſprudence & aux uſages des tribunaux (*a*). Or la juriſprudence de tous les Tribunaux alloue les intérêts aux Ceſſionnaires des ſentences, comme aux créanciers originaires, & l'on n'en fait aucune différence dans les jugemens de diſtribution & d'ordre.

Dira-t-on que les juges n'entrent point dans les raiſons du Ceſſionnaire, & qu'ils ſuppoſent que du côté de la conſcience, il a des motifs ſuffiſans pour les exiger. Cela n'eſt guéres à préſumer, d'autant plus que l'opinion la plus univerſelle aujourd'hui, eſt que les intérêts peuvent légitimement ſe percevoir *in pœnam moræ*, pourvu qu'il y ait une ſentence qui les adjuge, rendue ſans fraude & ſans colluſion.

Au reſte, en comparant la ceſſion des ſentences portant intérêts, avec la Négociation des papiers de Commerce, on n'a pas prétendu faire un parallele exact des intérêts qui ſe percoivent dans les deux cas: au contraire, tout eſt ici à l'avantage des intérêts du Commerce; puiſqu'ils ne nuiſent à perſonne; au lieu que les intérêts des ſentences, quelque juſtes qu'ils ſoient, aggravent toujours la condition du débiteur. Ainſi quand en rigueur le nouveau porteur de la ſentence devroit, dans les principes des Théologiens, être privé des intérêts, on n'en pourroit tirer aucune conſéquence contre le Ceſſionnaire d'un intérêt de Commerce, puiſque depuis l'origine juſqu'à l'acquitement de l'acte, on ne ſauroit déſigner qui que ce ſoit, à qui cet intérêt ait fait tort.

(*a*) Conf. Eccl. de Paris.

MAIS pourquoi priver le Négociant du bénéfice du terme? ce profit n'eſt-il pas à lui? N'eſt il pas, comme les autres profits du Commerce, une ſuite de la propriété & des risques de ſes entrepriſes?

NON, le bénéfice du terme n'a rien de mêlé avec la propriété du Négociant, & il eſt tout à fait indépendant du fond & de l'événement des entrepriſes. Ces deux choſes ſont en effet d'une nature toute différente. Le risque de l'entrepriſe eſt inhérent au fond même du Commerce, dont toutes les opérations aboutiſſent néceſſairement au gain, ou à la perte: il eſt inſéparable de la propriété, & forme le titre en vertu du quel le Négociant peut légitimement exiger un bénéfice: il à droit de gagner, puisqu'il à risqué de perdre. Ce risque eſt toujours le même, ſoit qu'on achete comptant, ſoit qu'on achete à crédit. Que je me charge d'une Marchandiſe, le bon ou le mauvais ſuceés de mon emplete porte tout entier ſur la valeur intrinſéque de mon Achat, qui eſt celle du comptant, valeur qui eſt toujours la même, à quelque terme que je paye.

VOILA le ſeul risque du Commerce, & celui dont évidemment le Négociant qui en demeure chargé, a droit de prendre l'événement à ſon profit. Le dépouiller de ce profit, ſeroit une injuſtiec: la raiſon en eſt que le bénéfice de la choſe appartient en entier au propriétaire de la choſe, tant à raiſon de ſa propriété, que des risques qu'il à courus.

IL n'en eſt pas de même de la convention faite ſur le terme: elle n'eſt point un bénéfice de l'entrepriſe, & elle ne porte ſur aucun risque. Ce n'eſt qu'un arrangement dans la manière du payement, qui peut avoir ou ne pas avoir lieu, ſans intérreſſer en rien la ſubſtance du marché; & comme cette convention eſt fixe & invariablement proportionnée à la longueur ou à la briéveté du crédit, elle ne met dans l'événement aucun danger de plus. En effet, que l'entrepriſe échoue ou qu'elle réuſſiſſe, la choſe eſt toujours égale, quant au terme: ſi ma Négociation à été heureuſe, mon ſort n'en deviendra pas meilleur en vendant plus cher à raiſon du crédit, comme, en cas de malheur, il n'empirera pas en vendant comptant, quoiqu'à plus bas prix.

LE bénéfice du terme n'a donc rien de commun avec les risques de la propriété, & effectivement ce n'eſt point dans ces risques qu'il prend ſa ſource, comme on l'a fait voir ci-deſſus: le Négociant qui tranſporte un Billet, ne peut done en retenir le bénéfiçe à raiſon de ſa propriété; & par une conſéquence néceſſaire en cédant ce bénéfice, il ne céde rien du ſien. Tout cela eſt

eſt d'une évidence palpable aux yeux de quiconque gére des affaires de Commerce.

Il réſulteroit des maux infinis dans la ſociété, des calamités ſans nombre, ſi on admettoit ce faux ſyſtême d'uſure, qui ne permet de voir dans aucun cas l'Argent, que comme un ſigne ſtérile, lequel ne ſauroit produire par lui même aucun fruit, aucun intérêt. Le ſyſtême, qui anéantit en proſcrivant tout intérêt d'Argent, le crédit & tout uſage du crédit, attaque les liens de toute ſociété. Il rend la circulation de toutes les choſes néceſſaires à la vie preſque impoſſible. Car toutes les Denrées & les Marchandiſes circulent ſur le crédit. Ce ſyſtême établiroit par tout en même tems, une abondance embaraſſante & inutile, & la plus grande diſéte. Les échanges ſi néceſſaires, ſi indiſpenſables, pour que chacun puiſſe ſe procurer avec ſon ſuperflus, les choſes néceſſaires qui lui manquent, ne pouvant ſe faire avec le ſecours des ſignes numéraires des valeurs, & les ſignes fictifs que le crédit employe, étant criminels, les échanges ſe réduiroient à fort peu ſe choſe; puisque les fonctions du numéraire qui circule dans le Commerce, ne ſauroient embraſſer la dixième partie de ſes opérations. D'où l'on doit conclure que ce ſyſtême attaque également l'Agriculture, la Population & toute les manières de ſubſiſter, que le Commerce fait naitre, entretient & multiplie à l'infini.

Des Monts de Piété, ou Lombards.

Comment les Partiſans de ce ſyſtême rigoureux, pourroient-ils concilier leur proſcription générale de l'intérêt de l'Argent, avec l'établiſſement des Monts de Piété, qui doivent leur inſtitution à la charité & à un Gouvernement Eccleſiaſtique, adoptés & connus ailleurs ſous le nom de Lombards, anciénnement répandus dans une grande partie de l'Europe, reſpectés enſuite & conſervés avec ſoin dans les pays proteſtans, dont la morale eſt ſi ſevére?

Le ſoulagement des malheureux, le bien du Commerce, en un mot l'intérêt public eſt l'objet de l'inſtitution de cette ſorte d'établiſſement. Cette eſpéce de banque qui prête ſur gages à intérêts, eſt une reſſource toujours préſente pour des beſoins preſſans qui demandent le ſecours le plus prompt, ſans lequel une infinité de gens de tout ordre & de tout état, des familles entiéres éprouveroient les horreurs de l'indigence, perdroient leur état, & le feroient ſouvent perdre à d'autres. Cette banque, ſous une Direction ſage, eſt une Protection accordée aux malheureux, qui n'ont beſoin que d'un

d'un apuy pour ſe ſoutenir, quelque-fois même pour faire de grands progrès dans les Arts ou dans le Commerce. On a obſervé que dans les pays où cette ſorte de Banque eſt établie, une infinité d'Ouvriers, de Marchands, des Négocians même ne s'y ſoutiennent tous les ans, ne previennent des faillites forcées, ou un discrédit ruineux, que par les ſecours toujours faciles & toujours prets de cette Banque. C'eſt cette utilité précieuſe qui eſt le motif d'une des Loix fondamentales de cette Banque, qui la tient ouverte à toutes les heures du jour, & tous les jours de l'année ſans exception, & de cette autre Loi qui veut que la Banque ignore le nom de l'emprunteur, & ne connoiſſe de propriétaire du gage, que le ſeul porteur du Billet qu'elle a délivré; qui veut même qu'elle garde rigoureuſement le ſecret qu'on ne lui a pas confié. Une très longue expérience a ſi bien conſtaté cette utilité dans un ſi grand nombre de Villes de Commerce, & chez tant de Nations, différentes de mœurs & de Réligion, qu'il n'eſt pas poſſible de la conteſter. Si on veut contredire cet établiſſement, on ne peut que ſe rejetter ſur les Abus qui ſe ſont gliſſés dans l'Adminiſtration: & il eſt vrai que les abus ſont conſidérables preſque partout, excepté à Rome & dans toute l'Italie, qui a donné aux autres Nations le modéle du cette inſtitution, produite par l'amour de l'humanité & l'eſprit du bien public. Mais les abus introduits dans cette Adminiſtration, ne peuvent faire condamner une telle inſtitution. Il faut la conſerver, condamner & réprimer les abus.

Si par ſucceſſion de tems la ſociété déprave & pervertit les hommes; s'ils ſont entrainés par une infinité de préjugés, ſource inépuiſable de vices & d'abus, il eſt tout ſimple que leurs meilleures inſtitutions s'en reſſentent, & que les abus s'introduiſent dans leur Adminiſtration. C'eſt à des hommes éclairés & animés par l'amour du bien public, à ſolliciter, à provoquer une ſage reforme, par un tableau touchant de l'intérêt public & des réglemens que l'humanité demande à ceux qui gouvernent le peuple. Au lieu de s'élever contre un établiſſement formé pour le ſoulagement, l'apuy & le ſoutien des malheureux, ſur le prétexte d'une morale peu réflechie, dont la ſévérité ſéduit des eſprits foibles ou peu éclairés; il faudroit s'efforcer de ramener l'Adminiſtration à la purété, au-desintéreſſement & à l'objet unique de l'inſtitution.

On n'enviſage plus les Monts de-Piété, presque partout où il y en a d'établis, comme un ſecours, comme une Caiſſe uniquement ouverte pour l'intérêt de ceux qui ont le malheur d'en avoir beſoin. On a perdu de vue cet objet unique de leur inſtitution, pour les regarder comme un domaine dont

on

on a cherché à améliorer le produit; & d'un ſecours heureux dans ſa fondation, on en a fait en beaucoup d'endroits un ſecours malheureux & deſtructif. Au lieu d'en faire une ſource de revenu, un objet de finance; les frais que ce ſecours coûte au public, ne devroient jamais être portés au-delà de ce qu'exige l'entretien de la Banque. Pour trouver ces frais, il falloit bien établir l'intérêt au-deſſus du taux de la place. Mais devroit-il être pour les prêts de toute ſomme au-deſſous de 1000 fl. a 18 p. avec des acceſſoires qui portent l'intérêt de 25 à 27 p. &, & pour 1000 fl. & au-deſſus, à 6 p chez des Nations où l'Argent eſt a 2½ ou 3 p. ? Cet intérêt, ſurtout celui auquel on ſoumet les petites ſommes, eſt d'autant plus ruineux & deſtructif, que ce fardeau énorme eſt impoſé ſur les emprunteurs les plus pauvres, qui n'ayant pas de gage à donner au-deſſus de 1000 fl. ne peuvent ſe procurer la douceur de l'intérêt modéré de 6 p. . Cet intérêt exceſſif eſt contraire à l'objet de l'inſtitution, qui fut de donner un ſecours utile, & non un ſecours funeſte à ceux qui y ont recours, puiſqu'il accellére, ou précipite leur ruine. On ne doit pas alleguer, pour favoriſer l'excés d'un tel abus, la néceſſité d'entretenir une Adminiſtration d'un grand détail, & qui exige de grands frais, puiſque les Monts de Piété d'Italie ſe ſont toujours ſoutenus, & ne ſe ſont jamais écarté de leur loi primitive dictée par l'humanité, qui n'impoſe que des intérêts très modiques ſur les petits gages; qui protége ainſi les emprunteurs les plus pauvres, en leur rendant le ſecours plus utile, & n'impoſe le plus fort intérêt, que ſur les gages les plus riches.

C'est encore un abus énorme qu'on a laiſſé introduire dans les ventes, de retenir 9 p. ſur le produit de la vente de chaque gage en particulier, & de faire payer encore 9 p. enſus de l'adjudication, ſur le prétexte des frais de vente. Ce n'en eſt pas un moins grand, que de ſouffrir que les ventes ſe faſſent au *Rabais*, au-lieu de les faire *au plus offrant*; & que des Commis & des eſtimateurs s'y faſſent ad juger des Gages, ſurtout la Bijoutérie. La fortune d'un joaillier eſtimateur acquiſe dans cet employ, ne ſauroit manquer d'affliger infiniment le Public. D'un côté cet abus fait reſſerrer conſidérablement les ſecours du Lombard, parce qu'on n'y reçoit de Gages que ſur une eſtimation du cinquième ou du quart de leur valeur, & de l'autre la valeur entiére de ces Gages ſe trouve enfin abſorbée par des frais, & par une vente mal faite.

De tels abus ont ſansdoute beaucoup contribué à faire rejetter l'idée d'une établiſſement ſi utile, même ſi néceſſaire, chez les Nations, qui jusques à préſent ont refuſé de l'adopter. On a eu raiſon de redouter les abus, mais on n'a peut-être pas eu raiſon de s'y arrêter. Il ſeroit très facile de les cor-

riger, & bien plus facile encore de les prévenir chez une Nation, ſage & éclairée, qui voudroit donner aujourd'hui un ſecours ſi utile & ſi néceſſaire à ſon Commerce; ſurtout ſi on ſoumettoit l'Adminiſtration de cet établiſſement à l'inſpection de bons Négocians, &, ſi au-lieu de le régarder comme un fonds qui doit être riche, qui doit rapporter un revenu, on reſtraignoit les intérêts & les frais qu'on fait ſupporter par les emprunteurs, à ce qui eſt rigoureuſement néceſſaire à ſon entretien.

Plusieurs villes de Commerce de France ont ſouvent déſiré l'établiſſement d'un Lombard: on l'a même propoſé quelquefois à Paris, qui eſt peut-être la Ville de l'Europe, où un Lombard adminiſtré ſur de bons principes, procureroit le plus de bien; & où les abus, ſi on les y laiſſoit introduire, feroient le plus de progrès & le plus de mal.

La préſence des Magiſtrats les plus ſages & les plus éclairés de l'Europe, auroit pu ſansdoute prevenir dans cette Capitale, tous les abus dont on ſe plaint ailleurs, ſi on n'avoit pas cru trouver un obſtacle invincible à l'établiſſement d'un Lombard, dans une loi, qui n'admet la ſtypulation des intérêts de l'Argent, que pour le prix d'un inmeuble vendu, que par ordonnance du juge qui condamne au payement des intérêts *ex Mora*, ou par un contract de conſtitution de rente, qui porte l'alienation du Capital.

Comme l'uſage a introduit forcément une infinité d'exceptions à la rigueur de cette loi, faite dans un tems, où l'on ignoroit également l'utilité, les beſoins du Commerce, les avantages de l'induſtrie, & la néceſſité d'une grande activite dans la circulation de l'Argent dont l'intérêt eſt le premier principe; on auroit du admettre encore une exception nouvelle à cette loi en faveur d'un établiſſement, dans lequel on auroit pu ne voir qu'une très grande utilité pour le Public. C'eſt une contradiction bien ſinguliére & bien ſenſible dans la Légiſlation de l'une des Nations de l'Europe des plus éclairées, qu'une partie de cette Nation ſoit régie par une loi qui proſcrit ſevérement, comme une eſpéce de crime, la ſtypulation d'intérêts dans le prêt d'Argent, & l'autre partie par une loi qui l'autoriſe formellement. Il n'eſt pas poſſible de ſuppoſer que les Loix du droit Romain, qui ſont celles de la plus grande partie de la France, autoriſent l'uſure, & que ce même défaut puiſſe être reproché à la Légiſlation de preſque toute l'Europe entiére. Il faut le ſuppoſer cependant; ou il faut convenir que la loi rigoureuſement ſuivie par quelques-uns des Parlements de France, n'a de motif qu'une opinion peu réflechie, qu'un ſimple préjugé, & n'a point été établie ſur les vrais principes d'une

d'une bonne Légiſlation. En effet, indépendamment de ce que le ſuffrage général de toutes les Nations condamne l'uſage de cette loi; dans le reſſort du Parlement de Paris, & ſous les yeux du Parlement même qui la ſuit dans ſes jugemens avec le plus d'exactitude, on en élude ſans ceſſe l'obſervation; & les juges ne ſauroient disconvenir qu'il eſt néceſſaire, qu'il eſt heureux même pour l'intérêt public, & pour celui de l'Etat, qu'on puiſſe l'éluder. Car outre les Lettres de change, on fait porter intérêt à des Billets de Commerce, & à des Billets de Financiers ou Gens d'affaires, tous les jours ſur la place de Paris ſeulement, ſouvent pour pluſieurs milions dans un jour: & les intérêts ſont tantôt au taux de la loi, tantôt au-deſſus ou au-deſſous, ſuivant la rareté ou l'abondance de l'Argent; c'eſt-à-dire au taux que preſcrit la loi du Commerce, ou la ſituation actuelle du crédit public. Qu'on eſſaye d'étendre ſur cet uſage journalier l'Empire de la loi qui proſcrit comme uſuraire, tout intérêt d'Argent non aliéné, ou qui n'eſt pas convenu par un acte de vente d'un inmeuble, ou ordonné par le juge; on fait disparoitre dans l'inſtant le crédit public; on arrête la circulation de l'Argent, & celle des Denrées & des Marchandiſes; on multiplie les faillites; l'on met des obſtacles inſurmontables à toutes les entrepriſes de Commerce & de Finance; on reſſerre toute ſorte d'induſtrie; on répand dans la ſociété une infinité de calamités; on appauvrit la Nation de mille manières.

L'Intérêt de quelques particuliers, qui n'empruntent que pour dépenſer, & ſe ruinent par des emprunts à intérêts, peut-il balancer dans l'eſprit d'un Légiſlateur, cet intérêt général de la ſociété, d'une Nation entiére & de l'Etat? Une Loi qui ne peut prévenir & reprimer un mal particulier, qu'aux dépens de l'intérêt général, qu'en contrediſant & en détruiſant le bien public, n'eſt qu'une Loi défectueuſe, qui eſt la preuve de l'indigence du Génie du Légiſlateur, & qui doit-être reformée par un Légiſlateur plus ſage & mieux inſtruit.

Les exceptions qu'on a imaginées en Morale, fondées ſur le *Lucre ceſſant & le dommage naiſſant*, & que même cette Loi n'a point admiſes; ſont encore Mal limitées, ou Mal entendues par les Moraliſtes. Car en voulant circonſcrire des limites à l'intérêt de l'Argent pour le rendre légitime, on ne lui aſſigne que des limites vagues & indéterminées; puiſque le gain ceſſant ou le dommage naiſſant du préteur n'ont point de prix fixe, & qu'on peut les apprécier arbitrairement. Les taux divers de l'intérêt que le Commerce établit tous les jours ſur la place, ſont les vrayes limites de la légitimité des intérêts de l'Argent, au-delà des quelles tout intérêt eſt injuſte & illégitimite. C'eſt

une idée bien fauſſe, que celle qui préſente l'Argent uniquement comme une matière ſtérile, qui par elle même ne produit aucun fruit, d'où l'on conclut, qu'on ne peut en retirer du fruit ſans crime. L'Argent eſt le ſigne des valeurs, il les repréſente toutes ſans exception, il eſt néceſſaire que toutes les valeurs circulent, & elles ne peuvent circuler que par le ſecours des ſignes. Ce n'eſt qu'avec ce ſecours, que chaque particulier peut ſe procurer toutes les choſes néceſſaires à la vie; & celui qui les procure ne peut les obtenir lui même pour les procurer aux autres, que par le ſecours des ſignes. Or cette circulation indiſpenſable raporte une bénéfice quelconque, qui eſt le fruit des ſignes, qui en ſont l'Ame & l'inſtrument; & ce fruit eſt la meſure du taux que le Commerce met tous les jours à l'intérêt de l'Argent ſur la place; enſorte que ſans le ſecours de cet intérêt accordé aux ſignes par le Commerce, il ſaudroit revenir aux échanges de matières & d'induſtrie, pour ſe procurer la nourriture, le Vêtement, le Logement; en un mot, toutes les choſes néceſſaires à la vie. Car les ſignes ſeroient retenus infructueux dans les mains des propriétaires, par la crainte de les perdre, ſi l'intérêt ne les retenoit ſans ceſſe dans la circulation pour remplir les fonctions de ſignes, fonctions qui doivent ſe multiplier dans un détail infini, pour animer & ſoutenir l'induſtrie, & faire circuler les Denrées & les Marchandiſes avec toute la rapidite qu'exigent les beſoins de la ſociété. Quelle eſt aujourd'hui la Nation, qui pourroit ſe ſoumettre rigoureuſement à la ſévérité de la Loi qui proſcrit l'intérêt des ſignes, dans toute ſon étendue, ſans perdre toute ſon induſtrie, ſans s'affoiblir, ſans s'appauvrir de mille manières, & ſans devenir bientôt l'Eſclave d'une Nation voiſine?

Ce n'eſt donc point dans une Loi ſi peu conforme, ou plûtot ſi évidement contraire à l'intérêt public d'une Nation, qu'on doit trouver un obſtacle inſurmontable à l'établiſſement du Mont de Piété, ſurtout pour des Villes de Commerce. On ne doit voir des difficultés que dans les moyens d'ordonner une bonne Adminiſtration, & de prevenir tous les abus dont eſt ſuſceptible un établiſſement de cette Nature; & l'on doit voir par un examen exact de ceux qui exiſtent chez un grand nombre de Nations, depuis tant de ſiécles, qu'il eſt très poſſible de prévenir tous les abus dans un inſtitution moderne. On feroit en même tems ceſſer l'uſage de ces Lombards obscurs & ſecrets, qui s'eſt introduit dans les Villes qui n'en ont point de public, qui ne donnent, ni ne peuvent donner aucune ſureté pour les gages qu'on leur confie, qui ne prétent en même tems qu'à des intérêts exhorbitans, & qui dérobent toute leur conduite aux yeux de la juſtice. C'eſt-là un abus énorme, aſſez connu, & qu'on ne peut reprimer, ni faire ceſſer, que par des établiſſemens publics.

CHA-

CHAPITRE XXV.

Des Compagnies des Indes.

IL y a de l'excés dans les reproches qu'on fait au Commerce des Indes Orientales. Nous avons une infinité d'Articles dans ce Commerce, dont le luxe & l'induſtrie Européenne ne peuvent ſe paſſer: tels ſont le Caffé, le Thé, les Epiceries, les Drogues, le Salpêtre, le Coton, les Soyes écrues, les Cauris, &c. L'Europe a gagné à la découverte des Portugais, l'avantage de tirer toutes ces Marchandiſes à meilleur marché par l'Océan, qu'elle ne les tiroit auparavant par la Méditerranée.

IL n'en eſt pas de même des Manufactures des Indes Orientales. Il eſt certain que la Navigation aux Indes par le Cap de Bonne-Eſpérance les a introduites en Europe avec plus d'abondance, & avec une abondance exceſſive; & l'on ne peut ſe diſſimuler que ce Commerce l'appauvrit doublement, en diminuant ſon numéraire & ſon induſtrie. La diminution du numéraire mérite peut-être peu d'attention pour le bien général; il n'en eſt pas de même de l'induſtrie: il eſt certain que les Manufactures des Indes portent un préjudice immenſe à celles d'Europe: & cependant, ce qui eſt dans l'Humanité une Contradiction bien ſinguliére, ce ſont les Nations de l'Europe qui ont les Manufactures les plus riches & les plus étendues, par conſéquent celles auxquelles les Manufactures des Indes nuiſent le plus, qui en importent d'avantage. On pourroit peut-être attribuer en partie à ce Commerce la chûte preſque décidée des Manufactures de Hollande, la ruine prochaine de celles d'Angleterre, & le décroiſſement trop ſenſible de celles de France.

CE n'eſt donc que pour les Nations Européennes qui fabriquent, que le Commerce des Indes eſt ruineux: & les loix prohibitives de l'Angleterre & de la France, ne rémédient point au mal; puiſque le préjudice qu'en réçoivent leurs Manufactures, conſiſte eſſentiellement dans la préférence que les Conſommateurs étrangers qui ne Fabriquent point, donnent à celles des Indes. Ce Commerce n'eſt véritablement avantageux, que pour les Nations qui n'ont point de Manufactures.

SI on veut cependant faire quelque attention aux progrès de l'induſtrie Eu-

ropéenne, on enviſagera le Commerce des Manufactures des Indes avec moins de ſévérité. On ſera obligé de reconnoitre que nôtre induſtrie lui eſt rédevable d'un nouvel eſſor, qui ſera peut-être aſſez heureux pour détruire entiérement en Europe l'uſage de ces Manufactures, & réduire le Commerce des Indes Orientales, à l'importation des Denrées & des matières premières. Déjà la Porcelaine ne ſoutient plus la Concurrence de celles de ſaxe, de Vienne, de Hœchſt dans l'Electorat de Mayence, de Furſtemberg, établie par le Duc de Brunswich dans ſes Etats, de celles de Seives, d'Eſpagne, de Louisbourg établie par le Duc de Wirtemberg, de Munich par l'Electeur de Bavière, de Bareith, d'Anſpach, de Frankental, de Copenhague, de celle de Berlin établie par le Roi de Pruſſe, & de celle de Weeſp près Amſterdam, établie par le Comte de Gronsfeld (*a*). Ces Manufactures qui ſe perfectionnent tous les jours, ſuffiſent bien pour approviſionner aujourd'hui l'Europe entière, ſans le ſecours de la Chine & du Japon. Le Coton devient de jour en jour, par les retours de l'Amérique, plus abondant en Europe; on y perfectionne infiniment la filature. La ſuiſſe imite parfaitement les mouſſelines & les Toiles de Coton brodées, & les donne à beaucoup meilleur marché qualité pour qualité, que celles des Indes. La Normandie & d'autres Provinces de France, imitent & ſuivent la Suiſſe de fort près dans les Mouſſelines, & la ſurpaſſent, pour les Cotonades, dans les Teintures & les deſſeins. Les Fabriques des Toiles peintes offrent des eſſais qui annoncent une imitation parfaite de la fineſſe des plus belles Perſes, & une grande ſupériorité pour le deſſein; & l'on peut eſpérer de parvenir à la tenacité des couleurs. Les Fabriques des Pekins, des Satins, des Damas, des Armoiſins, des Gourgourans & autres étoffes de ſoie à l'imitation de celles des Indes, prétendent égaler aujourd'hui tout au moins leurs modéles. Celle des Pekins les ſurpaſſe infiniment, ſurtout celle qui s'eſt élevée à Valence en Eſpagne. Les Damas de la Chine ont ces deux défauts eſſentiels: les pièces ſont d'un poids inégal, & on ne ſauroit les employer en meubles ſans une perte très conſidérable, par l'impoſſibilité de faire rapporter les deſſeins d'une pièce à l'autre.

Les Manufactures des Indes en ont fait naitre de ſemblables en Europe, qui ne ceſſent d'acquérir tous les jours de nouveaux degrès de perfection, & qui l'emporteront néceſſairement dans la concurrence par un plus bas prix. De ſi grands progrès de nôtre induſtrie, progrès qu'on n'auroit oſé ſe promettre il y a peu d'années, doivent faire eſpérer qu'on atteindra bientôt à l'ex-

(*a*) Cette dernière, égale aux autres par la forme, le Gout & les aſſortimens, a le ſecret d'une pate ſupérieure qui lui donne un mérite de plus.

l'extrême fineſſe de la Filature indienne, & à l'art de Fabriquer les Toiles de Coton ſuperfines ſur la ſurface de l'eau, pour donner au fil de Coton la force de ſoutenir les efforts de la navete. On imitera enfin ces Toiles dont on ne peut connoitre le degré de fineſſe qu'en comptant, comme font dans l'Inde les Marchands maures, le nombre des fils qui y ſont employés.

Il n'eſt pas douteux que ſi on ne faiſoit attention qu'au prix de la main d'œuvre, les Fabriques d'Europe ne pourroient ſoutenir la concurrence de celles des Indes. Mais la valeur nouvelle que les fraix de la traite & de la Navigation ajoutent à ces dernières, leur fait perdre leur ſupériorite à l'égard des Manufactures que l'induſtrie éleve & perfectionne dans les pays où la main d'œuvre eſt à bas prix, tel que la Suiſſe, & où l'on ſçait occuper au travail le plus fin & le plus délicat, les mains des Femmes & des Enfans.

Le Commerce de l'Inde ſeroit ruineux pour une Nation induſtrieuſe, qui ne fairoit pas rentrer chez elle tout au moins les ſommes qu'elle auroit envoyées dans l'Inde, par la vente d'une partie de ſes retours à l'Etranger; ou qui n'auroit pas une conſommation intérieure de Marchandiſes de l'Inde qui lui tiennent lieu d'autres Marchandiſes plus chéres, qu'elle ſeroit obligée d'acheter de l'Etranger. Mais il importe peu au bien Général de l'Europe, que ce Commerce augmente ou diminue la maſſe de ſon numéraire. L'excés du numéraire pourroit être à craindre pour une Nation en particulier, rélativement aux autres Nations, qui ſeroient pauvres: elle auroit à rédouter la perte de ſon Commerce & ſurtout de ſon induſtrie. Mais l'abondance de l'Or & de l'Argent repandus en Europe, ne ſçauroit avoir d'autre effet, que celui de diminuer leurs fonctions; comme ſignes ils repréſenteront moins, & la diſéte les rendant plus chers, ils ſignifieront d'avantage; ſans que dans l'un & l'autre cas il en réſulte aucun inconvénient pour l'intérêt général. Ainſi l'Europe eſt ſans intérêt dans le Commerce des Indes Orientales à l'égard du numéraire.

On reclame donc inutilement ſur le Commerce des Indes Orientales les intérêts de l'Europe en Général, & les maximes d'une République Univerſelle qui n'exiſte point. Aucune Nation ne dirige, ni ne peut diriger ſon Commerce ſur ces principes. Ce n'eſt que de l'induſtrie qui s'étend ſucceſſivement chez toutes les Nations, ce n'eſt que de la Concurrence des Vendeurs chez la Nation qui achete, & des Acheteurs chez celle qui vend, que peut naitre le bien Général de l'Europe, ſans qu'aucune Nation en particulier ait, ni puiſſe avoir ce bien général pour objet de ſon Commerce. Chaque Nation

tion n'eſt occupée que de ſon intérêt; & c'eſt de ſon induſtrie, & de celle des autres Nations, que réſulte le bien général par une combinaiſon indépendante de la volonté d'aucune Nation en particulier. Si l'on conſidére le Commerce des Indes Orientales dans ce point de vue, on conviendra qu'il eſt de l'intérêt de toute l'Europe en général, qu'il y ait dans ce Commerce parmi les Nations Commerçantes, la plus grande Concurrence poſſible. Cette Concurrence eſt à l'avantage des conſommateurs: on s'occupe en même tems avec ſuccés chez les Nations induſtrieuſes à détruire par l'imitation, la branche de ce Commerce qui leur eſt nuiſible, qui eſt celle de la Porcelaine, des Toiles & des étoffes de ſoye; ce qui étend encore heureuſement en Europe l'abondance & le bon marché.

On a ſouvent reclamé, ſurtout en France & en Angleterre, la liberté du Commerce contre les Compagnies des Indes. On n'a pas fait attention qu'on reclamoit une liberté inutile, & qu'aucun Négociant particulier ne ſeroit en état d'en faire uſage, ſi elle étoit accordée. Ce commerce exige un fonds immenſe, qui ne peut-être fourni que par une aſſociation ſolide & ſagement formée, & par un grand nombre d'actionnaires. La direction générale doit établir pluſieurs Comptoirs, & entretenir dans tous les Comptoirs, des Facteurs intelligens, bien inſtruits de toutes les branches de Commerce d'Inde en Inde; ſurtout ſi on veut embraſſer toutes les branches du Commerce des Indes. Car ne faire que le Commerce de la Chine, la ſeule branche du Commerce de l'Inde qui n'exige point l'établiſſement de Forts & de Comptoirs, c'eſt faire un Commerce fort borné. La néceſſité de préparer dans un Comptoir principal la Cargaiſon des Vaiſſeaux d'Europe, & de la préparer avec avantage, exige que la Direction embraſſe avec ſoin le Commerce d'Inde en Inde; & qu'elle ait pour faire ce Commerce, un Capital permanent diviſé dans ſes Comptoirs en proportion de l'étendue du Commerce qu'ils peuvent faire. Car cette branche du Commerce des Indes Orientales doit-être regardée, comme la ſource eſſentielle du bénéfice que ce Commerce donne en Europe.

C'est la néceſſité d'un entrepot général, & de faire le Commerce d'Inde en Inde, pour y former la Cargaiſon des Vaiſſeaux d'Europe, qu'on peut régarder comme une des raiſons des plus ſolides qui ont autoriſé l'inſtitution des Compagnies, pour faire excluſivement le Commerce des Indes Orientales. Dans l'état où eſt ce Commerce, des Négocians particuliers qui voudroient l'entreprendre, ne pouvant conſigner leurs navires à aucun Comptoir, à aucun Négociant dans l'Inde, ſeroient obligés de les confier à des ſubrécargues

ou

ou à des Capitaines Géreurs, peut-être peu inſtruits de ce Commerce, pour traiter dans les différens marchés de l'Inde où le Commerce eſt libre à toutes les Nations: cette Navigation & la traite ſe faiſoient avec de ſi grands risques & une telle incertitude de ſuccés, qu'on ne trouveroit pas à faire aſſurer à 50 p%. Il ne ſeroit pas cependant impoſſible à une ſociété de Négocians, de s'aſſurer l'heureux ſuccés d'un ou de deux Vaiſſeaux dans le Commerce des Indes, ſous le Pavillon d'une puiſſance reſpectable, ſi la conduite en étoit confiée à des Capitaines hommes de tête & pratiques. Ces Vaiſſeaux expediés pour Surate & Canton où le Commerce eſt libre, pourroient faire un retour en Europe en 18 mois ou deux ans, infiniment plus lucratif, que celui d'aucun Vaiſſeau des Compagnies des Indes, par la ſeule différence des frais énormes que ſont les Compagnies. La ſeule difficulté qu'il y auroit à former une pareille entrepriſe, ſeroit de trouver de tels Capitaines, qu'on peut regarder comme une choſe très difficile. De pareils Vaiſſeaux ſeroient d'ailleurs expoſés à être traités, comme Vaiſſeaux interloppes, ſurtout par les Anglois qui ſont aujourd'hui de grands efforts, pour ſe rendre la Nation dominante dans les Indes Orientales, & qui ſont à la veille de le devenir.

C'EST au Commerce d'Inde en Inde que les Compagnies donnent leur principale attention; & peut-être ne la portent-elles pas encore aſſés loin. Cette branche de Commerce a été fort ſouvent le Siége d'une infinité d'abus. Les Actionnaires ſe ſont plaints quelquefois des fortunes rapides que les Directeurs des Compagnies dans l'Inde font dans ce Commerce, que l'on ſoupçonne faites aux dépens des Compagnies, & par un abus de leur crédit. C'eſt peut-être un grand vice dans l'Adminiſtration de la Compagnie des Indes Orientales d'Angleterre, que la liberté qu'elle laiſſe également aux Négocians particuliers établis à Madras, à ſes Directeurs & à ſes principaux commis, de faire presque tout le Commerce d'Angleterre d'Inde en Inde; auſſi, peu d'années ſuffiſent pour les enrichir. C'eſt un avantage que les Agens de la Compagnie des Indes de Hollande, n'ont jamais obtenu. Les divers Etats qui ont des Compagnies des Indes, n'ont ſans doute pas fait attention à cet abus, parce qu'on à penſé qu'il eſt indifférent que les richeſſes du Commerce des Indes entrent dans l'Etat par le Canal des Directeurs & des Agens des Compagnies, ou par celui des Actionnaires; ce qui contredit la maxime d'Etat, qui veut que les richeſſes ſoient diviſées: celles que ce Commerce procure, le ſeroient infiniment davantage par les Actionnaires, que par les Directeurs & les Agens.

L'ESPAGNE eſt de toutes les Puiſſances de l'Europe, celle qui pourroit

faire le Commerce des Indes Orientales, avec le plus d'avantages: & cependant elle eſt jusqu'a préſent celle qui a reçu le plus de préjudice de ce Commerce, par la Navigation d'Accapulco aux Philipines & des Philipines à Accapulco, qui depuis un tems infini approviſionne tous les ans la nouvelle Eſpagne par le Mer du Sud, de Marchandiſes des Indes pour pluſieurs milions, qui devroient y être portées de Sévile ou de Cadix; ce qui eſt presque auſſi nuiſible à l'Eſpagne, qu'un Commerce clandeſtin.

L'Espagne a dans la Compagnie de Commerce établie à Sévile ſous le titre de St. Ferdinand, par un Octroy du 7 Août 1747, le moyen bien ſimple de rendre le Commerce d'Accapulco aux Philipines encore infiniment plus avantageux qu'il n'a été nuiſible jusqu'à ce jour, en réuniſſant en faveur de cette Compagnie par un nouvel Octroy, le Commerce des Philipines à celui des Indes Occidentales que porte ſon Octroy, & en mettant cette Compagnie ſous une nouvelle forme d'Adminiſtration rélative à un plus grand fonds, & à un Commerce plus étendu.

Il y a longtems que le Commerce d'Accapulco aux Philippines & des Philippines à Accapulco, a attiré l'attention du Gouvernement. Cette branche de Commerce eſt par elle même très riche, mais on convient que jusqu'à préſent elle n'a produit & ne ſçauroit produire qu'une richeſſe qui ſe concentre dans les deux Indes, qui eſt pareonſéquent étrangére à l'Eſpagne, & cependant le Commerce qui la produit, eſt pris ſur celui de Cadix. Il eſt évidament de l'intérêt de l'Eſpagne, de faire elle même directement le Commerce des Indes Orientales, au lieu de l'abandonner à ſes Colons de l'Amérique. On a ſouvent propoſé en Eſpagne, de faire faire le Commerce des Indes par une Compagnie, on en avoit même accordé autrefois un Octroy reſté ſans exécution. Il a paru trop difficile de remédier aux inconvéniens, que la ſituation même de l'Eſpagne ſembloit faire naitre. On a craint que les ſoies brutes & les étoffes de ſoie des Indes ne fiſſent également du tort aux ſoies du cru d'Eſpagne & à ſes Manufactures; & que les ventes ne puſſent ſe faire avec avantage en Eſpagne, parce qu'une partie des Retours des Indes Orientales eſt compoſée de Marchandiſes qui ſe conſomment dans le Nord de l'Europe. Enfin l'on n'a point penſé à réünir dans une même Compagnie, le Commerce des deux Indes, en ſuprimant le Commerce d'Accapulco aux Philippines.

Le Miniſtére d'Eſpagne eſt trop éclairé aujourd'hui pour négliger un fonds ſi riche. Il ſçaura pourvoir aux inconvéniens qu'on a rédoutés a l'égard du Commerce d'une Compagnie des Indes Orientales, en faiſant ceſſer en même

Digitized by Google

me tems l'abus du Commerce d'Accapulco; il ſçaura profiter de l'heureux avantage de l'Eſpagne, de pouvoir aiſément réunir le Commerce des Indes Orientales à celui des Indes Occidentales dans la direction d'une Compagnie à laquelle on a déja accordé le Commerce des Indes Occidentales, à l'exception ſeulement de celui de Caraque & de la Havane, ſans avoir beſoin de permiſſion pour expédier des Vaiſſeaux pour les autres ports du Mexique ou du Perou. L'Eſpagne peut par cette réunion, former très promptement la Compagnie des Indes Orientales ſans contredit la plus riche de l'Europe, ſans en excepter même celle de Hollande. Car d'un côté cette Compagnie n'auroit aucuns frais d'établiſſemens à faire, qui ſoient à comparer à ceux qu'ont fait les Compagnies des Indes d'Angleterre, de Hollande & de France. Un ſimple comptoir ſur les Côtes de la Mer du Sud, & un autre aux Philippines, dont les fraix n'excéderoient pas de beaucoup les fraix ordinaires de Commiſſion, lui ſuffiroient: de l'autre, le Commerce des Indes Occidentales donneroit à cette Compagnie, un avantage de 100 p% au moins dans le Commerce des Indes Orientales, ſur toutes les autres Compagnies des Indes d'Europe. Une legére attention ſuffira pour s'en convaincre. Les Vaiſſeaux expediés pour les Indes Orientales navigent à faux fret en allant, à peu de choſe près, puisque toute leur Cargaiſon eſt presque entièrement en Piaſtres: & cependant ils payent une prime d'aſſurance de 7 à 8 p%. Ceux d'Eſpagne ſeroient expediés avec une Cargaiſon aſſortie pour la Mer du Sud qui donneroit tout au moins un bénéfice de 100 p%, il faut le compter ſur ce pied là, puisque les primes des contracts à la groſſe pour la Mer du Sud rendent ordinairement en Monnoie courante, de 60 a 80 p%, deduction faite de la Commiſſion qui revient à 9 p%.

Il faut ajouter à ce bénéfice celui qui réſulteroit encore de l'Achat des Piaſtres. Les Piaſtres coûtent à toutes les Compagnies des Indes, de 6 à 8 p% au-delà de ce que les mêmes Piaſtres reviendroient à la Compagnie d'Eſpagne qui les prendroit à la Mer du Sud.

Cette Compagnie pourroit faire préparer ſes Cargaiſons par un Comptoir aux Philippines, qui les aſſortiroit par le Commerce d'Inde en Inde, & les Vaiſſeaux pourroient d'ailleurs rélacher, dans leur retour, à Canton pour s'y pourvoir des Marchandiſes de la Chine, & y completer leurs Charges. Ils pourroient enſuite rélacher aux iles de France ou de Bourbon. L'Eſpagne obtiendroit ſans doute facilement cette liberté de la Cour de France. Cette Compagnie augmenteroit encore heureuſement pour l'intérêt général de l'Eu-

rope la concurrence des importations des Marchandiſes des Indes Orientales, qui ne ſçauroit être trop grande.

Nous finirons ce Chapitre par l'extrait d'un *Pamphlet* publié à Londres en 1759. adreſſé *aux Seigneurs*, qui contient un détail aſſez inſtructif ſur l'intérêt général de l'Europe dans le Commerce des Indes Orientales, & en particulier ſur celui de l'Angleterre, dont les efforts pour ſe rendre la Nation dominante dans les Indes, doivent attirer l'attention de toutes les autres Nations.

Reflexions ſur l'Etat préſent de notre Commerce dans l'Inde, &c.

Il eſt déja arrivé, dit l'Auteur aux Seigneurs d'Angleterre, une fois dans ce ſiécle, qu'on s'eſt adreſſé publiquement à vous pour le bien général du Royaume, dans un tems où le ſujet à traiter étoit devenu l'intérêt le plus vif de tout citoyen zélé pour l'illuſtre Famille à préſent ſur le Throne, en oppoſition au pouvoir arbitraire d'un Prétendant Papiſte: & l'Habile Auteur de ce traité fut aſſez heureux pour voir ſes travaux récompenſés par la félicité dont nous avons longtems joui ſous ſa Majeſté regnante, & ſous ſon fameux prédeceſſeur. Dans le cours de l'Hiſtoire générale, vous pouvez remarquer que les différentes cauſes de la décadence des grands Empires ſont, ou la mauvaiſe Politique, ou l'excés du luxe, ou la perfidie des perſonnes chargées de l'Adminiſtration publique.

Mais comme il n'eſt pas néceſſaire de raconter ici l'élevation & la chute des empires Aſſyriens, Perſans, Macedoniens ou Romains, je me borne à faire quelques remarques ſur ce qui tend immédiatement à la perte de nos Domaines & de nos Colonies, & conſéquament à la ruine de nôtre Patrie. Chacun ſait que la Puiſſance de l'Angleterre dépend entiérement de ſon Commerce, dont chaque branche doit être adminiſtrée de maniére à faire tomber chez nous le poids de la Balance de l'Or & de l'Argent; à nous en procurer la propriété libre & dégagée de toute dette.

Cette politique a toujours été établie, non ſeulement dans ce pays ci, mais encore dans tous les autres Etats de l'Europe.

Réserver les avantages de cette balance, comme une reſſource nationale dans les tems de calamité, c'eſt un trait de prudence néceſſaire, dans tout Gouvernement ſage, & ſi eſſentiellement néceſſaire dans cet Etat, dont les

les finances ſont ſi fort ſurchargées de dettes, que tous les Actes du Parlement pour l'encouragement de nôtre Commerce, ont été fondés ſur cette maxime inébranlable. On ne doit jamais faire uſage du crédit public dans un Etat Commerçant, ſi ce n'eſt que lorsqu'il s'agit de ſe défendre, on ne ſoit forcé de fournir une ſomme conſidérable en moins de tems qu'il n'en faudroit pour lever des ſubſides; & cet Argent ne doit jamais excéder le revenu annuel de ce Royaume, ſoit en Guerre, ſoit en Paix. Mais comme les anciennes maximes ne réuſſiſſent guéres aujourd'hui, tout l'uſage que je me propoſe de faire de cette idée, ſera de montrer que les richeſſes chimériques produites chez nous par la circulation du Papier, nous empêchent de voir ou de ſentir la prodigieuſe perte Nationale que nous ſouffrons depuis vint ans, parce qu'on a transféré la balance de nôtre Commerce au centre des Indes Orientales, où elle demeure à la honte des Auteurs d'un pareil établiſſement. Pour donner une définition courte & ſimple de ce Monopole, je demande la permiſſion d'inſérer ici un discours qu'on dit avoir été fait par un Gentilhomme bon citoyen.

„ La Compagnie des Indes Orientales, dont le premier établiſſement étoit „ contraire aux loix, s'imaginant bientot avoir formé un établiſſement légiti- „ me, devint tirannique, & bientot après d'une dangereuſe conſéquence pour „ l'honneur du Parlement, & même, on peut dire, pour celui de la couronne.

„ Cette Compagnie fut d'abord établie par une Charte de la Reine Eli- „ ſabet, qui lui accorda le Privilége excluſif du Commerce aux Indes Orien- „ tales, ce qui eſt illégal. La Compagnie obtint une nouvelle Charte de Ja- „ ques I. avec le Privilége excluſif, conſéquament un Privilége auſſi illégal „ que le premier. Elle obtint encore une autre Charte de Charles II. tou- „ jours avec le même Privilége excluſif, & toujours un Privilége illégitime. „ Toutefois elle continua de jouir de ce Privilége excluſif, mais avec beau- „ coup de ménagement, parce qu'elle doutoit elle-même de la légitimité „ de ce Privilége.

„ Comme il eſt ſouvent arrivé que le Parlement a fait de grandes plain- „ tes ſur toutes ces lettres Patentes ou Chartes ſervant à autoriſer le Mono- „ pole, les Membres de la Compagnie des Indes ſaiſirent le tems où le fa- „ meux, ou plûtôt l'infame *Jaffreis* fut à la tête de la juſtice, pour faire „ légitimer leur Privilége excluſif: car ils étoient ſurs d'avoir en lui un juge „ prêt à décider en faveur de tout ce qui pouvoit ſervir à augmenter le pou- „ voir de la Couronne. Quelle en fut la conſéquence? Ils commencérent

„ auſſitôt à agir d'une manière ſi tirannique dans nos Colonies, qu'il y eut „ de grandes plaintes faites ici contre eux à la Nation. Ils eurent le crédit „ de les étouffer, probablement par la même Méthode qu'ils pratiquoient „ pour obtenir une nouvelle Patente, & un Acte du Parlement auſſitot après „ la Reſtauration; car, lorsque les affaires furent miſes en conſidération en „ 1695, il parut qu'ils avoient gagné par Argent pluſieurs Membres du Par- „ lement; ils avoient même eſſayé de gagner la Cour par un offre de 50000 „ Liv. Sterl. & que pour ces mauvais deſſeins ils avoient fourni une fort „ grande ſomme d'Argent, & devoient en fournir une beaucoup plus gran- „ de, en cas que l'Acte qu'ils demandoient, eut paſſé, montant en tout en- „ tre 3 & 400000 Liv. Sterl c'eſt à quoi ſe réduit la découverte qu'on fit „ alors; & il eſt probable qu'ils promirent, ou débourſérent encore pluſieurs „ autres ſommes que l'on n'aura pas découvert. Nous ne prétendons point de- „ viner ce que leur auront coûté beaucoup d'autres graces qu'ils ont reçu de- „ puis; mais la découverte faite dans ce tems doit nous rendre prudens, & „ nous donner lieu de craindre, que ſous le prétexte d'aſſurer & d'étendre „ le Commerce de cette Compagnie, on ne nous faſſe ſervir à remplir les „ vues de juges corrompus".

Quelles branches pouvoit produire une pareille tige? Tel arbre, tel fruit: ceux dont nous allons parler, peuvent en quelque façon faire connoitre leurs Actions depuis ce tems, & ſans pénétrer dans le caractére d'un grand nombre de leurs Directeurs, quelques uns desquels ont été convaincus des plus grandes fourberies, & pour cela chaſſés par les Actionaires: ſans, dis-je, éplucher la conduite de pareilles gens, ou examiner ſi le dévidende Actuel de 8 p? ſur le fonds, peut-être ſupporté par les profits de leur Commerce; j'obſerverai ſeulement que quel que ſoit le gain qu'ils font ou diviſent entre les Actionaires, le gain eſt entièrement levé ſur le Peuple d'Angleterre.

Or il eſt très poſſible que la Compagnie puiſſe ſupporter ce dévidende, tant qu'il lui ſera permis de nous nuire par le droit excluſif de vendre & d'augmenter ſon gain par la meſure la plus pernicieuſe qu'on ait jamais priſe, celle de dépenſer le Tréſor d'une Nation entière, afin de ſe pourvoir eux mêmes à meilleur marché, qu'ils ne feroient par le débit de nos Manufactures, quoique ce dernier parti eu égard à l'intérêt général de la Nation, mérite la préférence.

Ce n'eſt pas une ſeule partie de ce Commerce, c'en eſt le Syſtême tout entier

entier qui eſt horriblement deſtructif pour nous. Il eſt facile de voir par les livres de la Douane, que depuis bien des années ils ont exporté des milions en Argent, qui auroient du être employés à tenir bas le change avec les Nations à qui nous payons une balance, telles que la Ruſſie, la Suede & le Dannemarck; ou avec d'autres à qui nous payons actuellement des intérêts pour la part qu'elles ont dans nos fonds publics. Donnons en un exemple.

Nous pouvons remarquer que dans les années 1753 & 1754, le change entre nous & la Ruſſie monta de 46 à 53 ſols par Rouble, ce qui faiſoit 14 p^{c} de déſavantage pour l'Angleterre, dans tous les Achats que nous fimes de chanvre, de fer, &c.

Pour diminuer cette perte, puiſqu'il falloit avoir les Marchandiſes à quelque prix que ce fut, nous envoyames de l'Argent pris à cinq p^{c} au-deſſus du prix ordinaire: une grande partie de cet Argent nous vint des Etrangers, qui pour cette valeur factice nous en envoiront volontiers, tant que nous aurons quelque crédit, ou des effets à engager. Toutefois encore que l'Argent nous coûta plus de cinq ou ſix pour cent au-dela du taux preſcrit par les Loix; cependant la Nation en envoyant des Eſpéces pour payer les Ruſſes, ſauvoit toujours près de ſix pour cent ſur le change de tout le capital, quoique l'Argent payé ne fut pas un quart de la valeur des dettes contractées avec eux, pour l'Achat des différentes Marchandiſes ci-deſſus mentionnées.

Ce haut prix de l'Argent eſt occaſionné par notre Compagnie des Indes, qui de notre exportation apparente d'Argent dans les circonſtances qu'on vient de marquer, infére très ſagement qu'elle a droit d'en envoyer aux Indes une quantité ſi immenſe, que ſi nôtre Gouvernement ne s'y oppoſe, ce ſera bientôt l'affaire de toutes les cours de l'Europe de l'empêcher; mais nous en ſerons les premiéres Victimes.

Quels retours nous fait-elle? Du Thé, que ſans doute notre luxe demande; & nos Raiſonneurs nous diſent que nous devons en acheter à quelque prix que ce ſoit: mais à quoi nous ſervent tant d'étoffes de coton & de ſoie achetées avec de l'Argent comptant, & apportées ici pour détruire & pour ruiner nos Manufactures les plus ingénieuſes? Car les étoffes des Indes envoyées dans les Colonies & ailleurs, ſans compter ce qui s'en conſomme parmi nous, n'empêchent-elles pas la vente d'autant d'étoffes Angloiſes? Un milion d'Argent perdu tous les ans pour acheter des Marchandiſes inutiles, qui empêchent la vente des nôtres pour pareille ſomme, eſt une démarche

ſi

ſi peu politique, qu'aucun Peuple ne ſe l'eſt jamais permiſe; & il n'y a que la Méthode facile de créer des richeſſes, en fabriquant du papier & des milions de dettes, qui ait pu ſauver le Gouvernement & l'empêcher d'en reſſentir les plus triſtes effets. Peut-être cette matière exige la plus ſérieuſe attention de tout citoyen poſſeſſeur de Terres dans le Royaume; ſpécialement dans un tems où nous ſommes ménacés par une Puiſſance qui depuis pluſieurs Années ſe ſoutient contre les forces unies de trois grandes Nations, & contre laquelle nous devons employer toutes nos reſſources pour la mettre à la raiſon.

Mais comme tout Raiſonneur, quelque bien intentionné qu'il ſoit, doit ſe ſoumettre à la déciſion du Public; n'ayant auſſi en vue que le bien public, je ſoumets conſéquament mes obſervations à la juſtice & à l'impartialité, auſſi bien qu'au Zéle patriotique du corps le plus reſpectable de l'Univers, les poſſeſſeurs des Terres de la Grande Bretagne.

Pour faire voir la néceſſité où ils ſont d'employer leur pouvoir à la recherche & à la correction des abus qu'on reproche à ce genre de Commerce deſtructif; je vais mettre ſous leurs yeux le tableau racourci de la conduite de la Compagnie des Indes Orientales, & tout Négociant, tout bon citoyen de la Grande Bretagne, eſt appellé en témoignage de la vérité de ce que j'avancerai. J'Ajoute qu'aucun membre de la Compagnie qui leur en impoſeroit dans des Matières de cette importance, ne doit pas être à l'abri de la rigueur de leur reſſentiment. Or dans le fait il paroit que la Compagnie pendant bien des années, s'eſt ſoutenue par un Privilége excluſif, & n'a pas augmenté nôtre Marine d'un ſeul Vaiſſeau. Si la Compagnie au lieu d'employer l'induſtrie dont elle étoit chargée par tant de graces reçues, à augmenter la vente & le débit du produit des Manufactures Angloiſes, s'eſt conſtament oppoſée aux meſures ſalutaires qu'avoit pris le Parlement en ordonnant d'exporter la valeur de dix pour cent au moins des Productions ou Manufactures, à la vente desquelles la conſervation de ces Royaumes eſt ſi fort attachée; s'il peut-être prouvé que dans ces tems là elle a exporté plus de dix milions de Liv. Sterl. pour acheter des étoffes des Manufactures des Indes, & que chaque piéce des dites étoffes de ſoie & de coton ainſi achetées avec le tréſor de la Nation, a été ſi loin d'être rachetée par les Etrangers, qu'ils ne prennent rien de nous, qu'avec le rabat de 30 pour cent & plus; ce qui fait grand tort à nos Manufactures tant au dehors qu'au dedans du Royaume; & que les Marchandiſes des Indes vendues ici à l'Etranger, rentrent en fraude en Angleterre & Irlande, au grand préjudice des revenus

de

de la Douane, ſi vous en exceptés le Thé devenu ſi néceſſaire à préſent, avec quelques autres Articles de peu de valeur; toute l'importation des Indes en Europe eſt inutile, & s'oppoſe évidament au débit de nos Manufactures, dans chaque partie de l'Europe & des Indes Occidentales (*a*).

En ſuppoſant que le Gouvernement peut être fourni de Salpêtre, à la moitié du prix que le vend la Compagnie, ſi l'on en permettoit le Commerce à des Marchands particuliers, & qu'on puiſſe prouver la vérité des faits qu'on vient d'avancer, par les Regîtres les plus authentiques, & par l'état actuel de l'Argent monnoyé exiſtant dans le Royaume: ne pouvons nous pas conclure que par cette perte annuelle & prodigieuſe d'Argent pour le Royaume, tous les Negocians doivent ſe contenter de faire circuler du Papier, ſur lequel on ne peut fixer aucune valeur. Nos rentes tomberont. Nos terres ne pouvant être affermées, ni vendues qu'à des Marchands de Papier, le revenu peut-être arrêté au prémier choc que ſouffrira le crédit public, à moins qu'on ne penſe à y apporter un prompt reméde.

L'Augmentation des dettes de la Marine qui monte à 1400000 Liv. Steri. eſt due à cette Compagnie dans les ſix dernieres Années. Pour en payer ſeulement la moitié, toutes les épargnes qu'on avoit tant ventées, ſe ſont évanouies en un moment, & nos anciennes dettes demeurent auſſi peſantes qu'auparavant, n'étant en aucune façon diminuées, mais augmentées par cette Compagnie. On ne peut la regarder comme une ſociété de Marchands ou de Négocians, ſur ce que leur occupation a été & eſt toujours d'envoyer au loin nos richeſſes, pour acheter des Marchandiſes que nôtre Nation par un luxe ruineux conſomme, aulieu de nos propres Manufactures, & par une taxe double impoſée ſur nous mêmes ſeulement, elle fournit à leurs Actionnaires Hollandois & autres, l'intérêt exhorbitant de huit pour cent par an.

On

(*a*) L'Angleterre eſt un malade qui ſe diſſimulant la vraie cauſe de ſon mal, au lieu de la voir dans ſon intempérance, s'en prend au climat, ou aux Intempéries de l'air. Les excés de la dette publique ont rendu néceſſaire l'excés des impôts, & l'excés des impôts joints à l'excés des ſignes fictifs, a fait renchérir infiniment la main d'œuvre & les Manufactures. Ainſi ce n'eſt point parce qu'on en débite moins dans les Indes Orientales, qui n'en ont jamais été un débouché, & qu'on en débite aux Colonies du Nord de l'Amérique pour 600000 Liv Steri. de moins, que l'Angleterre s'en trouve ſurchargée; mais parce qu'elles ſont trop chéres; & que cette cherté empêche les Nations d'Europe, d'en tirer comme auparavant, & engage les Colonies Angloiſes à profiter de la liberté de leur Navigation pour en tirer d'ailleurs, & peut-être à augmenter leurs Manufactures.

On peut comparer les affaires publiques à celles des particuliers. Lorsqu'une mauvaiſe Politique, du moins en fait de Commerce, a troublé l'Etat, il eſt permis à chacun de ſes membres d'offrir humblement ſes idées au public, & de s'efforcer autant qu'il le peut, de délivrer ſa patrie des calamités qui ſont les ſuites inévitables de la Guerre, principalement quand elle eſt ſoutenue à une auſſi grande diſtance, que celle des Indes Orientales.

Il eſt généralement reçu que cette Guerre fut d'abord occaſionnée par le refus que fit nôtre Compagnie des Indes, de la Neutralité offerte par les François dans cette partie du Monde. Quoiqu'une démarche auſſi imprudente puiſſe mériter quelque reproche, mon deſſein n'eſt pas cependant d'aggraver le mal en l'attribuant à la mauvaiſe conduite des Commiſſaires, mais d'éviter en quelque façon ce mal, & de la changer en bien s'il eſt poſſible, par des plaintes faites à tems. Cette Compagnie ne ſe ſoutient que ſur l'opinion erronnée que le Commerce qu'elle conduit ſous un Privilége excluſif, eſt utile aux particuliers, & très profitable au public: & le Gouvernement ayant ſoutenu ſa querelle depuis quatre ans, la Nation s'eſt jettée dans la dépenſe de plus d'un milion, a ſouffert la perte de ſix ou huit de nos plus gros Vaiſſeaux de guerre, ſans compter la perte irréparable de la vie d'un nombre infini de braves gens ſacrifiés au ſoutien d'un Monopole, qui eſt tel qu'à moins qu'on ne puiſſe refuter ſolidement ce que je vais avancer, tout le Monde ſera convaincu que depuis vint ans au moins, nous avons rechauffé un ſerpent dans notre ſein.

Ce Privilége obtenu par des préſens faits au Miniſtre, continué & ſoutenu toujours probablement par de ſemblables moyens, a ſurmonté & renverſé toutes les oppoſitions qu'on a ſouvent élevées; & cette erreur énorme dans la Politique du Commerce, n'a jamais été examinée, ni diſcutée une ſeule fois publiquement dans cette auguſte aſſemblée, dont cette Nation lézée & presque épuiſée de ſa richeſſe reélle, peut ſeulement attendre du ſecours.

Déclamer ſur un ſujet auſſi important, & ſe permettre de telles réflexions ſans produire des faits pour les appuyer, ce ſeroit trop préſumer de l'indulgence des lecteurs.

La preuve des vérités qu'on avance ici, s'établit par un compte clair conformément aux régles du Commerce. Voici d'ailleurs ce qui peut-être aperçu de tout le monde. Un certain nombre de Directeurs achetent quelques parties de nos étoffes de laine & autres; ils louent enſuite dix-ſept ou

ou dix-huit beaux Vaiſſeaux de ligne de cinq cent tonneaux, de 30 Canons & de cent Hommes d'équipage, employent beaucoup d'Ouvriers à préparer l'expédition de ces Vaiſſeaux pour les Indes, & rendent ſans doute un compte fidele au Committé. Ces Directeurs achetent enſuite de l'Argent ſur la Place pour la valeur de plus du triple de leur exportation en étoffes de nos Manufactures, & compoſent ainſi les Cargaiſons de tous les Vaiſſeaux qu'ils envoient dans l'Inde.

Qu'on ſuppoſe tous les Vaiſſeaux de retour des Indes, quels en ſont les avantages pour la Nation? On ſait que les Marchandiſes & Productions utiles qu'on nous rapporte pour cette exportation deſtructive, & qui doivent tenir lieu à la Nation de ſa richeſſe réelle, de ſon Argent, conſiſte dans ce qui ſuit: des Etoffes de coton Manufacturées dans l'Inde, des étoffes de la Chine, du Thé, de la Porcelaine & quelques Drogues. Tout ce que les Etrangers prennent de nous dans ces Articles, peut-être compté comme un avantage, par ce que nos Vaiſſeaux & nos Matelots ont été employés à l'importation de ces Marchandiſes: d'un autre côté, tout ce qui dans les retours ne peut-être eſtimé matière utile à nos Manufactures, ou tout ce qui ſe conſomme par nous mêmes ou par nos Colonies, doit-être néceſſairement régardé comme très désavantageux, ſi l'on fait attention ſurtout que c'eſt avec le nerf de la guerre & de la puiſſance de la patrie, qu'on en fait l'acquiſition.

Il n'eſt pas impoſſible de former ſur cette branche de Commerce un compte National de profits & pertes. Les extraits des Livres de la Compagnie, ou ce qui eſt égal, les liſtes de ſortie, d'entrée & des Cargaiſons de retour, ſont imprimées & publiées.

Le réſultat du compte de l'exportation & de l'importation, ou retours d'un voyage, formé ſur les Manifeſtes publics des Cargaiſons, & ſur les liſtes des Ventes, eſt que l'exportation en fer, poudre, Artillerie, Acier, Cloux, Plomb, Cuivre, Vif-argent, Cordages, étoffes de Laine, Bas, & Munitions de Bouche, Montant à 257445 Liv. Sterl. & en Or & en Argent à 878399 Liv. Sterl. donne au retour ſur l'importation en Thé, Porcelaine, Salpêtre, Toiles, étoffes de Chine, Drogues, &c. 65655 Liv. 4 ſ. 3 d. ſt. Tel eſt le réſultat de la balance d'un Voyage, deduction faite de l'intérêt de l'Argent emprunté ſur billets.

Les Hollandois appellent le Commerce une Epouſe Malade, qui eſt ſouvent en mauvais état, mais qui ne meurt jamais, & même peut donner de la

ſatisfaction, quand elle eſt traitée & encouragée avec ménagement & prudence. Nous ſommes bien éloignés de donner à cette Epouſe les ſoins & les ménagemens qu'elle exige. Nos dépenſes exceſſives, faites ſoit par néceſſité, ſoit par vanité, ne contribuent pas à l'augmentation du Commerce. Ici nos dépenſes ſont de huit pour cent par an à payer aux Actionnaires. Donc ſur 3200000 Liv. Sterl. du capital des Actions a huit pour cent, la ſomme à payer en deux ans aux Actionnaires, eſt de 512000 Liv. ci. 512000.

Les profits du Voyage montant
à la ſomme de . . . 65655 Liv. 4 ſ. 3 d.
trois pour cent dus par
le Gouvernement . . 192000
Montant les deux ſommes
à celle de . . . . . 257655 4 ſ. 3 d. ci. 257655. 4. 3:

Donc il y a un déficit de la ſomme de 254344. 15. 9:

Ce déficit doit-être pris ou ſur d'anciens profits, ou ſur des profits avenir. L'on ne peut juſtifier la conduite de la Compagnie ou ſon Commerce, par la ſuppoſition de quelque Commerce ſecret, ou miſterieux, par l'importation d'Or ou de Diamans. On ſait qu'elle n'apporte point d'Or des Indes Orientales, & qu'elle en apporte fort peu de Diamans; mais qu'elle doit beaucoup dans l'Inde, & qu'elle y paye de gros intérêts (*a*). Il réſulte toujours du Commerce de la Compagnie une perte de plus de 620000 Liv. Sterl. en Argent, dont la Nation eſt ſans ceſſe appauvrie, qui attaque la baſe de ſon crédit, & dont elle ne ſauroit être dédommagée par les Retours des Marchandiſes des Indes qui ſe conſomment pour la majeure partie en Angleterre. Le Thé qui eſt l'Article qui devroit donner les plus grands bénéfices, ne donne par l'entière conſommation que nous en faiſons, que de la perte à la Nation, car le Thé eſt vendu a Gottenburg, cent pour cent à meilleur marché qu'en Angleterre, enſorte qu'il y a un grand bénéfice à l'introduire en Angleterre en fraude, & on prétend que ſur cet article ſeul, la Douane perd tous les ans 100000 Liv. Sterl.

L'Anglois de qui nous avons emprunté ces Obſervations, n'a pas des idées bien claires & des connoiſſances bien exactes du Commerce des Indes Orientales.

L'On a reclamé en Angleterre plus qu'ailleurs, la liberté du Commerce contre le Privilége de la Compagnie des Indes; on y a ſouvent propoſé de rendre ce Commerce univerſellement libre, à l'exception de la traite du Thé, dans

(*a*) L'Argent eſt aſſés généralement dans l'Inde a 10 p° d'intérêt.

dans l'idée qu'on pouvoit défendre l'exportation d'Argent, & que ce Commerce livré au public, les Négocians exporteroient une plus grande quantité des productions des Manufactures Nationales. On allegue l'Acte du Parlement d'encouragement du nouveau Commerce en Perſe par la Ruſſie, ſuivant lequel aucuns retours ne peuvent être importés en Angleterre, pas même de la ſoie crue, que ſous ſerment que le tout a été acquis avec le produit des Manufactures de l'Angleterre, & non avec de l'Or, ou de l'Argent, ſoit Monnoyé, ſoit en Barres ou Lingots.

Le Commerce des Indes ne ſauroit être ſoumis à une ſemblable loi, & ne peut-être converti en un débouché des Marchandiſes d'Europe. Ou il faut faire ce Commerce avec de l'Argent, ou y renoncer. Les Négocians Anglois qui auroient ſuivi le Commerce de Perſe par la Ruſſie, ſi l'entrepriſe de ce Commerce n'avoit pas été éteinte dans ſon Berceau, auroient facilement éludé cette loi. Ils auroient employé l'Argent provenant de la Vente des Manufactures Angloiſes en Ruſſie, au Commerce de Perſe; & au-lieu de payer les Marchandiſes qu'ils tiroient de Ruſſie, partie avec les Manufactures Angloiſes, ils les auroient payées en entier Argent comptant. La Majeure partie du Commerce des Indes Orientales, de celui du Levant, de la Perſe & du Nord, ne peut ſe faire par les Nations d'Europe, qu'avec de l'Argent comptant. Les Légiſlateurs n'ont ſur cela aucun empire, & ces branches de Commerce ne connoiſſent & ne peuvent connoitre d'autre loi, que la nature des beſoins reſpectifs des Nations.

C'est dans l'Adminiſtration des différens Comptoirs d'une Compagnie de Commerce, qu'on doit chercher les moyens de la rendre plus utile à une Nation. C'eſt à faciliter, à accroitre les reéxportations des Retours des Indes, & à en reſtraindre la conſommation intérieure, que les Légiſlateurs doivent donne tous leurs ſoins.

C'est un des plus grands défauts qu'on puiſſe reprocher aux Légiſlateurs, dans la forme qu'ils ont donnée généralement à l'inſtitution des Compagnies des Indes, que la diviſion de leurs fonds par Actions aux porteurs. Cette diviſion qui a appellé les Etrangers au partage du bénéfice National qu'on a voulu ſe procurer par l'établiſſement de ces Compagnies, contredit viſiblement l'objet principal de leur inſtitution. Aucune Compagnie de Commerce en général, quel que ſoit ſon objet, ne devroit admettre & reconnoitre d'autres intéreſſés, que des Nationnaux, excepté le cas unique d'une Compagnie diviſée entre deux Nations par des avantages reſpectifs, dont l'Europe ne nous a point encore donné l'exemple.

Toutes

Toutes les Nations, dit l'Auteur des *progrès du Commerce*, ne recherchent aujourd'hui avec empreſſement à acquérir des Manufactures, & des Manufactures de Luxe, que parceque l'expérience leur en a montré les avantages. Elles ont appris qu'indépendament des richeſſes réelles ou fictives qu'elles procurent à un Etat, elles augmentent ſa Population & ſa force, en donnant les moyens de ſubſiſter à un plus grand nombre d'Hommes. Cependant à voir cette quantité prodigieuſe d'Or & d'Argent, que nous faiſons paſſer chez les Indiens, pour acheter leurs étoffes de Soie, leurs Toiles peintes, leurs Toiles de Coton, leurs Papiers peints, leurs Porcelaines, il ſemble que l'Europe ſoit tributaire de l'Aſie, ou que nos Fabriques ſoient encore dans leur enfance.

Cet Auteur voit le motif de ce Commerce ruineux pour l'Europe, dans ce principe, que les productions de l'induſtrie enrichiſſent l'Etat qui les fournit; & il croit que les Peuples Commerçans qui n'ont pas aſſés de Manufactures chez eux pour fournir à leur Commerce, préféreront toujours de porter leurs richeſſes chez des Nations éloignées dont ils ne peuvent craindre la ſupériorité de forces, plûtôt que de contribuer à la conſommation, à l'agrandiſſement de leurs voiſins; & que c'eſt la plus forte raiſon qui empêchera les Manufactures Françoiſes, ſi ſupérieures à toutes les autres pour les ouvrages de goût, d'avoir le débit qu'elles méritent. Telle eſt, dit-il, la Porcelaine de Saive, dont les Etrangers achetent peu, quoiqu'ils l'eſtiment bien au-deſſus de celles de la Chine & du Japon.

L'Auteur prête aux Négocians des motifs de Politique, auxquels ils n'ont jamais penſé. Le Commerce ne dirige point ſa marche ſur ce principe. La néceſſité & les beſoins reſpectifs l'ont fait naître, & l'eſpoir du bénéfice lui a donné toute ſon étendue, & l'entretient. Les intérêts d'un Etat qui ſouvent contrediſent ceux des Négocians, peuvent exiger qu'il favoriſe le Commerce d'une Nation, plûtôt que celui d'une autre. La France peut être engagée par ſes intérêts politiques, à préférer les ſalaiſons du Holſtein à celles de l'Irlande, les Harangs de la pêche Hollandoiſe, à ceux de Yarmouth, & les Tabacs de Lukraine, à ceux de la Virginie & de Mariland; comme l'Angleterre préfére autant qu'il lui eſt poſſible, les Vins & les Eaux-de-vie de Portugal, aux Vins & aux Eaux-de-vie de France. Mais les intérêts politiques n'ont eu aucune part à l'inſtitution des Compagnies des Indes. Aucune Nation de l'Europe ne s'eſt livrée au Commerce des Indes Orientales, dans la vue d'empêcher la Nation voiſine ſa rivale, de s'enrichir, ou pour ne pas rendre ſes Manufactures floriſſantes; mais toutes celles qui ont pu ſe donner ce Commerce

merce direct, s'y ſont ſucceſſivement portées, dans la vue de s'enrichir elles mêmes en allant chercher à l'extrêmité de l'Aſie, des étoffes & des Toiles, dont la beauté & les prix leur aſſurent un bénéfice ſupérieur à celui qu'elles auroient pu faire ſur les Manufactures d'Europe. Aucune Nation n'a penſé qu'après coup, au préjudice que le Commerce des Indes peut porter à l'induſtrie Nationale; & il eſt vraiſemblable, que cette conſidération même, ſi on y avoit penſé, n'eut pas empêché l'établiſſement des Compagnies des Indes. Si les Manufactures de Porcelaine répandues depuis peu d'années en différens Etats de l'Europe, s'établiſſent à bon marché, & ce ſera ſans doute inceſſament l'effet d'une grande concurrence, on aura bientot abandonné le Commerce des Porcelaines de la Chine & du Japon. Si la France & la Suiſſe parviennent à établir les Toiles de Coton, les Pekins, les Damas, les Sirſakas, & autres étoffes à l'imitation de celles des Indes, à un prix inférieur qualité pour qualité, aux prix des mêmes Marchandiſes des Indes, que ces deux Nations imitent déjà ſi bien, & l'on doit attendre ce ſuccés de leur induſtrie, cette branche du Commerce des Indes ſera bientot anéantie en Europe. Nous devons eſpérer de voir un jour ce Commerce, presque entiérement réduit à l'Importation des matières dont l'induſtrie Européenne a beſoin, & nôtre induſtrie payer enfin par nos exportations en Aſie, preſque toute l'induſtrie indienne, que l'Europe a toujours payée entiérement avec ſon Argent depuis que le Commerce eſt connu.

REFLEXIONS

Sur les Avantages du Commerce en général.

QUOIQUE les progrés du Commerce attirent aujourd'hui l'attention de toutes les Nations policées, le Commerce a cependant des ennemis parmi les écrivains Politiques Anglois & François. On lui attribue une partie des maux qui affligent l'humanité. Sans le Commerce, dit-on, contens du néceſſaire que la Nature a ſagement répandu dans chaque pays, nous ſerions plus heureux.

NOUS ſerions ſans doute, ſans le Commerce, dans l'état où nous voyons des Nations innombrables d'Aſiatiques, d'Africains & d'Américains, qui ne font point ou fort peu de Commerce; nous ſerions des Peuples féroces, errans, ſans loix & ſans Religion. Eſt-ce dans cet Etat que nous devons nous former l'idée du bonheur des hommes, ou dans les douceurs d'une ſociété qu'une communication perpetuelle entre des Nations commerçantes, perfectionne

tionne tous les jours par des actes de juſtice & d'humanité, que le Commerce exige, par l'induſtrie qu'il excite, & par la Population qu'il accroit & qu'il entretient ſans ceſſe?

AUTANT, dit-on encore, le Commerce étranger eſt funeſte aux hommes, autant le Commerce intérieur leur eſt avantageux. Si le Commerce étranger n'influe pas directement ſur le bonheur d'une Nation; s'il n'eſt recommandable que pour les beſoins dont il nous a donné la connoiſſance, & aux quels nous ne pouvons ſatisfaire que par lui; il n'en eſt pas de même du Commerce intérieur. Plus celui-ci s'agrandit, plus il y a d'union parmi les Citoyens. Dans l'établiſſement des Manufactures, & dans la multiplicité des Arts méchaniques, il ouvre aux Etats deux ſources fécondes de Population. Il a cela d'avantageux, qu'il vivifie & enrichit une Nation entiére; au-lieu qu'un petit nombre de Négocians participe aux faveurs du Commerce étranger. C'eſt un vice inhérant au Commerce étranger, de diminuer dans une Nation le nombre de ſes Artiſtes, par l'importation qu'il fait d'étoffes que la mode a accréditées, & qui ſouvent recoivent d'elle tout leur prix.

LES raiſons qu'on employe pour montrer les déſavantages du Commerce étranger, ſont d'autant moins ſolides, qu'elles portent également contre le Commerce intérieur. s'il eſt avantageux à une Nation d'être bien unie dans les individus qui la compoſent, & d'entretenir entre eux une parfaite harmonie; qui ne voit qu'elle a le même intérêt à conſerver la paix & l'amitié avec les autres Nations? Or ce que le Commerce intérieur produit de bien, de particulier à particulier, le Commerce étranger le produit également de Nation à Nation. Le Commerce Etranger n'entre pas moins dans l'ordre & le bien de toutes les ſociétés en général & de toutes les Nations, qui ne ſauroient être trop unies entr'elles pour leur intérêt particulier, & le Commerce étranger eſt le fondateur & le conſervateur de leur union.

LA Nourriture & le Vétement ſont nos ſeuls beſoins réels: l'idée de la commodité n'eſt dans les hommes qu'une ſuite de ce premier ſentiment, comme le luxe à ſon tour, eſt une ſuite de la comparaiſon des commodités ſuperflues, dont jouiſſent quelques particuliers. On ne veut pas ſans doute que le Commerce intérieur n'embraſſe pas ces trois ſortes de beſoins ou de néceſſités que les hommes ſe ſont impoſées. Si les beſoins rélatifs au luxe trouvent grace aux yeux mêmes des cenſeurs du Commerce étranger, en quoi peut-il donc leur paroitre plus nuiſible, que le Commerce intérieur?

LE

Le Commerce étranger nous fait connoitre, il eſt vrai, de nouveaux beſoins; mais ces nouveaux beſoins ſuppoſent de nouveaux plaiſirs ou de nouvelles commodités. Or augmenter nos plaiſirs ou nos commodités, n'eſt ce pas nous rendre plus heureux? Quoiqu'en diſent les Cenſeurs, le Sucre, le Caffé, le Chocolat, les Epiceries, &c. ne ſont pas à mépriſer; & nous nous en trouvons mieux depuis que nous les poſſedons. Parceque l'Habitant de l'Orenoque n'a pas les mêmes beſoins que nous, le croirons nous pour cela jouiſſant d'un auſſi grand bonheur que l'Européen? l'Homme eſt fait pour mettre à contribution toutes les parties de nôtre Globe: & il ne faut pas douter qu'en faiſant naitre dans des contrées différentes les matières qui ſervent à nôtre bonheur, la providence infinie dont la Nature eſt l'Ouvrage, n'ait voulu mettre tous les hommes dans la dépendence les uns des autres, & les unir d'une extremité de la Terre à l'autre, par des beſoins reciproques.

Mais le Commerce étranger n'eſt-il pas ſuivi de pluſieurs inconvéniens. Eh quel eſt le bien qui n'en traine pas à ſa ſuite? Ceux qu'on lui reproche, ne dérivent point de ſa Nature, & une ſage politique ſaura toujours y remédier. Le Commerce des Indes Orientales doit ſans doute porter un grand préjudice aux Manufacture d'Europe, par l'importation des Toiles & des étoffes indiennes. Mais ce préjudice n'a-t-il pas été réparé avec un avantage infini par la découverte du nouveau Monde? Les Colonies qui s'y ſont établies, auxquelles on a impoſé la loi de conſommer les productions du pays de la domination, non ſeulement ont conſervé à nos Manufactures toute l'activité que les importations des Indes Orientales auroient pu leur faire perdre; mais d'un côte les Colonies conſomment elles mêmes une grande partie de ces importations, & de l'autre elles ont donné une étendue infinie à nôtre induſtrie par une grande augmentation de matières premières, & accru nôtre Population en multipliant infiniment en Europe les occupations & les moyens de ſubſiſtance. Ce ſera toujours la faute de la politique dans tout Etat Européen, où le Commerce intérieur recevra du préjudice du Commerce extérieur.

Toutes les richeſſes du Commerce conſiſtent dans les productions naturelles, dans celles de l'Agriculture & de l'induſtrie, conſidérées enſemble ou ſeparément; & ces richeſſes n'ont d'étendue dans l'Etat qu'en proportion de l'activité de la circulation intérieure, que le Commerce leur donne, & de l'exportation qu'il en fait au-dehors, ſans le ſecours de la quelle la circulation intérieure ſeroit elle même néceſſairement languiſſante. Le Commerce intérieur, ab-

ſtraction faite de tout Commerce étranger, n'eſt point un Commerce proprement dit, pour le corps de la Nation; ce n'eſt qu'une ſimple circulation. L'Etat ne connoit ou ne doit connoitre de véritable Commerce, que celui par lequel il ſe procure le néceſſaire qui lui manque, & ſe débarraſſe de ſon ſuperflus, rélativement à l'univerſalité des Citoyens: & le Commerce de l'Etat eſt floriſſant lorſqu'il ſe procure le néceſſaire & ſe débaraſſe de ſon ſuperflus, de la manière la plus avantageuſe. C'eſt le Commerce qui paye, qui anime & étend également à l'infini l'Agriculture & l'induſtrie. Sans ſon ſecours le Commerce intérieur ne ſeroit ſuſceptible d'aucun accroiſſement au-delà du néceſſaire, & l'Etat ſeroit foible. Le Cultivateur & l'Artiſan ne travailleroient jamais pour le ſuperflus, s'ils n'étoient aſſurés des Avantages que le Commerce étranger peut ſeul leur procurer par l'exportation des fruits de leur travail.

Si les Etats qui compoſent la République Univerſelle, ne connoiſſoient d'autre Commerce que leur Commerce intérieur, chaque Etat n'auroit de forces qu'en proportion de ſa population, de ſon induſtrie, de la richeſſe de ſes productions Naturelles, du Génie, du caractére de ſes Habitans, des lumières de ſon Gouvernement, & de la ſageſſe de ſa légiſlation. Dans cette Hypothéſe on pourroit négliger peut être ſans inconvénient le Commerce extérieur. Mais dèsqu'une Nation s'eſt livrée au Commerce étranger, elle acquiert promptement des richeſſes & une puiſſance exceſſive, qui annonce une domination impérieuſe à ſes voiſins, qui leur fait craindre l'invaſion & l'eſclavage: elle impoſe parconſéquent aux autres Nations la néceſſité de l'imiter & de la ſurpaſſer s'il eſt poſſible, pour acquérir une puiſſance rélative & conſerver leur liberté. C'eſt par cette raiſon que toutes les puiſſances s'occupent aujourd'hui de l'amélioration de leurs Etats, c'eſt-à-dire, de l'accroiſſement de la Population, de l'Agriculture, & de l'Augmentation de l'induſtrie de leurs ſujets, par les progrés de leur Commerce extérieur, comme le ſeul moyen de donner à tout la plus grande activité & toute l'étendue poſſible, & d'acquérir le dégré de puiſſance & de richeſſes rélatives & néceſſaires à leur conſervation. Tous les Gouvernemens des Nations de l'Europe tendent aujourd'hui avec raiſon à cet objet, & ne ſe trompent que ſur les moyens, parce qu'on n'a point encore aſſez approfondi la ſcience du Commerce, & que quoiqu'on ait beaucoup écrit ſur cette matière, on n'en connoit point encore à fonds tous les reſſorts & toutes les reſſources.

L'Esprit Philoſophique a fait de trop grands progrés en France, pour n'y pas faire naitre de l'eſtime pour le Commerce; mais il n'a pas tellement

triom-

triomphé de tous les préjugés, qu'il n'en reſte encore aſſés pour que le Commerce ne ſoit pas auſſi honnoré qu'il devroit l'être. Il n'eſt encore bien accueilli que dans les ouvrages politiques. Dans l'uſage du Monde, il conſerve toujours quelque choſe de l'ancien préjugé. De là l'empreſſement des Négocians à abandonner leur profeſſion, dèsqu'ils ſont opulens. La Nobleſſe accordée à quelques uns d'entr'eux, n'a été juſques à préſent qu'un reméde impuiſſant. Il ſemble que l'Honneur qu'on leur a fait, n'ait été que perſonnel, & qu'il n'a point entièrement détruit l'ancien préjugé contre le Commerce: & bien de gens ont penſé que pour lui donner tout le luſtre qu'il doit avoir, il ſeroit néceſſaire que les Nobles devinſſent eux mêmes Négocians. Pourquoi la Nobleſſe de France n'imiteroit-elle pas celle d'Angleterre. Cette idée a été rendue bien ſéduiſante; mais l'eſprit Militaire de la Monarchie ſi néceſſaire à ſa conſervation, n'en ſeroit-il point altéré? C'eſt encore un probléme à réſoudre. Les Anglois, dit-on, défendus par l'Océan qui les environne de tous côtés, n'ont pas beſoin d'autant de bravoure que les François; leur Nobleſſe peut donc impunément laiſſer, pour ainſi dire, énerver ſon courage au ſein des délices dont le Commerce eſt pour elle intarriſſable. Quant à la Monarchie Françoiſe, il ſemble qu'il eſt de ſon eſſence que les Nobles n'y ſoient point Commerçans, parce qu'il eſt de ſon eſſence que le reſſort de l'honneur n'y ſoit point affoibli. On croit que ſi jamais l'Eſprit de Commerce y prévaut ſur l'Eſprit Guerrier; que ſi ſous le pretexte que le Commerce tend à augmenter la force & la vigueur d'une Nation, la Nobleſſe quitte les Armes pour le calcul; on pourra datter de ce moment la décadence du Royaume. „ Aujourd'hui, dit un politique Anglois (*a*), ſi quelque „ choſe contient un peu la moleſſe en France, c'eſt d'un côté l'économie, „ de l'autre l'amour de la Gloire; mais dèsque les gens de qualité y prendront „ part au Commerce; elle dégénérera comme chez nous, en profuſion & en „ amour de l'Argent. Dans le ſyſtême contraire, le Commerce quoique en„ couragé en France, ſe trouve naturellement renfermé dans des bornes „ convenables par le principe dominant de cette grande Monarchie. Pen„ dant que le Négociant y traverſe les Mers pour courrir après la fortune; „ le Gentilhomme s'y expoſe à tout pour arriver à la Gloire. Ainſi leurs „ conditions incompatibles ſont conſervées viſiblement diſtinctes l'une de „ l'autre, & le François qui n'eſt nôtre Rival que paraport au Commerce, „ ſe trouve fort au-deſſus de nous par le principe . . . . pendant que nous „ nous laiſſons guider par l'Eſprit mercantile, & par cette mépriſable maxi„ me de quelque Miniſtre Marchant, que l'*intérêt eſt le véritable honneur d'une* „ *Na-*

(*a*) M. Brown appréciation des mœurs des Anglois.

„ *Nation*, le François prend le contrepied; & conduit par un plus noble „ principe, a pour maxime certaine, que l'*honneur d'une Nation eſt ſon véri-* „ *table intérêt*".

NOUS ne nous arretons ici qu'aux préjugés qui méritent le plus d'attention. L'Auteur de l'*Hiſtoire du Commerce & de la Navigation des peuples anciens*, qui s'eſt propoſé principalement en donnant cet ouvrage, de faire voir les inconvéniens du Commerce, ramene tout à cet objet: & lorſque les faits lui manquent, il y ſupplée par des reflexions. Telles ſont celles qu'il fait ſur la célébre journée de Salamine (*a*): „ Les grecs durent ſans doute en partie „ leur victoire à l'attention de ſe tenir dans un détroit, où le grand nom- „ bre de Vaiſſeaux étoit non ſeulement inutile, mais même nuiſible: cepen- „ dant ſi l'on veut y refléchir, on attribuera encore plus la Gloire de cette „ journée à leur courage & à leur expérience dans les combats de Mer. „ Les Vaiſſeaux Grecs étoient montés par des gens de Guerre, ceux des Per- „ ſes n'étoient montés que par des commerçans, grands Négociateurs à la „ vérité, mais peu inſtruits dans la ſcience Militaire. Il en fut de même „ que ſi l'on faiſoit combattre aujourd'hui un Vaiſſeau Marchand, armé en „ Guerre, contre un Vaiſſeau de Roi; certainement le premier n'auroit pas „ l'avantage. Veut-on une comparaiſon plus frappante? On peut conſidé- „ rer quelle ſeroit l'iſſue d'un combat entre un Vaiſſeau de Guerre François „ & un Vaiſſeau Anglois d'aujourd'hui du même nombre de Canons, & avec „ un Equipage égal. L'Expérience a juſtifié plus d'une fois que le Vaiſſeau „ François ſeroit le Vainqueur. Cette même expérience prouve que ſi les „ Anglois ont eu quelquefois des avantages ſur mer depuis qu'ils Commer- „ cent, ils ne les ont jamais dus qu'à l'extrême ſupériorité du nombre".

TOUTES ces reflexions ne portent que ſur des préjugés. On aſſigne d'abord la véritable cauſe de la Victoire des Grecs: mais comme cette cauſe ne mene point au ſyſtême favori, on a cru devoir en imaginer une autre. Les Vaiſſeaux des Perſes, dit-on, n'étoient montés que par des Commerçans. C'eſt comme ſi on diſoit qu'à la Bataille de Marathon, les Perſes n'avoient pour Armée qu'une grande troupe de Marchands, dont le camp étoit plûtôt un vaſte champ de foire, & qui plus occupés de trafiquer que de combattre, furent aiſément diſſipés par une Poignée de Gens de Guerre.

LES Caravanes actuelles de l'Aſie, que de petits détachemens d'Arrabes mettent

(*a*) Tom. I. pag. 187.

tent ſouvent en déſordre, & même en fuite, pourroient appuyer cette découverte Hiſtorique; il en réſulteroit un nouvelle honte pour les Commerçans, & une nouvelle gloire pour les Militaires: il eſt vrai que cette gloire auroit des taches; car ſi les Arrabes peuvent être conſidérés comme des Gens de Guerre, ce ſont auſſi des Brigands. Mais l'Auteur, ſuivant ſon propre ſyſtême, ne porte-t-il pas une terrible atteinte à la gloire de Grecs, en nous préſentant la Bataille de Salamine comme une victoire Gagnée par des Soldats ſur des Marchands? Cependant à Salamine, comme à Marathon, & dans toutes les autres actions ſur Terre & ſur Mer, chez les Anciens & les Modernes, la victoire eſt preſque toujours le réſultat des diſpoſitions, des Manœuvres & du Génie du chef; la raiſon nous montre moins dans l'Hiſtoire des Batailles, la gloire des Nations, que celle des Généraux. Les Thébains qui étoient mépriſés des autres Grecs, parvinrent au premier rang, dèſqu'ils furent conduits par Epaminondas & Pélopidas. Ces grands hommes n'ayant pas laiſſé de ſucceſſeurs, les Thébains rétombérent dans le mépris. Quel peuple en Europe n'a pas remporté des victoires, quand il a eu de grands Généraux? Auſſi le célébre Epaminondas qu'on vient de citer, diſoit ſouvent: donnez moi des hommes & j'aurai bientôt des Soldats.

Mais revenons au Commerce, & n'imitons pas l'Auteur dont nous nous permettons de combattre le ſentiment: il auroit trop d'avantage ſi nous nous jettions dans des diſcuſſions particuliéres ſur la guerre.

Les Vaiſſeaux des Perſes n'étoient pas plus montés par des Commerçans, que ceux des Grecs. Chez les modernes, les Navires Marchands ne ſont pas montés par des Marchands; quand il y a des Marchands à bord de ces Navires, ils ne ſe mélent point de la conduite du Navire. On ne peut les regarder que comme des paſſagers, dont les fonctions ne commencent qu'au débarquement dans le lieu où l'on doit trafiquer. On ne doit point confondre les Marins avec les Négocians, ce ſont deux profeſſions très diſtinctes: il arrive quelquefois que ces deux qualités ſe trouvent réunies dans la même perſonne, mais les fonctions ſont toujours différentes. Chez les Anciens l'Art de la Navigation & de la Manœuvre, n'avoit pas la même étendue que lui ont donné les nations Modernes: les Combats de Mer ſe rapprochoient beaucoup des Combats de Terre; on s'abordoit promptement & l'on combattoit ſouvent ſur des lignes très étendues. C'eſt ce qu'on remarque ſurtout dans les Guerres Puniques, les plus conſidérables Guerres maritimes qui ſoient cornues. Les Vaiſſeaux étoient remplis de Soldats, & il y avoit ſeulement pour la Manœuvre un certain nombre de Marins. Les mêmes hommes combat-

toient par Terre & par Mer ſuivant les circonſtances. On ne voit pas où l'Auteur a pris que les Vaiſſeaux des Perſes étoient montés par des Commerçans: voyons ſi ce qu'il dit enſuite explique mieux ſa penſée.

„ Il en fut de même que ſi l'on faiſoit combattre aujourd'hui un Vaiſſeau „ Marchand armé en Guerre, contre un Vaiſſeau de Roi; certainement le „ premier n'auroit pas l'avantage".

En général il y a fort peu d'Analogie entre les Combats de Mer des Anciens & ceux des Modernes, par les raiſons qu'on en a données ci-deſſus. La différence entre la ſtructure & la Manœuvre des Vaiſſeaux eſt extrême. Cette obſervation n'a pas pour objet de rabaiſſer les Anciens; ils ont eu de très grands hommes de Mer, principalement les Carthaginois: le ſecours de Lilibée eſt un chef d'œuvre en ce genre; les Modernes n'ont peut être rien fait de mieux. Mais on doit convenir que la perfection de la Conſtruction, la découverte de la Bouſſole & celle de la poudre, ont apporté des changemens infinis dans la ſcience militaire navale, que parconſéquent on ne peut pas tirer des conſéquences uniformes d'une Action ancienne par Mer, & d'une Action moderne. La comparaiſon de l'Auteur pêche donc dés le principe: mais ce n'eſt pas tout.

* Il eſt inconteſtable qu'un Navire Marchand armé en Guerre ſera battu par un Vaiſſeau de Guerre proprement dit, toutes choſes d'ailleurs étant égales; parce que le meilleur vaiſſeau Marchand ſera toujours un mauvais vaiſſeau de Guerre: il Manœuvrera plus mal, il ſera plus lourd; le Canon aura plus de priſe ſur lui. Mais ſi des Négocians faiſoient conſtruire un vaiſſeau de même échantillon, de même force qu'un vaiſſeau de Roi, & qu'ils l'armaſſent de la même manière, les deux Vaiſſeaux ſeroient dans le cas d'être comparés; ils auroient des Matelots ſemblables; car les Matelots pour le ſervice du Roi, ne ſont que les Matelots de la Marine Marchande; c'eſt cette Marine qui les forme tous: ſuppoſons donc les deux Vaiſſeaux aux priſes: quel ſera le réſultat du Combat? On peut répondre hardiment que toutes choſes étant ſuppoſées égales, l'avantage ſera pour celui dont le Commandant ſera le plus habile Manœuvrier; on ſuppoſe ici la bravoure égale dans les deux Capitaines. On peut aller plus loin. Si l'un des Capitaines n'a que de la bravoure ſans expérience de la Mer, ſi l'autre au contraire avec du courage ſeulement eſt habile Marin, le dernier remportera ſurement la Victoire. La raiſon en eſt ſenſible: un Vaiſſeau eſt une Machine; les hommes qu'il contient, les Voiles, les Mats, le Gouvernail, l'Artillerie, en compoſent les reſſorts: Or celui dont

dont le jeu de ces reſſorts ſera le mieux dirigé; aura plus de ſoupleſſe, plus d'Action & parconſéquent plus de force. Le Capitaine le plus habile triomphera donc à coup ſur de ſon adverſaire. Le plus brave Homme de France qui ne ſauroit pas manier un Cheval, ſeroit fort embarraſſé dans une rencontre avec un huſſard. Or la manœuvre d'un Vaiſſeau eſt bien autrement importante dans un Combat, & a bien une autre étendue que celle d'un Cheval. Au reſte ce qu'on dit ici eſt confirmé par l'expérience de tous les tems.

MAIS ſuivons l'auteur, ſa penſée Commerce à ſe développer, il va, en continuant, la mettre aujour.

„ ON peut conſidérer quelle ſeroit l'iſſue d'un Combat entre un Vaiſſeau „ de guerre François & un Vaiſſeau Anglois d'aujourd'hui de même nom„ bre de Canons, & avec un Equipage égal. L'Expérience a juſtifié plus „ d'une fois, que le Vaiſſeau François ſeroit le vainqueur, cette même ex„ périence prouve que ſi les Anglois ont eu quelquefois des avantages ſur „ Mer depuis qu'ils commercent, ils ne les ont jamais dus qu'à l'extrême „ ſupériorité du nombre. "

CES derniers mots, *depuis qu'ils commercent*, ne laiſſent plus de doute ſur la thèſe de l'Auteur, qui ſe réduit à ſoutenir que les Vaiſſeaux de Guerre d'une Nation Commerçante doivent être Battus par les Vaiſſeaux de Guerre d'une Nation qui ne l'eſt pas, ou qui l'eſt moins.

EXAMINONS d'abord la ſuppoſition que fait l'Auteur, d'une Action entre un Vaiſſeau de Guerre François & un Vaiſſeau de Guerre Anglois de même force. Il décide que le Vaiſſeau François ſera le vainqueur, & il en appelle à l'expérience. Or l'expérience apprend que le plus habile manœuvrier, de quelque Nation qu'il ſoit, toutes choſes d'ailleurs étant égales, a battu & battra le moins habile. Dans le tems que la France en a eu de plus habiles, que l'Angleterre, les Anglois étoient ſouvent battus. Apréſent que la France en employe moins, les Anglois ont l'Avantage. La Guerre derniére nous montre un exemple bien propre à éclaircir tout ceci dans l'Action du 20 Mai 1756, à la hauteur de Minorque, Action d'autant plus remarquable, que c'eſt la ſeule de cette Guerre, qui ait retracé les beaux jours de la Marine de France. M. Bouguer, de l'Académie des ſciences de Paris, qui a rendu de ſi grands ſervices à la ſcience de la Marine, n'héſite pas dans ſa Préface de ſon excellent traité de la manœuvre des Vaiſſeaux, à attribuer le ſuccès de cette journée à l'étude particuliere & profonde que M. le Marquis de la Galiſſonniére

niére avoit fait de la manœuvre. Il eſt certain, dit encore cet Auteur, que les Tourville, les Baert, les Duqueſne, les Duguétrouin, durent la plus grande partie de la reputation qu'ils s'acquirent ſi légitimement, à l'habileté qu'ils avoient dans la manœuvre. Continuons de citer ce grand homme; quelle autorité ſeroit plus reſpectable que la ſienne ſur tout ce qui a trait à un Vaiſſeau ?

„ Il faut avouer auſſi que la partie de la Marine dont nous parlons, eſt „ celle que l'Officier doit cultiver le plus, & qui lui eſt abſolument néceſſaire. „ Comme Voyageur il peut en paſſant dans les Régions les plus éloignées, ſe „ propoſer une infinité de recherches utiles, il peut nous enrichir d'obſerve- „ tions précieuſes d'Aſtronomie, de Géographie, d'Hiſtoire naturelle; mais „ rien ne l'intéreſſe plus que de poſſéder la manœuvre, cette partie qui lui „ fournit les plus ſures reſſources dans les occaſions les plus preſſantes, & „ qui le rend ſupérieur dans un Combat. Le grand Homme de Mer pour- „ roit bien n'être pas excellent Pilote, il ſuffiroit qu'il déférat aux lumiéres „ de quelques autres perſonnes, & rien ne l'empêche d'y avoir recours; mais „ le Général ou le Capitaine, principalement dans la chaleur de l'Action, „ eſt obligé de prendre ſon parti ſur le champ ſans pouvoir tirer d'ailleurs „ que de ſon propre fonds, ſes réſolutions les plus déciſives. Il eſt éton- „ nant avec quelle promptitude un Vaiſſeau bien diſpoſé obeit pour ainſi „ dire, aux ordres du manœuvrier habile. Si le Navigateur au contraire ne „ ſait pas toutes les fineſſes de ſon Art, ſon Navire quoique excellent, n'eſt „ plus qu'une lourde maſſe qui reçoit tout ſon mouvement du caprice du „ vent & des flots, qui malgré de courage & le déſeſpoir de l'Officier, de- „ vient trop ſouvent la proye de l'ennemi, ou qui termine bien-tôt ſon ſort „ par un Naufrage. "

Ceci conduit à décider aiſément ſi les Vaiſſeaux d'une Nation commerçante doivent être battus par ceux d'une Nation qui l'eſt moins, ou qui ne l'eſt pas. Il eſt évident que la où il y a plus de Navigation, il y aura une plus grande pratique de la manœuvre; ou, ce qui eſt la même choſe, un plus grand nombre de bons manœuvriers. Donc en général les Vaiſſeaux d'une Nation commerçante doivent battre ceux d'une Nation qui ne l'eſt pas.

Il y a cependant deux obſervations importantes à faire ſur ce ſujet. Si une Nation commerçante ayant de bons manœuvriers, (& elle ne peut manquer d'en avoir) ne les employoit pas ſur ſes Vaiſſeaux de Guerre, il eſt clair qu'elle n'auroit plus l'avantage que donne la pratique de la navigation.

Il

Il peut ſe trouver auſſi un Peuple, qui ſans être commerçant, aura de bons manœuvriers, parcequ'il aura une Guerre Maritime continuelle. C'eſt le cas de Malthe & des Régences de Barbarie; mais ce ſera toujours le réſultat d'une fréquente Navigation. D'Ailleurs la Puiſſance de ces Peuples ſera infiniment moindre, que celle des Nations commerçantes. On peut même regarder comme une régle générale, que la Marine Militaire ne peut, ni ne doit ſe trouver que là où il y a un grand Commerce Maritime: partout ailleurs elle ſeroit ſans objet. L'Eſſence de la Marine eſt de défendre le Commerce & les Colonies. Cependant l'Auteur par ces mots, *depuis qu'ils commercent*, ſemble croire que le Commerce diminue la valeur. Les Anglois, dont il s'agit ici, depuis qu'ils ſe ſont addonnés au Commerce, ne ſe battent pas moins bien qu'auparavant. Qu'on leur reproche, ſi l'on veut, le déſordre de leur morale pratique, & l'oubli des principes, qui leur fait ramener tout à la force, on ne dira rien que d'exact: Mais quand on leur reprochera la diminution de courage, on ſera injuſte non ſeulement envers eux, mais même envers leurs vainqueurs.

L'Histoire moderne ne nous offre pas de Guerres Maritimes plus complétes, que les deux Guerres du dernier ſiècle entre la Hollande & l'Angleterre, jamais on ne s'eſt battu ſur Mer avec plus d'acharnement & plus d'intelligence. Les Venitiens ſont-ils plus courageux depuis que leur Commerce eſt tombé? Et les Portugais leurs ſucceſſeurs dans le Commerce, qui n'y ſont plus que les facteurs des Anglois, ſont-ils donc plus intrépides aujourd'hui, que quand ils feſoient tout le Commerce de l'Europe, de l'Aſie & de l'Afrique? C'eſt une erreur de croire que l'opulence qui ſuit le Commerce, ſoit incompatible avec la valeur. Les Romains n'ont jamais fait de plus grands prodiges de valeur, que dans le tems de leur plus grande opulence, dans les tems de Sylla, Luculle, Céſar, Pompée: tous les Peuples pauvres & Guerriers n'ont été que des Barbares & des Brigands, ſans en excepter ces fameux anciens Grecs & Romains; ils ne ſont devenus des Nations reſpectables, que quand ils ont allié l'opulence à la valeur. La France, la Hollande, l'Angleterre, n'ont jamais été des Puiſſances plus redoutables, que dans le tems où leur Commerce a été le plus floriſſant.

L'Histoire de tous les Peuples du monde donne le même réſultat; mais pour le ſaiſir il faut ſe défendre des préjugés, que quelques Auteurs Politiques ſe ſont éfforcés de faire valoir, comme des vérités inconteſtables.

Le Commerce, dit-on, amene les Richeſſes; les Richeſſes ſont bien-

tôt ſuivies du Luxe, & du plus grand Luxe; le Luxe corrompt les mœurs & détruit les empires. C'eſt ainſi que le Commerce détruit enſuite lui même par l'excés des richeſſes qu'il procure, les grands Edifices qu'il a élevés. On cite la chute des grands Empires des Aſſiriens, des Médes & des Perſes, où regnoit le plus grand Luxe, introduit par les richeſſes d'un grand Commerce. Pour prouver que les richeſſes du Commerce préparent la deſtruction des plus grands empires, on cite encore le conſeil que Crèſus donnoit au Roi de Perſe. „ Voulez vous, diſoit-il, réduire ſous vos loix les habitans de „ Sardes, toujours diſpoſés à la révolte? Ordonnez que leurs Enfants ſoient „ inſtruits dans toutes les parties du Commerce, & élevés dans tout ce qui „ peut y être rélatif. Vous verrez bien-tôt ces Hommes devenir des Fem„ mes, dont vous n'aurez plus rien à redouter. "

En effet l'Hiſtoire du Commerce preſque juſqu'à nos jours, préſente un tableau, qui ſemble donner à ce prejugé, l'air d'une verité. Le Commerce, dit M. de Monteſqieu, tantôt détruit par les conquérans, tantôt gêné par les Monarques, parcourt la terre, ſuit d'où il eſt opprimé: il regne aujourd'hui où l'on ne voioit que des Déſerts, des Mers & des Rochers; là où il regnoit il n'y a que des Déſerts. L'Hiſtoire du Commerce eſt celle de la Communication des Peuples. Leurs deſtructions diverſes & de certains flux & reflux de Populations & de Dévaſtations, en forment les plus grands événemens.

(*) Les Egiptiens poſſeſſeurs d'un Terrein fertile en différentes productions, ne connurent jamais le Commerce extérieur. Les Phéniciens moins favoriſés de la Nature, & qui habitoient le long de la Mer un pays ingrat & peu fertile, ſuivirent des maximes bien différentes de celles des Egiptiens. Ceux-ci s'étoient ſeparés du monde entier par leurs mœurs & leur religion: les Phéniciens travaillérent à ſe rendre néceſſaires à toutes les Nations par une grande induſtrie. C'eſt le premier Peuple connu qui ait fait le Commerce d'économie & d'Induſtrie. Les Phéniciens s'appliquérent principalement à cultiver les Arts de Luxe, & bien-tôt ils s'appropriérent les richeſſes d'un grand nombre d'autres Nations, en leur vendant les fruits de leur Induſtrie, en leur préſentant ſous une forme plus commode & plus agréable, les diverſes productions de la Nature. Les grandes richeſſes qu'ils acquirent, leur attirérent la jalouſie des Aſſiriens & des Chaldéens. La conſervation même de leurs richeſſes les engagea à céder leur liberté aux Perſes, & leur fit acheter par un tribut, la faculté de continuer leur Commerce.

La

(*) Voy. les Prog. du Comm.

Digitized by Google

La frugale Sparte donna des fers à la riche & commercante Athénes: c'étoit, dit-on, un Athléte nud & exercé à la Lute, qui combattoit un rival efféminé & embarraſſé de ſes vêtemens. Lorſque les Grecs réſiſtérent aux forces réunies de l'Orient, leur Commerce n'étoit pas encore parvenu au haut point d'élévation où il fut porté du tems de Philippe, Roi de Macedoine, qui leur impoſa des loix.

Alexandrie bâtie par Alexandre vers les Bouches Occidentales du Nil; la ſituation avantageuſe de cette ville, la conquête des Indes, la découverte de la Mer qui eſt au midi de ce pays, la deſtruction de la célébre Tyr, firent changer de face au Commerce. Le Egiptiens devenus Commerçans, devoient néceſſairement quitter leurs anciennes ſuperſtitions, & ouvrir leurs portes à toutes les Nations. Sous les Ptolemées Alexandrie s'embellit; l'Etat vit accroitre ſa Population, & n'en fut pas plus puiſſant; parce que ce n'étoit point des Citoyens qu'il acquéroit, mais des ſujets guidés par la cupidité, qui venoient partager avec les Egiptiens les richeſſes inmenſes, que leur procuroit le grand Commerce qu'ils faiſoient aux Indes & ſur les côtes de l'Aſie. Le précieux ſoin de défendre la patrie, fut confié à des Mercenaires tirés de la Gréce & de la Macedoine; & par cette raiſon les Romains, Maitres de la Macedoine & de la Gréce, le furent bientôt de l'Egipte.

Rome opulente, Rome occupée de fêtes & de ſpectales, devint la proye des Barbares, par les mêmes cauſes qui l'avoient rendue la maitreſſe de Carthage. Des hommes qui n'avoient rien à perdre, qu'aucun beſoin ne retenoit chez eux, qui manquoient de tout dans leur propre pays, parce qu'ils ne cultivoient rien, devoient amener cette revolution qui a renverſé l'Empire romain. La Chine n'eut peut être point ſuccombé ſous les fer des Tartares, ſi elle eut employé à civiliſer cette Nation, les ſoins, les travaux & les dépenſes exceſſives que lui a coûté ſa célébre Muraille.

Dans des ſiécles poſtérieurs, des nuées de Brigands ſont ſorties du Nord, pour dévorer la ſubſtance des peuples du midi. On a eu tort, comme nous le montrons ailleurs, d'en conclure que la terre étoit alors plus peuplée, qu'elle ne l'eſt aujourd'hui.

Le Commerce ſe réfugia dans un coin de l'Italie au milieu de marais inacceſſibles: c'eſt là que du ſein de l'oppreſſion on vit s'élever pluſieurs Républiques qui firent en concurrence le Commerce de la Morée, du Levant, de la Mer noire, celui de l'Inde & de l'Arabie par Alexandrie. Quelques

Villes ſituées ſur la Mer Baltique, ſe réunirent ſous le nom de Villes Anſéatiques & d'Anſe Teutonique; & cette aſſociation forma une Puiſſance, tant qu'elle fut reſtrainte à un petit nombre de Villes. Elle s'affoiblit par de nouvelles aſſociations de Villes plus ſeparées par la diverſité d'intérêts, que par la diſtance des lieux.

C'EST à cette Epoque que la plûpart des Nations de l'Europe commencérent à établir, ou à accroitre ſucceſſivement leur puiſſance à l'aide du Commerce. Juſques là on a vu les Etats les plus riches & les plus addonnés au Commerce, devenir la proye des Peuples qui ne le pratiquoient point. Depuis cette Epoque, ce ne ſont plus les Nations ſans Culture, ſans Arts & ſans Commerce, c'eſt-à-dire, les Nations pauvres, qui ſont à redouter: c'eſt l'Etat que le Commerce enrichit, qui fait craindre aux autres la perte de leur liberté.

LES venitiens furent les premiers Européens qui entreprirent les Voyages de long cours. Ils navigérent dans toutes les Mers du Levant, ils y firent des conquêtes, & y établirent des Comptoirs & des Entrepots. Veniſe conſerva le Commerce de toutes les Marchandiſes de l'Orient, juſques au tems où les Portugais à l'aide de la Bouſſole ouvrirent à l'Europe, une route nouvelle aux Indes Orientales en doublant le Cap de Bonne-Eſpérence. Veniſe auſſi intéreſſée que l'Egipte, à rendre cette nouvelle route inutile, propoſa au Soudan de couper l'iſthme de Suez, & de faire un Canal de Communication entre le Nil & la Mer rouge. Si ce projet eut reuſſi, Veniſe auroit conſervé le Commerce des Indes.

L'USAGE de la Bouſſole devoit étendre l'Empire du Commerce ſur la plus grande partie de notre Globe, déeider la balance du pouvoir, changer les intérêts des grandes Nations de l'Europe, reculer les limites de nos connoiſſances, & faire une revolution dans nos uſages & dans nos mœurs.

LISBONNE devint le Magaſin général des Epiceries, & de toutes les Marchandiſes des Indes Orientales. Les Portugais étendirent le Commerce de l'Europe aux côtes Occidentales & Orientales de l'Afrique, dans les Mers d'Arabie, aux Indes, à la Chine & au Japon; & comme ils vendirent à plus bas prix, que les Venitiens & les Genois, les mêmes Marchandiſes des Indes, que ceux-ci tiroient par le Levant des Arabes & des Caravanes de Perſe, ils attirérent bientôt dans leurs ports tous les Vaiſſeau de l'Europe.

L'ESPAGNE, Maitreſſe dans le même tems des plus riches contrées de l'Amérique par les découvertes de colomb, ne voyoit point de limites à ſes richeſſes.

cheſſes. Philippe II. par la réunion de la Couronne de Portugal à celle d'Eſpagne, ayant récueilli tous les avantages des conquêtes des Eſpagnols en Amérique, & de celles des Portugais aux côtes Occidentales & Orientales d'Afrique, aux Indes & dans le Bréſil, devint la première Puiſſance de l'Europe.

On obſerve ici (& c'eſt toujours en conſéquence du même préjugé) que les Eſpagnols & les Portugais abandonnérent les Manufactures & l'Agriculture pour des richeſſes de fiction, qui comme ſignes des Denrées, appartenoient néceſſairement aux propriétaires des Denrées. On conclut que le grand Commerce de ces deux Nations a diminué leur Population, & les a infiniment affoiblies.

La Hollande à peine devenue République, s'enrichit & devint une des grandes Puiſſances de l'Europe, en s'appropriant par le Commerce, une partie des plus précieuſes découvertes des Portugais, & une partie des fruits de celles des Eſpagnols. Ce n'eſt peut être qu'aux ſuccés & à l'élevation rapide de cette République, que ſont dus les progrés du Commerce de l'Angleterre & de la France, qui ſont reſtées longtems occupées uniquement d'une induſtrie intérieure, & de querelles qui n'avoient d'autre objet, que les limites de quelque Domination territoriale. Car la Hollande avoit déja une Compagnie des Indes Orientales, riche & puiſſante, une Compagnie des Indes Occidentales, & portoit ſon Commerce chez toutes les Nations de l'Europe & dans les trois autres parties du Monde, lorſque l'Angleterre & la France ne formoient encore que des entrepriſes très foibles ſur les côtes d'Afrique & dans les deux Indes.

Les Anglois ſont parmi les Nations modernes de l'Europe, les prémiers qui ont conſidéré le Commerce comme une ſcience, qui en ont diſcuté les grands principes, ſurtout rélativement à leurs intérêts. C'eſt la Nation Angloiſe qui a ſçu le mieux les mettre en pratique, qui la première a regardé l'Agriculture & la Population comme la baſe du Commerce, en a calculé les avantages & reconnu que les productions de la culture des Terres ſont les premiers biens d'une Nation, les ſeuls biens phyſiques & qui ne ſont pas ſujets aux révolutions; que la moindre fabrique, que la plus petite entrepriſe de Commerce doit être conſidérée, cultivée & protégée, lorſqu'elle peut fournir à la ſubſiſtance de quelques Citoyens. Il eut été peut-être très heureux pour l'Angleterre & pour les autres Nations, que ſon Gouvernement fut toujours reſté attaché uniquement à ces grands Principes.

La France s'eſt longtems repoſée ſur la bonté & la quantité de ſes productions Naturelles. On y a longtems vecu dans le préjugé qu'elle pouvoit

ſe paſſer de ſes voiſins, & que la richeſſe de ſes Denrées mettoit les autres Nations dans ſa dépendance. Le Miniſtre Colbert connut la néceſſité des Manufactures, les releva, les étendit, anima, protegea l'induſtrie Françoiſe, & lui fit faire les plus grands progrés. Il voulut rendre le Commerce de la France actif. Il y reuſſit en partie en relevant la Marine. Le hazard donna à la France, des poſſeſſions en Amérique; l'ambition de quelques François y forma des Colonies, que le Commerce des Hollandois entretint d'abord & fortifia. La richeſſe du Commerce de l'Amérique attira enfin l'attention du Gouvernement François; & des ſoins médiocres joints à l'Activité, à l'intelligence des Négocians & des Colons, jettérent les fondemens d'un Commerce très riche, & toujours ſuſceptible juſqu'à preſent de nouveaux accroiſſemens. On doit en attendre de très grands de la nouvelle attention que le Miniſtére donne aujourd'hui à la Culture, à la Police des Iſles Antilles, & aux défrichemens de la Guiane & de la Cayenne.

Les grandes Nations du Nord ne ſe ſont livrées que fort tard au Commerce; & il ſemble qu'elles y ont été forcées par les Nations du midi de l'Europe, ſingulièrement par la Hollande. Les Danois, les Suédois & les Ruſſes, n'ont connu des beſoins hors des limites de leurs territoires, que lorſque leurs productions ſont devenues néceſſaires aux Nations du midi, & ce n'a été que le grand Commerce de celles-ci, qui leur a rendu néceſſaires toutes les productions du Nord. C'eſt la Hollande qui la premiére a donné une ſi grande étendue à ſa Marine, qu'il lui eut été impoſſible de former & d'entretenir ſans le ſecours du Nord. Son Commerce l'ayant forcée d'y aller chercher tous les matériaux néceſſaires à la conſtruction, pour la quelle ſon Territoire ne produit rien, & qu'elle ne pouvoit trouver chez les Nations voiſines, elle a porté aux Nations du Nord dequoi faire des échanges, & dequoi diminuer les déſavantages de la balance de ce Commerce par des Cargaiſons aſſorties. Il étoit tout naturel que ces Cargaiſons fiſſent connoitre à ces peuples, de nouveaux beſoins, en même tems que ceux qui les leur apportoient, leur faiſoient connoitre le prix de leurs forets & d'autres productions propres à ces Climats, dont l'abondance leur étoit à charge ou inutile. Les Anglois ont eu bientôt les mêmes beſoins du Commerce du Nord, que les Hollandois, pour l'élevation d'une Marine dans la ſuite bien plus étendue que celle de la Hollande. Ils ont fait enſuite, comme les Hollandois, un Commerce d'économie des Marchandiſes du Nord, avec les François, les Eſpagnols & les Portugais. Leur concurrence, & bientôt leur ſupériorité dans leurs exportations du Nord, ont fait ouvrir les yeux à ces Nations, ou à leurs Gouvernemens, ſur les Tréſors du Commerce, leur en ont fait reconnoitre le prix, & les ont

ont engagés à la recherche des moyens de les partager avec les Nations du midi.

Si l'on parcourt avec attention la marche & les progrés du Commerce chez les Nations anciennes, & chez celles de l'Europe moderne, on ſera bientôt convaincu qu'on a tort d'attribuer au Commerce, la foibleſſe des empires, & de croire que ſes richeſſes en préparent la chute.

Les Nations commercantes qui furent les victimes de l'ambition d'Alexandre & de celle des Romains, ne furent pas jubjuguées par la raiſon que le Commerce avoit accumulé chez elles plus ou moins de richeſſes, mais parcequ'elles ignoroient l'art de la guerre, & les moyens que donnent les richeſſes, de la faire avec ſupériorité. Etoit ce les richeſſes du Commerce qui avoient préparé la deſtruction des Carthaginois, le Peuple le plus commerçant dont nous connoiſſons l'Hiſtoire? N'eſt ce pas au contraire avec le ſecours des richeſſes du Commerce, que ce Peuple fit la plus longue, la plus diſpendieuſe & la plus vigoureuſe défence, dont l'hiſtoire ait fait mention, contre la Nation alors la plus nombreuſe & la plus guerriére de la Terre? Ce fut au Commerce que Carthage dut pendant longtems ſa ſupériorité, qu'elle auroit conſervée, ſi l'art du Gouvernement avoit répondu à l'étendue des facultés & des moyens que lui donnoit ſon Commerce, alors le plus riche de l'Univers.

Si les Nations commercantes avoient ſçu profiter des avantages que donnent les richeſſes du Commerce, pour ſoutenir la guerre, pour établir une vigoureuſe défenſe, aucune n'auroit été la proye de ces Hordes de Tartares, ou d'habitans du Nord, qui ont ſubjugué ſucceſſivement preſque toute l'Europe. Ce n'étoit pas par tout d'ailleurs les richeſſes du Commerce qui les attiroient, mais des Climats plus doux que les leurs, & des Terres cultivées. Ces Peuples abandonnoient une patrie trop peuplée, quoiqu'elle le fut moins qu'elle ne l'eſt aujourd'hui, & qui ne pouvoit fournir à la ſubſiſtance de tous ſes habitans, parce qu'elle étoit ſans Culture & ſans Commerce; pour s'établir dans Terres étrangéres bien cultivées, & dont ils s'emparoient, parce qu'ils les trovoient ſans défenſe, ou mal défendues. Ce n'étoient ni les richeſſes du Commerce, que ces Peuples ne connoiſſoient point, qui les attiroient, ni ces richeſſes qui avoient affoibli les Nations qu'ils ſubjuguoient avec tant de facilité. Les Gaules & la Grande Bretagne n'étoient point commercantes, lorſque les Francs, les Saxons & les Normands s'en emparérent; & le Commerce de l'Italie n'exiſtoit pas, quand elle devint la proye des Lombards.

Le

Le Commerce, bien loin d'avoir attiré ces irruptions, les a fait ceſſer, en établiſſant des moyens de défence chez les Nations commerçantes, qui ont enſuite multiplié chez les Nations qui fourniſſoient ces irruptions, les moyens de ſubſiſtance en y introduiſant du Commerce. On n'a pas fait attention que le défaut de Culture & de Commerce, & la néceſſité de ſubſiſter étoient les ſeules cauſes de ces émigrations qui inondoient les pays cultivés. L'Agrieulture, les Arts, l'Induſtrie & le Commerce, qui ſe ſont introduits partout, ont heureuſement fait ceſſer ces irruptions, qui ont tant de fois devaſté l'Europe.

Il s'eſt fait une revolution heureuſe & preſque générale ſur la ſurface de la terre, qui n'eſt due qu'au Commerce, qu'on n'a peut-être pas aſſés obſervée.

La férocité, la force & le fer ne ſuffiſent plus pour faire des conquêtes. L'Induſtrie ſçait employer les richeſſes qu'elle accumule, à ſa propre conſervation. Elle ſçait employer en ſa faveur les forces mêmes de ceux qui pourroient l'attaquer, en faire des défenſeurs, & même donner des chaînes aux Peuples les plus fiers & les moins policés, en leur donnant de nouveaux beſoins. Elle lie les Nations entre elles, & cette union communique aux plus foibles les forces de tous leurs Voiſins, aſſure à Chaque Etat ce qui lui appartient, & met les armes à la main aux autres Etats contre tout Potentat qui voudroit être un Alexandre ou un Gengizkan. L'Art de la Guerre, & ſurtout de la Guerre défenſive, s'eſt généralement perfectionné, & les richeſſes du Commerce ſçavent développer toutes les reſſources de cet Art, & les employer avec ſuccés. Quel progrès en effet pourroit ſe promettre aujourd'hui de ſes forces en Hommes & en Armes, une Nation pauvre & errante, qui à l'exemple de ces Hordes de Teutons, de Cimbres, de Normands, qui dévaſtérent autrefois l'Europe, entreprendroit la conquête de l'une de nos Nations Commerçantes? L'Induſtrie n'auroit pas de grands éfforts à faire pour la repouſſer ou la détruire tout-à-fait. C'eſt ainſi que le Commerce eſt devenu par les richeſſes qu'il procure, la baſe & le ſoutien des Etats, au lieu d'en préparer la chute & la deſtruction, & qu'il eſt aujourd'hui le premier & le plus important intérêt de la Politique.

Cet intérêt eſt aujourd'hui généralement developpé chez toutes les Nations de l'Europe. Il n'en eſt point qui ne s'occupe des moyens d'attirer à elle la balance du Commerce, comme la ſeule & la vraie balance du pouvoir. L'Angleterre, la Nation de l'Europe qui a le mieux calculé les reſſources du Com-

Commerce, qui y a vû la première les moyens d'élever une grande Puiſſance, ſeroit peut-être pour toujours la Nation dominante en Europe; ſi elle n'avoit pas fait un uſage exceſſif de ces mêmes reſſources que donne un grand Commerce; ſi elle n'avoit pas ſurchargé ſon Agriculture & ſon Induſtrie d'un poids énorme de dettes & conſéquament d'impots, qui attaquent & détruiſent ſans ceſſe ce premier principe, cette baſe eſſentielle du Commerce; & ſi elle n'avoit pas formé pour ſuivre les vues d'une ambition peut-être peu refléchie, une multitude d'établiſſemens dans les trois autres parties du monde, dont l'entretien exige une dépenſe continuelle d'Hommes bien ſupérieure à ce que peut en ſupporter le fonds naturel de ſa Population, que cette dépenſe épuiſe continuellement. Il ne ſeroit pas difficile de démontrer que l'Angleterre s'eſt infiniment affoiblie pour acquérir cette Puiſſance exceſſive, qu'elle nous montre aujourd'hui; & qu'il lui ſera impoſſible de la ſoutenir longtems, ſi les autres Nations continuent de chercher dans l'Agriculture, l'Induſtrie & le Commerce, les moyens d'acquérir une Puiſſance rélative, ou de rétablir celle qu'elles ont perdue.

Cette Puiſſance ne ſauroit manquer de perdre infiniment de ſon poids, par les ſoins ſeulement que la France & l'Eſpagne donnent aujourd'hui à l'amélioration de leur territoire & de leur Commerce, & par leur attention à ſe donner une Marine proportionnée à leurs forces naturelles.

Les progrès que le Commerce a fait chez les Nations du Nord depuis un petit nombre d'années, leur attirent bien plus qu'autrefois, l'attention des Nations du Midi. L'Agriculture, la Pêche, les Manufactures & la Navivagation, ſe fortifient tous les jours chez les Danois; le Roi regnant n'a négligé aucun des moyens qui peuvent les accroitre, & il a ſçu faire florir les Arts & l'Induſtrie. La Suéde donne la plus grande attention à ſon Agriculture & à toutes les branches de Commerce qu'elle peut faire. On n'a peut-être pas été aſſés étonné, lorſqu'on a vû ces deux Puiſſances prendre part à l'une des branches des plus riches du Commerec des Indes Orientales, par l'Inſtitution de deux Compagnies des Indes, Malgré la Puiſſance & l'Etat floriſſant des Compagnies de Hollande, d'Angleterre & de France.

La Ruſſie à peine connue, il y a un ſiècle, des autres Nations de l'Europe, a élevé par les reſſources du Commerce & de l'Induſtrie, une aſſés grande Puiſſance pour faire rechercher ſon allience par toutes les grandes Nations; & cette Puiſſance deviendra bien-tôt l'une des plus reſpectables de l'Europe, ſi elle continue de s'occuper du ſoin d'étendre ſon induſtrie & ſon Commerce, & d'élever ſa Marine. Elle n'a pas beſoin pour s'aſſurer les

plus grands ſuccès, d'en aller chercher les moyens dans les trois autres parties du monde; elle les trouve dans la richeſſe de ſon propre fonds.

Le Roi de Pruſſe & la Maiſon d'Autriche ont des moyens infinis pour faire valoir dans leurs Etats les reſſources de l'Induſtrie & du Commerce, & s'en occupent. La Saxe a perdu ſa Puiſſance rélative. Le Commerce d'un fonds naturellement riche, & d'une Nation Induſtrieuſe, l'avoit élevée: elle ſe relevera par les mêmes moyens.

La Pologne eſt la ſeule des grandes Nations de l'Europe, qui juſqu'à préſent n'a fait d'autre Commerce, que celui que font les Seigneurs de l'Allemagne & de la France. Elle s'eſt bornée à la vente des fruits de ſon territoire, & n'a encore connu d'autre Induſtrie, que celle qui s'occupe de la Culture des terres. On a entrepris d'y introduire des Manufactures. Peut-être feront-elles quelques progrés par les ſoins du Roi regnant; quoiqu'il ſoit très difficile d'élever les Arts chez un Peuple Eſclave des Seigneurs.

Si l'opinion que les richeſſes du Commerce préparent la chute des empires, eſt fauſſe à l'egard des anciennes Nations Commercantes, elle ne l'eſt pas moins à l'égard des Nations modernes. Parmi les Nations modernes que le Commerce a ſucceſſivement élevées au plus haut degré de richeſſes, nous en voyons trois qui ont infiniment perdu de leurs richeſſes & de leur Puiſſance; les Venitiens, les Portugais & les Eſpagnols: mais aucune de ces Nations n'a éprouvé la deſtruction, la chute entiére de ſa Puiſſance, & on ne ſauroit en attribuer la diminution à l'excés des richeſſes acquiſes par le Commerce.

Le Commerce avoit élevé Veniſe à un aſſés haut dégré de Puiſſance pour réſiſter ſeule à toutes les Puiſſances de l'Europe, qui avoient conſpiré ſa perte dans la Ligue de Cambrai, & pour ſoutenir le ſiége le plus mémorable dont l'Hiſtoire ait fait mention, contre toutes les forces de la Puiſſance Ottomane, forces miſes en activité avec plus d'Art qu'on n'en attendoit d'une Nation Aſiatique. Cette République n'a point vu décroitre ſa Puiſſance par l'excés des richeſſes que le plus grand Commerce lui avoient données; mais par ce qu'elle n'a pu empêcher le Commerce de changer de route, principalement celui des Indes Orientales, la branche de ſon Commerce la plus riche; & qu'elle n'a pu arrêter les progrés de l'Induſtrie des François, des Hollandois & des Anglois, qui ſont venus partager avec elle le Commerce du Levant & bientôt y prendre une grande ſupériorité, ainſi que le Commerce des Manufactures les plus recherchées. Ce n'eſt donc qu'à l'Induſtrie naiſſante des autres Nations,

tions, & à la grande concurrence qu'elles lui ont oppoſée déſqu'elles ſont devenues commercantes, que la Puiſſance des Venitiens doit voir, non ſa chute, mais ſon décroiſſement; & cette concurrence a fait ce que ne pouvoit faire la Ligue de Cambrai. L'Italie, le bereeau du Commeree Européen, comme celui des Arts & des ſciences, devoit donner l'exemple de l'opulence que procure le Commeree, dans quelques unes de ſes villes. Veniſe profita plus que les autres par les avantages de ſa ſituation, de l'ignorenee du reſte de l'Europe pour en faire preſque tout le Commerce. Il étoit naturel que ee grand Commerce fut reduit par les progrés des connoiſſanees & de l'Induſtrie, au point où nous le voyons aujourd'hui. Mais veniſe ne pouvoit être détruite: elle eſt reſtée une République formée & élevée par le Commerce, au rang encore aujourd'hui des Puiſſances de l'Europe, dont la naiſſanee, ſi nous en étions apréſent les témoins, ne nous annonceroit qu'une Bourgade très foible & qui n'exeiteroit l'attention de perſonne, parceque la ſituation actuelle de l'Europe ne lui permettroit de voir aucune reſſouree pour s'élever & former une République, telle que veniſe eſt actuellement.

Le Commerce ſoutiendroit encore la haute Puiſſance à la quelle il avoit élevé le Portugal, ſi un viee dans ſon Adminiſtration ne lui en avoit fait négliger toutes les branches. Ce ne ſont point les richeſſes du Commerce, qui ont fait négliger en Eſpagne, ni en Portugal, la Culture de leurs terres & l'Induſtrie. Ce n'eſt qu'à leur Gouvernement, qu'on peut attribuer la diminution de leurs Puiſſances, & les mêmes fonds que ces Nations poſſédent, leur fourniſſent des moyens infinis de rélever leur Puiſſance par le Commerce. La ſageſſe du Miniſtére d'Eſpagne & les ſoins qu'il donne à toutes les branches de l'Induſtrie & du Commerce, ramenera ſans doute bien-tôt cet Etat à ſon ancienne ſplandeur. Le décroiſſement de forces & de Puiſſance de ces deux Etats n'a point été l'effet des richeſſes accumulées par le Commerce, mais les richeſſes du Commerce qu'il leur eſt ſi facile de ſe Procurer, fourniſſent les moyens infaillibles de les rétablir.

La Puiſſance que la Hollande a montrée à l'Europe à la fin du ſiècle dernier & au commencement de celui où nous vivons, eſt dans l'Hiſtoire du monde le ſeul exemple d'une Puiſſance ſi étendue, uniquement formée par les richeſſes que procure le Commerce.

Il falloit pour l'élever au dégré de grandeur où nous l'avons vue, que les Portugais enlevaſſent aux Venitiens le Commerce des Indes Orientales, en ouvrant au Commerce une nouvelle route par le Cap de Bonne-Eſpérence,

rence; qu'ils fiſſent la conquéte des côtes Occidentales & Orientales de l'Afrique; qu'en même tems Colomb fit la découverte du nouveau monde pour le Compte des Rois d'Eſpagne; que Philippe II. réunit les conquêtes des Portugais en Afrique & dans les Indes, avec celles des Eſpagnols dans l'Amérique; que le même Philippe II. obligeat par un mauvais Gouvernement ſes Peuples des ſept Provinces Unies de ſecouer le joug de ſa domination pour ſe former en République; que par le même vice de Gouvernement, il opprimat le Commerce de ſes autres Provinces des Pays-Bas, ſurtout celui de Bruges & d'Anvers; que cette République naiſſante ſe trouvat fortifiée dans ſon Berceau par la ſituation de ſon territoire, par la néceſſité de devenir induſtrieuſe pour ſubſiſter & défendre ſa liberté, par un grand nombre de refugiés, par la Guerre même que la conſervation de ſa liberté l'obligeoit de ſoutenir, qui la mit en peu d'années en Etat de profiter de la foibleſſe du Gouvernement de ſes anciens maitres, pour les dépouiller de preſque tous les établiſſemens que le Portugal avoit acquis en Afrique & dans les deux Indes, & de s'approprier la majeure partie de leurs richeſſes. Il a fallu qu'en même tems l'Angleterre & la France ignoraſſent également le prix du Commerce Maritimé, & que preſque tout le Commerce de l'Europe fut alors entre les mains foibles des Portugais & des Eſpagnols, que la moleſſe du Gouvernement d'Eſpagne livroit aux conquêtes des Hollandois; entre les mains des Italiens qui avoit perdu celui des Indes par le Levant & ne pouvoit plus y prendre part que de la ſeconde main; dans celles de quelques villes anſéatiques, qui ne pouvoient non plus faire qu'un Commerce d'économie, & dont le Gouvernement d'Eſpagne avoit lui même détruit la plus riche, qui étoit Anvers, dont le Commerce s'étoit refugié en Hollande.

TELLES ſont les circonſtances, toutes réunies preſque en même tems, qui ont ouvert à la Hollande, pour ainſi dire au moment de la naiſſance de cette République, le Commerce des quatre parties du monde. Devenue Maitreſſe du Commerce des Indes Orientales & de la majeure partie de celui de l'Afrique & de celui de l'Amérique, tant par ſes propres établiſſemens dans ces deux parties du monde, que par la majeure partie du Commerce d'Eſpagne dont elle s'étoit emparée; elle fit bien-tôt tout le Commerce de l'Europe, avec d'autant plus de facilité & de ſuccés, qu'elle n'avoit preſque aucune concurrence à combattre. Les Hollandois avoient en même tems donné à la Pêche du Harang, une aſſez grande étendue pour en approviſionner toute l'Europe. Cette Pêche fut auſſi l'un des grands moyens qui concoururent à l'élevation de la Marine la plus étendue alors de l'Europe, & au plus grand Commerce. Cette grande Marine contribua encore par la néceſſité même

même de l'entretenir, à étendre le Commerce de la République chez toutes les Nations du Nord. Il fallut y aller chercher généralement tous les matériaux néceſſaires à la conſtruction; & l'Eſprit d'Économie réuni à l'Eſprit de Commerce, ſçut aſſortir des Cargaiſons du produit de ſa Pêche, de celui de pluſieurs Manufactures qui s'y étoient réfugiées & qui étoient floriſſantes, avec les retours des Indes, les Denrées d'Eſpagne, de France & d'Italie. Sa balence avec le Nord étoit désavantageuſe, elle la ſoldoit avec l'Argent du Mexique & du Perou qu'elle ſe procuroit avec les Marchandiſes de ſes Manufactures, de celles de France & d'Italie qu'elle vendoit à l'Eſpagne; & avec celui que lui procuroit la vente d'une partie de ſa Pêche, des retours de l'Amérique, & principalement de ceux de ſa Compagnie des Indes, pendant longtems la ſeule Compagnie des Indes en Europe qui l'a innondée des Denrées & des Marchandiſes de l'Aſie. Ses retours du Nord & ceux de l'Allemagne qui excedérent bien-tôt les beſoins de ſa Marine & de ſes Manufactures, lui ſervirent enſuite à aſſortir des Cargaiſons pour la France, l'Eſpagne, le Portugal, & même pour l'Angleterre. Les Hollandois entrérent en même tems en concurrence avec les Venitiens dans le Commerce du Levant, & les villes anſéatiques ne furent plus que des entrepots de la Hollande.

C'est ainſi que les richeſſes du Commerce, & les plus grandes richeſſes qu'aucune Nation ait jamais acquiſes, mirent la Hollande en Etat de conclure à Munſter en 1647. un traité de paix avantageux avec le ſucceſſeur de ſes anciens Maitres, même de le proteger enſuite, & de combattre l'Angleterre, qui ſe declara ſa rivale.

Les Hollandois ont ſoutenu pendant quelque tems leur Commerce, & leur Puiſſance élevée par leur Commerce, dans cet état de ſplandeur: (car c'en eſt ici l'Epoque la plus brillante,) par leur économie, par leur Induſtrie & plus encore par l'Art de la Négociation, & par l'attention Politique de leurs Miniſtres à Procurer chez toutes les Nations, toute la faveur poſſible à leur Commerce, & à faire confirmer par des traités, la liberté que donnent à toutes les Nations les loix du droit naturel: & quoique la Hollande ait ſouvent profité dans ce tems là de l'ignorance des maximes du Commerce, qui étoit preſque générale chez tous les autres Peuples de l'Europe, pour ſe Procurer de grands avantages; il n'en eſt pas moins vrai qu'elle a étendu ſon Commerce par des voyes légitimes. Qu'y a-t-il de plus louable & de plus digne d'eſtime? & qu'eſt ce qu'un bon Gouvernement peut faire qui faſſe plus d'honneur à l'humanité, que de Procurer à l'Etat par la voye douce & paiſible des Négociations, la ſource d'une grande proſpérite? Car on n'a jamais

imputé à la Hollande une ambition ſans bornes, une ambition qui veut s'emparer des branches de Commerce les plus riches par la force des Armes, & qui veut tout envahir par la Violence.

C'EST à cette Epoque de la grandeur de la puiſſance Hollandoiſe, que l'Angleterre qui avoit commencé à ouvrir les yeux ſur les reſſources du Commerce ſous le regne de la Reine Eliſabet, & à voir dans ces reſſources les vrais moyens d'accroitre ſa puiſſance, régarda la Hollande comme une Nation rivale. L'Angleterre avoit deja une Marine aſſez puiſſante pour ce tems là. Les puiſſances du Nord n'avoient pas encore penſé à s'en donner une. Celle de la France étoit entiérement négligée, & celle de l'Eſpagne preſque détruite; lorſque l'Angleterre fut convaincue qu'elle ne pouvoit diſputer aux Hollandois les richeſſes d'un grand Commerce, que par une grande Marine. Tels furent les motifs de ſon acte de Navigation; & ces circonſtances lui donnèrent la facilité de faire obſerver par toutes les Nations une loi également injuſte & hardie, qui devoit être le principe de cette prodigieuſe élevation de forces maritimes, qui de nos jours à fait craindre l'invaſion Univerſelle du Commerce de l'Europe.

CETTE Loi, qui interdit l'entrée de tous les ports de la Grande Bretagne à tout Vaiſſeau Etranger chargé d'autres Denrées ou Marchandiſes que de celles du cru de ſa Nation, ſembloit n'intéreſſer alors que la Hollande, parce qu'elle étoit la ſeule Nation dont le Commerce entiérement d'Economie, embraſſoit celui de toutes les autres Nations, & que celui de l'Angleterre en étoit une branche aſſez conſidérable. Par cette loi l'Angleterre avoit prononcé une interdiction formelle de ſon Commerce à la Hollande en particulier, puiſqu'elle étoit la ſeule Nation qui ne pût rien tranſporter de ſon cru en Angleterre. Cette Nation avoit prévu que cet intérêt armeroit la Hollande, & avoit pris la précaution de mettre ſa Marine en état de repouſſer les efforts de cette République pour faire revoquer un Réglement qui impoſoit un joug tyrannique ſur ſon Commerce. La Guerre que la Hollande fit alors à l'Angleterre pour conſerver la liberté de ſon Commerce d'Economie, fut malheureuſe; elle n'en obtint que la Gloire d'avoir combattu ſeule pour la liberté de l'Europe.

C'EST depuis cet Epoque qu'on peut obſerver le décroiſſement du Commerce de la Hollande; décroiſſement peut être trop peu ſenſible d'abord pour attirer l'attention du Gouvernement. Ce décroiſſement a eu deux cauſes qui ne pouvoient manquer de le produire, mais dont l'une pouvoit être facilement

ment prévue & évitée, & l'autre conſidérablement affoiblie. Les Guerres ſurvenues depuis cette Epoque, & les progrés des connoiſſances du Commerce, qui n'ont ceſſé de l'accroitre juſques à nos jours chez toutes les autres Nations, devoient néceſſairement diminuer le Commerce & conſéquament la puiſſance des Hollandois.

Les Guerres terminées par les traités de Nimegue, de Riswick, d'Uthrecht & d'Aix la Chapelle, ont ſucceſſivement obligé la République de faire uſage d'un grand crédit, & de faire des Emprunts énormes pour en ſoutenir les frais. Les dettes ont ſurchargé l'Etat d'une ſomme immenſe d'intérêts, qui ne pouvoient être payés, que par une augmentation exceſſive d'impots, dont il a fallu faire porter la plus forte partie par les conſommations dans un pays dont le Territoire eſt extrêmement borné, & parconſéquent par l'induſtrie. Il a donc fallu faire enchérir infiniment la main d'œuvre. Cette cherté de la main d'œuvre a non ſeulement reſtraint preſque toute ſorte de Fabrique & d'induſtrie à la Conſommation intérieure, mais elle a encore porté un coup bien ſenſible au Commerce de fret, partie acceſſoire & précieuſe du Commerce d'Economie: car cette cherté a rendu la conſtruction plus chére, & augmenté le prix de tous les ouvrages qui tiennent au Commerce maritime, même de tous les ouvrages des ports & des Magaſins. Il n'étoit pas poſſible que l'augmentation du prix de la main d'œuvre ne donnat, malgré tous les efforts de l'économie Hollandoiſe, un avantage ſenſible aux autres Nations qui voudroient ſe livrer au Commerce d'Economie & à celui de fret.

La République eut ſans doute prevenu cette cauſe deſtructive de l'induſtrie Nationale, en ne ſe prétant point aux vues des Négociateurs Anglois, qui l'ont ſucceſſivement engagée dans des Guerres ruineuſes.

Si lors de la Guerre de ſucceſſion, & de celle de 1742, la République, au lieu de ſe prêter aux Négociations de l'Angleterre, & de ſe laiſſer perſuader, comme une axiome, comme une maxime vraie dans la Politique moderne, que la Grande Bretagne eſt ſon allié naturel, n'avoit conſidéré que ſes véritables intérêts, elle n'auroit vu d'autre allié naturel que la France, & dans le ſyſtême Britannique, qu'un ſyſtême ennemi. Il n'étoit pas difficile aux Hollandois de ſe convaincre, que l'eſprit de conquéte de la France, quelque ſuppoſition que l'on put faire, ne pouvoit jamais s'étendre ſur aucune de leurs poſſeſſions; qu'une branche de la maiſon de Bourbon, ou de celle d'Autriche ſur le Throne d'Eſpagne, ne lui préſentoit aucun intérêt; que le véritable objet des Négociations tendoient uniquement à l'engager à ſeconder

les

les vues de l'Angleterre, qui étoient de contenir la puiſſance de la France dans un Etat de foibleſſe, pour l'empêcher de devenir une puiſſance maritime & une Nation commerçante. Cet intérêt étoit grand pour l'Angleterre, & cet intérêt que l'Angleterre n'a jamais perdu de vue, eſt diamatralement oppoſé à celui de la Hollande.

Dans toutes les querelles, ſurtout dans toutes celles qui ont agité l'Europe pendant ce ſiécle, dans toutes ces conteſtations que l'Angleterre a ſuſcitées à la France, ou auxquelles la France a donné lieu; la Hollande n'auroit jamais du voir d'autre intérêt, que celui de ſon Commerce. Elle auroit du en voir la diminution dans les ſuccés de l'Angleterre, & les événemens ont aſſés juſtifié que cette prévoyance ſi naturelle auroit été auſſi ſage que juſte; pendant que les ſuccés de la France ne pouvoient manquer d'accroitre les fonds du Commerce de la République; puiſque les Hollandois étoient en poſſeſſion de tout ſon Cabotage & de ſon Commerce du Nord. En un mot la Hollande n'a jamais eu & ne ſauroit avoir par les principes qui conſtituent toute ſon exiſtence, d'autre intérêt dans les querelles qui peuvent troubler le repos de l'Europe, que celui de conſerver la liberté du Commerce, & de l'établir d'une manière ſtable & ſolide.

La liberté du Commerce de toutes les Nations, & principalement de la France, eſt une branche de la liberté de la République de Hollande, ou pour mieux dire, en eſt le fondement le plus eſſentiel. C'eſt de la liberté du Commerce de toutes les Nations que la Hollande tire les fonds qui conſtituent le ſien; enſorte qu'il eſt inconteſtable que la liberté de ſon Commerce ſeroit nulle, ſi celle des autres Nations étoit détruite, & la République ſeroit bientôt anéantie. Telle eſt en un mot la nature du Commerce & la conſtitution de la République de Hollande, que toutes les fois que la liberté du Commerce d'une Nation eſt attaquée, la République ſe trouve déſlors préciſément dans la même poſition qu'un particulier qui voit le feu à la maiſon voiſine: ſon intérêt lui fait craindre avec raiſon l'incendie de la ſienne, & lui impoſe la loi du ſecours.

Les Hollandois n'auroient jamais du oublier que leur Territoire ne contient exactement que le ſiége de leur domicile; que leur Territoire ne produit pas à beaucoup près le néceſſaire phyſique de ſes habitans; que toutes les Marchandiſes & toutes les Denrées qui ſont le fonds de leur Commerce, & conſéquament de leur Puiſſance, ſont d'un cru étranger; que c'eſt pour eux que les autres Nations cultivent leurs Terres; & que les champs ſur les

les quels la Hollande recueille ſes riches moiſſons, s'étendent chez toutes les Nations de l'Univers.

C'EST donc ſur la liberté de ces champs fertiles diſperſés dans les quatre partie du Monde, que les Hollandois doivent veiller pour conſerver la leur. Ainſi la liberté de la Hollande, la liberté de ſon Commerce, la lie naturellement & néceſſairement à toute Nation commerçante, où chez laquelle elle à étendu ſon Commerce; & lui impoſe la néceſſité de s'oppoſer à qui conque voudroit l'aſſervir.

POUR s'en convaincre, il ne faut que jetter un coup d'œil réflechi ſur les intérêts du cabotage des Hollandois, la principale branche de leur Commerce, celle qui occupe la plus grande quantité de Vaiſſeaux, & qui multiplie le plus les moyens de ſubſiſtances dans le ſein de la République.

C'EST principalement avec des Vins, des Eaux-de-Vie, des Huiles, des Fruits, des Sels, avec des Toiles, des Etoffes de Soie & de Laine, &c. des Sucres, des Caffés, des Indigos, & autres Denrées de l'Amérique, que les Hollandois font le Commerce du Nord, celui du Levant, de l'Italie, de l'Eſpagne, & de leurs Colonies, & qu'ils portent les Denrées & Marchandiſes du Nord aux Nations du Midi.

LES Hollandois tirent toutes ces Denrées & ces Marchandiſes des différentes Nations de l'Europe, les importent chez eux pour y former les différens aſſortimens qu'exige leur réexportation, & ils ſe pourvoient de chaque Article chez la Nation qui le leur fournit à meilleur marché. Ils doivent donc regarder toutes les Nations comme autant de marchés où ils vont faire leurs Achats divers & leurs Ventes; celle chez laquelle ils font leurs plus grands Achats, ou leurs Ventes les plus avantageuſes, eſt donc celle dont la liberté eſt néceſſairement le plus liée à la leur, & les intéreſſe le plus.

C'EST d'après ces principes que la Hollande doit conſidérer toutes les Nations de l'Europe; qu'elle doit prendre parti dans les conteſtations qui s'élevent entre elles, ou voir leurs conteſtations avec indifférence: toutes Querelles qui n'auront pour objet que des Prérogatives de dignité, des droits de préſéance, des droits ſucceſſifs, d'Election, ou de ſimples limites purement Territoriales, & autres de ce Genre, ne doivent toucher les Hollandois, que comme citoyens du monde, & par l'intérêt qu'ils doivent prendre en général au bonheur de l'humanité. Mais s'il s'éleve des prétentions de Commerce qui

tendent à opprimer la liberté d'une Nation, ils doivent voir alors la leur attaquée; & l'étendue du Commerce qu'ils ſont avec cette Nation, qui ſeroit reſſerrée, ou dont ils ſeroient privés, ſi elle étoit aſſervie, doit être la regle & la meſure de l'intérêt qu'ils peuvent prendre dans la conteſtation.

Qu'on ouvre enfin les yeux ſur ces principes de la fortune & de la liberté de la Hollande; car ces principes ſont la baſe & le fondement eſſentiel de ſon exiſtance, & on ſera forcé de convenir que cet intérêt eſt entiérement éteint pour elle à l'égard de l'Angleterre. L'Acte de Navigation ne permet aux Hollandes de faire d'autre Commerce avec cette Nation, que celui ſur le quel les loix n'ont aucun empire, le Commerce de Banque, & celui des fonds publics que l'Angleterre à un grand intérêt de favoriſer.

L'Angleterre eſt donc la Nation, dont la liberté importe le moins à la Hollande, ou pour mieux dire, la ſeule dont la liberté ne l'intéreſſe point du tout. Les Hollandois ont aucontraire à veiller ſans ceſſe ſur ſes entrepriſes ou ſes deſſeins, avec d'autant plus de raiſon, que ſi les autres Nations avoient fait une loi ſemblable à la ſienne, la République de Hollande n'exiſteroit plus, ou elle exiſteroit ſans Commerce, ce qui ſeroit pour elle ne pas exiſter.

Si la Hollande n'avoit pris aucune part à la Guerre de ſucceſſion, elle ſeroit infiniment moins chargée de dettes; & ſi aulieu de contribuer par ſes ſubſides & par ſes armemens, à ſoutenir dans la Guerre de 1742, les prétentions de l'Angleterre, contre l'Eſpagne & la France, elle eut employé ſes dépenſes énormes à ſoutenir uniquement la liberté du Commerce & chacune de ces Puiſſances dans la jouiſſance libre & excluſive de ſes anciennes poſſeſſions, l'Angleterre n'auroit pas donné une étendue preſque ſans limites au Commerce Clandeſtin, qu'elle fait par la jamaïque aux Indes Occidentales, qui ne détruit pas moins le Commerce des Hollandois avec Cadix, que celui qu'y ſont les autres Nations. Le ſyſtême Britannique d'invaſion de la Monarchie Univerſelle du Commerce, s'étoit aſſez Manifeſté par le ſiége de Carthagene; & peut-être l'Angleterre n'auroit pas entrepris la derniere Guerre, qui l'a rendue la Nation dominante dans le Commerce de l'Afrique & des deux Indes, & la rend preſque la maitreſſe du Commerce de ces trois parties du Monde, ſans les ſecours qu'elle reçut de la Hollande dans la Guerre de 1742, & ſans l'Eſpérance qu'elle avoit d'en obtenir de ſemblables dans la derniere Guerre.

Si on veut faire attention aux progrès du Syſtême Britannique, on ne

ne pourra ſe diſſimuler, que la Neutralité même de la Hollande dans la derniére Guerre, étoit contraire à ſes intérêts, & qu'elle ne pouvoit manquer d'avoir des ſuites funeſtes pour ſon Commerce, dont elle ne ſauroit être indemniſée par les intérêts momentanés qu'une Neutralité donne à des Négocians pendant la Guerre. Fonder une Neutralité ſur de tels motifs, c'eſt évidament ſacrifier les intérêts les plus importants de l'Etat à des vues perſonnelles, & à des intérêts particuliers. Le déeroiſſement du Commerce de la Hollande n'étoit-il pas annoncé par toutes les conquêtes de Commeree que l'Angleterre avoit projettées, qui étoient le principal obiet de eette Guerre, & n'eſt il pas bien ſenſible dans celles qu'elle a faites en effet? Car ce décroiſſement réſulte bien évidament des établiſſemens que l'Angleterre a acquis à campeche & à la floride, qui lui donnent tant de nouvelles facilités pour étendre ſon Commeree clandeſtin à l'Amérique Eſpagnole; par l'acquiſition des Iſles neutres qui la mettent en état délever une grande eoncurrence dans le Commerce des Sucres, des Caffés & des Indigos de Surinam, de Berbice & des autres Colonies Hollandoiſes. On peut voir encore des déſavantages infinis dans la ſupériorité que les Anglois ont aequiſe à Bengal & dans les autres parties des Indes Orientales, ainſi que dans l'eſpéce de néceſſité où cette même domination dans l'Amérique doit réduire les François de ſe livrer au Commerce d'éeonomie, de faire le Commerce du Nord directement, deux branches de Commerce très riches pour les Hollandois, que les Négocians François ne laiſſoient entre leurs mains que paree qu'ils n'étoient oecupés que de celui de l'Amérique. Il eſt évident qu'une nouvelle Guerre auſſi heureuſe avec le ſecours de la Neutralité de la Hollande, avec celui des fonds de ſes Capitaliſtes, & de l'Agiotage de ſes Négoeians, qui ont ſoutenu le eredit de l'Angleterre, cette Nation parviendroit à la Monarehie Univerſelle du Commeree; & ſi elle en étoit au point de protéger pluſieurs autres Nations, comme elle protége depuis longtems le Portugal, où en ſeroit le Commerce de la République?

La ſeconde cauſe du décroiſſement du Commerce de la Hollande, a fait des progrès aſſez rapides, & ne ceſſe d'en faire tous les jours. Sa Compagnie des Indes a perdu infiniment de ſes avantages par l'établiſſement de eelles d'Angleterre, de France, de Dannemarek & de Suéde; mais c'eſt ſurtout la concurrence de celle d'Angleterre qu'elle a le plus à redouter. Toutes les autres Nations tendent à faire tout leur Commeree directement; & les Nations autrefois les moins commerçantes de l'Europe, touchent preſque à ce point, ſurtout le Dannemarck. Les Ports de la Baltique, les Villes de l'Allemagne, font autant qu'il leur eſt poſſible, le Commerce directement avec

les Nations du midi, & augmentent tous les jours leur concurrence, avec les Hollandois, dans le Commerce d'Economie. Chaque Nation s'efforce de faire tout le Commerce qu'elle peut faire, & aucune ne peut accroitre ſon Commerce qu'aux dépens de celui de la Hollande. Ses pêches du Harang & de la Baleine ſont infiniment diminuées par la concurrence de celles de la France, de l'Angleterre, & de quelques Nations du Nord, quoique très foibles encore.

CETTE induſtrie devenue générale, peut bien reſtraindre le Commerce de la Hollande, mais d'un côté elle ne ſçauroit s'étendre juſques à une entiére deſtruction, & de l'autre la République peut en ralentir les progrés. Ses retours des Indes Orientales & de l'Amérique la mettent en état de former des aſſortimens qui lui donneront toujours une ſupériorité décidée ſur ſes concurrens des Villes Anſéatiques, qui ne ſauroient ſe procurer une pareille faculté: & cet avantage ſeroit bien plus conſidérable encore, ſi la République donnoit de nouveaux ſoins à ſes Colonies de l'Amérique. Si on ſe livroit à l'Amélioration, on pourroit en étendre les productions au point de remplacer dans l'univerſalité du Commerce, une partie des diminutions qui y ſont ſurvenues.

CE ſeroit un moyen bien puiſſant de relever le Commerce d'économie, que de diminuer la cherté de tous les ouvrages, de toute l'induſtrie qui tient à la Navigation, par le bas prix de la Main d'œuvre. mais il faudroit pour y réuſſir, ſuprimer les acciſes ſur toutes les choſes néceſſaires à la vie, dans toute la Hollande, & diminuer en même tems les droits d'entrée & de ſortie par un nouveau tarif. Il ſeroit bien difficile, peut être impoſſible, de concilier un encouragement de cette nature, quelque utile & néceſſaire qu'il paroiſſe, avec les charges de l'Etat & le payement des intérêts de la dette publique. Mais quels que ſoient les progrès de la ſeconde cauſe du décroiſſement du Commerce de la Hollande, bien loin de pouvoir lui faire l'application de cette prétendue maxime, que les richeſſes accumulées par le Commerce menacent les Empires d'une deſtruction prochaine; on voit ici les richeſſes ſervir comme un moyen ſimple, & peut être même ſans que perſonne en ait encore fait l'obſervation; à conſerver le Commerce de la Hollande, & même à en accroitre deux branches importantes.

L'ARGENT qu'une balance toujours avantageuſe à accumulé en Hollande, n'y trouve d'employ depuis longtems que ſur les obligations de l'Etat à deux & demi pour cent, & cet employ dans des effets extrêmement recherchés,

Digitized by Google

chés, ne ſauroit en occuper qu'une très petite quantité, & telle qu'elle ne peut faire aucune ſenſation: enſorte que lorſque les emprunts publics ſont fermés chez les autres Nations, la Hollande contient des capitaux immenſes qu'il eſt impoſſible de placer ailleurs que dans le Commerce. Il arrive de là qu'un Commerce qui ne rend que deux & demi ou trois pour cent, eſt encore ſuffiſament riche pour une Nation, qui a de grands capitaux qu'il lui eſt impoſſible de placer ailleurs avec autant d'avantage; & il n'eſt encore aucune Nation en Europe qui puiſſe ſoutenir une telle concurrence, ou la combattre avec ſuccés dans le Commerce maritime, ſurtout dans le Commerce de fret & d'Economie. Ce n'eſt pas parce que l'intérêt de l'Argent eſt en Hollande à deux & demi ou à trois pour cent, qu'elle conſerve l'avantage de la concurrence; mais parce qu'il y eſt ſans employ même à ce prix, & que l'employ dans le Commerce y eſt forcé, quel qu'en puiſſe être le profit. La raiſon en eſt qu'on y préfére un petit bénéfice à un dépot ſtérile.

Ce ſont ces mêmes richeſſes accumulées par le Commerce qui y donnent une étendue inmenſe au Commerce de banque, au Commerce des matières d'Or & d'Argent, qui ne peut ſe faire qu'au comptant, & qui y entretiennent le Commerce de Commiſſion par les avances que les Négocians ſont état de faire, ſoit pour des Ventes, ſoit pour des Achats, à tous les Négocians de l'Europe. On peut juger de l'étendue du Commerce d'Argent que fait la Hollande, par l'obſervation que fit joshia Gée chargé par le Gouvernement d'Angleterre de l'examen de la balance, qu'en l'année 1723, l'Angleterre avoit envoyé en Hollande de l'Or & de l'Argent pour cinq milions ſix cent ſoixante ſix mille Liv. Sterl. ſur leſquels l'Angleterre perdoit quatre pour cent.

Le Gouvernement de la Grande Bretagne, ſa conſtitution, l'eſprit, l'ambition qui anime ſes Citoyens; les forces naturelles de cette Nation, ſon induſtrie, ſon habileté dans le Commerce; celle de ſes Miniſtres & de ſes Négociateurs, enfin l'étendue & les diſpoſitions de ſes divers établiſſemens à la coté d'Afrique & dans les deux Indes, annoncent naturellement le plus grand Commerce qu'aucune Nation du Monde ait jamais fait, & qu'aucune Nation d'Europe puiſſe faire aujourd'hui. Un ſi grand fonds d'habileté, d'induſtrie, d'ambition & de poſſeſſions, préſente à l'eſprit l'idée des plus grandes richeſſes accumulées par le Commerce, & que le Commerce puiſſe donner. C'eſt ce qui à fait dire à l'un des Auteurs politiques de cette Nation, qui à les mieux écrit, que le Commerce de l'Angleterre eſt porté à ſon dernier période, à cet excés de richeſſes qui amene le plus grand luxe, qui en corrompant les mœurs annonce la deſtruction prochaine de la Nation.

S'IL étoit poſſible de ſuppoſer en Angleterre l'excés des richeſſes accumulées par le Commerce, il ne ſeroit peut-être pas encore raiſonnable d'attribuer à ces richeſſes, l'excés du Luxe & la corruption des mœurs qui anoncent la deſtruction de la Nation. Cet excés de richeſſes ne produiroit d'autre effet que celui qu'il produiroit en Hollande : il détruiroit quelques branches de Commerce & en fortifieroit d'autres; il concentreroit ou reduiroit l'Induſtrie à la conſommation intérieure, mais il ſouticndroit la navigation, les forces maritimes & le Commerce d'Argent. Une Nation ſage que les richeſſes du Commerce auroient élevée à cet Etat de proſpérité, le conſerveroit toujours, ſi elle n'avoit à craindre d'autre cauſe de deſtruction, que ſon Commerce. Mais il s'en faut bien que l'Angleterre ſe ſoit élevée par les richeſſes que procurent l'Induſtrie & le Commerce, à cet Etat de proſpérité qui ne laiſſe craindre à une Nation, que l'excés de ſon embonpoint.

LES progrés du Commerce de l'Angleterre ont eu pour principale cauſe, bien plus que chez toute autre Nation dc l'Europe, la ſcience du Gouvernement, l'Art de l'Adminiſtration & les ſuccés de Guerres entrepriſes & ſoutenues uniquement pour étendre le Commerce ; & ce qui eſt ſingulier, c'eſt préciſément dans les mêmes cauſes qui ont le plus contribué à l'élevation du Commerce dc l'Angleterre, qu'on doit voir celles de ſon déclin, & non dans l'excés des richeſſes qui amenent l'excés du luxe, la corruption des mœurs & la deſtruction des empires.

LES Anglois ont un Commerce de leur propre fonds, qui eſt très étendu & très important; & il n'y a point de Nation dont les Loix ſoient mieux combinées pour l'avantage & l'encouragement de l'Induſtrie & du Commerce dans toutes ſes branches.

1°. LES Manufactures & les Denrées Etrangéres qui peuvent entrer en concurrence avec celles du pays, & nuire à leur vente ou la diminuer, ſont prohibées ou ſurchargées de droits.

2°. LES Manufactures Nationales ne payent aucun droit de ſortie : à l'égard des autres Marchandiſes & Denrées de la production du pays, les unes ne payent aucuns droits, & les autres en petit nombre, n'en payent que de trés modiques.

3°. LES matiéres cenſées premiéres que l'Angleterre ne produit pas, celles qui ſervent à des Manufactures propres au pays, comme la Cochenille, l'In-

l'Indigo, &c. ne payent aucun droit d'entrée. Celles qui ſervent à établir ou entretenir des Manufactures en quelque ſorte étrangères au pays, comme les Soies, les Cotons, &c. payent au contraire des droits d'entrée; mais ces droits ſont reſtitués, lorſque ces matières ſont renvoyées à l'Etranger Manufacturées ou non.

4°. Les matières premières de la production du pays & dont la ſortie pourroit être utile aux Manufactures étrangères au préjudice de celles d'Angleterre, ne peuvent être envoyées au de hors: la ſortie des Laines & de la terre à foulon eſt defendue ſous peine de mort.

5°. Le tranſport de toutes les Denrées & Marchandiſes d'une Province à une autre eſt libre; elles ſont exemptes de recherches & de droits, par ce qu'il n'y a point de douanes dans l'intérieur du pays.

6°. Les droits qui ont été payés pour l'entrée des Marchandiſes étrangères, ſont rendus pour la majeure partie, lorſqu'on les fait reſſortir dans un terme limité & preſcrit par les Actes du Parlement.

Les Anglois ont penſé qu'il leur ſeroit déſavantageux d'exiger des droits pour une plus grande quantité de Marchandiſes & de Denrées que la Nation n'en peut conſommer; parceque dans ce cas il n'en ſeroit tranſporté en Angleterre que ce qui ſeroit néceſſaire à ſa conſommation. Ils ont cru plus avantageux d'en augmenter & d'en encourager l'entrée, & pour cet effet d'en faciliter le renvoy à l'Etranger.

Cet expédient ne pouvoit manquer d'en Procurer une plus grande abondance, & de les tenir à meilleur marché. Il donne au Négociant la liberté de ſpéculer & de l'activité au Commerce. C'étoit d'ailleurs un moyen ſur d'enrichir la Nation par la multiplicité des tranſports qui occupe un grand nombre de Navires, occaſionne des frais de déplacement & de Magaſinage, qui ſont tous au profit de la Nation.

7°. Le Gouvernement accorde des gratifications conſidérables pour encourager les Armemens, ou l'entrée de certaines ſortes de Marchandiſes, ou la ſortie de quelques autres, ſuivant qu'on l'a jugé avantageux au Commerce de la Nation. Quelques exemples rendent bien ſenſible l'utilité de l'uſage des encouragemens.

Pour

POUR un navire armé pour la Pêche de la Baleine de 200 tonneaux ou au deſſus, l'Etat donne une Livre Sterling par tonneau. Cet objet a paru d'autant plus intéreſſant que la Pêche de la Baleine forme les Matelots les plus intrépides. D'ailleurs les retours de cette Pêche, quand même elle eſt infructueuſe pour l'Armateur, ſont toujours une addition réelle aux richeſſes de l'Etat. Cette loi n'a cependant pas encore produit beaucoup d'effet. Les Armemens pour les autres Pêches ſont encouragés par l'exemption de la moitié des droits impoſés ſur le poiſſon provenant de Pêche étrangère.

L'ETAT paye des gratifications conſidérables portées par les Actes du Parlement, à ceux qui font venir des Colonies Angloiſes de l'Amérique des matériaux pour la conſtruction de la Marine: ce qui a engagé ces Colonies à s'adonner à la préparation de ces matériaux, & met aujourd'hui l'Angleterre en Etat de ſe paſſer des Nations du Nord pour l'entretien de ſa Marine.

SI on veut conſidérer avec un peu d'attention l'Adminiſtration des Finances de l'Angleterre, on conviendra que d'une part les ſommes immenſes qu'on leve ſur le Peuple, & de l'autre l'aiſance & la richeſſe du Peuple, prouvent que le plus ſouvent c'eſt moins l'impoſition en elle même, que la forme de l'impot & la forme de la perception, c'eſt-à-dire la nature de l'impot & la maniere de le repartir & de le lever, qui appauvrit une Nation.

1°. TOUTES les taxes ſont réelles. Il n'y en a point de perſonnelles; elles portent ſur les biens fonds, les maiſons, les droits d'entrée & les conſommations, ſur le Papier timbré, ſur les Cartes, les Dez, &c. Mais toutes ces taxes ſont toujours réelles.

2°. C'EST le proprietaire des terres & non le fermier, qui paye la taxe ſur les terres. Cette taxe eſt fixée & déterminée d'après d'anciens états aux quels on ne donne jamais d'atteinte. Il n'y a de différence dans les Actes du Parlement qui ſe renouvellent tous les ans ſur ce ſujet, qu'autant que l'on doit payer plus ou moins au ſol la livre.

IL réſulte de cette légiſlation concernant les impots, qu'il n'y a dans les taxes, ni arbitraire, ni perſonnel; & que la levée de l'impot ne donne point lieu à la malheureuſe néceſſité des exécutions, des contraintes, des empriſonnemens, & de ces frais énormes, ailleurs plus onéreux que l'impot même

me (a). Le Parlement ordonne des taxes auſſi fortes qu'il le juge à propos; elles le ſont extrêmement; mais toutes les taxes portent ſur des choſes réelles, & ſont toutes fixées & déterminées par une loi, que perſonne ne peut ni changer, ni altérer. De là aucun ſujet ne craint de donner l'eſſor à ſon Induſtrie, d'augmenter ſa Culture & ſes Beſtiaux; il fait valoir ſon Argent & celui des autres par ſon crédit, s'il en a, ſans redouter l'augmentation de ſa taxe, encore moins qu'on le rende reſponſable de celle de ſes voiſins. L'Habitant bien loin d'imaginer des raiſons de diſſimuler ſes richeſſes, de les reſſerer, de paroitre moins riche qu'il ne l'eſt; croit aucontraire que ſon intérêt eſt de mettre ſes richeſſes au jour, de les employer & d'en augmenter l'opinion s'il le peut, afin d'augmenter ſon crédit, & par là ſes moyens & ſes reſſources. C'eſt ainſi que par l'effet de la Légiſlation l'économie ne cache rien; qu'on montre en Angleterre les richeſſes qu'on a, & celles qu'on n'a pas; le Luxe y en montre encore davantage qui n'ont aucune réalité: & tout cela donne une activité infinie au travail & à tout genre d'Induſtrie.

Si les richeſſes du Commerce de l'Angleterre n'avoient eu d'autre cauſe de leurs progrès, que la ſageſſe de cette Adminiſtration; ſi la prodigieuſe élevation de ſon Commerce, ſi tous ſes établiſſemens immenſes à la côte d'Afrique & aux deux Indes étoient le fruit unique d'une conduite paiſible auſſi éclairée; la proſpérité de ſon Commerce, tout étendu qu'il eſt, ſeroit établie ſur des fondemens ſolides & peut-être inébranlables. Mais cette Nation n'a pas traité de la même maniére & ſur les mêmes principes, ſon Commerce en Afrique & dans les deux Indes, que ſon Induſtrie, ſon Agriculture & ſon Commerce en Europe. Elle a trop employé la force des armes, & l'uſage de ſes forces l'a obligée de ſe donner des richeſſes qui ne ſont point celles du Commerce, des richeſſes artificielles, qui détruiſent celles du Commerce.

On pourroit peut-être regarder comme un malheur pour la Nation même, d'avoir trop conſidéré le Commerce des trois autres parties du monde avec un Eſprit de conquéte, & de s'être livrée pour en reculer ſans ceſſe les limites, à des Guerres extrêmement diſpendieuſes, & que la Nation ne pouvoit ſoutenir qu'en deployant des forces bien au delà de la proportion naturelle de ſon fonds en richeſſes réelles & en Hommes. Elle a infiniment affoibli ſa Population, ſon Induſtrie & conſéquament ſon Commerce naturel par ſes dépenſes exceſſi-

(a) Il eſt bien facheux qu'une Légiſlation ſi ſage, ſe trouve dégradée par deux abus énormes aux quels on prétend que le Gouvernement ne ſauroit aporter de reméde. 1°. Il n'y a qu'une très petite partie des terres qui ſoient employées dans les Etats ſuivant leur valeur réelle. 2°. Les frais de la perception doublent preſque tous les impots.

exceſſives en Hommes, & encore plus par l'uſage de ſes richeſſes artificielles, ou ce qui eſt la même choſe, de ſon crédit avec le quel il a fallu ſupléer au défaut de richeſſes réelles, qui ne pouvoient ſuffire à des entrepriſes ſi fortes.

Si le crédit peut-être avantageux à une Nation, ce n'eſt dumoins qu'autant que l'on n'en fait uſage que dans les cas de néceſſité, & que l'on eſt attentif à rembourſer dans un tems aiſé, ce que l'on a été forcé d'emprunter dans un tems difficile.

Par le crédit quelques particuliers ſont riches aux dépens de l'Etat. Toutes les richeſſes qui en proviennent conſiſtent dans les intérêts que portent les dettes de l'Etat à ceux qui en ſont les Créanciers. Pour que l'idée de ces richeſſes ſe ſoutienne, il eſt néceſſaire que les intérêts ſoient exactement payés: du moment où ils ceſſeroient de l'être, l'Illuſion de cette ſorte de richeſſes ſe diſſiperoit d'elle même. Il n'en eſt pas des richeſſes du Commerce, comme de celles du crédit: le Commerce eſt fondé ſur les productions de la nature & de l'Art, & ſur le travail du Laboureur & de l'Artiſan ou Manufacturier.

Le Corps du Peuple participe parconſéquent aux richeſſes du Commerce & aux profits qui en réſultent. S'il participe aux richeſſes du crédit, ce n'eſt aucontraire qu'à ſon préjudice, que pour en ſupporter le poids & payer les intérêts; car c'eſt ſur le Corps du Peuple que portent les impoſitions; c'eſt lui qui doit payer à l'Etat, ce dont l'Etat a lui même beſoin pour payer les intérêts de ſes dettes. Tout Rentier de l'Etat eſt un Homme qui vit du travail & de l'Induſtrie du Peuple, & qui s'en approprie le fruit.

Il s'enſuit que même ſans que la maſſe des richeſſes ſoit diminuée dans un Etat, & quoique les dettes qu'il contracte, ne ſoient des dettes qu'envers lui même, il peut réſulter de ces dettes une telle inégalité dans la diſtribution & la repartition des richeſſes, qu'elle deviendroit enfin funeſte à la Nation. La demonſtration en eſt bien facile.

Le crédit ſe ſoutient par l'exactitude du payement des intérêts; les intérêts ſe payent par les impoſitions faites ſur le Peuple; ces impoſitions dont la ſageſſe de la Légiſlation ne peut modérer l'excés par la forme de l'impot & par celle de la perception, enchériſſent les Denrées & la main-d'œuvre. La main-d'œuvre portée à un trop haut prix, empêche la vente des Marchandiſes;

ſes ; la dificulté des ventes empêche la circulation ; la cherté du travail détruit inſenſiblement le Commerce & l'anéantit ; la maſſe du Peuple ceſſe de pouvoir ; & dans un Gouvernement qui tiendroit du genre Démocratique, il peut même ceſſer de vouloir payer les revenus trop conſidérables des Créanciers Publics, dont le nombre eſt toujours bien petit comparé à celui de toute une Nation, & dont l'intérêt par conſéquent doit ceder à celui du grand nombre. Il devient alors impoſſible de ſoutenir le crédit, & la bonqueroute devient inévitable. Telle eſt la fin de tout crédit Public ou particulier, dont on excéde les juſtes bornes.

MALGRÉ la ſageſſe de la Légiſlation Britannique concernant les impots, qui en rend la repartition & la perception auſſi juſtes & auſſi douces qu'elles peuvent l'être, ſes impots ſont par l'excés au quel on les a portés, la cauſe d'un décroiſſement bien ſenſible du Commerce de l'Angleterre en Europe, dans l'Induſtrie, dans la partie la plus importante & la plus riche, puiſque c'eſt celle qui multiplie le plus les moyens de ſubſiſtance, qui favoriſe le plus la Population, & qui donne à l'Agriculture le plus grand & le plus heureux des encouragemens en aſſurant la conſommation de ſes productions. Le débouché des Manufactures Nationales preſque détruit dans le Levant, fort diminué dans le Nord, & reduit de plus de ſix cent mille Liv. St. dans l'Amérique, prouve le décroiſſement du Commerce cauſé par la cherté de la main-d'œuvre. Cette cherté eſt l'effet naturel de l'excés des impots ; & cet excés eſt la ſuite néceſſaire des Guerres entrepriſes & portées par la Nation à des dépenſes au deſſus de ſes forces naturelles, dépenſes qu'elle n'a pu ſoutenir que par des forces artificielles, dont l'élevation & l'entretien ne pouvoient manquer de préparer la ruine de ſon Commerce d'Induſtrie en Europe.

C'EST ainſi que l'Angleterre en voulant étendre ſon Commerce dans les trois autres parties du monde, a ruiné la majeure & peut-être la plus précieuſe partie de ſon Commerce en Europe, puiſqu'elle eſt la partie du Commerce de la Nation la plus naturelle. En ſorte que l'on pourroit très raiſonnablement douter, ſi la Nation peut-être dedommagée de cette perte par toutes les conquétes qu'elle a faites en Afrique & en Amérique. Avant les deux dernieres Guerres, ſon Commerce ſoutenoit bien la concurrence de celui de la Hollande & de la France dans le Levant, à la Côte d'Italie, en Allemagne & à Cadix ; elle dominoit dans le Nord, & jouiſſoit preſque ſeule de tout le Commerce des Portugais : ſon traité de *l'Aſſiento*, ſon Commerce Clandeſtin aux Indes Occidentales par la jamaïque, donnoient des avantages infinis à ſa balance ; une Agriculture toujours entretenue dans un Etat floriſſant par

l'activité de la plus grande induſtrie intérieure, donnoit lieu toutes les années à une exportation de Grains, qui ajoutoit encore pluſieurs milions aux avantages de cette balance; & un grande population anoncoit l'opulence. On ſeroit tenté de croire que la poſterité regardera cette Epoque, comme le moment des beaux jours de la grande Bretagne.

Que l'on compare cet Etat brillant de la Nation Britannique, au quel une plus longue paix auroit encore ajouté de grands accroiſſemens, à ſon Etat actuel: on aura ſans doute bien de la peine à convenir que la Nation trouve un équivalent de cette ſituation heureuſe, dans une augmentation de cent milions ſt. ajoutés à la dette publique, de quatre milions ſt. ajoutés aux impots, & dans les avantages futurs qu'elle peut ſe promettre de ſa domination acquiſe ſur les Mers d'Afrique & des deux Indes. Le décroiſſement du Commerce naturel au quel l'acquiſition de cette domination a donné lieu, eſt certain, & il eſt très difficile d'en arrêter le cours; pendant que les avantages futurs des établiſſemens acquis à la Côte d'Afrique & dans l'Amérique, ſont tout au moins très incertains.

Le moyen actuellement le [illegible]acile, & peut-être le ſeul, qui ſoit au pouvoir de l'Angleterre, [illegible]er le cours du déclin de l'Induſtrie nationale, eſt de multiplier ſes [illegible]umateurs dépendans en Amérique; & ce moyen eſt très lent & très diffi[illegible]. L'Angleterre peut elle attendre ce ſecours de ſes Colonies du Nord de l'Amérique? Elle leur a laiſſé acquérir une indépendance trop étendue. On eſtime aujourd'hui la Navigation que ces Colonies font, tant en Amérique, qu'en Europe, de deux mille cinq cent Vaiſſeaux. Elles ſe ſont miſes en poſſeſſion d'approviſionner les Colonies des Iſles, de Farines, de Poiſſons, de Fer, &c. & vendront bientôt des étoffes du produit de leurs Manufactures, que l'Angleterre leur a laiſſé élever & accroitre. Ces Colonies entrent en même tems en concurrence avec l'Angleterre pour le Commerce des Grains & de la Morue en Europe, dont elles font des retours dans l'indépendance de leur Métropole. Il ſera très difficile à l'Angleterre de rétablir chez ſes Colons la conſommation de ſes Manufactures. Cela ſeroit néceſſaire cependant pour ſubſtituer avec de grands avantages le Commerce de ces Colonies au Commerce du Nord pour l'approiſionnent de ſa Marine. Car le Commerce du Nord eſt une branche du Commerce de l'Angleterre, qui doit néceſſairement ſe réduire à un Commerce d'économie, déſqu'il lui deviendra impoſſible de payer comme elle faiſoit autrefois, une partie de ſes achats avec ſes Manufactures, dont la cherté rend tous les jours le débit plus languiſſant.

Le

Le Bréſil, le Mexique & le Perou, ſont les ſources, & preſque les ſeules, d'où l'Angleterre tire ſon Or & ſon Argent. Elle tire l'Or du Bréſil par un Commerce légitime dont elle a ſçu ſe donner le privilége excluſif, & dont la foibleſſe du Portugal lui aſſure une longue poſſeſſion, malgré la cherté des étoffes qu'elle y envoit. En ſera-t-il encore longtems de même des tréſors du Maxime & du Perou, qu'elle s'approprie par ſon Commerce Clandeſtin de la jamaïque aux Côtes des Colonies d'Eſpagne? L'illégitimité de ce Commerce porte un trop grand préjudice à la Couronne d'Eſpagne & à toutes les autres Nations de l'Europe, pour que l'Angleterre puiſſe raiſonnablement ſe flater d'une jouiſſance longue & paiſible.

Si M. Brown avoit calculé avec quelque exactitude le Commerce de l'Angleterre, il n'auroit ſans doute pas annoncé à ſa Nation que ſon Commerce étoit porté à ſon dernier période, à ce période qui produit le luxe qui en corrompant les mœurs détruit les empires. Il eſt évident que ſi l'Angleterre étoit arrivée, comme le pretend M. Brown, à cet excés de luxe qui annonce une deſtruction prochaine, on pourroit peut-être attribuer la cauſe de ce luxe exceſſif aux richeſſes d'un grand nombre de particuliers, qui ne ſont point celles de l'Etat & du Commerce: car il eſt impoſſible de concilier l'idée de l'excés des richeſſes accumulées par le Commerce en Angleterre, avec l'Etat actuel du Commerce de cette Nation.

Si l'on vouloit obſerver avec attention la marche actuelle de l'Induſtrie chez toutes les Nations Européennes, on pourroit voir dans l'avenir, & peut-être dans un avenir très prochain, toutes les Nations faire leur Commerce naturel, & la Puiſſance que donnent les richeſſes du Commerce, à peu près rélative à l'étendue & à la nature du territoire que chaque Nation poſſede, ſoit en Europe, ſoit en Amérique. Les richeſſes territoriales ſont les vraies richeſſes de l'Etat, & le Gouvernement qui applique l'induſtrie nationale à leur donner toute leur valeur, eſt celui qui donnera à l'Etat la Puiſſance la plus ſolidement établie.

Les progrès des connoiſſances du Commerce ont rendu fort difficiles les ſpéculations des Négocians en Europe, & fort rares les occaſions d'une fortune rapide que leur préſentoient autrefois différentes branches de Commerce. Les Négocians, & les habiles Négocians, ſe ſont multipliés à l'infini chez preſque toutes les Nations; & leur concurrence rend la marche de la fortune à faire dans le Commerce, extrémement lente. Les connoiſſances du Commerce ont enfin fait les mêmes progrès dans les Gouvernemens des Na-

tions de l'Europe, & leur concurrence ne laiſſe preſque plus de porte ouverte à ces fortunes rapides & à cette élevation de richeſſes, dont Veniſe, l'Eſpagne, le Portugal & la Hollande, ont donné des exemples. Les autres grandes Nations ſont entrées en concurrence pour partager le Commerce du Levant, de l'Afrique & des deux Indes. L'Angleterre n'auroit peut-être pas aujourd'hui autant de facilité, qu'elle en trouva en 1703, pour s'approprier le Commerce du Portugal, & qu'elle en a eu peu de tems après pour faire une riche partie de celui de l'Amérique Eſpagnole par la Jamaïque. Ces deux branches de Commerce ſont très riches, & les plus riches de tout le Commerce de cette Nation. Mais ces deux branches ne ſont qu'un Commerce précaire, que les intérêts des autres Nations doivent détruire. La concurrence de toutes les Nations commercantes, admiſe par le Portugal, & les précautions que l'Eſpagne doit naturellement prendre contre le Commerce clandeſtin, rameneront néceſſairement l'Angleterre à ſa puiſſance Territoriale à l'égard de ces deux branches.

Il faut convenir que le Commerce ne préſente aujourd'hui à aucune Nation de l'Europe de moyens légitimes d'acquérir de grandes richeſſes hors de ſon Territoire, que dans les découvertes. Elles ſont ſans doute dificiles; mais elles ne ſont point au-deſſus des forces de l'induſtrie moderne. Il eſt certain qu'il en reſte encore à faire dans l'intérieur de l'Afrique, dans l'Amérique, & aux terres auſtrales, qu'on a déjà tentées pluſieurs-fois & qu'on peut tenter encore avec des ſuccès plus heureux (*a*).

Les connoiſſances du Commerce, & l'induſtrie, qui font des progrés infinis en Ruſſie, peuvent ruiner un jour le Commerce de Smirne, en attirant par la Mer Caſpienne & le Pont-Euxin, tout le Commerce que l'Europe peut faire avec la Perſe, & nous obliger d'aller acheter les ſoyes de Perſe à St. Petersbourg. La Ruſſie peut auſſi diminuer infiniment les avantages du Commerce de nos Compagnies des Indes, en donnant plus d'étendue à celui qu'elle fait avec la Chine. Si Veniſe reprenoit avec ſuccès ſon projet de faire couper l'Iſthme de ſuez & d'établir un canal de Communication entre le Nil & la Mer rouge, & l'exécution de ce projet eſt bien au rang des poſſibilités morales; le Commerce des Indes Orientales, ou du moins la majeure partie, changeroit encore une fois de route, & enrichiroit de nouveau le Commerce de la Méditerannée.

La

(*a*) Voyez le Chap. des découvertes.

Digitized by Google

La richeſſe territoriale eſt donc la ſeule ſur la quelle l'induſtrie des Nations étrangéres n'a point d'empire, lorſque le Gouvernement de l'Etat ſçait lui donner toute la proſpérité dont elle eſt ſuſceptible; & l'Etat atteindra au plus haut dégré de proſpérité, lorſqu'il fera exactement tout le Commerce qu'il peut faire, qui eſt le ſeul moyen de donner toute ſa valeur à la richeſſe territoriale. C'eſt à quoi la concurrence de toutes les Nations dans le Commerce de l'Europe, qui s'accroit tous les jours, doit enfin réduire le Commerce de chaque Nation; mais aucune ne doit craindre ſa deſtruction prochaine par l'effet des grandes richeſſes que le Commerce procure & ne ceſſe d'accumuler. Rien n'eſt donc plus faux, que cette maxime, qu'on a voulu introduire comme une vérité dans la politique moderne.

REFLEXIONS

Sur le Commerce Maritime.

C'est un principe inconteſtable que la Grandeur & la Puiſſance rélative des Etats porte uniquement ſur le plus ou le moins de richeſſes territoriales & ſur le fonds reſpectif de la population; que toutes les autres ſources de l'opulence publique ne peuvent être comparées à celle là, ni pour la ſolidité invariable des produits, ni pour l'abondance & l'efficacité des reſſources qui en découlent. Il n'eſt guère poſſible d'attaquer des vérités ſi frappantes, du moins directement, auſſi ne le fait on pas: mais ſans contredire les avantages d'une grande Population & d'un ſol abondant & fertile, on croit en trouver la compenſation, & en quelque ſorte l'équivalent, dans les produits de l'induſtrie, & ſurtout dans les Gains du Commerce Maritime, dont on ſe laiſſe éblouir juſqu'à l'excés. On veut que ces foibles canaux de la fortune des Etats leur tiennent lieu de ces Mines précieuſes & inépuiſables, que la terre livre à l'Activité d'un grand peuple, qui y trouve les ſalaires de ſes travaux avec autant de certitude & de conſtance, que la nature en met elle même dans la rénaiſſance annuelle de ſes dons, & dans les inmuables propriétés qu'elle leur accorde, de ſe plier à nos beſoins & à toutes les formes que leur donnent le Génie & les mains des Artiſtes.

C'est une erreur qu'il eſt intérreſſant de combattre: mais comme à cet égard rien n'égale les exagérations que font les Anglois, & qu'à les en croire la Navigation ſeule peut former la plus ſolide richeſſe des peuples; c'eſt avec eux principalement qu'il faut diſcuter la queſtion, parce que ſi on a une fois détruit la haute opinion que l'Angleterre conçoit de ſa Marine, & les avantages exceſſifs qu'elle y attache, l'illuſion ſe diſſippe bien vîte. Il ne ſera

pas

pas dificile après cela de mettre les choſes à leur vrai degré de valeur, & de décider la quelle des deux, ou de l'Opulence naturelle, ou de l'Opulence factice, doit l'emporter dans la comparaiſon & la balance du pouvoir.

VOYEZ, diſent les Anglois, à quelle fortune peut atteindre un Peuple navigateur: nous n'avions en 1688, que huit cents mille Tonneaux de navigation Marchande, & tous nos biens & effets, meubles & inmeubles, ne montoient qu'à ſix cents ſeize milions ſept cent mille Liv. Sterl. Aujourd'hui nôtre Marine Marchande eſt portée à ſeize cent mille Tonneaux, & nôtre richeſſe Nationale s'éleve à un Miliard.

PASSONS l'augmentation du double dans la Navigation; mais eſt-il bien vrai que la richeſſe de l'Angleterre a fait depuis 1688, juſqu'à nos jours, un progrès de trois cent quatre vingt trois milions trois cent mille Liv. Sterl. & quand ce prodigieux accroiſſement de la richeſſe nationale ſeroit vrai, eſt ce à l'augmentation de huit cent mille Tonneaux de Marine qu'on doit l'attribuer?

EXAMINONS d'abord l'accroiſſement d'Opulence en lui même, & quel dégré de probabilité on peut lui accorder.

LES ſources de la richeſſe d'un Etat ne peuvent avoir pour baſe, que le territoire & le travail national: en 1688, la ſomme entiére de tous les biens de l'Angleterre étoit de ſix cent ſeize milions ſept cent mille Liv. Sterl., qui à raiſon du travail des hommes produiſoient, ſelon M. Davenant, un revenu de ſept & un huitième pour cent, ou quarante quatre milions Sterl.

POUR accroitre un pareil fonds il faut néceſſairement augmenter le territoire & la Population, ou du moins la Population, ſi l'on n'acquiert pas de nouveaux Territoires. Or dans lequel de ces deux objets l'Angleterre a-t-elle fait des Gains ſenſibles? Eſt ce du côté du Territoire? Tout ce qu'elle poſſéde aujourd'hui, elle en jouiſſoit en 1688, car il ne faut pas encore mettre en ligne de compte, les conquêtes qu'elle a faites par la dernière guerre à la Côte d'Afrique & dans l'Amérique, qui ſont de vaſtes terreins à défricher. Eſt ce du côté de la Population? La vielle Angleterre n'a certainement pas à beaucoup près le même nombre d'hommes qu'elle avoit alors: une Navigation exceſſive eſt un principe tout deſtructeur, & s'ils ſe ſont augmentés dans l'Amérique, c'eſt tout au plus en raiſon du décroiſſement qui s'eſt fait en Europe.

MAIS

MAIS la Culture des Terres s'eſt perfectionnée, les Colonies Angloiſes ont beaucoup plus de travaux & de Commerce, les Manufactures ſont devenues plus nombreuſes & plus riches, la Navigation eſt doublée: ſoit. Mais à combien veut-on évaluer tout le Gain que l'Angleterre retire de ces divers objets? Le bénéfice d'une Nation n'a d'autre réalité que l'avantage de ſa balance, c'eſt-à-dire celui qu'elle ſe procure par les ventes de ſes Denrées & de ſes Ouvrages chez les divers peuples où elle porte ſon Commerce, déduction faite des choſes qu'elle reçoit en payement pour ſa propre conſommation. Et bien prenons pour vrai dans toute ſon étendue ce que les Anglois nous diſent de l'avantage de leur balance. Portons là, comme eux, à deux milions cent ſoixante quatorze mille Livres Sterl. par an.

SUPPOSONS même contre toute vraiſemblance, qu'ils jouiſſent de cette balance depuis 1688, ſans qu'elle ſe ſoit jamais démentie; & que ce bénéfice eſt demeuré tout entier en Angleterre ſans qu'il s'en ſoit perdu une obole, pas même par le faſte & le luxe qui ſuivent de ſi près l'Augmentation de l'Opulence (*a*).

QUE verrons nous dans ce calcul outré? Nous verrons enfler chaque année le tréſor de l'Angleterre de deux milions ſoixante quatorze mille Livres Sterl. ce qui dans le cours de 77 ans qui ſe ſont écoulés depuis 1688, juſques en 1762, aura augmenté la richeſſe nationale de cent ſoixante milions huit cent ſoixante quatorze mille Liv. Sterl. c'eſt là la plus exceſſive ſuppoſition qu'on puiſſe admettre en faveur de l'Angleterre. Or il y a encore bien loin de là à trois cent quatre vingt trois milions trois cent mille Liv. Sterl. dont cette Nation ſe gratifie ſi libéralement depuis l'Epoque de 1688, juſqu'à nos jours.

MAIS le calcul de la balance une fois fait, il n'eſt plus queſtion de recou-

rir

(*a*) On n'argumente ici que par impoſſible, toutes nos ſuppoſitions étant évidament contraires à la vérité & à l'expérience. Un auteur Anglois (Joshia Gée) qui avoit été chargé par le Gouvernement, de l'examen de la balance, ſe plaind que la quantité d'Or & d'Argent qui ſortoit du Royaume, étoit exceſſive; qu'en l'année 1723, il en avoit été envoyé en Hollande pour cinq millions ſix cent ſix mille Liv. Sterl. que l'Angleterre perdoit quatre pour cent ſur ces objets, ce qui prouvoit des Négociations forcées, & lui feſoit craindre que la diſſipation inévitable de cette prodigieuſe quantité d'Or & d'Argent, ne dut être attribuée au luxe de l'Angleterre. Il eſt certain que l'Argent eſt le ſeul ſigne de la richeſſe d'une Nation & l'unique payement de ſa balance: dès qu'il ſort pour payer les dépenſes du peuple, il démontre une diminution ſenſible des profits de la balance même.

rir aux branches particuliéres de production ou d'induſtrie, ni de faire état des Gains qu'elles procurent à la Nation, puiſque c'eſt du concours & de la réunion de toutes ces branches particuliéres, & des ſommes que chacune d'elles produit, que ſe forme la ſomme totale de la balance.

DELÀ il paroitroit ſuperflus de diſcuter en particulier pour quelle ſomme l'Augmentation des huit cent mille Tonneaux de Marine entre dans la balance de l'Angleterre: mais comme on en a fait un objet très important, & que les Calculateurs Anglois le donnent preſque pour l'unique ſource du ſubit accroiſſement de leur opulence, il eſt néceſſaire de l'examiner de plus près, ne fut ce que pour prevenir les eſprits contre ces calculs exagérés, qu'on trouve aſſez ſouvent dans les Ecrits Anglois qui traitent du Commerce.

TOUT le calcul de la Navigation ſe réduit à deux objets, ſcavoir à la ſomme que coûte le Vaiſſeau, & au profit qu'il donne: huit cent mille Tonneaux de Marine à cent cinquante Livres le Tonneau répréſentent un fonds de cent vint milions, & le Gain du propriétaire du Vaiſſeau évalué à dix pour cent par an, en donne douze. Voila donc cent trente deux milions d'accroiſſement très réel que porte la Navigation dans la richeſſe publique de l'Angleterre; mais auſſi voila tout: car le fret que gagnent les Navires, ne doit point ſe compter, puiſque après le profit du propriétaire du Navire, ce qui reſte, n'eſt que le fonds des ſalaires & de la nourriture des Equipages, & de toutes les différentes eſpéces d'Ouvriers employés à la conſtruction, au radoub & à l'équipement des Vaiſſeaux. Car enfin tous les hommes de Mer, tous les Ouvriers nourris & payés par la Marine, que donnent-ils en échange? Leur art & leurs travaux: & bien ne les donneroient-ils pas ailleurs, ſi la Nation les occupoient à d'autres genres d'ouvrages? Un Matelot, un Calfat, un Voilier, ne ſont-ils pas des hommes qui travaillent pour la Nation, comme le Manufacturier & le Cultivateur? Le fret des Vaiſſeaux n'eſt donc point un profit national, du moins en ce ſens que la richeſſe publique en puiſſe être augmentée; puiſque ſi d'un côté la Nation reçoit le montant de ce fret, elle perd de l'autre le tribut des travaux de tous ces hommes que la Mer occupe, & qu'on pourroit aſſurément employer ailleurs. En effet, qu'un homme trouve ſa ſubſiſtance ou ſur Mer ou ſur Terre, qu'il recoive des ſalaires comme Artiſan ou comme Matelot, cela fait-il quelque différence dans la ſomme totale des travaux du Peuple? Ce bénéfice du fret des Vaiſſeaux ne peut-être ſenſible, que dans les Etats où il n'y auroit point aſſez de travaux pour occuper tout le peuple. La Hollande eſt dans ce cas là. Tous ces hommes qu'à défaut d'Agriculture elle ne peut employer à rien, elle les loue

loue à toutes les Nations de l'Europe pour voiturer leurs Marchandiſes, & le profit de ce louage eſt d'autant plus liquide, qu'il eſt pris tout entier ſur les autres Peuples, des quels la République récoit très réellement le fonds des ſalaires & de la ſubſiſtance de cette multitude de ſujets, qu'elle tient ſur les Vaiſſeaux à fret. Mais l'Angleterre, ni la France, ne ſont pas à beaucoup près dans cette poſition; la grandeur & la fertilité de leur territoire ne leur laiſſent aucun homme inutile, & tout ce que ces deux Royaumes en occupent à leur Navigation ou dans leurs armées, eſt autant d'enlevé à la Culture des terres. Gagnent ils beaucoup à cet échange des travaux de leurs ſujets? Le problême ſe réſoudra quand les divers Etats de l'Europe, préférant la ſolidité du pouvoir à une vaine oſtentation de grandeur, ſeront enfin revenus de la manie de s'en impoſer les uns aux autres par un étalage de forces, qui ne devroit tromper perſonne, & qui ne ſert réellement qu'à les affoiblir.

Cette inmenſe Navigation, cette augmentation de huit cent mille Tonneaux de Marine, ces richeſſes verſées dans la Nation par tant de canaux, ſe réduiſent donc en derniere Analiſe à cent trente deux milions tournois, ou cinq milions ſept cent quarante mille Liv. Sterl. Quel rapport y a-t-il entre cette modique ſomme, & celle de plus de trois cent quatre vint milions Sterl. à la quelle on prétend faire monter l'accroiſſement arrivé dans la richeſſe publique de l'Angleterre depuis 1688?

Qu'un Peuple heureux ſe faſſe illuſion ſur les ſources de ſa félicité, qu'il en exagére l'abondance & le prix; il n'y a rien là de fort extraordinaire: mais l'erreur peut-elle être portée à cet excés, & les Ecrivains Anglois n'ont-ils point quelques motifs ſecrets de l'accréditer & de la répandre? Un grand crédit à ſoutenir au-dedans & au-dehors, des dépenſes forcées & exceſſives dont ce crédit eſt la baſe unique, la guerre la plus ruineuſe que l'Angleterre ait encore faite, malgré les grandes acquiſitions qu'elle lui à procurées; combien tout cela ne doit-il pas influer dans les Tableaux qu'on nous donne de l'opulence de cette Nation?

Où en ſeroient en effet ces Ecrivains, s'il falloit partir de l'Etat où ſe trouvoit ce Royaume en 1688? Sa richeſſe entiére ne montoit alors qu'à ſix cent ſeize milions ſept cent mille Liv. Sterl. En mettant toute cette ſomme en valeur ſans en laiſſer un ſeul denier oiſif, pas même les Meubles, l'Argenterie, les Bijoux, & ſuppoſant qu'à raiſon du travail national elle produiſit ſept & demi pour cent par an, tout le revenu du Royaume ne s'éleveroit

qu'à quarante ſix milions deux cent cinquante deux mille cinq cent Liv. Sterl. (Le célébre Davenant le portoit à cette Epoque à quarante quatre milions Sterl.) Or les dépenſes de l'Angleterre montoient pendant la dernière guerre à plus de quatorze milions Sterl. par année, ce qui fait près d'un tiers du revenu général de la Nation; & ſes dépenſes actuelles montent à plus de huit milions, ce qui eſt au-delà du ſizième du revenu général de la Nation. Quel ſpectacle pour l'Europe? & combien eſt-il intéreſſant d'en affoiblir l'impreſſion qu'on a faite ſur le public, en ſuppoſant des accroiſſemens de richeſſes qui repondent à l'excés des dépenſes où la Nation s'eſt laiſſée emporter depuis quelques années?

Mais du moins faudroit-il en préſentant de ſi prodigieux calculs, leur donner quelque fondement vraiſemblable, & leur chercher d'autres appuis que les huit cent mille Tonneaux de Mer, dont la Navigation eſt augmentée.

Non, on le repete, l'Angleterre n'a point accru ſa richeſſe de trois cent quatre vint trois milions Sterl. depuis 1688. Une telle révolution qui va à plus du tiers en ſus de ce qu'elle poſſedoit alors, eſt démontrée impoſſible dés qu'il ne s'eſt fait aucune Augmentation dans la population & le Territoire. Qu'elle s'attribue le plus brillant Commerce, qu'elle exagére tant qu'elle voudra les avantages de ſa balance; qu'elle ait même depuis 1688, conſervé tous ſes profits ſans la moindre altération; jamais elle ne fera augmenter ſes richeſſes mobiliaires d'une ſomme ſi forte; car il ne s'agit ici que du mobilier: les fonds de Terre demeurant toujours à-peu-près dans la même valeur, ſauf les Améliorations que peut apporter une Culture plus animée & plus riche. Y penſe-t-on? Pour former un pareil mobilier, il eut fallu s'approprier toutes les richeſſes de l'Europe, & que l'Angleterre eut acquis à elle ſeule preſque tout l'Or & l'Argent, qui nous eſt venu du nouveau Monde; car tout ce que l'Eſpagne & le Portugal tirent de leurs Mines, ne va chaque année qu'à ſix milions quatre vint ſept mille Liv. Sterl. ce qui dans le cours de ſoixante quatorze ans, donne quatre cent cinquante milions quatre cent trente huit mille Livres Sterl. Quoi, de ces quatre cent cinquante milions quatre cent trente huit mille Livres qu'ont fourni dans cet intervalle les Mines des Indes Occidentales, l'Angleterre ſeule en auroit reçu trois cent quatre vint trois, c'eſt-à-dire près des trois quarts & demi, & entre tous les autres Etats de l'Europe, il n'en auroit été réparti qu'un huitième? C'eſt là cependant ce qu'il faut admettre pour appuyer l'étrange paradoxe de l'Augmentation de trois cent quatre vint trois milions ſterl., ſi gratuitement accordée à l'Angleterre depuis 1688.

Sans

Sans doute qu'un grand Commerce, une grande Navigation, une émulation vive & ſoutenue dans toutes les parties d'un Etat, y appelleront les richeſſes, y entrétiendront une circulation active & puiſſante, & feront couler à la longue dans les mains du Peuple les ſources de l'aiſance, des commodités, du luxe même. Mais enfin tout cela a ſes bornes, & c'eſt la richeſſe même qui ſe les donne, & fixe de ſes propres mains le terme de ſon accroiſſement. En effet on n'amaſſe point des tréſors pour le ſeul plaiſir d'accumuler; on en veut jouir & ſe procurer le bien être attaché à l'abondance. Dés lors les ſources mêmes de cette abondance s'altérent & târiſſent: un Peuple trop aiſé ne travaille plus, ou ce qui revient au même pour l'Etat & pour le Commerce, il met ſes travaux à trop haut prix, ce qui dans tous les Marchés lui ôte la concurrence, & diminue d'autant ſes exportations & ſes ventes. Il eſt d'ailleurs dans la nature que l'aiſance populaire introduiſe le goût du ſuperflus & des beſoins de fantaiſie: on veut les ſatisfaire à tout prix, & alors les conſommations de tout genre n'ont plus de bornes; ce qui fait fuir la richeſſe par les mêmes routes qui l'avoient introduite dans la Nation.

Ces augmentations ſi exceſſives dans l'opulence publique, ne ſont que des chimères: & quand elles ſeroient poſſibles, elles n'auroient qu'un inſtant de conſiſtance, & les choſes deviendroient d'elles mêmes à leur Etat primitif. Il y a plus, une telle richeſſe purement mobiliaire ſe maintenant par impoſſible dans la Nation avec quelque ſolidité, ne pourroit donner qu'une proſpérité momentanée, & la détruiroit enfin de fond en comble. On ne compte en Angleterre que cinq milions d'Ames, ou très peu au delà, ce qui forme un milion de familles de cinq perſonnes chacune: que le Commerce répartiſſe les trois cent quatrevint trois milions dont il s'agit, à ce milion de familles; la fortune de chaque famille l'une dans l'autre ſe ſera accrue de trois cent quatre vint trois Liv. ſterl. (Environ huit mille huit cent Liv. Argent de France) Eh bien dans cette Hypothéſe l'Angleterre ſeroit perdue; elle n'auroit pas un ſeul travailleur, du moins pour les ouvrages durs & pénibles. On ne parle ici que de l'Angleterre, par ce qu'elle fait preſque ſeule le Commerce des trois Royaumes, & que l'Ecoſſe & l'Irlande n'en retirent que des avantages très bornés.

Allons au vrai, & voyons les objets tels qu'ils ſont en eux mêmes & dans leurs ſuites. Il eſt certain qu'une augmentation du double dans la Marine d'une Nation, anonce un accroiſſement proportionné; & que de là on eſt obligé de convenir que toutes les exportations ou importations ont augmenté du double: & bien, mettons à prix les huit cent mille tonneaux de Marchandi-

ſes que l'Angleterre Commerce de plus, depuis 1688. Un tonneau de Marchandiſes à prendre depuis le Charbon de terre, le Bois, le Blé, le Ris, les Pêches ſeches & Salées, juſqu'au Sucre & à l'Indigo, peut-être évalué à deux cent cinquante livres. Les huit cent mille tonneaux d'effets Commercés par l'Angleterre forment donc une augmentation de deux cent milions dans le ſonds National, leſquels ajoutés aux cent vint milions déjà Comptés pour la valeur des Vaiſſeaux, donnent une ſomme de trois cent vint milions, ou quatorze milions ſterl. C'eſt là dans le vrai la ſomme d'Argent que l'Angleterre a ajoutée à ſes prémiers Capitaux, & avec la quelle elle a payé les Vaiſſeaux & les Marchandiſes qu'elle a au delà de ce qui formoit ſon anciene Navigation. Portons le calcul juſques à ſon dernier terme: ſuppoſons que par cet accroiſſement du Commerce Maritime & les circulations qu'il occaſionne, par les épargnes de la balance & les améliorations de tout genre, dans le territoire, dans les Colonies, dans les Manufactures, dans les travaux de la Nation, la richeſſe Publique ſoit augmentée de maniére que la balance du Commerce ſoit aujourd'hui d'un cinquiéme plus fort, & qu'elle monte à ſoixante milions au lieu de cinquante. (Les Anglois eux mêmes n'oſeroient s'en flater.) Ces deux milions de plus répondroient à deux cent milions de Capital dont tous les fonds de terre & toute les autres ſources de la fortune publique ſeront cenſés être augmentés. Par là il y aura eu dans l'Etat un accroiſſement très réel d'opulence; 1°. le fonds des Vaiſſeaux eſtimés cent vint milions; 2°. par la valeur des Marchandiſes de leur chargement qui monte à deux cent milions; 3°. par les améliorations de tout genre dans l'Etat, eſtimées deux cent milions rélativement à l'augmentation que nous ſuppoſons dans la balance, ce qui fait un total de vint milions, ou vint-deux milions ſix cent mile Livres ſterl.

Que cette nouvelle ſomme toujours en Action produiſe par l'émulation & l'activité du Peuple, un bénéfice permanent & invariable de ſept & demi pour cent, comme le prouve l'expérience de tous les Etats Commerçans, elle portera dans le revenu général de la Nation un accroiſſement d'un milion ſix cent quatre vint quinze mille ſix cent ſoixante quinze Liv. ſterl.; la quelle ſomme ajoutée à celle de quarante ſix milions deux cent cinquante mille Liv. dont l'Angleterre étoit cenſée jouir en 1688, formera un revenu total de quarante ſept milions neuf cent quarante ſept mille ſix cent ſoixante quinze Liv. ſterl., ou onze cent deux milions ſept quatre vint ſeize mille cinq cent vint cinq Liv. tournois (*).

IL

(*) La Livre ſterling priſe pour vint-trois Livres de France.

Digitized by Google

Il y a bien de l'apparence que c'eſt là la vraie ſituation de l'Angleterre. Peut-être ſeroit-il impoſſible d'y ajouter ſeulement ſoixante milions de plus, ſans choquer toutes les vraiſemblances. En effet ce calcul répond de fort près à celui de ſa Population, & au produit territorial, qu'elle exige pour ſes conſommations annuelles.

Un Seigneur Anglois aſſure dans un Ecrit ſur les produits annuels de la Culture d'Angleterre, que les habitans de cet Etat conſomment par an ſix milions de quartiéres de Blé. La quartière péſe quatre cent ſoixante Livres poids de Marc, ce qui fait deux miliards ſept cent ſoixante milions de Livres de Blé. Un Homme mange par jour une Livre & demi de Blé, ou cinq cent quarante huit Livres de Blé par an. Il n'y a donc en Angleterre qu'un peu plus de cinq milions d'Ames. L'Ecoſſe & l'Irlande n'en contiennent que deux milions: la Population entiére des trois Royaumes n'eſt donc que de ſept milions d'Ames, ou d'un milion quatre cent mille familles.

L'Angleterre étant un pays Commerçant & fertile, on doit regarder ſes habitans comme un Peuple aiſé, qui parconſéquent conſomme par famille l'une dans l'autre un revenu de ſept cent cinquante Livres tourn. Ce qui forme un revenu général de. . . . . 1,050,000,000.

A quoi il faut ajouter la balance du Commerce, ſuppoſée de. . . . . 60,000,000.

Plus les Bois, les Fers & autres Materiaux pour la Marine Royale qui viennent du territoire, & n'entrent point comme ce qui eſt employé aux autres navigations, dans la conſommation du Peuple ni dans la balance, évalués à. . . . . 20,000,000.

Revenu total de la Nation. . . ƒ 1030,000,000.

On voit combien les deux réſultats ſe raprochent, & qu'en portant à onze cent trente milions le revenu général de l'Angleterre, c'eſt élever le calcul politique à ſon dernier terme.

C'est à ce point de vue que doivent ſe placer tous les Etats, pour connoitre les vraïes limites de leur pouvoir, & juſqu'où s'étendent la ſomme des richeſſes populaires, & les ſecours qu'ils doivent en attendre.

On a beau ſe repaitre de ces amas d'Or & d'Argent qu'éleve le Commerce,

ce, & que mille beſoins de caprice diſſipent preſque au même moment qu'ils ſont formés: tout ſe réduit à la renaiſſance annuelle des dons de la terre, & à l'activité des travaux & de l'Induſtrie, qui font éclore & perfectionnent ces dons. C'eſt là l'opulence foncière & eſſentielle des Etats: n'importe à quoi les Hommes s'occupent, le Manufacturier, l'Artiſte, l'Homme de Mer, le Négociant qui appelle les richeſſes du dehors, tous prennent ſur la terre, comme le laboureur, le ſalaire de leurs peines; tous y trouvent leur ſubſiſtance, & la providence qui régit les Nations, comme elle gouverne les familles, ne les laiſſe point manquer du néceſſaire phyſique; elle y ajoute même les douceurs de la vie, & de quoi former des réſerves pour les tems de calamité. Mais cet important objet une fois rempli, elle ne ſe prête plus aux vues d'ambition & de cupidité des Peuples; elle repouſſe aucontraire d'une main inviſible tous les vœux ſecrets d'agrandiſſement & de fortune, qui, s'ils étoient écoutés, bouleverſeroient les ſociétés, romproient les liens de la ſubordination & la chaine des travaux utiles, comme de Nation à Nation ils détruiroient l'équilibre de Puiſſance qui doit les conſerver & maintenir leur Gouvernement.

Toutes les autres évaluations de l'opulence des Peuples, qui ne portent que ſur les gains du Commerce, objet infiniment foible déſqu'il eſt rapproché des immenſes productions du ſol & des travaux d'une Nation, ne ſont donc que de chimériques ſyſtémes où ſe perdent les Etats, & dont les Chefs du Gouvernement peuvent, comme le ſimple Peuple, être la dupe & la victime. Heureux s'ils reviennent de leur erreur aſſés tôt pour pouvoir fermer l'abîme qu'elle a creuſé, & faire reprendre à l'Etat ſa première conſiſtance!

Sur ceci nous ne pouvons nous refuſer à une reflexion qui ſe préſente naturellement à l'Eſprit, ſur la ſituation actuelle de l'Angleterre. C'eſt la Nation dont la ſituation intéreſſe le plus aujourd'hui toutes les Nations Européennes, ſoit qu'on la conſidéré dans cet éclat extérieur dont la décoration nous éblonit & nous ſéduit, ſoit qu'on examine ſérieuſement la ſolidité des principes qui conſtituent ſa Puiſſance.

Un Etat qui jouit à peine de onze cent trente milions tournois de revenu, quel impot peut-il lever ſur le Peuple? Un ſeptième de ce revenu? L'impoſition eſt aſſurément très onéreuſe: mais lui ſuffit-elle dans la poſition où il ſe trouve?

Un

Un ſeptième de onze cent trente milions donne environ.	162,000,000.
A déduire pour les frais de régie comptés ſeulement pour.	5,500,000.
Reſte net. . . .	156,500,000.

Or cette ſomme eſt fort inférieure à ſes beſoins, même en tems de paix: car voici ſes dépenſes: l'Etat doit actuellement environ trois miliards deux cent vint milions, qui à quatre pour cent d'intérêts l'un dans l'autre font une dépenſe de. . . . . 128800,000.

La liſte civile eſt ordinairement d'un milion ſterl. ci. .	23,000,000.
L'Entretien des troupes eſt d'un milion ſterl. ci.	23,000,000.
Dépenses de la Marine.	17,250,000.
Total des dépenſes pendant la paix. . .	192,0500000.
La recette ci deſſus ne donne que. . . .	156,500,000.
La dépenſe excéde la recette de. . . .	37,550,000.

Quand l'Angleterre leveroit un ſixième ſur le Peuple, ſa recette n'iroit qu'à cent quatre vint dix milions, & déduiſant les frais de régie (*), à cent quatre vint deux milions cinq cent mille Livres; ce qui ne feroit encore qu'une recette inférieure à la dépenſe, qui eſt évidament de plus de cent quatre vint douze milions cinquante mille Livres. Mais quel impot, qu'un ſixième du revenu brut de tous les fonds d'un Etat! Quel eſt le Peuple qui ne ſuccombera pas ſous un poids ſi énorme, ſurtout ſi l'impot eſt de longue durée? il faut obſerver encore que dans cette Hypothéſe, il n'y a rien pour les nonvaleurs, & cependant les nonvaleurs s'accroiſſent toujours en proportion de ce que la charge impoſée ſur le Peuple, eſt plus onéreuſe.

Quelle peut-être la ſource où un Etat qui s'eſt mis dans cette ſituation, peut puiſer de quoi éteindre ſucceſſivement une dette d'environ trois miliards deux cent vint milions (†)? La politique la plus profonde & la plus recherchée ne ſauroit trouver la ſource d'une libération dans une Marine exceſſive. Qu'on

(*) Les frais de la perception des impots ſont énormes en Angleterre, & peut être plus énormes que chez toute autre Nation.

(†) Il faut qu'il y ait, dit M. de Montesquieu, une proportion entre l'Etat Créancier & l'Etat débiteur. L'Etat peut-être Créancier à l'infini, mais il ne peut-être débiteur qu'à un certain dégré; & quand on eſt parvenu à paſſer ce degré, le titre du Créancier s'évanouit.

Qu'on ſuppoſe tant qu'on voudra la Marine doublée depuis 1688, qu'on l'augmente encore, s'il eſt poſſible, d'un tiers enſus; il n'en réſulteroit autre choſe, qu'un accroiſſement très rapide de la Dépopulation, une deſtruction très ſenſible du nerf de l'Etat & du principe conſtitutif de la Puiſſance territoriale. Car tel eſt inconteſtablement l'effet d'une Marine portée à l'excés, elle énerve néceſſairement & très promptement par les dépenſes exceſſives en Hommes qu'elle exige, la Nation qui s'y livre.

La Navigation conſidérée dans les limites, qui doivent lui être aſſignées par la neceſſité de conſerver la Population & l'Induſtrie intérieure, eſt ſans contrédit le principe d'une grande Puiſſance; & ce qui eſt peut-être encore plus intéreſſant pour l'humanité, la Navigation eſt la ſource d'un grand Commerce. Le Commerce de fret & d'économie eſt celui qui donne le plus de forces & d'étendue à la Navigation. La Nation qui s'y livre, multiplie promptement ſes Vaiſſeaux à l'infini, & la pratique de la Mer lui donne cet avantage, que ſes Navigateurs deviennent plus hardis, & navigent plus ſurement que ceux des autres Nations. Par cette raiſon cette Nation emploit moins d'hommes ſur ſes Vaiſſeaux, & fait les transports à plus bas prix que les autres.

Une Nation navigante attire à elle les matériaux néceſſaires à la conſtruction, les Matelots des autres Etats & toute ſorte d'Ouvriers pour tous les ouvrages qui tiennent à la Marine; c'eſt ainſi que la Hollande a infiniment augmenté ſa Population aux dépens des autres Nations. C'eſt ainſi qu'une Nation navigante peut détruire enſuite la Marine des autres, ou l'empêcher de s'élever. Elle fait à cet égard ce que font d'autres Nations dans la partie des Manufactures. Ce ſont les mêmes conſéquences des mêmes principes dans deux objets différens. Mais celui dont il s'agit ici, influe beaucoup plus que l'autre dans la Puiſſance politique: car les Manufactures ne ſauroient qu'attirer l'Argent dans l'Etat: & la Navigation, outre les richeſſes qu'elle procure, donne à l'Etat une force réelle. Il eſt même difficile aux Nations induſtrieuſes dans les Manufactures, d'empêcher les autres Nations d'établir chez elles la même induſtrie. Il eſt bien plus aiſé à la Nation qui domine ſur Mer, d'empêcher qu'une autre Nation s'y établiſſe puiſſament.

La Nature à donné aux Nations du Nord, dans le matériaux néceſſaires à la conſtruction de la Marine, de quoi faire des échanges avantageux avec les Nations du midi pour les productions de celles ci, qui leur manquent. Ces Nations peuvent ſe procurer de grands avantages, ſoit par les préparations qu'exi-

qu'exigent ces matériaux pour être employes, ſoit en conſtruiſant même pour le Compte des Nations navigantes, ſoit enfin en ſe livrant elles mêmes à la navigation, & en tranſportant avec leurs propres navires, leurs matériaux aux Nations du midi. Ces productions donnent naturellement à ces Nations un avantage pour élever elles mêmes une Marine en fourniſſant à l'entretien de celle des autres Nations, & cet avantage ne peut leur être ôté par aucune concurrence. Il eſt même aſſez ſingulier que plus les Nations du midi donnent d'étendue à leur Marine, plus la balance des Nations du Nord devient avantageuſe, & leur fournit de moyens d'accroitre leur Puiſſance.

Le but principal où doivent tendre toutes les Nations qui navigent, c'eſt de conſtruire des Vaiſſeaux parfaits & bons Voiliers, & de les conſtruire à meilleur marché que les autres Nations. Celles aux quelles la nature a donné tous les matériaux néceſſaires à la conſtruction, peuvent aiſément obtenir ces deux points néceſſaires à la Navigation : elles doivent ſe donner une grande ſupériorité ſur les Nations qui ſont obligées de les acheter. Il eſt certain que celles ci ne ſauroient parvenir, quelques réglemens qu'elles puiſſent faire, à égaler le bon marché de la navigation des premières, à moins que les Nations, propriétaires des matériaux, ne négligent de profiter de leurs avantages.

Le Commerce Maritime, ſi néceſſaire pour élever une Nation à un grand degré de Puiſſance, devient donc nuiſible, lorſqu'on s'y livre avec excés, & il le devient bien d'avantage, lorſqu'on lui donne cette étendue exceſſive par des guerres ruineuſes. L'excés de la Marine détruit néceſſairement alors les principes les plus actifs du Commerce ; & cette induſtrie précieuſe qui en eſt la première baſe.

LE COMMERCE.

Conſidéré à l'égard de la Population.

L'Accroissement de la population dans tous les Etats de l'Europe, & principalement dans tous les Etats Commercans, eſt l'un des effets que les progrès du Commerce ont produit en Europe, des plus chers à l'humanité. L'augmentation de la Population ſuppoſe néceſſairement une augmentation d'aiſance dans le Peuple, une plus grande ſomme de bonheur, qui eſt le fruit du Commerce. Si l'on en croit cependant un grand nombre de Diſſertateurs

politiques, nôtre Population décroit tous les jours; & l'on attribue également ce décroiſſement affligeant pour l'humanité, au luxe exceſſif que le grand Commerce de l'Europe a fait naitre, & qu'il augmente ſans ceſſe chez preſque toutes les Nations; & à l'excés des impots. Si l'on vouloit rechercher avec un peu plus d'attention la cauſe d'une nombreuſe Population, on la trouveroit chez quelque Nation que ce ſoit, ou dans une Agriculture floriſſante, ou dans une grande induſtrie, ou dans l'une & l'autre reunies enſemble; & dans le Commerce, l'Agent qui anime, qui vivifie également l'Agriculture & l'Induſtrie, & parconſéquent le principe de la plus grande Population.

A-T-ON vu quelquefois la Nature ſe démentir & ne pas aller toujours au même but par les mêmes moyens? Les Gaules fourmilloient d'Hommes du tems de Ceſar; ce même nombre d'Hommes y eſt donc encore & beaucoup au-delà, puiſque le tiers en a été défriché depuis l'invaſion des Francs. Les défrichemens ont été auſſi conſidérables dans la Belgique, dans la Germanie, & preſque dans toute l'Europe, ſurtout dans tous les pays, où le Commerce a pu facilement atteindre par la Navigation de la Mer, ou par celle des Riviéres. Si toutes les Provinces de la France reſſembloient au petit pays d'aunis, ce Royaume contiendroit quarante milions d'habitans. Dans un territoire d'environ deux cent mille arpens, on Compte plus de ſoixante mille ames: ce ſeroit trois cent mille ames dans un Milion d'Arpens, & trente neuf milions d'Ames pour tout ce Royaume, qui a cent trente milions d'Arpens de ſurface.

MAIS comment calculer avec quelque préciſion le nombre des ſujets d'un Etat? tous ceux qui ſe ſont appliqués à le découvrir, n'en ont donné que des réſultats fort incertains, & varient conſidérablement entre eux. A quoi s'en tenir ſur la Population de la France en particulier? Il ſemble que d'année en année on la diminue de quelques milions d'Ames. Tous les Ecrivains François paroiſſent perſuadés que la France eſt dépeuplée & ſe dépeuple tous les jours; que ce Royaume contenoit vint quatre milions d'habitans du tems de Charles IX. & que malgré les réunions faites à la Couronne depuis la Mort de ce Prince, & les conquétes de Louis XIV. le nombre de ſes habitans en étoit fort diminué à la fin du dernier ſiècle; ils en apportent pour preuve le dénombrement de M. de Vauban, qui ne porte la Population du Royaume, qu'à dix neuf milions quatre vint quatre mille cent quarante habitans. Ils ſoutiennent que malgré la réunion de la Loraine & du Barrois, ce Royaume ne contient pas préſentement plus de ſeize à dix huit milions d'habitans.

bitans. L'Auteur de la *théorie de l'impot* réduit rigoureuſement à ſeize milions le nombre des habitans de la France (*).

C'EST d'après ces exagérations, qu'on ſe permet tant de déclamations améres ſur les calamités vraïes ou ſuppoſées, que l'excés de l'impot répand chez les Peuples. Mais croit-on l'opinion qui donne vint quatre milions d'habitans à la France ſous le regne de Charles IX. une opinion vraie; ou fait-on en particulier quelque fonds ſur le dénombrement de M. de Vauban, qui fixe la Population de ce Royaume à environ vint milions? ſi l'un ou l'autre calcul s'eſt trouvé vrai dans ſon tems, il l'eſt encore aujourd'hui. La raiſon en eſt que la Nature eſt invariable dans ſes opérations, à moins que quelque cauſe étrangère n'en interrompe le cours. Le même nombre d'Hommes qu'elle a une fois mis dans un pays, y ſera toujours, parcequ'il y aura toujours pour eux le même territoire & la même quantité de ſubſiſtances; un Peuple Laboureur ne quitte jamais ſon Champ & ſes foyers. Car c'eſt le pain qui décide la force de la Population. Les Hommes de, il y a deux cent ans, & ceux du tems de M. de Vauban ne conſommoient ſurement ni plus, ni moins de Blé, que ceux d'aujourd'hui. Or y a-t-il moins de terres labourées aujourd'hui, qu'il n'y en avoit alors? qui oſeroit le dire?

ON peut faire la même obſervation chez toutes les Nations de l'Europe. Ce qui eſt aujourd'hui Bruyéres ou déſerts, l'étoit, il y a deux ou trois cent ans, plus ou moins; on ne voit nulle part des terres abſolument incultes, que celles que la nature a condamnées à une éternelle ſtérilité. On doit avoir même aujourd'hui dans preſque toute l'Europe, ſurtout chez les Nations Commerçantes, beaucoup plus des terres à Blé, qu'on n'en avoit autrefois, puiſque partout ou a abattu & défriché depuis environ un ſiècle, une grande quantité de bois, qu'on n'a point remplacée par de nouvelles plantations. Car il y a longtems que la France craind de manquer de bois, que l'Angleterre en manque tout-à-fait, & que l'Allemagne en ſeroit épuiſée, ſans le ſecours des forets immenſes du Nord.

POUR troubler cette marche de la Nature, il faut des cauſes d'une tout autre importance, que celles qu'on a coutume de citer; il faut de grandes mortalités, des Emigrations preſque univerſelles, des dévaſtations générales. Tous les autres malheurs ne ſont rien & ſe reparent dans le cours de quelques années.

UNE

(*) Il ſeroit d'autant plus facheux que ce calcul fut vrai, que les mêmes raiſons ſuppoſeroient une ſemblable dépopulation chez les autres Nations de l'Europe.

UNE autre réflexion bien propre à tranquiliſer ſur cet important objet, c'eſt l'étendue du Territoire de la France, & le peu qu'il en faut pour produire la ſubſiſtance néceſſaire au nombre de ſes habitans, que nous ſuppoſons de vint milions; quoiqu'il paroiſſe très facile de prouver qu'il monte à plus de vint quatre. Pour nourrir vint milions de perſonnes à une Livre & demi de Blé par jour, il faut récolter dix miliards neuf cent cinquante milions de Livres de Blé, à quoi on doit ajouter un tiers de cette quantité pour les réſerves & pour les pertes inévitables dans les gréniers & dans les tranſports d'un lieu à un autre, ce qui fait en tout quatorze miliards ſix cent milions de Livres de Blé. Or pour produire cette quantité de Blé, il ne faut qne vint milions quatre cent ſoixante un mille trois cent quatre vint cinq arpens de terres enſémencées, à raiſon de ſix cent cinquante Livres de Blé par arpen, la ſémence prélevée: qu'on y joigne les jachéres, cela n'ira encore qu'à trente trois milions ſix cent quatre vint douze mille arpens. Eſt-il croiable que dans un Royaume qui contient cent trente milions d'arpens, il n'y en ait qu'environ trente quatre milions de deſtinés à la nourriture des hommes? Et s'il y en a davantage, comme cela eſt infiniment probable, que deviennent toutes ces idées de Dépopulation, qu'on accrédite à l'envi dans la plûpart des écrits économiques?

CAR enfin pour appuyer ce ſyſtême de Dépopulation, il faut nous prouver l'une de ces deux choſes, ou que la France n'a point aſſez de terres labourables pour nourrir vint milions de perſonnes, d'où il ſuivra qu'elle ne les a jamais eu, & que tous les dénombremens qu'on a faits depuis deux cent ans, ne ſont que des calculs d'idée; où, que ſi le Territoire de la France a pu effectivemeut nourrir autrefois ce nombre d'habitans, il ne peut ſuffire aujourd'hui, pareeque les terres qu'on cultivoit alors, ſont abandonnées. Or qu'on nous montre depuis cent & deux cent ans, non de grandes contrées dépeuplées, mais une ſeule Bourgade, une ſeule paroiſſe de Campagne devenue déſerte? Reſte-t-il quelque terre ſans ſeigneur, ou quelque bien ſans propriétaire? Voit-on des forets & des Pâturages, où jadis on vit des moiſſons? Tous ces proprétaires diſent bien aujourd'hui, comme on diſoit ſans doute il y a deux cent ans, j'ai tant d'arpens de Vignes, tant d'arpens de terre dans telle paroiſſe, j'en ai tant d'enſémencés en Blé, tant en jachéres: Mais entend-t-on dire à quelqu'un, j'ai deux cent arpens de bonne terre en friche, que cultivoit mon Biſayeul, & que faute d'hommes & de charues je ne puis remettre en valeur?

CE même fonds de peuple toujours ſubſiſtant dans les mêmes lieux, a quelque choſe de frappant: on diroit que la nature les compte un à un pour les en-

entretenir & les perpetuer toujours conſtament à-peu-près au même nombre proportionné aux ſubſiſtances, qu'elle y renonvelle ſans ceſſe. On voit des Village de cent & deux cent feux, ſe maintenir au même état durant des ſiécles entiers. L'Enceinte du Village n'augmente jamais, & jamais il ne reſte une ſeule maiſon, qui ne ſoit occupée. Il eſt aſſez ordinaire de trouver dans ces Bourgades des familles de Laboureurs, dont le nom ſe voit perpetué dans des actes de deux & trois cent ans de datte.

Rien n'eſt donc plus chimérique, ni plus hazardé, que ce décroiſſement de Population: tandis qu'on cherche à l'appuyer ſur des raiſonnemens & des conjectures, la nature le dément par ſa marche Conſtante & invariable, qui eſt de nourrir toujours le même nombre d'hommes avec la même quantité de Blé, par la même étendue de terres cultivées. On ſent bien qu'on ne doit mettre ici en aucune conſidération l'objet des grands Chemins, des Avenues des maiſons de Campagne, de l'étendue des Parcs & des Jardins. Horace a pu dire, *jam pauca aratro jugera regiæ moles relinquent* .... parce que chez lui cette exagération poëtique étoit bien plus une ſatire du luxe des Romains, qu'un ſentiment de crainte de la diminution des ſujets de la République; la ſomptuoſité & la Multiplication des travaux loin d'éloigner les hommes, les appellent de toutes parts.

Sans doute qu'il y a eu & qu'il y aura toujours quelque diminution momentanée de ſujets, cauſée par les Guerres, par la ſurcharge des impôts, par des maladies épidémiques; mais dix années de paix & de ſanté ſuffiſent pour réparer les vuides. La paix d'Uthrecht qui mit fin aux longues guerres de Louis XIV. & dont on a joui pendant plus de vint ans, en fit bien vite oublier les malheurs. Dans moins de quinze ans les villes & les Campagnes de la majeure partie de l'Europe, & de la France en particulier, fourmillérent d'hommes: toutes les parties de l'Agriculture, toutes les Manufactures s'en reſſentirent. Il fallut trouver de nouveaux débouchés pour toutes les productions, pour les hommes mêmes, qui allérent peupler les Colonies de l'Amérique, avec plus d'abondance que jamais. Le Commerce & la Navigation de la France ſextuplérent, toutes les fermes de terres augmentérent au moins d'un tiers, même les fermes des terres à Blé, qui ne ſuivent pas comme les autres, à beaucoup près, les Révolutions des eſpéces.

Mais le Célibat Eccléſiaſtique, celui de deux cent mille ſoldats toujours ſur pied, les extravagances du luxe, la Navigation, les Colonies, la fameuſe émigration des Proteſtans, tout cela ne doit-il pas donner des atteintes à la Population?

On

On pourroit trancher tout d'un coup toutes ces difficultés, en disant qu'un grand Etat, un Etat immense a de quoi fournir à toutes ces pertes, sans que le fonds de la Population en soit sensiblement altéré. On ne peut plus opposer aujourd'hui à l'égard de la France, la fuite des Réligionnaires reparée mille fois par la Propagation des anciennes familles, & par une foule d'Etrangers que le Commerce a attirés en France, & qui y ont formé des établissemens. Le Célibat Ecclésiastique est bien une cause permanente de Dépopulation; mais cette cause ne peut-être alleguée pour prouver le Décroissement actuel de la Population, puisque le Célibat Ecclésiastique étoit beaucoup plus étendu dans les siécles où les dénombremens de la France, donnoient vint cinq milions d'habitans, qu'il ne l'est de nos jours: l'effet doit diminuer en proportion de la cause. Comme les armées, le luxe outré, les Colonies, la Navigation, paroissent devoir former des vuides continuels & subsistans, qui n'étoient pas à beaucoup près aussi considérables autrefois, ces prétendues causes de dépopulation meritent un peu plus d'attention.

1°. On a considérablement diminué l'inconvénient du célibat des soldats par les engagemens de six ans, après lesquels le soldat peut, s'il veut, retourner à l'Agriculture, ou à l'industrie. L'exécution exacte de ce réglement, surtout en tems de paix, doit rendre à l'avenir insensible le vuide d'un moment que forment les armées; ce ne doit-être, pour ainsi dire, qu'une avance dont le fonds rentre successivement d'année en année. L'Etat a trop d'intérêt à l'exécution d'un réglement si sage pour s'en départir sur aucun prétexte, & en abandonner le sort aux petites vues des subalternes.

2°. Le luxe en retenant d'un côté dans le célibat un grand nombre de Personnes, donne de l'autre à une infinité d'Ouvriers & d'Ouvriéres, des moyens rapides de fortune qui procurent leur établissement, ce qui remplace abondament les pertes que causent à l'Etat cette foule insensée de sujets qui renoncent à la plus douce des sociétés, pour passer leur vie avec de stupides mercenaires.

3°. Les Colonies de l'Amérique, aujourd'hui moins destructives qu'elles l'ont été, rendent à l'Europe par les Enfans des Colons qui y viennent, une bonne partie des sujets qu'elles ont attiré; & par la richesse de leurs fonds & les travaux accessoires qu'elles occasionnent, elles fournissent encore à un nombre infini de jeunes gens nés sans biens, de quoi s'engager dans le Mariage, auquel sans ce secours ils n'auroient pu penser.

4°. La

4°. La Navigation, lorſqu'elle n'eſt point exceſſive, n'épuiſe que très médiocrement l'Etat: preſque tous les gens de Mer ſont mariés, & leur poſtérite ſuffit conſtament pour remplacer ceux d'entre eux qui periſſent par les Maladies ou par les Naufrages.

Toutes ces objections n'autoriſent point l'idée d'une Dépopulation telle qu'on l'a exagérée ſi ſouvent. La queſtion en demeurera toujours réduite à ce point de fait à l'égard de la France: y a-t-il dans ce Royaume autant de terres labourées, qu'il y en avoit du tems de M. de Vauban, ou avant le regne de Charles IX? S'il y en a autant, la Population n'a point été diminuée; s'il y en a moins, qu'on le prouve par des vérifications exactes & un peu plus ſures, que celles qu'on s'eſt contenté de ſuppoſer & d'exagérer juſqu'à ce jour.

Qu'on parcourre l'Europe entiére; on trouvera partout, ſi on en excepte l'Eſpagne, les mêmes cauſes de progrés de la Population; qu'elle a reçu partout de grands accroiſſemens, & qu'elle ne ceſſe de s'accroitre dans tous les pays où les arts, l'induſtrie & le Commerce peuvent s'introduire. Eh qu'elle eſt la Nation de l'Europe où l'on ne trouve pas aujourd'hui une partie de ces ſources de l'aiſance publique, & parconſéquent de la Population? La Police générale de l'Europe s'eſt perfectionnée, les mœurs ſont devenues plus douces, parce qu'il y a plus de Communication de Nation à Nation; la qualité d'Etranger n'eſt preſque plus chez aucune Nation, un titre de méfience, de mépris ou de haine; on trouve partout des loix qui veillent à la ſureté publique, & des hommes chargés du ſoin de faire obſerver les loix. Les Cultivateurs & les Artiſans ne ſont plus vexés par les petites Guerres que ſe faiſoient autrefois les Seigneurs; & les guerres que ſe font les Nations modernes, reſpectent les Colons autant qu'il eſt poſſible. Tout cela favoriſe infiniment la Population, & eſt le fruit du Commerce.

Les Nations du Nord ſont infiniment plus peuplées, & leurs habitans ne leur ſont plus à charge, depuis que le Commerce leur a fait connoitre le prix de la Culture dont leurs terres ſont ſuſceptibles, & celui de toutes leurs productions naturelles. Le Commerce leur a enfin apris à ſe procurer par leurs productions & leur induſtrie, toutes les mêmes commodités dont jouiſſent les Nations du midi, & à ſe donner même une balance avantageuſe, qui à rendu leur puiſſance reſpectable à toutes les Nations.

Il eſt certain que la découverte de l'Amérique à quadruplé tout au moins

le Commerce de l'Europe. Or cela n'a pu ſe faire qu'en quatruplant les productions de la Nature & de l'art, & parconſéquent les travaux des habitans de l'Europe, ainſi que les divers moyens de ſubſiſtances, & néceſſairement ſa Population en proportion. Cet accroiſſement qu'il n'eſt pas poſſible de revoquer en doute, parceque l'accroiſſement de toutes ſortes de productions, le ſuppoſe néceſſairement, eſt plus ou moins conſidérable chez chaque Nation en proportion de la part qu'elle a priſe au Commerce de l'Europe; & c'eſt principalement au Commerce que l'Europe fait avec l'Amérique, que cet accroiſſement eſt du.

Les Ecrits politiques, même ceux qu'on eſtime le plus, ſont remplis d'exagérations ſur la Dépopulation de l'Europe, imputée à la découverte de l'Amérique. On croit que c'eſt aux dépens de la Population de l'Europe, que ſe ſont formées toutes les Colonies Européennes; que c'eſt au détriment de ſon Agriculture, qu'on a élevé celle du nouveau monde. Il ſemble qu'on craint qu'enfin un jour l'Europe entiére ne ſoit tranſportée en Amérique.

On cite l'Eſpagne; & l'on ne peut citer rigoureuſement que l'Eſpagne ſeule; parceque l'Eſpagne eſt le ſeul Royaume de l'Europe dont la Population ait véritablement reçu un grand décroiſſement depuis la découverte de l'Amérique. Mais ce décroiſſement eſt mal-à-propos attribué aux Colonies de l'Amérique. L'expulſion des Maures, celle des juifs, l'excés des impôts & le Monopole des fermiers des impôts, ont été en Eſpagne, les vrayes & les ſeules cauſes de la Dépopulation qu'on y a obſervée depuis un grand nombre d'années, & c'eſt au Commerce qu'eſt due celle qui s'eſt encore conſervée dans ce Royaume, malgré des cauſes ſi deſtructives, & en partie au Commerce même de l'Amérique.

Si l'on veut conſidérer avec attention la Population Européenne qui s'eſt élevée dans différentes contrées de l'Amérique, on ſera bientôt convaincu que cette Population preſque toute entiére, auroit été nulle pour l'Europe; puiſqu'elle ne s'y eſt formée que par des ſujets ſans fortune & ſans induſtrie; qu'aucun de ces ſujets n'a été enlevé aux Arts, ni à la Culture des terres, car on n'a tranſporté dans l'Amérique, ni l'Agriculture d'Europe, ni aucune de ſes Manufactures; & toute émigration d'Européens en Amérique, quelque conſidérable qu'on la ſuppoſe, n'aura jamais l'effet de décroitre la Population d'Europe, tant qu'elle ne ſera point compoſée de Cultivateurs ou d'hommes induſtrieux. Bien loin de conſidérer la Population de l'Amérique comme une

une cauſe deſtructive de celle de l'Europe, il faut la regarder comme un des grands moyens que le Commerce à employés pour l'étendre; & ce moyen devient tous les jours plus ſenſible à quiconque veut donner une attention réfléchie à la marche du Commerce & à celle de l'induſtrie, à l'égard de la Population.

PARTOUT où il ſe trouve une place, dit M. de Montesquieu, où deux perſonnes peuvent vivre commodément, il ſe fait un mariage. La nature y porte aſſez, lorſqu'elle n'eſt pas arrêtée par la dificulté de la ſubſiſtance. C'eſt là le grand & le premier principe de la Population. Or cette place où deux perſonnes peuvent vivre commodément, ne ſe trouve que dans l'Agriculture, ou l'induſtrie, & c'eſt le Commerce qui anime, qui vivifie également l'Agriculture & l'induſtrie, & leur fait multiplier de mille maniéres les places où deux perſonnes peuvent vivre commodément; & conſéquament les mariages. C'eſt le Commerce qui leve les dificultés qui arrêtent le cours de la nature par le défaut de ſubſiſtance, en multipliant à l'infini les moyens de ſubſiſter. C'eſt préciſément là l'effet que la Population Européenne de l'Amérique, ou ce qui eſt la même choſe, le Commerce de l'Amérique a produit en Europe. Ce Commerce a quadruplé celui de l'Europe, par les conſommations de Vins, d'eaux de vie, de farines, de Salaiſons, de Beure, &c. de toileries, d'étoffes, de Meubles de toutes ſortes, &c. qui ont infiniment animé la Culture des terres de l'Europe & donné une grande étendue à toutes ſes Manufactures: & l'Agriculture, les arts & les Manufactures ne ſauroient s'étendre ſans donner lieu en même tems à un accroiſſement proportionné de la Population.

IL eſt infiniment facheux pour l'Europe, que non ſeulement elle ne puiſſe point ſe promettre les mêmes avantages des Colonies du Nord de l'Amérique; mais encore que ces Colonies lui faſſent craindre par la Nature de leurs productions ſemblables à celles de l'Europe, par leur induſtrie & les Manufactures qui s'y ſont introduites, & par l'indépendance de leur Métropole, à laquelle elles ſont ſur le point de s'élever, de perdre un jour les conſommations des autres Colonies, que celles-ci commencent d'approviſionner de leur pêche, de leurs farines & de leurs fers. Mais c'eſt le Commerce de ces Colonies, qui contrarie doublement le Commerce de l'Europe, en Amérique & en Europe même, où ces Colonies envoyent leur pêche, des grains & de tout ſorte de Matériaux propres à la conſtruction; c'eſt le Commerce qui les rend rivales du Commerce de l'Europe, qui ne ceſſe d'étendre leur Population; & il s'en formera peut-être un jour une Nation très puiſſante, rivale de l'Europe, rivale très dangereuſe, pour tout le Commerce de l'Amérique. C'eſt

une Nation naiſſante, qu'un Commerce indépendant ne ceſſe de fortifier, dont on ne ſcauroit prévoir les limites.

Cette Population nouvelle, & déja très nombreuſe, n'auroit jamais exiſté ſans le Commerce. Les premiers Colons qui lui ont donné naiſſance, ſeroient reſtés en Angleterre; & l'Angleterre n'en ſeroit pas plus peuplée qu'elle l'eſt aujourd'hui. On peut dire la même choſe de la Suiſſe, de la Hollande & de l'Allemagne, qui ont fourni beaucoup d'habitans à ces Colonies.

REFLEXIONS

Sur le Commerce de la Librairie.

De toutes les branches du Commerce de l'Europe, celle-ci eſt peut-être celle qui l'intéreſſe le plus, ſi l'on fait attention aux progrès des connoiſſances humaines, aux progrès des Arts les plus utiles & les plus néceſſaires, qui lui ſont dus; aux agrémens de la ſociété, même à ceux de la ſolitude; & enfin aux mœurs, qui en ont reçu & en reçoivent tous les jours la plus forte impreſſion. Quels avantages, quels accroiſſemens toutes les autres branches du Commerce ne doivent-elles pas à la Librairie? Que n'eſt-il poſſible d'aſſigner à ce Commerce, des limites, qui ne nous permettroient de le voir que du beau côté, & de n'être ſenſibles qu'à la ſomme immenſe de bonheur qu'il répand ſur l'humanité.

Le Commerce de la Libraire à pour baſe pluſieurs Fabriques qu'il enrichit, ou qui lui doivent leur exiſtance. La richeſſe que les papéteries doivent à ce Commerce, eſt immenſe; & cette richeſſe eſt d'autant plus précieuſe, qu'elle eſt produite par une matiére vile. Mais le Commerce ennoblit tout ce qu'il fait faire valoir. L'Art de Fabriquer le Papier à fait du vieux Linge, qui en eſt la matiére premiére, connue ſous le noms de *Loques* ou de *Peilles*, qu'on jettoit autreſois, une marchandiſe précieuſe, & dont la ſortie eſt aujourd'hui défendue ſous les peines les plus rigoureuſes, dans tous les Etats qui ont des Papéteries.

La Rélieure, la Gravure en taille douce & l'imprimérie, n'exiſtèroient pas ſans le Commerce de la Librairie; & l'imprimerie ne met les productions de l'Eſprit humain entre les mains de tout le monde, que par le ſecours de l'Art de faire les Caractéres, car l'imprimerie n'eſt que l'art de les employer.

L'Art

L'ART de faire les Caractéres, qui emploi le plomb & l'Antimoine, ſe divife en deux: l'Art de Graver les Poincons, & l'Art de fondre les Caractéres. Peu de gens ont fait attention au merite de l'Art des Graveurs en Caractéres, en admirant la beauté des éditions d'un grand nombre d'Ouvrages. On a donné un tribut de louanges aux Plantin, aux Etienne, aux Elzevir, qui étoit du aux Fondeurs en Caracteres. L'Art Typographique a de grandes difficultés, mais ſa perfection dépend premiérement de celle des Caractéres. Ce n'eſt que depuis peu, qu'on a reconnu que les Fondeurs en Caractéres doivent partager au moins les éloges qu'on donne aux Imprimeurs. L'Art en lui même à été expliqué dans le Dictionnaire Encyclopédique, mais on ne l'a point enviſagé du coté du Commerce. On eſt parvenu à rendre par un travail infini, le Méchaniſme de l'imprimerie plus ſur & plus propre.

TOUT ce qui peut-être communiqué à un homme par un autre pour ſon utilité ou pour ſon agrément, eſt la matiére du Commerce. C'eſt ſur ce principe que nous enviſageons ici toutes les productions de l'Eſprit, comme matiére premiére d'une des plus riches Manufactures, dont l'Art & l'Induſtrie ont ſçu faire un objet d'exportation très précieux: enſorte que tous les encouragemens donnés aux Académies, aux ſavans, aux gens de lettres, l'inſtruction & l'amuſement, tournent en même tems au profit du Commerce, & le Commerce en étend infiniment l'utilité. Si l'on conſidére les bénéfices de l'imprimérie, des fondéries en Caractéres, de la Gravure en taille douce, de la Mégiſſerie, & ſurtout des Papéteries, on conviendra que ce que les Ecrivains en tout genre mettent de valeurs dans le Commerce, eſt infini, & qu'ils ſont dans un Etat, le fonds d'une branche de Commerce très riche; ce qui augmente encore beaucoup le prix des J. J. Rouſſeau, des Voltaire, des D'Alembert, &c. pour l'Etat qui les poſſéde.

L'IMPRIMERIE eſt infiniment plus étendue à Londres, qu'à Paris; ce qui eſt l'effet d'une liberté ſans bornes, qui ne ſauroit s'introduire en France. La liberté qu'on a en Angleterre de déclamer contre le miniſtére, contre le Roi même, contre les Amiraux, les Généraux & les Alliés, l'Eſprit de parti qui y tient un champ toujours ouvert à des combats de plume, y multiplient les Brochures à l'infini. L'Auteur qui veut ſe ſignaler dans cette ſinguliére Carriére, odieuſe ou interdite chez toute autre Nation, commence par établir que les affaires d'une Nation libre, ſont celles de chaque Citoyen, autant que celles du Roi & des Miniſtres; que quoique le Parlement répréſente la Nation & agiſſe pour le Peuple, il n'a pas le droit excluſif de parler pour lui; que la faculté de ſentir & d'exprimer ce qu'on ſent, eſt inaliénable.

De là le droit de tout dire & de tout imprimer, même ſur les Mœurs & ſur la Réligion. Tel eſt l'abus, telle eſt l'ivreſſe de la liberté qui donne à l'imprimerie de Londres une grande ſupériorité ſur celle de Paris, non à l'égard de la perfection Typographique, car Paris y excelle aujourd'hui; mais à l'égard de l'étendue de ſes productions. En effet on imprime plus de Livres & de Brochures à Londres en trois mois, qu'on n'en imprime à Paris dans un an; mais l'exportation ne répond pas à cette abondance exceſſive. La majeure partie de cette abondance de productions, eſt reſtrainte à la conſommation intérieure.

L'Imprimerie ne met ſans doute pas moins aujour à Paris d'Ouvrages ſérieux qu'à Londres; d'Ouvrages utiles, agréables, d'Ouvrages ſavans & des Riens amuſans ou inſipides. Mais cette abondance des matiéres premiéres de l'imprimerie, que bien des gens raiſonnables y trouvent exceſſive pour l'honneur du Génie & du bon ſens de la Nation, eſt reſtrainte par des examens, par des approbations & des permiſſions. Il eſt plus dificile à la Librairie de Paris de s'enrichir aux dépens de la Réligion, des Mœurs, du Gouvernement & de la Tranquilité publique. La Librairie de Paris s'en dédommage par la multitude d'Ouvrages, qu'elle produit chez l'Etranger, même d'Ouvrages traduits de l'Anglois; & à cet égard, quoique Paris imprime beaucoup moins que Londres, ſon Commerce de Librairie eſt infiniment plus riche. C'eſt un avantage que lui donne l'uſage de la Langue Françoiſe, qui eſt la Langue dominante en Europe.

Cet avantage eſt encore ſuſceptible de grands accroiſſemens, ſoit en s'écartant d'une Police quelquefois trop rigoureuſe, ſoit en prenant des précautions pour prévenir la Contrefaçon chez l'Etranger. On reproche à la France d'avoir mis elle même des bornes à l'induſtrie Nationale en ce genre, en génant trop l'imprimerie, & d'obliger les François à payer les productions de leur cru, l'Eſprit de leurs propres Auteurs, aux autres Peuples. De leur côté les Libraires de Paris tiennent leurs Editions à trop haut prix, ce qui engage infailliblement chez l'Etranger la Contrefaçon de tout ouvrage dont le titre ou la reputation de l'Auteur, font eſpérer du débit avec bénéfice. La maxime que le bénéfice du Libraire doit ſe trouver fait au débit de la moitié de l'Edition, eſt la cauſe du haut prix auquel on l'établit, & conſéquament celle de la Contrefaçon. Car ici la crainte d'un mal fait prendre une précaution, qui eſt préciſément la cauſe qui ordinairement le procure.

La Contrefaçon eſt l'Edition d'un livre contrefait, c'eſt-à-dire imprimé par quel-

quelqu'un qui n'en a pas le droit, au préjudice de celui qui l'a par la proprieté que l'Auteur lui en a cedée, ce qui ſe nomme dans le Commerce le *droit de Copie*. Envain a-t-on dit mille fois qu'il y a un déshonneur réel attaché à ce Commerce illicite; qu'il rompt les liens les plus reſpectables de la ſociété; qu'il détruit la confience & la bonnefoi dans le Commerce. Cette idée, quoique vraie, n'affecte point les Libraires en général. Ce déshonneur n'a lieu entre eux tout au plus que dans les pays ſoumis à la même domination. Car d'Etranger à Etranger, l'uſage ſemble avoir autoriſé cette injuſtice. Les Libraires de France, de Hollande, de Londres, de Francfort, de Liége, de Généve, &c. ne renonceront à la Contrefaçon, que lorſque le bon marché des Editions des Propriétaires, ne leur laiſſera plus voir de bénéfice aſſuré.

On pourroit peut-être reprocher encore aux Libraires, d'avoir ſouvent reſſerré eux mêmes les limites de l'Imprimerie & de leur Commerce, par la dureté des conditions qu'ils impoſent aux Auteurs. „ Les Libraires & les „ Acteurs, dit M. de Voltaire, ſont les créatures des Auteurs, & ces créa- „ tures traitent fort mal leurs créateurs". Ce reproche porte bien moins ſur les Libraires de Hollande, que ſur ceux de France. Ceux-ci ont l'avantage de trouver chez eux une conſommation immenſe; & celle que les Libraires Hollandois ont en Hollande, eſt ſi bornée, qu'ils ne pourroient preſque former aucune entrepriſe utile, s'ils n'avoient pas la reſſource de ſe défaire d'une Edition par la voye des échanges; ce qui reſſerre infiniment les avantages de leur Commerce. Car on ne peut mettre en comparaiſon le produit d'une Edition vendue au comptant, qui eſt l'avantage dont jouiſſent les Libraires de France, & celui d'une Edition débitée par des échanges, qui laiſſe les Libraires de Hollande longtems à découvert des frais de l'impreſſion *& du droit de Copie*. Par la même raiſon les Libraires de France ont encore l'avantage d'étendre beaucoup plus leurs Editions.

La Librairie conſidérée du côté de la Litterature & des mœurs, préſente la matiére d'une inſtruction très agréable & très utile, mais trop étrangére à nôtre objet, pour nous y arrêter.

On a ſouvent propoſé en France l'interdiction de l'entrée des livres imprimés chez l'Etranger, ſur le prétexte que l'introduction libre nuit au Commerce.

Depuis environ trente ans on a donné en France de grands ſoins à l'imprimerie. On l'a portée pour la beauté du papier, la neteté des Caractéres & le goût des ornemens, à une grande perfection. On prétend que Paris l'emporte aujourd'hui ſur la Hollande. Les Libraires Hollandois n'en convien-

viennent pas. Mais s'il eſt du quelque préférence du côté de ce merite extérieur, à la Libraire de France; ſeroit ce une raiſon pour interdire en France l'entrée des Livres Etrangers? On veut auſſi lui donner la préférence pour le mérite du fonds des ouvrages. Les Etrangers cependent l'égalent en beaucoup de genres, & la ſurpaſſent en d'autres. Il ſeroit encore bien abſurde de vouloir tirer de l'excellence de quelques Ouvrages, une interdiction des Ouvrages Etrangers. La France perdroit elle même beaucoup du côté du progrés des connoiſſances, dans l'interdiction de communication avec les ſcavans des autres Nations.

On a voulu tirer de l'uſage de la Contrefaçon, une raiſon d'interdire l'entrée des Livres Etrangers en France. Ou l'Ouvrage, a-t-on dit, a été imprimé en France & contrefait en Hollande: en ce cas l'introduction nuit au Commerce de la Libraire, pareeque l'Editeur François eſt privé d'une partie de ſon bénéfice, & cette introduction enrichit l'Etranger aux dépens de l'Etat. Ou l'ouvrage a été imprimé chez l'Etranger, & dans ce ſecond cas la prohibition donne aux Libraires François tout l'avantage de la Contrefaçon.

La loi prohibitive ne ſeroit d'aucune utilité pour la France à l'égard des avantages & des déſavantages de la Contrefaçon. Un Livre François contrefait en Hollande, trouve un obſtacle à l'entrée en France dans le privilége & dans l'attention des Cenſeurs & des Chambres Sindicales, dont il doit ſubir l'examen. Il ne peut y entrer qu'en contrebande, & la loi n'ajouteroit rien à la facilité qu'ont les François, de contrefaire les ouvrages Etrangers, ſi ce n'eſt que de les rendre un peu plus chers pour l'intérieur du Royaume par un eſpèce de Monopole.

On s'eſt encore fondé ſur l'intérêt de la politique & ſur les mœurs, pour croire que la France ne devroit permettre l'introduction d'aucun Ouvrage étranger.

Ce ſeroit priver la France des riches tréſors qui augmentent ſans ceſſe la ſomme de toutes ſes connoiſſances. Car aucun pays ne ſçait mieux s'approprier cette ſorte de richeſſes des autres Nations. Les mœurs & la Politique n'exigent pas d'ailleurs une interdiction générale. Ce ſeroit une loi auſſi abſurde que celle qui défendroit d'apporter des Denrées au marché, parcequ'on peut en mettre en vente de corrompues. Il y a des Magiſtrats qui veillent pour empêcher qu'on expoſe au marché, des Denrées gâtées, qui nuiroient à la ſanté des Citoyens. La Police a également pourvu par de ſages précautions

tions, à l'introduction & au débit des Livres dangereux pour la Religion, pour les mœurs & pour la ſureté du Gouvernement. D'ailleurs la Loi de la réciprocité pourroit reſtraindre le Commerce de la Librairie de la France dans les limites de ſon Territoire, & alors ce ne ſeroit plus qu'un Commerce intérieur, qui ne merite pas ce nom. La France qui débite tous les ans pour de groſſes ſommes, des Livres aux Etrangers bien au-delà de ce qu'elle en reçoit, ſe priveroit par une Loi qui ne lui procureroit aucun avantage, d'une importation d'argent pour une ſomme conſidérable, & feroit un grand préjudice à ſes Papeteries.

Le Commerce de la Librairie n'a qu'une ſeule Loi à déſirer, qui ſeroit une Loi capable de détruire l'abus de la Contrefaçon; & quoique la France ſoit peut-être le pays où cet abus regne le plus, ſi l'on en croit les plaintes des Libraires Etrangers, ce ſeroit peut-être auſſi celui dont le Commerce s'enrichiroit d'avantage, ſi cet abus étoit généralement détruit. Les Libraires de tous les pays y gagneroient. Il eſt certain que les entrepreneurs des Editions ne redouteroient jamais l'événement d'aucune première Edition, & que par cette raiſon ils ne ſeroient point dans la facheuſe néceſſité d'impoſer des conditions dures aux Auteurs. Ceux-ci plus animés, les Libraires ſe procureroient plus facilement & plus abondament des matières premières. Un Libraire de Hollande avoit autre fois conçu le projet de cette Loi. Il la fit propoſer au dernier Congrès d'Aix-la-Chapelle. Il vouloit la rendre commune à toutes les Nations, & il avoit pris la ſeule route convénable pour la faire adopter, en la faiſant paſſer dans un traité de paix, dans lequel preſque toutes les Puiſſances de l'Europe étoient contractantes. Mais le projet de cette Loi fut apparament regardé par les Miniſtres Plenipotentiaires au Congrès, comme un des beaux réves de l'Abbé de Saint-Pierre, ou comme une de ces Loix qui ne ſauroient avoir lieu, que dans la ſuppoſition de la fraternité générale inutilement imaginée par l'Auteur de l'*Ami des Hommes*.

On peut conclure de là que la Contrefaçon, quelque énorme, quelque injuſte & révoltant que ſoit cet abus, aura toujours lieu; & que le Libraire qui en redoute les effets, doit être ſon Légiſlateur à lui-même, & les prévenir en anonçant ſon edition à ſi bon marché, qu'il ſoit impoſſible à ſes confrères d'en entreprendre la Contrefaçon ſans s'expoſer à perdre.

On a quelque-fois propoſé la queſtion, ſçavoir s'il eſt utile à un Etat de ſévir contre les Livres; & cette queſtion peut être conſidérée rélativement au Commerce, & rélativement à l'attention qu'une bonne police doit avoir de

proſcrire tout Ouvrage qui attaque la Religion, le Gouvernement, ou qui peut nuire en général au caractère moral des Citoyens.

C'est ſans doute une Loi également juſte, néceſſaire & utile, que celle qui défend l'introduction d'un Livre dont le *droit de Copie* appartient à un ou pluſieurs Libraires de la Nation. C'eſt un acte de la protection que chaque Etat doit à l'induſtrie nationale & à ſon Commerce. Cette Loi peut comprendre dans la même interdiction, tout ouvrage qui bleſſe la Réligion, les Mœurs ou le Gouvernement; & elle ſera toujours utile & d'accord avec l'intérêt public.

Mais doit-on attendre les mêmes avantages de ces proſcriptions ſolemnelles, de ces condamnations prononcées par les prémiers tribunaux de la juſtice avec le plus grand éclat, de Livres imprimés aſſez ordinairement dans le ſecret, & quelquefois avec approbation & privilége, ou à la faveur d'une permiſſion tacite ? ſi on conſulte l'expérience, on ne peut ſe diſſimuler que ces condamnations n'ont jamais produit d'autre effet, que d'exciter la curioſité du Public, de faire rechercher avec plus d'avidité les Ouvrages proſcrits, les rendre plus chers, & en faire multiplier les editions. Une condamnation a ſouvent fait la fortune d'un Livre, qui ſans cela auroit eu peu de Lecteurs, & ſeroit promptement tombé dans l'oubli. Il ne faudroit même que de ſemblables condamnations pour tirer un grand nombre de Livres de la pouſſière des Magaſins: & les Livres qu'on aime à lire malgré leurs défauts, ſeroient infiniment moins lus, ſi le grand éclat des condamnations n'excitoit pas la curioſité du Public.

On pourroit peut-être ſe promettre un effet plus heureux d'une loi, qui accorderoit des prix à ceux des Ecrits qui par la ſupériorité du Génie & de l'Art de leurs Auteurs, auroient détruit les facheuſes impreſſions qui attirent ſur d'autres ecrits l'attention des Magiſtrats. Par là la Litterature reprimeroit elle même ſa licence & ſes erreurs; & au lieu de tant de réponſes foibles qu'on publie ſur des ouvrages condamnés, qui bien loin de les détruire, en augmentent encore le crédit, nous aurions des ecrits ſages, des inſtructions ſolides, un accroiſſement nouveau de connoiſſances ſur les matières qui intéreſſent la Réligion, les Mœurs & le Gouvernement, & un remède peut-être plus efficace contre le mal, que la police ſemble étendre encore par l'éclat des condamnations, au lieu de le détruire, ou de le prévenir.

Fin du Premier Tome.

14502